# Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte

# Revue d'Histoire Ecclésiastique Suisse

8852

Herausgegeben von der
**Arbeitsgemeinschaft katholischer Historiker der Schweiz**

REDAKTION:

OSKAR VASELLA
Professor an der Universität Freiburg

LOUIS WAEBER
Vicaire général du diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg

OTHMAR PERLER
Professor an der Universität Freiburg

HOLBROOK LIBRARY
PACIFIC SCHOOL
OF RE

37-38

XXXVII. JAHRG. HEFT IV
ERSCHEINT VIERMAL JÄHRLICH

1943-44

XXXVII[e] ANNÉE. FASC. IV
PARAIT QUATRE FOIS PAR AN

VERLAG JOSEF VON MATT · STANS

79795 V. 37-38 1943-44

Digitized by the Internet Archive
in 2025

https://archive.org/details/schweizerische-zeitschrift-fur-religions-und-kultur_1943_37

# INHALTSVERZEICHNIS — SOMMAIRE

**XXXVII. Jahrgang — XXXVII[e] Année**

1943

## Aufsätze — Articles de fond


Seite-Page

Fry, Karl : Der Lichttitel der Wallfahrtskirche Maria Licht in Truns . . . . . 113

Keckeis, Johann : Das Kloster St. Johann im Thurtal 53, 132, 267, 321

Morin, Dom Germain : La légende de l'« Engelweihe » à Einsiedeln 1

Moser, P. Krispin : Schweizer Handschriften der Werke Bertholds von Regensburg . . . . . 379

Perler, Othmar : Les Constitutions Synodales de Sébastien de Montfalcon, évêque de Lausanne (1523) . . . . . 225

Rebetez, Pierre : Concordat entre l'archevêque de Besançon et l'évêque de Bâle au XVIII[e] siècle . . . . . 31, 177, 236, 359

Stoecklin, Alfred : Das Ende der mittelalterlichen Konzilsbewegung 8


## Kleine Beiträge — Mélanges


Henggeler, P. Rudolf : Wann wurde die erste Einsiedler Klosterkirche eingeweiht . . . . . 96

Müller, P. Iso : Zur Applikation der Konventmesse im 17. Jahrhundert . . . . . 399

Strobel, Ferdinand : Ein Brief Friedrich v. Hurters an Erzbischof Ignaz Demeter von Freiburg i. Br. . . . . 86

Villiger, Joh. Bapt. : Thaddäus Müller und die schweizerischen Klöster 1802 . . . . . 91

Zeininger, H. C. : Un privilège des Abbés de St-Maurice d'Agaune 392


## Rezensionen — Comptes rendus


Blanke, Fritz : Der junge Bullinger (O. Vasella) . . . . . 99

Blanke, s. Zwingli-Hauptschriften (O. Vasella) . . . . . 108

Boesch, Josef : Das Aufkommen der deutschen Urkundensprache in der Schweiz (R. Newald) . . . . . 411

Bühlmann, Josef : Christuslehre und Christusmystik des Heinrich Seuse (P. Lorenz Casutt) . . . . . 315

Seite-Page

Donnet, André : Saint Bernard et les origines de l'Hospice du Mont-Joux (L. Waeber) . . . . . 312

Elie, Hubert : Les Editions des Statuts de l'Ordre des Chartreux (Gregor Kappeler) . . . . . 412

Fäh, Johann : Die Geschichte der Pfarrkirche St. Georg zu Oberkirch und Kaltbrunn (P. Dominikus Planzer) . . . . . 408

Festschrift zum hundertjährigen Bestehen der kath. Genossenschaft Schaffhausen (1841-1941) (P. Dominikus Planzer) . . 408

Fink, Karl Aug. : Das Vatikanische Archiv (P. Dominikus Planzer) 404

Foerster, Hans : Die Vertretung des Bischofs von Basel auf dem Konzil von Trient (P. Theodor Schwegler) . . . . . 106

Frowin von Engelberg, Der selige, ein Reformabt des 12. Jahrhunderts (O. Perler) . . . . . 319

Galbiati, Giovanni : I duchi di Savoia Emanuele Filiberto e Carlo Emanuele I nel lore carteggio con San Carlo Borromeo (P. Lorenz Casutt) . . . . . 220

Hajnal, Stephan : Vergleichende Schriftproben zur Entwicklung und Verbreitung der Schrift (Hans Foerster) . . . . . 416

Hefele, Friedrich : Freiburger Urkundenbuch (A. Bruckner) . . . 101

Heimatkunde vom Linthgebiet 1942 (P. Rudolf Henggeler) . . 107

Kläui, Paul : Ortsgeschichte (P. Rudolf Henggeler) . . . . . 108

Mercati, Angelo : Il sommario del processo di Giordano Bruno (J. B. Villiger) . . . . . 317

Missionsjahrbuch, Kathol., der Schweiz, 9. Jahrg. (P. Dominikus Planzer) . . . . . 407

Müller-Wolfer, Theodor : Der Werdegang der Reformation in Aarau (O. Vasella) . . . . . 218

Omlin, P. Ephrem : Gedenkblätter zum 200. Weihetag der Pfarrkirche von Sarnen (P. Dominikus Planzer) . . . . . 408

Paquier, R. : Le Pays de Vaud, des origines à la conquête bernoise (M. Besson) . . . . . 98

Perler, Othmar : Sebastian Werro (L. Waeber) . . . . . 102

Pfyffer, Roman : Die katholische Schule in Basel (P. Dominikus Planzer) . . . . . 400

Schönenberger, Karl : Geschichte des Schweizer. Studentenvereins (Dominikus P. Planzer) . . . . . 410

Weisz, Leo : Leo Jud, Ulrich Zwinglis Kampfgenosse (Rud. Jud und O. Vasella) . . . . . 219

Zwingli-Hauptschriften, Bd. 9. Übers. u. erl. von Fr. Blanke (O. Vasella) . . . . . 108

**Erklärung** . . . . . 110

# La légende de l'« Engelweihe », à Einsiedeln

Par Dom Germain MORIN

La *Vita sive passio venerabilis heremitae Meginrati* [1], de peu postérieure à la mort du saint [2], fait mention des « necessaria sui voti habitacula » que fit construire pour lui une certaine abbesse nommée Heilwiga, et, naturellement, de l'oratoire où il célébrait la messe et l'office divin, dans lequel aussi les deux brigands, ses meurtriers, exposèrent en hâte sa dépouille mortelle.

Depuis l'année 861, jusqu'à la première venue de Benno, vers 925/927, la solitude régna de nouveau sur la sombre forêt où Meinrad avait fixé son ermitage. Et Benno lui-même ne fit que continuer la vie d'ermite de son prédécesseur. Le premier abbé proprement dit ne paraît qu'avec Eberhard (934-958) venu, comme Benno, de Strasbourg : c'est seulement à partir de lui qu'il est question d'un monastère et d'une église. Celle-ci, la basilique de « Meinradzell », fut dédiée, en 948, d'après les plus anciennes Annales d'Einsiedeln [3].

Tout détail fait défaut sur cette dédicace. Nous savons seulement que l'église de l'abbaye fut dédiée à la Vierge Marie, comme la cathédrale de Strasbourg, au chapitre de laquelle Eberhard avait appartenu en qualité de prévôt. Outre le maître-autel [4], il y en avait au moins un autre dédié à saint Maurice, dont une relique aurait été obtenue pour l'abbaye naissante par l'évêque saint Ulric [5].

Qu'était devenu sur les entrefaites l'oratoire primitif de Meinrad ?

[1] Reproduite par Dom Odilo Ringholz dans *Geschichte des f. Benediktinerstiftes U. L. F. von Einsiedeln*, 1902 (cité II au cours de cet article), d'après le cod. 577 de Saint-Gall, collationné avec cinq autres manuscrits : Beilage I, p. 648-651.

[2] La *Vita* assigne comme date de cette mort le 21 janvier 863, mais d'après les autres documents la vraie date serait 861.

[3] *Mon. Germ. hist.* Script. III, 137 suiv.

[4] Parmi les reliques mises dans ce maître-autel, le cod. 17 mentionne un fragment *De vestimento sanctae Mariae*, avant même les reliques du Christ. Ce feuillet manuscrit a été publié avec commentaire par Ringholz dans l'*Anzeiger für schweiz. Geschichte* VIII, 11-16, en 1897.

[5] Ringholz II, p. 36. Arnold Nüscheler, dans le *Geschichtsfreund*, lit à tort « Maurus », au lieu de « Mauritius ».

O. Ringholz [1] écrit qu'on l'avait laissé en place, et consacré comme « oratoire du Sauveur ». La chose n'est pas impossible, mais aucune autorité ne l'atteste, et nous ne savons même rien de l'existence d'un semblable oratoire avant l'agrandissement de la *Cellae b. Meginradi basilica* en 987 par l'anglais Grégoire, successeur d'Eberhard.

C'est à cette basilique de Grégoire que se rapporteraient, d'après Ringholz, les notices sur les divers autels et reliques que nous trouvons, soit à la fin du ms. 17 d'Einsiedeln, soit dans le dernier feuillet du ms. 30. D'après ces documents, il y aurait eu deux édifices distincts : la *Basilica* et l'oratoire de *Saint-Sauveur*. Le manuscrit 30, en effet, mentionne, outre un lieu de station « Ad crucem », un oratoire AD S. SALVATOREM où l'on se rendait en procession à certains offices [2]. La raison pour laquelle Ringholz attribue ces notices à l'église du X^e^ siècle, c'est qu'il n'y est nulle part encore question des reliques de saint Meinrad, qui ne furent transférées à Einsiedeln [3] que le 6 octobre 1039, peu de jours avant la consécration de la nouvelle église, bâtie par l'abbé Embrich après l'incendie de 1029, et dont la dédicace eut lieu le 13 octobre 1039. Mais même si Ringholz a raison en cela, il a tort, je crois, de mettre aussi au X^e^ siècle les feuillets des mss. 17 et 30 : ils me semblent appartenir tout au plus au XI^e^. Par contre, c'est à bon droit qu'il soutient, contre Arnold Nüscheler, que l'*Ad crucem* était complètement distinct de l'oratoire de Saint-Sauveur, comme il ressort clairement de la description des cérémonies de la veille de Noël dans le feuillet additionnel du cod. 30.

Cet oratoire du Sauveur n'avait rien d'extraordinaire pour l'époque : on en trouve de pareils dans la description d'une foule de monastères. A Farfa, entre autres, au XI^e^ siècle, nous voyons un *Oratorium Salvatoris... coniunctum aulae Dei Genetricis* [4], donc à l'église principale, tout à fait comme à Einsiedeln ; et comme à Einsiedeln, il en est question dans les coutumiers et livres liturgiques, comme but de procession et de station à certaines fêtes et offices de l'année.

Jusqu'au XII^e^ siècle, rien de particulier, dans les documents authentiques, sur la façon dont se serait accomplie la dédicace, soit de la basilique principale, soit de l'oratoire du Sauveur. Nous savons

[1] *Ibid.*

[2] Notamment après les 1^res^ Vêpres de Noël et à la procession du jour.

[3] On sait que cette translation, marquée à l'an 1039 dans les Annales de l'abbaye, équivalait pour l'époque à une canonisation en règle.

[4] Voir *Rev. Bénéd.* de juillet 1907, t. XXIV, p. 380, et les *Consuetudines Farfenses* publiées par Bruno Albers.

seulement qu'on en fêtait l'anniversaire à des dates distinctes. Celle de la première est marquée au 13 octobre dans tous les calendriers, du XI^e^ au XV^e^ siècle, tandis que celle de Saint-Sauveur, dans ceux qui datent de 1200 environ ou d'après, figure au 14 septembre [1]. Et, chose à noter, la liste du cod. 17 mentionne, tout comme pour les autres autels, les reliques mises *ad sanctum salvatorem* dès la plus ancienne consécration, peut-être du X^e^ siècle : c'étaient « sancte Crucis . sancti Michaelis archangeli . de purpura domini . de vestimento domini . de sepulchro domini . de praesepe domini . de spongia domini . » Il est évident qu'à la date où cette liste fut transcrite, on ne savait pas encore que le rite de cette consécration se fût différencié de celui qui fut observé pour les autres autels des sanctuaires primitifs du lieu, et partout ailleurs en pareille occasion.

Mais avec le XII^e^ siècle, tout change : pour la première fois, dans un manuscrit de la Chronique d'Hermann Contract, écrit peut-être à Einsiedeln (maintenant à Karlsruhe, dans le fonds de Reichenau), une même main a interpolé, en caractères plus petits et plus serrés, les deux notices suivantes :

A l'an 948 : Capella in coenobio sancti meginradi caelitus consecrata est XVIII k. octobris.

A l'an 964 : Eodem anno rege roma morante cum caeteris principibus idem papa consecrationem capellae caelitus factam in coenobio sancti meginradi coram principibus scriptis confirmavit [2].

Cette seconde note a été insérée, exactement dans les mêmes termes, par une main du XII^e^ siècle, dans la Chronique manuscrite d'Einsiedeln, sur l'espace libre vis-à-vis de l'année 963 (Cod. Einsied. 356).

La « confirmation écrite » dont il est question ici sera probablement

[1] Les Annales ne distinguent pas la date de la dédicace des deux sanctuaires ; elles mentionnent seulement la consécration de l'église de Meinradzell sous le premier abbé Eberhard en 948 et son agrandissement sous l'abbé Grégoire en 987. Mais, si le feuillet du cod. 17 se rapporte à l'église du X^e^ siècle, il paraît probable que l'oratoire du Sauveur fut consacré en même temps que la *Basilica*. Quant à la date du 13 octobre, c'est sûrement celle de la dédidace de l'an 1039. En marge du beau cod. 83, les redevances, éditées par Gall Morel, sont marquées à part pour chacune des deux dédicaces (vers l'an 1200).

[2] Les deux passages de la Chronique sont reproduits en phototypie dans l'ouvrage (I) de Ringholz, *Wallfahrtsgeschichte U. L. F. von Einsiedeln*, 1896, à la page 318. Vainement j'ai essayé de démontrer au vénérable archiviste qu'ils constituaient sans aucun doute une interpolation à l'œuvre d'Hermann Contract, ce que son confrère Gabriel Meier ne faisait aucune difficulté de reconnaître.

l'original (!) de la fameuse bulle attribuée au Pape Benoît VIII [1], et datée du 11 novembre 964, dont il ne reste qu'un *Vidimus* de l'évêque Henri III de Constance, en date du 25 décembre 1382.

Que cette bulle constitue un faux, c'est ce qui est aujourd'hui reconnu, non seulement par quelques « hypercritiques », comme le voudrait O. Ringholz, mais par quiconque est tant soit peu à même de juger de ces sortes de questions. Les preuves abondent, mais il suffira d'une seule qu'on n'a pas encore songé, semble-t-il, à alléguer jusqu'ici. Il est dit dans la bulle qu' « en 948, l'évêque de Constance, Conrad, fut appelé à Einsiedeln pour y consacrer le 14 septembre une chapelle en l'honneur de la Bienheureuse Vierge Marie ». Or, ce n'est guère qu'à partir du déclin du XIII^e^ siècle, plus précisément dans un acte du 1^er^ septembre 1286, qu'il est d'abord question, à Einsiedeln, d'une *capella sancte Marie* [2] ; et, dans les calendriers liturgiques, il faut descendre jusqu'à l'abbatial de l'abbé Jean I^er^ (entre 1298 et 1314) pour trouver au 14 septembre la mention d'une *Dedicatio capellae sanctae Mariae*. Les calendriers antérieurs avaient à cette date du 14 septembre la *Dedicatio capellae sancti Salvatoris*. Les deux chapelles seraient-elles donc identiques, et le vocable de la Vierge Marie aurait-il été substitué postérieurement à celui du Sauveur ? C'est ce qu'admet, non seulement Gall Morel, mais encore son confrère moins suspect d'hypercritique, O. Ringholz. Et avec toute raison : car quel motif aurait-on eu de dédier un oratoire à la Vierge, contre ou même dans une basilique consacrée elle-même à Notre-Dame ? C'eût été contraire à l'esprit primitif de toute la tradition liturgique.

Et puis, il faudrait expliquer ce silence absolu du X^e^ au XII^e^ siècle, relativement à la consécration « caelitus facta » de la chapelle. Dom Ringholz allègue d'abord les arguments usuels, la disparition des documents dans les incendies, et autres raisons du même genre. Mais comment se fait-il que, d'après le même historien, nous possédions encore certains feuillets qui nous renseignent sur les reliques mises dans les autels des églises du X^e^ siècle, voire dans celui de l'oratoire de Saint-Sauveur ? Un feuillet faisant allusion aux merveilles de la consécration accomplie le 14 septembre 948 aurait pour nous sûrement plus d'intérêt !

Cf. MGH, *Scriptores* V, 70. De même pour l'interpolation identique dans la Chronique d'Einsiedeln, reproduite au même endroit de la *Wallfahrtsgeschichte*.

[1] Texte, suivi d'un plaidoyer pour l'authenticité, dans Ringholz I, p. 312 suiv.

[2] Publié par J. Escher et P. Schweizer dans l'*Urkundenbuch der Stadt und Landschaft Zürich* V, 300 suiv. (Zürich 1900-1901). Original à Einsiedeln.

Ringholz essaie alors d'un autre genre d'explication : il rappelle le fait signalé dans quelques milieux particulièrement ascétiques, en Lorraine et ailleurs, où, par crainte du trouble que pouvaient occasionner dans l'ambiance du monastère certains religieux qui se mêlaient de faire des miracles après leur mort, on leur enjoignait *in sancta oboedientia* d'avoir à cesser sur-le-champ leur activité posthume, allant au besoin jusqu'à transférer leur corps en dehors du cimetière des frères. C'est ainsi qu'à Einsiedeln, durant les deux premiers siècles, où la ferveur était encore à son apogée, on aurait fait son possible pour étouffer tout retentissement au dehors de la merveille dont fut témoin la « Meinradzelle » à l'occasion de la consécration de l'oratoire du Sauveur.

*Credat Iudaeus Apelles !* C'était, aux XI^e^ et XII^e^ siècles, justement l'époque où l'on voit éclore, à tous les coins de la chrétienté, ces prétentions étranges à une « consecratio caelitus facta ». On dirait une sorte d'épidémie mystique. Depuis qu'une bulle attribuée au Pape Nicolas II (1059-1061) au sujet de l'église de l'abbaye de Westminster, eut propagé la légende de la dédicace miraculeuse de ce sanctuaire, il n'y eut pas d'église quelque peu importante, qui n'émît des prétentions au même privilège ; on pourra voir une foule de ces consécrations soi-disant divines ou angéliques mentionnées, soit dans les *Acta Sanctorum* des Bollandistes, au tome VIII de septembre, p. 61, soit dans Ringholz *Wallfahrtsgeschichte*, p. 358-361. C'est le Christ, entouré des saints apôtres et des martyrs du lieu, qui, dans la nuit du 24 février, avait consacré l'église de Saint-Denis, près Paris, et, comme de juste, le roi Dagobert avait obtenu du Saint-Siège un acte confirmant le fait ; jusqu'au XII^e^ siècle, le grand abbé Suger en fera mention dans un écrit sur l'église reconstruite par lui. A la même époque, le sympathique cistercien, Aelred de Rievaulx, dans sa Vie de saint Edouard, insère la bulle de Nicolas II, d'après laquelle la première église de Westminster construite au VII^e^ siècle, par l'évêque Mellitus, aurait été consacrée par l'apôtre Pierre en personne. La cathédrale d'Augsburg, l'abbatiale de Saint-Pierre-le-Vif à Sens, ont chacune leur « dédicace angélique ». Et combien d'autres encore : à Prague, au Puy-en-Velay, à Avignon, à Saint-Paul de Lyon, à Bruxelles, à Vercelli, à Arles le cimetière des Aliscamps, etc.

J'ai dit que la première mention de la dédicace miraculeuse, pour Einsiedeln, consiste dans une interpolation à la Chronique d'Hermann Contract. Les paléographes pourront assez facilement en déterminer l'époque. Pour ma part, j'ai quelque soupçon qu'elle a été faite dans le milieu de ces moines de Saint-Blaise qui, obligés en 1123 de se

réfugier à Einsiedeln, fondèrent, une vingtaine d'années plus tard, l'abbaye d'Engelberg, dont Frowin fut le premier abbé. Et précisément Ringholz fait remarquer que les moines de Saint-Blaise, Frowin entre autres et ses élèves, pendant leur séjour, laissèrent des traces de leur activité dans plusieurs des manuscrits conservés aujourd'hui encore à Einsiedeln [1]. Ce sont eux, par exemple, qui continuèrent et annotèrent la vieille chronique d'Einsiedeln du X^e^ siècle, non sans y insérer l'interpolation qui figure également dans la chronique d'Hermann Contract ; eux aussi qui ont annoté le manuscrit 319, p. 34-41, de l'année 1051 jusqu'à 1143, c'est-à-dire jusqu'au départ de Frowin pour Engelberg. Je ne voudrais rien en déduire qui fît tort à la mémoire du bienheureux abbé, mais il n'est pas téméraire de soupçonner que les premières mentions, à Einsiedeln, d'une consécration « caelitus facta » remontent à des interpolations faites de son temps et dans son milieu. On me dit qu'Engelberg aussi, conformément à son nom, connaîtrait une légende relative à des concerts donnés par les anges sur la montagne. Mais je n'en sais que ce que m'a rapporté un personnage digne de foi, qui a fréquenté l'école du lieu dans sa jeunesse : au reste, il ne m'a pas dit qu'il ait jamais entendu lui-même le chœur des célestes chanteurs !

Il resterait à décrire comment, à partir de l'interpolation remontant au XII^e^ siècle et de la soi-disant bulle de confirmation par Benoît VIII, la légende s'est propagée, embellie, affirmée de plus en plus, pas si vite pourtant, ni si complètement qu'on pourrait le supposer.

C'est surtout, on l'a vu, au XIII^e^ et au XIV^e^ siècle, sous l'abbé Jean I^er^, que l'évolution s'accuse nettement. Dans les Annales du Munster de Berne, du XIV^e^ siècle, les interpolations à la Chronique d'Hermann Contract et aux Annales d'Einsiedeln ont déjà trouvé place, de même que la bulle de Benoît VIII [2]. Il n'est plus désormais question du vieil oratoire du Sauveur : son vocable est remplacé par celui de Sainte-Marie, et cette *Capella sanctae Mariae*, dont on fête la consécration au 14 septembre, tout comme jadis celle de Saint-Sauveur, a son desservant particulier, auquel des redevances spéciales sont attribuées. Dans le Processionnal de l'abbé Jean (cod. 631), cette chapelle est mentionnée une vingtaine de fois, et semble être devenue dès lors le centre principal de la dévotion. C'est alors que le moine Georges de Gengenbach écrit son histoire de saint Meinrad [3], où le récit primitif

[1] Ringholz II, p. 684, Beilage VI sur « Frowin in Einsiedeln ».
[2] Reproduction phototypique dans Ringholz (I), à la p. 316.
[3] Publiée dans Ringholz (II), p. 653 suiv.

est défiguré, enjolivé sans vergogne ; le même annaliste achève, le 15 mars 1378, son *Originale de capella gloriosae virginis Mariae ad heremitas* [1], où les récits les plus fabuleux ont tous été admis, notamment les *Secreta secretorum sancti Cunradi episcopi* [2], qui décrivent par le détail le cérémonial observé par le Christ lors de la consécration miraculeuse, et les fonctions liturgiques exercées par chacun de ses célestes assistants. Henri de Ligerz lui-même, trésorier de l'Abbaye, et homme de quelque valeur, avait déjà auparavant, non seulement admis l'histoire de la *Dedicatio angelica*, mais commencé, semble-t-il, à en préparer un office. C'est pourtant en 1581 seulement, dans le Missel de l'abbé Adam (cod. 104), qu'on trouve un office de ce genre, *In dedicatione sacellae* (sic) *b. Mariae Virginis*, mais sans aucune allusion à la consécration divine. Il faut descendre jusqu'au XVII^e^ siècle pour trouver dans les *Officia propria* de 1615 un premier « Engelweihofficium » au 14 septembre, de I^re^ classe avec octave. A en juger d'après ce qu'en dit Dom Ringholz dans sa *Wallfahrtsgeschichte*, p. 356-358, c'est loin d'être un modèle au point de vue de la critique historique : on n'y fait grâce d'aucun détail fabuleux, même de ceux qui ont été imaginés à la plus basse époque. J'aime à croire qu'on lui a substitué d'ores et déjà, ou qu'on lui substituera bientôt quelque chose de plus digne du Dieu de vérité et du célèbre sanctuaire.

Ce serait faire preuve d'un très petit esprit que de se scandaliser à l'excès de cette crédulité regrettable des siècles passés : c'est là chose purement humaine, et Dieu a permis que son Eglise elle-même, ou plutôt certains des éléments humains qui la composent, s'y soient laissés prendre, pas seulement à Einsiedeln, mais dans tous les pays et dans tous les temps. Il n'y a rien à en conclure contre la dévotion du peuple fidèle, même quand elle a pour attraction apparente des légendes fabuleuses ; de vrais miracles ont été maintes fois obtenus, en dépit de l'origine plus ou moins douteuse de certains sanctuaires ou de fausses reliques ; c'est uniquement la foi que Dieu entend récompenser par de telles faveurs. Notre-Dame des Ermites a été pendant des siècles et restera longtemps encore un des centres les plus vénérables de la dévotion du peuple chrétien, un des sanctuaires qui ont le plus contribué à maintenir la foi, à nourrir l'esprit de prière, où Dieu enfin a répandu avec le plus de profusion ses grâces sur les âmes rachetées par le sang du Christ et prédestinées à entrer dans son royaume.

[1] Voir *ibid.* 283.

[2] *Ibid.* 657.

# Das Ende der mittelalterlichen Konzilsbewegung

Von Alfred STOECKLIN

## I

« Das Ende der mittelalterlichen Konzilsbewegung » ist kein dankbares Thema. Weder läßt sich der Stoff um ein paar besonders ausgeprägte, in dieser oder jener Hinsicht besonders interessante Persönlichkeiten gruppieren noch kann ohne Vergewaltigung des vorhandenen Tatsachenmaterials die in der Sache selbst liegende Entwicklung mit dramatischen Akzenten greifbar und einprägsam herausgearbeitet werden. Dazu kommt, daß wir es dabei in doppelter Beziehung mit einem Auflöseprozeß zu tun haben: dem allmählichen Zurücktreten von Denkformen und Idealen, die sich zu Beginn des 15. Jahrhunderts mit der kirchlichen Institution des Konzils verbanden, die eine gewisse Zeit hindurch zweifellos die Mehrheit der Zeitgenossen beherrschten, nachher aber allmählich ihre Anziehungskraft eingebüßt haben. Dieser Vorgang selbst spielt sich nun aber zudem innerhalb der Welt des 15. Jahrhunderts ab, innerhalb eines Ganzen, das in sich selbst schon uneinheitlich und gespalten ist und das Stigma eines Übergangszeitalters auf der Stirn trägt [1].

[1] Da es sich hier — schon aus Raumgründen — mehr um einen ersten skizzenhaften Aufriß der konzilsgeschichtlichen Problematik als um eine eingehende Darstellung dieser Entwicklung in ihrer gesamten Breite handelt, beschränken wir uns in den folgenden Anmerkungen bewußt auf das unerläßlich Notwendige. Für mehrfach benützte Werke benützen wir folgende Abkürzungen: DThC = Dictionnaire de Théologie Catholique ed. *Vacant, Mangenot* u. *Amann*, Paris 1909 ff.; *Hollnsteiner* = *J. Hollnsteiner*, Die Kirche im Ringen um die christliche Gemeinschaft vom Anfang des 13. Jahrhunderts bis zur Mitte des 15. Jahrhunderts, als Bd. II, 2 der von *J. P. Kirsch* herausgegebenen Kirchengeschichte, Freiburg i. Br. 1940; *Grabmann* = *M. Grabmann*, Studien über den Einfluß der aristotelischen Philosophie auf die mittelalterlichen Theorien über das Verhältnis von Kirche und Staat, S. B. Bayr. Akademie Phil.-hist. Abt. 1934, H. 2; LTK = Lexikon für Theologie und Kirche, 21. Aufl., herausgegeben von M. Buchberger, Freiburg 1930 ff.; *Pastor* = *L. Pastor*, Geschichte der Päpste, 16 Bde., Freiburg 1885 ff. u. ö.; *Schlecht* = *J. Schlecht*, A. Zamometić und der Basler Konzils-

Bevor wir an unser eigentliches Thema treten können, sind noch die notwendigen sachlichen Voraussetzungen zu klären: der Begriff des Konzils sowie das Wesen des Konziliarismus.

So gut wie alle andern Formen und Einrichtungen der Kirche, unterliegt auch die Kirchenversammlung, das Konzil, im Laufe der Jahrhunderte sehr wichtigen Wandlungen. Die ökumenischen Konzilien der altchristlichen Kirche sind Versammlungen der Bischöfe des römischen Reiches, die zur Entscheidung über strittige dogmatische Fragen aufgeboten sind. Etwas andres sind die Generalsynoden des frühen Mittelalters; bei ihnen kann schon aus verkehrstechnischen Gründen von einer wirklichen Ökumenizität nicht die Rede sein; umso wichtiger wird aber die Autorisation durch den Papst. Wieder etwas wesentlich anderes wird im hohen Mittelalter das Generalkonzil unter Innozenz III., nämlich «die vom Papste berufene Versammlung der Führer der beiden Stände in der Kirche, der Fürsten und Prälaten, bestimmt, den Papst in solchen Fragen zu beraten, welche die allgemeine Kirche und ihr Wohl betreffen»[1]. Auf dem Höhepunkt seiner innern *und* äußern Macht will der Papst durch solche «Reichstage des kirchlichen Weltimperiums»[2] seinen Entscheidungen und Erlassen eine möglichst starke Resonanz sichern. Diese Auffassung führt jedoch in dem Moment zu einer Krisis, wo das in Avignon innerlich und äußerlich verweltlichte Papsttum sich in sich selber aufspaltet, wo es — beim abendländischen Schisma — zwei, ja schließlich drei Päpste gibt, die sich gegenseitig die Leitung der Hierarchie und der Kirche streitig machen. An Stelle der im Sinne eines Innozenz III. gedachten autoritären Führung des allgemeinen Konzils durch den Papst tritt zwangsläufig direkt das Gegenteil: die Christenheit, die aus der Not eines dreißigjährigen Schismas schließlich keinen andern Ausweg mehr weiß als durch eine Kirchenversammlung ein neues, allgemein anerkanntes Oberhaupt bestellen zu lassen. Erst auf dem Konstanzer Konzil wird mit dem Gedanken, die universale Kirche als solche werde durch ein Konzil in verbindlicher Weise vertreten, wirklich innerlich

versuch vom Jahre 1482, Paderborn 1903; *Schulte* = *J. F. Schulte*, Geschichte der Quellen und der Literatur des kanonischen Rechts von Gratian bis auf die Gegenwart, 3 Bde., Stuttgart 1875-80; *Stoecklin* = *A. Stoecklin*, Der Basler Konzilsversuch des Andrea Zamometić vom Jahre 1482, Genesis und Wende, Basel 1938.

[1] *A. Hauck*, Die Rezeption und die Umbildung der allgemeinen Synoden im Mittelalter. Hist. Vierteljahrsschrift 10 (1907) 465 ff.

[2] *Hollnsteiner*, l. c. 122.

ernst gemacht. Das Recht der Teilnahme erhalten entsprechend nicht nur Fürsten und Bischöfe, sondern auch der niedere Klerus, die Ordensgenossenschaften, die Universitäten, die sich durch ihre Doktoren vertreten lassen. Neu ist ferner die Gliederung nach Nationen, wobei allerdings noch nicht der moderne Nationalitätsbegriff gemeint ist. Neu ist aber auch der Antagonismus, der zwischen dem Konzil und dem Papst besteht, seien es nun die drei miteinander rivalisierenden alten Päpste, sei es der neue Papst Martin V. Er wird sich in den folgenden Jahren bis zum Basler Konzil nur noch weiter vergrößern, insofern immer stärker die Tendenz hervortritt, die unaufschiebbar gewordene « Reform der Kirche an Haupt und Gliedern » zunächst einmal durch Beschneidung der kurialen Auswüchse einzuleiten. Letzten Endes handelt es sich um die Entscheidung, welches die höchste kirchliche Instanz sei, nicht nur in Ausnahmefällen, sondern grundsätzlich, der Papst oder das Konzil.

Die Vorstellung von der grundsätzlichen Oberhoheit des Konzils über den Papst bildet nun aber gerade den Kern des *Konziliarismus* oder der *konziliaren Theorie*. Ihre Entstehung ist in den letzten Jahrzehnten von der Forschung verschiedentlich untersucht, aber noch nicht völlig abgeklärt worden. So viel steht fest, daß die einzelnen Elemente durch die Entwicklung der Scholastik im 13. und 14. Jahrhundert, durch die Einwirkung aristotelisch-naturrechtlicher Vorstellungen, durch den Einfluß der Korporationslehre der Glossatoren längst vorhanden waren, als die beiden Theologen Heinrich von Langenstein und Konrad von Gelnhausen sie zu Ende des 14. Jahrhunderts in einer auch für die weitere Öffentlichkeit wirksamen Form zusammenfaßten. Unverkennbar ist der Zusammenhang mit der nominalistischen Grundströmung des Spätmittelalters. Weil für das nominalistische Denken der Allgemeinbegriff der Kirche eben keine Realität schlechthin, sondern nur noch eine Funktion des abstrahierenden Menschengehirns ist, wird sie zur Summe von einzelnen gläubigen Individuen, die sich durch das Generalkonzil vertreten lassen. Bei ihm ruht aber auch die eigentliche Leitung, die Lehrgewalt und Irrtumslosigkeit der Kirche — und nicht etwa allein beim Papst, entsprechend dem nominalistischen Axiom : das Ganze ist größer als seine Teile [1].

Im Übrigen hat man sich unter der « Konziliaren Theorie » kein festgefügtes, ausgebautes Gedankensystem vorzustellen. Von Denker

[1] *Hollnsteiner*, 396-398.

zu Denker gibt es Unterschiede der Nuancierung, des Tons, der Konsequenz, des Radikalismus. Bei Gerson verspüren wir beispielsweise stark episkopalistische Untertöne, in Erinnerung an die Autorität des altkirchlichen Bischofsamtes. Dann wieder ist es der von Marsilius von Padua und Wilh. Occam ausgehende Gedanke der Volkssouveränität, die nun mehr oder weniger radikal auf das kirchliche Gebiet übertragen wird, sodaß der Absolutismus des Papstes, wenn nicht gar die hierarchische Verfassung der Kirche selbst in Frage gestellt ist. Jedenfalls gibt es Stimmen, die auch auf kirchlichem Gebiet einen ausgesprochenen Konstitutionalismus erstreben und das Konzil zu der großen Legislative ausbauen möchten. Daher der Ruf nach periodischer Abhaltung der Konzilien, denen gegenüber der Papst nur die Rolle eines konstitutionellen Monarchen zu spielen hätte.

Konziliarismus bedeutet nach dem Gesagten also weniger ein System als eine mit Mißtrauen gegenüber dem Papst und der römischen Kurie erfüllte Grundstimmung, bedeutet gleichzeitig ein recht vage gehaltenes Programm kirchlicher Reform, in das neben dem echten Anliegen einer Reform der Kirche an Haupt und Gliedern sich noch sehr viel andere Sonderwünsche hineinprojizieren lassen. Stärke *und* Schwäche der konziliaren Idee in einem.

Eine genauere Untersuchung der beiden Konzilien von Konstanz und Basel — deren Geschichte übrigens noch nicht geschrieben, ja durch die beiden großen Konzilseditionen erst möglich geworden ist — zeigt, daß die Konzilsväter von Konstanz in ihrer entscheidenden Mehrheit keineswegs einfach Anhänger der konziliaren Lehre gewesen sind. Die berühmten Dekrete der 4. und 5. Sitzung über die Aufgabe und Stellung des Konzils bedeuten noch keine grundsätzliche Anerkennung der Superiorität des Konzils gegenüber dem Papst, sondern werden, wie aus den neuesten Forschungen eines Hollnsteiner [1] hervorgeht, « ausdrücklich als Notmaßnahme zur Erreichung der Kirchenunion und Kirchenreform gekennzeichnet » und wollen auch « keine dogmatische, ja überhaupt keine für die weitere Zukunft geltende Entscheidung treffen ». Auch der viel zitierte Kanon « Frequens » über die Periodizität der Generalkonzilien, den die 39. Sitzung erläßt, erfolgt nur im Hinblick und mit ausdrücklicher Berufung auf die so nötig gewordene Kirchenreform. Gerade weil Konstanz *keine* grundsätzliche Entscheidung gezeitigt hat, sucht und erreicht der doktrinäre Konzilia-

[1] *Hollnsteiner*, l. c. 402 ff.

rismus auf dem Basler Konzil eine endgültige und indiskutable Sanktionierung seiner Hauptthese, wenn am 15. März 1438 als Glaubenssatz verkündet wird: das Konzil stehe über dem Papst, und der Papst könne ein allgemeines Konzil nicht verlegen. Indessen bedeutet dieser Beschluß einer Konzilsmehrheit, die sich in offenem Konflikt mit dem Papst befindet und durch ihren Radikalismus in den folgenden Jahren selber ihren eigenen Kredit zerstört, im Grunde noch keine Entscheidung. Es ist nicht mehr als eine Etappe in einem Ringen, das sich auch noch in den nächsten Jahrzehnten weiter fortsetzt, zwischen einer Theorie, die ihre Sache auch nach dem Basler Mißerfolg noch nicht verloren gibt, und den geistigen und kirchenpolitischen Kräften und Tendenzen des Papsttums, das sich im Laufe des 15. Jahrhunderts allmählich wieder vom Tiefpunkt seiner innerkirchlichen Macht erholen kann.

Möglich wird dieser Kampf im Grunde nur deshalb, weil es bekanntlich weder im Hochmittelalter noch im Spätmittelalter zur Ausbildung einer systematisch durchdachten, allseits anerkannten und autoritativ fixierten Lehre von der Kirche, zu einer «Theologie der Kirche» im engern Sinne gekommen ist, in der das Konzil seinen festen Ort gehabt hätte. Innerhalb dieses Spielraums, der im Vergleich zum Katholizismus des Tridentinums oder gar des Vaticanums um einiges weiter und freier ist, vollzieht sich der Kampf um das Konzil in der Zeit von 1450 bis 1520, dem wir uns nunmehr zuzuwenden haben.

Laut und geräuschvoll wird er vor dem Forum der Öffentlichkeit geführt, um sie für das künftige dritte Konzil zu gewinnen, von dem man die wirkliche «Reformatio Ecclesiae» noch immer erhofft. Wesentlich stiller verläuft gleichzeitig der andere Prozeß, der Versuch, die mannigfaltigen mit dem Konzil verbundenen Probleme theoretisch abzuklären und wenn möglich entscheidend zu lösen. Beiden Entwicklungen haben wir gesondert nachzugehen. Aus der einen, wir nennen sie der Kürze halber: die äußere Konzilsbewegung, ohne aber damit die modernen Vorstellungen einer organisierten Bewegung erwecken zu wollen, ergibt sich die relative Bedeutung des Konzilsgedankens am Vorabend der Reformation. Die Betrachtung der konziliaren Theorie und Diskussion aber soll zu den mutmaßlichen Ursachen des Untergangs des spätmittelalterlichen Konziliarismus hinüberleiten.

## II

Meist mit deutlicher Spitze gegen den Papst, läßt sich der Ruf nach einem allgemeinen, dem Papste übergeordneten Konzil durch die verschiedenen Jahrhunderte hindurch vernehmen. An das Konzil als die höchste Instanz der Christenheit wird immer wieder von neuem appelliert. Ohne Rücksicht auf das formelle Verbot der Konzilsappellation, das Pius II. 1460 in Mantua erläßt, behauptet sich dieser Standpunkt in der zeitgenössischen « Diplomatie und Publizistik mit seltener, massenhaft bezeugter Zähigkeit » [1]. Ja, mit Paul Joachimsen [2] darf man sagen, « daß im Vorstellungskreise der Mehrzahl der Geistlichen und Laien jener Zeit die Appellation an ein Konzil als ein zulässiges und beliebtes Rechtsmittel galt. Vollends die Überzeugung, daß ein Konzil « in Zukunft sein werde », war eine allgemeine. Die meisten wurden sich vielleicht gar nicht einmal des Gegensatzes zwischen Konzilstheorie und abstrakter Papstgewalt bewußt ; sie appellierten an den Papst, so er auf einem allgemeinen Konzil den Vorsitz führe ».

So wünscht *1451* eine von Karl VII. einberufene Versammlung des französischen Klerus in Bourges die Einberufung eines Konzils durch den Papst [3]. Wesentlich oppositionellere Töne vernehmen wir in demselben Jahr aus der Stadt Münster in Westfalen, deren Bürgerschaft sich mit allen Mitteln und so auch jenem des Appells an ein Konzil gegen einen ihr minder genehmen, vom Papst zum Bischof von Münster eingesetzten Kandidaten zur Wehr setzt, « ein beachtenswerter Versuch, den Geist der Basler Kirchenversammlung der Curie gegenüber aufrecht zu erhalten [4] ».

Aber auch fürstlicherseits scheut man nicht davor zurück, gegebenenfalls ein Konzil zu fordern. *1452* tun es im Verein mit der damaligen kirchlichen Opposition die Fürsten Ludwig von Baiern und Friedrich von der Pfalz [5]. Einige Jahre spärter *(1460)* appelliert Sigmund von Östereich anläßlich des Brixener Bistumsstreites nicht nur

[1] *J. Hashagen*, Papsttum und Laiengewalten im Verhältnis zu Schisma und Konzilien. Hist. Vierteljahrsschrift 23 (1926) 331.

[2] *P. Joachimsohn*, Gregor Heimburg, Bamberg 1891, 179.

[3] *G. Schnürer*, Kirche und Kultur im Mittelalter III (Paderborn 1929), 302.

[4] *J. Hansen*, Westfalen und Rheinlande im 15. Jahrhundert 2 (1890) 32*-33* ; weitere Einzelheiten über den Verlauf dieses Bistumsstreites ebda. 28*, 92-95-106.

[5] *P. Joachimsohn*, l. c. 145.

an den « künftigen Papst », sondern auch an ein allgemeines Konzil, « wie es nach den Dekreten des heiligen Konzils zu Konstanz, die zu Basel erneuert wurden, in gemessener Zeit gehalten werden muß »[1]. Bezeichnenderweise geschieht dieser Schritt auf Anraten des gefährlichsten Gegners, den die Kurie damals in Deutschland besaß, des großen Publizisten und Staatsmanns Gregor Heimburg, der als « der eifrigste und hartnäckigste Verfechter der Konzilsidee »[2] der konziliaren Opposition der 60er Jahre die schneidigsten Waffen für den politischen Tageskampf schmiedet und sie auch selbst wirkungsvoll zu führen versteht. Er steht auch hinter der dem Papsttum zeitweise so gefährlichen Position des Erzbischofs von Mainz, Diether von Isenburg, der *1461* wider den Papst an ein allgemeines Konzil appelliert[3]. In dasselbe Jahr fällt Heimburgs an Leidenschaftlichkeit kaum mehr zu überbietende neue Appellation an ein Konzil, worin er die Prälaten beschwört, doch den Weg des Konzils zu beschreiten. « Das Konzil, so heißt es darin, ist die Zuflucht eurer Freiheit, ein Pfeiler eurer Würde, zerreißet die schwachen Stricke des Mantuaner Gesetzes! Und ihr, weltliche Fürsten und Kriegsmänner, des Kampfes wohl erfahren, deren Kunstgriff es ist, die günstigeren Positionen vor dem Feind einzunehmen, wählet diesen bedeutendsten Punkt des allgemeinen Konzils! »[4]. Die ungeheure Wirkung dieser Schrift, « durch welche die humanistische Invektive auf das Gebiet des kirchlichen Kampfes übertragen wurde »[5], ist ein verlässiger Gradmesser der damaligen konziliaren Strömungen. « Die Humanisten trugen sie, wie selbst der Geschichtschreiber der Päpste gestehen muß[6], in ihre Zeitbücher, die Kanzleischreiber in ihre Aktensammlungen ein; selbst viele Mönche verleibten sie ihren Klosterbibliotheken ein ». Aber auch als Diplomat ist Heimburg in derselben Richtung tätig. Seine Sendung an den französischen Hof hat ja zum Zweck, mit Frankreich zusammen ein Konzil einzuberufen[7].

Gerade Frankreich ist auch damals — wie schon zu Beginn des Jahrhunderts — ein günstiger Boden für Konzilsprojekte, schon wegen des engen Zusammenhanges, der zwischen dem mächtig sich entwickelnden Gallikanismus, den antikurialen Tendenzen der Konzils-

[1] Ebda. 189. [2] Ebda. 22.

[3] *Pastor*, Geschichte der Päpste seit dem Ausgang des Mittelalters, Bd. II, 10. bis 12. Auflage, Freiburg i. Br. 1928.

[4] Ebda. 147. [5] Ebda. 148.

[6] Ebda. 148. [7] Ebda. II 153.

bewegung und der absolutistisch gerichteten Politik des Königtums besteht. So oft sich nämlich das Verhältnis des französischen Königs zum Papst aus irgend einem Grunde verschlechtert, kann zur mehr oder minder massiven Drohung eines Konzils gegriffen werden. *1461* wird in Lyon ein solches geplant, um den Papst zu schrecken [1]. Drei Jahre darauf finden ernsthafte Verhandlungen zwischen Ludwig XI. und Georg Podiebrad über ein allgemeines Konzil statt, das nach Konstanzer Ordnung, d. h. « per nationes » einzuberufen wäre. Daß auch hier Gregor Heimburg seine Hand im Spiele hat, wird nach dem vorher Gesagten nicht sonderlich überraschen [2].

Vernehmen wir unter dem nächsten Pontifikat (Paul II. 1464-1471) wenig von der Konzilsbewegung, so tritt sie hingegen während der Regierungszeit seines Nachfolgers Sixtus IV. (1471-1484) umso stärker zutage, gelegentlich in einer derartigen Intensität, daß der Papst selbst sich 1476 mit Kaiser Friedrich III. in Verhandlungen über die Wahl eines bestimmten Konzilsortes einlassen muß. Es werden Bologna, Ferrara, Mantua und auch Genf genannt [3]. Dann wieder werden hinter dem Rücken des Papstes Konzilspläne gesponnen, so zwischen Friedrich III. und Ludwig XI. von Frankreich [4]. Auch bei den Eidgenossen scheint man gelegentlich geworben zu haben. Im Luzerner Staatsarchiv finden sich jedenfalls « heimlich artikel » von 1476 « berürend die versammlung eines gemeinen concilium der kirchen, do deß verständnis hand der bapst, der küng Ferrand (von Neapel) und der küng von Hungern (Ungarn) und begerend an den burgundschen herzogen (Karl d. K.) das er sich zu inen tu vmb des willen, daß sollich concilium gehalten werd an Enden ... » [5].

Vor allem in Italien spielt die Konzilsdrohung eine nicht unwichtige Rolle bei den politischen Gegnern des Roverepapstes: *1478* (im Gefolge der Pazziverschwörung) sind es die Florentiner [6], *1482* Florenz, Neapel

[1] *Pastor*, Ungedruckte Akten zur Geschichte der Päpste vornehmlich im 15., 16. und 17. Jahrhundert I (1904) 290 ff., 282 ff.

[2] *P. Joachimsohn*, l. c. 273.

[3] *Knebel*, Basler Chroniken ed. W. Vischer III (1887) 37; II (1880) 408, 405 f.; *Schlecht*, l. c. 105; *Pastor*, II 549 A. 3; 551.

[4] *Bachmann*, Deutsche Reichsgeschichte im Zeitalter Friedrichs III. und Maximilians I., II (1894) 648.

[5] *Schlecht*, 104 A. 5.

[6] Die Konzilsdrohung gipfelt in der unter dem Namen einer « Synodus Florentina » bekannt gewordenen Invektive des Gentile Becchi. Ob es sich dabei aber um das Werk eines tatsächlich und formell stattgehabten Konziliabulums handelt, ist bisher noch nicht völlig abgeklärt. Vgl. *Pastor*, II 547.

und Mailand[1], *1483* dann (in diplomatischer Zusammenarbeit mit Frankreich) sind es die Venezianer, die sich — unbekümmert um das eigentliche Anliegen des Konziliarismus — aus rein politischen Utilitätsgründen dieser Waffe bedienen[2]. Unverkennbar der Gegensatz zu den Ländern nördlich der Alpen, wo die konziliaren Strömungen noch lebendiger gewesen zu sein scheinen, wie der päpstliche Legat Gherardini im Juli 1483 besorgt seinem Herrn nach Rom meldet[3]. Allein im Zusammenhang mit ihnen kommt ja auch dem Basler Konzilsversuch des Andreas Craynensis des Jahres 1482 eine allgemeinere, symptomatische Bedeutung zu. Gerade die Zähigkeit, mit der sich die Basler-Bürgerschaft für dieses kühne Unterfangen eines Einzelnen einsetzt und trotz dem Versagen des Kaisers Friedrich III. noch relativ lange daran festhält, ist ein typischer Ausdruck dieser konziliaren Grundströmung.

Auch Innozenz VIII. gegenüber wird ein Konzil angedroht. Diesmal von seiten des Ungarnkönigs Matthias Corvinus, der *1486* zur Unterstützung seiner italienischen Verbündeten (Neapel, Florenz und Mailand) dem Papst mit einer Appellation an ein allgemeines Konzil droht[4]. Denselben Schritt tut drei Jahre später (1489) Ferrante von Neapel selbst, mit der nicht uninteressanten Motivierung, daß das Basler Konzil zu Unrecht aufgelöst worden sei und daher im Grunde noch fortdauere[5]. Aber auch rein kirchliche Körperschaften greifen gelegentlich zum Mittel einer Appellation an ein künftiges Konzil, wie es das Verhalten des Mainzer Provinzialkonzils des Jahres 1487 bezeugt[6].

Aus den 90er Jahren fehlt es ebensowenig an solchen Konzilsdrohungen, und zwar kommen sie jetzt besonders von französischer Seite. In den Spuren seines Vaters Ludwig XI., verwendet sie ein Karl VIII. immer und immer wieder, um den Papst seinen politischen und gallikanischen Wünschen gefügig zu machen: 1493, 1494, 1496 und 1498. In beachtenswerter Weise sekundiert ihn dabei die theologische Fakultät der Pariser Sorbonne, die ihm am 11. Januar 1497 mitteilt, der Papst sei verpflichtet, auch jetzt noch verpflichtet, alle

[1] *Stoecklin*, Basler Konzilsversuch des A. Zamometić, 62 ff.

[2] *Buser*, Die Beziehungen der Mediceer zu Frankreich (1879) 231.

[3] 18. Juli 1483. Venedig Markusbibliothek Cl. X 175 N° 60.

[4] *W. Fraknoi*, Matthias Corvinus (1891) 228; *Hashagen*, Hist. Vierteljahrschrift 23 (1926) 336; *Pastor*, l. c., III 8/9 227.

[5] *Pastor*, Geschichte der Päpste, III 8/9 248.

[6] *A. L. Veit*, Zur Frage der Gravamina auf dem Provinzialkonzil zu Mainz. HJb. 31 (1910) 520 ff.

zehn Jahre ein Konzil einzuberufen und abzuhalten, namentlich in Zeiten, in denen sich das Bedürfnis nach einer kirchlichen Erneuerung als ganz besonders dringlich erweise ; sollte er sich aber hartnäckig weigern, so könne es auch *ohne* ihn abgehalten werden [1].

Weitere Konzilsdrohungen der spanischen und portugiesischen Gesandten sowie ähnliche Stimmen aus Mailand und Deutschland (aus dem Jahre 1499) übergehen wir, da sie allzu sehr den Charakter rein politischer Interessen tragen [2], und wenden uns jener Persönlichkeit zu, hinter deren Wirken eine echte Reformgesinnung steht : Girolamo Savonarola, der Mönch von San Marco, der sich (nach dem offenen Bruch mit Alexander VI.) 1498 eine zeitlang ernsthaft mit Konzilsplänen trägt [3], wie er auch schon 1494 mit einem der oppositionellen Kardinäle Julian da Rovere (niemand anders als der spätere Julius II.) wegen eines Konzils verhandelt hatte [4].

Im ersten Jahrzehnt des 16. Jahrhunderts scheint der Ruf nach einem allgemeinen Konzil zu verstummen. Aber nur vorübergehend ; denn im zweiten Dezennium wird die Konzilsfrage wieder aktuell. Ja, wenn in der zweiten Hälfte des 15. Jahrhunderts die Konzilsbewegung — mit Ausnahme des schon erwähnten Basler Konzilsversuches — in der Sphäre privater Theorien und Wünsche oder diplomatischer Transaktionen stecken geblieben ist, so wird es im Jahre 1511 mit einem Schlage anders, wo neun mit Papst Julius II. unzufriedene Kardinäle in Pisa ein förmliches Konzilium einberufen, das als das *sog. 2. Konzil von Pisa* in die Kirchengeschichte eingegangen ist [5]. Zweifellos erfüllt dieses Konziliabulum, das sein Entstehen einfach einer französischen Intrige gegen Julius II. verdankt, die Hoffnungen der konziliar Gesinnten in keiner Weise, löst es sich doch schon im folgenden Jahre, nach seiner Zensurierung durch Julius II. von selber auf. Aber es bildet den äußern Anlaß zur Einberufung des *5. Laterankonzils* [6] durch den Papst selbst, der auf diese Weise dem latenten Konziliarismus den Wind aus den Segeln zu nehmen hofft.

[1] *J. Schnitzer*, Savonarola (1924) II 758, der sich auf Du Plessis d'Argentré, Collectio judiciorum de novis erroribus, Par. 1728 T. I, II 335 f. stützt.

[2] *Schnitzer*, ebda. II 738 f. ; *Pastor*, III 189 f., 497 ff.

[3] *Schnitzer*, ebda. I 496 ff., II 735 ff.

[4] *Schnitzer*, ebda. II 1029 ; *Villari*, La storia di Girolamo Savonarola e de' suoitempi II, CXCIII.

[5] *A. Renaudet*, Le concile gallicane de Pise, Milan, Paris 1922 ; *Pastor*, III 9, 800 ff. ; *J. Beckmann*, LTK 8, 292/93.

[6] Lit. *Heidingsfelder*, LTK 6, 405/06.

Und in der Tat verwirft es nicht allein die Pragmatische Sanktion von Bourges, sondern auch die von den Konzilien von Konstanz und Basel prätendierte Superiorität des Konzils und erweist sich damit dem Papst gegenüber in einem Maße fügsam, wie es die Päpste der Konstanzer Zeit oder ein Eugen IV. sich nicht hätten träumen lassen. Aber wie klein ist umgekehrt das Interesse geworden, das die europäische Öffentlichkeit an diesem — überdies nur mäßig beschickten, rein klerikalen — Laterankonzil nimmt.

Noch ist es nicht zu Ende, als durch das Auftreten Martin Luthers eine Entwicklung anhebt, die auch die Grundlagen der spätmittelalterlichen Konzilsidee in radikalster Weise erschüttern muß. Und bekanntlich hat ja auch Luther den für alle bisherige kirchliche Diskussion selbst indiskutablen Boden in dem Augenblick unwiderruflich verlassen, da er Eck gegenüber die Autorität der hl. Konzilien, ihre Irrtumslosigkeit prinzipiell leugnet [1].

Es ist verständlich, daß diese Zeitwende — bei der wir unsere Untersuchung übrigens ausdrücklich abbrechen möchten — in ihrer Tragweite nicht sofort und nicht überall voll erfaßt worden ist, ganz abgesehen davon, daß ja auch die nächsten Jahrzehnte äußerlich im Zeichen eines neuen Konzils stehen, das die Differenzen zwischen neuem Glauben und alter Kirche beizulegen hat. Gerade für die geistesgeschichtliche Einordnung eines Erasmus von Rotterdam — um nur das repräsentativste Beispiel zu nennen — ist es so überaus aufschlußreich, daß er sich im Jahre des Wormser Reichstages *1520* noch für die Einberufung einer Art von Fürstenkonzil einsetzt, um den Streit mit Luther beizulegen. Er versucht es in einer von ihm zusammen mit Joh. Faber verfaßten und dann anonym veröffentlichten Schrift «Concilium cuiusdam ex animo cupientis» [2] — ganz im Einklang mit jenen konziliaren Ideen, die wohl noch mancherorts lebendig geblieben sein müssen.

Daß die Konzilsbewegung nach dem Mißerfolg des Basler Konzils nicht jäh abgebrochen ist, ergibt sich aber auch aus andern zeitgenössischen Zeugnissen. Wir meinen die neu erfundene Kunst des Buch-

[1] Über den Konzilsgedanken bei Luther vgl. *K. Hofmann*, Die Konzilsfrage auf den deutschen Reichstagen von 1521-24. Diss. Theol. Heidelberg 1932, 6-9; *H. Hermelink*, Reformation und Gegenreformation (Handbuch der Kirchengeschichte III [2]), 1931, 86/87.

[2] *A. Renaudet*, Erasme, sa pensée religieuse, Paris 1926, 92 f., 99 f.; Op. epist. ed. Allen Nr. 1156 und Anm. zu Nr. 1149; *P. Kalkoff*, Vermittlungspolitik des Erasmus, Berlin 1903, 10 ff.

druckes, von der naturgemäß jene Schriften in erster Linie Nutzen ziehen, die aus diesem oder jenem Grunde noch als aktuell empfunden werden. Eine systematische Durchsicht der Inkunabeln unter diesem Gesichtspunkte könnte ja überhaupt für die Wissenschaftsgeschichte manche Aufklärung liefern. Von konziliar gesinnten Autoren sind es jedenfalls eine ganze Anzahl, auch wenn man von Werken Gersons und d'Ailly absieht, die ja auch aus andern Gründen ihr großes Leserpublikum hatten : etwa Nikolaus *Tudeschi*, der auf dem Basler Konzil eine führende Rolle spielte, mit seinem « Tractatus de Concilio Basiliensi », der *1479* in Venedig erscheint [1]. Noch aufschlußreicher scheint uns aber die Tatsache, daß eine vermutlich vom Magdeburger Domherr Heinr. Toke zur Zeit des Basler Konzils verfaßte Schrift « *is ist noit, das dicke und vil concilia werden* » [2] in den 70er Jahren in sozusagen unveränderter Form im Druck erscheint. Die Anspielung auf den konkreten Anlaß und seine speziellen Forderungen mag zweifellos manchem Leser antiquiert vorgekommen sein, trotzdem zählt man anscheinend auf die Durchschlagskraft der grundsätzlichen Ideen des Konziliarismus, die in der Schrift ebenfalls zum Ausdruck kommen. Der Knappheit des Raumes wegen verzichten wir hier auf eine eingehende Analyse der heute nur noch in zwei Exemplaren vorhandenen, anonymen Publikation und behalten sie uns für einen andern Ort vor. Indessen scheinen uns wenigstens zwei Momente schon im Zusammenhang dieser Untersuchung von besonderer Bedeutung : einmal das starke Hervortreten der Pläne einer *Reichsreform*, die gleichzeitig mit der kirchlich-religiösen in die Hand zu nehmen wäre. Das überrascht uns schon aus dem Grunde nicht weiter, als während des ganzen 15. Jahrhunderts die Reichsreformfrage auch publizistisch in Deutschland nie zur Ruhe kommt und umgekehrt gerade bei den deutschen Anhängern der konziliaren Idee immer und immer wieder die Reform

[1] *J. F. Schulte*, Geschichte der Quellen und Literatur des kanonischen Rechtes II (1877) 312 f. ; *K. Hilgenreiner*, LTK 7, 590.

[2] Nähere Beschreibung im Gesamtkatalog der Wiegendrucke, Bd. 3, Leipzig 1928, Sp. 561, Nr. 3696 ; abgedruckt wurden bisher nur die auf die Reichsreform bezüglichen Partien von *R. Smend*, Neues Archiv für deutsche Geschichtskunde 32 (1907) 746-49 und im Anschluß daran von *Zeumer*, Quellensammlung zur Geschichte der Deutschen Reichsverfassung in Mittelalter und Neuzeit, 2. Aufl., Tübingen 1913, 265 f. Vom kirchenhistorischen Standpunkt aus geben eine erste Würdigung *Falk* im « Katholik » (1895) 2, 229 f. und *Pastor*, l. c. 582 A. 2. Tokes Autorschaft hat zuerst *Smend*, l. c. 749 A. 2 vermutet ; ihm pflichtet ein so gründlicher Kenner der zeitgenössischen Publizistik wie *G. Beckmann*, Reichstagsakten 13, 388 f. bei.

des Reiches als nicht minder wichtiges Anliegen in den Vordergrund tritt. Wir denken nur etwa an die Schriften des Dietrich von Niem und Nikolaus von Kusa. Anderseits ist es gewiß kein Zufall, daß die sog. « Reformatio Sigismundi » nach der Aussage ihres neuesten Herausgebers [1] selber wieder die « kräftigste Verteidigung des Konzils und der konziliaren Theorie » ist. Auch sie wird übrigens während des letzten Viertels des 15. Jahrhunderts nicht weniger als viermal (1476, 80, 84, 97) gedruckt. Aber auch Tokes Schrift erlebt, was ein nicht minder bedeutsames Moment ist — fünfzig Jahre später eine Neuauflage — und zwar durch keinen Geringern als Ulrich *Hutten*. Dieser stöbert nämlich *1521* in der Bibliothek seines Freundes Franz v. Sickingen zu Ebernburg ein Exemplar auf und veröffentlicht es noch in demselben Jahre in einer Form, die dem gewandten Publizisten alle Ehre macht, mit einem Begleitbrief und einigen zügigen Distichen [2], wohl kaum aus innerer konziliarer Überzeugung [3], sondern um im Einklang mit gewissen konziliarischen Strömungen am Reichstag der verhaßten Kurie mit dem Ruf nach einem Konzil neue Schwierigkeiten zu bereiten.

## III

Mit Absicht haben wir uns bisher bei den äußern Manifestationen der Konzilsbewegung aufgehalten. Es wird höchste Zeit, nach der innern Lebenskraft zu fragen, die nach dem Ausgang des Basler Konzils der konziliaren Theorie selbst noch innegewohnt hat. Da lautet der Befund u. E. wesentlich ungünstiger. Verglichen mit der Intensität und Leidenschaft, mit der in der Konstanzer und auch noch Basler Zeit die Diskussion pro und contra concilium geführt wird und sozusagen das ganze christliche Abendland in Spannung hält, ist eine allgemeine Wandlung, eine tiefgreifende Änderung unverkennbar. Damals ergriffen die großen, geistig führenden Körperschaften der Universitäten in ihrer Gesamtheit Partei zugunsten des konziliaren Gedankens, Erfurt an der Spitze, das auch in den nächsten Jahrzehnten die konziliare Flamme am treuesten hütet, aber auch Wien, Heidelberg, ganz abgesehen von der Pariser Sorbonne, während etwa die Universität Köln nur zögernd mitmacht und bald zur Gegenseite hinüberschwenkt.

[1] *K. Beer* im Vorwort (71*) seiner als Beiheft zu den « Deutschen Reichsakten » 1933 erschienenen Ausgabe.

[2] *Hutteni*, opp. ed. Boecking I (1859) 78*/79*, II 78/79.

[3] *Kalkoff*, U. v. Hutten und die Reformation, Leipzig 1920, 331/32.

Doch in der 2. Hälfte des Jahrhunderts wird der Konziliarismus mehr und mehr zu einer bestimmten Schulrichtung oder Ordensrichtung, ja oft zum Anliegen eines einzelnen, in seine Theorien versunkenen Gelehrten.

In welcher Form hat sich also, so fragen wir, die konziliare Doktrin nach der hohen Zeit des Basler Konzils weiter entwickelt ? Sinnvollerweise wird man von demjenigen Werk auszugehen haben, das mit Recht als « abgerundetste und geschlossenste, reifste und vollkommenste Darstellung der konziliaren Idee » [1] gilt und die Traktate aller anderen Basler Konzilstheoretiker an Großzügigkeit der Anschauung, an Besonnenheit des Urteils, an Ernst der Gesinnung turmhoch überragt. Wir meinen die « Concordantia catholica », die der große Philosoph und Theologe Nikolaus von Kues (Nicolaus Cusanus), in den ersten Jahren seines Basler Aufenthaltes (1432/33) verfaßt hat. Nach dem Urteil von Andreas Posch, der ihr erst vor einigen Jahren eine wissenschaftliche Würdigung hat zuteil werden lassen, beruht des Kusaners besondere Leistung auf der « konsequenten Durchführung des Gedankens von der Notwendigkeit des *Konsenses* der gesamten Christenheit zu kirchlichen Maßnahmen von allgemeiner Bedeutung » [2]. Nicht nur sachlich, d. h. im Zusammenhang des mit genialer Kraft geschauten Weltganzen — der wohl letzten ganz großen Schöpfung mittelalterlicher Weltschau — sondern auch in der persönlichen Existenz des Kusaners spielt der Gesichtspunkt der allgemeinen Übereinstimmung eine ausschlaggebende Rolle : Wie er ihn anfänglich dazu veranlaßt, sich in Wort und Tat für die in Basel vertretene Konzilssache einzusetzen, so wird er später für ihn der entscheidende Grund, sich beim Ausbruch des zweiten, endgültigen und verhängnisvollen Konflikts zwischen der Konzilsmehrheit und dem Papst Eugen IV. im Jahre 1438 vom konkreten Konzil, soweit es in Basel blieb, zu trennen. Ja gerade um dieser in der « Concordantia » so gefeierten Einheit willen, vollzieht er — ohne seinem Grundsatz und sich selber zutiefst untreu zu werden — jene denkwürdige Wende von der konziliaren Vielfalt zu

[1] Bezold in der Hist. Zeitschrift 36, 356 ; zitiert von *Posch* in seinem grundlegenden Werke « Die 'Concordantia catholica' des Nikolaus von Cusa », Veröffentlichungen der Sektion für Rechts- und Staatswissenschaft der Görres-Gesellschaft, Heft 54, Paderborn 1930, 23.

[2] l. c. 55. Die Bedeutung dieses « consensus omnium » unterstreicht neuestens auch *G. Kallen*, Die politische Theorie im philosophischen System des Nikolaus von Cues, Hist. Zeitschrift 165 (1942) 256 f.

einer vertieften Einheit, wie sie ihm fortan gerade durch den päpstlichen Primat in der Kirche gewährleistet zu sein scheint. Geistesgeschichtlich gesehen trifft die Kusanische Wendung den konziliaren Gedanken mindestens so direkt, ja tödlich, wie die bittere Enttäuschung, die gerade reformwillige Kreise über den tatsächlichen Verlauf und die praktisch erzielten Reformen des Basler Konzils empfinden müssen und die ein Johann von Segovia beispielsweise in seiner Konzilsgeschichte gelegentlich zum Ausdruck gebracht hat [1].

Vorläufig müssen wir es uns versagen, auf den Umschwung im Kusanischen Denken, der die Dialektik des ganzen Konziliarismus sozusagen in persönlicher Konzentration wiederholt und gleichzeitig vorwegnimmt, hier näher einzutreten. Eines steht jedoch fest : der Konziliarismus unserer Periode hat nicht nur den späteren Nikolaus von Cusa als doppelt gefährlichen Renegaten — nicht umsonst hieß er ja « Herkules der Eugenianer » — aufs heftigste und persönlichste befehdet, sondern auch darauf verzichtet, die vielen Keime und Anregungen der « Concordantia » selber in seiner eigenen Weise weiter zu entwickeln, wohl zu seinem eigenen Schaden.

So müssen wir denn vorerst von den andern konziliar gesinnten Theoretikern der Basler Konzilszeit ausgehen, das allen Gemeinsame sowie das jedem Einzelnen Eigentümliche herausarbeiten. Schon dies hat seine großen Schwierigkeiten. Vergleichende Studien, wie sie etwa hinsichtlich der Konstanzer Theologen und Kirchenrechtler vorliegen, stehen hier — von gewichtigen Ausnahmen, wie der Arbeit Schweizers über Tudeschi [2] abgesehen — noch kaum zur Verfügung [3]. Ja, selbst das Rohmaterial ist noch nicht vollständig beieinander. Noch vor kurzer Zeit ist es mir zufällig gelungen, einen für die Theologie der Basler Konziliaristen sehr aufschlußreichen « Tractatus de auctoritate conciliorum per quendam Carthusianum », der sich auch in der Einsiedler Stiftsbibliothek befindet [4], als Werk des Heidelberger Theologie-

[1] Zitiert von *R. Zwölfer*, Basler Zeitschrift 29 (1930) 52 f.

[2] *J. Schweizer*, Nicolaus de' Tudeschi. Seine Tätigkeit am Basler Konzil. (Diss. zur Erlangung der Lizenziatenwürde der Theol. Fakultät der Universität Basel), Strasbourg 1924.

[3] Noch nicht steht uns gegenwärtig zur Verfügung die gewichtige (vgl. *v. Pölnitz* in der Hist. Zeitschrift 166, 1942, 358) Studie von *Giorgio Hofmann*, Papato, conciliarismo, patriarcato (1438/39) in Misc. Hist. Pontificiae vol. II, collectionis N° 2, Roma 1940.

[4] Einsiedeln Stiftsbibliothek Cod. Ms. 224, fol. 124-132 vgl. *G. Meier*, Catalogus codicum manu scriptorum I (1899) 182 ff.

professors und Rektors Snavel de Ulestraeten [1] zu identifizieren, das an anderer Stelle näher gewürdigt werden soll.

Noch viel notwendiger scheint es uns aber hinsichtlich des folgenden Zeitraums zu sein, die gedruckten und ungedruckten Handschriftenkataloge, wenn nicht gar die noch nicht katalogisierten Bestände der verschiedenen Bibliotheken durchzusehen. Wenn die konziliare Bewegung beispielsweise auch nach dem Ausgang des Basler Konzils speziell innerhalb des Kartäuserordens und auch der vom Stift Melk aus reformierten Benediktinerklöster wirklich noch zahlreiche Anhänger gehabt hat, wofür gewisse Anzeichen sprechen, so ist eine bestimmte Wegrichtung für die Forschung u. E. gewiesen.

Beim derzeitigen Stand der Erforschung der spätmittelalterlichen Theologie und Kanonistik müssen wir uns also vorläufig damit bescheiden, einige Werke zu nennen — zu einem nicht geringen Teil noch ungedruckte — denen in der Entwicklung, sei es der konziliaren, sei es der papalen Lehre auf jeden Fall eine gewisse Bedeutung zukommt.

Vertreter der konziliaren Theorie auf wissenschaftlichem Gebiet gibt es in der 2. Hälfte des Jahrhunderts — sowohl absolut genommen, als auch im Verhältnis zur Basler Konzilszeit — nur mehr wenige. Auffallen muß vor allem die Tatsache, daß die deutschsprachigen Anhänger sozusagen ganz fehlen, während sie doch früher zusammen mit den französischen Theologen die Bewegung geistig trugen und führten. Jetzt hingegen tritt der Anteil Italiens stärker hervor. Und zwar geschieht es durch zwei hochangesehene Kirchenrechtler, die beide merkwürdigerweise aus Arezzo stammen. Der jüngere von ihnen, *Francesco Accolti* (1418-83), tut es in seinen «Consilia seu responsa iuris», die 1482 in Pisa und später 1494 in Pavia gedruckt werden. Seine durch persönliches Ressentiment mitbedingte antipäpstliche, konziliaristische Gesinnung muß den Zeitgenossen bekannt gewesen sein, sonst hätte man ihn anläßlich des Basler Konzilsversuchs des Andrea Zamometić nicht um ein Gutachten pro concilio ersucht [2].

[1] Weiteres Material über diesen angesehenen Verfasser extrem konzilsfreundlicher Traktate, der 1446 als Prior der Kartause Bethlehem in Roermonde stirbt, bringt *G. Ritter*, Geschichte der Universität Heidelberg 1 (1936) 315 A. Von demselben «fr. Bartholomeus de Traiecto», wie er in der zeitgenössischen Literatur gelegentlich heißt, scheint übrigens auch ein Traktat «de potestate ecclesiae» zu stammen, der sich als Cod. Palatinus Vaticanus 600 fol. 37-47 in der Vatikanischen Bibliothek zu Rom befindet. (Vgl. Cod. Palat. Vat. I, Roma 1886, 203.)

[2] *Stoecklin* 74, wo weitere Lit. verzeichnet wird.

Noch symptomatischer scheint uns aber die Haltung, die *Antonio de Roselli* [1] in seinem auch für die Entwicklung des monarchisch-imperialistischen Denkens so bedeutungsvollen [2] Werke « Monarchia sive de potestate imperatoris et papae » gerade gegenüber den verschiedenen durch das Basler Konzil aufgeworfenen Problemen einnimmt. Als konsequenter Verfechter des monarchischen Prinzips, sowohl auf weltlich-politischem (Kaiser) als auch auf geistlich-kirchlichem (Papst) Gebiet hat er für den Konziliarismus als solchen natürlich nichts übrig. Wie schon in der von ihm konzipierten Bulle « Deus novit », vom 13. September 1433, bekämpft er auch in der ungleich gewichtigeren « Monarchia », die übrigens in zwei verschiedenen Fassungen vorliegt [3] und später durch eine Reihe von Drucken rasch weiterverbeitet worden ist [4], die radikalen Thesen der Basler Konzilsväter. Was er hier — besonders im 2. und 3. Teil des schließlich recht umfangreich gewordenen Gesamtwerkes [5] — im Einzelnen aber bietet, ist nicht nur bloße Polemik, sondern ein mit viel juristischem Scharfsinn unternommener Versuch, die Gewalt des Papstes und die Befugnisse eines allfälligen Generalkonzils sorgfältig gegenseitig abzugrenzen und so eine jahrzehntealte Kontroverse abzuschließen [6]. Selbst das berühmte Konstanzer Dekret

[1] Auch der Lebensgang dieses in der Geistesgeschichte des 15. Jahrhunderts eine Sonderstellung einnehmenden Gelehrten ist trotz verschiedenen Vorarbeiten — besonders *N. Valois*, Le pape et le concile I (Paris 1909), 253-60, und das gleich noch zu nennende Werk von *K. Eckermann* — noch in manches Dunkel gehüllt. Die Angaben von *Schulte*, l. c. II 303 ff. sind unvollständig und irreführend. Gerade hinsichtlich seiner Altersjahre — wie er persönlich zu den Päpsten stand und ob er wirklich vor seinem Tod (1466) in materialistische Skepsis versunken sei — ist aus dem zur Verfügung stehenden zeitgenössischen Material kein sicheres Urteil zu gewinnen.

[2] Eine recht anregende Studie hat ihm vor einiger Zeit gewidmet *Karla Eckermann*, Studien zu Geschichte des monarchischen Gedankens im 15. Jahrhundert (Abh. zur Mitt. u. Neueren Geschichte, Heft 73), Berlin 1933, 22 ff.

[3] Die Entstehung der älteren, kürzeren Kaiser Sigismund dedizierten Fassung fällt noch ins Jahr 1433, während später das Werk beträchtlich erweitert und Kaiser Friedrich III. gewidmet wird. Vgl. *K. Eckermann*, 49.

[4] Venedig ist der Druckort der ersten: 1458, 1469, 1483, 1484 und 1487. Später Pavia 1517 und Lyon 1544. Vgl. *K. Eckermann*, l. c. 50.

[5] Keine der erhaltenen Handschriften bringt das Werk in der Form, wie es später von *Goldast* in seiner « Monarchia » I (Hannover 1611) 252-556 abgedruckt und zugänglich gemacht worden ist.

[6] Diesen Gesichtspunkt hebt am besten hervor *E. Amann*, DThC 13, 916/17: « ... après la crise du Grand Schisme, il restait à résoudre nombre de problèmes que les événements avaient posés; il est fort intéressant de voir avec quelle subtilité juridique en traite Roselli. Une étude attentive de son gros traité paraît s'imposer à qui voudrait tirer au clair la théologie du pape après

« Frequens » lehnt Roselli nicht einfach radikal ab, sondern sucht es mit der traditionellen Lehre von der päpstlichen Suprematie zu versöhnen [1], wenigstens ein indirektes Zeichen für das Weiterleben der konziliaren Gedanken.

Die drei andern wichtigen noch zu nennenden Autoren haben alle aus demselben konkreten Anlaß (dem zweiten Konzil zu Pisa des Jahres 1511) zugunsten der Konzilsidee zur Feder gegriffen. Es sind zwei Franzosen und ein Schotte, der 25 Jahre lang an der Pariser Universität wirkt und die scotistische und occamistische Lehrweise verbindet. *John Mayer* (Johannes Majoris) schreibt gegen Cajetans Schrift « De comparatione authoritatis Papae et Concilii », worin der päpstliche Primat gegenüber den Anhängern des Conciliabulum von Pisa verteidigt wird, einen Traktat im entgegengesetzten Sinn [2]. Ebenso gegen Cajetan gerichtet — und zwar direkt im Auftrage Ludwig XII. verfaßt, ist das Werk des franz. Theologen *Jacques Almain*, « De auctoritate ecclesiae et conciliorum ». Dieses gehört zu den wichtigsten und meistzitierten Werken der gallikanischen Literatur [3]. In dieselbe Zeit gehören die verschiedenen theologischen Arbeiten des als Dichter bekannt gewordenen *Jean Lemaire* (Johannes Marius) [4], bei denen der gallikanische Sonderzweck noch stärker hervortritt : vor allem der « Traité de la différence des schismes et des conciles de l'église, et de la prééminence et utilité des conciles de l'Eglise Gallicane » [5]. Darin wird sozusagen ein geschichtstheologischer Abriß der ökumenischen und gallikanischen Konzilien gegeben.

le Grand Schisme ». — Für die besondere Aktualität der die Konzilsfrage berührenden Partien der Rosellischen Schrift spricht anscheinend auch der Umstand, daß gerade der dritte Teil schon von Anfang an als selbständiges Opus unter dem Titel « Tractatus Conciliorum Generalium » — etwa die Münchener Handschrift ms. lat. 7483 — in den interessierten Kreisen zirkuliert hat. Ein solches Exemplar widmete Roselli übrigens auch 1444 dem Dogen von Venedig. Vgl. *Eckermann*, 49.

[1] *Goldast*, l. c. 431 f.

[2] Lebt 1469-1550. Von 1505-1530 lehrt er an der Pariser Universität. Bekannt auch als Verfasser einer Geschichte Schottlands. *M. Grabmann*, LTK 7, 27; *E. Amann*, DThC 9, 1661 f.

[3] Lebt 1480-1515. Lit. : LTK 1, 285 ; Dict. Hist. Géogr. Eccl. 2, 632 ff.

[4] Als Dichter, nicht aber als Theologe gewürdigt, von *G. Doutrepont*, Jean Lemaire de Belges et la Renaissance, Bruxelles 1934, wo auch eine Bibliographie verzeichnet ist.

[5] Gedruckt Lyon 1511 ; später von *S. Schard* ins Lat. übersetzt und ediert, Basel 1566 ; neuestens in der von *J. Stechers* besorgten Gesamtausgabe der Œuvres von Lemaire, Bd. 3, Louvain 1885, 231-361.

In fühlbarem Unterschied zu den Anhängern nimmt die Zahl der Gegner der konziliaren Idee im Laufe des 15. Jahrhunderts nicht ab, sondern zu. Auch der geistige Impetus dieser Gegenbewegung scheint zu wachsen. Auf die Frage der gegenseitigen Beeinflussung und Differenzierung können wir natürlich jetzt ebensowenig eintreten wie vorher bei der konziliaren Lehrentwicklung. Die meisten Anhänger der sog. papalen Richtung begnügen sich nun aber nicht damit, für den Papst den unbedingten Primat innerhalb des kirchlichen Gesamtorganismus und damit auch gegenüber jeder Art von Konzil zu beanspruchen, sondern sprechen ihm auch im Verhältnis zur Welt, zu den « temporalia » eine unmittelbare Verfügungsgewalt, die sog. « Potestas directa » zu, wie sie im 13. und 14. Jahrhundert etwa durch einen Aegidius Romanus, Jakob von Viterbo und Augustinus Triumphus theoretisch entwickelt worden ist zu einem direkt hierokratischen System. Ja, man kann sagen: hierokratische und papale Gedanken und Argumente stützen und ergänzen sich gegenseitig.

Um mit der Generation, die das Basler Konzil noch miterlebt hat, zu beginnen, ist es vor allen Dingen der spanische Dominikaner und Kardinal *Juan de Torquemada* (1388-1468) (Joh. de Turrecremata), der in zwei gewichtigen Werken den papalen Standpunkt gleich mit aller Schärfe vertritt und systematisch ausbaut [1]. Auch durch den Buchdruck werden beide Schriften relativ früh verbreitet. Den Spanier sekundieren aber noch zur Zeit des Basler Konzils nicht nur Landsleute wie der Theologe und Diplomat Roderigo Sanchez de Arevalo [2] (1404-1470), sondern auch Italiener wie Piero da Monte [3] und Johannes

[1] Zunächst einmal in seinem ungefähr 1450 entstandenen systematischen Hauptwerk « Summa de ecclesia », gedruckt Rom 1489, Lyon 1496 u. öfter. Noch eingehender befaßt er sich aber mit unserem Problem in der Schrift « De potestate papae et auctoritate concilii generalis », gedruckt Köln 1480 u. öfters. Weitere Lit. vgl. *G. Lohr* in LTK 10, 210 f.

[2] Schon längst hätte dieser ausgesprochene Vertreter der potestas directa des Papstes eine genauere biographische Würdigung verdient. Die von *R. Newald* in LTK 1, 626 f. zitierte Literatur wird jetzt wesentlich ergänzt und bereichert durch *M. Grabmann*, Studien ... 114-129, die erstmals eine theologische Würdigung geben und auf verschiedene Schriften, wie das wichtige « Defensorium ecclesiae et status ecclesiastici » (1466) überhaupt erst aufmerksam machen.

[3] Die Angaben von *Schulte*, II 317 ff., *Pastor*, I 333 ff. und *D. Lindner*, LTK 8, 171 sind nun alle überholt durch die eben erschienene Monographie von *Joh. Haller*, Piero da Monte, ein Gelehrter und päpstlicher Beamter des 15. Jahrhunderts, seine Briefsammlung (Bibl. des deutsch. Hist. Institutes Rom, Bd. 19), Rom 1941, wo über die verschiedenen, teilweise noch ungedruckten Schriften eingehend referiert wird. Noch wichtiger als der verbreitete Traktat « De summi

Leonis [1], der französische Franziskaner Ludovicus de Forojulio (Fréjus) [2], und der Dompropst von Toulouse, Bernard de Roussergue [3], aber auch Deutsche, so der westfälische Minorit Heinrich von Werl [4].

Unter dem Pontifikate Nikolaus V. schreibt der Bischof Peter von Brescia hauptsächlich gegen die konziliare Theorie einen Traktat « Contra impugnantes sedis apostolicae auctoritatem », worin sich nach dem Urteil Grabmanns, der ihn eingesehen, « dogmatische Tiefe und humanistische Darstellung verbinden » [5]. Auch der berühmte franziskanische Wanderprediger Johannes von Capestrano [6] schreibt ungefähr gleichzeitig gegen den Konziliarismus.

Während der Regierung Pius II. (1458-1464) sind es wieder andere, die den Superioritätsanspruch des Papstes verteidigen. Um nur zwei Werke zu nennen [7], die in direkter Auseinandersetzung mit dem schon mehrfach erwähnten Gregor Heimburg zustande kommen : vom Italiener Teodoro de' Lelli [8] das eine, und das andere aus der Feder des Rudolf von Rüdesheim, der sich noch 1455 für ein großes deutsches gegen Rom gerichtetes Nationalkonzil begeistert hat, im Jahre 1461 aber — aus einem konziliaren Saulus zum Paulus geworden — eine Denkschrift im entgegengesetzten Sinne verfaßt « De superioritate papae et an possit appellari ad futurum concilium » [9]. Eine besondere Würdigung verdienen ferner die größtenteils noch ungedruckten Schriften des Venezianers Domenico de' Dominichi [10], die sich sämtlich auf die durch das Konzil von Basel in Fluß gekommenen Lehren über den päpstlichen Primat beziehen.

pontificis, generalis concilii et imperialis maiestatis origine et potestate » ist demnach die noch ungedruckte Streitschrift gegen Tudeschi und das Konzil (vgl. *Haller*, 57* ff.), die merkwürdigerweise kaum verbreitet worden ist.

[1] Über ihn, der 1440 stirbt, vgl. *M. Grabmann*, Studien ... 102.

[2] *Grabmann*, Studien ... 104.

[3] *Grabmann*, Studien ... 101 f. Auch *Pastor*, I 189 A. 1.

[4] *Schulte*, l. c. II 374.

[5] *Grabmann*, Studien ... 105 f.

[6] Lebt von 1385-1456. Vgl. LTK 5, 484-86. Der Titel des Traktates wird verschieden angegeben : « Über die Autorität der Kirche » (*Pastor*, I 332) oder « Tractatus de papae et concilii s. Eccl. auctoritate » (*Schulte*, II 447).

[7] *Grabmann*, Studien ... 104, nennt noch ein Werk « De potestate summi pontificis » eines Galganus Burgesius, das Pius II. gewidmet ist.

[8] Seit 1462 Bischof von Feltre. Seine « Replica » gedruckt bei *Goldast*, II 1595 ff. Weitere Lit. bei *Pastor*, II 148 f.

[9] *P. Joachimsohn*, l. c. 221 ; ferner 213 A. 3. Allgemein über R. Allgem. Deutsche Biographie 39, 529-34.

[10] *Grabmann*, Studien ... 106 ff.; LTK 3, 380; *Schulte*, II 305 f.; *Pastor*, II.

Unter Sixtus IV. werden die papalen und hierokratischen Lehren und Grundsätze weiter vertreten durch den Augustinertheologen Dominicus de Sancto Severino [1] und den als Inquisitor und Verfasser des « Hexenhammers » bekannt gewordenen elsässischen Dominikaner *Heinrich Institoris* [2], der 1482 gegen Andrea Zamometić mit einer eigenen Streitschrift auftritt [3].

Die nächsten Jahre bringen auch in der theoretischen Kontroverse eine gewisse Pause. Erst wieder im Hinblick auf das Konziliabulum von Pisa des Jahres 1511 wird die Theorie von der Superiorität des Papstes gegenüber dem Konzil erneut wissenschaftlich vertreten und zwar durch keinen geringeren als den Dominikanertheologen *Thomas de Vio Cajetanus* [4], der sich ja später auch als einen der bedeutendsten theologischen Gegner Luthers erweisen wird. Von seinem gegen das Pisaner Konzil geschriebenen Traktat sowie von den Gegenschriften eines Almain und Mayor haben wir schon oben gesprochen. Cajetan repliziert 1512 mit einer « Apologia tractatus de comparata authoritate papae et concilii », die den äußern Abschluß der vorreformatorischen Konzilsdiskussion darstellt.

## IV

Aus dieser bald mehr dogmatischen, bald mehr kirchenrechtlichen Diskussion, die wir hier natürlich nur in den allgemeinsten Umrissen nachzuzeichnen versuchten, läßt sich wenigstens ein vorläufiger Gesamteindruck festhalten: Verglichen mit der Konstanzer und Basler Zeit, hat die intellektuelle Qualität der konziliaren Argumentation selbst sich nicht sehr verändert, zum wenigsten nicht wesentlich verschlechtert. Umgekehrt sind auch auf papaler Seite keine ganz neuen Gesichtspunkte aufgetaucht, wenn auch erst jetzt die päpstlichen Positionen systematisch ausgebaut werden. Man darf also nicht von einem entscheidenden Sieg der einen These über die andre sprechen, ganz ab-

[1] Vgl. *M. Grabmann*, Studien ... 72-76, aufgrund seines « Opusculum de Dei potentia infinita et de Christi potentia et Christi vicarii potestate ad Sixtum IV ».

[2] *G. Löhr*, LTK 5, 430.

[3] *Stoecklin*, 99 A. 1.

[4] *Mandonnet*, DThC 2, 1313-1329; *J. Mayer*, LTK 2, 694-697. Aufschlußreich ist auch eine Rede, die er am 16. Mai 1512 in der 2. Sitzung des Laterankonzils gegen die gallikanische Konzilstheorie hält: « de ecclesia et synodorum differentia », gedruckt u. a. *J. Hardouin*, Acta conciliorum et epistolae decretales ac constitutiones summorum pontificum 9, 1618-1623.

gesehen davon, daß auch nach dem Ausbruch der Reformation beide Richtungen innerhalb des Katholizismus — wenn auch unter unaufhaltsamer Verstärkung der zentralistisch-papalen Tendenzen — weiter gelebt haben. Der spätmittelalterliche Konziliarismus ist also nicht spurlos vom Erdboden verschwunden, sowenig sonst historische Formen einfach sich in Nichts auflösen, noch ist er sang- und klanglos und ohne sich zu wehren vom Schauplatz abgetreten, wie schon die Tatsache der Diskussion als solche eindeutig zeigt.

1520 gibt es gewiß noch Vertreter der konziliaren Doktrin so gut wie 1440. Aber das, was noch vertreten wird, die «konziliare Substanz», wie wir sie abkürzend nennen möchten, ist in der Zwischenzeit — im Einzelnen vielleicht kaum aufzuspüren, im Ganzen aber merkbar anders geworden. Wir denken dabei in erster Linie an die beiden französischen Vertreter der konziliaren Theorie, Jacques Almain und Jean Lemaire. Ihre Sorge gilt praktisch schon nicht mehr dem klassischen Thema des Konziliarismus, dem ökumenischen Konzil, das die Belange der ganzen übernationalen Kirche wahrzunehmen hätte, sondern vielmehr einer wesentlich engeren, partikularen Institution: dem national fest umgrenzten Konzil der gallikanischen Kirche, die sich ja schon lange aus dem größeren Ganzen auszusondern begonnen hat. Ja man darf vielleicht sagen: gerade der Gallikanismus, der geschichtlich doch ungefähr gleichzeitig mit der konziliaren Theorie feste Form annimmt, entwickelt sich nicht nur das ganze 15. Jahrhundert hindurch weiter, sondern vermag anscheinend einen Teil der Energien zu binden, die sonst wohl der Idee des Generalkonzils zugute gekommen wären. Diese Feststellung gilt zweifellos in erster Linie für Frankreich, aber nicht allein nur für Frankreich. Auch in andern Ländern, etwa Spanien und England, aber auch in den Territorialfürstentümern des Reichs zeichnen sich in derselben Periode die Umrisse, Grenzen, Schranken der sich konsolierenden partikularen Staaten immer deutlicher voneinander ab. Ebenso wenig wie mit dem politischen Universalismus eines alt und überfällig gewordenen Reiches können sie sich auf die Dauer mit dem kirchlichen Universalismus vertragen, deren eine Ausdrucksform nun gerade das universale Konzil ist. Dieses ist der Zeit im eigentlichen Sinne des Wortes zum Opfer gefallen, während der andere Hüter der Universalität auf kirchlichem Gebiet, das Papsttum, — allein schon durch seinen Verwaltungsapparat immer wieder gestützt — sich gerade im 15. Jahrhundert auf die neue Zeit auch mit einer neuen Methode einzustellen beginnt. Kirchen-

politisch äußert sie sich etwa in den sogenannten Konkordaten, Sonderabkommen, die zwischen der Kurie und den einzelnen Landesherren abgeschlossen werden und je nach Umständen größere oder kleinere Konzessionen der Kirche an das werdende landesherrliche Kirchenregiment bedingen.

Das Konzil aber, von dem man ehedem die große Reform der Kirche an Haupt und Gliedern erhofft hatte, kommt innerhalb unserer Periode praktisch nicht mehr zustande. Das mochte manchen nicht ungelegen sein, nicht zuletzt den Päpsten selbst, die seit den Konstanzer und Basler Erfahrungen gegenüber allen konziliaren Ansätzen überhaupt mißtrauisch geworden waren. Aber auch die Reformkreise selbst hatten allmählich gelernt, ihre Bemühungen und Arbeiten auf den engern privaten Bereich der persönlichen christlichen Existenz zu konzentrieren. Nichts zeigt deutlicher die Ernüchterung, ja Resignation, mit der sie jetzt dem konziliaren Gedanken gegenüberstehen, als des bekannten Reformpredigers Geiler von Kaysersberg (1445-1510) Wort über das Basler Konzil: «Das gantz consilium zu Basel war nit so mechtig, das es möcht ein frawencloster reformieren in einer stat, wan dy stat hielt es mit den frawen. Wie wolt dan ein consilium erst die gantz christenheit reformieren ... Darumb es so hart ist die gantz christenheit und die sundern stend zu reformieren, darumb so stoß ein ieglicher sein haubt in ein winkel in ein loch, und sehe, das er gots gebot halte und thue das recht sei, damit das er selig werde»[1].

Trotz diesen symptomatischen Stimmen und Stimmungen wird man indessen die noch wichtigere Tatsache nicht übersehen dürfen, daß gerade gegenüber der immer bedrohlichere Formen annehmenden neuen Lehre Luthers alsogleich im Schoße der alten Kirche der Ruf nach einem Konzil erneut laut wird. Dies ist ein untrügliches Zeichen dafür, daß die allgemeine Kirchenversammlung auch 1520 noch immer als «ultima ratio» des mittelalterlichen Katholizismus gilt, so gut wie 1414.

[1] Zit. *Pastor*, I 327 nach «Die Emeis» (Straßburg 1516), Bl. 21 b.

# Concordat entre l'archevêque de Besançon et l'évêque de Bâle au XVIII[e] siècle

## Porrentruy devient la capitale du diocèse [1]

par Pierre REBETEZ-PAROZ Dr phil.

*Introduction*

Le diocèse de Bâle comprend actuellement huit cantons : Argovie, Bâle, Berne, Lucerne, Schaffhouse, Soleure, Thurgovie et Zoug. Soleure est devenue la résidence de l'évêque et, dans cette même ville, « Saint-Ours et Saint-Victor » fut élevée au rang d'église cathédrale. La réorganisation de ce nouveau diocèse remonte au XIX[e] siècle. Le 8 mai 1828, le Saint-Siège fit revivre sous une autre forme ce que la Révolution avait fait disparaître : l'autorité de l'évêque de Bâle. Dans ce travail, il est question de l'ancien diocèse et des princes-évêques.

On rencontre souvent, dans les œuvres historiques traitant de l'histoire régionale du Jura bernois actuel, les termes Evêché de Bâle et principauté. Il est bon, pensons-nous, de préciser ce qu'il faut entendre par là, pour éviter la confusion toujours possible entre les territoires qui furent soumis au chef spirituel et les domaines régis par le prince.

Les expressions évêché et principauté avaient, avant la Révolution française, une acception différente de celle que nous leur donnons

[1] L'étude que nous présentons ici n'est qu'une partie d'un sujet plus vaste, intitulé : *Les relations de l'Evêché de Bâle avec la France au XVIII[e] siècle.* Nous exposons dans les pages qui suivent une négociation intéressant spécialement le chef diocésain. Pour ce qui concerne les relations économiques, militaires, politiques et sociales, nous renvoyons le lecteur à notre ouvrage principal : *Les relations de l'Evêché de Bâle avec la France au XVIII[e] siècle.* Imprimerie de l'Œuvre Saint-Augustin, Saint-Maurice 1943.

*Bibliographie. Sources manuscrites.*

1. Archives de l'ancien Evêché de Bâle déposées aux Archives de l'Etat, à Berne. Ces liasses contiennent de 400 à 1300 pièces ou pages. (Abréviation : Arch. bern.)

aujourd'hui. La « principauté de Bâle » n'existait pas. On distinguait l'Evêché et le diocèse. Evêché de Bâle signifiait l'ensemble des territoires soumis à l'autorité temporelle du prince-évêque. Pour arriver à cette distinction, nous parlerons d'abord du diocèse.

L'appellation Evêché de Bâle remonte au VII[e] siècle, d'après les documents connus [1]. A cette époque, ce titre remplaça l'ancienne désignation d'un acte de l'an 346 : évêque des Rauraques, dont le diocèse devait comprendre toute la Rauracie [2]. Le siège épiscopal était Augusta Rauricorum, et l'archevêque métropolitain celui de Besançon, l'Eglise ayant un ordre hiérarchique semblable à l'ordre politique [3].

Les persécutions, la destruction d'Augusta Rauricorum et les invasions des barbares empêchent d'établir la transformation de cet ancien évêché des Rauraques en celui de Bâle. Pourtant, au VII[e] siècle, les limites du second sont celles qui devaient entourer le premier.

A l'origine, la répartition des diocèses se fit d'une façon analogue à celle des provinces romaines. Les évêques furent placés sous l'autorité des archevêques. L'évêque de Bâle eut pour métropolitain l'archevêque de Lyon, puis, dès le VI[e] siècle, celui de Besançon, lorsque la capitale de la « Provincia Sequanorum maxima » fut élevée au rang d'archevêché [4].

Cet archevêché avait pour frontière orientale l'Aar, de sa source à son embouchure, et englobait, avec le diocèse de Bâle, l'évêché de Lausanne.

A 59 Echange de paroisses — Liasses 11–13.
A 96 Prières publiques — » 2– 5.
B 225 Ordonnances
Drucksachen/Synodalia (Diocèse).

2. Archives des Affaires étrangères. Fonds : Evêché de Bâle. Copies de Paris aux Archives fédérales à Berne. (Abréviation : Aff. étr. Ev. de B.)

Volume V (1771–juin 1779) — Pièce 4–355.
» VI (juin 1779–août 1781) — » 4–332.
» VII (sept. 1781–1783) — » 3–408.

Liasse Amweg, *Actes relatifs à l'échange de certaines paroisses du diocèse de Basle contre d'autres de celui de Besançon.* Liasse d'environ 200 documents manuscrits ayant appartenu à l'évêque de Lydda. Bibl. Amweg, Porrentruy. Abréviation pour notre étude : Liasse Amweg.

Correspondance abbé de Raze. Copie appartenant à Mgr Folletête, vicaire général du diocèse de Bâle.

[1] Document de l'an 618. Voir Trouillat, *Monuments de l'Histoire de l'ancien Evêché de Bâle.* Tomes I à V. Achevé par L. Vautrey (Michel, Porrentruy, 1852-1867), t. I, p. 44.

[2] Trouillat, t. I, p. 11 et 22 ; *Justinien, évêque des Rauraques.*

[3] Le métropolitain est le supérieur ecclésiastique des évêques, ici l'archevêque.

[4] *Leu-Lexikon*, t. II, p. 105.

# L'ÉVÊCHÉ DE BÂLE (principauté)

*Divisions intérieures :*

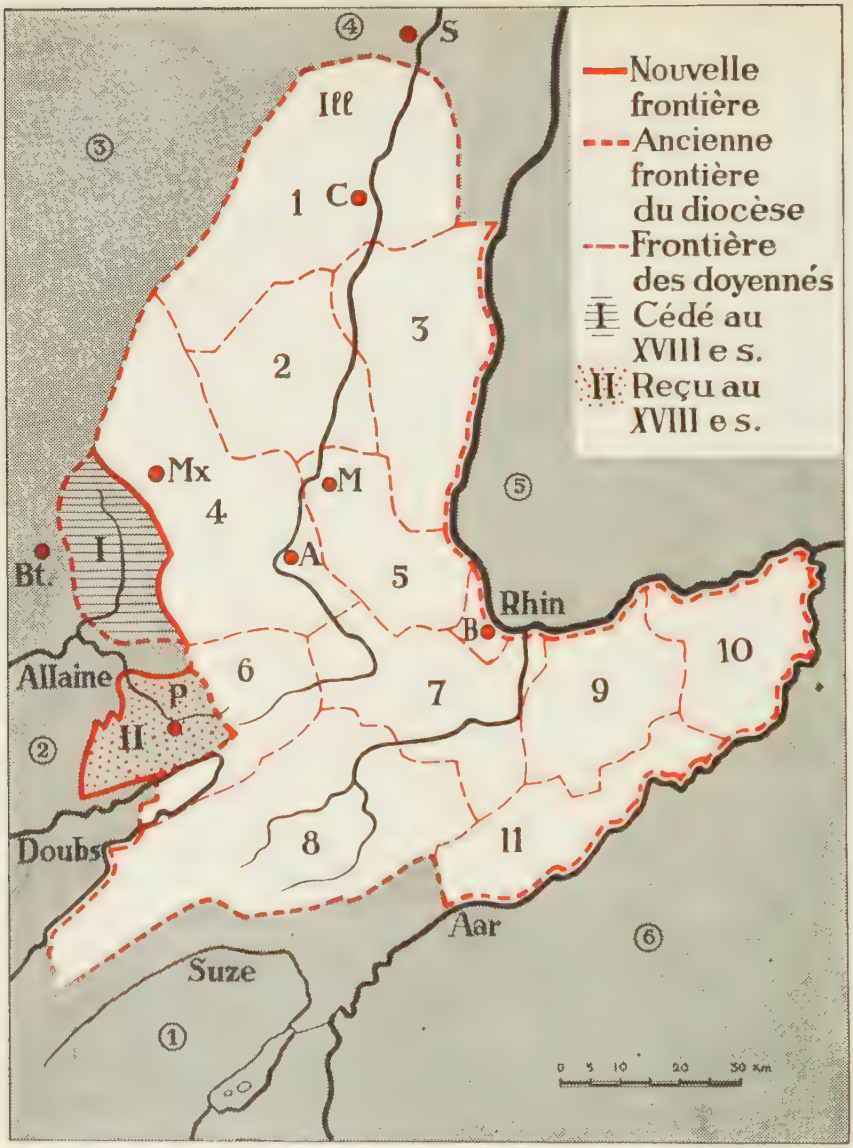
1. Ajoie
2. St-Ursanne
3. Delémont
4. Zwingen
5. La Bourg
6. Birseck
7. Pfeffingen
8. Schliengen
9. Prévôté
10. Bellelay
11. La Franche-Montagne
12. Chauvelier
13. Franquemont
14. Erguel
15. Diesse
16. Neuveville
17. Orvin
18. Bienne

*Autres désignations :*

A. = Arlesheim ; B. = Büren ; L. = Loewenbourg ; P. = Pierre-Pertuis ; R. = Reiben ; Bailliage de Schliengen : a) Istein ; b) Haltingen ; c) Schliengen.

On distingue, au nord de Pierre-Pertuis, les bailliages qui faisaient partie du Saint-Empire romain germanique, et au sud les territoires indépendants de l'empire.

# LE DIOCÈSE DE BÂLE




*Territoires limitrophes* (chiffres dans un cercle).

1. Evêché de Lausanne
2. Archevêché de Besançon
3. Evêché de Toul
4. Evêché de Strasbourg
5. } Evêché de Constance
6. }

*Divisions intérieures :*

1. Doyenné Ultra Colles Ottonis
2. » Citra Colles
3. » Citra Rhenum
4. » Sundgaudiae
5. » Inter Colles
6. » Elsgaudiae
7. Doyenné Leimenthal
8. » Salisgaudiae
9. » Sisgaudiae
10. » Frickgaudiae
11. » Buchsgaudiae

*Localités :*

A. = Altkirch ; Bt. = Belfort ; P. = Porrentruy ; B. = Bâle ; M. = Mulhouse ; S. = Schlettstadt.

Le diocèse de Bâle s'étendait entre l'évêché de Strasbourg au nord, celui de Lausanne au sud, celui de Constance à l'est, l'évêché de Toul et l'archevêché de Besançon proprement dit à l'ouest [1].

Ses frontières étaient les suivantes :

Le Rhin, de Bâle à l'embouchure de l'Aar, l'Aar, jusque dans la région d'Attiswil-Soleure, les crêtes au sud de Rosières en direction de Pierre-Pertuis. Puis, faisant un coude, cette démarcation passait au nord de Tramelan et au sud de Bellelay, les Genevez, les Breuleux, les Bois, Biaufond. (Là s'élève encore aujourd'hui la borne triangulaire des trois évêchés : Lausanne, Besançon et Bâle, ceux-ci ayant eu un point de contact à cet endroit.) De Biaufond, la limite du diocèse fut la frontière actuelle du canton de Berne jusqu'aux environs d'Ocourt. La chaîne du Mont-Terri était suivie jusqu'au-dessus de Cornol. La limite remontait en direction nord-ouest, laissant à gauche Delle et Belfort, puis en direction du nord, en suivant la ligne du partage des eaux, jusqu'à la hauteur de Schlettstadt ; elle prenait brusquement à l'est, redescendait au sud entre l'Ill et le Rhin jusque dans la région de Colmar, puis, par un angle prononcé, revenait au Rhin [2]. Bienne, Neuveville, la montagne de Diesse, l'Erguel et Tramelan ne faisaient donc pas partie du diocèse de Bâle, mais de celui de Lausanne [3]. L'Ajoie appartenait à l'archevêché de Besançon.

Chaque diocèse se divisait en différents districts ecclésiastiques appelés doyennés dans les territoires soumis à l'autorité spirituelle de l'évêque de Bâle, et chapitres ruraux ailleurs.

Ces divisions intérieures eurent pour base la circonscription des cantons nommés *gau* ou *pagi*, dont quelques-uns furent établis par les Francs et les Alemannes vers la fin du V^e^ siècle.

Le diocèse était une vaste institution, qui englobait ainsi les doyennés. Ceux-ci, à l'origine, constituaient nécessairement les cadres de l'administration diocésaine. « Subordonnés au diocèse, ils avaient pourtant leur vie propre et jouissaient de l'autonomie. » Mais, une fois créés, ils furent appelés à collaborer avec le diocèse, dont l'ensemble

[1] L'archevêque avait, comme un évêque, l'autorité spirituelle directe sur un diocèse.

[2] Trouillat, *Monuments*, t. V, carte, et Burcklé. *Les Chapitres ruraux des anciens Evêchés de Strasbourg et de Bâle*. Thèse de l'Université de Strasbourg. Faculté de théologie catholique (Impr. « Alsatia », Colmar 1935.), p. 85 et suiv.

[3] Jusqu'à la Réforme, Tramelan formait une enclave bisontine dans le diocèse de Bâle ; dès cette époque, cette paroisse fut rattachée à l'évêché de Lausanne.

des prêtres représentait un vaste groupement dans lequel les membres d'un doyenné n'étaient qu'une des cellules.

Le diocèse et le doyenné avaient pour tâche l'organisation du clergé paroissial, le maintien de la discipline.

L'évêque faisait parvenir ses ordres aux curés par l'intermédiaire du doyenné. Il s'en remettait aussi à lui pour le contrôle de la discipline, puis pour les questions administratives.

Il n'a pas été permis d'établir avec exactitude « ni la date, ni les circonstances, ni les causes qui ont provoqué l'apparition des chapitres ruraux [1] ». C'était une organisation de prêtres travaillant au salut de leurs âmes, et qui, en plus, voulaient défendre leurs intérêts et les maintenir. C'était une paroisse, cadre de la vie spirituelle du prêtre, une famille qui l'empêchait de se sentir isolé et sans secours, matériels ou spirituels [2]. Cette institution disparut après le passage de la tourmente révolutionnaire.

Le diocèse de Bâle comprenait onze doyennés. Leur dénomination, qui était celle des régions correspondantes, ne fit son apparition dans les actes qu'au XIII[e] siècle. Des onze doyennés, six étaient situés en Haute-Alsace, et cinq dans les territoires qui aujourd'hui appartiennent aux cantons de Berne, de Bâle, de Soleure et d'Argovie (Fricktal).

Après la Réformation, des changements intervinrent : on modifia la répartition des paroisses du district de la ville de Bâle ; le Sissgau et le Frickgau furent réunis en un seul doyenné, le protestantisme ayant fait de grands progrès dans ces régions [3]. Mais les changements les plus importants eurent lieu dans le Sundgau qui, de trop grande étendue, fut divisé le 12 novembre 1669. On attribua neuf communes au doyenné Inter Colles. Les autres formèrent deux districts à peu près égaux en importance. L'un des deux porta le nom nouveau de chapitre rural de Massevaux, tandis que l'autre gardait l'ancienne dénomination de l'ensemble : Sundgau [4].

Le doyenné de Massevaux (*Capitulum Mazopolitanum*) comprenait des paroisses de langue française et de langue allemande. Les prêtres, pour cette raison, formaient deux clans distincts. Ce doyenné fut, à son tour, partagé en quatre districts : deux de langue française, ceux de Pfaffans et de Montreux, et deux de langue germanique : Massevaux

[1] Burcklé, p. 10. [2] Burcklé, p. 307.

[3] Trouillat, t. I, p. lxiv et suiv.

[4] Burcklé, p. 36 et 38, nous en donne les limites précises ; voir également dans Trouillat, t. V, la carte du diocèse de Bâle, au début du volume.

et Dannemarie. La proposition en avait été faite dans une réunion d'ecclésiastiques, le 20 février 1775. Ce projet fut accepté par l'évêque de Bâle [1]. D'ailleurs, les circonstances semblaient favorables à cette modification. Cet évêque qui, en sa qualité de prince, étendait sa domination sur l'Ajoie depuis le XIII[e] siècle, voyait ce même pays relever presque entièrement, au spirituel, de l'archevêque de Besançon. Depuis longtemps, les chefs du diocèse de Bâle désiraient l'échange des paroisses d'Ajoie contre les paroisses françaises des districts dont nous avons parlé ci-dessus. Le prince-évêque Frédéric de Wangen y parvint le 7 décembre 1779. Les deux districts de Pfaffans et de Montreux passèrent sous l'autorité spirituelle de l'archevêque de Besançon, et les paroisses d'Ajoie sous celle de l'évêque de Bâle [2]. Ces dernières, réunies à Charmoille, Miécourt, Miserez, formèrent le doyenné d'Ajoie qui resta distinct de celui d'Elsgau, à l'est [3]. Cet échange est l'objet de la présente étude.

Nous devons, avant notre exposé, parler encore de l'évêque de Bâle, souverain temporel [4].

Les évêques de Bâle, chefs spirituels, grâce à la générosité de l'empereur, à la générosité de seigneurs et par suite de diverses transactions, furent peu à peu revêtus d'un pouvoir temporel qui s'étendait sur la ville de Bâle, sa banlieue, sur des territoires de l'Alsace, du Brisgau, du Jura bernois actuel. C'était la principauté qu'on appela « Evêché de Bâle ». Ses limites, bien différentes de celles du diocèse, ne doivent pas être confondues avec les premières, comme nous le verrons plus loin.

La principauté avait un régime monarchique. A l'exemple des cités épiscopales : Mayence, Cologne, Worms, Spire, Strasbourg, dont les prélats gouvernaient la ville, le prince-évêque de Bâle avait une cour [5]. On distinguait dans celle-ci deux éléments :

*a*) les hommes d'église qui entouraient le chef du diocèse,

*b*) la cour féodale qui se tenait en rapport avec le prince, chef du pouvoir temporel.

[1] Burcklé, p. 38.

[2] La liste des paroisses échangées sera donnée plus loin.

[3] Elsgau : traduction allemande d'Ajoie.

[4] Nous avons exposé ce sujet en détail dans notre ouvrage : *Les relations de l'Evêché de Bâle avec la France au XVIII[e] siècle.* Introduction. Nous nous permettons d'y renvoyer le lecteur.

[5] Stouff, *Le pouvoir temporel des évêques de Bâle et le régime municipal depuis le XIII[e] siècle jusqu'à la Réforme*, p. 213. (L. Larose et Forcel, Paris 1891.)

Entre ces deux groupements, une distinction très nette n'était guère possible, car l'évêque choisissait, dans l'un comme dans l'autre, les personnes destinées à former son conseil [1].

Le gouvernement temporel des princes-évêques n'était pas un gouvernement personnel. La consultation préalable de la cour ecclésiastique devenait nécessaire pour la validité de tout acte intéressant le gouvernement ou la juridiction. C'est pourquoi la cour épiscopale, c'est-à-dire la réunion des chanoines du chapitre — les fonctionnaires les plus hauts en grade — figurait dans la plupart des actes du pouvoir temporel.

Au XVIII[e] siècle, la principauté comprenait, dans ses grandes lignes, les territoires qui forment aujourd'hui le Jura bernois, de Boncourt à Neuveville-Bienne, et de La Ferrière à Arlesheim. Les bailliages au nord de Pierre-Pertuis faisaient partie du Saint-Empire romain germanique. Ceux du sud, combourgeois des cantons suisses, se trouvaient indépendants de l'empire.

Bâle ayant été abandonnée à l'époque de la Réformation, Porrentruy devint la résidence du prince. Mais si cette ville n'était pas à considérer comme la capitale du diocèse, elle peut du moins porter ce titre pour la principauté. En effet, nous avons vu que l'Ajoie appartenait au diocèse de Besançon. L'évêque de Bâle n'y portait que le titre de prince, l'archevêque de Besançon, celui d'évêque. L'échange de paroisses dont nous parlerons fit de Porrentruy, à la fin du XVIII[e] siècle seulement, la capitale de la principauté et du diocèse [2].

En résumé, deux autorités de nature différente (temporelle et spirituelle) se trouvaient réunies sur une même tête. A cette unité s'opposaient :

1. La diversité dans l'administration du territoire :
   *a*) au temporel, parce que l'Evêché de Bâle comprenait deux parties ; l'une relevait de l'empire germanique, l'autre était alliée aux cantons suisses ;
   *b*) au spirituel, parce que quatre diocèses se partageaient l'Evêché de Bâle : Bâle (partie principale), Lausanne (territoire au sud

[1] Stouff, p. 53.

[2] Delémont était une résidence épiscopale plus ancienne que Porrentruy. Le château en fut rebâti de fond en comble en 1719, mais ne devint pourtant pas la résidence permanente. (Fäsi Joh. Conrad, *Staats und Erdbeschreibung der ganzen helvetischen Eidgenoßschaft, derselben gemeinen Herrschaften und zugewandten Orten.* Band IV, p. 526.) (Zürich, Orell, Gessner und C[ie], 1768.) Nous en donnons les raisons plus loin.

de Pierre-Pertuis), Besançon (Ajoie), Constance (bailliage de Schliengen, sur la rive droite du Rhin au delà de Bâle), si bien que les sujets du prince étaient appelés à adresser des prières au Ciel pour les succès de la cour de Vienne, pour celle de Versailles, tout en bénéficiant de la protection et de la neutralité suisses [1].

2. La diversité se faisait encore sentir dans les deux hiérarchies auxquelles appartenait le prince-évêque, puisqu'il jouissait de ses droits de prince de l'empire d'Allemagne et reconnaissait, au spirituel, son métropolitain : l'archevêque de Besançon, prélat français.

Mais ce manque d'unité qui caractérise l'ancien régime n'était pas que l'apanage de l'Evêché de Bâle. La France elle-même, malgré les efforts séculaires des grands monarques centralisateurs, ne formait à la veille de la Révolution qu'une « agrégation inconstituée de peuples désunis », disait Mirabeau [2].

Nous avons étudié ailleurs ce qu'entreprirent les princes-évêques au cours du XVIII[e] siècle pour améliorer leur situation politique [3]. Nous donnons ci-après un exposé des efforts, couronnés de succès, qu'ils firent pour améliorer leur position de chef spirituel.

## L'échange de paroisses et les tentatives de différents évêques

Les troubles religieux — nous l'avons dit — avaient obligé les évêques de Bâle d'abandonner le siège de leur résidence au XVI[e] siècle. Ils se retirèrent au château de Porrentruy. Cette ville devint le chef-lieu des Etats temporels ; mais elle relevait du diocèse de Besançon. Delémont offrait, il est vrai, une position plus centrale, mais la contrée présentait alors l'inconvénient d'être à proximité des pays réformés. La foi nouvelle gagnait de nouveaux adhérents et menaçait d'envahir la ville par le sud comme par l'est. D'autre part, les « 13 francs villages » de la vallée environnante jouissaient de franchises « qui auraient rendu fort gênant l'exercice de la puissance féodale à laquelle les princes-

[1] Arch. bern. A/96. Prières publiques. L'Evêché de Bâle jouit de la neutralité suisse dès la fin du XVII[e] siècle.

[2] Gautherot Gustave, *La république rauracienne*, p. 1. (Champion, Paris 1908.)

[3] Dans notre ouvrage, cité.

évêques et leurs cours étaient accoutumés [1] ». Dans le pays de Porrentruy, en revanche, les compétences du prince s'étaient maintenues plus vivaces [2].

L'exil des évêques de Bâle en Ajoie fut adouci par la complaisance des archevêques de Besançon, qui leur permirent d'exercer les fonctions épiscopales et certains actes de juridiction ecclésiastique dans l'enceinte du château, dans la chapelle du séminaire que les évêques fondèrent depuis, et dans l'église du collège des Jésuites [3].

Les évêques de Bâle sentaient cependant que ces concessions étaient précaires et révocables au bon plaisir de celui qui les accordait. Craignant de se voir, par une abrogation, sans juridiction et sans clergé dans le chef-lieu de leur souveraineté, ils s'occupèrent, dès la fin du XVI[e] siècle, des moyens qui pourraient réunir dans la ville même de Porrentruy les deux puissances sur leur tête.

Dès cette époque, et pendant plus de deux siècles, les princes-évêques tentèrent de soustraire l'Ajoie à la juridiction spirituelle de l'archevêque de Besançon pour la réunir à la leur.

Les transactions faites à ce sujet au XVI[e] siècle trouvèrent, en 1558 déjà, le Pape favorable à ce projet. Mais Besançon y mit opposition [4].

On peut compter quatre tentatives principales des évêques de Bâle pour arriver au but qu'ils s'étaient proposé : en 1623, 1760, 1768-73, 1777-79. Nous les passons en revue.

En 1623, le prince-évêque Guillaume Rinck de Baldenstein [5] offrit d'échanger le décanat d'Ajoie contre un certain nombre de paroisses dépendantes du diocèse de Bâle et situées en Alsace. L'archevêque de Besançon et son chapitre refusèrent, prétextant que ceci « ne pourrait se concilier avec les règles canoniques qui exigent une urgente nécessité et une évidente utilité [6] ».

Cet insuccès ne découragea pas la cour de Porrentruy, qui renouvela souvent sa demande jusqu'au milieu du XVIII[e] siècle.

[1] Quiquerez, dans *Revue d'Alsace*, janvier 1856, p. 36.

[2] Voir Brahier Simon, *L'organisation judiciaire et administrative du Jura bernois sous le régime des Princes-Evêques de Bâle*, p. 81 et suiv., p. 123 et suiv. (Imhoff, Moutier 1920.)

[3] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 68. L'évêque de Bâle au duc d'Aiguillon, 4 octobre 1771.

[4] Arch. bern. A 59/11. 1576-1768. Voir pièce du 10 janvier 1761.

[5] Guillaume Rinck de Baldenstein, neveu de l'évêque Christophe de Blarer, occupa le siège épiscopal de 1608 à 1628.

[6] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 326. Mémoire pour l'archevêque de Besançon, 10 fév. 1779.

Le 23 juin 1760, Joseph-Guillaume Rinck de Baldenstein [1] adressa à Versailles un mémoire tendant aux mêmes fins et destiné au duc de Choiseul, ministre des Affaires étrangères. Le mémoire et le projet d'échange qu'il contenait furent soumis au roi. L'évêque réclamait la juridiction sur l'Ajoie et offrait « des paroisses de son diocèse dans la Haute Alsace, dans le voisinage de Belfort », paroisses appelées françaises parce qu'on n'y parlait que cette langue. Louis XV se montra propice au prince-évêque [2].

Le roi désirait, de l'Evêché, la cession du village de Schönenbuch — situé à la frontière française, à proximité de Bâle — parce qu'il s'y faisait la contrebande des grains. Le 16 avril 1758, Hintz, un sujet du prince-évêque, avait été tué par les soldats de la brigade française de Hegenheim. Les difficultés renaissaient toujours. A Boncourt et à Damvant — autres localités frontières — les droits respectifs des souverains méritaient également d'être revisés [3]. Le prince-évêque fit dépendre cet arrangement de l'échange des paroisses.

Le duc de Choiseul transmit, le 5 novembre 1760, la requête de Guillaume de Rinck au cardinal de Choiseul, son cousin, archevêque de Besançon [4].

Le ministre annonçait que l'échange de paroisses serait utile au roi puisqu'il entraînerait une meilleure délimitation de frontières. D'autre part, Louis XV désirait donner à l'évêque de Bâle des marques de satisfaction pour le zèle et l'attachement que témoignait ce prélat au service de Sa Majesté [5]. Il fut donc conseillé au cardinal d'examiner avec « toute l'attention possible » la proposition de l'évêque de Bâle. Le ministre de Choiseul ne doutait pas de voir bientôt l'aboutissement des négociations [6].

Mais le cardinal répondit à Versailles en énumérant les nombreux inconvénients et difficultés que rencontrait ce projet dans son entourage.

[1] Voir note 5.

[2] Arch. bern. A 59/11. Lettre du 5 nov. 1760.

[3] *Ibid.* A 59/11. Eclaircissements des commissaires respectifs, 17 mai 1760.

[4] Choiseul-Beaupré Antoine-Cleriadus de. Fut archevêque de Besançon dès 1754. Il mourut à fin décembre 1773 ou au début de janvier 1774.

[5] Joseph-Guillaume Rinck de Baldenstein, prince-évêque de Bâle (1744-1762) avait signé, en 1758, une capitulation militaire avec Louis XV, capitulation par laquelle le prince autorisait dans ses terres la levée d'un régiment pour le service de France.

[6] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 50. Le duc de Choiseul au cardinal de Choiseul, 5 novembre 1760.

Nous aurons l'occasion de les examiner plus loin, parce qu'ils ne changèrent pas. L'opposition venait du chapitre métropolitain.

A l'avènement de Simon-Nicolas de Montjoie [1], le cardinal de Choiseul avait assisté à la cérémonie de prise de possession du pouvoir. Il fut reçu et fêté avec la plus grande distinction par le nouvel évêque et sa cour [2]. Les dispositions semblaient favorables pour entamer des négociations.

Simon-Nicolas de Montjoie, ayant voulu proposer l'échange de paroisses, reçut pour réponse, en 1768, un refus formel de la part du cardinal de Choiseul. Des difficultés s'élevèrent. L'interdiction fut prononcée contre l'abbé Straub, chapelain des Mères Annonciades de Porrentruy et sujet du prince [3]. La cour de Porrentruy songea même, en août, à faire intervenir l'empereur et la diète. En 1770, une querelle analogue eut pour personnage principal un abbé Cattin. Le 12 octobre 1769, Simon-Nicolas dressa un tableau de la situation religieuse en Ajoie, pour mettre le duc de Choiseul au courant des nominations qui se faisaient dans ses Etats [4]. L'archevêque de Besançon et les chanoines de son chapitre, patrons de divers bénéfices situés dans la principauté [5], y plaçaient des sujets du roi à l'exclusion de ceux de l'évêque de Bâle. Ces abus, qui existaient déjà auparavant, n'avaient pas été relevés par les prédécesseurs de l'évêque plaignant, dans l'espérance de déterminer une fois l'archevêque de Besançon à l'échange de paroisses. Le cardinal s'y étant refusé, Simon-Nicolas de Montjoie régla sa conduite sur celle du roi. Il exigea que les bénéfices fondés dans ses Etats, bénéfices se trouvant à la nomination des patrons étrangers, fussent conférés à ses sujets. Il pria le duc de Choiseul, le 3 août 1770, de vouloir bien informer Sa Majesté de la résolution qu'il avait prise. Cependant, par égard pour l'archevêque, il en suspendait encore les effets [6].

[1] Simon-Nicolas de Montjoie fut élu prince-évêque de Bâle, le 26 octobre 1762. Il mourut le 5 avril 1775 et fut remplacé par Frédéric de Wangen au siège épiscopal.

[2] Aff. étr. Ev. de B. V, p. 71. « Note sur la lettre de l'évêque de Bâle du 4 octobre 1771. »

[3] Arch. bern. A 59/12, 5 juillet 1768. L'abbé Straub ne fut pas frappé de toute la rigueur prévue en droit canon par l'interdiction. Son supérieur — l'archevêque de Besançon — lui défendit d'exercer les fonctions attachées à son ordre et à son titre.

[4] Renseignement tiré des Aff. étr. Ev. de B. V., p. 68*a*.

[5] Bénéfices ecclésiastiques : concessions de biens-fonds ou de revenus attachés aux fonctions ecclésiastiques. Les évêques avaient d'abord la disposition entière de tous les biens ecclésiastiques. Ils en déléguèrent la jouissance aux membres du clergé. Le bénéfice devint une dotation fixe d'une fonction déterminée.

[6] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 68. Mémoire du 4 oct. 1771.

Simon-Nicolas voulait ainsi amener son métropolitain à consentir à l'échange proposé. Les complaisances des évêques de Bâle pouvaient également passer pour une compensation aux concessions que leur faisait le chef du diocèse bisontin.

En 1771, un événement accentua les difficultés. Un aumônier du prince-évêque publia les bans d'un des laquais de la cour dans la chapelle du château. Le futur époux, natif de Porrentruy, relevait, par son origine, du diocèse de Besançon, mais se trouvait au service des princes depuis 12 ans. M. le cardinal de Choiseul regarda cet acte comme une atteinte aux compétences du chef de la paroisse de Porrentruy, donc comme une entreprise contre la juridiction spirituelle de Besançon. Simon-Nicolas de Montjoie prétendit qu'il avait acquis ce droit par l'usage pratiqué sous ses devanciers. Ceci rompit tout à fait la bonne intelligence qui régnait jusqu'alors entre les deux prélats.

Il faut dire que les usages du diocèse de Besançon différaient de ceux du diocèse de Bâle. Bien des personnes attachées à la cour du prince-évêque avaient leur habitation en ville, avec droit à la table du château. Lorsque les jours d'abstinence du diocèse de Besançon ne coïncidaient pas avec ceux de Bâle, ces personnes préféraient quelquefois manger des aliments gras à la table du prince, ou rester chez elles quand celui-ci faisait maigre. D'autre part, on travaillait au château durant les jours fériés par Besançon, ou bien en ville quand on faisait fête à la cour [1]. Enfin le collège et le séminaire de Porrentruy fondés par les évêques de Bâle se trouvaient dans un autre diocèse. Ce ne fut pas sans peine que ces prélats obtinrent que les séminaristes fussent soumis à la discipline de leur propre diocèse, discipline qui était également celle des paroisses pour lesquelles on formait ces futurs prêtres.

Si les évêques de Bâle, en cherchant à mettre fin à cette situation fausse, rencontrèrent de l'opposition, c'est qu'en réalité l'autorité spirituelle sur la ville de Porrentruy était un lustre dont Besançon ne voulait pas se défaire. Les archevêques accordaient aux princes-évêques, suivant un ancien usage, quelques concessions successivement renouvelées à chaque avènement [2].

[1] Quiquerez, dans *Revue d'Alsace* 1856, citée, p. 37.

[2] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 269, 23 avril 1777. Tiré d'un « Projet d'échange ». Pendant la vacance du siège de Besançon, l'évêque de Bâle n'avait plus l'autorisation d'exercer à Porrentruy les actes épiscopaux. (Vautrey L., *Histoire des évêques de Bâle*, t. I et II, p. 379. Ch. et N. Benziger, Einsiedeln 1886.)

Ces concessions peuvent être rangées en deux groupements de nature différente :

1. Fonctions épiscopales. Les évêques recevaient :
   *a*) les honneurs du pontificat dans les églises de la ville de Porrentruy ;
   *b*) la liberté de célébrer pontificalement des offices divins dans les mêmes lieux ;
   *c*) l'autorisation d'administrer les sacrements de confirmation et de l'ordre.

   A cette dernière concession peut être ajoutée comme complément naturel, et sans que ceci soit toujours précisé, la liberté de sacrer des évêques, de bénir des abbés, des abbesses, des pierres d'autel, de consacrer les saintes huiles [1].

   Ces pouvoirs se trouvaient conférés par des lettres réversales adressées par les archevêques et signées par la cour épiscopale de Porrentruy [2].
2. Fonctions curiales. Celles-ci ne figuraient pas dans les pièces écrites échangées entre Besançon et Porrentruy. On souffrit que les évêques de Bâle eussent dans leur résidence, à l'égard de leurs diocésains, de leurs officiers et domestiques vivant au château, les mêmes pouvoirs et la même juridiction qu'ils auraient exercés si le château eût été compris dans le diocèse de Bâle.

   Ces égards, continués d'un archevêque à l'autre, parurent à Simon-Nicolas de Montjoie, lors de son avènement, comme un usage bien établi, par lequel les évêques en exil à Porrentruy pouvaient se permettre ou permettre :
   1. Aux prêtres de leur diocèse, d'entendre les confessions au château et au séminaire.
   2. De distribuer ou de faire distribuer par leurs aumôniers la communion pascale dans la chapelle de leur château, dans celle de leur séminaire et dans l'église du Collège des Jésuites — considérée comme église de la cour — à leurs officiers et commensaux [3], aux personnes de leur diocèse, à celles de leur famille et aux séminaristes.

[1] Liasse Amweg, pièce du 7 sept. 1771. Relation de Gobel à l'évêque de Bâle.

[2] Réversale : pièce officielle par laquelle une cour reconnaît qu'une concession spéciale qui lui est faite par une autre cour ne devra préjudicier en rien aux droits et prérogatives antérieurs de chacune d'elles.

[3] Commensal : qui vit auprès de, qui mange à la même table. Ici, qui vit au château.

3. De faire administrer par l'aumônier, ou le prêtre nommé à cet effet, le saint viatique et l'extrême-onction aux personnes qui, soit au château, soit au séminaire, se trouvaient à l'article de la mort. Les saintes huiles et l'hostie devaient être prises alors dans la chapelle du château ou dans celle du séminaire.
4. De faire conduire par leurs aumôniers ou leurs prêtres, précédés de la croix, les convois funèbres des personnes décédées au château ou au séminaire, jusqu'au dehors de l'enceinte de ces lieux ; là, on remettait les corps au curé de la ville.
5. De donner eux-mêmes, ou par leurs aumôniers, la bénédiction nuptiale, lorsqu'une des parties contractantes habitait leur diocèse, et que l'autre, commensale ou de la famille de l'évêque, logeait au château [1]. Cette cérémonie pouvait être précédée — nouvelle concession — de la publication des bans dans la chapelle de ce château.
6. De faire juger les causes des diocésains de Bâle, au for contentieux [2], par l'official de Bâle aussi au château.
7. D'exercer, ou de faire exercer par leurs suffragants, évêques *in partibus*, les fonctions épiscopales quelconques, tant dans les chapelles du château et du séminaire, que dans les autres églises de la ville de Porrentruy.

On peut ajouter que, tant au château de résidence que dans le séminaire bâti dans la ville de Porrentruy, la discipline du diocèse de Bâle servait de règle, c'est-à-dire qu'on y observait les fêtes de ce diocèse, les mêmes jours de jeûne, que l'on y récitait le même bréviaire, et que l'on y accomplissait les mêmes rites et cérémonies, sans avoir égard à la discipline de Besançon.

Les plaintes adressées par le curé de Porrentruy, l'abbé Balanche, à son chef diocésain à la suite de l'incident de 1771, provoquèrent un bouleversement de la situation. Le 15 mai, le cardinal de Choiseul avertit l'évêque de Bâle qu'il ne reconnaissait aucune compétence à l'aumônier du château de Porrentruy pour l'exercice des fonctions

[1] Cette condition se trouvait pleinement remplie, lors de l'incident de 1771, puisque la fiancée habitait Courroux, village du diocèse de Bâle.

[2] Actes de juridiction contentieuse : actes par lesquels le juge tranche un litige. Ils s'opposent aux actes de juridiction gracieuse dans lesquels le juge ne fait qu'examiner les résolutions qui lui sont proposées et à les homologuer s'il le juge opportun. Exemple : homologation par le tribunal des décisions d'un conseil de famille.

curiales en général, pour la célébration des mariages et la publication des bans en particulier [1].

Simon-Nicolas de Montjoie se soumit respectueusement aux décisions de son métropolitain, tout en lui faisant remarquer que lui-même, Simon-Nicolas, avait autorisé la publication des bans — objet du litige —, que ceci était conforme aux usages, et qu'il ne croyait pas avoir cherché par ce moyen à amplifier les compétences dont jouissaient les évêques de Bâle exilés dans le diocèse de Besançon [2].

Une mise au point parut nécessaire. Le cardinal de Choiseul la rédigea d'une façon un peu sèche et maladroite. La position de l'évêque de Bâle à Porrentruy n'en parut que plus précaire. Simon-Nicolas de Montjoie remit tout en question : fonctions épiscopales et curiales, discipline à observer. Il chargea son vicaire général Gobel [3] de se rendre auprès de l'archevêque, et lui donna des instructions précises, approuvées par le chapitre d'Arlesheim [4]. Gobel, au cours des conférences qu'il eut les 26 et 27 août 1771 avec le métropolitain et ses vicaires généraux, voulut des précisions sur chaque point. Voici le résultat de ses démarches :

1. La concession des fonctions épiscopales fut confirmée.
2. L'exercice des fonctions curiales fut réduit presque à rien et l'autorisation nécessaire soumise à l'approbation et au bon vouloir du curé de Porrentruy.
3. On annula la permission d'observer, au château et au séminaire, les jours de jeûne et d'abstinence ainsi que la discipline prescrite par le

[1] Liasse Amweg citée. Le cardinal de Choiseul à l'évêque de Bâle, 15 May 1771.

[2] *Ibid.* L'évêque de Bâle au cardinal de Choiseul, 26 May 1771.

[3] Jean-Baptiste Gobel était né à Thann, en Alsace, le 1er sept. 1727. Il fit ses études classiques au Collège de Porrentruy et au Collège germanique à Rome (1743-47) où il se distingua par son travail et sa conduite. Il parvint à un canonicat au chapitre de Moutier-Grandval, résidant alors à Delémont. Gobel entra, avec le titre de docteur en théologie, au grand chapitre de Bâle. Ses talents, joints à une connaissance approfondie de la science ecclésiastique, lui valurent le poste d'official du diocèse. Il eut bientôt l'administration presque entière de ce diocèse comme vicaire général de l'évêque de Bâle. Suffragant dès l'année 1771, sacré évêque *in partibus* de Lydda en 1772, il mourut sur l'échafaud le 13 avril 1794 après avoir occupé le poste d'évêque constitutionnel de Paris. (Voir Vautrey, t. II, p. 391, 392, *Dict. hist. et biogr.*, p. 246.)

[4] Liasse Amweg citée. Instructions des 19 et 20 octobre 1771. A la Réforme, le chapitre diocésain avait quitté Bâle pour se fixer à Fribourg-en-Brisgau. Cent cinquante ans plus tard, la guerre força les chanoines à rentrer dans la principauté. Ils s'établirent alors à Arlesheim, en 1678, où une nouvelle cathédrale fut érigée, en même temps que des maisons pour les capitulaires.

diocèse de Bâle. Le seul adoucissement que le cardinal de Choiseul voulut bien apporter à ceci fut que l'office divin, la messe et le bréviaire pour les ecclésiastiques « bâlois » pourraient être conformes aux usages de leur diocèse [1].

C'était mettre l'évêque de Bâle dans une situation inférieure à celle des différents ordres religieux de sa ville de Porrentruy, et l'obliger à solliciter presque journellement, d'un de ses sujets — le curé — les permissions nécessaires aux fonctions curiales.

L'archevêque de Besançon fit preuve d'intransigeance malgré l'offre de Simon-Nicolas de Montjoie de donner, pour les permissions à accorder, des lettres réversales précisant le caractère temporaire de ces permissions. Gobel lui rappela l'attitude des princes-évêques qui, en qualité de souverains, se montraient complaisants envers le diocèse de Besançon pour tout ce qui concernait la juridiction spirituelle en Ajoie. La France, il est vrai, en usait tout autrement pour la partie alsacienne du diocèse de Bâle. Mais le cardinal de Choiseul ne craignait « aucune menace » et pensait surtout que le roi et ses ministres protégeraient le siège de Besançon contre toute innovation d'un prince étranger [2]. L'archevêque semblait ignorer les droits inhérents à la souveraineté des princes-évêques, du moins dans le domaine où ces droits touchaient à l'exercice de la juridiction ecclésiastique. Les complaisances des évêques de Bâle, qui, aux yeux de Simon-Nicolas de Montjoie, passaient pour une compensation aux concessions des archevêques de Besançon, lui apparurent, dès lors, comme un préjudice duquel il pourrait libérer ses sujets.

Simon-Nicolas de Montjoie, usant de ses droits de souverain en Ajoie, publia alors l'ordonnance du 4 octobre 1771 qui interdisait à l'archevêque de conférer les cures et les bénéfices de la partie du diocèse bisontin située dans la principauté, à d'autres ecclésiastiques qu'à des sujets du prince [3]. Ceux-ci — il faut le reconnaître — même originaires d'Ajoie, parvenaient difficilement à obtenir une paroisse ou un bénéfice dans leur propre pays. L'évêque de Bâle demanda en outre, à l'arche-

[1] Liasse Amweg citée. Très humble Relation..., de Gobel, du 7 sept. 1771.

[2] *Ibid.* Très humble Relation... citée.

[3] « Déclaration de Son Altesse Simon-Nicolas de Montjoie qui ordonne que les cures, chapelles et bénéfices quelconques, fondés et érigés dans ses États et qui sont à la nomination du siège du chapitre ou de quelques autres patrons de l'archevêché de Besançon ne pourront être conférés dans les États de sa dite Altesse qu'à ses sujets ou à ceux qui, après y avoir été naturalisés, auront des brevets portant permission d'en jouir. » Arch. bern. B 225, N° 590, 4 oct. 1771.

vêque, l'établissement d'un official forain [1] dans la principauté, en exigeant que le prélat choisi fût également un sujet de l'Evêché.

L'officialité, tribunal ecclésiastique, connaissait en plus des délits du clergé les affaires auxquelles l'Eglise avait intérêt, comme les marchés avec serment, les mariages, les testaments, sacrilèges, parjures, adultères, les procès civils des clercs et les crimes des laïcs contre la religion [2]. En cas de contestation entre notaires ecclésiastiques et particuliers, les sujets d'Ajoie étaient obligés de passer par le ministère de ces notaires, de création étrangère, c'est-à-dire par Besançon, siège de l'officialité. Il en résultait pour les sujets du prince-évêque des frais considérables.

L'ordonnance du 4 octobre 1771 et les exigences de Simon-Nicolas de Montjoie — résultat des décisions prises d'un commun accord entre l'évêque et son chapitre — furent transmises à Versailles. Elles parvinrent au duc d'Aiguillon [3], successeur, aux Affaires étrangères, du duc de Choiseul, disgracié.

Le prince-évêque aurait pu aller beaucoup plus loin, à l'exemple de ce qui se pratiquait en France. Il pouvait exiger que les visiteurs, confesseurs et chapelains des religieux et religieuses fussent originaires de la principauté et ne permettre l'exécution des ordonnances venant de l'archevêché ou de ses grands vicaires que sous réserve d'autorisation émanant du chef temporel en Ajoie [4].

Si le cardinal de Choiseul avait révoqué toutes les concessions faites à l'évêque, celui-ci, en qualité de prince du pays de Porrentruy, en serait venu à l'exercice rigoureux de ses droits. Il se contenta d'exiger l'établissement d'une officialité foraine dans la principauté, à l'exemple de ce qu'il avait dû lui-même instituer en Alsace.

Simon-Nicolas de Montjoie envoya au duc d'Aiguillon, le 4 octobre, une copie de son ordonnance du même jour. Il assura au ministre que l'usage qu'il faisait de son autorité de prince ne devait pas être interprété comme un affaiblissement de son zèle pour le service du roi.

[1] Official forain : juge ecclésiastique établi dans une ville autre que le siège de l'évêché.

[2] Brahier, p. 41-42.

[3] Aiguillon Emmanuel-Armand de Vignerot du Plessis de Richelieu, duc d' ..... (1720-1788). Il débuta dans l'armée. Après avoir été maréchal de camp (1748), puis lieutenant général (1758), il succéda au duc de Choiseul au ministère des Affaires étrangères (1771-1774). En 1774, il était ministre de la Guerre. Disgracié, il donna sa démission le 2 juin 1774 et fut exilé en 1775.

[4] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 269 citée.

C'est également le 4 octobre 1771 que ce prince-évêque adressa au cardinal de Choiseul, archevêque de Besançon, une copie de son ordonnance concernant la nomination aux bénéfices dans ses Etats. Il lui exposa qu'il serait contraire au bien des sujets d'Ajoie de devoir comparaître par-devant un tribunal siégeant hors des terres de l'empire d'Allemagne. C'est pourquoi il exigeait pour eux l'établissement d'une officialité. La lettre de l'archevêque, du 28 août, remettait en effet au curé de Porrentruy la compétence d'autoriser ou de refuser à l'évêque de Bâle l'exercice de la juridiction ecclésiastique, en matière contentieuse, sur les habitants du pays d'Ajoie relevant du diocèse de Besançon. Tant pour garantir à ses sujets l'avantage d'être jugés par les lois et usages du pays que pour leur éviter les frais de longs voyages, Simon-Nicolas de Montjoie décida donc de demander l'établissement d'un pro-official — comme cela se pratiquait dans la plupart des autres nations — pour la partie du diocèse de Besançon s'étendant dans la principauté [1]. Le cardinal de Choiseul chercha vainement à résister à l'évêque de Bâle et dut se résoudre à observer l'ordonnance du 4 octobre 1771, dont le roi lui-même reconnut le bien-fondé.

La cour de France rédigea la note suivante à propos de la lettre du prince-évêque, du 4 octobre 1771, adressée au ministère :

Les requêtes présentées par l'évêque de Bâle sont relatives à deux objets différents [2] :

a) Celles qui concernent un échange de paroisses.
b) Celles qui se rapportent à la nomination, par le chapitre de Besançon, de sujets du roi à des bénéfices enclavés dans la principauté de Porrentruy. — (Ces dernières, rappelons-le, n'étaient que la conséquence de l'attitude du cardinal de Choiseul.)

Les premières ont été traitées par le ministère des Affaires étrangères. L'archevêché a dans son ressort la ville de Porrentruy. Ainsi, l'évêque de Bâle dépend à double titre de son métropolitain, puisque le diocèse de Besançon comprend la résidence des évêques. Cette situation présente un si grand désagrément que les évêques de Bâle ont projeté de se fixer à Delémont. Mais ce transfert a toujours été différé, à cause des dépenses considérables qu'il occasionnerait aux princes et à leurs officiers, lesquels se verraient obligés de construire pour ce nouvel établissement.

[1] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 70 ; 4 octobre 1771. L'évêque de Bâle à l'archevêque de Besançon.

[2] Les unes et les autres furent l'objet d'une volumineuse correspondance échangée entre Porrentruy et le nonce en Suisse, l'empereur (par l'agent du prince-évêque à Vienne), le Pape (par son agent à Rome), les évêques allemands, la cour de France, Besançon, le nonce à Paris. Voir Arch. bern. A 59/12.

En 1758, Guillaume de Rinck de Baldenstein s'étant plaint, à la suite de la violation de son territoire par un détachement des gardes de la Ferme [1] qui poursuivaient quelques contrebandiers, on proposa une fixation des limites. Cette fixation entraînait un échange territorial de souveraineté. L'évêque s'y trouvait disposé ; mais il profita de cette occasion pour remettre en question l'échange de paroisses. Il offrit de céder sa juridiction sur plus de 50 paroisses de la Haute-Alsace contre la cession de celle que l'archevêque de Besançon a le droit d'exercer sur Porrentruy et dix-huit paroisses voisines.

Le duc de Choiseul fit cette proposition au cardinal de Choiseul, archevêque de Besançon. Ce prélat, personnellement, ne s'y opposa pas, mais son chapitre s'y refusa catégoriquement. C'est alors que l'archevêque promit à Guillaume de Rinck de l'autoriser, comme par le passé, à accomplir certaines fonctions dans « la paroisse de son château ». L'affaire de l'échange en est restée là depuis.

Quant aux plaintes de l'évêque, relatives aux nominations auxquelles procédait le chapitre de Besançon en faveur des sujets du roi, cet objet n'avait pas été traité par le ministère des Affaires étrangères. Le duc de Choiseul en avait chargé, en son temps, un autre département [2].

Le 23 octobre 1771, le duc d'Aiguillon répondit à l'évêque de Bâle que le problème de l'échange de paroisses ne regardait point les Affaires étrangères. Si le duc de Choiseul en avait pris connaissance, c'est qu'il avait alors le département de l'Alsace et de la Franche-Comté, poste occupé depuis par M. de Monteynard. C'était donc au département de l'Alsace qu'incombait le soin d'examiner ce projet.

Le ministre désirait cependant que l'évêque de Bâle arrivât bientôt au résultat qu'il se proposait, résultat que le duc d'Aiguillon trouvait « fort à souhaiter ». Il voulut bien contribuer à ce succès et confia à l'abbé de Raze, ministre de l'évêque de Bâle près la cour de Versailles [3], les dispositions dans lesquelles il se trouvait à ce sujet. Cet abbé jouissant de la confiance de l'archevêque de Besançon, il était à prévoir qu'il jouerait un rôle important dans cet accommodement [4].

[1] Ferme générale : sous l'ancien régime, administration ou entreprise privée qui prenait à sa charge la perception des impôts indirects comme les aides, les gabelles ou les douanes dont il s'agit ici.

[2] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 71 ; 4 octobre 1771. « Note sur la lettre de l'évêque de Bâle. »

[3] L'abbé Paris Jean Fau de Raze était né à Besançon le 22 février 1714. Il devint prêtre, puis docteur en théologie. Il s'établit à Paris et y traita des affaires du diocèse de Besançon avec la cour. Dès l'année 1751, il fut chargé de représenter les intérêts de l'Evêché et du diocèse de Bâle auprès du roi et de ses ministres, et ceci jusqu'à sa mort (19 avril 1794). Il fit preuve d'une activité prodigieuse.

[4] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 74 ; 23 octobre 1771. Le duc d'Aiguillon à l'évêque de Bâle.

L'évêque de Bâle rendit compte au Pape de sa conduite envers son métropolitain, puis il implora l'assistance de Sa Sainteté pour le rétablissement d'une bonne harmonie entre le cardinal de Choiseul et lui [1].

Le Saint-Père prit connaissance des causes du conflit. Il fut d'avis que, sans l'autorité du roi, on ne pourrait trouver une solution évitant toute nouvelle difficulté. Dans cette vue, il chargea son nonce à Paris d'interposer ses bons offices, conjointement avec le ministre de Louis XVI, dans les négociations à venir.

En juin 1772, l'affaire se trouvait entre les mains du duc d'Aiguillon et du nonce.

Aussitôt que Simon-Nicolas de Montjoie apprit cette nouvelle, il engagea le ministère des Affaires étrangères à considérer ce qui s'était passé au cours des années 1760 à 1762 [2]. A cette époque-là, le cardinal de Choiseul et Guillaume de Rinck de Baldenstein avaient travaillé de concert afin de parvenir à l'échange de paroisses. Le roi approuvait les vues des deux prélats ; il désirait les voir parvenir à une entente pour prévenir des difficultés de nature semblable à celles de 1771.

Le 25 juin 1772, Simon-Nicolas réclama la protection de Sa Majesté aux mêmes titres qui avaient valu à son prédécesseur la protection de Louis XV. Il le fit avec d'autant plus de force qu'il subissait « un traitement humiliant » résultant de la perte des concessions accordées autrefois par les archevêques de Besançon.

L'abbé de Raze fut chargé de présenter au duc d'Aiguillon la requête de Simon-Nicolas et d'obtenir du roi le bienfait qu'on attendait. L'évêque offrit, à titre d'indemnité pour l'échange de paroisses, ce que voudraient bien convenir les puissances sous les auspices desquelles l'affaire se traitait : la papauté et la royauté [3].

Vers la mi-avril 1773, au cours d'un voyage fait à Gaillon [4], chez l'archevêque de Rouen, en compagnie du cardinal de Choiseul, l'abbé de Raze eut l'occasion de traiter à fond de la question de l'échange. Le cardinal consentit à la cession de la juridiction sur les paroisses du bailliage d'Ajoie en compensation d'une rente de 12 000 livres versées annuellement pour son siège, et de 3000 livres pour le chapitre métro-

[1] Aff. étr. Ev. de B. V, p. 80 ; 25 juin 1772. L'évêque de Bâle au duc d'Aiguillon.

[2] *Ibid.* V., p. 80, citée.

[3] *Ibid.*, même pièce.

[4] Gaillon, dans l'Eure, sur la Seine.

politain. Ces conditions, c'est-à-dire en tout 15 000 livres tournois — faisant 7500 livres de Bâle, quelque chose comme 100 000 écus de capital, — devaient être le « dernier mot ». L'abbé de Raze jugea qu'il n'y avait pas d'autre moyen de sortir de cette affaire et que si l'évêque était dans l'impossibilité d'accéder à ces propositions, il fallait abandonner la partie.

Simon-Nicolas et son chapitre refusèrent cette exigence et attendirent des circonstances plus favorables [1].

Au début de janvier 1774, le cardinal de Choiseul mourut. L'abbé de Raze, quoique « pénétré de la plus vive douleur », pensa que c'était une occasion favorable pour rendre le roi maître absolu de l'affaire de l'échange entre le diocèse de Besançon et celui de Bâle. Le 12 janvier, il en prévint le duc d'Aiguillon qui en parla au cardinal de la Roche-Aymon, ministre de la Feuille [2], de qui le choix d'un successeur dépendait.

De Raze désirait voir insérer dans le brevet de nomination du nouvel archevêque une clause par laquelle le roi se réserverait le droit de requérir la distraction des paroisses nécessaires, pour parvenir à l'échange désiré. Le brevet de l'évêque de Toul portait une clause analogue. Le ministre de la Feuille entendit à son tour l'abbé de Raze puis il le chargea de voir M. Vulpian, son avocat et conseiller, pour conférer avec lui de la forme à donner au brevet. Le représentant de l'évêque de Bâle espérait, moyennant cette précaution, mener à bonne fin l'opération « avantageuse à toutes les parties intéressées » à l'échange [3].

Louis XV admit cette idée. Raymond de Durfort, candidat à l'archevêché, fut élu. Le brevet de l'archevêque de Besançon, daté du 16 janvier 1774, fut rédigé comme suit :

« Aujourd'hui... le roi étant à Versailles... bien informé... des qualités qui sont en la personne du Sr. Raymond de Durfort, évêque

[1] Arch. bern. A 59/12 ; 20 avril et 8 mai 1779.

[2] Roche-Aymon Charles-Antoine (de la) (1692-1777). Fut évêque de Tarbes (1729), puis archevêque de Toulouse (1740), Narbonne (1752), Reims (1762). Il reçut le chapeau de cardinal et fut nommé grand aumônier de France en 1770. Il détint pendant un certain temps la Feuille des bénéfices.

Le roi de France s'immisça peu à peu dans la collation des bénéfices. Le concordat de 1516 lui donnait la libre disposition des bénéfices supérieurs. La Révolution supprima les bénéfices ecclésiastiques.

La Feuille était une liste des bénéfices ecclésiastiques vacants auxquels le roi de France avait le droit de nommer. Le ministre de la Feuille, aussi évêque, était installé à demeure dans le palais abbatial de Saint-Germain-des-Prés. C'était un véritable ministre des faveurs ecclésiastiques. Ce prélat proposait au roi les candidats aux bénéfices.

[3] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 137 ; 14 janvier 1774. Lettre de l'abbé de Raze.

de Montpellier, Sa Majesté... lui a accordé et fait don de l'archevêché de Besançon qui vâque à présent par le décès du Sr. cardinal de Choiseul, dernier titulaire. Se réservant Sa Majesté de requérir, en observant les formalités et constitutions canoniques, la réunion au siège de Besançon de la partie de celui de Bâle située dans le Royaume, en échange de la partie du diocèse de Besançon située en pays étranger et à la proximité du diocèse de Bâle [1]..., sans préjudice des réunions et échanges susdits [2] ».

La nouvelle de ce succès parvint à Porrentruy à fin janvier [3]. Le brevet fut signé par le roi Louis XV et contresigné par Phelippeau, ministre et secrétaire d'Etat « de ses commandements et finances ». Enfin, en exécution de son arrêt du 11 janvier 1775, le Parlement de Franche-Comté enregistra le brevet royal [4].

On envoya les lettres nécessaires à Rome en vue d'obtenir les « bulles et provisions apostoliques dudit archevêché ».

M. Vulpian, avocat au Parlement de Paris, fut chargé par le duc d'Aiguillon d'étudier la question de l'échange de paroisses. L'abbé de Raze avait su profiter de la vacance du siège archiépiscopal pour faire insérer la clause qui rendait public le vœu du roi [5]. Le comte de Mercy, ambassadeur de l'empire à Versailles, et Monseigneur l'archevêque

[1] Cette clause, quoique n'étant pas une condition de nomination, constituait néanmoins l'expression du désir de Sa Majesté.

[2] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 140. Brevet de l'archevêché de Besançon.

[3] Arch. bern. B 207/11, 5 février 1774. Lettre du chancelier Billieux.

[4] Cour de justice prononçant « en dernier ressort sur les questions litigieuses, tant au civil qu'au criminel », le Parlement avait en outre une influence politique considérable qui résultait surtout du droit d'enregistrement. Le Parlement avait la tâche de faire exécuter les actes législatifs du roi. Il prenait connaissance de ceux-ci, et en ordonnait la transcription sur ses registres s'il les jugeait conformes aux intérêts de l'Etat. Si le Parlement en décidait autrement, l'enregistrement se trouvait différé et on adressait au roi des observations, ou remontrances. Leur forme restait dans les bornes de l'humilité, mais par le fond, ces remontrances étaient libres et énergiques. Quelquefois même, le Parlement refusait absolument l'enregistrement. Une transaction devenait nécessaire. Le roi triomphait des obstacles irréductibles au moyen de lettres de jussion. C'était un commandement adressé aux juges par Sa Majesté pour leur enjoindre d'enregistrer la décision royale afin de la rendre exécutoire. Cette forme d'enregistrement s'appelait « en commandement », par opposition à celle qui voulait que les parties intéressées sollicitassent l'approbation des juges.

Dans le royaume, on comptait 14 Parlements — dont celui de Franche-Comté à Besançon — et 3 autres Cours souveraines : à Arras, Colmar et Perpignan.

[5] Arch. bern. A 59/12, 3 février 1774.

de Séleucie, nonce de Sa Sainteté près le roi de France, reçurent la mission d'intervenir en faveur de la requête de l'évêque de Bâle [1]. Tout semblait donc en bonne voie de succès quand divers événements vinrent interrompre le progrès des négociations.

Tout d'abord, le 10 mai 1774, le roi mourut. Louis XVI monta sur le trône. Mais, peu après son avènement, il éloigna le duc d'Aiguillon qui tomba en disgrâce le 2 juin. Le comte de Vergennes [2] fut appelé alors au ministère des Affaires étrangères. Mgr Durfort, de son côté, remit au 15 janvier 1775 la prise de possession de son nouveau siège de Besançon. L'abbé de Raze ne put donc poursuivre efficacement l'affaire de l'échange parce que l'archevêque, qu'il invita un jour à sa table, refusa de traiter avant d'avoir conféré avec son chapitre [3]. Enfin, le 5 avril 1775, Simon-Nicolas de Montjoie mourut et Mgr Durfort renvoya encore son arrivée à Besançon à une date ultérieure [4].

Il fallait tout reconstruire [5]. Frédéric de Wangen entreprit cette tâche.

*(A suivre.)*

[1] *Ibid.* A 59/12, 23 février et 24 décembre 1774.

[2] Charles Gravier, comte de Vergennes (1717-1787), était né à Dijon. Fils d'un président au Parlement de Bourgogne, Vergennes entra très tôt dans la carrière diplomatique. Il acquit une grande expérience dans les missions et les ambassades dont il fut chargé. Au ministère des Affaires étrangères (1774-13 février 1787, date de son décès), il se montra grand travailleur. L'Evêché de Bâle bénéficia de son plan politique.

[3] Correspondance de l'abbé de Raze du 28 octobre 1774. Lettre au chancelier Billieux.

[4] L'attrait de Paris, au XVIII[e] siècle, était aussi puissant que celui de la cour sur les prélats. La majorité des évêques ne faisaient que de courts séjours dans leur résidence épiscopale. Ces gentilshommes attendaient des mois et quelquefois des années avant de prendre possession de leur siège (Lavisse, Histoire de France t. IX/1, p. 158-159).

[5] Arch. bern. A 59/12, 24 décembre 1774 et 26 janvier 1775.

# Das Kloster St. Johann im Thurtal
## 1520-1555

### Ursachen und Verlauf seines Verfalls

von Johann KECKEIS

## VORWORT

Eine Geschichte der letzten Jahre St. Johanns im Thurtal, des ehemaligen Benediktinerklosters, der Keimzelle des Dorfes Alt St. Johann zu schreiben, heißt, ein bedeutendes Stück Toggenburgischer Reformationsgeschichte entrollen. Zweier Herren Gebiete waren es doch, in denen sich im 16. Jahrhundert die Neuerungen vollzogen: die des Abtes von St. Gallen und die des Abtes von St. Johann, wenn auch St. Gallen durch Übernahme der Schirmherrlichkeit (1474) in wichtigen Dingen schon vorher die Herrschaft der ganzen Landschaft innehatte. Zugleich bedeutet der St. Johanner Konvent ein interessantes Stück Geschichte für sich. Er vermochte den schon acht Jahrhunderte alten Gegensatz zwischen St. Gallen und Konstanz wieder einmal heraufzubeschwören, und es wird sich zeigen, daß sein trauriges Verhalten wesentlich beitrug zum Abfall jener, welche auf die Stimme Zürichs hörten.

Aus den im weiten Sinne 650 Jahren Klostergeschichte haben wir diesen Abschnitt ausgewählt, weil er der bewegteste und zugleich relativ noch immer der verborgenste ist, und weil die ganze Geschichte den Rahmen einer Dissertation weit überschreiten würde. In einer Einleitung hielten wir es aber für notwendig, die Entwicklung bis in diese Zeit heraufzuführen, ihrem Ablauf einige neue Aspekte gebend.

Was der geschichts- und kunstliebende St. Galler Architekt August Hardegger vor 47 Jahren im St. Galler Neujahrsblatt schrieb, ist eine gute Zusammenstellung dessen, was vor ihm v. Arx, Wegelin und Rothenflue in ihren Landesgeschichten geschrieben; vielleicht verwendete er auch noch Epps Annalen zu seiner kurzen, volkstümlichen Darstellung, die sich von 1152 bis zur Gegenwart erstreckt. V. Arxens und Wegelins Angaben sind fast ausschließlich dem Material des

st. gallischen Stiftsarchivs entnommen, wo ja beide als Archivare tätig waren.

Die zahlreichen Akten und Briefe aus dem bischöflich-konstanzischen Archiv waren Neuland, wie auch vieles aus den übrigen Archiven. Am 16. September 1892 berichtigte der damalige Zürcher Staatsarchivar P. Schweizer in der «Neuen Zürcher Zeitung» (Nr. 264, 2) den von manchen Zeitungen gebrachten Artikel, daß der fürstlich-fürstenbergische Archivar Dr. Baumann aus Donaueschingen die Archive des Bistums Konstanz in Zürich entdeckt habe. Wirklich besaß das Zürcher Staatsarchiv bis 1932 einen ziemlich umfangreichen Bestandteil (bei weitem aber nicht das gesamte Material) dieser Archive: 22 Mappen und 16 Bände. Im Jahre 1633 hatten die Schweden diesen Teil bei der Flüchtung nach der Reichenau aufgefangen; ein Thurgauer wußte ihn aber diesen wieder wegzunehmen und nach Zürich zu bringen. Die Existenz dieser Archivabteilung war wohl bekannt — sie ist seit Ende des 17. Jahrhunderts in den Registern angeführt — aber sie wurde leider allzuwenig benutzt. Schon im Dezember 1931 wurden die beiden Bände W II 1 und W II 11 entsprechend ihrem Inhalt dem Stiftsarchiv in St. Gallen und im November 1932 der ganze Rest dem badischen Generallandesarchiv in Karlsruhe übergeben. Der ganze Inhalt dieses Archivs ist noch heute verzeichnet in den Bänden XXV und XXVI des «Weißen Registers» im Zürcher Staatsarchiv.

## QUELLEN- UND LITERATURNACHWEIS

### UNGEDRUCKTES


* *Bregenz*, Landesarchiv.
Pfarr- und Gemeindearchiv Götzis.

* *Einsiedeln*, Stiftsarchiv.
A. Q. F. 7, 8. Einzelbriefe.

* *Feldkirch*, Stadtarchiv.
Einige unbezeichnete Urkunden.

* *Freiburg i. Br.*
Codices 109, 110 und 115.

* *St. Gallen*, Stadtbibliothek Vadiana.
Ms. 79c Rütiner Joh.: Diarien (Kopie).

Sta. = * *St. Gallen*, Stiftsarchiv.
A 104-107. Akten aus der Zeit von 1532-1570.
A 112. Copiabuch der Statthalterei Wil.
B 35 Cl. 4. Cist. 2. Inventar 17. Dezember 1535.

B 231. Acta Monasterii S. Galli.
B 291. Monasterii S. Joannis Vallis Tauri in Helvetiis Abbatum et rerum index (Ebenso B 292 und Anhang B 295) Authore R. P. Jodoco Metzler.
B 293. Acta ultimi Abbatis S. Joannis ac incorporationis eiusdem Monasterii ab anno 1535-1718.
B 294. Acta S. Galli et S. Joannis.
B 295. Acta Monasterii S. Joannis in Valle Thurae.
B 297. Annales Monasterii Veteris et Novi S. Joannis in Valle Thauri documentis archivi S. Galli et aliunde collectis in duas partes Authore P. Ambrosio Epp a Rudenz. I. Monasterium S. Joannis sub propriis Abbatibus, 1784.
B 307. Necrologium Sangallense.
E 1134. Wylisches Pfalzraths-Protokoll 1532-1538.
F 1467. Toggenburgisches Landgerichtsprotokoll 1547-1552.
F 1547, 1549-1551. Acta Doggica.
LA. 115-117. Lehenbuch des Gotteshauses St. Johann.
Tom. 724. Auszüge aus dem bischöfl.-konstanzischen Archiv.
W II 11. Aus dem bischöflich-konstanzischen Archiv.
XVIII und XIX. Oeconomica S. Joannis.

La Glarus = * *Glarus*, Landesarchiv.
Classis 15, Kisten 1 und 2.

* *Innsbruck*, Reichsgauarchiv.
Walgew - Buch 1, 2 und 4.

GKr. = * *Karlsruhe*, Generallandesarchiv.
W II 18-22. Bischöflich-konstanzisches Archiv 1530-1557 (Einlieferungen aus dem Staatsarchiv Zürich).

* *Schwyz*, Kantonsarchiv.
Eidgenössische Abschiede VIII, Nr. 608.
Thek 560, Kloster St. Gallen 1503-1699.
Thek 562, Fasz. C, st. gallische Klöster.

* *Zürich*, Staatsarchiv.
C III 24, 9 Urkunden.

## GEDRUCKTES

*v. Arx* = *Ildefons v. Arx*, Geschichten des Kantons St. Gallen. 3 Bde. St. Gallen 1810-1813.

*Bullinger* = *Heinr. Bullinger*, Reformationsgeschichte. Hrg. von Hottinger und Vögeli. 3 Bde. Frauenfeld 1838 ff. Register Zürich 1913.

*Dierauer Joh.*, Geschichte der Schweiz. Eidgenossenschaft. Bd. III (Gotha 1921).

EA. = Eidgenössische Abschiede III-IV 1e.

*Gmür* = *Max Gmür*, Rechtsquellen des Kantons St. Gallen. II. Bd.: Toggenburg. Aarau 1906.

*Hardegger = Aug. Hardegger*, St. Johann im Thurtal. St. Galler Neujahrsblatt 1896.

*Holenstein = Th. Holenstein*, Recht, Gericht und wirtschaftliche Verhältnisse in den st. gallischen Stiftslanden und im Toggenburg beim Ausgang des Mittelalters. St. Galler Neujahrsblatt 1934.

*Hottinger Joh. Jak.*, Helvetische Kirchengeschichten. Bd. III. Zürich 1707.

*Miles Herm.*, Chronik. MVG. Bd. 28 (1902).

MVG. = St. Galler Mitteillungen zur vaterländischen Geschichte.

*Müller Jos.*, Die Tagebücher R. Sailers aus der Regierungszeit der Äbte Kilian Germann und Dieth. Blarer (1529-1530). MVG. Bd. 33 (1910).

*Müller Theod.*, Die st. gallische Glaubensbewegung zur Zeit der Fürstäbte Franz und Kilian (1520-1530). MVG. Bd. 33 (1910).

*Pastor = Ludw. v. Pastor*, Geschichte der Päpste. Bd. V u. VI. Freiburg i. Br. 1909-1913.

*Rothenflue Fr.*, Toggenburger Chronik. Bütschwil 1887.

SGU. = Urkundenbuch der Abtei St. Gallen. 5 Bde. u. 3 Fasz. St. Gallen 1863 ff.

*Sicher Frid.*, Chronik. Hrg. von E. Götzinger. MVG. Bd. 20 (1885).

*Tschudi Val.*, Chronik der Reformationsjahre 1521-1533. Hrg. von F. Strickler. Bern 1889 (= Jahrbuch des hist. Vereins des Kantons Glarus, H. 24, 1888).

*Wegelin Karl*, Geschichte der Landschaft Toggenburg. 2 Bde. St. Gallen 1830-1833.

*Willi = Joh. Willi*, Die Reformation im Lande Appenzell. Bern 1924.

*Zwingli Huldr.*, Werke. VII ff.: Briefwechsel. Hrg. von Egli, Finsler u. a.

## EINLEITUNG

Im zweiten Viertel des 12. Jahrhunderts, da jener oberste Talkessel des Toggenburgs, der heute St. Johannertal heißt, noch eine öde, unwirtliche Waldgegend war, hebt die Geschichte des Gotteshauses St. Johannes' des Täufers an. Eine Geschichte seiner Anfänge käme wohl gleich einer Geschichte der Urbarmachung jener Talweitung hinter der Burg Starkenstein. Rätoromanische Flurnamen der Alpen (Selun, Iltios usw.) sagen uns noch heute, daß in dieser Gegend die Berghänge zuerst besiedelt waren, da im Tale solche Namen nie existiert haben. Die Rätoromanen waren also, vom Rheintal her kommend, Alpwirtschafter[1], lange bevor der Talgrund besiedelt war.

[1] Vgl. *E. Wagner*, Die obertoggenburgischen Alpkorporationen. Diss. jur. Bern 1925, 33 f.

Damit steht im Zusammenhang, daß jener oberste Teil des Toggenburgs in geistlicher wie in weltlicher Hinsicht noch lange nach dem Rheintal hinübergravitierte [1].

In diesem jungfräulichen Bergtal führten die beiden Waldbrüder Milo und Thüring in stiller Abgeschiedenheit ein gottergebenes Leben. Wer diese beiden Brüder waren [2], und wann sie sich dorthin zurückzogen, ist nicht abgeklärt. Murer [3] weiß zwar zu berichten, der edle Wenzeslaus von St. Johann [4], welcher in der dortigen Wildnis ein Kloster bauen wollte, habe sie im Jahre 1141 aus dem Kloster Trub im Emmental kommen lassen, begeistert « durch den guten gruch so Sant Bernhardus von sich gabe ». Auch Joachim von Watt und, ihn kopierend, Stumpf und Guler von Weineck [5] stimmen darin überein, daß die beiden « Cistertzerordens » gewesen und von Trub berufen worden seien. Doch die Abtei Heiligkreuz in Trub, von St. Blasien aus besiedelt [6], war nie ein Zisterzienserkloster. Es ist auch kaum denkbar, daß zwei Glieder eines Reformordens, der eben zu dieser Zeit seine ersten Niederlassungen in der Westschweiz begründete, als Waldbrüder sich in die Wildnis des obersten Toggenburgs verirrt hätten. Wohl aber ist anzunehmen, was die gewöhnliche Ansicht ist, daß dieser Wenzel den beiden Einsiedlern Grundeigentum übergab, zunächst zu ihrem eigenen Unterhalt, und erst in der Folge zur Organisierung eines klösterlichen Lebens etliche Mönche aus dem Benediktinerkloster Trub nach St. Johann verpflanzt wurden [7]. Dies ist nach

[1] Die Herren von Sax und die Grafen von Montfort waren dort begütert und besaßen die Gerichtsbarkeit. Wildhaus war pfarrgenössig nach Gams im Rheintal und gehörte zur Diözese Chur (*Holenstein Th.*, S. 17, Anm. 2).

[2] *Rothenflue*, 53, meint, daß sie vielleicht der Familie derer von Ganterswil angehört haben.

[3] Monasterium SS. Joannis Baptistae et Evangelistae Vallis Tauri durch Jodoc. Metzler in Latein beschrieben und von uns in seine Form gebracht, auch vermehrt, 1630. Kantonsbibliothek Frauenfeld.

[4] Wenzel, ein Edler von Ganterswil, welches Geschlecht unter der Oberhoheit des Grafen von Montfort stand und sich später nach dem Wohnsitz Edle von St. Johann nannte (*Wegelin*, I, S. 120 ; *Naef Aug.*, Chronik oder Denkwürdigkeiten der Stadt und Landschaft St. Gallen. Zürich und St. Gallen 1867, S. 471 f. ; *Rothenflue*, S. 60).

[5] *Joachim v. Watt*, Deutsche historische Schriften, I (Chronik der Äbte). Hrg. von E. Götzinger. St. Gallen 1877, S. 212 ; *Stumpf*, Gemeiner loblicher Eidgnoschafft Chronik. Zürich 1548, fol. 324 ; *Guler von Weineck*, Rätia 1616, S. 215b.

[6] Germania pontificia, II 2, 73 f. ; *W. Laedrach*, Das Kloster Trub und die Hoheit über das Trubertal. Diss. phil. Bern 1922, 15 f.

[7] Vgl. *Wegelin*, I, 54.

Forrer kein Zufall, da jenes Benediktinerkloster in der Urbarmachung des oberen Emmentals eine bedeutsame Rolle spielte [1]. Daß St. Johann von alemannischen Edelleuten gegründet und mit alemannischen Mönchen besiedelt wurde, sicherte die Germanisierung des obersten Teiles des Thurtales [2], welche mit der Abtretung Rätiens an Franken schon im 9. Jahrhundert begonnen hatte. Als weitere Stiftungen hinzukamen, war der Konvent lebensfähig; als solcher begegnet er uns im Jahre 1152 mit einer ersten Urkunde aus der Hand Papst Eugens III. an Abt Burkhard, einer Bestätigung seiner Güter, Rechte und Freiheiten [3].

St. Johann existierte nun als Kloster unter dem Schutze des Apostolischen Stuhles, der ja nach 1122 mehr galt, als ein königliches Dokument [4]. Aber seine Lage erwies sich als sehr ungünstig: »Weyl aber die rechte Mittag Sonnen dises thalgelend mit ihrem klaren schein und naturlicher kraft nit mag erreichen, wachset da weder Biren noch Opfel oder andere dergleichen zamen fruchten, auch kein korn, doch haber, sunder allein holtz und graß«, sagt Murer [5] in etwas freier Übersetzung von Metzlers Klostermonographie. Von einer wirtschaftlichen Kulturarbeit wie etwa in Engelberg hören wir nichts; dazu fehlten wohl auch die Leute. So war es zu einem großen Teil auf seine auswärtigen Besitzungen angewiesen. Illnau, Mogelsberg, (Ober-)Bußnang, Hiltisau und Altenriet werden in der päpstlichen Bulle genannt, Güter, die weit vom Kloster und weit voneinander liegen. Freilich rundete jedes Kloster erst im Laufe der Zeit seine Besitzungen ab.

Freie Abtwahl und freie Wahl des Schirmvogtes wurden dem Konvent zugestanden; sollte sich dieser dem Willen der Konventualen nicht fügen, durfte er mit vollem Recht entsetzt werden, Bestimmungen, wie sie die Reformzentren Hirsau und St. Blasien angestrebt und, wenn auch nicht unangefochten, erreicht hatten. Obwohl in der Früh-

[1] *Nik. Forrer*, Zur Anthropogeographie des alpinen Thurtales. Diss. phil. Zürich 1925, 34.

[2] Vgl. *Holenstein*, S. 17, Anm. 2.

[3] Sta. XVIII, S. 27 f. und Germania pontificia, II 2, S. 44. Nach spätern Überlieferungen soll dies der erste Abt sein, der »e gremio« der Brüder erwählt worden, während ihm einer vorausgegangen sein soll, der als »vatter oder Abbt« von Trub berufen worden. (Vgl. *Watt*, *Stumpf*, *Guler*, l. c. und *Murer*, I.)

[4] *Müller Iso*, 38 f. und auch *H. Hirsch*, Studien über die Privilegien süddeutscher Klöster des 11. und 12. Jahrhunderts. Mitt. d. Instituts f. österr. Geschichte. Ergänzungsbd. VII (1907), 605.

[5] Monasterium SS. Joannis Baptistae et Evangelistae Vallis Tauri; auch Sta. B 297 XII, wo Epp gleichfalls die schlechte Lage hervorhebt.

zeit des 12. Jahrhunderts die römische Kurie die Tendenz verfolgte, die bischöflichen Rechte zu achten und zu schützen, verfocht sie dennoch grundsätzlich auch die freie Abtwahl der Klöster. In diesen Bestimmungen, welche vielfachen Hader heraufbeschworen, zeigte sich das Bestreben, den letzten Rest des Eigenkirchentums zu unterdrücken. Die Formel « salva diocesani episcopi canonica iustitia » schließt aber die Exemtion deutlich aus, obwohl eigentlich erst unter Alexander III. die genaue Scheidung der Klöster in exemte und nicht exemte erfolgte [1].

In dieser Urkunde von 1152, die einen ersten Lichtstrahl auf die Geschichte St. Johanns wirft, zeigt sich ein deutlicher Einfluß der süddeutschen Reformbewegung, deren Ideen über Trub nach St. Johann gelangt sein mögen. Doch Johannes Trithemius geht ohne Zweifel zu weit, wenn er im ersten Bande seiner « Annales Hirsaugienses » unter den Klöstern, die von Abt Wilhelm († 1091) und seinen Nachfolgern reformiert wurden, auch St. Johann im Thurtal aufzählt [2]. In der Einleitung zu diesem Werk weiß er sogar zu berichten, daß Hirsau diesem Kloster einen Abt gegeben « ad institutionem et reformationem ». Zum mindesten ist dies ungenau. Eher dürfte durch Trub die Reformkongregation von St. Blasien hier eingewirkt haben, welche ihre Klosterbräuche, die von denen Cluny-Hirsaus nicht stark abwichen, von Fruttuaria herholte [3]. Auch ist von solcher Reform in St. Johann in keiner andern Überlieferung die Rede. Angesichts des erbaulichen Charakters der Geschichtsschreibung Trithemius [4] wird man seine Behauptung kaum für begründet halten. Zudem begann mit dem Tode des Abtes Manegold im Jahre 1165 Hirsaus offenkundiger Niedergang [5]. Trub war schon um 1130 aus dem Abhängigkeitsverhältnis von St. Blasien gelöst und seit 1139 selbständig unter päpstlichem Schutze [6].

[1] Vgl. *Al. Schulte*, Adel und Kirche im Mittelalter (Kirchenrechtl. Abhandlungen, hrg. von N. Stutz 63/64), Stuttgart 1910, S. 156; *Hirsch*, l. c. 604; *Schreiber G.*, Kurie und Kloster im 12. Jahrhundert (Kirchenrechtl. Abhandlungen, hrg. von N. Stutz 65/66), Stuttgart 1910, S. 45, 59, 63, 121; *Müller Iso*, S. 36.

[2] Trithemius Spanheimensis : Annales Hirsaugienses I, St. Gallen 1690, S. 295.

[3] Germania pontificia, II 1, S. 167; *Hirsch*, l. c. 543.

[4] *Silbernagl Isidor*, Johannes Trithemius, Regensburg 1885, S. 167. Vorhandene Lücken wußte Trithemius geschickt auszufüllen, da besonders für seinen ersten Band die Quellen ziemlich spärlich flossen. Auch *Manitius M.*, Geschichte der lateinischen Literatur des Mittelalters II, München 1928, S. 389, spricht von « der bekannten Fabelei jenes Abtes ».

[5] Vgl. *Brackmann Albert*, Zur Geschichte der Hirsauer Reformbewegung im 12. Jahrhundert. Abh. d. preuß. Akad. d. Wissensch. phil.-hist. Klasse 1927, S. 17.

[6] Vgl. *Laedrach*, l. c. 17 f.

Aus einer Urkunde Papst Alexanders III. von 1178 erkennen wir ein erfreuliches Wachsen [1]. Von Rotenrisinun und dem Klostobel bis nach Starkenbach und zum Porchenberch (Brockenberg) sollte alles dem Kloster gehören, die dazwischenliegenden Alpen inbegriffen. Kapelle und Hof in Neßlau, Kirche und Hof mit Zugehörden in Flawil, Lugiswil (bei Uznach), Felben, Tuns und Telfs (in Rätien ?), Märwil und Peterzell [2] mit Einkünften und geistlicher Gerichtsbarkeit waren neu erworbene Güter. Die Befreiung der Neugreutgüter und Wiesen des Klosters von Zehnten kam wohl einer Aufforderung zur Urbarisierung des Waldtales gleich [3]. Kleriker und Laien, Freie und Ausgelöste durften als Konventualen aufgenommen werden, hatten sich aber der stabilitas loci zu unterwerfen. Außer den Exkommunizierten und mit dem Interdikt Belegten durften alle im Kloster begraben werden, unbeschadet jedoch der Begräbnisrechte der betreffenden Pfarrei [4].

Auf Grund dieser Urkunde möchte man eine starke Bevölkerung des Konventes annehmen. So äußerten sich auch v. Arx und Fleischlin [5] nicht ganz mit Unrecht ; denn 1216 hören wir ein erstes und einziges Mal auch von « sorores », die freilich alle in bitterer Armut lebten. St. Johann war also um diese Zeit ein Doppelkloster, wie ja im 12. und 13. Jahrhundert viele Männerabteien der Benediktiner und Regularkanoniker in Süddeutschland, Österreich und der Schweiz mit einem Frauenkonvent verbunden waren [6]. Daß Abt Burkhard sich als theologischer Schriftsteller, wenn auch als Irrlehrer, entfaltete [7], scheint

[1] Sta. XVIII, S. 29 ff. und Germania pontificia, II 2, S. 44.

[2] Peterzell wird in dieser Urkunde überhaupt zum ersten Mal erwähnt. (Vgl. *Wegelin*, I, S. 51.)

[3] *Forrer Nikl.*, l. c. 34.

[4] Es war dies wie die Inkorporation ein Eingriff in die Selbständigkeit der Pfarreien, wie er seit dem 10. Jahrhundert immer häufiger wurde (vgl. *A. Hauck*, Kirchengeschichte Deutschlands, IV, 1925, S. 55 f.).

[5] *v. Arx Ildef.*, I, S. 338 ; *B. Fleischlin*, Studien und Beiträge zur Schweiz. Kirchengeschichte, II (Luzern 1902), S. 448.

[6] SGU. III 846 ; *Hauck*, l. c., S. 424, Anm. 5 ; vgl. *Hilpisch Steph.*, Die Doppelklöster (Beiträge zur Geschichte des alten Mönchtums und des Benediktinerordens 15), Münster 1928, S. 59 ff.

[7] Abt Hugo von Allerheiligen und Abt Berthold von Engelberg stritten mit der Feder wider ihn, weil er behauptete, daß Christus durch seine Höllenfahrt auch die Verdammten befreit hätte (dies lehrte schon der Ire Klemens im 8. Jahrhundert ; vgl. *A. Hauck*, Kirchengeschichte Deutschlands, I, Leipzig 1922, S. 519), und daß die Gerechten des alten Bundes vor seiner Ankunft glückselig gewesen wären. Schließlich ließ er sich durch die beiden genannten Äbte eines Bessern belehren.

ebenso auf einen gewissen Wohlstand hinzudeuten, da die geistige Kultur eines Klosters immerhin auch von der materiellen Lage abhing.

Um die Jahrhundertwende sollen die beiden Nachfolger Burkhards, Albrecht von Peterzell und Hunold von Amden, von denen allerdings nur Lipfrid zu berichten weiß, resigniert haben, dieser « urgentibus penuria et senio », jener « inopia rerum et persecutione advocati urgentibus » [1]. Schon ein halbes Jahrhundert nach seiner Gründung erlebte das Kloster eine Krise.

Schlechte Behandlung von seiten des Schirmvogtes wird als Grund dieses Mißstandes genannt. Wer war dieser Schirmvogt ? Wenzel von Ganterswil war ein Ministeriale der Grafen von Montfort und hatte den beiden Waldbrüdern seinen Besitz im Einverständnis mit seinen Oberherren übergeben ; St. Johann war also, wie wahrscheinlich auch Disentis, auf Fiskalboden gegründet worden, und es wurde ihm in gewissem Sinne als Rodungskloster der oberste Talkessel des Toggenburgs als Grundherrschaft zugewiesen [2]. Die Grafen dieses Hauses hatten ja unterhalb St. Johann noch die Feste Starkenstein (deutsches Montfort) erbaut [3]. Auch waren sie es, die dem Kloster ihr Gut Breitenau schenkten, woraus freilich nur wenige Jahre später ein langwieriger Streit entstand, in dem Hugo von Montfort, der Erbe der Wohltäter, dem Kloster dieses Gut streitig machte, bis im Jahre 1209 Konrad von Tegerfeld, Bischof von Konstanz, den Vergleich zu Mülibach beurkunden konnte [4]. Da aber das Kloster die freie Wahl des Schirmvogtes besaß, ist nicht sicher, daß der Graf von Montfort wirklich Schirmvogt war ; doch ist nach damaligem Brauch kaum anzunehmen, daß der Konvent den Grafen als Oberlehensherrn ohne Grund von der Schirmvogtei ausgeschlossen habe [5]. Watt, Stumpf und Guler [6] berichten, daß schon unter Abt Burkhard « Graff Diethelm von Dockenburg, der

[1] Sta. B 297, S. 19 ff.

[2] Vgl. *Müller Iso*, 41.

[3] *Forrer Nikl.*, l. c. 34.

[4] Reg. Ep. Const. I 1231. Wenn *Epp* (Sta. B 297, 29 f.) aus dieser Urkunde, in welcher der Graf von Montfort sich die Schirmvogtei vorbehält, diesen zum Schirmvogt des Klosters macht, geht er wohl zu weit, da doch nur von Breitenau und also auch nur von Schirmvogtei über dieses Gebiet die Rede ist. Man könnte eher geneigt sein, zu glauben, daß sie die Schirmvogtei über das Kloster nicht oder nicht mehr besaßen und sie sich die Vogtei über Breitenau speziell vorbehalten mußten. Vgl. *F. N. v. Vanotti*, Geschichte der Grafen von Montfort und Werdenberg. Bellevue b. Konstanz 1845, S. 33 ff.

[5] Vgl. *Waas Ad.*, Vogtei und Bede in der deutschen Kaiserzeit (Arbeiten zur deutschen Rechts- und Verfassungsgeschichte, I), Berlin 1919, S. 40 f.

[6] Vgl. S. 57, Anm. 5.

elter (stifter des Hauses Bubikon) erster Kastvogt zu Sant Johanns worden ». Wenigstens zum Teil bekräftigt diese Annahme eine Urkunde vom 20. Februar 1228 : Diethelm von Toggenburg, der Brudermörder, der die Vogtei über das Kloster « ratione successionis » innehatte, mußte wegen Mißbrauch seines Amtes zu Ulm in die Hände König Heinrichs VII. verzichten [1]. Dieser Mißbrauch wird dahin zu deuten sein, daß der Toggenburger in diesem wichtigsten Nachbargebiet seine Herrschaft durchsetzen wollte und die Schirmvogtei zur Herrschaft über die Vogtleute zu entwickeln suchte [2]. Schon im Dezember des vorhergehenden Jahres hatte Heinrich VII. zu Nürnberg die Schirmvogtei übernommen [3] ; nur einige Leute innerhalb genau bestimmter Grenzen nahm der Abt von seiner Schirmherrschaft als Sonderleute aus. Der König oder sein Vogt waren jährlich berechtigt zu 1 Scheffel Haber und 4 sol. Was durch Schiedssprüche einging, wurde gleichmäßig zwischen Abt und Vogt geteilt. Es ist nun gar nicht anzunehmen, daß der König sich dieser Dinge auf die Dauer selbst annahm, sondern, daß er einen Landesherrn in der Nähe zum Vogt bestimmte. Daß es die Grafen von Montfort bezw. Werdenberg waren [4], wird zwar erst

[1] Sta. XVIII, S. 61 f. Auch *E. Krüger*, Die Grafen von Werdenberg-Heiligenberg und von Werdenberg-Sargans. MVG. XXII (1887), S. 389 f., meint, daß die Schirmvogtei anfangs den Montfortern gehört habe. *P. Kläui*, Die Entstehung der Grafschaft Toggenburg. Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins, N. F. LI (1937), S. 179, neigt ebenfalls zu dieser Ansicht und stellt sich die Frage, ob jene Bedingung, deren Nichterfüllung dem St. Johanner Kloster schließlich Bubikon entriß (ca. 1214), nicht die Übertragung der Schirmvogtei gewesen sei. Auf jeden Fall, so meint er, sei sie bald darnach in den Besitz der Toggenburger gekommen. Sicher ist nur, daß der Brudermörder die Schirmvogtei von seinem Vater erhalten und sie 1227 innehatte. Ob und wann eine Übertragung von den Montfortern auf die Toggenburger stattfand, wissen wir nicht. *Holenstein*, 19, sagt ganz einfach, daß die Grafen von Toggenburg die Schirmvogtei über St. Johann bis 1228 besaßen und sie später wieder erhielten, schweigt sich aber über die frühere Zeit aus.

[2] *Kläui*, l. c., S. 197 und 187 f.

[3] Sta. XVIII, S. 63 f. Diese Entsetzung war dem jüngern Diethelm schwer gefallen, und so reiste er zwei Monate darauf an das Hoflager nach Ulm, um seine Beschwerden anzubringen, allein der ebenfalls persönlich anwesende Abt Konrad von St. Johann bewies ihm sein Recht der freien Wahl, sodaß der Graf feierlich Verzicht leistete (*Wegelin*, I, S. 70 f.). Das war freilich ein herber Verlust, aber noch gaben die Toggenburger den Kampf um den Einfluß auf die Abtei nicht auf ; wirklich war schon 23 Jahre darauf einer der Ihrigen Abt zu St. Johann, Rudolf, der Sohn des Brudermörders.

[4] Eine Teilung der Güter fand 1260 statt zwischen den Brüdern Rudolf I. und Hugo II., woraus die beiden Linien von Montfort und von Werdenberg entstanden (vgl. *Vanotti*, l. c., S. 38). Graf Hugo von Montfort war ein alter

später erwiesen, in jenem Vergleich zwischen Abt Berthold von St. Johann und Berthold Kurz; Graf Hugo von Werdenberg, «der bedunthalb vogt und herre ist», will für die Aufrechthaltung dieses Vergleiches sorgen [1]. Wir haben es also nur mit einer Erneuerung zu tun, wenn Abt Johann im Jahre 1363 gelobt: «Wir sond och niemer kainen andern vogt suchen noch ze vogt nemen, wan unser egenant herrschaft von Werdenberg, die och unser und unsers egenannten gotzhus ze Sant Johann recht kastvogt von recht sint und iemer sin sond» [2]. Es mag dies auch ein kleiner Trost für die Werdenberger gewesen sein, die im kommenden Jahre von den Grafen von Toggenburg gegen Pfand 1600 pfd. aufnehmen mußten [3].

Dabei blieb es, bis sie im Jahre 1396 erneut in Geldnot waren, und am 8. Januar den Herzogen Wilhelm und Leopold von Österreich die Feste Starkenstein und allen ihren Besitz an Leuten, Gütern und Nutzungen im St. Johanner- und Thurtal um 2500 gl. verpfänden mußten [4]. Eine Woche später gab Abt Rudolf von St. Johann die Zustimmung zu dieser Verpfändung und gelobte den Herzogen von Österreich dieselbe Dienstbarkeit wie bisher den Werdenbergern. Noch 1399 urkundete Leopold, der Sohn des bei Sempach gefallenen Herzogs, daß ihm Abt Rudolf mit seinem Gotteshaus «von der Herrschaft wegen ze Starkenstein mit Vogty und allem Schirm zugehöret», und verbot deshalb seinen Städten im Aar- und Thurgau, des Gotteshauses Leute zu Bürgern aufzunehmen [5]. In dieser Zeit gehörten also Starkenstein und die Vogtei über St. Johann zusammen. Eine Einlösung dieses Pfandes scheint indes wieder stattgefunden zu haben, denn im Jahre 1414 versetzten die Grafen Rudolf und Hug von Werdenberg alle Rechte, welche sie an dem Starkenstein und an der Burg Freudenberg, sowie an der Stadt und Feste Werdenberg und im St. Johanner-

Anhänger der Hohenstaufen. Durch sein Gebiet ging ja auch der Zug Friedrichs II. von Italien her von 1212. Friedrich dürfte den Grafen für seine Hilfe nicht unbelohnt gelassen haben, was auch verschiedene Besitzungen beweisen, die von dieser Zeit ab in den Händen der Montforter waren (vgl. *Vanotti*, l. c., S. 35 f.). Wenn Heinrich VII. auch einige Zeit seines Vaters Gegenspieler war zu ungunsten der Fürstenhäuser, so dürfte das für unsere Frage wenig bedeutet haben. Zudem bestätigte ja Kaiser Friedrich II. 1231 zu Ravenna diese Übernahme der Vogtei (Sta. XVIII, S. 63 f.).

[1] SGU. III 1089.

[2] SGU. IV 1612; vgl. auch *Krüger*, l. c., S. 389 f.

[3] *Vanotti*, l. c., S. 237 f.

[4] SGU. IV 2112.

[5] Sta. XVIII, S. 69.

tale hatten, dem Grafen Friedrich VII., dem letzten Toggenburger [1]. Mit dieser Familie war nun die Vogtei über St. Johann verbunden, bis im Jahre 1474 Abt und Konvent in einer nähern Verbindung mit dem neuen Landesherrn des Toggenburgs die sicherste Schutzwehr zu finden glaubten und so den Abt von St. Gallen zu ihrem beständigen Schirmherrn annahmen [2]. Dieser ließ sie nie mehr aus den Händen, außer auf kurze Zeit in den Wirrsalen der Reformation, da er um seine eigene Existenz kämpfen mußte.

Man sieht also, daß die Kastvogtei im Laufe der Jahrhunderte durch manche Hände ging — so war es auch Einsiedeln ergangen [3] — und zwar weniger vermöge des päpstlichen Privilegs von 1152, sondern aus Geldnot und ähnlichen Gründen. Daß eine solche Herrschaft dem Kloster kaum viel nützte, sondern eher schadete, beweisen die Ereignisse zur Genüge.

Zu Beginn des 13. Jahrhunderts stand, wie gesagt, das Kloster in einer ersten Krise. Nachdem schon zwei Äbte resigniert hatten, war es schwer, dem Gotteshaus einen geeigneten Prälaten zu finden. Man mußte ihn außerhalb des Gotteshauses suchen. Auf den Befehl des Bischofs von Konstanz und auf die guten Vertröstungen des Schirmvogtes hin [4] verstand sich Ende 1208 oder anfangs 1209 Konrad von Dußnang, der Probst von Petershausen, zur Annahme der Würde. Dieser war Angehöriger eines toggenburgischen Ministerialengeschlechtes, und seine Heimat war jener Edelsitz links vom gleichnamigen Dorfe, wo die Murg aus dem Talkessel von Fischingen heraustritt [5]. Mit kräftiger Hand faßte er die Zügel und führte das Kloster wieder zu einer gewissen Höhe, sodaß er der zweite Stifter genannt zu werden pflegt. Er maß sich im Kampfe mit den Grafen von Toggenburg — er war es, der ihnen die Schirmvogtei entrissen hatte — von Montfort

[1] *Wegelin*, I, S. 123; *Pl. Bütler*, Friedrich VII., der letzte Graf von Toggenburg. MVG. XXII, XXV (1887-1891), S. 46. Schon 1340 versetzte Albrecht von Werdenberg vorübergehend bis nach 1364 unter anderm die Vogtei zu Peterzell an die Toggenburger (vgl. *Bütler*, S. 10).

[2] Sta. XVIII, S. 75 f. Es wurde dem Abt die Verwaltung der hohen Gerichtsbarkeit zu St. Johann und zu Peterzell eingeräumt; von Peterzell sollte er auch die Hälfte der niedergerichtlichen Bußen einziehen dürfen (vgl. *Wegelin*, I, S. 323).

[3] *Od. Ringholz*, Geschichte des fürstlichen Stiftes Einsiedeln. Einsiedeln 1904, S. 102, 209 ff., 273, 328 f.

[4] *v. Arx*, I, S. 339.

[5] *Kläui*, l. c., S. 180; *J. A. Pupikofer*, Geschichte des Thurgaus, I, Frauenfeld 1886, S. 491.

und von Kyburg und appellierte bis nach Rom, da er im Lande zu unterliegen befürchtete. War er auch nicht immer im Recht, und waren die Kampfmittel auch nicht immer sauber [1], schuf er doch einen Besitz, der später kaum mehr in größerem Maße angefeindet wurde.

In der Folge kann man sogar von einem Versuch zur Gebietsabrundung sprechen. Für das Geld, das Abt Konrad von Bubikon erhielt, kaufte er sich die Breitenalp, Sinewellenmatt (Sillamatt ?), Salewen (Selun ?) und Edliswil [2]. Auf seine Bitten gab ihm Konrad II., Bischof von Konstanz, « propter adiacentiam » das Patronatsrecht über die Kirche zu Kappel gegen den Hof zu Hiltisau, Hof und Mühle zu Rindal bei Wilberg [3]. Um das Kloster stand es noch immer schlecht. Das erhellt schon im folgenden Jahre aus einer weitern Urkunde des Bischofs, durch welche er dem Kloster, « loci asperitatem et collegii egestatem intuentes », die Seelsorge und die Einkünfte derselben Kirche übergab, woraus seitens der Weltgeistlichen dem Kloster arge Schwierigkeiten erwuchsen, wie zwei Urkunden von 1245 und 1250 beweisen [4]. Um 114 M. Silber kaufte das Gotteshaus im Jahre 1259 von dem zürcherischen Edlen Heinrich von Kempten den Hof « zum Wasser » [5]. 1249 übergaben die vier Söhne des Brudermörders die Vogtei über Breitenau dem Kloster ; außer dem Blutbann und der Bestrafung der Diebe, also der hohen Gerichtsbarkeit, kam die ganze Gerichtsbarkeit an St. Johann, welches « ad memoriale » jährlich 6 pfd. Pfeffer als Vogtsteuer entrichten mußte [6], ein Zeichen der Aussöhnung zwischen ihm und dem Hause Toggenburg.

Ob der Armut des Klosters schenkte ihm Heinrich von Montfort, Bischof von Chur, 1265 die Einkünfte der Kapelle in Kalchern [7]. Schon

[1] Im Streit um Bubikon mit Diethelm von Toggenburg vor dem Bischof zu Konstanz zeugte der Abt für die Spitalbrüder, hinten herum aber belästigte er sie weiter und appellierte nach Mainz ; ein Mönch fälschte diese Briefe (ZU. I 357).

[2] ZU. I 380 ; vgl. *Gmür*, II, S. 583 und 588. 3 Toggenburger Alpen und ein Weiler bei Waldkirch (Kt. St. Gallen).

[3] SGU. III 845.

[4] SGU. III 895 und 912 ; vgl. auch *Wegelin*, I, S. 99 f.

[5] Sta. XVIII, S. 167.

[6] Sta. XVIII, S. 165 ; vgl. auch *Hirsch H.*, Die Klosterimmunität seit dem Investiturstreit, Weimar 1913, S. 85.

[7] Sta. XIX, S. 787. Der Name rührt von den Kalkbrennereien (calcaires) her, welche das Kloster St. Gallen in alter Zeit dort besaß ; der heutige Name Klaus rührt vom Engpaß her, durch welchen die Straße nach Götzis führt. Vgl. *L. Rapp*, Topographisch-historische Beschreibung des Generalvikariates Vorarlberg, I (Brixen 1894), S. 486.

1261 hatten die Grafen Rudolf und Ulrich von Montfort dem Kloster 10 Mannsmad Wiesen bei Mariderun[1] vergabt, und durch weitere Schenkungen und Ankäufe rundete sich der Besitz jenseits des Rheins immer mehr ab. Obwohl wir des öftern von Güterkauf hören, war doch immer wieder die Notdurft des Klosters Anlaß zu Schenkungen. St. Johann scheint überhaupt nie wirklich gut gestanden zu haben; immer galt die ganze Sorge dem Kampf um das materielle Dasein. An der ungünstigen Lage und dem Mangel an Nachwuchs lag es wohl auch, daß eine volle geistige Kultur sich nicht zu entwickeln vermochte.

Im «Liber decimationis» von 1275 heißt es, daß der Abt für sein Kloster, Peterzell und Kappel 13 lb. Const. minus 10 sol. schuldete und auch bezahlte[2]. Der Stand des Klosters kann indessen daraus kaum ersehen werden. Wir wissen ja nicht, wie viele Mitglieder der Konvent zählte.

Von anderer Seite wissen wir, daß in den 80er Jahren des 13. Jahrhunderts das Kloster erneut harte Zeiten erlebte, sodaß 1284 Papst Martin IV. in eigener Person eingriff. Mehrere Äbte des Gotteshauses hatten dessen Güter sowohl Geistlichen wie Laien unter anscheinend wenig günstigen Bedingungen übergeben, wodurch viel Klostergut veruntreut und entfremdet wurde. So beauftragte der Papst den Abt von Engelberg, dafür zu sorgen, daß trotz Briefen, Eiden usw. die so entfremdeten Güter St. Johann wieder erstattet würden; die Widerstrebenden sollten ohne Appellationsmöglichkeit den kirchlichen Strafen verfallen[3]. Bischof Rudolf II. von Kostanz hatte auf der letzten Synode ein Generalverbot erlassen für Übernahme von dergleichen Kommissorien ohne bischöfliche Erlaubnis, war aber in diesem Falle dem Papst zu Willen, «überzeugt von dem allerdings bedauerlichen Zustande des Gotteshauses St. Johann». Solche durchgreifende Maßregeln schienen nicht erfolglos geblieben zu sein[4], denn fast hundert Jahre schweigen die Klagen über die Armut St. Johanns.

[1] Sta. XIX, S. 781; vielleicht das heutige Mäder.

[2] *Haid*, Liber decimationis cleri Constantiensis pro Papa de anno 1275, FDA. I 1865, S. 189. Die Inhaber der kirchlichen Pfründen sollten den zehnten Teil von ihren Einkünften abzugeben verpflichtet sein, welches 6 Jahre lang halbjährlich geschehen sollte zur Verteidigung des Heiligen Landes.

[3] Sta. XVIII, S. 33. Schon 1278 gab sein Vorgänger Papst Nikolaus III. ähnliche Aufträge an den Propst und den Bischof von Chur betreffend das Kloster Disentis (vgl. *Müller Iso*, S. 51).

[4] Regesten zur Geschichte der Bischöfe von Konstanz, I, 2620; vgl. *Wegelin*, I, S. 101.

Im Jahre 1363 erwarb Österreich durch Vertrag mit Margarete Maultasch das Tirol; so wurde als nächste Verbindung mit seinen Besitzungen im Thur- und Aargau der bisherige Saumpfad von Gams her über St. Johann zu einer Militärstraße [1]. Deshalb griff Österreich nach dem Pfande, das ihm die Werdenberger 1396 boten. Schon im September 1380 hatte Herzog Leopold den Brüdern, da sie «lang zither groz und swere Gastung gehebt habend und noch teglich haben müssen, davon sie zu großen gebresten und kumber komen sind», als Ersatz die Pfarrkirche zu Alt Rapperswil mit ihren 14 M. jährlichen Einkünften gegeben [2]. Nach den Wirrsalen des Schismas im Jahre 1422 ließ Martin V. durch den Dekan von Konstanz diese ganze Inkorporation nochmals untersuchen und bestätigen, zusammen mit dem im Jahre 1406 durch Herzog Friedrich den Brüdern übergebenen Patronatsrecht und dem Kirchensatz von Götzis im Vorarlberg. Er machte diese Schenkung «volentes eorum necessitati, mense eorum beneficii misericorditer subvenire et statui bono providere» [3].

Im selben Jahre wurde dem Kloster durch den Herzog auch die südlich von Klaus gelegene Pfarrei Röthis übergeben, welche jährlich 8 M. eintrug; diese blieb dem Kloster nicht lange, denn schon 1420 wurde sie als dem Kloster St. Gallen gehörig durch Papst Martin V. weiter verliehen [4]. Wiederum war das Kloster in Mitleid erregende Dürftigkeit gesunken.

Noch einmal scheint es sich indes im Laufe des 15. Jahrhunderts zu einer gewissen Höhe emporgearbeitet zu haben. Der letzte Graf von Toggenburg war gegen Ende seines Lebens noch ein großer Wohltäter des Gotteshauses. Von ihm erwarb es im Jahre 1430 die Neuenalp, die restlichen zwei Drittel der Gräppelenalp, Horn- und Lütisalp und eine bedeutende Gebietsabrundung in der Mogelsbergergegend [5]. Ferner erließ er dem Kloster das Vogteigeld von Breitenau und vom Hof «im Sack», nachdem er schon im Vorjahre auf diese Abgabe vom Kirchhof zu Flawil verzichtet hatte [6].

[1] Vgl. *J. M. Hungerbühler*, Industriegeschichtliches über die Landschaft Toggenburg. Bern 1852, S. 10.

[2] Sta. XIX, S. 719 ff.; heute Altendorf bei Lachen (Schwyz).

[3] SGU. IV 2373; von Klaus durch den Sattelberg geschieden, welcher die Klus bildet, wovon St. Johann den Weinzehnt schon seit 1280 bezog, bedeutet eine Erweiterung nach Norden.

[4] Vgl. *Rapp*, l. c., I, S. 559 f.

[5] SGU. V 3554.

[6] *Gmür*, II, S. 11 f.

Alles verlief wohl nicht reibungslos, denn 1442 ging Abt Nikolaus den spätern Kaiser Friedrich III. um Bestätigung seiner Freiheiten an, welcher für ihn eintrat und seinen Amtsleuten bei einer Strafe von «20 M. lötigen Goldes, halb an die Reichskammer und halb an das Kloster zu bezahlen», befahl, es bei seinen Rechten zu schützen [1]. Päpstliche Bestätigungen der Freiheiten und Privilegien sind erhalten von Pius II. und von Sixtus IV. herauf bis zu Leo X. [2].

Von den mannigfaltigen Kriegsläufen des Jahrhunderts scheint das St. Johannertal wenig gespürt zu haben; nur 1445 ließ der österreichische Hauptmann, Graf Wilhelm von Werdenberg-Sargans über die Felsen des Käserruggs einen Fußsteig bauen, um denen von Wildhaus, St. Johann und Thurtal über 600 Stück Vieh von ihren Alpen zu rauben. Einige toggenburgische Waghälse, verbunden mit «Böcken» von Wil, erwiderten diesen «Besuch», indem sie von den Walenstadteralpen 80 Stück Vieh heraufholten [3]. Dies scheint das einzige Mal zu sein, daß sich jemand am obersten Toggenburg kriegerisch vergriff, und zwar an dem, was den bedeutendsten Reichtum jener Gegend ausmachte, an der Viehhabe. Wenn man aus den Zehnten an Korn, Weizen, Haber und Gerste, welche die Leute im St. Johannertale und zu Breitenau dem dortigen Kloster schuldeten, auch auf den Anbau dieser Getreidearten schließen kann, so dürfte dieser doch nie von großer Bedeutung gewesen sein; die Eigenleute hatten ja von allem, was sie bauten, den Zehnten zu geben. 1515 gestattete der Apostolische Legat Ennius in Anbetracht der äußersten Unfruchtbarkeit der Gegend den Leuten von St. Johann und zum Stein den Genuß von Milchspeisen und «tempore necessitatis de consilio utriusque medici» auch von Fleischspeisen an den Abstinenztagen [4], und Metzler schrieb, daß

[1] Sta. XVIII, S. 71 f. [2] L. c., S. 35 ff.

[3] *Fründ Hans*, Chronik, hrg. von Chr. J. Kind, Chur 1875, S. 238; *Scherrer Gust.*, Kleine Toggenburger Chroniken, St. Gallen 1874, S. 24; *Sailer C. G. J.*, Chronik von Wyl, 1. Abt., St. Gallen 1864, S. 189 f. Nach dem Beispiel der Zürcher hatten sich aus den Wilern Freiwillige in eine kriegerische Gesellschaft, die sich Böckezunft nannte, verbunden. Es war eine Verbindung der kühnsten Waghälse zur Ausführung der verwegensten Taten (*Sailer*, S. 179).

[4] Sta. XVIII, S. 43; vgl. dazu *Hungerbühler*, l. c., S. 12 und *K. Wirz*, Ennio Filonardi, Zürich 1894, S. 29. Darf man auch im allgemeinen aus dem sog. Butterbriefen nicht allzuviel schließen, so zeigt dieser doch eine Besonderheit, da er nicht bloß den Genuß von Milchprodukten, sondern auch von Fleisch zuließ. 1455 bewarben sich Stadt und Landschaft Luzern und Zug um einen solchen Butterbrief. 1459 wurde dieses Privileg für die mit Appenzell verbündeten und ihm untergebenen Orte dem Gutachten der Bischofs anheimgestellt. 1463 wurde

« praeter avenam hordeumque »[1] kein anderes Getreide wachse. Die bedeutendsten Abgaben aus der Umgegend des Klosters stammten somit aus der Viehzucht und der Alpwirtschaft.

Abt Bernhard Eichhorn (1469-84) von Lichtensteig und sein Nachfolger Johannes Österreicher (bis 1489) scheinen den letzten Höhepunkt der Abtei zu verkörpern. Jener gab auch seinem schwachen Kloster den mächtigen Ulrich Rösch von St. Gallen zum Schirmvogt[2]. Als erste Früchte für seine Abtei konnte er dem Bischof von Konstanz am 20. März 1469 140 fl. geben, wie auch sein Nachfolger, dem allerdings etwas nachgelassen wurde[3]. Überall griffen die beiden ordnend und Klarheit schaffend ein[4].

Mehr als sonst hören wir aus dieser Zeit über die wissenschaftliche Ausbildung der Mönche. Bernhard Eichhorn selbst eröffnet die Reihe der an Universitäten gebildeten Konventualen. 1440 erscheint er in der Matrikel von Bologna und 1443 erhielt er die Licentia Decretorum[5]. Am 19. Februar 1480 wurden an der Universität zu Leipzig ein fr. Heinrich Eichhorn und ein fr. Johann Steiger, beide von Lichtensteig, zu « baccalaurei artium » promoviert. 1478 ist an derselben

es den Bewohnern der Stadt und Diözese Basel und Kleinbasel bewilligt ; 1467 den Pfarrgenossen der Stadt Baden und des Dorfes Wenigen und allen Bewohnern der Grafschaft Baden ; 1494 den Dominikanerinnen von Dießenhofen. Aber überall handelt es sich nur um die Verwendung von Butter und andern Milchprodukten anstelle des schwer erhältlichen Öls (vgl. *Wirz Kasp.*, Regesten zur Schweizergeschichte aus päpstlichen Archiven, 6 Hefte, Bern 1911 ff., I 194 ; II 37, 296 ; III 161 ; VI 133).

[1] Sta. B 291.

[2] Vgl. S. 64, Anm. 2.

[3] Sta. Tom. 724, S. 781 und 784.

[4] 1470 verglich er sich mit Abt Ulrich in einem Raub- und Wechselvertrag betreffend die gegen-seitige Heirat ihrer Untertanen (Sta. XVIII, S. 99). Im selben Jahre kaufte er Haus und Hof zu Feldkirch, welche als Aufbewahrungsort für die Einkünfte im Vorarlberg dienten (Sta. XIX, S. 567). 1474 wurde die Pfrundbesetzung zu Alt Rapperswil geklärt vor dem Gericht zu Lachen (l. c., S. 741 f.). Im selben Jahre wurden die Grenzen des Gerichtes « zum Wasser » klar bestimmt (Sta. XVIII, S. 105 f.). 1475 brachte er die Kriechen von Uznach mit 6 gl. zum Schweigen mit ihren Ansprüchen auf die Zugehörden zum Schloß Starkenstein (l. c., S. 127). 1479 wurden Bestimmungen aufgestellt für die Lehentrager der Güter in der Ach (l. c., S. 1080 ff.). 1480 behauptete er seine Rechte auf den Hof zu Flawil gegen die Gielen von Glattburg (*Gmür*, II, S. 40 ff.). Johannes Österreicher stellte seine Rechte auf Haupt- und Gewandfall und die Bestellung eines Ammanns und Weibels klar im Jahre 1484 (Sta. XVIII, S. 95 ff.). 1486 griff er in Illnau ordnend ein (Sta. B 297, S. 288). 1482 hielten beide zusammen Lehengericht, worin alle Bestimmungen dargelegt wurden (Sta. L. A. 117, S. 1 ff.).

[5] *Gust. C. Knod*, Deutsche Studenten in Bologna (1289-1562), 1899, Nr. 735.

Universität auch ein fr. Raynolt «de valle sancti Joannis ordinis s. Benedicti» eingetragen, 1485 im Sommersemester an der Hochschule zu Basel fr. Johannes Eichhorn von Lichtensteig.

Wo aber erhielten die Mönche ihre gewöhnliche theologische Ausbildung? Was anzunehmen wäre, bestätigt uns eine beiläufige Bemerkung aus dem Einzelverhör der Mönche am 3. April 1536: «Die fremden herren seien züchtig, erbar und gutz wandels, in der Kirchen und schul geflyßen»[1]. Es bestand also zu St. Johann, wie auch in andern Klöstern eine Schule, in welcher der Nachwuchs herangebildet wurde. In den Verpflichtungen, die 1543 aufgestellt wurden und die der Abt seinen Konventualen gegenüber einzuhalten hatte, heißt eine Bestimmung, «daß der herr einem Convent jerlich einen schulmeister halten und haben» soll auf seine Kosten[2]. Von einer weitern Wirksamkeit dieser Schule ist nichts bekannt.

Mit der Pflege der Wissenschaft steht die Bibliothek in engstem Zusammenhang. Auch darüber fehlt jede nähere Angabe. Will man nicht aus Abt Burkhards Streitschriften mit ihren Väterzitaten auf das Vorhandensein dieser Werke in St. Johann schließen, so gibt lediglich Herm. Miles in seiner Beschreibung des Klostersturms eine Angabe, daß auch «die büecher zu Sant Johan im closter zerissen worden»[3]. Valentin Tschudy weiß zu berichten, daß damals die Stürmer «alle zierden und büecher» zerschlagen[4]. Aus dem Inventar vom Jahre 1545 erfahren wir, daß in des Abtes Stube alte Bücher aufbewahrt wurden, und eine Rechnung mit den Amtleuten des Klosters aus dem folgenden Jahre sagt uns, daß Abt Jakob von einem Buchdrucker in Zürich «ain kronikh» um 4 $^1/_2$ gl. gekauft habe[5]. Eine Büchersammlung scheint also vorhanden gewesen zu sein. In der Zeit nach der Reformation, aus der die meisten Zeugnisse erhalten sind, existierte sie nicht mehr. Nur goldene und silberne Wertsachen und die Register der materiellen Verpflichtungen waren nach Feldkirch geflüchtet worden[6].

Mit dem Stand der Bildung kann wohl die Frage der Klosterreform in Zusammenhang gebracht werden, die im 15. Jahrhundert die Klöster unserer Lande immer mehr erfaßte. In Einzelheiten ist darüber noch

[1] Sta. W II 11, fol. 153v.
[2] Sta. B 297, S. 453.
[3] *Miles Herm.*, S. 337.
[4] Chronik, S. 47 ff.
[5] Sta. B 297, S. 498 und W II 11, fol. 98r.
[6] Inventar des nach Feldkirch geflüchteten Gutes vom 10. Februar 1534 im Stadtarchiv zu Feldkirch (vgl. Beilage I).

wenig bekannt. Wir haben schon die Möglichkeit eines Einflusses von Hirsau her in Erwägung gezogen.

Im Jahre 1336 teilte Papst Benedikt XII., ein früherer Zisterzienser, den Orden in 36 Provinzen ein, um ihn vor religiösem, sittlichem und wirtschaftlichem Niedergang zu bewahren, und gab ihm Vorschriften über die Abhaltung von General- und Provinzialkapiteln, Visitationen usw.; er hatte damit einen Erlaß Innozenz' III. genau umschrieben [1]. Mit dieser Verordnung machte in deutschen Landen erst das Konzil von Konstanz ernst. Dieses berief am 27. November 1416 ein Kapitel der Ordensprovinz Mainz-Bamberg nach Petershausen, welches am 28. Februar des folgenden Jahres im dortigen Kloster zusammentrat [2]. Als Konzilteilnehmer wird uns Abt Albert von St. Johann bezeugt durch Ulrich von Richental [3], « wohl dem ersten modernen Zeitungsmann auf seinem täglichen Gange durch die Stadt » [4], und auch dem Kapitel hat der St. Johannerabt beigewohnt [5]. Am 19. März wurde dieses, welches « umb sollichs, das ir orden recht gehalten wurd hinfür mit kutten und mit ander ordnung » zusammengetreten war und zur Erneuerung ihrer Satzungen [6], mit einer feierlichen Prozession beschlossen.

Aus mannigfachen Gründen war aber kein nachhaltiger, direkter Erfolg zu verspüren; ein indirekter war die Bildung der Reformkongregationen in den folgenden Jahrzehnten und die ununterbrochene Reihe der Provinzialkapitel von dieser Zeit ab [7]. St. Johann blieb in der Folgezeit im Zusammenhange der Provinz und arbeitete mit. Der Bursfelderreform, welche seit 1439 wirkte, scheint es sich nicht angeschlossen zu haben [8], aber am 10. Mai 1444 begegnet uns der neugebackene Magister « Bernhardus de Valle S. Johannis » auf dem Benediktinerkapitel zu Erfurt [9]. Maßgebend war dort die Reformations-

[1] Vgl. *Steph. Hilpisch*, Geschichte des benediktinischen Mönchtums. Freiburg i. Br. 1929, S. 242 ff.

[2] Vgl. *Jos. Zeller*, Das Provinzialkapitel im Stifte Petershausen. Studien und Mitteilungen zur Geschichte des Benediktinerordens, N. F. X 1922, S. 9 f. und 14.

[3] Chronik. Bibliothek des literar. Vereins Stuttgart, Bd. 158, S. 172.

[4] *Nadler Jos.*, Literaturgeschichte der deutschen Schweiz, Leipzig und Zürich 1932, S. 49.

[5] *Zeller*, l. c., S. 14; Gallia Christiana V, Paris 1877, c 1074.

[6] *Richental*, l. c., S. 101

[7] *Zeller*, l. c., S. 43.

[8] Sta. B 231, S. 737 ff.; in der dortigen Aufzählung der ihr angeschlossenen Klöster wird es nicht genannt.

[9] SGU. VI 4594.

bulle des Basler Konzils, welche in jedem Kloster in deutlicher Abschrift vorhanden sein und im Kapitel vorgelesen und erklärt werden mußte [1]. Mit noch drei andern wurde Bernh. Eichhorn, denn dieser war es zweifellos, als « procurator deputatus » aufgestellt ; als solcher mußte er darauf sehen, daß die Visitatoren ihre Pflichten treu erfüllten und eventuelle Nachlässigkeiten anzeigten. Mag. Bernhard genoß demnach ein ziemliches Ansehen, das auch über die Grenzen seines Klosters hinausging.

Diese fragmentarischen Nachrichten lassen uns ganz im Dunkeln über gleichzeitige Reformbestrebungen im Kloster selbst. Von einem letzten, schon fast verzweifelten Reformversuch im Jahre 1536 werden wir weiter unten berichten. Wir wissen aber wenigstens, daß St. Johann sich an den allgemeinen Bemühungen in der Diözese bezw. Provinz beteiligte.

Die Kurve des Wohlstandes, die sich unter den genannten beiden Äbten ziemlich gut gehalten hatte, fiel wieder um die Jahrhundertwende, um in den Jahren nach der Reformation auf Stagnation zu fallen, worauf das Kloster sich aus eigener Kraft nicht mehr erheben konnte. 1489, bei der Proklamation Konrad Brumanns, zählte der Konvent neun Brüder [2]. Von diesem Abt Konrad enthält das Landesmuseum in Zürich zwei schöne Wappenscheiben, gefertigt vom Zürcher Meister der Spätgotik, Lukas Zeiner, im ersten Jahrzehnt des 16. Jahrhunderts, deren eines in der Größe 47 : 38 cm, wohl eine Schenkung an die Kirche von Küsnacht (Zürich) war [3]. Es sind dies die einzigen

[1] Ihre Satzungen gehen sehr wenig über die Satzungen von Petershausen hinaus ; weitaus die meisten sind eine wörtliche Wiederholung derer von 1417 ; nur wenige sind erweitert worden und einige Artikel kamen neu hinzu (vgl. *Zeller*, l. c., S. 43 und *Hilpisch*, l. c., S. 288).

[2] Freiburg i. Br. Erzbisch. Arch. Cod. 109, fol. 63v.

[3] *Lehmann H.*, Lukas Zeiner. Mitteil. der antiquar. Gesellschaft Zürich, XXX 2 1926, S. 58 f. und Glasmalerei, XXXII. Jahresbericht des schweiz. Landesmuseums Zürich 1924, S. 84. Auf diesem steht zwischen dem Wappen des Klosters mit der weißen Johanneshaupt-Schüssel im roten Feld und dem zweiröhrigen Brunnen mit gelbem Trog und weißer Stud im blauen Feld als Wappen des Abtes, Johannes der Täufer im roten Mantel und harenen goldgelben Rock. Er trägt in der Linken das auf dem neuen Testament ruhende Agnus Dei, auf das er mit der Rechten hinweist. Neben ihm kniet auf graugrünem Bretterboden der betende Abt im dunkeln Benediktinerhabit. Den Hintergrund bildet ein großartiger tiefblauer Damast, zu dem das satte Goldgelb der Umrahmung in wundervollem Kontrast steht. Das andere, etwas kleiner, zeigt wieder Johannes den Täufer in ganz gleicher Stellung mit dem Agnus Dei. Daneben den Abt als Stifter neben den beiden Wappenschildern des Klosters und des Konventes (?), diesmal größer und offenbar mit bewußter Porträtähnlichkeit dargestellt. Auch der Hintergrund besteht wieder aus demselben großgemusterten Damast, nur

Denkmäler, die uns mit mehr oder weniger bestimmter Zeitangabe kunstgewerbliche Gegenstände zeigen, während man von allen « Hailtümern und Kirchenzierden », von denen die Inventare sprechen, nicht weiß, wann sie in das Kloster kamen. Diese Geschenke möchten auf einen gewissen Wohlstand des Klosters schließen lassen, aber zu Konrads Zeiten stand es nicht allzu gut. Das möchten wir aus einer Urkunde vom 21. Februar 1491 schließen, laut welcher Konrad gemäß einer päpstlichen Bulle die Leute von Rheineck, Tal, Marbach und St. Margrethen-Höchst, welche mit den Appenzellern am « geschehenen Handel » (Rorschacher Klosterbruch) beteiligt waren, zu absolvieren hatte [1]. Der Papst wollte dem Abt wohl auch die Einkünfte des Beichtpfennigs zukommen lassen. Allerdings lag Sankt Johann den Gebannten am nächsten, nebst St. Gallen, gegen welches die Leute sich vergangen hatten.

Der schwarze Tod, der im Anfang des 16. Jahrhunderts noch immer umging, verschonte auch dieses Hochtal nicht. Der Gottesdienst mußte nun aus der großen Kirche ins Innere des Klosters verlegt werden [2]. Diese Seuche trug natürlich ihren Teil bei zur Verarmung eines ohnehin nicht reichen Klosters ; sie riß Lücken unter den Gotteshausleuten, was zur Vernachlässigung der Wirtschaft führte. Auch die kriegerische Inanspruchnahme der Gotteshausleute als Verbündete der Eidgenossen mag mit im Spiele gewesen sein ; seit den Burgunderkriegen war ja kaum mehr Ruhe eingetreten. Ein Brief des Konventualen Jak. Zwingli, der in Wien studierte, an seinen Bruder Ulrich, den Pfarrer in Glarus, von 1513, deutet auf wenig erfreuliche wirtschaftliche Verhältnisse hin. Er bat ihn, für Geldzufluß besorgt zu sein. Auch an den Abt hatte er geschrieben und ihn auf Befehl seines Lehrers um ein anständiges Kleid gebeten [3]. Das Kloster scheint also nicht mehr imstande gewesen zu sein, für seine Studenten hinlänglich zu sorgen. Jener Ablaß von 7 Jahren und 7 Quadragenen, den der päpstliche Legat Pucci, der generöse päpstliche Werber, zur Zeit Abt Christians, einem Vetter Zwinglis [4], allen denen gewährte, die am Tage

wird er zum Teil durch eine hohe Mauer, die sich hinter den Figuren durchzieht, verdeckt. Das Oberbild stellt eine Hirschjagd dar, offenbar andeutend, daß der Abt auch ein eifriger Jägersmann war.

[1] Appenzeller Urkundenbuch I 1370.

[2] Sta. XVIII, S. 179. 1514 wieder in der großen Kirche.

[3] *Zwingli*, Werke VII, S. 18 ff. ; vgl. auch Beilage II.

[4] *Fleischlin B.*, Schweiz. Reformationsgeschichte I, Stans 1907, S. 3 ; es steht zwar Christoph statt Christian, wie auch S. 77.

des hl. Matthäus das Kloster besuchten und nach Empfang der Sakramente zum Unterhalt des Klosters ein Almosen gaben [1], mag auch mit der Notlage des Klosters in Zusammenhang stehen.

Mit dem Gutsbesitz des Klosters stand es wohl nicht mehr gut. Obwohl Papst Leo X. dem Gotteshaus die vier Pfründen zu Mogelsberg, Neßlau, Götzis und Kalchern bestätigte, bat Abt Christian im Januar 1520 Zwingli, er möge sich beim Apostolischen Legaten in Zürich verwenden, da er diese vier Pfründen, «darauf etlich costung gelägt», gerne von neuem inkorporieren ließe. Wären die Kosten zu erheblich, so wollte er doch die Inkorporation wenigstens für Kalchern und Mogelsberg erlangen [2]. In dieser Zeit regte sich schon jenes Unabhängigkeitsstreben, das im Rorschacher Klosterbruch erstmals aufgeflammt und in der Reformation, mit religiösen Ideen verbunden, vielerorts zum verheerenden Brande wurde. Noch bewegte es sich jetzt auf rechtlichen Bahnen. 1520 taten die Gewalthaber der drei Gerichte St. Johann, zum Wasser und Peterzell einen Kauf mit Abt Johann «des Gwandfalls und dritten pfennigs halb». Etliche schlossen sich von diesem Loskauf aus, wodurch sie das herkömmliche Fallrecht des Abtes anerkannten [3].

Als Abschluß mag ein Überblick über die Besitzungen des Klosters folgen. Die in den ersten beiden Urkunden von 1152 und 1178 genannten Güter bildeten die Grundlage aller späteren Erwerbungen durch Ankauf und Schenkungen.

Im heutigen Kanton Thurgau sind Bußnang, Felben [4] und Märwil genannt. Durch Ankauf erwarb sich St. Johann 1376 von der verarmten Kartause zu Ittingen ein Gut und Zehnten zu Wengi, Heiterschen und Wil [5], und von Abt Ulrich zu Wagenhausen weitere Güter zu Wengi [6]. Wiler zwischen Wil und Bürglen scheint auch St. Johann gehört zu haben [7]. Weiter kaufte St. Johann vom Propst zu Ittingen einen Hof und ein Gütlein zu Matzingen, welches im folgenden Jahre noch etwas erweitert wurde [8]. Auch zu Stettfurt besaß das Gotteshaus einen Hof [9] und eine Schuppis zu Mettlen [10].

[1] Sta. XVIII, S. 46.
[2] *Zwingli*, Werke VII, S. 258.
[3] Sta. XVIII, S. 98. Die Leute der ganzen übrigen Grafschaft Toggenburg hatten diese Freiheit schon 1440 von den Herren von Raron erhalten (vgl. *Holenstein*, S. 52). Geringe Milderungen der Leibeigenschaft werden schon vor 1433 für die Leute im St. Johannertal überliefert, welcher auch die von Peterzell schon 1484 teilhaftig wurden (vgl. *v. Arx*, II, S. 373).
[4] Thurgauer Urkundenbuch II, Frauenfeld 1917, Nr. 53, Anm. 11.
[5] Sta. XIX, S. 1 f.
[6] L. c., S. 11 f.
[7] L. c., S. 25 f.
[8] L. c., S. 21 ff.
[9] L. c., S. 34 ff.
[10] L. c., S. 31 f.

In der Grafschaft Kyburg, im heutigen Kanton Zürich, ist schon in der Urkunde von 1152 Illnau genannt. In der dortigen Gegend dehnte das Gotteshaus seine Besitzungen ziemlich viel aus. Das habsburgische Urbar, dessen Reinschrift ca. 1330 zu Baden entstand, weiß bereits davon zu berichten [1]. Die beste Übersicht über den dortigen Besitz gibt das Urbar vom 23. September 1521, das in Gegenwart des Abtes zu Illnau gefertigt wurde. Der Spital zu Winterthur war mit zwei Vierteln Kernenzins verpflichtet, und von Herrliberg her kamen zwei Malter Haber und ein Pfund Pfeffer [2]. Am Wege nach Illnau hatte das Gotteshaus schon früh Grundbesitz, so in Hinwil, welchen es den Kommendatoren von Bubikon als Schirmvögten anvertraute [3]. Noch nach Verkauf des Hinwiler Meierhofes war sein Inhaber verpflichtet, den Säumern von St. Johann, welche nach Illnau gingen oder von dorther kamen, Unterkunft zu geben und die Pferde zu füttern [4]. Im selben Sinne ist wohl das « praedium de Smarincon » (Schmerikon) und das « praedium Luceswilare » (Lugschwil bei Uznach) aufzufassen [5]; während jenes nie mehr genannt wird, erhielt sich, wie aus spätern Lehenbriefen und Reversen hervorgeht, der Besitz in der Gegend von Uznach; ja, er wurde sogar erweitert.

Auch unten im Rheintal, jenseits des Stromes, vermehrte das Gotteshaus seinen ursprünglichen Besitz ansehnlich. Von Bauern, unterhalb Altach, erstreckten sich seine Rechte bis hinauf nach Feldkirch. Klaus und Götzis waren Ausgangspunkte seiner Erwerbungen. Vorarlberg war sein Weinland; wohl ist auch im Thurgau bei Wengi ein Weinberg erwähnt, aber die Rebgelände und Weinzehnten jenseits des Rheins, wie Sattel- und Sulzerberg, deckten doch seinen hauptsächlichsten Bedarf [6]. Noch 1525 vermochte der Abt (woher er das Geld hatte, ist unbekannt) um 758 gl. zwei Häuser mit Weingarten, Torkel und aller Zugehörde in Vaduz zu kaufen [7].

Von den beiden rätischen (?) praedia Tuns und Telfs hören wir

[1] Quellen zur Schweizergeschichte XIV, S. 289 f. und S. 303.
[2] Sta. B 297, S. 360 ff.
[3] Sta. XIX, S. 195.
[4] L. c., S. 196.
[5] SGU. III 47.
[6] Sta. XIX, S. 784 und 762.
[7] L. c., S. 601 f. Vgl. auch *Büchel J. B.*, Urkunden aus dem Urbar des Klosters St. Johann im Thurtal, Jahrbuch des hist. Vereins für das Fürstentum Lichtenstein, XVIII 1918; dort erfahren wir noch aus einem Vergleich mit Schaan-Vaduz, daß das Kloster an die Rheinwuhre und bei Rüfenot zu bezahlen verpflichtet war (anno 1667).

nichts mehr, während das Gotteshaus 1275 einen Weinberg zu Malans erwarb [1].

Im Toggenburg stand vereinzelt der Hof « im Sack » bei Mosnang, den ein Vasall des Hauses Toggenburg, Jakob von Büel, schon 1260 dem Kloster verkauft hatte [2]. Sonst sind Kern- und Ausgangspunkt seiner Besitzungen die Orte seiner Gerichtsbarkeit.

Das Gericht St. Johann erstreckte sich auf der rechten Seite der Thur von der Wildenburgergrenze bis an den durch das Tieftobel (zwischen Stein und Neßlau) der Thur zuströmenden Bach, auf der linken Seite vom Dürrenbach bis gegen den Grabserwald hinaus. Es umfaßte also das Gebiet der heutigen Gemeinde Alt St. Johann und der Gemeinde Stein, wenigstens den Teil rechts der Thur [3]. Schon 1178 wurde des Gotteshauses eigenes Gebiet in dieser Gegend genau bestimmt, welches sich natürlich erweiterte ; von ihm bezog es jährlich den Boden-, Herren-, Korn- und Schmalzzins, und außerdem waren die dortigen Leute zu einem « Hoftagwan » verpflichtet [4]. Von den zahlreichen Alpen bezog es Abgaben wie Laubstuck [5], Pfenniggeld und Käszins ; so waren ihm verpflichtet : Hofstatt, Selun, Breitenalp, Sellamatt, Iltios, (Astra-)Käsern, Gams, Vorder- und Hintergräppelen, Neuenalp, Lütisalp, Lutertannen, Bernhalden und Hornalp.

An das St. Johannergericht schloß sich das Gericht « zum Wasser », welches sich in nicht sehr großer Ausdehnung bis zum Lauternbach erstreckte, indem es den südlichen Teil des Ennetbühlertales mit Lutenwil und Rietbad in sich schloß, wogegen der links der Thur gelegene Teil der heutigen Gemeinde dem st. gallischen Gericht Thurtal angehörte [6]. Das Kerngut dieses Gerichtes war der gleichnamige Hof ; schon 1178 hatte der Papst dem Kloster « cappellam in Mezelovo (Neßlau) cum curte eiusdem loci » bestätigt [7].

Um das Klösterchen im engen Neckertal bildete sich das Gericht Peterszell, wozu außer dem Dorfe noch die Weiler Wald, Käsern,

[1] SGU. III 1002. [2] Sta. XVIII, S. 166.

[3] Vgl. den Spruch vom 23. Oktober 1511 in Sta. XVIII, S. 115 ; *Gmür*, S. 579 ; *Hardegger*, S. 9 ; siehe die dortige Karte.

[4] Sta. XVIII, S. 125 f.

[5] « Laubstuck », auch « Malmilch » bedeutet alle Produkte, die von der auf einmal gemolkenen Milch hergestellt wurden ; in gleichem Zusammenhang steht « Tagmilch » (vgl. *E. Wagner*, l. c., S. 42 f. und *Litscher Mart.*, Die Alpkorporationen des Bezirks Werdenberg, Diss. jur. Bern 1919, S. 21).

[6] *Gmür*, S. 559.

[7] Vgl. Sta. XVIII, 29, S. 167. Germania pontificia, II 2, S. 44.

Enzenberg, Furt und Hofstetten gehörten [1]. Dieser Besitz dehnte sich mächtig aus. Schon 1383 erwarb St. Johann von Abt Kuno von St. Gallen gegen den Hof Kienberg den Herrenhof zu Hemberg, das Patronat über die Kirche mit allen Rechten und Einkünften [2]. Weiter abwärts im Neckertal besaß das Gotteshaus bereits 1464 einen Zehnten und seit 1494 Haus, Hof und Mühle in der Ach [3]. Vom obern und niedern Hof zu Nassen gelobten die Grafen von Toggenburg 1374 eine Abgabe von 4 Mütt Kernen und 6 sch./pf. gegen eine Jahrzeit [4]. Mogelsberg gehörte dem Kloster schon 1152, gelangte aber später auf unbekannte Weise in die Hände der Grafen von Toggenburg. 1408 wurde Graf Friedrich daran erinnert, daß die dortige « lütkilch und kilchspelsatz » mit aller Zugehörde früher dem Kloster St. Johann gehört habe, und gab darauf alles mit kleinen und großen Zehnten Abt Rudolf zurück [5]. Unterhalb Mogelsberg, am Necker, liegt der Hof Rennen, von dem derselbe Graf dem Kloster eine Steuer vermachte [6]. « Ecclesiam de Flawile cum praedio eiusdem » bestätigte ihm der Papst schon 1178. Am Wege dorthin liegt Rindal, welches der Abt schon 1218 veräußerte im Tausch gegen Kappel [7], 1509 dessen Gericht, Twing und Bänne von neuem erwarb [8], aber sie 1544 zusammen mit Flawil wieder verkaufen mußte [9]. In diesen Zusammenhang wird das Gütlein Winzenberg gehört haben und der Zehnte von Bubental, welchen Abt Rudolf der Äbtissin von Magdenau 1397 verkaufte [10] und jener Vorstoß bis Degersheim im Jahre 1502 [11]. Vier Amtmänner hatten diesen ganzen Besitz zu verwalten, der eine im Toggenburg, der andere zu Wil, der dritte zu Illnau und der vierte an der Klus [12].

[1] *Gmür*, S. 455.

[2] SGU. IV 1881. Schon 1459 kauften sich aber die dortigen Einwohner von den Zehnten an St. Johann los und erkauften sich das Recht, fortan von einem eigenen Pfarrer versehen zu werden, da sie bisher von Peterzell aus nur mangelhaft versehen worden waren ; der Abt behielt sich nur das Juspatronat vor (Sta. B 297, S. 237 ; Regesten zur Geschichte der Bischöfe von Konstanz IV 12247).

[3] Sta. XVIII, S. 1078 f. und 1085 ff.

[4] L. c., S. 171.

[5] SGU. IV 2413 ; *v. Arx*, I, 436 sagt, daß dieser vergessene Übergang in die Hände der Grafen in den 80er Jahren des 13. Jahrhunderts geschehen sei, da der Papst eingegriffen habe wegen der Gutsveräußerung.

[6] SGU. V 9554.

[7] SGU. III 845.

[8] Sta. Kasten VII, Zelle 54, Nr. 2.

[9] *Gmür*, S. 234 ff.

[10] SGU. IV 2134.

[11] *Gmür*, S. 331.

[12] Sta. W II 11, fol. 102 ff.

Der Besitz St. Johanns hatte sich also beträchtlich ausgedehnt; doch lag er sehr zerstreut, und wir vernehmen aus einer päpstlichen Konfirmationsurkunde vom Jahre 1422, daß die jährlichen Einkünfte des Klosters 60 M. Silber nicht überstiegen. Immerhin ist zu bedenken, welche Lücken die Abgaben «ad mensam episcopalem» in das Vermögen rissen, hatte doch St. Johann die Immunität nicht erlangt. Schon die gewöhnlichen Zahlungen wie Primifructus, Proklamations- und Konfirmationsgebühren erreichten eine beträchtliche Höhe. Zudem wurden im verarmten Bistum Konstanz außerordentliche Steuern immer häufiger. Im Liber taxationis aus den 60er Jahren des 14. Jahrhunderts steht St. Johann mit 46 M. verzeichnet [1], und als Subsidium charitativum hatte es 1497 und 1508 für sich und Peterzell 40 fl. zu bezahlen, abgesehen von den ihm inkorporierten Pfarreien Kappel, Neßlau, Breitenau (Stein) und Mogelsberg [2]. Daß St. Johann ein Reichskloster und der Abt ein Glied des Reiches war, half ihm nicht viel, sondern legte nur Verpflichtungen auf [3].

Aus allem erkannten wir, daß St. Johann nie ein wohlhabendes Kloster war. Epp von Rudenz fügt seinem handschriftlichen Meisterwerk einige allgemeine Betrachtungen bei, ausgehend von dem Worte «ubi non est abundantia, ibi non est disciplina». Er hatte von keinem Mönch gehört, der so vollkommen gewesen, daß sein Name der Nachwelt erhalten geblieben sei [4]. Als das Kloster 1626 verlegt werden

[1] *Haid*, Liber taxationis ecclesiarum et beneficiorum in dioecesi Constantiensi de anno 1353, Freiburger Diözesanarchiv V 1870, S. 75. Die offizielle Rechnungsmünze durch das ganze Mittelalter war das Pfund Silber zu 20 Schilling und der Schilling zu 12 Pfennig. (Ein Heller war die Hälfte eines Pfennigs.) Bis ins 15. Jahrhundert hinein war auch noch die Mark Silber als Wertmesser üblich, die in St. Gallen 1421 steueramtlich zu 2 $^1/_4$ Pfund gerechnet wurde. Von Florenz her drang der Gulden (Florin) ein, der, in Köln nachgeprägt, Rheinischer Gulden hieß; diese Goldmünze wurde auf etwa 17 Schilling berechnet. Zum vollen Verständnis der wirtschaftlichen Verhältnisse gehört eine Darlegung der Kaufkraft des Geldes, der Kosten der Lebensverhaltnisse usw. Dafür drei Beispiele: der Jahresgehalt des st. gallischen Bürgermeisters betrug 10 Gulden (ca. 8 $^1/_2$ Pfund); ein Ochs galt 3-4, ein Pferd 5 Pfund; ein Gut bei Uzwil von ca. 120 Juchart Acker und ca. 80 Juchart Wies- und Weideland wurde 1447 um 540 Pfund verkauft. (*Holenstein*, S. 65 f.)

[2] Sta. Tom. 724, S. 811; *Rieder K.*, Das Registrum subsidii caritativi der Diözese Konstanz aus dem Jahre 1508, FDA. N. F. VIII 1907, S. 89.

[3] Von den Ereignissen unter Abt Konrad ab beweisen dies zahlreiche Aufgebote an Mann und Geld, welche *Epp* zusammenstellt (Sta. B 297 XVII). Noch 1547 und 1558, als schon kein Abt mehr existierte, wurde er aufgefordert, auf dem Reichstag in Augsburg zu erscheinen.

[4] Sta. B 297 XII.

sollte, sprach sich P. Laurentius zu St. Gallen in der Verhandlung vom 21. Februar für diesen Plan aus, « denn im Kloster lebte noch kein Heiliger, jener Ort ist also keine terra Sanctorum »[1]. Wenn Epp dem Kloster gelehrte Mönche abspricht, so stimmt das nicht. Aber darin hat er wohl Recht, daß die Zahl der Mönche immer gering war. Aus den wenigen Namen, die uns in Hunderten von Urkunden begegnen, schließt er nämlich auf einen beständigen Mangel an Nachwuchs[2].

Es ist nicht einfach, aus diesen Tatsachen die eigentliche Rolle St. Johanns in der Geschichte herauszuschälen. Aus der stillen Einsiedlerklause machten wohl die Benediktiner ein Zentrum wirtschaftlicher Kulturarbeit. Die Gründe, weshalb es nicht hochkam, haben wir verschiedentlich angedeutet ; der Mangel an Exemtion mag höchstens insoweit schuld sein, daß ihm viele Abgaben aufgeladen wurden ; von Streitigkeiten mit den Bischöfen hören wir die ganze Zeit nichts. St. Johanns politischen Zweck hat Kläui neuestens hervorgestrichen[3]. Die Klöster waren Machtpositionen und wurden deshalb dorthin gestellt, wo die Macht umstritten war, in die Grenzgebiete, z. B. Fischingen und Bubikon. So war auch St. Johann eine Feste derer von Montfort gegen die Toggenburger, was die mannigfachen Streitigkeiten durch das erste Jahrhundert erklärt. Als Spielball verschiedener Territorialherren konnte das Kloster nicht in die Höhe kommen, bis der mächtige Ulrich Rösch sein Nachbar und Schirmherr wurde ; nie hören wir aber von einer nähern Orientierung St. Johanns nach St. Gallen hin oder umgekehrt.

Das Charakteristikum der äußern Entwicklung St. Johanns faßte Hardeggers poetische Sprache trefflich zusammen : « Das Bild, das ... Historiographen vom Tun und Lassen, vom Handeln und Wandeln der Mönche von St. Johann haben entwerfen müssen, ist kein lebensfrisches, frohes. Wenige duftige Farben nur vermögen die herbstliche Stimmung zu beleben. Das kränkelnde Blaßrot der Herbstzeitlose durchsetzt die wenigen grünen und roten Tinten, die ab und zu einen Hoffnungsschimmer auf bessere und erfreulichere Gestaltung der Vorkommnisse werfen möchten »[4].

[1] Sta. B 295, S. 14.
[2] Sta. B 297 XIII und XIV.
[3] S. 178 f.
[4] S. 3.

# I. ABSCHNITT

# Von den Anfängen der Reformation bis zum Tode Abt Konrad Strickers (1538)

## 1. Kapitel

### St. Johann und die Anfänge der Reformation im Toggenburg

Wenn sich auch zur Zeit des Klosterbruches in Rorschach die Toggenburger noch als zuverlässig erwiesen, so sorgten sie dennoch dafür, daß das Streben nach politischer Unabhängigkeit im äbtisch-st. gallischen Gebiete nicht erlosch, war doch ihr Selbstgefühl schon wach geworden durch die großen, im Verein mit den Eidgenossen bestandenen Kämpfe. Die neue Lehre rührte den Geist des Ungehorsams gegen den Fürstabt von neuem auf [1]. Genau dieselbe Haltung zeigten auch die Untertanen des Abtes von St. Johann, wohnten diese doch zum Teil mitten unter st. gallischen Gotteshausleuten (Peterzell); ja, sie unterstanden sogar der hohen Gerichtsbarkeit des Abtes von St. Gallen [2].

Fr. Johann Steiger von Bütschwil, der frühere Pfarrer von Stein und Mogelsberg [3], zwischen dem 28. Februar und dem 23. Mai 1520 als der vierte dieses Namens zum Abt von St. Johann erwählt [4], sollte in dieser schwülen Atmosphäre den Konvent leiten. Schon sein Vorgänger übermittelte im Februar 1519 Zwingli einen Brief, in welchem ihm ein Wittenberger Student gratulierte, daß er die Schriften Luthers lese [5]. Schon waren diese Schriften bis ins oberste Toggenburg gedrungen.

Die Lektüre dieser Schriften bezeichnete in geistlichen Stiften oft den Anfang der Neuerung. So begann die Reformation in Schaffhausen, wo Allerheiligen mit seinem Abt den Mittelpunkt der Lutherfreunde bildete [6]. Im Sinne des Humanismus wandte sich der Pfleger zu Ein-

[1] *Müller Theod.*, S. 4, 7, 10.
[2] Vgl. Einleitung S. 64, Anm. 2.
[3] Sta. Tom. 724, S. 811 und 979 f.
[4] Vgl. *Müller Jos.*, S. 407, Anm. 2 und S. 272 f., Anm. 1.
[5] *Zwingli*, Werke VII, S. 138.
[6] *Wipf Jak.*, Reformationsgeschichte der Stadt und Landschaft Schaffhausen, Zürich 1929, S. 71.

siedeln, Diebold von Geroldseck, unter Zwinglis Einfluß neben dem Studium des Neuen Testamentes und den Kirchenvätern auch den heidnischen Klassikern zu, mit denen er von Basel aus reichlich versorgt wurde [1].

Abt Christian scheint mit dem Zürcher Münsterprediger in sehr persönlichem Verkehr gestanden zu haben, denn es kränkte ihn nach Andreas Zwinglis Urteil nicht wenig, daß jener ihm so wenig schrieb und nicht einmal bei ihm einkehrte, als er von der Badekur in Pfäfers nach Zürich zurückkehrte [2].

Dies sind erste Anzeichen einer reformfreundlichen Gesinnung, die wir leider nicht mehr weiter verfolgen können, da Christian zu Beginn des Jahres 1520 starb. Das Jahr 1522 bezeichnet den Wendepunkt in der toggenburgischen Kirchengeschichte ; in diesem Jahre hob die Reformation an [3]. Der Abt von St. Johann trug eine indirekte Schuld daran, daß der Funke sich damals entzündete.

Pfarrer Johannes Dörig, Schüler Salzmanns an der Theodorschule zu Basel und 1512/13 dortiger Universitätsstudent, ein Freund Vadians seit dessen Rückkehr aus Wien, hatte schon zu Herisau aus seiner Neigung zur neuen Lehre kein Hehl gemacht, weshalb ihn Bischof Hugo von Konstanz im Jahre 1522 in Gefangenschaft setzte. Kaum war er wieder frei, belehnte ihn Abt Johann mit der Pfründe auf dem Hemberg, wo er sich aufs freimütigste als Neuerer entfaltete [4]. An der Kirche zu Stein, wo St. Johann das Wahl- und Besetzungsrecht ausübte [5], fand die Reformation in Blasius Forrer einen eifrigen Förderer [6]. Angesehene Landesbeamte zeigten offen ihre Neigung zur neuen Lehre [7]

[1] *Ringholz Od.*, Geschichte des fürstlichen Stiftes Einsiedeln. Einsiedeln 1904, S. 588 f.

[2] *Zwingli*, Werke VII, S. 211. [3] *Müller Theod.*, S. 77 f.

[4] Vgl. *Vasella Osk.*, Neues zur Biographie des Schulmeisters Jak. Salzmann in Chur, Zeitschrift für schweiz. Geschichte X 1930, S. 480 ; *Willi Joh.*, S. 16 ff. ; *Wegelin*, II, S. 13 f.

[5] *Rothenflue Fr.*, S. 74. [6] *Wegelin*, II, S. 15.

[7] Es sind zu nennen Bernh. Künzle, Ammann im Niederamt ; H. Steiger, der Stadtschreiber von Lichtensteig, der mit Zwingli im Briefwechsel stand und ihn unterrichtete über die Vorgänge im Toggenburg (*Zwingli*, Werke X, S. 87 f.) ; Rüdlinger, der Ammann im Thurtal, und über allen der st. gallische Landvogt H. Giger, der eine ganz eigentümliche Stellung zu behaupten wußte, auf Seiten des Abtes und auf Seiten der Landsleute in Ansehen stand und von diesen zu jenem und von jenem zu diesen überging. Ein gewisser Charaktermangel ist ihm nicht abzusprechen : er wußte immer das zu tun, was äußere Umstände von ihm verlangten (vgl. *Egli E.*, Hans Giger, ein Toggenburger Amtmann, Zwingliana 1905, S. 51 ff.).

und trugen dazu bei, daß in kurzer Zeit das ganze Toggenburg von Wildhaus bis hinunter nach Henau mitten in der Glaubenskrise stand, zumal sich der Zürcher Reformator seiner Landsleute ganz besonders annahm [1].

Die Schwyzer, ganz entrüstet gegen die Lutherische und des Zwinglis Sect », erließen schon anfangs Dezember 1524 eine ernste Zuschrift an den Landvogt und Landrat im Toggenburg, worin auch verlautet, daß man Zinsen und Zehnten verweigerte [2]. Im Jahre 1526 mußten Dörig und Forrer zusammen mit dem Pfarrer von Wildhaus auf Gebot des Landrates das Toggenburg verlassen [3]. Doch damit war der weitere Fortschritt der Neuerung in keiner Weise unterbunden worden.

Diese Neigung zur evangelischen Lehre scheint zunächst den Untertanen von seiten des Klosters wenig Anfechtungen zugezogen zu haben ; wohl aber bewog den Abt die Angst um seine herrschaftlichen Rechte und Gewaltsame [4], auf dem Tag zu Einsiedeln im April 1526 um Schirm für sich und sein Gotteshaus zu bitten, da ihm bereits mancherlei Mißhandlungen begegnet waren [5]. Einen ganz eigenartigen Aspekt gibt diesem Schirmgesuch die einzig bei Epp stehende Nachricht, daß Abt Franz Geißberg als Territorial- und Schirmherr über Abt Johanns schlechte Verwaltung erzürnt, ihm um diese Zeit die Verwaltung untersagte ; da aber inzwischen Kriegsunruhen ausbrachen, verzichtete Abt Johann, von seinen Untertanen überredet, auf das Bündnis mit St. Gallen und ernannte sich die Schwyzer und Glarner zu Schirmherren [6]. Die gleichzeitigen Chronisten wie die Historiker berichten, der Abt von St. Gallen habe sein Unvermögen vorgeschützt, in dieser Zeit seiner schirmherrlichen Pflicht Genüge zu tun [7]. In etwa schien man aber die Tragweite dieses Rückzuges zu ermessen, denn dieser wurde nicht ohne weiteres zugegeben, was ein undatierter Brief des Rates von Schwyz an den Kanzler von Wil bezeugt : Schwyz wollte offenbar nur im Einvernehmen mit dem Abt von St. Gallen handeln. Es erwartete daher, daß der Abt von St. Gallen die Schirmbriefe noch nicht heraus-

[1] *Müller Theod.*, S. 78. [2] *Hottinger*, III, S. 211.

[3] *Wegelin*, II, S. 29. Man betrachte die « Jakobinersprache » von Dörigs Brief aus dem Jahre 1524 an den « langen Münstergötzen von Landenberg », den Bischof von Konstanz, zitiert bei *v. Arx*, II, S. 485, Anm. b.

[4] *Wegelin*, II, S. 29.

[5] E. A. IV 1a, S. 877. [6] Sta. B 297, S. 383.

[7] *Tschudy*, S. 21 ; *Hottinger*, III, S. 427 f. ; *Wegelin*, II, S. 29 f. ; *Th. Müller*, S. 81.

gebe und zitierte den Abt von St. Johann und einen Boten von Glarus vor seinen Rat zur weiteren Beratung. Dem Abt von St. Johann untersagte es inzwischen den Abschluß irgend eines Schirmvertrages [1].

Der Abt von St. Johann kam noch im selben Jahr zu seinem Ziel. Am 14. Dezember 1526 nahmen Schwyz und Glarus das Gotteshaus in ihren Schutz und versprachen, es bei allen seinen Freiheiten, Rechten und Gewohnheiten derart zu schützen, daß es nicht willkürlich und eigenmächtig davon gedrängt werde [2]. Dieser Schritt sollte die schwersten Folgen haben, und schon Zwingli schob die Schuld an der ganzen Katastrophe dieser Tat zu : die Grafschaft habe den Abt von St. Gallen noch ermahnt, daß er weder den Schirm aufgebe, noch die Briefe aushändige ; es half aber alles nichts. Daraus ersieht man, « daß er alles haders und spanes ein ursach ist » [3]. Nachdem Zwingli Stadt und Landschaft St. Gallen schon fast ganz für sich gewonnen hatte, hoffte er gegen den Abt von St. Gallen leichter aufzukommen, als gegen das unnachgiebige Schwyz.

Wir erwähnten den Vertrag, in welchem sich St. Johann 1474 dem Haupt der Grafschaft Toggenburg anschloß und ihm die hohe und Anteil an der niedern Gerichtsbarkeit übergab. Seither sind zu St. Johann « stock und galgen dennen gethon, und habend sythar die ding in gemeine grafschafft dienet » [4], der Abt von St. Gallen war also in wichtigen Dingen Herr des ganzen Toggenburgs. « Es ist ouch allweg ein herr von Toggenburg schirmherr zu Sant Johann gwesen ; und so die grafschaft in's abbts von St. Gallen hand kommen, ist er des klosters St. Johann schirmherr syt dem kouf her gwesen. Und habend weder die fryen grafschafter noch St. Johanns gottshuslüt nit mögen erlyden, daß St. Johann einen andern schirmherren weder den herrn der grafschaft hette. Es lutet ouch der schirmbrief, den ein abbt von St. Gallen über St. Johann hat : daß er, so lang er herr zu Toggenburg sye, ouch schirmherr zu St. Johann sye. Uf das habend jn die Landlüt vermanet, daß er den schirmbrief nit hinus gebe ; hat aber nit gholfen etc. Als aber in der iezigen zyt den beeden äbbten die fründschaft Schwyz, Glaris und Toggenburg beschwerlich ; hat der abbt von St. Gallen (als

[1] Sta. F. 1547, S. 41 f.

[2] E. A. IV 1a, S. 1022.

[3] *Zwingli*, Werke IX, S. 564.

[4] *Zwingli*, Werke (Schuler-Schultheß) II 3, S. 25. Dieses vermutliche Gutachten Zwinglis an den Rat von Zürich nach dem Klostersturm unterrichtet uns, wohl aus mündlichen Berichten kundiger Personen geschöpft, sehr gut (Aktensammlung I 2105) ; vgl. dazu auch *Jos. Müller*, S. 407, Anm. 2.

übel ze besorgen, us anschlag und mit wüssen des abbts von St. Johann) dem abbt von St. Johann den schirm abgeseit iez vor dry oder vier jaren ; ursach, er möge jn nit schirmen. Do hat der abbt von St. Johann die von Schwyz und Glaris hinder den gottshuslüten zu schirmherren angenommen »[1]. So waren also die den St. Johannern bisher als Landsleute verbündeten Schwyzer plötzlich ihre Herren geworden, und die Geltendmachung dieses Verhältnisses spitzte den Unwillen der Gotteshausleute mit dem Fortschreiten der Neuerung immer mehr zu.

Schon im Januar 1527 wünschte der Abt von St. Johann eine Gesandtschaft der beiden Orte, damit diese in ihrer Eigenschaft als Schirmherren seine Untertanen in Eid nähmen und sie zum Gehorsam ermahnten[2]. Diese Huldigung war aber im Dezember dieses Jahres noch nicht zustande gekommen, und der Abt beklagte sich erneut bei Schwyz, daß seine Untertanen in großer Unruhe seien über den Eid, den sie der hohen Gerichtsbarkeit halber den beiden Orten zu schwören hätten ; er glaubte diese indes nach geschehener Huldigung beschwichtigt[3]. In der Zwischenzeit wird wohl das geschehen sein, was uns Zwingli beschreibt : « Und sind beede ort in ein dorf kommen, den eid von jnen ynzenemmen als schirmherren, und jnen zugseit, by jren fryheiten, grechtigkeiten und harkommen etc. lassen blyben. Habend doch dannach nit können bergen sunder usgelassen (hat Jos. am Berg, bot von Schwyz gethon), wie sy stock und galgen widerum ufbuwen etc. Do habend jnen die andren St. Johannser gottshuslüt nit wellen schwören »[4].

Zu Neßlau und zu Hemberg hielten sich die Pfaffen « unschicklich » und « störten » den Abt in seinen Rechten. Berweger von Appenzell hatte ganz eigenmächtig die dortige Pfründe, deren Lehensherr doch der Abt von St. Johann war, einem entsprungenen Mönch

[1] L. c. Dies stimmt wohl eher, als was Epp sagt, daß ihn die Untertanen zum Bündnis mit Schwyz und Glarus überredeten, denn die Toggenburger standen zu dieser Zeit nicht in bester Freundschaft mit Schwyz wegen der ständigen Einsprüche betreffend die Glaubensneuerung. Es ist hier vom Landrecht die Rede, durch das der untere Teil des Toggenburgs seit 1437, der obere seit 1463 mit den beiden Orten verbunden war.

[2] Aktensammlung zur schweiz. Reformationsgeschichte I 1621. Hrg. von Strickler Joh., Zürich 1878 ff.

[3] L. c. I 1848.

[4] *Zwingli*, Werke (Schuler-Schultheß) II 3, S. 25. « Wir haben mit euch beiden Orten ein Landrecht, das wir geschworen und auch halten ; wir wollen also eure Landleute sein, aber euch keineswegs als unsere Herren haben » (*Bullinger*, II, S. 15).

geliehen [1]. Und zu alldem schlugen die Landleute aus der Grafschaft dem Abt und den beiden Orten Recht vor, wenn sie von der Gerechtigkeit, die sie für sich beanspruchten, nicht abstehen wollten. Das lehnten die Schwyzer rundweg ab, und sie forderten, daß Stein und St. Johann ihnen schwören sollten. Deshalb mahnten sie die Glarner zu einer nochmaligen Botschaft, um ihnen « freundlich vorzustellen », daß sie zur Huldigung verpflichtet seien. Sollten die Untertanen weiter auf ihrem Widerstand beharren, so gedachte Schwyz, ihnen vor Schultheiß und Rat von Luzern, oder vor einem Schiedsgericht mit gleichen Zusätzen und einem Obmann Recht zu bieten [2]. Nun war die Ladung so ziemlich gestopft, und es fehlte nur noch der zündende Funke. Vom Niederamte drang schon fernes Wetterleuchten herauf ; in Henau, Jonschwil und Kirchberg wurde die Messe und der ganze katholische Kultus abgestellt, und das kurz nach dem Tage zu Schwyz, der ganz zu Gunsten des st. gallischen Abtes entschieden hatte [3]. Das Oberamt stand nicht lange zurück.

[1] *Zellweger J. K.*, Geschichte des appenzellischen Volkes III 1, Trogen 1839, S. 202 sagt, Berweger habe wohl vom Papst die damals nicht ungewöhnliche Vollmacht erhalten, Pfründen zu besetzen, da er dieses sonst wohl nicht gewagt hätte. Weiteres über Berweger bei *Willi*, S. 47 ff.

[2] Vgl. S. 84 Anm. 3.

[3] *Wegelin*, II, S. 32 f. ; *Müller Theod.*, S. 82 f.

# Kleine Beiträge

## Ein Brief Friedrich von Hurters an Erzbischof Ignaz Demeter von Freiburg i. Br.

*(Ohne Datum, wohl Juni 1839)*

Es ist bekannt, daß der einstige Antistes von Schaffhausen schon lange vor seiner Konversion (1844) ausgedehnte Beziehungen zu katholischen konservativen Kreisen Süddeutschlands besaß. So stand er im Briefwechsel mit den Freiburger Erzbischöfen Demeter, v. Vicari, den badischen katholischen Führern Frh. v. Rinck, v. Buß (vgl. Heinr. Hurter, Friedr. v. Hurter und seine Zeit. I, 131, 329). Die Briefe Hurters selbst sind aber bis jetzt nicht bekannt geworden. Nachforschungen im Freiburger Diözesanarchiv blieben ergebnislos, ebenso Nachfragen bei der Familie v. Rinck in Freiburg. Um so erfreulicher ist die kleine Entdeckung, die ich zufällig in der Mainzer Zeitschrift « Katholik » machte. In Bd. 87 (1843), S. XX ff. wurde dort nach dem Tode Erzbischof Demeters (1842) ein Brief an ihn veröffentlicht, aber ohne Datum und ohne Absender. Das Schreiben ist eine kräftige Ermunterung an den Erzbischof zur Festigkeit « nach oben und unten », zur Festigkeit gegen das Staatskirchentum der badischen Regierung und gegen den links gerichteten Teil der Geistlichkeit.

Der *Verfasser* ist niemand anders wie der damals noch protestantische Antistes Hurter von Schaffhausen. Hier kurz die Gründe:

Im Brief findet sich folgende Stelle: « Sie sagen selbst, Sie seien an Händen und Füßen gefesselt, beinahe ohne alle Strafgewalt ». Die genau gleichen Worte finden sich nun im Schreiben Demeters an Hurter vom 21. 5. 1839 (veröffentlicht bei Heinr. Hurter, l. c., I 329). Ein weiterer Beweis: Am Schluß wird für die « freundliche Einladung » gedankt, in Freiburg anzukehren. Im obigen Brief Demeters wird aber diese Einladung ausgesprochen. Unser anonymer Brief im ‚Katholik' ist also nichts anderes als die Antwort Hurters auf Demeters Brief vom 21. 5. 1839. Das *Datum* des Briefes muß nach dem 21. 5. und vor dem 22. 11. 1839 liegen, weil am letzteren Tag ein neuer Brief Demeters an Hurter erging (veröff.: l. c., I 330), auf den aber in unserm Brief nicht der geringste Bezug genommen wird. Die Antwort Hurters wird wohl im Juni 1839 ergangen sein. Daß der Brief anonym veröffentlicht wurde, liegt auf der Hand: Hurters Konversion war damals noch nicht erfolgt. Eine Bekanntgabe seines intimen Briefwechsels mit einem katholischen Erzbischof hätte ihm geschadet.

Der Brief gibt manchen Aufschluß über die Ideen und Motive, die Hurter letztlich zur katholischen Kirche führten. Er ist deshalb von

Wichtigkeit für den inneren Werdegang dieses sonderbaren Mannes. Man beachte vor allem sein Plädoyer für engen Anschluß an den Papst. Die Stellen gegen das Staatskirchentum überraschen allerdings nicht, wenn man bedenkt, daß Hurter auch als protestantischer Antistes für kirchliche Freiheit gekämpft hat. Ebenso wenig überraschend ist die scharfe Stellungnahme gegen den kirchlichen Liberalismus bei der ausgesprochen aristokratisch-konservativen Haltung Hurters und seiner unüberwindlichen Abneigung gegen jede Form von Liberalismus und Demokratie. Der Brief sei hier wörtlich wieder gegeben, da er im « Katholik » schwer zugänglich ist:

### Hurter an den Erzbischof Demeter (Juni ? 1839):

« Ich erachte es als einen besondern Beweis Ihres mir so teuren Wohlwollens, daß Sie von demjenigen, was ungekannt durch meine Vermittlung an Sie überliefert wurde, mir in Ihrem Verehrlichen vom 21. Mai Kunde mitteilen wollten [1]. So ist Ihnen nun der Weg gebahnt, über die wichtigsten Interessen der Ihrer Pflege anvertrauten Herde mit dem Oberhaupte der Kirche unmittelbar sich zu besprechen, und durch dasselbe Trost und Ermutigung für Ihre schwere Obliegenheiten zu erhalten. Ich sage absichtlich Trost und Ermutigung. Denn wenn ich den Stand der Sache auf der einen Seite und Ihren warmen Eifer, Ihren reinen Willen für das Wohl und die Würde der Kirche und hiedurch auch für das Beste ihrer Glieder auf der andern Seite mir lebhaft vergegenwärtige, so kann ich mir wohl denken, wie oft Ihnen bei der hohen Würde die schwere Bürde recht fühlbar werden müsse. Nach etlich- und 20jähriger Zerrüttung, durch welche der Bau der deutschen Kirche und namentlich im Bereich der Erzdiözese nicht bloß bis auf die tiefsten Grundlagen erschüttert, sondern alles beinahe aus seinen Fugen gerissen, während welcher dieselbe in Bezug auf ihre Rechte gehemmt und in Bezug auf ihre Diener einer fast grenzenlosen Anarchie preisgegeben wurde. Sodann nach 10jähriger Verwaltung durch einen zwar frommen und gutmütigen aber den ernsten Anforderungen einer nach so langer Zerrüttung kräftiger eingreifenden Leitung nicht vollkommen gewachsenen Greises [2], hat nun die göttliche Vorsehung Sie auf den translozierten Stuhl des hl. Bonifatius [3] erhoben, und Ihnen hiemit das ernste Mandat erteilt,

[1] Hurter hatte ein päpstliches Schreiben an den Erzb. von Freiburg zu übermitteln, weil offenbar in Rom die Meinung herrschte, dadurch jede Gefahr der Entdeckung vermeiden zu können. Das Schreiben (abgedr. bei H. Maas, Gesch. d. kath. Kirche in Baden) ist eine Mahnung an den Erzbischof zur Festigkeit gegenüber dem Staatskirchentum und dem revolutionär gesinnten Teil der Geistlichkeit, die sich im « Schaffhauser Verein » um den berüchtigten Theologieprof. Fischer von Luzern und sein Organ (Allgem. Kirchenzeitung f. Deutschland und die Schweiz ». Luzern 1835-39) gruppierte.

[2] Der erste Erzbischof von Freiburg, Bernhard Boll (1827-37), gemeint.

[3] Der Erzstuhl von Mainz fand eine gewisse Fortsetzung im neuen Erzbistum Freiburg.

der Restaurator des Erzsprengels zu werden, nicht zurückzubeben vor dem Versuch, die auseinanderfallenden Elemente wieder zu vereinigen, das lose gewordene Band des Gehorsams wieder zu knüpfen und den unsauberen Geist der Zügellosigkeit und Unbotmäßigkeit, der in so manchen seinen Wohnsitz aufgeschlagen hat, zu bannen.

Das alles nun ist leicht zu erkennen, noch leichter zu sagen, schwieriger aber auszuführen. Denn wie die Sachen stehen, bedarf es einer Wirksamkeit nach zwei ganz verschiedenen Richtungen: einer nach oben, einer nach unten. Mut und Entschlossenheit müssen zwar die Grundstützen eines jeden sein, welchen die göttliche Vorsehung in gefährlichen Zeitläufen hoch auf die Warte gestellt hat. Sie aber allein reichen nicht zu. Besonnene Festigkeit und wohl berechnende Klugheit müssen jenen die Richtung geben. Aber auch diese allein führen noch nicht zum Ziel. Gebet und festes Anschließen an denjenigen, welcher als das Haupt an allen Sorgen und Bekümmernissen seiner Mitbrüder teilnimmt, verleihen Licht und Kraft. Aber sie machen auch die andern noch vorhandenen Mittel nicht entbehrlich. Erst dann, wenn alles jenes mit diesen sich verbindet, dann läßt sich hoffen, daß ein hohes Ziel erreicht werde. Dieses Ziel, dessen Erreichung zugleich Bedingung jeder andern Ihrer hohen Würde inhärierenden Wirksamkeit sein muß, ist: möglichste Herstellung der Autonomie der Kirche. Freilich bei den gegenwärtigen faktischen Verhältnissen wird durch die beharrlichste Anwendung aller in Ihnen liegenden und durch Ihre Stellung dargebotenen Mittel dieser Zweck so leicht und so vollständig noch nicht erreicht werden. Aber es stehen Ihnen noch so viele, unermeßlich viele Mittel zu Gebote. Es kommt nur darauf an, diese in eine Verbindung zu setzen, deren Mittelpunkt der natürlichen Ordnung der Dinge gemäß Sie sind und bleiben müssen. Vielleicht sind in Ihrem Kapitel einzelne dem Zeitgeist so verfallen, daß sie aus dem Dunstkreis, welchen derselbe um seine Gefangenen zieht, nicht in die Zukunft hinauszublicken vermögen [1]. Lassen sie diese gewähren mit dem, was der Prophet Micha 3,5 sagt. Aber sicher zählt dasselbe andere Glieder, welche es tief schmerzt, daß die freie Sara zur Hagar, ja noch unter diese herabgewurdigt werden soll. Hier haben sie schon einen Kern, der sich mit Freude an Sie anschließen und alle Ihre Bestrebungen unterstützen wird. Mögen auch viele Geistliche Ihres Erzsprengels den perversesten Doktrinen huldigen, der Herr hat sich gewiß auch in *diesem* Israel eine Anzahl vorbehalten, welche vor Baal die Knie nicht beugen. Diese alle blicken auf Sie, setzen ihre gerechten Hoffnungen auf Sie, warten gewiß mit Sehnsucht darauf, daß irgend etwas durch Sie geschehe, werden in jedem Schritt zur Restauration nach Kräften Sie unterstützen, Sie preisen. Aber hiemit sind die Mittel noch nicht erschöpft, auf diesen Kreis allein sind Sie nicht angewiesen ... Denn ich müßte mich sehr irren, wenn ich nicht sollte voraussetzen dürfen, daß im Volke, in dem Kern des Volkes (freilich nicht unter Fabrikanten,

[1] Im Domkapitel saßen einige Aufklärer, so J. M. Flad, Konrad Martin und Prof. Hug, alle treue Freunde Wessenbergs.

Schreibern, Wirtsleuten und Quasi-Gebildeten) noch eine große Zahl sich befinde, bei welchen jedes Bestreben, die kirchlichen Angelegenheiten wieder auf einen bessern Fuß zu stellen, freudiger Teilnahme entgegensehen könnte. Wenn unter solchen, welche durch keine öffentliche Stellung hiezu berechtigt sind, Verbrüderungen zu untergrabenden Zwecken jedweder Art ungehindert gestiftet werden können, sollte dann nicht eben so gut eine Verbindung zur Restauration wesentlicher und heilbringender Rechte unter Ihnen, dem durch die Kirche und mittelst dieser in dem Staat eine hohe Stellung angewiesen ist, nicht weit eher gegründet werden können [1] Ja, Ihre erzbischöfliche Gnaden, es will mich dünken, es stehe in Ihrer Gewalt, durch eine kluge Vereinigung so vieler vorhandener Elemente, im Großherzogtum eine Macht zu bilden, eine reine, eine preiswürdige, weil nicht eigenen Zwecken, sondern zum besten der Kirche hervorgerufene, nicht für eigene Absichten zu verwendende, sondern zur Rehabilitierung der Kirche waltende Macht zu bilden. Die Zeit drängt. Noch ein Dezennium und die Zersetzung hat ihr Ziel erreicht [2]. Sie wird dann nicht mehr im Geheimen und auf Schleichwegen Kräfte an sich zu ziehen suchen. Sie wird offen auftreten, sie wird dann diese Macht werden wider die Kirche, deren Rettung ihrem legitimen Herrn in diesem Augenblick vielleicht noch möglich sein dürfte. Haben Sie erst diese vielen vorhandenen Elemente zur Rettung, zur Herstellung, zur Erhaltung, zum weiteren Ausbau um sich gesammelt und auf sich vereinigt, dann ist die Stunde gekommen, zu welcher das Wort des Propheten seine Anwendung finden kann: Clama, ne cesses, quasi tuba exalta vocem tuam. Ich sollte doch glauben, daß wenn mit Ihrer Stimme diejenige des ehrenwerten Teils der Geistlichkeit, des Adels, der Schlichten und Redlichen im Volke sich vereint, wenn das Treiben derjenigen entlarvt wird, welche eine allgemeine Zerrüttung der kirchlichen Verhältnisse herbeiführen wollen, um daraus einen Deckmantel für die eigene Ungebundenheit zu borgen, wenn den Kurzsichtigen nachgewiesen wird, an welchem Punkt das alles einst hinauslanden werde, daß dann die Staatsgewalt doch zuletzt zu der Überzeugung gelangen dürfte, daß sie in der Beeinträchtigung der Kirche zu ihrem eigenen Verderben, wenigstens zum Verderben des wahren Wohles des Volkes Hand biete. Es ist freilich viel, was abhanden gekommen, viel, was in der Oberrheinischen Provinz den Bischöfen entzogen worden, viel, was zu reklamieren ist. Sie werden solches besser kennen. Erst dann, wenn Ihnen Vereinigung aller vorberührten Hilfsmittel und durch unverdrossene und nachhaltige An-

[1] Hurter spricht sich für Gründung von katholisch-konservativen Vereinen aus, wie sie ein paar Jahre später unter der Führung der Freiherren v. Rinck u. v. Andlaw und des Hofrats Buß entstanden. Alle drei waren enge Freunde Hurters. Man kann ihn geradezu als den geistigen Vater der katholischen Partei in Baden bezeichnen.

[2] Man beachte die Klarsichtigkeit Hurters. Genau 10 Jahre später kam es zur blutigen badischen Revolution unter Teilnahme von links gerichteten Geistlichen (Dom. Kuenzer und andere).

wendung derselben es gelungen ist, wenigstens eine leidliche Befreiung, zum mindesten Herstellung der wesentlichen Rechte zu erwirken. Erst dann können Sie nach unten den Blick mit Sicherheit, mit Zuversicht des Erfolges die Wirksamkeit richten [1].

Sie sagen selbst: «Sie seien an Händen und Füßen gefesselt, beinahe ohne alle Strafgewalt» [2]. Mithin können Sie, ohne daß die wesentlichen bischöflichen Rechte Ihnen wieder zurückgegeben werden, die gleichsam unter Ihren Augen voranschreitende Auflösung, die in frechem Übermut immer lauter werdenden ochlokratischen Tendenzen so vieler sich losbindender Cleriker, so manchen Skandal, der Ihnen nicht unbekannt sein kann, wohl bejammern, aber nicht hemmen. Wie not es täte, daß endlich die Zügel straffer angezogen würden, das ist Ihnen gewiß noch klarer als mir. Erst wenn es Ihrem so reinen Willen, Ihrem so regen Eifer um das Wohl und die Würde der Kirche (die ich mir getrennt nicht denken kann) [3], Ihrer vor keinen Schwierigkeiten zurückbebenden Ausdauer gelungen ist, dem einen Teil des göttlichen Auftrages: Ecce constitui te super gentes et super regna, ut evellas et destruas et disperdas et dissipes, Genüge zu tun, erst dann können Sie auch mit Hoffnung des Erfolges auf den andern Teil desselben Bedacht nehmen: Ut aedifices et plantes. Dei enim sumus adjutores, Dei agricultura estis, sagt der hl. Apostel. Aber sie haben den Boden, der Ihnen zur Wartung und zum Anbau übergeben ist, mit Steinen überführt, sie haben allerlei Grund und Gries darauf aufgeworfen. Dazwischen nun schießen Nesseln auf und verbreitet sich Dorngebüsch und wuchert anderes häßliches Unkraut und schleicht giftiges Gewürm zwischendurch. Und es war doch sonst ein guter, fruchtbarer, schöne Saaten treibender Boden. Er kann es wieder werden. Aber das Räumen, das Wegschaffen, das Jäten muß vorangehen. Und dieses erfordert Zeit, erfordert Mühe. Aber auch welche innere Befriedigung, wenn es nur einigermaßen gelingt, wenn nach vollbrachtem Tagewerk gesagt werden kann: Vinea facta est, et saepivit eam et lapides elegit ex illa, et plantavit vineam electam.

Euer erzbisch. Gnaden werden wohl sagen, es sei kühn von mir, daß ich mir es herausnehme, Hochdenselben dies alles so auseinander zu setzen. Sie haben Recht. Aber doch dürfte in meiner aufrichtigen Teilnahme an den Begegnissen der katholischen Kirche, in meinem tiefen Gefühl für unverkümmerte Erhaltung eines jeden Rechts, in meinem reinen, durch keinerlei Nebenabsichten getrübten Willen, vielleicht in meiner Erfahrung, wohin eine gänzliche Zerstörung des kirchlichen Baues zuletzt führen könne, am gewissesten in meiner aufrichtigen Ehrerbietung gegen Ihre Person, einige Rechtfertigung liegen. Ihr wiederholt gegen mich bescheintes Wohlwollen ist mir Bürge, daß Sie meine offene Frei-

[1] Erzb. Demeter hat sich nie zu einer kräftigen Haltung gegen die staatskirchliche Regierung aufraffen können. Er stand in Rom deswegen nicht in gutem Ruf.

[2] Schreiben Demeters an Hurter vom 21. 5. 1839.

[3] Man beachte diesen Satz, 5 Jahre vor seiner Konversion.

mütigkeit mir nicht übel aufnehmen werden. Erlaubten es meine Geschäfte (die mir nicht einmal diesen Brief in einem Zuge zu vollenden gestatteten), von Ihrer so freundlichen Einladung Gebrauch zu machen, so würde ich es mir doch nicht haben versagen können, eben diese Gegenstände, über welche ich nun schriftlich meine Gedanken hingeworfen habe, mündlich zur Sprache zu bringen. Dann freilich hätte gegenseitig alles besser können erörtert werden, während ich hier bloß meine Ansichten von meinem Standpunkte aus anzudeuten vermochte ».

Basel. *Dr. Ferdinand Strobel.*

# Thaddäus Müller und die schweizerischen Klöster 1802

Thaddäus Müller [1], der seit 1796 als Stadtpfarrer von Luzern wirkte, war ein feuriger Parteigänger der Helvetik. Bald stand er an der Spitze der aufgeklärten Geistlichkeit der Innerschweiz. Die helvetische Regierung erkannte im begabten und ehrgeizigen Leutpriester ein wertvolles Werkzeug zur Durchführung der neuen Ideen. Auf Vorschlag des Ministers Stapfer wurde Thaddäus Müller bereits 1798 vom Fürstbischof von Konstanz zum bischöflichen Kommissar für Luzern ernannt. Das Kommissariat Luzern umfaßte ursprünglich die Stadt Luzern mit den ihr untergebenen Gebieten und Landschaften, sowie die Freien Ämter und Unterwalden [2]. Als nach dem Untergang der alten Eidgenossenschaft die Kantone neu abgegrenzt wurden, mußten auch die Grenzen des luzernischen

[1] *Thaddäus Müller* (1763-1826) stammte aus Weggis, verlebte jedoch seine ganze Jugendzeit in Luzern. Er besuchte die Stiftsschule und das Gymnasium seiner Geburtsstadt. Während der theologischen Studien betätigte er sich als Privatlehrer des spätern liberalen Schultheißen Xaver Keller. Nach der Priesterweihe 1786 war er zuerst Pfarrhelfer bei Leutpriester Alois Keller († 1796). Dann wirkte er von 1789-96 als Lehrer am Gymnasium, bis er nach Stadtpfarrer Kellers Tode zu dessen Nachfolger gewählt wurde. Die Hauptwirksamkeit Müllers fällt in die Zeit der Mediation, wo er als Berater der Luzerner Regierung in kirchenpolitischen Fragen einen großen Einfluß ausübte. Bis heute fehlt uns eine zusammenfassende Biographie des freigeistigen Luzerner Stadtpfarrers und bischöflichen Kommissars. Die Beschaffung des Quellenmaterials dazu ist freilich schwierig, da das Kommissariatsarchiv im Hof zu Luzern nur dürftige Akten aus der Zeit des Thaddäus Müller enthält. Wahrscheinlich befinden sich noch Akten in andern Archiven oder in Privatbesitz, wenn sie überhaupt noch vorhanden sind. Von besonderm Interesse sind vor allem Briefe an und von Thaddäus Müller, die noch da und dort verstreut sich finden dürften. Da der Verfasser an einer eingehenden Darstellung des aufgeklärten Stadtpfarrers von Luzern und Gesinnungsfreundes Wessenbergs arbeitet, ist er für jeden sachdienlichen Hinweis dankbar.

[2] *Alois Henggeler*, Die Wiedereinführung des kanonischen Rechtes in Luzern zur Zeit der Gegenreformation. Das Kommissariat Luzern von 1605-1798. Luzern 1909, S. 29.

Kommissariats verschoben werden. Doch scheinen diese damals nicht genau fixiert worden zu sein [1].

Obschon Rom die Ernennung des Luzerner Stadtpfarrers zum bischöflichen Kommissar nicht anerkannte, führte Thaddäus Müller sein Amt bis zur Abtrennung der schweizerischen Quart vom Bistum Konstanz (1814) weiter. Er war ein begeisterter Anhänger und persönlicher Freund des Konstanzer Generalvikars Ignaz Heinrich von Wessenberg. Wußten sich auch die beiden geistesverwandten Männer in den meisten Forderungen ihrer Kirchenreformen einig, so ging doch Thaddäus Müller in seiner radikalen Klosterfeindlichkeit bedeutend weiter als Wessenberg [2]. Während dieser die Orden für das Erziehungs- und Schulwesen nützlich machen wollte und sich deswegen energisch für die Rettung der schweizerischen Klöster einsetzte, die durch die Helvetik dem Untergange nahe waren, war und blieb Thaddäus Müller ein ausgesprochener Gegner der monastischen Institutionen.

Ein interessantes Licht auf die klosterfeindliche Haltung des Luzerner Kommissars werfen zwei Briefe, die Thaddäus Müller 1802 an seinen Freund, den Zürcher Geschichtsforscher und Staatsmann Johann Heinrich Füssli [3] schrieb. Sie befinden sich neben 24 weitern Briefen aus der Feder des gleichen Verfassers an Obmann Füssli in der Zentralbibliothek in Zürich [4]. Wir geben sie im folgenden in ungekürztem Wortlaut wieder.

Luzern, d. 18. Maj. 1802.

Mein verehrtester Herr Regierungsrath u. geschätztester Freund!

Ich will mir alle Mühe geben, den geheimen Machinationen der Mönche in den Gegenden des Cantons Linth, Schwyz und Unterwalden usw., nachzuforschen. Heut schreibe ich in dieser Sache meinem Freunde, Decan Bossard [5] in Zug, der jenen Gegenden etwas näher ist als ich. Im Canton Luzern haben die Intriguanten vermuthlich wenige Correspondenten, obwohl auch bey uns einige bedeutende Häupter der Obscuranten und eben deswegen große Begünstiger der Factiösen und der Feinde der itzigen Regierung sind. Hätte ich die Bemühungen des Predigers [6] (nicht

[1] Das erste Zirkular Thaddäus Müllers vom 31. März 1799 ist «an die Bürger Pfarrer seines Kommissariatsbezirks in den Kantonen *Luzern*, *Waldstätten und Baden*» gerichtet.

[2] Den Nachweis gedenke ich an anderer Stelle zu führen.

[3] Über *Johann Heinrich Füssli*, den sog. Obmann Füssli, (1745-1832) siehe Historisch-Biographisches Lexikon der Schweiz III, 357, wo die wichtigsten biographischen Angaben nebst der Literatur angeführt sind.

[4] Zentralbibliothek Zürich Ms. M. 1. 227. Die 26 Briefe Thaddäus Müllers u. 3 Beilagen an Obmann Füssli stammen aus den Jahren 1783-1813. Für das freundliche Entgegenkommen der Zürcher Bibliothekbeamten spreche ich auch an dieser Stelle meinen besten Dank aus.

[5] Johann Konrad Bossart, Stadtpfarrer von Zug (1791-1830) und Dekan des Zugerkapitels.

[6] Gemeint ist P. *Joachim Stockmann* O. M. Cap., der von 1790-1806 als Prediger in Schwyz wirkte. Geboren und getauft in seiner Heimatgemeinde Sarnen 1763 auf die Namen Franz Josef, war er 1763 in Zug in den Kapuziner-

Priors) in Schwyz bey den Capucinern früher gekannt, so hätte ich der Regierung den Rath gegeben, bey dem soeben in Luzern anwesenden Capitul der Capuciner [1] auf die Mutation dieses Manns in eine Gegend, wo er nicht so leicht politische Verbindungen unterhalten kann, zu dringen. Doch dieses könnte auch itzt noch geschehen. Der um seine Existenz besorgte Capucinerorden würde gewiß der Regierung willfahren, wenn dem Provincial nun der Wink zugieng, den Prediger zu Schwyz zu mutiren. Es wäre dann aber nöthig, daß er von den kleinen Cantonen weit entfernt und etwa nach *Olten* oder *Dornach* oder anderstwo, wo er zugleich beobachtet werden könnte, gesetzt würde. Indessen haben die Capuciner so geheime Wege und überall ihre eigenen Bothen und Briefeträger, daß schwerlich alle Communication mit Leuten, deren Interesse sie besorgen, ihnen abzuschneiden ist.

Der Vorschlag, andere Geistliche nach Einsiedeln durch die geistl. Behörde setzen zu lassen, um dem Unwesen, welches die Gegenwärtigen treiben, die Wage zu halten, ist unausführbar, solang nur ein einziger Mönch dort wohnet [2]. Denn das Einsiedlervolk hängt so sehr an diesen Mönchen, und diese würden soviele Mittel zur Verlästerung anderer gebrauchen, daß brave Weltgeistl., unerachtet der größten Moderation ihres Benehmens, das Zutrauen weder der Einsiedler noch der fremden Wallfahrtenden erhalten und ein Opfer ihrer Anstrengungen und des Verdrusses werden würden. Der Bischof wird hierinn wenig thun können und wollen, als den Einsiedlermönchen schriftliche Vorstellungen machen, denn durch die verderbliche Exemtion sind sie in den Stand gesezt, des Bischofen ungestraft spotten zu können.

Übrigens glaube ich ohne allen Zweifel, daß die Bemühungen der Einsiedler nur auf Zerstörung alles Guten gehen. Die Regierung hat auf Verwenden des braven Pfarrers Meinrad Ochsner [3], Capuciners, eine neue

orden eingetreten und hielt sich nachher in Arth, Frauenfeld, Baden, Sursee und Andermatt auf, bis er 1790 nach Schwyz kam. Dort war er gleichzeitig Lektor (1790-96) und später Vikar (1804-06). 1806 wurde er als Vikar nach Altdorf versetzt. Im gleichen Jahre ließ er sich säkularisieren und kam als Pfarrer nach Wohlenschwil (Kt. Aargau). P. Joachim Stockmann war ein begeisterter Freund der Helvetik, deren Ideen ihn für die Säkularisation reif machten. Freundl. Mitteilung von H. H. P. Beda O. M. Cap., Provinzialarchivar in Luzern.

Pfarrer Stockmann bewies jedoch im sog. Wohlenwiler Handel eine mutige Haltung, als er sich weigerte, ohne kirchliche Dispens die Ehe zweier Geschwisterkinder einzusegnen. Die radikale Aargauer Regierung erklärte ihn deshalb am 23. Februar 1832 für abgesetzt und ließ die Pfründe durch einen Staatsgeistlichen besetzen. Stockmann nahm später die Kaplanei in Frick an, wo er 1834 in größter Armut starb.

[1] Das Kapitel fand auf dem Wesemlin zu Luzern vom 14.-17. Mai 1802 statt. Freundl. Mitteilung von H. H. P. Beda, Provinzialarchivar.

[2] Die Leiden und Drangsale der Abtei Einsiedeln zur Zeit der Helvetik hat mit ausführlicher Quellenangabe dargestellt: P. *Rudolf Henggeler*, Das Stift Einsiedeln und die Französische Revolution. Einsiedeln 1924.

[3] P. *Meinrad Ochsner*, O. M. Cap., von Einsiedeln, getauft am 11. Juni 1764 auf den Namen Josef Benedikt, in Altdorf 1780 in den Kapuzinerorden einge-

Pfarrei in *Euthal* [1], einer wilden Gegend, zwey Stunden von Einsiedeln, aufgerichtet, und der Bischof hat sie bestätigt. Nun arbeiten die Mönche daran, diese Pfarrei zu zerstören und verfolgen den braven Pfarrer *Augustin Eberle* [2] grausam. Ich werde mich, obwohl Einsiedeln nicht in meinem Commissariatsbezirk liegt, in dieser Sache an den Bischof wenden. Auch die von Pf. Ochsner gut organisirten Schulen haben die Mönche beynahe wieder zertrümmert, wenigstens alles, was gut daran war, abgeändert.

Es ist kein anders Mittel, wenn die Republik bestehen und unser Volk einen Caracter erhalten soll, als die Klöster nicht mehr aufkommen zu lassen. Sie hindern dermalen Frieden und Zufriedenheit im Politischen und Religiösen mehr, als alle weltlichen Partheimänner. *Muri* wirkt mit seinem unerschöpflichen Geld, Einsiedeln mit der Wallfahrt; der stolze Prälat zu *St. Urban* [3] möchte gern blendende Institute errichten, um die Mönchsherrschaft zu befestigen. Dies alles im Vertrauen an Sie. — Herr von Wessenberg ist nur zu schonend und glaubt, daß die Mönche nützlich seyn werden zum Heil der Kirche und des Vaterlands. Nein, sie werden nur verderblich seyn und zu keiner guten Sache aufrichtig Hand bieten. Stecke man sie zusammen, brauche man einzelne gute Individuen für Seelsorge und zu Lehrerstellen und fundire man aus ihren Gütern das künftige Wohl des katholischen Helvetiens. Vor allem dulde man die Exemtion von der Jurisdiction der Bischöfe nicht, damit sie nicht Milizen des Pabstes bleiben. Dieser Artikel ist einer der dringendsten in einem für uns nöthigen Concordat mit dem Pabste. Lasse man doch keinen Nuntius in Helvetien andrest als nach den Schranken eines weisen und muthvollen Concordats wirken.

Der Erziehungsrath von Luzern hat Ihnen den Vorschlag eines Schullehrerseminars eingeschickt. Ich bearbeite wirklich den Plan dazu, und wir werden uns dann Ihre Genehmigung ausbitten, damit uns der Prälat — dem gar nicht zu trauen ist — nicht unsre Absichten vereitle und die Gegenwart der Candidaten in S. Urban dazu benütze, ihre Köpfe zu verstimmen.

treten, wirkte in Arth (Katechet), Baden, Luzern (Lektor 1791-97), Wil (Vikar), Baden (Prediger), 1799-1801 Pfarrer in Einsiedeln, Bremgarten (1801-02), Frauenfeld (1802-03), Bremgarten (1803), von Regierungsmännern der Helvetik berufen. 1803 saecularisatus. Seit 1803 wirkte Ochsner als Vikar in Häggenschwil (St. Gallen), seit 1806 als Pfarrer in Bütschwil und seit 1818 als Pfarrer in Henau. 1821 wurde er Dekan des Kapitels Untertoggenburg. † 18. Januar 1836 in Henau (St. Gallen). Freundl. Mitteilung von H. H. P. Beda O. M. Cap., Provinzialarchivar.

[1] Die Pfarrei Euthal war 1800 auf Betreiben P. Martin Ochsners von Einsiedeln abgetrennt worden. Das Direktorium erließ genaue Bestimmungen über die Grenzen beider Pfarreien, die Anzahl der Geistlichen, deren Wahl usw. *Henggeler*, a. a. O., S. 100.

[2] Augustin Eberle war am 11. Dez. 1800 zum Pfarrer von Euthal ernannt worden. Vorher hatte er als Pfarrvikar von Sarmenstorf (Aargau) und Pfarrer in Aesch (Luzern) gewirkt. Die Bestätigung durch das bischöfl. Ordinariat Konstanz erfolgte am 30. Januar 1801. Ebda.

[3] Karl Ambros Glutz, Abt der Zisterzienserabtei St. Urban 1792-1813.

Mögen bald von Bern in Rücksicht auf unsre Unabhängigkeit und freye Verfassung beruhigende Nachrichten anlangen ! Ich bleibe mit aufrichtiger Verehrung und Freundschaft

Ihr ergebenster Thadd. Müller.

Luzern, d. 22. Juni 1802.

Verehrtester Freund !

Erlauben Sie mir die vertrauliche Anfrage, warum der Erziehungsrath von Luzern auf seinen, vor langer Zeit eingeschickten Brief, betreffend die Erneuerung des Schullehrerseminars in S. Urban [1], von dem Departement des Innren niemals eine Antwort bekommen. Die Zeit geht vorbei, und es wird nichts gethan. Mag etwa der Herr Prälat Glutz (was ich doch nicht glauben will), da er mit größern Ideen schwanger geht, der guten Sache in den Weg getreten seyn ? Ich bitte Sie, mir mit ein paar Zeilen zu sagen, was diese Verzögerung veranlasset.

Es hat mich sehr gefreut, daß der kleine Rath den würdigen Geistlichen unsers Cantons einen Beweis seiner Zufriedenheit und Achtung gegeben. Allein, es sind leider nicht die Seelsorger, sondern meistens die Mönche, die Chorherren und Kapläne auf Stiftern, welche durch heimliche Einlisplungen die Constitution und alles Gute gefährden. Es läßt sich nicht beschreiben, was für abscheuliche und vernunftlose Sachen solche Herren ausgebrütet haben und täglich ausbrüten, um die Zustimmung und Zufriedenheit des Volkes zu hindern. Es ist vor allem nöthig, wenn's in Zukunft besser gehen soll, daß alle Exemtionen aufgehoben und Stifter und Klöster (wenn sie fortdauern) unter des Bischofs Aufsicht gesezt werden ; ferner daß alle Geistlichen durch thätiges Leben im Lehramt an den Bischofen näher gebunden und der geistliche Müßiggang gänzlich vertilgt werde ; ferner daß keine Schule, kein Institut der Bildung und Erziehung unmittelbar oder mittelbar dem Mönchseinflusse überlassen werde. Möge man nur stark und fest seyn und sich nicht fürchten ! Es müssen bessre Einrichtungen eilends getroffen werden, sonst ist das Vaterland verloren. Ich habe die Ehre mit ausgezeichneter Hochachtung und Freundschaft zu verbleiben

Ihr ergebenster

Thaddäus Müller.

N. S. Unser Erziehungsrath kann nichts mehr wirken. Der Präsident [2] (ein Mitglied der durch den Octobersenat eingesezten, neuen Verwaltungskammer und ein allbekannter Feind des Lichts) haltet monatelang keine Sitzung, schenkt niemand Offenheit und Zutrauen, haßt leidenschaftlich die Mitglieder des Erz.-Raths und verdächtigt sie, be-

[1] Das Institut für Landschullehrer in St. Urban dauerte von 1781-85 und 1799-1805.

[2] Johann Jakob Widmer, seit 1798 Mitglied der Verwaltungskammer und 1802 der Regierungskommission. Er trat 1813 literarisch hervor als Gegner des Aufklärungstheologen Thaddäus Dereser, eines weitern Gesinnungsfreundes Wessenbergs und Müllers.

leidigt die Inspectoren und wünscht, daß das Gute, was noch da ist, zugrund gehe. Wenns noch länger so dauern sollte, so würde ich meine Entlassung suchen, um nicht länger eine Verantwortlichkeit zu haben, wo einem die Hände gebunden sind.

Einsiedeln und die Capuciner haben die Verfassung verwerfen gemacht. Es ist ihnen aber, so schlau und verkehrt sind sie, nicht auf die Spur zu kommen.

Luzern. *Johann Baptist Villiger.*

## Wann wurde die erste Einsiedler Klosterkirche eingeweiht?

Durch die Arbeit von Huggler und J. Gantner (Huggler M., Die romanische Kirche von Einsiedeln. Anzeiger für Schweiz. Altertumskunde. 1934 XXXVI, S. 180-197. — Gantner J., Beiträge zur Schweiz. Architektur des frühen Mittelalters. III. Die historische Stellung des «Einsiedler Schemas». Anzeiger für Schweiz. Altertumskunde. 1936 XXXVIII, S. 99 ff.) ist das Interesse an der alten Klosteranlage von Einsiedeln und der ersten Kirchenbaute daselbst neu in den Vordergrund gerückt worden. Damit hängt auch die Frage der Einweihung der ersten Kirche aufs engste zusammen. (Mit ihr steht übrigens wiederum die in diesem Hefte behandelte Engelweihlegende in Verbindung. Dom Germain Morin kommt zu ganz ähnlichen Resultaten, wie wir sie in einer eben im Druck befindlichen Arbeit niedergelegt haben.) Bisher stützte man sich ohne weiteres auf die erste und einzige Nachricht, die wir darüber haben, nämlich auf jenen Eintrag in den Annales Eremi (Handschrift 356 der Einsiedler Manuscriptensammlung, aus dem Ende des 10. oder Anfang des 11. Jahrhunderts; herausgegeben in Mon. Germ. Scriptores III, S. 137 ff.), der zum Jahre 948 besagt: Dedicatio huius ecclesiae. Uns will aber scheinen, daß dieses Jahr nicht stimmen kann. Und zwar aus folgendem Grunde. Wir haben in der ältesten Kaiserurkunde, die das Stiftsarchiv aufbewahrt, jenem Diplom Otto I. vom 27. Oktober 947 den Vermerk: «ubi Dominus Eberhardus Heremita Ecclesiam in honore Sanctae Mariae et Sancti Mauritii caeterorumque Sanctorum Dei ... a fundamentis aedificavit». Daraus geht doch deutlich hervor, daß die Kirche bereits erbaut und jedenfalls auch geweiht war, denn sonst würde der Aussteller nicht auch die Patrone genannt haben. Die Kirche muß also vor dem 27. Oktober 947 geweiht worden sein. Wir glauben indessen, daß es bei der Angabe der Annales Heremi sich nicht um eine allzu große Differenz handeln kann und daß man höchstens auf das Jahr 946 zurückzugehen braucht. In den gleichen Annalen wird nämlich der Todestag des hl. Meinrad (in Anlehnung an die älteste Vita des Heiligen) auf das Jahr 863 angesetzt. Nun aber hat sich ergeben, daß das Todesjahr auf das Jahr 861 fällt, denn die älteste Vita berichtet, daß es mit dem 28. Regierungsjahr Ludwig des Deutschen zusammenfalle. Das 28. Regie-

rungsjahr ist aber das Jahr 861. Wenn wir die hier sich ergebende Differenz von zwei Jahren auf unsern Fall übertragen würden, kämen wir auf das Jahr 946, was sich weit eher mit dem Diplom Otto I. vereinbaren ließe.

Eine andere Frage betrifft den Tag der Kirchweihe. Die alten Kalendarien, die sich in den verschiedenen Einsiedlerhandschriften erhalten haben (Martyrologium Mscr. 116, Ende 11. Jahrh. mit Einschiebsel aus dem 14. Jahrh.; Martyrologium Mscr. 117, Ende 12. Jahrh.; Brevier Mscr. 83 aus dem 12. Jahrh.; Brevier Mscr. 87 aus dem 15. Jahrh.; Lectionar Mscr. 8 aus dem 12. Jahrh. mit Kalendarium aus dem 15. Jahrh.; Diurnale Mscr. 91 aus dem 15. Jahrh.; Missale im St. Paul in Kärnten aus dem Anfang des 11. Jahrh.; Missale Mscr. 107 aus dem 15. Jahrh. und Missale 113 aus dem 12. Jahrh.) geben alle übereinstimmend den 13. Oktober als Weihetag an. Die Frage ist nun allerdings, ob schon die erste Kirche an diesem Tage eingeweiht wurde, denn sicher bezeugt ist der 13. Oktober als Tag der Kirchweihe nur für den Kirchenbau, der am 13. Oktober 1039 seine Weihe empfing. Die Annales Einsiedlenses (Mscr. 319 aus dem 11./12. Jahrh.), gedruckt in Mon. Germ. Scriptores III, S. 146) sagen ausdrücklich: 1039. Dedicatio huius aecclesiae 3. Id. Octobris. Der gleiche Eintrag findet sich auch in der heute in Karlsruhe, ehemals aber in Einsiedeln, befindlichen Handschrift des Chronicon Hermann des Lahmen: 1039. Aecclesia cellae sancti Meginradi 3. Idus Octobris dedicatur (Mon. Germ. Script. V, S. 70, Anm. 66). Auf jeden Fall hat sich kein Zeugnis für den Einweihungstag der ersten Kirche erhalten; es müßte denn sein, daß er mit jenem der Kirche von 1039 zusammenfiele. Man könnte einwenden, daß der Einweihungstag der ersten Kirche mit jenem der Gnadenkapelle zusammenfalle (Engelweihe!). Aber abgesehen von einer interpolierten Stelle in der oben erwähnten Handschrift Hermann d. Lahmen, die möglicherweise noch dem 12. Jahrh. angehören könnte (948 Capella coenobio sancti Meginradi coelitus consecrata est 18. Kal. Oct.) haben wir erst aus dem 13./14. Jahrh. ein Zeugnis für die Weihe der Salvatorkapelle (Martyrologium Mscr. 117; 14. Sept. Dedicatio capellae s. Salvatoris), die in den Kalendarien des 15. Jahrh. als Marienkapelle mit dem gleichen Weihetag erscheint. Beide Weihetage, der der Kirche und der der Kapelle werden immer scharf auseinandergehalten. Es läßt sich somit über den Weihetag der ersten Kirche nichts bestimmtes sagen, während wir als Weihejahr wahrscheinlich das Jahr 946, spätestens 947 annehmen dürfen.

*P. Rudolf Henggeler.*

# COMPTES RENDUS

**R. Paquier, Le Pays de Vaud, des origines à la conquête bernoise.** Introduction de C. F. Ramuz. Bois de Marc Gonthier. Librairie F. Rouge et C^ie^, S. A., Lausanne 1943. 2 vol., 280 et 284 pages.

Si l'on reprochait à M. Paquier de n'avoir pas résolu, dans ce bel ouvrage, des problèmes restés avant lui sans solution, et de n'avoir pas utilisé des sources nouvelles, il répondrait probablement que son propos n'était pas précisément de trouver du neuf, mais plutôt de recueillir avec diligence tous les matériaux qui se présentaient à lui, pour faire une histoire aussi complète que possible du pays de Vaud avant la Réforme. C'est, du moins, ce qu'il a fait. Nous avons, de la sorte, un travail d'ensemble sur notre pays sous la domination savoyarde, compilé avec amour, rédigé clairement et qui suscite un grand intérêt. Nous disons bien : sous la domination savoyarde. Car c'est visiblement la période savoyarde qui passionne l'auteur ; peut-être même Pierre II, le petit Charlemagne, a-t-il une place de prédilection dans son cœur. Les pages consacrées aux époques préhistorique, romaine, mérovingienne et carolingienne, qui nous ont beaucoup plu, forment en somme comme l'entrée en matière de l'ouvrage principal.

Nous ne nous arrêterons pas à discuter certains détails qui n'en valent vraiment guère la peine. Par exemple, nous ne pensons pas que des noms comme Marterey supposent nécessairement l'existence de martyrs proprement dits : ils désignent simplement chez nous d'anciens cimetières abandonnés ; nous ne croyons pas que l'Evêque de la *Civitas Aventica* ou de l'*Ecclesia Aventica* ait nécessairement résidé, même de façon temporaire, dans la ville d'Avenches ; nous voudrions qu'on laissât résolument de côté l'évêché de Nyon, sans concéder qu'il y en eut peut-être un : nous sommes au contraire certain qu'il n'y en eut point.

Nous avons beaucoup aimé le tableau que M. Paquier fait de la vie vaudoise au moyen âge, et de l'activité qui s'y développe autour de la cathédrale de Lausanne, vrai centre religieux et intellectuel du pays. Nous lui sommes reconnaissant de ses patientes recherches et surtout de l'effort accompli par lui pour donner une idée vraiment impartiale de cette époque, si souvent mal jugée par d'autres, sous l'influence de sentiments où la vérité historique n'a pas grand'chose à voir. Le consciencieux historien qu'est M. Paquier a le mérite d'avoir compris ce que fut le passé de notre patrie vaudoise, de l'avoir scruté, comme on étudie quelque chose qu'on respecte et qu'on aime, et d'en avoir fait une description dans laquelle, avec la préoccupation nécessaire de chercher toujours la vérité, se fait sentir pourtant un véritable amour.

Dans l'introduction qu'il a faite à cet ouvrage, M. Ramuz note que l'auteur écrit son livre « avec amitié » et il souhaite que ceux qui le

liront lui rendent cette sympathie. Nous voudrions que M. Paquier trouvât dans notre bref compte rendu comme un cordial remerciement du successeur de ces évêques de Lausanne dont il vient d'écrire l'histoire avec tant de complaisance et tant de soin.

*M. Besson.*

**Fritz Blanke: Der junge Bullinger.** Zürich, Zwingli-Verlag 1942. 179 S. Mit Bilderbeilage von Leo Weisz. Fr. 4.40.

Wie man weiß, fehlt uns eine befriedigende Bullinger-Biographie. Das ist nicht verwunderlich angesichts der gewaltigen Stoffmasse, die ein Darsteller zu bewältigen hätte, wenn er die ungewöhnliche Persönlichkeit in ihrer Bedeutung für den gesamten Protestantismus würdigen möchte. Auch sind hiefür die Quellen nur teilweise eröffnet. Endlich ist das Bild des Geschichtschreibers Bullinger noch keineswegs geklärt. So blieb die Biographie von Carl Pestalozzi, trotz ihrer Mängel, immer noch unentbehrlich, obwohl sie bereits 1858 erschienen ist.

Der Zürcher Kirchenhistoriker Fritz Blanke unternimmt es nun, in seinem vorliegenden Buch eine neue Biographie des jungen Bullinger zu entwerfen, d. h. er schildert das Leben Bullingers bis zu jenem entscheidenden Augenblick, da Bullinger als Nachfolger Zwinglis die Führung der Zürcher Kirche und damit auch sehr bald der protestantischen Kirche der deutschen Schweiz übernimmt. Man muß sich dabei vergegenwärtigen, daß Bullinger 1531 bloß 27jährig war und über vier Dezennien lang seine maßgebende Stellung in Zürich innehatte. Die Beschränkung auf die Frühzeit Bullingers ist daher sachlich durchaus gegeben.

Blanke versteht es, leicht faßlich und anschaulich zu schreiben, ohne der Oberflächlichkeit zu verfallen. Er ist bestrebt, sich in historische Gegebenheiten nicht bloß weitgehend einzufühlen, sondern auch in rühmenswerter Weise sein Urteil wohl abzuwägen und gerecht zu sein. Das kleine Buch besticht denn auch durch seine vornehme innere Haltung.

In methodisch-sachlicher Hinsicht muß allerdings betont werden, daß bei allen autobiographischen Aufzeichnungen, so auch bei jenen Bullingers, sich zwangsläufig die Frage nach ihrer Glaubwürdigkeit erhebt. Diese Frage stellt sich natürlich nicht im Sinn unbedingter Bejahung oder Verneinung; wohl aber im Hinblick auf die psychologischen Voraussetzungen, welche Erinnerungen aus der Jugendzeit anhaften, vor allem den Erinnerungen an innere Wandlungen. Eine differenzierte Kritik ist natürlich schwer.

Die Schilderung der Jugendzeit Bullingers bis zu seinem Hochschulstudium bildet ein überaus reizvolles Kapitel des Buches und darf als besonders wohlgelungen gelten, während das Kapitel über Verlobung und Hochzeit, trotz mancher hübscher Züge, uns eher zu breit geraten erscheint.

Zum einzelnen seien uns die folgenden Bemerkungen gestattet. Das Studium des Vaters in Leipzig hätte erwähnt werden dürfen, wie auch für den Matrikeleintrag besser zu verweisen gewesen wäre auf die Matri-

kelausgabe von Herm. Keussen, II (1919), S. 808 für Joh. Bullinger. 814 für Heinrich, woselbst die Angaben betreffend die Gradexamen sich genau verzeichnet finden, während C. Müller sie unvollständig bietet. Nicht ganz zutreffend erscheint uns die Motivierung des Mißlingens der Reformen Bischof Hugos, da die kirchliche Praxis selbst dem Konkubinat doch erheblichen Vorschub leistete (8-10). Mit Recht unterzieht dagegen Blanke, 16 f., 29 f., mehrfache Urteile Pestalozzis einer Revision. In der Bewertung des mittelalterlichen Schulwesens bewährt sich der Gerechtigkeitssinn Bs. gut. Die Rückkehr Bullingers nach Bremgarten wird eher zuviel dramatisiert. Ähnliches gilt u. E. in erhöhtem Maß von der Berufungsgeschichte Bullingers als Schulmeister nach Kappel (55 ff.). Wir glauben, trotz Bullingers eigener Darstellung, nicht daran, daß er vor der absoluten Wahl Mönch zu werden gestanden hatte. Der noch nicht 19jährige war ja dem Weihealter gar nicht so nahe. Da liegt die andere Deutung viel näher, daß der ältere Bullinger in seiner Reformationsgeschichte von vornherein vom Bestreben geleitet war, frühere Bindungen an die katholische Welt wegzudenken oder dann mindestens entsprechend zu rechtfertigen. Das geht u. E. auch gerade aus der Betonung, daß er der Messe nie beigewohnt hätte, ganz klar hervor. Man muß dabei bedenken, daß die Gegner jedenfalls mit Vorliebe sich auf den «Bruch in der Gesinnung» der Reformatoren beriefen, um ihr widerspruchsvolles Verhalten in ihrem Leben darzutun. Dem galt es eben die Konsequenz der Haltung entgegenzustellen. Schwer zu entscheiden bleibt die Frage nach dem theologischen Studium der Mönche in Kappel. Angesichts der notorischen Schwierigkeit quellenmäßiger Nachweise gerade in solchen Fragen wird man nicht leicht zu einer gültigen Entscheidung kommen. Sicher aber ist, daß bei aller Kritik, die man gegenüber dem spätmittelalterlichen Bildungswesen in einigen Bereichen walten lassen wird, es ebenso berechtigt ist, den grundsätzlich anders motivierten Äußerungen der Reformatoren etwelche Skepsis entgegenzubringen. So scheint uns denn die Argumentation Bs. hinsichtlich der deutschen exegetischen Kurse Bullingers in Kappel nicht von durchschlagender Überzeugungskraft getragen, umso weniger als wir die angezogene Stelle aus Zwinglis Werke IV, 529 (S. 169, Anm. zu S. 69) keineswegs als völlig richtig gedeutet betrachten, zum mindesten nicht als eindeutig auffassen können.

Viel gesicherter erscheint uns dann freilich der Verlauf des späteren Lebens Bullingers, vor allem seine Tätigkeit als Prädikant in Bremgarten, das ja bekanntlich infolge des II. Kappeler Friedens rekatholisiert wurde. Die Friedensbestimmungen, die B. würdigt, stehen freilich nicht zuletzt auch im Zusammenhang mit der besonderen Rechtslage der gemeineidgenössischen Vogteien, aus denen die katholischen Orte vielfach mit Gewalt verdrängt worden waren, abgesehen von der besonderen strategischen Bedeutung der Freiämter. Wir wollen uns weiter nicht einlassen auf die Frage, ob nach Kappel der maßgebende Anteil an der Rettung der Zürcher Kirche Leo Jud oder Bullinger zukomme. Man wird immerhin auch bedenken müssen, daß Bullinger 27jährig, Leo Jud dagegen bereits 49jährig war. Jeder Biograph von Persönlichkeiten, die später zu

wirklicher Größe emporgestiegen sind, unterliegt der Gefahr, auch die Jugendzeit unter dem Eindruck dieser Entwicklung zu sehen. Dieser Gefahr scheint uns B. nicht immer entgangen zu sein. Aber jeder, der das Bedürfnis hat, den schön gestalteten Stoff tiefer zu überdenken und zu überprüfen, wird ja im gewissenhaften und sorgfältig gebotenen Quellennachweis den Weg zu seinem Ziele finden. Dafür wird man Blanke besonderen Dank wissen.

*Oskar Vasella.*

**Freiburger Urkundenbuch.** Bearbeitet von **Friedrich Hefele.** Bd. I. Freiburg i. Br. 1940. Bd. II. Lieferung 1, 1942. Kommissionsverlag der Fr. Wagner'schen Universitätsbuchhandlung.

Erheblich bevor die größern Nachbarstädte Basel, Bern, Zürich, Straßburg ihre Urkundenbücher schufen, hatte bereits 1828/29 Heinrich Schreiber sein zweibändiges « Urkundenbuch der Stadt Freiburg i. Br. » veröffentlicht, eine Arbeit, die für ihre Zeit eine sehr beachtliche Leistung darstellte. Später kamen weitere Urkundeneditionen hinzu, auch einzelne Untersuchungen, wie namentlich Hefeles ungemein wertvolle « Paläographischen und sphragistischen Untersuchungen über St. Trudperter Urkunden » (in Th. Mayers Beiträge zur Geschichte von St. Trudpert, Freiburg 1937). Wenige historische Gebiete haben nun freilich eine so starke Entwicklung durchgemacht wie die Urkundenedition. Es war daher längst notwendig, die Freiburger Urkunden, von denen übrigens nur ein Teil veröffentlicht war, nach den modernen diplomatischen Grundsätzen neu herauszugeben. Daß die Publikation so spät erfolgte, kommt ihr zu gut: sie steht nicht nur weit über dem Niveau der oben genannten schweizerischen und elsässischen Urkundenbücher, die ihrerseits nun schon wieder Jahrzehnte zurückliegen, sie ist geradezu eine der allerbesten und modernsten, die wir überhaupt kennen, mustergültig und vorbildlich für Editionen spätmittelalterlicher Urkunden überhaupt.

Der außerordentlich gewissenhafte und tüchtige Freiburger Stadtarchivar Fr. Hefele hat unter Verwertung vielfacher Vorarbeiten in langjähriger Arbeit dieses hervorragende Werk geschaffen. Der 1. Band umfaßt zwei Halbbände, deren erster den Text bringt: eine vorzügliche Einführung (I-XXXII), in der wir das Nähere über die Entstehung des Buches, die diplomatische, kanzleigeschichtliche, paläographische, sphragistische Auswertung des Stoffes nachlesen können. Es folgt dann der Abdruck der Urkunden (mit Registern 430 SS.). Der 2. Halbband vereinigt 14 Siegeltafeln mit insgesamt 120 Abbildungen und 86 Schrifttafeln mit über 200 Schriftproben. Die Lichtdrucke sind ausgezeichnet ausgefallen.

Dieser 1. Band vereinigt die auf die Stadt Freiburg und ihr Gebiet bezüglichen Urkunden von 972 bis 1283, insgesamt 368 Nummern. Die Edition ist, wie erwähnt, musterhaft. Wie üblich finden sich Kopfregesten, Angaben über die benützten Quellen mit genauer Festhaltung der Überlieferungsform, über die Literatur (Abdrucke, Erwähnungen, Abbildungen usw.). Zu jeder Nummer findet sich der unerläßliche, in vielen Urkunden-

büchern leider mangelhafte oder fehlende kritische Apparat (Lesarten, Korrekturen, Literaturhinweis, diplomatische, paläographische, sphragistische, chronologische Bemerkungen usw.). Vor allem ist der modernen wissenschaftlichen Forderung nach der kanzleigeschichtlichen Untersuchung und der Provenienz entsprochen, was das Buch so ungemein lehrreich macht. Durch die Beigabe der Siegeltafeln und besonders der Schriftabbildungen lassen sich die Untersuchungen Hefeles genau nachprüfen. Das Schriftmaterial ist darüber hinaus von größtem Wert für die Paläographie des 12. und 13. Jahrhunderts. In keiner modernen Tafelsammlung besitzen wir aus einem geschlossenen Gebiet eine auch nur annähernd so große Fülle von Schriftwiedergaben dieser Zeit.

Das grundlegende Werk Hefeles wird man in Zukunft bei der Anlage moderner Urkundenbücher in erster Linie berücksichtigen müssen, da es am weitgehendsten die Forderungen der heutigen Privaturkundendiplomatik erfüllt. Möge das bereits im 2. Band stehende Unternehmen trotz der Ungunst der Zeit zum guten Abschluß gebracht werden.

*A. Bruckner.*

**Perler Othmar : Sebastian Werro (1555-1614).** Beitrag zur Geschichte der katholischen Restauration zu Freiburg in der Schweiz. Freiburg, 1942. 169 SS. (*Freiburger Geschichtsblätter*, Band XXXV.)

M. Perler a eu la bonne fortune de mettre la main, à la bibliothèque du couvent des Pères Cordeliers à Fribourg, sur une importante liasse de travaux manuscrits de Sébastien Werro, et c'est ce qui l'a décidé à publier cette étude.

Dans une première partie, la plus courte, il retrace la vie de Werro, ajoutant aux faits déjà connus les précisions et compléments que permettent d'y apporter diverses publications parues au cours de ces dernières années : le 8e volume de la correspondance de saint Canisius, certaines lettres de Werro [1], les actes de la nonciature de Bonhomini et enfin les annotations marginales dont sont émaillés les travaux manuscrits dont il vient d'être question.

C'est à ces derniers que M. Perler consacre la deuxième partie, la plus importante et la plus neuve de son livre. Il y a groupé les ouvrages de Werro en huit chapitres : sa *Physique*, qui eut l'honneur de trois éditions anglaises ; le récit de son *Voyage en Terre Sainte*, dont M. Ed. Wymann a, dans différentes collections, publié déjà divers extraits ; sa *Chronique*, qui est, plus exactement, une sorte d'histoire de l'Eglise, dont le premier jet a précédé de plusieurs années les Annales de Baronius, conçues dans un esprit analogue ; le *Fragstück des Christlichen Glaubens*, adaptation du livre d'un Jésuite écossais : Jean Hay, ouvrage de polémique, qui souleva

[1] Nous avons donné, ici même, des extraits d'une vingtaine de ses lettres et nous saisissons l'occasion pour corriger la date de l'une d'elles : la lettre indiquée (*Revue* 1938, p. 265) comme étant du 16 février 1592 est en réalité du 16 février 1593.

en Suisse une assez violente campagne, dont M. Perler nous parle longuement, et suscita divers essais de réfutation ainsi qu'une réplique de Werro, trois fois remaniée, mais dont le gouvernement de Fribourg, par mesure de prudence, n'autorisa pas la publication. Viennent ensuite quelques biographies et brochures de dévotion, puis divers règlements et en particulier les *Constitutions synodales de 1599*. M. Perler nous présente enfin les écrits théologiques de Werro — demeurés ceux-là inédits — et notamment son *De vera religione*, ouvrage monumental, puisque, bien qu'il soit inachevé, il ne compte pas moins de 3000 pages environ. L'auteur nous entretient à ce sujet de la position adoptée par Werro dans le problème de la grâce : sans hésitation, il faut le classer parmi les tenants du Molinisme, ou, plus exactement, le mettre, vers la fin de sa vie, au nombre des adeptes du congruisme. Werro a laissé en outre des études de philosophie, d'exégèse et de mystique, en partie inédites, qui laissent soupçonner les voies extraordinaires auxquelles il s'est élevé vers la fin de sa vie.

M. Perler a brossé quelques bons tableaux des divers milieux dans lesquels a vécu Werro : l'université de Fribourg-en-Brisgau, où il commença ses études ; la Rome de 1590, où il les continua, après avoir donné sa démission de curé. Il fit, dans la Ville éternelle, la connaissance de Baronius, de Philippe Néri, alors très âgé ; il y a rencontré aussi Bellarmin. Il échangea, dans la suite, quelques lettres avec saint François de Sales, avec l'évêque de Bâle, Mgr Blarer de Wartensee. Il avait été, à Fribourg, l'ami intime de saint Canisius, ainsi que du nonce Bonhomini, qu'il accompagna à plusieurs reprises dans ses voyages, qu'il retrouva, en 1581, en Italie, et qui, à cette occasion, l'introduisit, à Milan, auprès de saint Charles Borromée, dont il fut l'hôte durant quelques jours. Werro a tracé, du cardinal, un précieux portrait que M. Perler a bien fait de reproduire in extenso (p. 82-4). Il avait obtenu, lors de son premier passage à Rome, à Mondragone, le 18 mai 1581, une audience de Grégoire XIII, au cours de laquelle il fit part au Souverain Pontife de ses vues sur la modification du calendrier, problème auquel celui-ci s'intéressait et qui devait aboutir, on le sait, deux ans plus tard, à la réforme qui porte son nom.

Le Werro qui se dégage du livre de M. Perler est celui que l'on connaissait déjà, mais avec des saillies de caractère que l'auteur, au terme d'une étude minutieuse, a cru devoir accentuer encore. Werro était un nerveux, et — son portrait reproduit en tête du volume, suffirait à le démontrer — un homme au caractère tenace. Il avait un tempérament fougueux, mais ses interventions, parfois assez vives, étaient suivies parfois de mouvements de dépression, voire même de découragement. Avec beaucoup de raison, M. Perler souligne qu'il ne faudrait pas attribuer aux divergences d'ordre politique, avec lesquelles elles sont mises en relation dans les documents de l'époque, la démission de Werro comme curé en 1590, puis comme prévôt en 1601 : ces incidents, de nature au fond analogue, dont le *Ratsmanual* se fait assez complaisamment l'écho, n'ont été que l'occasion qui fit éclater un conflit latent depuis longtemps entre, d'une part, un homme qui ne transigeait pas sur les principes et qui manquait de souplesse dans leur application, et d'autre part, un gouvernement auto-

ritaire et assez joséphiste, qui alla jusqu'à interdire la chaire à celui qui avait été, jadis, le curé de la cité. Il est vrai, ainsi que saint Canisius lui en faisait très franchement l'observation, que soit dans ses prédications, soit dans ses rapports, Werro manquait des qualités requises pour se rendre agréable, vrai aussi qu'un certain nombre de chanoines, peut-être même la majorité d'entre eux, le virent sans regret abandonner la charge prévôtale.

Werro n'en fait pas moins l'impression de n'avoir pas donné toute sa mesure. Il s'était, surtout depuis les trois années passées à Rome, de 1591 à 1593, plongé dans l'étude, et il nous étonne aujourd'hui encore par la diversité et l'étendue de ses connaissances. En tous cas, ceux-là se trompaient étrangement qui, lors de la publication du *Fragstück*, soupçonnèrent les Jésuites de se trouver derrière celui auquel ils auraient fait signer un ouvrage dont ils étaient, en réalité, plus ou moins les auteurs : Werro avait, dans sa mémoire et dans ses fiches, accumulé suffisamment de données précises pour être capable de composer lui-même un livre de polémique de cette nature. Il gardait au surplus l'empreinte de sa formation première, et il était bien de son temps par ses tendances intellectuelles, qui le portaient à négliger les discussions des scolastiques, pour s'intéresser beaucoup plus aux textes des Pères de l'Eglise et aux décrets des conciles.

C'est Werro considéré comme théologien, historien et moraliste que M. Perler a surtout voulu nous présenter. Il avoue, en terminant, qu'il ne faut pas exagérer son importance, ni comme auteur, ni comme écrivain. Il lui a manqué une base philosophique solide, et, d'autre part, son savoir était trop encyclopédique, et partant pas assez approfondi, pour qu'il ait pu nous laisser une œuvre durable.

On aboutit dès lors à cette constatation : dans les différents postes que Werro a occupés, aussi bien que dans ses initiatives d'ordre littéraire, il a partiellement échoué ; ses écrits les plus importants sont demeurés inédits, et il s'est, par un labeur excessif, prématurément usé. Mais il reste sa valeur morale et l'exemple qu'il a donné : sa foi, sa piété, sa générosité, sa conduite irréprochable : c'est par ces qualités, par sa valeur personnelle, qu'il a surtout exercé sur ses contemporains une influence indirecte mais considérable, et qu'il reste, avec Pierre Schneuwly, l'une des deux grandes figures fribourgeoises de l'époque de la contre-réformation.

M. Perler ne s'est épargné aucune peine pour réunir tous les renseignements susceptibles de l'aider à dresser le tableau qu'il nous livre : il a fouillé les archives, les bibliothèques ; il s'est adressé aux familles qui conservent encore des souvenirs de Werro. Il a compulsé ses manuscrits, parcouru les ouvrages qui lui ont appartenu afin d'en extraire les notes marginales qu'ils renferment. On peut être certain que rien d'essentiel ne lui a échappé, et que, dans son ensemble, le portrait qu'il nous a tracé de Sébastien Werro ne sera pas contesté.

Deux petites remarques pour terminer. M. Perler pense que c'est Schneuwly qui a interdit à Werro de célébrer sa première messe avant qu'il ait atteint l'âge canonique (pp. 3, 23 et 72). Werro, qui était né en 1555, avait obtenu, en février 1577, du vicaire général du diocèse, Claude Duvillard, des dimissoriales l'autorisant à recevoir les ordres. De fait,

il fut tonsuré, à Besançon, le 22 février 1577 et ordonné prêtre le Jeudi-Saint de la même année. Nommé chanoine à une date que le *Ratsmanual* n'a pas enregistrée, il fut agréé par le Chapitre, sans doute très peu après, en séance du 19 septembre 1577. Dans le *Manuale capituli* (t. I, f 2$^{v}$), on lit, en date du 13 février 1578, cette annotation — de la main même de Werro, qui était alors secrétaire du Chapitre : « D. Sebastianus Werro antea, videlicet 19. Septembris anni superioris, in Clerum et Capitulum assumptus, ita tamen, ut reddituum quorumcunque non esset particeps, quod propter imperfectam ætatem a Canonibus Apostolicis requisitam, nondum Primitias celebrasset, hac die, peractis præcedente Dominica sacris, in participantium numerum est susceptus. » Il avait donc célébré sa première messe le dimanche précédent, soit le 9 février, par conséquent dès qu'il eut achevé sa 23$^{e}$ année. Sans doute, il est possible que ce soit Schneuwly qui l'ait obligé à attendre jusque là, mais on remarquera que le texte que nous venons de citer — le seul à nous en parler — ne le dit pas ; l'interdiction a pu provenir d'un autre personnage, ou du Chapitre tout entier ; il se pourrait aussi, et plus encore, que c'eût été Werro lui-même qui, de son propre chef, ait tenu à se conformer aux règles ecclésiastiques.

L'autre remarque concerne les statuts capitulaires présentés au Nonce le 7 janvier 1580, lors d'un repas que les chanoines lui avaient offert. Le secrétaire capitulaire — c'était, nous l'avons dit, Werro — note que, à cette occasion « exhibitæ... fuerunt [Nuncio] Constitutiones et Petitiones a se confirmandæ et obtinendæ, quæ a quibusdam deputatis ex Capitulo erant compositæ » (*Man. Cap.* I, f. 11). Dans ces « chanoines qui avaient été chargés de la rédaction de ces statuts », on a pensé qu'il fallait voir Schneuwly et Werro lui-même, qui, par délicatesse, aura évité de prononcer son nom. La supposition paraît d'autant plus admissible que, dix ans plus tard, le 17 novembre 1589, dans une circonstances analogue (il s'agissait de rédiger, à la demande du prévôt Thorin, un règlement pour la récitation de l'office du chœur ; mais il ne semble pas que les préoccupations d'alors aient concerné aussi les choralistes), cette tâche fut confiée à Schneuwly et à Werro (*Man. capit.* I, f. 50$^{v}$). M. Perler pose cependant un point d'interrogation (p. 135). Il se demande si Werro a pu collaborer à la rédaction des statuts présentés au Nonce au début de janvier 1580, étant donné que, peu après le synode tenu à Fribourg les 17 et 18 décembre 1579, il avait accompagné Bonhomini en Valais et n'était rentré, avec lui, que le 3 janvier. L'objection ne nous paraît pas décisive. Elle part d'une double supposition qui semble discutable : premièrement, qu'il s'agissait de constitutions volumineuses, dont la rédaction aurait, par conséquent, demandé un temps assez long. Or, tel ne devait pas être le cas : le texte que nous avons cité ne dit pas, en effet, qu'on les avait remises au Nonce pour examen, mais qu'on les lui avait fait voir, attendant de lui par conséquent qu'il les approuvât séance tenante ; c'est dire qu'elles devaient être assez vite lues. Au surplus, l'évêque de Verceil ne quitta pas Fribourg immédiatement après le synode : le jour de Noël, il chanta une messe pontificale à Saint-Nicolas ; le lendemain, il écrit, de Fribourg, une lettre à saint Charles. Deuxièmement, il ne faudrait pas croire que l'idée de rédiger

des statuts n'a pu naître dans l'esprit des chanoines qu'à partir du synode de décembre 1579 : il y avait déjà plusieurs années que, au sein du Chapitre, grâce à l'un ou l'autre de ses membres, les idées de réforme faisaient leur chemin. Depuis le début de 1578 — date qui coïncide avec celle de la réception de Werro dans le corps capitulaire —, on avait commencé à tenir un procès-verbal des séances du Consistoire ainsi que de celles du Chapitre (les *Manualia Capituli* ne débutent qu'en 1578 ; pour le demi-siècle — exactement 63 ans — qui précède, il n'y en a, vraisemblablement, jamais eu : non seulement nul volume de ce genre n'est conservé, mais aucun texte ne fait allusion à leur existence). Or, de ces deux procès-verbaux, c'était Werro qui était le rédacteur. C'est de sa main également qu'a été écrit le règlement des choralistes. Il serait dès lors bien surprenant que rien de semblable n'eût été fait pour les chanoines. Le synode de décembre ne s'était occupé que du clergé du diocèse en général, ou, plus exactement, du clergé des décanats ruraux, mais nullement de celui de la ville, qui ne comprenait guère que les chanoines et chapelains de Saint-Nicolas et le clergé de Notre-Dame. Il nous semble dès lors que les statuts présentés à Bonhomini le 7 janvier étaient, ou bien un règlement déjà composé depuis un certain temps mais qu'on tenait à faire approuver par le Nonce, ou bien une adaptation au clergé de la ville, ou du moins de Saint-Nicolas, des constitutions qui venaient d'être promulguées au synode. Nous nous les représentons un peu comme les 14 articles qui occupent deux pages à la fin du 2e volume des manuaux du Chapitre (dont une annotation marginale, ajoutée après coup, affirme que ce sont les statuts rédigés par Schneuwly et Werro en novembre 1589, ce dont nous ne sommes pas certain, car leur contenu ne semble pas correspondre à ce qu'en dit le Manual I, f. 50v) et nous inclinons à croire que les chanoines chargés de rédiger les statuts qui furent placés sous les yeux de Bonhomini à l'occasion du repas offert par le Chapitre, le 7 janvier 1580, étaient bel et bien Pierre Schneuwly et Sébastien Werro.

*L. Wœber.*

**Hans Förster : Die Vertretung des Bischofs von Basel auf dem Konzil von Trient.** Sonderabdruck aus Band 41 der Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde. Basel 1942. 43 S. Darstellung und 29 S. Belege.

Diese Arbeit behandelt zwar eine sehr wenig belangreiche Einzelheit des großen Reformkonzils ; denn der Vertreter des Bischofs von Basel auf dem Konzil, Georg Hochenwarter, hat, nach seinen Berichten an seinen Bischof und dessen Offizialen zu schließen, den Konzilsverhandlungen nur sehr wenig Interesse entgegengebracht, auch nur sehr wenig daran teilgenommen. Aber seine Schreiben und die Antworten darauf und die auf diesen Schriftstücken fußende Darstellung gewähren einen aufschlußreichen Einblick in die damaligen Verhältnisse der Kirche Deutschlands. Um die für das deutsche Reich so brennend gewordene Religions- und Kirchenfrage zu behandeln und gegen die herrschenden Übel die geeigneten Heilmittel zu finden, war das Konzil zusammengetreten und nach wiederholter

Unterbrechung immer wieder eröffnet worden. Aber von denen, die es vor allem anging, die deutschen Kirchenfürsten, erschien auf dem Konzil nur der eine und andere. Von den übrigen sandten auch nur ganz wenige einen Vertreter. Wenn sie nicht selber am Konzil teilnahmen, mochten sie sich immerhin noch damit entschuldigen, daß die unsichern politischen Verhältnisse es ihnen nicht erlaubten, ihren Sprengel und zugleich ihr Fürstentum zu verlassen. Aber indem sie sich entweder gar nicht vertreten ließen oder nur so, wie der Bischof von Basel, Melchior v. Lichtenfels, es tat, offenbarten sie in erschreckender Weise ihre religiöse und kirchliche Interesselosigkeit. Nicht als ob Hochenwarter selber ein unkirchlich gesinnter oder an sich ungeeigneter Mann gewesen wäre. Nach der Korrespondenz war er wohl ein Kind seiner Zeit, aber nicht im schlimmen Sinn des Wortes ; aber vor den drei Sorgen und Anliegen, die ihn vor allem beschäftigten, trat das Konzil ganz zurück. Hochenwarter war von seinem Auftraggeber als Weihbischof von Basel bezeichnet worden ; seine Sorge war nun, von Rom bestätigt und noch in der Konzilsstadt geweiht zu werden. Vom Konzil lenkte Hochenwarter auch ab der Erwerb des Grades eines Doktors im kanonischen Recht in Padua. Er hoffte, so auch in Trient mit größerem Nachdruck auftreten zu können. Der Hauptgegenstand seiner Briefe sind aber die materiellen Sorgen : er ist so knapp bei Mitteln, daß er kaum weiß, wie er die Kosten der römischen Bullen und des Doktorexamens bestreiten und in Trient, wo alles sehr teuer sei, standesgemäß leben kann. Je mehr wir aus seinen Briefen von seinen alltäglichen Sorgen hören, desto weniger vernimmt man vom Verlauf des Konzils, gelegentlich etwas von den sich hinausschleppenden Verhandlungen und den jeweiligen Verhandlungsgegenständen. Nur höchst ungern weilt Hochenwarter in Trient, und nur der Wunsch, in Trient doch noch die bischöfliche Weihe zu erhalten, bestimmt ihn, dort bis zum Schluß auszuharren. Aber weder erreichten ihn in Trient die römischen Bullen noch kam er, heimgekehrt, dazu, sich weihen zu lassen : er starb zuvor. — Der Eindruck, den man auf Grund der mitgeteilten Briefe von den Hauptpersonen erhält, wird zwar vom Verfasser nicht eigens herausgestellt, ist aber dieser : Der Bischof von Basel gehört mit seinem Stab von Mitarbeitern noch ganz der alten, vorreformatorischen « Schule » an und ist zufrieden, wenn er den Anschein erweckt, wenigstens etwas getan zu haben, und sein Vertreter entpuppt sich wohl als geschulten Humanisten und guten Verwalter, aber allgemeine kirchliche und religiöse Interessen berührten ihn kaum.

Einsiedeln. *P. Theodor Schwegler* O. S. B.

**Heimatkunde vom Linthgebiet 1942.** — Herausgegeben vom Verein für Heimatkunde vom Linthgebiet. Beilage zum « St. Galler Volksblatt », 1942. Gebr. Oberholzer. Buchdruckerei, Uznach, 8°. 48 S.

Diese Publikation, die sich durch ihre heimatgeschichtlichen Arbeiten um das Gasterland sehr verdient macht, bringt im verflossenen Jahrgang neben einer größern Arbeit über « Eschenbacher in fremden Kriegsdiensten

und sonst in fremden Landen » von Pfarrer W. Brändly in Luzern und einer solchen von A. Martin über « Das Postwesen im st. gallischen Linthgebiet in alter und neuer Zeit » den interessanten Bericht eines Reisenden von 1784 über das Damenstift zu Schänis, den Dr. Schnellmann, Luzern, im Luzernischen Wochenblatt vom 17. Februar 1784 fand. Wir erhalten dadurch einen erfreulichen Einblick in das Leben und Treiben der Schäniser Stiftsdamen.

*P. Rudolf Henggeler.*

**Kläui Paul: Ortsgeschichte. Eine Einführung.** Zürich 1942. Schultheß u. Co. 8°. 148 S.

Schon 1897 hatte Karl Dändliker eine « Einführung in die Ortsgeschichte und historische Heimatkunde » herausgegeben, deren Neuherausgabe Dr. Kläui im Auftrag der zürcherischen Erziehungsdirektion übernahm. Seine Arbeit wurde freilich zu einem ganz neuen ortsgeschichtlichen Hilfsmittel, denn im Laufe eines halben Jahrhunderts hat sich gerade auf diesem Gebiete ein großer Wandel vollzogen. Daß die Anregungen Dändlikers reiche Frucht zeitigten, ersieht man nicht zuletzt aus der von Kläui aufgeführten Literatur. Auch Kläui hat in erster Linie zürcherische Verhältnisse im Auge, aber sein Werk greift doch weit über die engere Heimat heraus und kann jedem, der sich, vorab in der deutschsprachigen Schweiz, mit Ortsgeschichte befaßt, als Leitfaden dienen. Denn seine Ausführungen über die Quellen und die Arbeitsweise wie über die Stoffgebiete der Ortsgeschichte sind doch so allgemeiner Natur, daß man ruhig von einer Einführung in die schweizerische Ortsgeschichte überhaupt reden kann. Auch die Literaturangaben umfassen, wenigstens in ihrem allgemeinen Teil, die ganze Schweiz. Es bleibt schließlich für den einzelnen Autor nur die Spezialliteratur des eigenen Kantons zu erfassen übrig. Dankbar ist man dem Autor auch für die beigegebenen Angaben über Maß, Gewicht und Münze sowie die Festlegung der Grundsätze für den Druck von Quellentexten. Ein Sachregister erleichtert den Einblick in die klar, faßlich und bündig geschriebene Arbeit, an deren Zustandekommen, neben Herrn Kläui, die Herren Erb und Vogt für Ur- und Frühgeschichte und Dr. Schwarz für Münzgeschichte mitgearbeitet haben.

*P. Rudolf Henggeler.*

**Zwingli-Hauptschriften.** Bearbeitet von den Professoren **Fritz Blanke, Oskar Farner, Rudolf Pfister.** Bd. 9: Kommentar H. Zwinglis über die wahre und falsche Religion. Übers. und erläutert von F. Blanke. 1. Teil. IX-189 SS. Zwingli-Verlag, Zürich 1941. Fr. 6.50.

Der Zwingli-Verlag hat es sich zur Aufgabe gemacht, die Schriften Zwinglis in einer volkstümlichen Aufgabe bekannt zu machen. Die lateinischen Schriften werden in das heutige Deutsch übersetzt, in möglichst guter Anlehnung an das Original, die deutschen Schriften behalten da-

gegen ihre Originalfassung bei. Die Erläuterungen beschränken sich im wesentlichen auf die Erklärung unverständlicher und schwerverständlicher Ausdrücke, wobei auch dem Bedürfnis des nichtschweizerischen Lesers Rechnung getragen wird. Bisher erschienen von den Predigtschriften je der 1. Teil von Bd. 1 und Bd. 2, bearbeitet von O. Farner. Der uns vorliegende Band bietet den ersten Teil der umfangreichen Schrift Zwinglis: De vera et falsa religione, in welcher Zwinglis Lehre der katholischen Dogmatik gegenübergestellt wird. Über die Grundsätze, die Blanke bei seiner Übersetzung und Ausgabe befolgt hat, spricht er sich im Vorwort knapp und klar aus.

Die große Wirkung, welche die Schrift zu seiner Zeit erreicht hat — sie erschien im März 1525 bei Froschauer in Zürich — bezeugt ein leider wenig beachteter zeitgenössischer italienischer Bericht: « Et hanno stampato novamente una opera intitulata: De vera et falsa religione, sopra la qual tutti sono ammaestrati. »

Der Zwingli-Verlag beschränkt sich bei der Auswahl der Schriften nicht auf die theologischen Werke, sondern will ebenso das pädagogische und politische Schrifttum Zwinglis in seine Ausgabe aufnehmen, was sehr zu begrüßen ist. Auch wer seinen Studien bisher die Gesamtausgabe zu Grunde gelegt hat, wird inskünftig diese Ausgabe ohne Zweifel mit großem Nutzen heranziehen. Die rege Tätigkeit des Zwingli-Verlags kann katholischen Kreisen als vorbildlich gelten. Daß er dabei auch den reformierten Glauben in eigenen Kreisen verlebendigen will, darf uns heute mit Freude erfüllen.

*Oskar Vasella.*

# Erklärung.

1. 1907 erschien erstmals die « Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte », die ihr Entstehen vor allem der Initiative der beiden Freiburger Gelehrten Heinrich Reinhardt († 1906) und Albert Büchi († 1930) verdankte. Damit war ein Organ für die schweizerische kirchengeschichtliche Forschung geschaffen worden, das einem dringenden Bedürfnis entsprach. Durch die Veröffentlichung zahlreicher Monographien und Arbeiten aus dem Gebiete der Kirchengeschichte unseres Landes erwarb sich die Zeitschrift im Laufe der Jahre in Fachkreisen des In- und Auslandes großes Ansehen. In anerkennenswerter Weise lieh ihr der schweiz. kathol. Volksverein seine finanzielle Unterstützung und ermöglichte so die Herausgabe der einzelnen Jahrgänge.

Die Ereignisse der letzten Jahre verschlossen unserer Zeitschrift immer mehr das Ausland. Im Inland selbst blieb die Abonnentenzahl seit der Gründung auf einen verhältnismäßig kleinen Kreis historisch Interessierter beschränkt, so daß die Zeitschrift immer auf fremde Hilfe angewiesen war. Als infolge eigener prekärer Finanzlage der SKVV 1942 seine bisherige Subvention an die Druckkosten nicht mehr entrichten konnte, war das Organ für Schweizerische Kirchengeschichte in eine eigentlich bedrohliche Lage gekommen.

Um der Zeitschrift eine neue gesicherte Existenzgrundlage zu verschaffen, besammelte sich am 12. Juli 1942 in Luzern eine erfreuliche Zahl am Weitererscheinen unseres kirchengeschichtlichen Organs interessierter Geistlichen und Laien. Unter dem Vorsitz des Präsidenten der historischen Sektion des SKVV, Universitätsprofessor Dr. Oskar Vasella, Freiburg, konstituierte sich die Luzerner Tagung als « *Arbeitsgemeinschaft katholischer Historiker der Schweiz* ». Es wurde ein Vorstand bestellt, der zunächst mit der Beschaffung der notwendigen *finanziellen Hilfsmittel* für die Herausgabe der Zeitschrift beauftragt wurde.

Ein erstes erfreuliches Ergebnis der Zusammenkunft von Luzern sind die namhaften Beiträge, die seither vom hochwürdigsten Episkopat der Schweiz, dem schweiz. kathol. Preßverein, den schweiz. Benediktinerklöstern, sowie andern hochherzigen Gönnern an die Druckkosten gespendet wurden, so daß das Erscheinen der Zeitschrift für

die nächste Zeit sicher gestellt ist. Wir möchten nicht versäumen, auch an dieser Stelle für die tatkräftige Unterstützung des für die Förderung der kirchengeschichtlichen Forschung in der Schweiz lebenswichtigen Organs unsern wärmsten Dank auszusprechen.

2. Als weitere Aufgabe wurde dem Vorstand der neugegründeten Vereinigung die *Abklärung des Verhältnisses zur historischen Sektion des SKVV*, bezw. zum Volksverein selbst übertragen. Da der SKVV in den neuen Statuten von 1937 die historische Sektion nicht mehr eigens anführte, herrschte vielfach Unklarheit, ob diese überhaupt noch bestehe oder nicht. Zudem empfand man in weiten Kreisen das Bedürfnis, die katholischen Historiker der Schweiz ebenfalls in einer eigenen Vereinigung zu sammeln, wie dies der SKVV für andere Arbeitsgruppen bereits getan hatte.

Dank gegenseitiger, verständnisvoller Rücksichtnahme seitens der leitenden Instanzen konnten nun die obschwebenden Schwierigkeiten aus dem Wege geräumt und völlige Einigkeit erzielt werden. Das Ergebnis der Verhandlungen mit dem SKVV ist kurz folgendes:

*a*) Die Arbeitsgemeinschaft kathol. Historiker schließt sich dem Volksverein an und wird als selbständige Gruppe in die Arbeitsgemeinschaft für Wissenschaft und Kunst eingegliedert.

*b*) Der SKVV anerkennt seinerseits die neugegründete Arbeitsgemeinschaft kathol. Historiker als die rechtmäßige Fortsetzung der frühern historischen Sektion und betraut sie mit der Herausgabe der «Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte». Damit betrachtet auch der SKVV die historische Sektion als de facto erloschen.

3. Die *Redaktionskommission* der Zeitschrift bleibt unverändert. Sie ist statutengemäß durch ein Mitglied im Vorstand der Arbeitsgemeinschaft vertreten und entscheidet über die in das Organ aufzunehmenden Arbeiten und Beiträge. Da von verschiedener Seite der Wunsch geäußert wurde, es möchten alle Gebiete der Schweiz dabei gleichmäßig berücksichtigt werden, wird diesem berechtigten Wunsch nach Tunlichkeit Rechnung getragen werden. Doch bringt es der Charakter einer wissenschaftlichen Zeitschrift mit sich, daß dies im Laufe eines einzelnen Jahrganges sich weniger verwirklichen läßt als vielmehr bei einer planmäßigen Verteilung auf mehrere Jahre. Erfreulicherweise haben Historiker aus den verschiedenen Teilen der Schweiz ihre Mitarbeit dafür bereits zugesagt.

4. Da zufolge der Kriegsereignisse unsere Zeitschrift für Kirchengeschichte bald die einzige ihrer Art im deutschen Sprachgebiete ist, fällt ihr eine neue *kulturelle* Aufgabe zu. Gerade deshalb dürfen wir auch auf rege Unterstützung im eigenen Lande und Zuwachs an Abonnenten hoffen, die es ermöglichen, unser Organ nicht nur am Leben zu erhalten, sondern es noch weiter auszubauen.

Luzern, den 5. Mai 1943.

Namens des schweiz. kathol. Volksvereins

*Der Zentralpräsident:*

sig. Dr. Paul Wilh. Widmer.

Namens der Arbeitsgemeinschaft kathol. Historiker der Schweiz

*Der Präsident:*

sig. Dr. Joh. Bapt. Villiger, Prof.

# Der Lichttitel der Wallfahrtskirche Maria Licht in Truns

Von Dr. Karl FRY, Truns

Unter den zahllosen Titeln, mit denen das katholische Volk seiner Verehrung zur allerseligsten Jungfrau und Mutter des Herrn Ausdruck verlieh, ist, soweit wir sehen, der Titel « Maria (zum, vom) Licht » im ganzen deutschen Sprachgebiet einmalig. Das ist an sich merkwürdig deshalb, weil das Lichtmotiv in der kirchlichen Symbolik und in der Liturgie überaus häufig zur Geltung kommt. Es dürfte nicht uninteressant sein zu untersuchen, wann genau dieser Titel an der Wallfahrtskirche in Truns aufgekommen ist, woher er stammt und was er besagt.

## I

Der Lichttitel taucht bereits zwei Jahre nach der Errichtung der Kapelle auf dem Muttergottesberg bei Truns dokumentarisch auf. Im Taufregister der Pfarrei wird bei einer Taufe am 16. Februar 1666 als Pate angeführt « R. D. Carolus Schmidt, sacellanus B. V. Lucis Montanae »[1]. Diese erste und in ihrer Form « B. V. Lucis Montanae » nicht wiederkehrende Bezeichnung des Lichttitels ist, abgesehen davon, daß sie uns den ersten Seelsorger an der Wallfahrtskirche übermittelt, wertvoll als Beweis, daß die Verehrung Mariens in der neuen Kapelle gleich am Anfang unter dem Lichttitel stattfand. Damit ist nicht gesagt, daß der Lichttitel auch sofort allgemein durchgedrungen sei. *Auf den Votivtafeln* pilgern Hilfesuchende aus der ersten Zeit der Wallfahrtsgeschichte zu « Unserer Lieben Frau gen Truns » (1673), zur « gnadenreichen Kapelle der unbefleckten Jungfrau Maria ob

[1] Liber Bapt. et Matr. Nr. 2, Pfarrarchiv Truns. Mit dem Benefiziaten Schmidt ist als Patin eingetragen Dorothea dil sgr. fendrich Sialm Soliva. Das getaufte Kind ist Florin dil Florin Spescha und der Anna de Casa Nova. Schmidt figuriert 1671, Juli 6., wieder als Pate in Truns bei einem Kinde der Eheleute Jakob und Katharina de Funs ; diesmal ist er als cooperator in Hospental angeführt (ebda.).

Truns » (1677), « gen Truns zur allerseligsten Jungfrau » (1678), « zu Unserer Lieben Frau allhier » (1680), « nach Truns zur Muttergottes » (1682), « zur Jungfrau und Muttergottes Maria » (1688). Auf dem vorhandenen Bestand der Votivtafeln tritt der Lichttitel überhaupt erst 1697 auf, von dort an regelmäßig, wenn auch noch 1700 ein Verehrer der Gnadenmutter sich einfach auf die Fürbitte « Unserer Lieben Frau zu Truns » beruft [1]. Und doch stand der Lichttitel bereits fest. Besonders der dritte Benefiziat der Wallfahrtskirche, P. Karl Decurtins, der verdiente Förderer der Wallfahrt, unter dem die Kirche erweitert (1681/83) und das Pfrundhaus gebaut wurde (1685), hat den Titel urgiert. Eine noch vorhandene gedruckte Tafel mit den Statuten der 1693 an der Wallfahrtskirche errichteten Bruderschaft des Namens Mariä trägt in der Mitte das Bild der bekleideten Gnadenmutter. Unter dem Holzschnitt ist [in Kapitalien] zu lesen :

Sancta Maria de Luce
Illuminatrix Thronensis
Miraculis clara [2].

Ein zweifellos von P. Karl in Augsburg um die Jahrhundertwende bestellter Barockkelch weist über dem Bilde der Jungfrau, das mit dem auf der Bruderschaftstafel bis auf eine Einzelheit übereinstimmt, die Legende auf :

Beata Virgo de Luce Thronensis [3]. Der sofort nach dem Bau der Kapelle urkundlich belegte und um 1700 allgemein übliche Lichttitel war vor allem durch die *Wallfahrtslieder* popularisiert worden. Seine erste Erwähnung im Lied findet sich schon 1674 bei Alig, dessen Lied « O Mumma de Diu, Regina digl ciel » in der zweiten Strophe das Trunser Heiligtum mit Einsiedeln in Parallele bringt und zum ersten Mal den Refrain hat « O Maria della Glisch », der in andere

[1] Es darf nicht übersehen werden, daß viele Votivtafeln, und gewiß nicht die uninteressantesten, abhanden gekommen sind, so noch 1921 im Trödelhandel. — Wir zitieren die Inschriften der Votivtafeln hier in moderner Graphie.

[2] Die Statuten selber sind deutsch. Im deutschen Text wird die Wallfahrtskirche wiederholt als « Kirchen unser lieben Frawen vom Liecht zu Truns » bezeichnet. Die Tafel wurde jedenfalls in der Klosterdruckerei gedruckt, die Schrift ist die gleiche, wie die der CONSOLAZIUN, die 1690 in Maria Licht herauskam.

[3] Auf dem Bruderschaftsbild hält Maria in der rechten Hand ein Zepter, auf dem Kelch eine Kerze. Der Kelch kann nicht vor 1701 angesetzt werden, weil die darauf abgebildete Statue auf dem heute noch unter dem Gnadenbild stehenden Sockel ruht, der das Datum 1701 trägt.

Wallfahrtslieder überging und bis auf den heutigen Tag nicht mehr verstummte. Aligs Lied wird durch die Gesangbücher des P. Zaccarias da Salò (1685 und 1695) weiter verbreitet. Nicht weniger als 4 Wallfahrtslieder bringt dann die CONSOLAZIUN [1]. Diese bald überall gesungenen Lieder [2] erläutern den Lichttitel nach allen Seiten. Das bekannteste der 4 Wallfahrtslieder, « Maria, clar eis tarlischar » [3], behandelt die Gründungsgeschichte und die Entwicklung der Wallfahrt in breiter Form, ganz im Sinne der barocken Legenden- und Wallfahrtslieder. Es darf mit Sicherheit dem damaligen Benefiziaten P. Karl Decurtins zugeschrieben werden [4].

Wenn wir vom Lichttitel der Trunser Wallfahrtskirche sprechen, muß beachtet werden, daß es sich nicht um ein Patrozinium im liturgischen Sinne handelt. *Die Kirche wurde auf den Titel Maria Heimsuchung konsekriert.* Im Visitationsbericht aus dem Jahre 1672 im Bündner Oberland ist unter Truns gesagt : « 5. Julii consecrata in Truns capella et unum altare in honorem Visitationis Beatissimae Mariae Virginis » [5]. Daß die Kirche auf den Titel Maria Heimsuchung konsekriert wurde, erfahren wir auch aus P. Maurus Wenzins « Descriptio brevis », der zwischen dem liturgischen Titel und dem Titel, den die Kirche im Volksmunde trägt, unterscheidet [6]. Die Synopsis spricht zum Jahre 1664 von der Wallfahrtskirche « dicata B. V. Dei Genitrici vulgo de Luce » [7]. Sie verlegt ihre Konsekration ins Jahr 1673, ohne zu sagen, auf welchen Titel sie konsekriert wurde ; die Wiedergabe des Titels der Marienkirche mit « vulgo de luce » sagt jedenfalls, dieser Titel sei nicht der liturgische.

1683, nachdem an die ursprüngliche Kapelle das Schiff angebaut und zum bestehenden Kapellenaltar noch 4 weitere Altäre hinzugefügt worden waren, wurde die Kirche neuerdings samt den neuen

[1] 3 in der ersten (1690) und 1 weiteres in der zweiten Ausgabe (1702/3).

[2] Vgl. die Herkunft der Melodien zu den einzelnen Liedern in der neuesten (10.) Ausgabe der CONSOLAZIUN (Truns 1941, hg. von Fry-Sialm). S. 530/548.

[3] ebd. S. 530/39.

[4] Vgl. *Guglielm Gadola,* Las fontaunas della CONSOLAZIUN dell' olma devoziusa in Ischi XXIX (1942). S. 89.

[5] Gefl. Mitteilung des H. H. bischöfl. Archivars Giatgen Battaglia. Nach einer Eintragung im Trunserkirchenbuch Nr. 1 fand die Konsekration am 4. Juli statt.

[6] Die betr. Stelle lautet : « Ecclesia elegantissima et cultissima B. V. Mariae visitationi dicata, quae vulgo de luce nuncupatur ». (Vgl. zur « Descriptio brevis » *Schumacher,* Album Desertinense. Disentis 1914. S. 95.)

[7] Disentiser Exemplar II. S. 219.

Altären konsekriert. Das Protokoll zur Visitation im Oberländer Priesterkapitel aus dem Jahre 1683, lautet:

«Actum in Truns die 23 Junii 1683 ... Annexas capellas filiales haec ecclesia [parochialis Sancti Martini in Trons] habet 5 ...

4. Beatissimae Virginis Miraculosae, quae consecrata fuit hac vice. Habet quinque altaria, quae omnia, excepto maiori, fuerunt consecrata» etc. [1].

Aus dieser Eintragung erhellt zunächst, daß in diesem Jahre die 4 neuen Altäre, nicht aber der bereits 1672 konsekrierte Kapellenaltar, der nun zum Hochaltar vorrückte, konsekriert wurden. Ferner wurde die Kirche neuerdings konsekriert, wie der Text ausdrücklich sagt. Wir wissen aus den Apostelkreuzen, daß wenigstens das Schiff damals konsekriert wurde. Die bereits 1672 konsekrierte Kapelle wurde wohl sowenig wie der Hochaltar nochmals konsekriert. Im Konsekrationsvermerk von 1683 wird nicht mehr gesagt, auf welchen Titel die Kirche diesmal konsekriert wurde. Es wird somit die neue Konsekration auf den alten Heimsuchungstitel stattgefunden haben. Man wäre versucht, an einen Patroziniumswechsel zu denken, etwa an eine Konsekration auf den Titel Mariä Namen, da um diese Zeit ungefähr das Heimsuchungsbild am Hochaltar durch eine bekleidete Marienstatue verdrängt wurde [2] und das Fest Mariä Namen für die Zukunft das Hauptfest der Wallfahrtskirche wurde und bis heute blieb. Damals kamen aber, namentlich durch die Kapuziner [3], im Gefolge besonders der neuen Bruderschaften und ihrer prunkvollen Prozessionen die bekleideten Statuen überall auf; das Namen-Mariäfest seinerseits konnte auch durch die Bruderschaft allein ausgebaut werden, und vor allem,

[1] Mitteilung des H. H. bischöfl. Archivars G. Battaglia in Chur. — Die Synopsis (Dis.-Ex. S. 255) verlegt diese Konsekration ins Jahr 1684.

[2] Das Heimsuchungsbild erscheint am Altar auf einer Votivtafel aus dem Jahre 1577; dies ist der einzige direkte Beweis, daß es als Altarbild diente. Die bekleidete Statue findet sich zum ersten Mal auf Votivtafeln von 1688 und dann immer wieder. Sie wurde erst 1894 durch eine neue Holzstatue ersetzt. Seit 1936 prangt neuerdings eine bekleidete Figur am Hochaltar.

s. dazu *Fry*, Die Votivtafeln der Wallfahrtskirche Maria Licht in Truns im Schw. Archiv für Volkskunde XXXVIII (1940/41), Tafel Nr. 9, und *Poeschel Erwin*, Die Kunstdenkmäler der Schweiz. Graubünden. Bd. IV, 1942. S. 435, Anm. 1.

[3] Nach P. Clemente da Brescia, Istoria delle Missioni de' Frati minori Capuccini ... nella Rezia etc. Trento 1702, S. 280, schenkte eine reiche Dame aus Brescia den Kapuzinern eine schöne bekleidete Marienstatue für Ruis (um 1630).

ein Patroziniumswechsel wäre, sei es in den Visitationsprotokollen, sei es in den andern zeitgenössischen Quellen, zweifellos vermerkt.

Der Konsekrationstitel von Maria Licht war also und blieb für immer Mariä Heimsuchung [1]. Das Geheimnis der Heimsuchung war seit dem 15. Jahrhundert, nachdem das Basler Konzil 1441 die Feier des Festes auf die ganze Kirche ausgedehnt hatte, viel verehrt worden [2]. 1642 und 44 hatten auch protestantische Gesangbücher noch Lieder für Mariä Heimsuchung aufgenommen [3]. Tizian malte als eines seiner ersten Werke ein Heimsuchungsbild [4]. Viel trug zur Verbreitung der Verehrung des Titels Mariä Heimsuchung die Gründung des Ordens der Heimsuchung durch Franz von Sales im Jahre 1610 bei. In Graubünden kennen wir nicht weniger als 6 Kirchen mit dem Patrozinium Mariä Heimsuchung, von denen 3 aus den Jahren 1668-80 datieren und 2 Wallfahrtskirchen sind (Solis und Zitegl) [5]. Merkwürdig ist, daß in Frankreich zwei Kapellen von Notre-Dame de Lumière ihr Hauptfest ebenfalls an Mariä Heimsuchung feiern. Eine andere Marienkirche mit dem Lichttitel « Notre-Dame de Lumière » in der Provence, die wir unten ausführlicher behandeln, war auf den Titel der schmerzhaften Mutter konsekriert [6].

[1] Daraus erklärt sich auch die Tatsache, daß in amtlichen zeitgenössischen Schriftstücken der Lichttitel nie auftritt, wenigstens nicht in Wendungen, die zu unrichtigen Schlußfolgerungen Anlaß gegeben hätten.

So bittet eine vom Trunser Pfarrer Gion de Turre verfaßte Eingabe von Statthalter, Vogt und Gemeinen der « Kirchgenossenschaft zuo Thrunß » vom ersten Märzsonntag 1678 an die Kurie den Bischof, beim täglichen Zulauf von Einheimischen und « Ausländischen » zur « gnadenreichen Capel der hochgebenedeiten Muotter Gottes ob Thrunß », dieser den Hochwürdigen Herrn Benedict Vincienz [!] als Seelsorger zu gewähren ; diese Originaleingabe trägt die Dorsalrubrik (zeitgenössisch) : Praesentatio primi curati Benedicti Vincenz ad Capellam Miraculosae Dei Matris in Thruns 1678 (Bischöfl. Archiv, Chur). Weder in der Eingabe der Trunser, noch bei der Regestierung durch die bischöfliche Kanzlei wird der Lichttitel erwähnt.

Die Eintragung des Pfarrers Laurentius Caduff im Trunserkirchenbuch Nr. 1 : « Anno 1672 die 4 Julii dictam Ecclesiam Beatissimae Virginis de Luce consecravit Reverendissimus ac Illustrissimus Dominus Episcopus Curiensis », legt die Konsekration auf den Lichttitel nur scheinbar nahe.

[2] Vgl. *Beißel Stephan*, Geschichte der Verehrung Marias im 16. und 17. Jahrh. Freiburg i. Br. 1910. S. 298.

[3] ebd. 108.

[4] ebd. 175 ; über Heimsuchungsbilder ebd. 293 ff.

[5] Vgl. Helvetia Christiana, Bistum Chur. Bd. I. 1942, die Zusammenstellung. S. 253.

[6] Wir führen die hier erwähnten Kirchen unten des näheren an.

## II

Wir wissen nun, *wann* der Lichttitel in Maria Licht aufgekommen ist. Die nächste Frage lautet: *Wie* kam er auf, oder, woher stammt der Name Maria Licht?

O. Farner sagt: «Der Name stammt wohl von einer Bewahrung des Kirchleins im Jahre 1723, als eine bis ins Innere dringende Lawine zwar Schaden anrichtete, aber das ewige Licht nicht auslöschte»[1]. Diese Behauptung, die für sich nur eine Berufung auf Nüscheler hat[2], ist gänzlich aus der Luft gegriffen und zeigt höchstens, wie gänzlich grundlos man konstruieren kann. Schon Nüscheler hatte seine Erklärung des Namens einzig auf eine Votivtafel gestützt, die über einen kausalen Zusammenhang zwischen der erwähnten Lawine und dem Lichttitel aber nicht das Geringste aussagt[3]. Wir haben nachgewiesen, daß der Name bereits 1666 vorkommt und um 1700 allgemein gebräuchlich war.

Dr. E. Poeschel möchte die Entstehungsgeschichte der Wallfahrtskirche (Lichtlegende und Lichttitel) in Zusammenhang mit einem alten Feuerkultus auf vorgeschichtlicher Opferstätte bringen[4]. Es scheint uns auf Grund der vorliegenden Quellen durchaus nicht nötig, auf ähnliche Erklärungsversuche zurückgreifen zu müssen.

Was zunächst den behaupteten *Feuerkultus* betrifft, ist es möglich, daß am Platze der heutigen Kirche vormals das bekannte Scheibenwerfen stattfand[5]. Es muß nun aber jedenfalls bestritten werden,

[1] Die Kirchenpatrozinien des Kantons Graubünden, Jahresbericht der Hist. Ant. Gesch. Graub. 1924. S. 142.

[2] Die Gotteshäuser der Schweiz, Erstes Heft, Bisthum Chur. Zürich 1864. S. 77.

[3] Das Lawinenunglück geschah übrigens im Jahre 1720. Die 1723 gemalte Tafel besagt: Anno 1720, 19. Februar, nach dem ersten Februarsonntag, abends 8 Uhr, kam die Lawine von Platta cotschna und zerstörte die Fenster und Türen [wohl die nördliche Seitentüre] der Kirche Maria Licht, wobei viel Schnee in die Kirche geweht, das [ewige] Licht durch die Macht Mariens aber nicht gelöscht wurde.

[4] a. a. O. S. 428.

[5] Vgl. das Wallfahrtslied Consolaziun 1690. S. 145, Str. 2. Nach der heutigen Überlieferung fand das Scheibenwerfen, mindestens in der letzten Zeit vor seinem Eingehen, nicht auf dem Muttergotteshügel, sondern jenseits der Val Quadra auf einem Wiesenvorsprung statt. Es mag sein, daß vor dem Kirchenbau das Scheibenwerfen auf dem Marienberg geübt und nachträglich an den späteren Standort verlegt wurde, weil nun der alte Platz verbaut worden war.

daß ein Scheibenwerfen die Ursache des Kirchenbaues an jenem Ort und der Benennung der Kapelle sein konnte. Gerade weil das Licht im Zusammenhang mit dem Scheibenwerfen allgemein bekannt war, konnte es unmöglich als ein außerordentliches oder gar wunderbares Licht gedeutet werden.

Von einem *Steinkultus* ferner findet sich in Acladira unseres Erachtens nicht die geringste Spur. Der herangezogene eratische Block auf dem kleinen freien Platz zwischen dem Hof Acladira, der Kirche und dem Pfrundhaus hat weder die Form noch weist er Einschnitte oder Zeichen auf, die ihn zu einem Kultusstein stempelten. Daß bis in die jüngste Zeit eine Prozession der Pfarrei Truns sich um diesen Stein bewegte, bevor sie den Weg in die Kirche nahm, erklärt sich ganz einfach daraus, daß sich der Stein genau in der Mitte des erwähnten Platzes befindet, sodaß sich gar keine andere Möglichkeit ergibt, auf diesem Platze eine Prozession zu halten, als daß sie um den Stein geht. Auch die in den letzten Jahren eingeführte Lichterprozession am Vorabend von Mariä Namen konnte sich nur entfalten, indem sie sich um den Stein bewegte. Unter diesen Umständen, die jedem, der mit den Ortsverhältnissen vertraut ist, einleuchten, scheint uns die Annahme, die Prozession um den Stein sei mit einer Verdrängung eines heidnischen Kultus zu begründen, gänzlich unhaltbar.

Woher stammt denn der Lichttitel tatsächlich ? Die zeitgenössischen Quellen und die Tradition zeugen übereinstimmend für aufgetretene *Lichterscheinungen*. Als älteste Quellen kennen wir die Wallfahrtslieder. Das bei Alig aufgenommene und dann bei Zaccarias da Salò weitergegebene Marienlied « O Mumma de Diu, Regina digl ciel » spricht in Strophe 2 und 9 nur indirekt von Lichterscheinungen. Hingegen tritt die Lichtlegende in den Wallfahrtsliedern der CONSOLAZIUN (1690) entschieden auf. Das Lied « O Mumma de Diu, sco steila sereina » [1] vergleicht die Lichterscheinungen auf dem Marienberg mit dem brennenden Dornbusch des Moses [2] und führt den Kapellenbau ausdrücklich auf die Lichterscheinung zurück :

> Da quella lodada soingia Capella
> Ti Glish eis stada il emprim fundament [3].

[1] S. 156. [2] Strophe 6, S. 157.

[3] Von dieser gerühmten heiligen Kapelle
Warst du, Licht, der erste Grundstein. (Str. 10.)

Es ist zu beachten, daß in diesem Lied wiederholt Lichtwendungen in einem übertragenen, symbolischen Sinn genommen werden, so z. B. wenn die Statue der Gnadenmutter leuchtend hingestellt wird [1], oder wenn es heißt, Maria leuchte durch die vielen Wunder, die hier geschehen [2]. Trotzdem ist das eben angeführte Verspaar ein direkter Hinweis auf die behaupteten Lichterscheinungen beim Bau der Kapelle.

Ausführlich wird die Lichtlegende im Wallfahrtslied „Maria, clar eis terlishar" [3] behandelt. Nach Strophe 7 soll der Hügel am ersten Abend nach der Grundsteinlegung für die Kapelle im Lichte erglänzt sein. Nach Str. 11 sahen viele den Ort erleuchtet, ja der wunderbare Glanz soll «heute noch» von vielen gesehen werden [4].

Welchen Wert beanspruchen nun diese Wallfahrtslieder? Es ist klar, daß solche dichterisch ausgeschmückte Wallfahrtslegenden nicht in allen Einzelheiten historische Tatsachen verbürgen. Es ist wohl zu prüfen, was im Einzelfall dichterische Phantasie ist und was dichterische Ausschmückung einer Tatsache, die der poetischen Bearbeitung zugrunde liegt. So entspricht manches Detail unseres Wallfahrtsliedes unzweifelhaft der Sachlage, z. B. wenn es das Erbauungsjahr mit 1664 angibt und den Anbau des Schiffes 20 Jahre später ansetzt; ferner werden wirklichkeitsgetreu die 12 Fenster der Kirche und ihre 5 Altäre erwähnt. Es wäre ebenso verkehrt, das ganze Lied als reine Poesie aufzufassen, wie es verkehrt wäre, alles, was es in breiter Form schildert, als lautere Tatsächlichkeit hinzunehmen. Die Erwähnung der Lichterscheinungen in unseren Wallfahrtsliedern muß in Konfrontation mit unseren andern Quellen gedeutet werden. Betonen wollen wir vorläufig nur, daß die hier herangezogenen Wallfahrtslieder sicher in die erste Zeit der Wallfahrt zurückreichen und lange schon gesungen wurden, bevor sie in die Sammlung der Consolaziun aufgenommen wurden [5].

Unsere nächste Quelle für die Lichterscheinungen ist ein Geschichtswerk, die Synopsis.

Die Synopsis erzählt zum Jahre 1664 ausführlich, wie es zum Bau der Kapelle auf dem Hügel von Acladira kam. Der Trunser Pfarrer, der zur Besichtigung der reparaturbedürftigen Sebastianskapelle in Acladira dorthin ging, fühlte sich am Standort der heu-

[1] S. 160, Str. 5.
[2] S. 155, Str. 9.
[3] Vgl. Consolaziun 1690, S. 145/152.
[4] Str. 22, S. 150.
[5] Das gilt auch dann, wenn P. Karl Decurtins wirklich ihr Verfasser ist, denn er wirkte seit 1679 an der Wallfahrtskirche.

tigen Wallfahrtskirche durch eine geheimnisvolle Kraft aufgehalten. Einige, die ihn begleiteten, bezeugten ihm, man habe an diesem Orte wiederholt bei Nacht ein glänzendes Licht gesehen. Nun entschied man sich für den Bau einer neuen Kapelle zu Ehren der Muttergottes und Sebastians an Ort und Stelle. In der Nacht nach der feierlichen Grundsteinlegung des neuen Gotteshauses erstrahlte der ganze Hügel in wunderbarem Lichte, was die Bauleute bei der Arbeit mächtig antrieb[1].

Dieser Bericht der Synopsis wird durch eine Eintragung im Sterberegister Nr. 1 der Pfarrei Truns gestützt und präzisiert. Wir führen sie wörtlich an: « Reverendissimus Dominus Joannes de Turre, Vicarius foraneus, posuit [posuit steht für das gestr. collocavit] primum lapidem pro aedificanda Ecclesia Beatissimae Virginis et S. Sebastiani in Calcadira, anno 1663, die 27 Aprilis, quae sequenti die coepit aedificari, et iam illa die, videlicet die 28, corusca fuit viso lumine nocturno; diebus sequentibus a multis visum est idem lumen. Proin iudicio Reverendissimi supranominati Joannis de Turre merito poterit vocari Ecclesia Beatissimae Virginis Mariae de Luce, iuxta illud: Et Porta Lucis Fulgida »[2].

Wie sind nun die drei Zeugnisse über die Lichterscheinungen, die den Lichttitel begründeten, zu bewerten?

Zunächst fällt die Konkordanz zwischen dem Wallfahrtslied « Maria, clar eis tarlischar » und der Synopsis auf. Beide verlegen die Erbauung der Kapelle ins Jahr 1664. Beide stimmen in der Erwähnung gleicher Begleitumstände beim Bau und nach dem Bau der Kapelle überein, so in der Anführung einzelner Wunder, die auf dem Bauplatz und in der neuen Kirche geschehen sein sollen. Die Notiz im Pfarrbuch trägt, schon rein äußerlich betrachtet, bestimmt mehr geschichtlichen Charakter als die beiden andern Berichte. Sie ist in ihrer Form streng berichtend, chronikalisch, während Wallfahrtslied und Synopsis erbauliche Züge aufweisen. Ihnen steht aber die Notiz insofern nach, als sie im Gegensatz zu ihnen nicht zeitgenössisch ist. Sie stammt aus der Feder des Trunser Pfarrers *Laurentius Caduff*, der die Pfarrei von 1750-56 versah. Pfarrer Caduff hatte aber, was zu beachten ist, ausgesprochen historischen Sinn. So trug er wiederholt geschichtliche Notizen und sachliche Ergän-

[1] Vgl. Dis. Ex. II, S. 219/21.

[2] Lib. Def. Nr. 1, Pfarrarchiv Truns, Eintragung auf einer freien Seite vor dem Corpus des Buches.

zungen zu den früheren Verzeichnissen der Pfarrbücher nach. Auch stellte er Listen der Trunser Pfarrherren und Kapläne und der in Maria Licht begrabenen Disentiser Patres zusammen, sowie die Todesdaten mit kurzen biographischen Angaben verschiedener Bündner Geistlicher. Dabei bemerkt Caduff einmal ausdrücklich, seine Notizen seien gemacht «uti habetur per traditionem»[1]. Diese Bemerkung kann den Wert seiner Aufzeichnungen für längst vergangene Zeiten einschränken, sie verbürgt aber in jedem Fall seine literarische Gewissenhaftigkeit und erhöht seine Zuverlässigkeit für Daten der jüngsten Vergangenheit. Nun kann zunächst die Verschiedenheit in der Datierung des Kirchenbaues bei unseren 3 Quellen wohl dadurch ins Reine gebracht werden, daß Wallfahrtslied und Synopsis mit 1664[2] das Datum der Vollendung (und vielleicht der Benedizierung) der Kapelle angeben, während Caduff uns das genaue Datum der Grundsteinlegung, das wir nur aus ihm kennen, überliefert. Seine Angabe ist so genau gehalten, daß man kaum an ihrer Echtheit zweifeln darf.

Die entscheidende Frage lautet nun für uns: Wie verhält es sich mit den Lichterscheinungen, die den Lichttitel, wie Caduff ausdrücklich sagt, begründeten?[3] Wichtig ist einmal, daß unsere 3 Quellen sie alle erwähnen. Dabei wird das Licht in der Nacht nach der Grundsteinlegung der Kapelle von allen dreien bezeugt. In anderen Einzelheiten der Lichterscheinungen gehen die 3 Quellen auseinander. Die Synopsis erzählt von durch Zeugen belegten Lichterscheinungen aus der Zeit vor der Inangriffnahme des Baues, ohne zu sagen, wann genau und wie lange diese stattfanden. Das Wallfahrtslied sagt, die Lichterscheinungen werden «noch heutigen Tags» wahrgenommen[4],

[1] Vgl. die Eintragungen Caduffs im Lib. Def. Nr. 1. Seine Verdienste in dieser Hinsicht sind von *P. A. Vincenz* in seiner Historia della vischnaunca de Trun (Maggi, Ilanz 1940) S. 32 erwähnt.

[2] Das Erbauungsjahr 1664 ist auch in einer Inschrift in der Kapelle selber bezeugt und zwar handelt es sich dabei um eine unzweifelhaft aus der ersten Zeit der Kapelle datierende Inschrift, weil die Kartusche, in der sie geschrieben steht, mit der Ausmalung der Kapelle kompositionell verbunden ist. Nun wurde aber, wiederum nach einer noch vorhandenen zeitgenössischen Inschrift, diese 1690 vorgenommen. Das hier stehende Datum 1664 kann somit spätestens aus diesem Jahre stammen, wird aber wahrscheinlich von einer damals bereits vorhandenen Datierung aus dem Erbauungsjahr selber kopiert sein.

[3] Den kausalen Zusammenhang zwischen Lichterscheinungen und Lichttitel gibt uns Caduff allein.

[4] La terlishur biars han d'agur
Aunc ozildi tal' ura. Consolaziun 1690, S. 150, Str. 22.

während Caduff, genauer und wiederum nüchterner als die andern, berichtet, das gleiche Licht (wie in der Nacht nach der Grundsteinlegung) sei noch an folgenden Tagen von mehreren gesehen worden.

Wenn wir die Quellen gegen einander abwägen und auf ihren Eigenwert untersuchen, kommen wir zum Ergebnis, daß außerordentliche Lichterscheinungen tatsächlich vorgekommen sein müssen. Es ist bekannt, daß die Synopsis nicht durchwegs als zuverlässige Geschichtsquelle zu benützen ist [1]. Bei den Angaben, die sich auf den Bau unserer Wallfahrtskapelle beziehen, handelt es sich jedoch um zeitgenössische Vorgänge, bei denen ihr Verfasser unmöglich Tatsachen erdichten konnte. Zwar ist es ersichtlich, daß die Synopsis selbst bei Daten der jüngsten Vergangenheit nicht ganz zuverlässig ist; so versetzt sie die Konsekration der Kapelle ins Jahr 1673 und jene der erweiterten Kirche ins Jahr 1684, während wir aus den oben zitierten Visitationsprotokollen wissen, daß es sich um die Jahre 1672 und 1683 handelt [2]. Wie es aber falsch wäre, aus diesen Datierungsfehlern die Konsekration als solche zu leugnen, so müßte es auch zu weitgehend sein, daraus den Bericht von den Lichterscheinungen anzweifeln zu wollen. Das Wallfahrtslied ferner, das die gleichen Erscheinungen erzählt, wurde ja von vielen Hunderten gesungen, und es ist nicht anzunehmen, daß aus leerer Phantasie sich eine Licht-«legende» hätte bilden können. Weder das Volk, noch die Geistlichkeit hätten sich mit einer derartigen Erfindung abfinden dürfen [3]. Dazu wiegt das Zeugnis des Pfarrers Caduff auch seinerseits schwer. Zu seiner Zeit lebten immerhin die Kinder jener Trunser, die den Kapellenbau erlebt hatten, wenn nicht gar noch die eine oder andere Person, die der Zeit des Baues angehörte. Bei ihnen wird er sich, wie er selber bezeugt («uti habetur per traditionem»), erkundigt haben, bevor er die Lichterscheinungen und die daraus

[1] Vgl. Dr. P. *Iso Müller*, Die Disentiser Klosterchronik (Synopsis) vom Jahre 1696 in Zeitschrift für Schweizerische Geschichte, XIII. Jahrg. Heft 4 (1933).

[2] Das Konsekrationsjahr 1672 ist auch von Pfarrer Caduff bezeugt. C. gibt als Konsekrationstag den 4. Juli an, während das Visitationsprotokoll den 5. hat.

[3] Das Wallfahrtslied reicht in die erste Zeit nach der Erbauung zurück, wie wir oben bemerkt haben. Der Bericht der Synopsis über die Lichterscheinungen datiert, wie an Ort und Stelle vermerkt ist, aus dem Jahre 1709.

Anfangs des 18. Jahrhunderts, als die Kapelle St. Valentin und St. Sebastian in Cartatscha (Truns) erbaut wurde, soll am Bauplatz (nach dem Zeugnis einer Votivtafel der Kapelle) ebenfalls ein Licht gesehen worden sein — ohne daß dieser behaupteten Lichterscheinung besondere Beachtung geschenkt worden wäre, oder daß daraus irgendwelche Folgen entstanden wären.

durch den Trunser Pfarrer abgeleitete Benennung der Kapelle schriftlich festlegte.

Lichterscheinungen, die beim Bau von Marienkirchen eine entscheidende Rolle spielten und Anlaß von Wallfahrten wurden, sind in der Geschichte der Marienverehrung keine Seltenheit [1].

Ob alle behaupteten Lichterscheinungen tatsächlichem Geschehen entsprechen, muß im einzelnen Fall untersucht und kann nur auf Grund der jeweiligen Sachlage beurteilt werden. Unhaltbar ist aber jedenfalls die These, daß es sich bei allen gleichartigen Lichterscheinungen einfach um Wanderlegenden handeln müsse. Abgesehen davon, daß jeweilen die Wanderung von einem Ort zum andern erst nachgewiesen werden müßte, widerspricht ein solches Urteil einer gesunden Voraussetzungslosigkeit. Ist einmal eine Lichterscheinung in ihrer Tatsächlichkeit an einem Orte festgestellt, dann muß nach allen Regeln der Logik im Gegenteil geschlossen werden, daß eine gleiche Erscheinung auch an jedem andern Ort stattfinden kann. Zwei gleichartige Lichterscheinungen an zwei verschiedenen Orten erhöhen an sich die Wahrscheinlichkeit des Vorkommnisses, weit entfernt, sie zu vermindern. Tatsächlich werden zu sehr verschiedenen Zeiten und an weit auseinanderliegenden Orten Lichterscheinungen berichtet, von denen zum mindesten einzelne als echt erwiesen sind. Wir verweisen auf die wohl berühmtesten Lichterscheinungen aller Zeiten, die im vollen Lichte des zwanzigsten Jahrhunderts auftraten, die Ereignisse in Fàtima am 13. September und am 13. Oktober 1917. Am zuletzt genannten Tage sahen in Fàtima an 70 000 Personen ein Sonnenwunder, das sich in seiner Großartigkeit und Einzigartigkeit kaum mehr übertreffen läßt und das wir vielleicht, würde es aus dem «finsteren Mittelalter» bezeugt, selbst gegen alle Evidenz ins Reich der Phantasie verweisen würden [2].

Nach diesem Sonnenwunder, das alle uns überlieferten Lichterscheinungen überragt, dürften wir jedenfalls weniger berechtigt sein, alle Lichterscheinungen aus früheren Zeiten in Bausch und Bogen zu verwerfen. Für Maria Licht scheinen uns die vorliegenden Berichte

[1] Vgl. *Beißel Stephan*, Wallfahrten zu Unserer Lieben Frau in Legende und Geschichte. Freiburg i. Br. 1913 (Sachregister unter Licht).

[2] Vgl. *Fonseca L. Gonzaga da*, Maria spricht zur Welt (Geheimnis und weltgeschichtliche Sendung Fàtimas). Verlag Paulusdruckerei, Freiburg i. Schw. 1943. S. 71 ff. Zur Kritik ähnlicher Erscheinungen s. auch *Beißel*, Wallfahrten, a. a. O. S. 66 ff.

zu genügen, um wirklich vorgekommene außerordentliche Lichterscheinungen anzunehmen [1].

Abzuklären wäre noch *die Frage des Patroziniumswechsels* auf Acladira. Nach dem Zeugnis des Wallfahrtsliedes und der Synopsis [2] wurde die Marienkapelle an Stelle einer baufälligen *Sebastianskapelle*, die weiter oben bei den Häusern des Weilers Acladira stand, gebaut. Die Lichterscheinungen und andere wunderbare Begebnisse, die gemeldet werden [3], hätten nun wohl genügt, die alte Kapelle an den neuen Standort zu verlegen und sie dort nach dem Lichttitel zu benennen [4], nicht aber, an Stelle einer Sebastianskapelle eine Marienkapelle zu errichten. Wie kam es also zum Wechsel des Patroziniums ?

An sich ist das sehr merkwürdig. Gerade im 17. Jahrhundert und näher in seiner zweiten Hälfte wurden dem Pestheiligen Sebastian nach dem Todeszug der Seuche in den Dreißiger Jahren [5] in ganz Graubünden Heiligtümer gebaut und renoviert, darunter in der näheren Umgebung von Truns nicht weniger als sechs [6]. Es brauchte somit

[1] Ob die Lichterscheinungen der natürlichen oder übernatürlichen Ordnung zuzuweisen sind, läßt sich für Maria Licht, im Gegensatz zu manchen andern Orten, heute nicht entscheiden ; das Urteil darüber wird im ordentlichen Verfahren katholischerseits jeweilen durch einen kanonischen Prozeß gefällt. Für Maria Licht wurde, soweit wir wissen, ein solcher nicht durchgeführt. Eine indirekte Bestätigung der Echtheit der Erscheinungen, oder wenigstens der in der Folge vorgekommenen wunderbaren Heilungen am Gnadenort, durch die kirchliche Behörde dürfen wir vielleicht in der Bezeichnung der Kirche als wundertätige (miraculosa) Kirche in den oben angeführten Aktenstücken der bischöfl. Kanzlei sehen.

[2] Consolaziun (1690), S. 146, Str. 4 :

Aunc buc de dig, ei ent ill Vig
Ina Capella stada . . .
A soing Bastiaun, cau sin in maun,
Ei stada consecrada.

Synopsis a. a. O. : Iam quidem olim apud Accladira
Capella steterat D. Sebastiano dicata.

[3] Lied und Synopsis berichten, der Herr Pfarrer mit Gefolge sei, als er über den heutigen Platz der Wallfahrtskirche ging, um zur alten Sebastianskapelle hinaufzusteigen, an Ort und Stelle durch eine geheimnisvolle Kraft festgehalten worden.

[4] Etwa Sankt Sebastian zum Licht.

[5] In Schlans z. B. brach die Seuche am 21. September 1631 aus und raffte 78 Personen dahin. Die Eintragung im Schlanser Taufbuch II (Pfarrarchiv Schlans) verzeichnet alle Personen mit Namen. — Im Jahre 1637 lebte der Abt von Disentis mehrere Monate in Ruis aus Angst vor der Pest (*P. Clemente*, a. a. O. S. 180).

[6] Vgl. die Zusammenstellung der Patrozinien in Helvetia Christiana, a. a. O. S. 256. — Nach *P. Clemente*, a. a. O. S. 145, wurde selbst in Zernez kurz vor 1635 noch eine Sebastianskapelle renoviert.

bestimmt einen starken Antrieb, das Sebastianspatrozinium gerade in dieser Zeit fallen zu lassen.

Wir haben an anderer Stelle nachgewiesen, daß die Trunser Pfarrei vor nicht gar langer Zeit die Marienkapelle am Ahorn zugunsten einer Annakapelle hatte eingehen lassen [1]. Es mochte nun die Trunser immer noch wurmen, in der großen Pfarrei keine eigene Muttergotteskapelle zu besitzen, dies umsomehr, als die an der Pfarrkirche errichtete Rosenkranzbruderschaft die Marienverehrung mächtig förderte und der Verlust der alten Marienkirche gewiß immer noch schmerzlich empfunden wurde. Es ist nun ganz gut möglich, daß Gion de Turre, der Trunser Pfarrer, als auf dem Hügel von Acladira die auffallenden Lichterscheinungen stattfanden, dies auf einen Wunsch Mariens deutete, ihr an diesem Ort ein Heiligtum zu bauen. War aber einmal der Gedanke daran aufgetaucht, war es leicht, ihn durchzusetzen, denn vor der Jungfrau und Mutter konnte man Sebastianus gern zurücktreten lassen. Kam die Sebastiansverehrung um die Mitte des Jahrhunderts lokal in Aufschwung – eben soweit die Pest ihr Schreckensregiment ausgeübt hatte – so war das ganze 17. Jahrhundert in der ganzen katholischen Kirche ein ausgesprochen marianisches Jahrhundert [2]. So ließ sich die Errichtung einer Marienkapelle an Stelle der alten Sebastianskapelle ohne weiteres rechtfertigen. Dies umsomehr, als dem hl. Sebastian in der neuen Kapelle ein Ehrenplatz erhalten blieb. Am Hochaltar stehen heute noch zwei Statuen des Heiligen, von denen die neuere aus der Zeit des Altares ihn in der selteneren Darstellung als prunkvollen römischen Hauptmann zeigt, während die andere noch aus der alten Sebastianskapelle stammen dürfte. Ferner ist ihm der vordere Seitenaltar auf der Evangelienseite geweiht [3] und endlich malte ihn ein Biucchi an die Fassade der Wallfahrtskirche als weitaus kühnstes und kraftvollstes der 3 Fassadenbilder. Wir möchten auch die anachronistischen gotischen Spitzbogenfenster der Kapelle als bewußte Anpassung des Neubaues an die ehemalige Sebastianskapelle deuten. Wenn auch in den Visitationsprotokollen die Konsekrationsnotizen von einer Weihe der Kirche zu Ehren des hl. Sebastian nichts sagen und wir ihn

[1] s. Bündner Monatsblatt 1933, S. 321/34. Andere Fälle, wo Maria Heiligenpatrozinien verdrängt hat, s. bei *Farner*, a. a. O. S. 127.

[2] Vgl. *Beißel*, Geschichte der Verehrung Marias im 16. und 17. Jahrh. passim.

[3] s. Visitationsbericht 1683, a. a. O.

somit auch nicht als zweiten Kirchenpatron bezeichnen können, so lebte die Kirche doch noch lange im Volksmunde als Kapelle Mariens- *und* Sebastians fort. [1]

Auf eine mögliche Beeinflussung des Patroziniumswechsels in Acladira sei noch hingewiesen.

Wenn der Titel Maria zum Licht auf deutschem Sprachgebiet, soweit uns bekannt, auch nicht nachweisbar ist, so steht er doch nicht als Einzelfall überhaupt da. In *Neapel* sahen wir nahe beim weltberühmten Aquarium ein Haus mit der Inschrift « Santa Maria della Luce » [2]. Nach unseren Erkundigungen war das Haus eine Blindenanstalt, für die der erwähnte Name allerdings sehr sinnvoll ist. Aus Jacarezinho in *Brasilien* schrieb uns unser Freund, P. Fidel Manetsch von Disentis, der dort in der Seelsorge wirkt, am 12. Juli 1939, « Nossa Senhora da Luz » werde in Brasilien viel verehrt und es gebe dort Mädchen mit dem Taufnamen « Maria da Luz ».

Nach einem Bericht in der Zeitung « Das Neue Volk » (Rorschach, 22. Mai 1943) wird die Mutter Gottes auf den Marianen (Rota) und auf den Philippinen (Manila), sowie in Mexiko unter dem Titel « Mutter des Lichtes » und « Unsere Liebe Frau vom Lichte » verehrt.

Der Titel kommt aber vielfach noch in größerer Nähe unserer Wallfahrtskirche vor, nämlich in *Südfrankreich.*

Im *Bistum Digne* (Basses-Alpes) finden sich zwei Kirchen « Notre-Dame de Lumière ». Die eine ist die Pfarrkirche von *Uvernet,* die andere eine kleine Feldkapelle in der Pfarrei *Tours.* An beiden Orten sind es zwei bescheidene Bergpfarreien, die, unweit von einander (in der Nähe von Barcelonnette), je 100 Seelen umfassen. Das Fest U. L. F. vom Licht wird an beiden Kirchen an Maria Heimsuchung gefeiert [3].

Eine weitere Muttergotteskapelle mit dem gleichen Titel besteht im Dorfe *La Tour* in der Pfarrei *St-Maurice, Bistum Gap* (Hautes-Alpes). Das Heiligtum scheint ursprünglich die Kapelle des Schlosses de la Tour gewesen zu sein. Das Einzugsgebiet dieser Kapelle geht,

[1] Das scheint aus der Notiz bei Caduff hervorzugehen, s. o. S. 121.

[2] Auf unseren Votivtafeln kommt der Lichttitel ein einziges Mal italienisch vor und zwar in der Form la V[ergine] S[anta] Della Luce, in Tron 17*13* [?].

[3] Vgl. *M. Guillier-Turgis,* Marie, Reine de France. Ses pèlerinages, Sanctuaires, Oratoires. Paris 1931. S. 131, und Mitteilung durch die bischöfl. Kanzlei von Digne.

wie das der beiden vorher angeführten, nicht über die Gemarken der Pfarrei hinaus. Pfarrprozession zur Kapelle am Dienstag in der Bittwoche, am Pfingstmontag und am Tage nach der ersten heiligen Kommunion der Kinder. In der Pfarrei wird Notre-Dame de Lumière viel verehrt [1].

Das größte Heiligtum der Mutter vom Licht in Frankreich ist *Notre-Dame de Lumière in der Pfarrei Goult, Bistum Cavaillon* (zwischen Avignon und Apt), im Herzen der Provence. Das von Mistral besungene Heiligtum hat mit Maria Licht in Truns frappante Parallelen.

Die heutige Kirche geht auf das Jahr 1663 zurück und steht an der Stelle einer bereits im 4. Jahrhundert dort errichteten, im 8. Jahrhundert durch die Sarazenen und im 12. durch die Waldenser bis auf die letzten Spuren zerstörten Marienkapelle. 1661 wurde nach der Baulegende der neuen Kapelle ein Kranker in Verbindung mit Lichterscheinungen auf den Ruinen der alten Kapelle plötzlich geheilt. Der Geheilte betrieb die Errichtung einer Kirche an diesem Platz. Am 3. Juni 1663 wurde eine kleine Kapelle durch einen bischöflichen Offizial benediziert. Während des Baues und nachher erschienen wiederholt glänzende Lichter, die die ganze Umgegend erleuchteten. Ja, alte Leute bezeugten um diese Zeit, die Gegend sei seit 40 Jahren durch wunderbare Lichterscheinungen ausgezeichnet worden. Die Echtheit der Lichterscheinungen wurde im Auftrage des Bischofs von Cavaillon in einem kanonischen Prozeß bestätigt. Der Karmeliterpater Michel du Saint-Esprit schrieb die Geschichte der Kirche und ihrer Wallfahrt, worin er die Lichterscheinungen und die in der Kirche geschehenen Gnadenerweisungen aus den Jahren 1663 bis 1666 behandelte [2]. Hunderte von Votivtafeln, die auf das Gründungsjahr zurückreichen, schmücken heute noch die Kirche und bilden ein wahres Museum provenzalischer Volkskunde. 1699 wurde die vergrößerte Kirche, die am Gewölbe Darstellungen aus dem Leben Mariens zeigt, durch den Bischof von Cavaillon konsekriert [3]. Das Gnadenbild ist

[1] Vgl. ebd. S. 163 und Mitteilung durch den Pfarrer von St-Maurice, Abbé Giraud.

[2] Das Buch erschien 1666 in Lyon unter dem Titel: Le saint Pèlerinage de Notre-Dame de Lumière. Wir konnten uns ein Exemplar zur Ansicht aus der Nationalbibliothek in Paris beschaffen. Vgl. auch: Marie, Reine de France, S. 165.

[3] Die Konsekration wurde in der Kirche mit der Inschrift verewigt: « Cette église, bâtie avec les aumônes des fidèles, a été consacrée à la Mère de l'éternelle Lumière par l'illustrissime et révérendissime Seigneur J.-B. de Sade

eine bekleidete Marienstatue mit Kind und Zepter in einem Strahlenkranz und von Wolken und zahllosen Engelsköpfen umgeben. Die ursprüngliche Kapelle trug den Titel Notre-Dame de Compassion, oder Notre-Dame de Pitié, während sie das Volk immer Notre-Dame de Lumière nannte [1]. In der neuesten Zeit ist die Kirche durch ein neben ihr erbautes Exerzitienhaus zu neuem Leben erweckt worden. Immer noch kommen Pilger aus der nächsten Umgebung und aus der ganzen Provence zur Mutter vom Licht in Goult wie in alter Zeit. In der Nacht vor Mariä Geburt findet eine feierliche Lichterprozession bei der Kirche statt [2].

Die Analogien zwischen Nossadunna della Glisch in Truns und Notre-Dame de Lumière in Goult sind mehr als auffallend. Das Erbauungsjahr beider Kapellen fällt fast auf den Monat zusammen. Hier wie dort ist der Name im Volksmund Maria Licht, während der Konsekrationstitel ein anderer ist ; hier wie dort geben Lichterscheinungen zum Bau und zum Aufschwung der Wallfahrt Anlaß. An beiden Orten nach kurzer Zeit Umbau der Kapelle. Votivtafeln und ein Bilderzyklus aus dem Leben Mariens schmücken an beiden Orten die Heiligtümer. An beiden Orten betreuen Ordensleute die Wallfahrt [3].

Wir fragen nun : Ist es ganz ausgeschlossen, daß zwischen beiden Kirchen irgend ein Zusammenhang besteht ? Bei den engen Beziehungen, die zwischen den III Bünden (dem Oberland !) und Südfrankreich (Lyon !) seit jeher bestanden [4], ist es gut denkbar, daß

de Mazan, évêque de Cavaillon, le 15 septembre 1699. » Die Inschrift ist französisch wiedergegeben bei *Audibert Joseph*, Le mois de Notre-Dame de Lumière. Avignon 1913. S. 67. In dieser Erbauungsschrift, die keine wissenschaftlichen Ansprüche erhebt, finden sich immerhin neben Literaturhinweisen einzelne historische Notizen.

[1] Nach der Anmerkung 3 S. 16 wiedergegebenen Inschrift scheint die Kirche 1699 auf den Titel Notre-Dame de Lumière konsekriert worden zu sein.

[2] Einen gedrängten Aufschluß über den heutigen Stand der Wallfahrt gibt ein moderner Prospekt, der vom Exerzitienhaus herausgegeben wurde. Die Statue wurde am 30. Juli 1864 im Auftrag Pius' IX. durch den Erzbischof von Avignon in Gegenwart von 20 000 Pilgern feierlich gekrönt.

[3] In Goult waren es bis zur französichen Revolution die Karmeliter, seit 1837 die Oblaten der Unbefleckten Jungfrau Maria. Vgl. *Audibert*, a. a. O. S. 78 f.

[4] Möglicherweise war jemand des Trunser Zweiges der Familie de Turre, die gerade um die Mitte des 17. Jahrhunderts ihre Blütezeit hatte, und von der wenigstens einer als Hauptmann (Trunser Pfarrbücher) bezeugt ist, in französischen Diensten. Die Beziehungen zu Pfarrer de Turre wären dann von selbst gegeben.

die Kunde vom provenzalischen Heiligtum und seinen Lichterscheinungen und Gnadenerweisungen zu uns drang (seit 1661 !). Es ist nicht einmal unmöglich, daß das Buch des P. Michel seinen Weg zu uns fand. Ein solcher Zusammenhang ließe nun den Schluß zu, der Trunser Pfarrer habe auf Grund der gleichgelagerten Vorgänge in Goult auf dem Hügel bei Acladira, als die Lichterscheinungen auftraten, die neu zu erstellende Kapelle ohne weiteres der Muttergottes weihen wollen [1]. Dies konnte umso näher liegen, als auch in Goult neben der Marienkapelle eine Heiligenkapelle (St. Michael) eine große Rolle gespielt hatte. Das sind freilich nur Hypothesen, die wir aber doch einer Erwähnung wert fanden. Sie würden zumindest in die Frage des Patroziniumswechsels Licht bringen und auch die Benennung der Kirche erklären. Und wenn tatsächlich kein Zusammenhang zwischen Goult und Truns bestehen sollte, dann ständen wir doch vor der religionsgeschichtlich sehr interessanten Tatsache, daß fast zur gleichen Zeit an zwei verschiedenen Orten analoge Lichterscheinungen und Krankenheilungen, und Kirchenbauten unter dem gleichen Titel stattgefunden haben.

## III

Was besagt endlich der Titel Maria zum Licht ?

Die Mutter vom Licht, das ist die Mutter Jesu. Im Prolog zum Johannesevangelium wird zunächst das Wort Gottes, der Logos, emphatisch Licht genannt : In ihm war das Leben, und das Leben war das Licht der Menschen. Johannes der Täufer war nicht das Licht, sondern er kam, um Zeugnis abzulegen für das Licht. Das Wort war das wahre Licht, das jeden Menschen, der in diese Welt kommt, erleuchtet [2]. Vor der Geburt des Herrn noch begrüßt ihn Zacharias als das Licht von oben, das die in der Finsternis und im Todesschatten Weilenden erleuchtet [3]. Am Tage der Reinigung Mariens im Tempel verkündet der alte Simeon das göttliche Kind als das Licht zur Erleuchtung der Heiden [4]. Später wird Jesus von sich sagen : « Ich bin das Licht, ich bin die Wahrheit » [5]. Jakobus spricht vom Heiland, der vom Vater des Lichtes herniederstieg [6]. Die Kirche gibt

[1] Zu beachten ist, daß die Lichterscheinungen, die den Neubau der Marienkapelle in Goult bedingten, von 1663 datieren.

[2] Vgl. Jo. 1, 4 7-9.

[3] Lu. 1, 78.

[4] Lu. 2, 32.

[5] Jo. 8, 12 ; 14, 16.

[6] Brief 1, 17.

Jesus in ihrem Credo den Ehrentitel « Licht vom Lichte ». So war Jesus übrigens schon im Alten Bunde vorausgesagt : « Orietur stella ex Jacob »[1], « cuius radius totum mundum illuminat », wie St. Bernhard die Stelle kommentiert.

Maria ist somit nicht das Licht, sie ist aber die Mutter des Lichtes. So verherrlicht in der Tat die Kirche Maria in ihrer Liturgie : « Nativitas tua, Dei Genitrix virgo, gaudium annuntiavit universo mundo, quia ex te ortus est sol iustitiae »[2]. In der marianischen Antiphon « Alma Redemptoris Mater » singt sie : « Salve radix, salve porta, ex qua mundo lux est orta ».

Zwischen Jesus und Maria waltet dieser Unterschied in der Lichtsymbolik : Maria ist die Morgenröte, die das Firmament erleuchtet und den Tag und die Sonne ankündet. Jesus ist die Sonne. Maria kündet die Sonne nicht nur an, sie gebiert sie.

Das von uns erwähnte Buch des P. Michel über Notre-Dame de Lumière in Goult enthält eine kirchlich approbierte Litanei zur Mutter vom Licht, in der sie als Mutter der ewigen Sonne gepriesen wird, die ihren Glanz von ihrer Nähe bei der Allerheiligsten Dreifaltigkeit empfängt. In echt barocker Überschwenglichkeit besingt die Litanei Maria als Licht, Morgenröte, Mond und Sonne, um in einem streng liturgischen Gebet zu schließen, in dem Gott angefleht wird, uns durch die Fürbitte Mariens, quae lumen aeternum mundo effudit, Jesum Christum, Dominum nostrum, Filium tuum, alles Gute für Leib und Seele zu gewähren.

So betrachtet, ist der Titel Maria (zum, vom) Licht sinnvoll, rechtgläubig und durchaus naheliegend. Daß auch im rätoromanischen Gebiet ein Heiligtum unter diesem Marientitel entstehen konnte, darf uns auf immer freuen, und daß unser katholisches Volk den Namen liebgewonnen hat, zeigt die durch bald 300 Jahre nie abgerissene Verehrung der Mumma della Glisch.

[1] Num. 24, 17.
[2] Ant. zum *Magnificat* (2. Vesper), von Mariä Geburt (8. Sept.).

# Das Kloster St. Johann im Thurtal
## 1520-1555

### Ursachen und Verlauf seines Verfalls

von Johann KECKEIS

*(Fortsetzung.)*

### 2. Kapitel

#### Der Klostersturm und die Absetzung Abt Johann Steigers

Zu Beginn des Jahres 1528 waren aller Augen in der Eidgenossenschaft nach Bern gerichtet, wo man über den Glauben disputierte. Bern entschied sich für Zwingli, und das war von unabsehbarer Tragweite. Auch im Toggenburg rief dieser Entscheid ein vielfältiges Echo hervor. Krummenau und Kappel eröffneten den Bildersturm im Mai, und trotz der Tagsatzung zu Luzern und der drohenden Haltung von Schwyz [1] führte ihn Lichtensteig im August weiter. Das scharfe Schreiben der Septembertagsatzung von Baden an Lichtensteig fruchtete nichts. Entgegen der bestimmten Forderung der neun eidgenössischen Orte, Bilder und Altäre wieder aufzustellen, leerten die Wildhauser ihre Kirche [2], und nun war St. Johann zwischen die Puffer geraten, die es zermalmen sollten.

Auf alle diese Ereignisse hin erwachte natürlich in Abt Johann ernste Besorgnis. Er traute der Lage nicht mehr und flüchtete «die silbernen Götzen und Monstrantzen» nach Feldkirch [3], und er tat gut. Am Tage der Kreuzerhöhung 1528 schlug des Klosters Schicksalsstunde. Die Chronisten stimmen alle darin überein, daß es ein Stürmen, Zerschlagen und Zerreißen war, was die jungen Gesellen an diesem Tag

[1] In Glarus «war derwyl jngerissen die zertrennung, daß sie niemands dahin ordnen konnten» (*Tschudi*, S. 47 f.). Das kam den Bestrebungen der Toggenburger natürlich sehr zugute.

[2] *Müller Theod.*, S. 83 ff.

[3] *Hottinger*, III, S. 427 f.

vollbrachten, nur Zwingli weiß in seinem schon genannten Gutachten das Ganze von Anfang bis zu Ende äußerst fein darzustellen: «Es sind etlich jüngling uf 10 oder 15 am abend (ist der 13. tag septembers gwesen) in das münster gangen; und als die münch gsungen, habend sy ein bürisch lied gsungen und die münch verirrt; demnach das sacramenthüslin ufgethon und etlicher dryn gluget, aber nüzid angerürt noch verändret. Sind doch des abend rätig worden nüzid anzeheben, damit man der trunkenheit sy nit verdenken möge. Morndeß am 14. tag (was des heligen krüzes tag) rust der abbt zu mit äbbtlichem pracht um ze krüz und meß halten; als sy beducht, one not und ze tratz. Kamend in die kilchen und griffend die götzentaflen und altär an. Do der Abt das geböl erhort, kam er under die chorthür ze sehen, was es wär. Gabend jm die jüngling kein unzüchtig wort, weder das einer sprach: Herr, wellend jrs mit uns haben? Also floch der abbt ins kloster und empfalch allen dieneren: Wenn die jüngling kämind (dann man schenkt allweg im kloster wyn) sölltind sy jnen ze essen und trinken geben, was sie hieschend; und, bezaltind sy, wär wol und gut; wo nit, so sölltind sy jnen nüzid höuschen. Also werchetend sy die götzen uf und die altär, und entfloch der abbt. Aber nachdem sy, die jüngling, vernommen, daß es glych vergeben im kloster zuggangen war; habend sy nit eines hallers wert weder gnossen noch getrunken noch entfürt; und dem abbt nach emboten (man sagt ouch, sin pferd nachgeschickt): sy sygend nit da, das sy jm weder an lyb noch an gut schaden weelind; möge deßhalb heim oder fürer faren; aber er habe die silbernen götzen hinweg gethon, so wellend sy der hölzinen ouch nit. Uf das sind mär durch die grafschaft hinab kommen, wie man das kloster geschleizt» [1]. Zwingli bezeichnet also als «mär», was andere Chronisten, die ebenfalls auf seiner Seite standen, als Wahrheit berichten; daß etliche dem Abt von St. Johann «sine götzen uß der kirchen gestürmt» [2], daß sie «zierden und büecher» zerschlugen [3], Altar und Orgel zerrissen [4], daß «alles ein groß rumor gab» [5]. Hingegen ist er der einzige, der von einer zweimaligen Heimsuchung des Klosters berichtet, die andern wissen alle nur von den Vorgängen des 14. September zu berichten; wie dem auch gewesen sei, es war eine

[1] *Zwingli:* Werke (Schuler-Schultheß) II 3, S. 24 f.
[2] *Keßler,* S. 289.
[3] *Tschudi,* S. 47 f.
[4] *Miles,* S. 387.
[5] *Bullinger,* II, S. 15.

Tatsache: St. Johann war dem Bildersturm zum Opfer gefallen, und die Folgen sollten bald eintreten.

Den fliehenden Abt erreichten die St. Johanner noch; er aber wollte der Einladung zur Rückkehr nicht nachkommen, sondern eilte zu Fuß «über Ammon (Amdenerhöhe) hinus» und verbrachte die folgende Nacht «in einem stadel oder heugaden»; dann zog er weiter nach Glarus und Schwyz, sich persönlich über die erlittene Schmach zu beklagen. Der toggenburgische Landrat scheint das geahnt zu haben, da er, wohl aus einem gewissen Angstgefühl heraus, schon drei Tage später durch eine Botschaft sich entschuldigte und versprach, die Frevler zu bestrafen. Aber nun war für die Schwyzer das Maß voll; sie hielten es für nötig, mit Waffengewalt einzugreifen und baten um Hilfe. Sie schrieben an Zürich, es möge sich der aufrührerischen Bauern nicht annehmen, «sunder ein trüw uffsähen uff sy haben». Über die Züchtigungsmittel, die zur Anwendung kommen sollten, gaben sie ebenfalls Bescheid [1]. Da kamen sie aber schlecht an. Es wurde ihnen folgende Antwort: «Solltet ihr die Leute zu St. Johann oder anderswo (sofern sie sonst gutwillig und in äußerlichen, weltlichen Dingen ihren Verpflichtungen nachkommen) deshalb, weil sie Altäre und Bilder aus der Kirche entfernt haben, was wir in Stadt und Land als christlich gut und recht lehren, an Leib und Gut bestrafen wollen, so werden wir das keineswegs zugeben, sondern uns dagegen wehren und mit Leib und Gut uns für sie einsetzen. Aus eurem Vorhaben ist leicht zu ersehen, daß ihr, wenn ihr die Toggenburger unterdrückt, nachher dasselbe an uns und andern tun werdet. Hier können wir aber keineswegs nachgeben, wenn wir auch sonst als getreue Eidgenossen jederzeit zur Verfügung stehen» [2].

Darauf erwiderten die Schwyzer klar und deutlich: sie wiesen den Verdacht, als ob sie in gleicher Weise gegen Zürich vorgehen wollten, zurück. Noch viel weniger hätten sie im Sinne, jemandem seine Untertanen abwendig zu machen. Ihr Vorhaben entspringe nur dem Willen, die eigenen «Verwandten» gehorsam zu machen, wozu sie doch befugt seien. Kraft der Bünde hätte Zürich gar nicht das Recht sie zu hindern, sondern es sollte ihnen eher dabei helfen [3]. Die Zürcher hatten aber bereits 5000 Mann ausgehoben, «damitt was

[1] L. c.

[2] Brief Zürichs an Schwyz vom 28. September, abgedruckt bei *Bullinger*, II, S. 16 f.

[3] E. A. IV 1a, S. 1410 f.

ynfiele man gerüst were ». Schon auf dem Tag zu Luzern am 23. September, wo man ebenfalls beschloß, an Zürich zu schreiben, wurde indes dem Eifer der Schwyzer ein Dämpfer aufgesetzt. Man erkannte die Gefahr eines Bürgerkrieges und wollte daher auf dem Tag zu Baden nochmals darüber beraten [1].

Am 28. September 1528 trat in der Badestadt an der Limmat die Tagsatzung zusammen. Die Schwyzer erstatteten Bericht und fügten bei, daß sie solchen Vorfällen nicht mehr länger zusehen könnten noch wollten. Um Krieg und Aufruhr zu vermeiden, boten sich Basel, Schaffhausen und Appenzell als Vermittler an, da Bern und Zürich sich einig waren, ihre Glaubensgenossen nicht bekriegen zu lassen. Die drei Orte schlugen vor, einen neuen Tag anzusetzen, auf dem auch Toggenburg mit bevollmächtigter Gesandtschaft erscheinen solle ; käme dann mit Schwyz keine Vereinbarung zustande, so wollten sie sofort ein rechtliches Verfahren einleiten und dafür den Tag ansetzen [2]. Die Vermittlerorte wollten es bei dem geschworenen Landrecht von 1436 bleiben lassen, worüber die Toggenburger Brief und Siegel vorgewiesen hatten ; dessen sollten die Schwyzer zufrieden sein [3]. In diesem Landrecht hatten sich die Toggenburger zwar die Freiheit vorbehalten, sich mit « fründen, stetten oder andern lütten » zu verbinden, jedoch unbeschadet dieses Freundschaftsbundes mit den beiden Orten [4]. Schwyz und Glarus hatten aber in St. Johann die Schirmherrschaft. Da sich nun die Toggenburger mit den Zürchern zugunsten der Neugläubigen in St. Johann gegen die Schwyzer verbanden, hatten diese ein Einspracherecht. Zürich hatte überhaupt keine Herrschaftsrechte im Toggenburg ; es war einfach seine Machtpolitik, die Verträge aus dem Glauben löste, die sich unter Rechtsbruch bis an den Bodensee vorschieben wollte. [5] Immerhin ist wohl zu unterscheiden zwischen St. Johannergebiet, wo die Schwyzer Schirmherren waren, und dem St. Gallergebiet, wo sie diese Rechte nicht hatten, wenn auch ihre recht-

[1] *Müller Theod.*, S. 87.

[2] E. A. IV 1a, S. 1407.

[3] Vgl. *Bullinger*, II, S. 17 ; noch immer schienen die Zürcher den Entscheid der Toggenburger von 1436 nicht vergessen zu haben. Wie ein nochmaliger Vorwurf klingt das Wort Bullingers : « So erfuhren die Toggenburger, was sie gutes getan vor dem Zürichkrieg, als sie damals lieber bei den Ländern als bei der Stadt Zürich sein wollten ».

[4] Sta. Rubr. 85, Fasz. 46. Diese Kopie ist vom 11. April 1437 datiert.

[5] Vgl. *Köhler Walter*, Huldreich Zwingli, Frauenfeld und Leipzig, o. J., Die Schweiz im deutschen Geistesleben, Bd. 9, S. 70.

liche Stellung hier durch die Übernahme der Schirmvogtei St. Johanns gewachsen war [1].

Am bestimmten Tag trat die Tagsatzung in Baden wieder zusammen, ohne aber ihr Ziel zu erreichen ; weder die Vermittler, noch die übrigen neun Orte, an welche Schwyz sich wandte, konnten die Einigung zwischen St. Gallen, St. Johann und der Grafschaft Toggenburg zustande bringen. Man entschied, Schwyz solle den Rechtsweg einschlagen und könne seine Forderungen weiter geltend machen, wenn ihm ein Spruch unbillig vorkäme, nach welchem die Frevler nicht bestraft würden. Inzwischen wurde den Toggenburgern geboten, keine religiösen Neuerungen vorzunehmen, dem Abt und jedem andern, der es begehrte, freies Geleite zu geben [2]. Darum aber kümmerten sich die Toggenburger wenig, denn am 13. Februar 1529 traten evangelische Prediger und Landrat in Lichtensteig zu einer Synode zusammen und stellten eine den neuen religiösen Anschauungen entsprechende Kirchenverfassung für die Landschaft auf, welche einen gewissen Abschluß der Unruhen bildete [3].

Damit sind wir aber den Ereignissen im Gotteshaus zu St. Johann etwas vorausgeeilt. Den Abt verließen wir auf seiner Klagereise nach Schwyz und Glarus. V. Arx folgend schreibt auch Rothenflue [4], daß der Abt inzwischen wieder in sein Kloster zurückgekehrt sei. Dort zwang ihn der toggenburgische Landrat, sich unter seine Obhut zu begeben, setzte eigenmächtig einen Klosterverwalter und versprach jedem Mönch, der das Kloster verlasse, ein Bett und 300 fl. Dagegen verwahrte sich natürlich der Abt und zog mit den treu gebliebenen Mönchen nach seinen überrheinischen Besitzungen ; « cui quid in animo sit, satis indicat fugae celeritas, quamquam non fugisse eum, sed abiisse sui referunt », schrieb Vadian am 19. Oktober 1528 an Ambr. Blaurer, den Reformator von Konstanz [5]. Die Schwyzer und Glarner schickten einen Amtmann in das Kloster, der an des Abtes Stelle haushalten sollte. Die Landleute aber « fertigitend » ihn wieder

[1] Vgl. *Müller Jos.*, S. 422, Anm. 1. Müller Theod. macht diesen Unterschied nicht S. 86 ff.

[2] E. A. IV 1a, S. 1423.

[3] Vgl. *Wegelin*, II, S. 42 ff.

[4] *v. Arx*, II, S. 580 ; *Rothenflue*, S. 61.

[5] *Bullinger*, II, S. 18 ; Vadianische Briefsammlung, MVG. XXVIII (1902), S. 136 ; er sagt dies im Anschluß an die Nachricht von der Übersiedlung über den Rhein. Der Zeitpunkt dürfte also mit Bullingers Bericht ziemlich übereinstimmen, laut welchem Johann nach der Badener Tagsatzung vom 28. September nach Feldkirch gezogen sein soll.

heim [1] und setzten Kasp. Mülistein, einen Landsmann, zum Schaffner, kauften die Mönche aus « und hieltend da huß » [2].

Wie verhielten sich in dieser Zeit die Mönche ? Konrad Emisegger, der wahrscheinlich 1526 beim Religionsgespräch zu Baden anwesend war [3], erster Prediger der evangelischen Gemeinde zu St. Johann, war ein früherer Konventual ; die Altgläubigen pflegten ihn « Tarapfaff » zu nennen [4]. Zu Beginn des schon einmal zitierten Kreuzverhörs zu St. Johann (3. April 1536) finden wir alle Konventualen aufgezählt. Auch dieses Protokoll bestätigt Konrad Emisegger als Prädikanten, und als weitere Abtrünnige nennt es fr. Bernardinus (?) Hager, fr. Gregorius Müller und fr. Hieron. Schiri [5]. Der Brief des lichtensteigischen Stadtschreibers an Zwingli über die Mönche zu St. Johann, laut welchem nur Hans Farer und Cornelius (Aspach) mit dem Abt gegangen wären, nennt noch drei weitere Namen von Mönchen, die im Kloster geblieben waren und sich erboten, « bi der lantschaft zu pliben, sich mit inen zu verainigen » : Ros, Heinrich und Michel [6]. Wie aus Urkunden der ersten Hälfte der 40er Jahre zu entnehmen ist, scheint auch Konrad Stricker mit dem Abt weggezogen zu sein, mit Cornelius als Güterverwalter im Vorarlberg zu amten [7]. Über die einzelnen Apostaten ist nur wenig oder gar nichts bekannt. Der Konventherr Michel war noch 1523 Pfarrer zu Peterzell und vertrat als solcher am 6. September des Klosters Sache gegen einige Unter-

[1] Damals mag passiert sein, was Salat (S. 210 f.) vom Jahre 1529 berichtet : « Da versammlet sich ein anzahl buren, überfielend die Rathsbothen in St. Johanns Huß mit vil groben unzüchtigen worten gägen ihm, wer ihn hete so frefend gemacht, daß er ohn gleit zu ihnen komen dörffte und under sy, dermas, daß er lybs und läbenß nit sicher waß ». *Wegelin* (II, S. 39 f., Anm. 15) weiß dieses Ereignis nicht zu plazieren ; *Rothenflue* (S. 60) teilt es mit *v. Arx* (II, S. 525) dem 14. September zu. Andere Chronisten berichten darüber gar nichts. Am 28. Mai 1529 klagte Schwyz zu Luzern, wie die Toggenburger den Vogt Geißer, den es kürzlich wegen der Anstände mit dem Abt zu St. Johann in gütlicher Mitteilung dahin gesendet, beschimpft und im Kloster überfallen, sodaß er kaum mit dem Leben davongekommen sei (E. A. IV 1b, S. 201 f.). Dies dürfte der Beweis sein, daß die Affäre, welche Salat erzählt, schon am richtigen Platz steht und sich nicht gleichzeitig mit dem Klosterüberfall ereignete.

[2] *Bullinger*, II, S. 18.

[3] E. A. IV 1a, S. 933 : « Conradus Empfiger im Thurtal (?) ».

[4] *Rothenflue*, S. 61.

[5] Sta. W II 11, fol. 143r.

[6] *Zwingli :* Werke X, S. 88 ; auf jeden Fall ist nicht zutreffend, was *Rothenflue* (61) schreibt, Emisegger sei als einziger zurückgeblieben, habe Kutten und Orden abgelegt und geheiratet.

[7] Innsbruck : Walgew-Buch 2, fol. 34r ; er habe mit Aspach das Gut geflüchtet.

tanen, die sich weigerten, die Fastnachthennen abzugeben [1]. Aus Beilagen zum Abschied vom 17. Juni 1549 erfahren wir, daß Konrad Emisegger, Pfarrer zu St. Johann, ausgekauft worden mit dem Gut «zum Staffel ob der Gassen» und Greg. Müller mit einer Wiese «Schulwyß» genannt [2]. Das klingt freilich etwas anders, als die versprochenen 300 gl. Dieser Gorius Müller wohnte anscheinend noch 1536 im Kloster, hatte aber inzwischen geheiratet, und seine Frau sollte in der Klostergeschichte noch eine traurige Rolle spielen [3]. Hieron. Schiri sah 1538 seinen Fehltritt ein und bat vor Abt Diethelm von St. Gallen auf Grund der Absolution, die er vom Ordinarius erhalten, wieder ins Kloster aufgenommen zu werden. Diethelm ordnete die Wiederaufnahme an, und schon am folgenden Tage schrieb ihm Abt Jakob zurück, sie sei erfolgt [4]. Wo er sich in der Zwischenzeit aufgehalten, ist unbekannt.

Drei Mönche waren noch übrig nach dieser Katastrophe, und diese waren außer Landes. Das geschilderte Ereignis diente als abschreckendes Beispiel; «ne quid sibi, quale abbati ad s. Joannis in Turtelio contingeret», rieten die Verwandten und Freunde dem Abt Theodul Schlegel in Chur, die Wertgegenstände zu flüchten und selbst nicht mehr zu zögern [5]. Der traurige Lohn, der Abt Schlegel für das Ausharren auf seinem Posten wurde, ist bekannt.

Cornelius Aspach und Konrad Stricker werden 1533 als Pfarrherren an der Klus genannt [6]. Von Hans Forrer hören wir nichts mehr; Abt Johann war 1530 neben den Äbten von Bregenz und Petershausen an der Wahl Diethelm Blarers zum Abt von St. Gallen beteiligt [7].

Die Vorarlberger Gotteshausleute wußten die Notlage dieser Flüchtlinge und ihre Anwesenheit im Lande zu ihrem Nutzen auszuwerten. Auf Anraten ihrer Amtleute verkauften Abt und Konvent am 18. Dezember 1528 den Kirchgenossen von Götzis um 1100 gl. das Patronat und den dortigen Kirchensatz samt dem großen und kleinen Zehnten und den sonstigen Gerechtigkeiten in der Pfarre; die Kirchgenossen verpflichteten sich, dieses Kapital in fünf Jahresterminen

[1] Sta. XVIII, S. 883 ff.
[2] Kantonsarchiv Schwyz, E. A. VIII, Nr. 608, Beilage III.
[3] Sta. F 1549, S. 493 ff. und W II 11, fol. 143 ff.
[4] G. Kr. W II 18, Nr. 190 und Sta. F. 1549, S. 749 ff.
[5] *Eichhorn*, Episcopatus Curiensis, St. Blasien 1797, S. 323 f.
[6] Sta. W II 11, fol. 1.
[7] Sta. B 307, S. 530.

abzuzahlen, je am 2. Februar 250 gl. und 1533 noch die restlichen 100 gl.[1]. Fortan war das Patronat immer bei der Gemeinde[2].

Während dieser Zeit gelangte Abt Johann an den Kaiser, sein Kloster war ja ein Reichskloster, und Karl V. nahm am 16. Juli 1530 mit schönen Worten das Kloster mit allen seinen Privilegien und Gütern unter seinen Schutz[3]. Der Vogt und Hubmeister zu Feldkirch erhielt aus Anlaß dieses Briefes an den Kaiser im Oktober desselben Jahres ein Schreiben : so lange sich der Abt dem Orden gemäß halte, habe er sich für ihn einzusetzen, daß ihm in seinem Verwaltungsgebiete Zinsen und Zehnten ordnungsgemäß entrichtet würden[4].

Aber in der Eidgenossenschaft vermochte nichts, den Grundsätzen der Neuerer wirksam entgegenzuarbeiten ; viele uneinige Tagsatzungen warteten eines Ergebnisses, der gegenseitige Haß einer Entspannung. 1529 überwogen noch einmal die friedlichen Tendenzen, aber die Ereignisse des ersten Landfriedens reizten nur zu endgültigem Entscheid. Die Toggenburger betrieben eifrig den Loskauf ihrer Landschaft aus den Händen des Abtes von St. Gallen, und Zürich führte diese Politik. Die Schwyzer aber pochten auf ihre Schirmherrschaft über das Gotteshaus St. Johann, die sie besäßen, und zwar mit hohen und niederen Gerichten. Aus dem Loskauf der Grafschaft würde ihnen unleidlicher Nachteil erwachsen[5]. In seinem bäuerlichen Selbstvertrauen bestritt ihnen aber Zwingli, der aus revolutionärem Untertanengeblüte entstammte[6], die schirmherrlichen Rechte. Zweifellos hatten die Äbte von St. Gallen und St. Johann das Recht, die Schirmvogtei den beiden Orten zu übertragen, ohne die Gotteshausleute zu fragen ; so war es bisher immer geschehen. Zwingli warf den Schwyzern vor, sich nicht um das Mitspracherecht der Glarner zu kümmern. Diese hatten nach dem entscheidenden Übertritt Berns die neue Lehre angenommen ; doch schreibt Val. Tschudi nicht von ungefähr : « denn wir, so inen (den Schwyzern) solichs helfen solten weren, hattend mit eigner zwytracht vil zuo vil zuo schaffen »[7]. Zwingli, der in seiner

[1] Brief und Revers im Pfarrarch. Götzis im Landesarchiv Bregenz.

[2] *Ulmer And.*, Geschichtliche Daten zu den Seelsorgsorten Vorarlbergs, Alemania II 1927/28, S. 84.

[3] Sta. XVIII, S. 67 f. [4] Innsbruck : Walgew-Buch 1, fol. 94r.

[5] *Müller Theod.*, S. 190 f. ; Brief an Zürich vom 19. September 1530, E. A. IV 1b, S. 827.

[6] *Durrer Robert*, Die Schweizergarde in Rom und die Schweizer in päpstlichen Diensten I, Luzern 1927, S. 218.

[7] *Dierauer*, III, S. 86 ; *Tschudi Val.*, S. 49.

Gewaltpolitik über alle Rechte der Abtei St. Gallen hinwegging, wollte hier auf einen Vertrag pochen ; recht war ihm eben das, was der neuen Lehre diente. Wenn der Zürcher Reformator behauptete, der Abt hätte die Schirmherrschaft seit etwa 100 Jahren nicht mehr eingehalten, sind dazu zwei Dinge zu bemerken : die Äbte von St. Gallen waren erst 52 Jahre Schirmherren über St. Johann, und wenn sie in dieser Zeit nicht eingreifen mußten, ist das wohl den Zeitläufen zuzuschreiben [1].

Nach den Niederlagen bei Kappel und am Gubel kam es in Deinikon zunächst zum Frieden zwischen Zürich und den fünf Orten ; Ende Januar 1532 war der zweite Landfriede hergestellt. Zu den Gebieten aber, die vom Frieden ausgeschlossen, d. h. den alleinigen Entscheidungen der fünf Orte in Recht und Strafe vorbehalten waren, zählte auch das Toggenburg [2]. Der Abt von St. Gallen hatte hier eben alleiniges Herrschaftsrecht und die altgläubigen Orte unterstützten ihn dabei. Er forderte die Rückgabe seines Besitzes. Zu Rapperswil wurde am 30. April bestimmt, daß der Abt seine Rechtsame wieder ungestört in Besitz nehmen dürfe ; von den 1000 gl., welche die Toggenburger bereits an die Lösung der Grafschaft bezahlt hatten, ward die Hälfte vergütet [3]. Desgleichen durfte der Herr von St. Johann sein Gotteshaus und seinen Besitz wieder zu Handen nehmen und die kirchlichen Zeremonien dort wieder ausüben. War von seinen Gütern etwas entfremdet, so hatten Schwyz und Glarus, wenn nötig sogar mit rechtlicher Belangung, dafür zu sorgen, daß es wieder zurückkam. Die Prädikanten hatten den Abt in seinem Gotteshaus unbehelligt zu lassen [4].

Wie der Abt von St. Gallen nur Schritt für Schritt seine Rechte durchsetzte, so erging es auch dem Abt von St. Johann. Am 29. August 1532 stellte zwar Abt Diethelm im Verein mit Schwyz und Glarus zu Wil klare Bestimmungen auf über das Verhältnis des Abtes zu seinen Untertanen : die Gotteshausleute, auch zu Peterzell, mußten den Abt wieder in seinen Besitz kommen und im Gotteshaus wieder die katholische Religion ausüben lassen. Wenn in den einzelnen

[1] Zwinglis Vorwürfe vgl. *Zwingli :* Werke (Schuler-Schultheß) II 3, S. 26. Wie sich Zwingli im Grunde um Recht und Unrecht in dieser St. Johanner Angelegenheit kümmerte, beweist der letzte Satz seines Gutachtens : « Aber es ist alles fürwitz . Vgl. auch *Köhler Walter, H. Zwingli*, Die Schweiz im deutschen Geistesleben, Bd. 9, S. 67 f.

[2] *Dierauer*, III, S. 207 ff.

[3] *Wegelin*, II, S. 85 f.

[4] E. A. IV 1b, S. 1332 f.

Pfarreien Leute waren, welche die Messe wünschten, hatte man sie dabei zu belassen, ebenso diejenigen, die sich für die neue Lehre entschieden hatten. Für die Pfrundnutzung war die Anzahl der Leute maßgebend; allfällige Streitigkeiten hatten Landvogt und Landrat zu entscheiden. Wie es der st. gallische Abt den Toggenburgern zugegeben, bestimmte auch der Abt von St. Johann für Rat und Gericht die eine, die Gemeinden die andere Hälfte der Mitglieder. Die äbtischen Gerichtsgemeinden durften je vier Männer zu einem Ammann und zu einem Weibel vorschlagen, von denen der Abt einen einzusetzen hatte. Frevel, Bußen und Strafgelder von hohen und niederen Gerichten wurden fortan zwischen Abt und Gemeinden geteilt; aber auch von den Kosten hatte jeder Teil die Hälfte zu tragen. Jeder Fall wurde von zwei Männern abgeschätzt, deren einer aus den Amtleuten des Abtes war, der andere ein von den Erben des Verstorbenen aus dessen Gericht Gewählter. Zwei Drittel der abgeschätzten Summe fielen dann an die Erben. Den Mönchen mußte die versprochene Aussteuer gegeben werden, mit der besondern Bestimmung, daß der Abt dem Gorius Müller für seine Behausung soviel zu geben hatte, wie zwei Männer, je einer aus jeder Partei, als genügend erkannten. In derselben Weise sollte die Wohnstätte des Prädikanten geprüft werden, wenn ihn der Abt nicht mehr im Kloster haben wollte. Zu Peterzell konnte Abt Johann entweder die Pfründe oder die « gemeinde behusung » zu seinen Handen nehmen; das eine von beiden ward für den Prädikanten bestimmt. Vögte, Schaffner und Amtleute hatten dem Abt Rechnung zu geben. Ausstehendes durfte er im Weigerungsfalle auf dem Rechtswege einfordern. Der Schirm, den der Abt von Schwyz und Glarus angenommen, wurde als nichtig erklärt; auf vier Jahre übernahm der Abt von St. Gallen in provisorischer Weise wiederum die Schirmherrschaft; danach wurde es seinem Willen anheimgestellt, sie weiter zu behalten oder nicht. Alle St. Johanner Amtleute und Weibel wurden verpflichtet, dem Abt zu schwören [1]. Der Abt von St. Gallen sagte zwar der Annahme der Schirmherrschaft um der Einigkeit willen zu, behielt sich aber die Beratung mit den vier Schirmorten vor, ohne die er nichts entscheiden wollte [2].

Es klingt wie bittere Ironie, wenn es ein Vierteljahr später heißt, daß die Toggenburger den Abt von St. Johann so sehr schädigten,

[1] Sta. F 1549, S. 493 ff.
[2] Aktensammlung IV 1861; Zürich kam dabei kaum in Frage.

daß Uri, Unterwalden und Zug sich genötigt sahen, beim Landvogt zu intervenieren [1]. Die Uneinigkeiten wurden dadurch nicht beseitigt. Abt Johann wandte sich an Schwyz und Glarus. Wegen Mißverständnisses des Wiler Abschiedes, meinte er, seien die Streitigkeiten entstanden ; man möchte ihm behilflich sein, die dort gefällte Entscheidung zu erläutern. So traten am 6. März 1533 die Abgeordneten in Wesen zusammen, die Angelegenheit wieder in Güte beizulegen. Der Wiler Entscheid wurde wiederholt und stellenweise präzisiert. Über die ausgesteuerten Mönche hieß es, das Gut, das sie erhalten, soweit es noch vorhanden wäre, solle die nächsten vier Jahre in Gewahrsam gelegt werden, seien es Zinsbriefe oder liegende Güter. Kam einer in Not, sollten ihm 60 gl. ohne Pflicht zur Wiedererstattung gegeben werden [2]. Dieser Vertrag sollte « anfangen, dauern und ausgehen wie der Vertrag, den der Abt von St. Gallen mit seinen Landleuten aufgerichtet », d. h. vier Jahre [3]. Die Übersiedlung von Feldkirch zurück nach St. Johann ging aber nicht ohne weiteres vor sich ; den beiden Konventualen gefiel anscheinend das freiere Leben, denn es entspann sich ein Streit, bei dem selbst der Bischof eingreifen mußte, bis er schließlich durch den Tod des einen gegenstandslos wurde.

Am 1. März 1533 ließen sich Corn. Aspach und Konr. Stricker von Stadtammann und Rat zu Feldkirch durch ein « fürgeschrift » beim Bischof als gute, alte Bürger von Feldkirch und treue Glieder ihres Ordens ausweisen [4]. Aus einem Brief des oberösterreichischen Statthalters an Vogt Ulrich v. Schellenberg in Feldkirch erfahren wir, weshalb dies geschah. Abt Johann hatte nämlich eine Supplik eingereicht, worauf der Vogt beauftragt wurde, die beiden ausfindig zu machen und zu untersuchen, ob sich die Sache der Supplik gemäß verhalte ; wenn ja, dann sollten die beiden ihrem Kloster das Weggeführte zurückerstatten und selbst wieder ins Kloster zurückkehren [5].

Konrad und Cornelius wußten anscheinend um jede Bemühung des Abtes herumzukommen, denn schon einen Monat später wurde der Vogt von Feldkirch beauftragt, die Konventualen samt all ihrem Besitz zu schützen und bis auf weitern Bescheid in ihrem Gebiete verweilen zu lassen [6]. Zu gleicher Zeit unterrichtete die Innsbrucker Regierung den Rat von Schwyz über die Gründe, welche die beiden

[1] E. A. IV 1c, S. 2.
[2] L. c., S. 32 ff.
[3] L. c., und *Wegelin*, II, S. 98.
[4] G. Kr. W II 18, Nr. 80.
[5] Brief vom 22. März 1533, Innsbruck : Walgew-Buch 2, fol. 24r.
[6] Brief vom 17. April 1533, l. c.

Mönche von der Rückkehr nach St. Johann abhielten. Innsbruck forderte den Schutz für alle Gotteshäuser und Klosterleute, die dem Orden und der Profeß gemäß lebten. Doch konnte es Innsbruck nicht verstehen — da doch der Abt gemäß dem in der Eidgenossenschaft jüngst geschlossenen Vertrag wieder eingesetzt sei — « wie es doch gee, daz der zwinglisch predicant noch im gotshauß predige und der gotsdienst darinn nit versichert sonnder auch in annder weg wider die regel und satzung des ordens gehandlet werde. Darumb sich dann gedacht zwen convent brueder wider in daz gotshauß zu thun verwidern » [1]. Ende Mai war auf dieses Schreiben noch keine Antwort eingetroffen, aber schon vorher hatten die Schwyzer begehrt, dem Abt alle Zinsen, Renten und Gülten zu entrichten, die zu seinem Unterhalt dienten [2]; der Aufforderung zur Rückkehr waren die beiden Konventualen mit den genannten Gründen begegnet, und so konnte die Regierung jetzt nur bedingungsweise antworten: « Ist der zwinglische Prediger nicht mehr im Kloster, sind Gottesdienst und ordensgemäßes Leben gesichert, sollen die zwei Brüder zurückkehren. Dem Abt müssen Zinsen, Renten und Gülten ausgerichtet werden, aber nur solange sich das Kloster dem Orden gemäß hält. Wird der Gottesdienst gemindert, oder reißt die lutherische Sekte ein, werden die Nutzungen abgeschlagen. Ist aber der zwinglische Prediger noch im Kloster « oder sonst ainich lutterisch wesen darinn eingewurtzelt », dann sollen die Nutzungen den zwei Brüdern zu ihrem Unterhalt ausgerichtet werden, sofern sie ordensgemäß leben [3].

Diese Streitfrage zwischen Abt und Brüdern beizulegen, setzte der Bischof von Konstanz auf den 17. Juli einen Tag an. Vogt Ulrich wurde beauftragt, den beiden für die Verhandlungen einen Vertreter beizugeben, da sie sich nicht ganz unberechtigt außerhalb des Klosters aufhielten, dessen Einkünfte teilweise aus der Herrschaft Feldkirch flossen [4]. Als Beistand erkor dieser den Landammann von Rankweil, Hans Schatzmann, und gab ihnen ein Begleitschreiben mit, in dem er den Bischof bat, nicht zu gestatten, daß der Abt sie zu « ainicher unzymlichen handlung dringe » [5]. Inzwischen war dem Bischof aus glaub-

[1] Brief vom 17. April 1533, l. c.

[2] Diese waren nämlich zurückbehalten worden, bis die Ordnung im Gotteshaus wiederhergestellt sei; G. Kr. W II 18, Nr. 76.

[3] Brief vom 31. Mai 1533, Innsbruck: Walgew-Buch 2, fol. 27.

[4] Brief vom 6. Juli 1533, l. c. fol. 28v.

[5] G. Kr. W II 18, Nr. 78.

würdiger Quelle zugekommen, daß die Ordnung in St. Johann wieder hergestellt sei und der Abt in seiner Würde stehe. So konnte er auf der beiden Bitten um gütliches Einsehen keine Rücksicht nehmen, « denn jeder Religiose wohnt nirgends billiger als in seinem Kloster » ; er fällte einen dem Nutzen des Gotteshauses gemäßen Spruch, dem aber die beiden Konventualen nicht nachkamen.

Abt Johann gedachte bei einigen eidgenössischen Orten zu klagen [1]. Das wäre aber gegen die Erbeinung gewesen, die am 7. Februar 1511 zu Baden zwischen Maximilian I. und den 12 Orten samt Stadt und Stift St. Gallen und Appenzell abgeschlossen worden war, laut welcher Lehen vor dem Lehenherrn nach Lehenrecht, Erbfall, « gelegne gueter, frävel und kleinfueg geltschulden und dgl. in den gerichten und enden, da die gueter gelegen oder die frävel beschehen sein », beurteilt werden sollten. Wollte einer appellieren, so hatte er das « für desselben gerichts, in dem die weren ergangen, nechsten Obrigkeit » zu tun [2]. Es war also eine deutliche Begrenzung der Vollmachten da ; darauf machte der Bischof im selben Briefe aufmerksam und erbat aus diesem Grunde die vorarlbergischen Gewalten, dafür zu sorgen, daß die beiden seinem Entscheid nachkämen.

Anfangs September waren Konrad und Cornelius noch immer nicht im Kloster, obwohl sie bei der heiligen römischen Kirche und ihrem Orden bleiben wollten. Da noch andere fern vom Gotteshaus auf ihren Pfarren saßen, stand das Gotteshaus vor dem Zerfall, nachdem zwei Drittel abgefallen waren. Ungeachtet aller frühern Bestimmungen [3] sollte daher der Abt Mittel und Wege suchen, nach und nach andere taugliche Personen und « Jungen » als Konventualen aufzunehmen, mit ihnen « die hl. christl. Kirche » und die Ordenspflichten aufrecht zu halten, das Gotteshaus wieder zu mehren und in Ehre und Würde zu verwalten [4].

Der Bischof hatte sich jetzt nur scheinbar damit abgefunden, daß die beiden weiter als Pfarrherren in der Klus walteten. In Wirklichkeit war dem nicht so. Denn schon eine Woche vorher hatte die Innsbrucker Regierung durch Vogt v. Schellenberg Beschwerdeartikel der beiden Konventualen erhalten, aus denen hervorging, daß die Restitu-

[1] L. c., Nr. 76.

[2] E. A. III Abt. 2, S. 1346, weren = ungerechte Entscheide.

[3] Anscheinend hatte sich der Abt durch ein früheres Instrument anders verpflichtet gegenüber seinem Konvent.

[4] Brief vom 1. September 1533, G. Kr. W II 18, Nr. 79.

tion noch nicht allseitig erfolgt war, ein Grund, weshalb die Konventualen dem Abschied nicht nachgekommen waren. V. Schellenberg hatte über folgende Punkte genau nach Innsbruck zu berichten : ob im Kloster die üblichen Gottesdienste und das göttliche Amt gesungen werden ; ob dies « on besorgung leiblicher geferlichkeit » vollzogen werden könne ; ob dem Abt bei der hl. Messe Verachtung und Schmach geschehen sei und durch wen ; ob im Kloster ein zwinglischer Prediger erhalten werde [1].

Nicht nur die laufenden Einkünfte des Gotteshauses, sondern auch seine « ornata, klainater, haylthum, silbergeschirr, brieflich gerechtigkeit und annders », welches der Abt « in verganngen pewrischen aufstannd zu burgermaister unnd rat der statt Veldtkirch hannden behaltnus weise geflechnet », hatten die beiden Konventualen in Arrest legen lassen, sodaß schließlich mit Abt Johann der Erwählte von Konstanz (Johann IV. von Lupfen), der Graf von Sulz, Landammann und Rat von Schwyz bei der Regierung in Innsbruck um Aufhebung des Arrestes baten ; diese aber wollte von ihrem Vogt zu Feldkirch erst Antwort haben auf den ihm am 11. September zugestellten Fragebogen [2].

Eine Woche später setzte Bischof Johann definitive Bestimmungen fest, um den Streit zwischen dem Abt und seinen beiden Konventualen endlich beizulegen : Konr. Stricker sollte auf seiner Pfarrei bleiben und des Gotteshauses Einkünfte vorläufig noch besorgen. Corn. Aspach sollte sich ins Kloster verfügen und dem Abt gehorsam bleiben. Der Abt mußte ihn in Güte aufnehmen. Fr. Cornelius scheint sich irgendwie ganz besondern Haß zugezogen zu haben, da die oberösterreichische Regierung an v. Schellenberg die Frage richtete, ob er wirklich « sich ainicher gegrundten gefärlichait seins leibs unnd lebens pillichen zu besorgen habe », wenn er in das Kloster zurückkehre [3]. Glücklicherweise war aber der Zwist schon beigelegt, als der Bischof diesen Entscheid traf, da laut eines Briefes vom 30. Oktober Cornelius « mit tod abganngen » war [4].

Weiter bestimmte der Bischof, daß die Einkünfte des Vorarlbergs im Hause zu Feldkirch zu sammeln und aufzubewahren, aber zum nötigen Unterhalt des Gotteshauses zu verwenden seien. Was übrig

[1] Brief vom 11. September 1533, Innsbruck : Walgew-Buch 2, fol. 32.
[2] Brief vom 30. Oktober 1533, l. c. fol. 33r ; siehe auch vorige Anmerkung.
[3] Brief vom 1. September 1533, G. Kr. W II 18, Nr. 79.
[4] Brief vom 11. September 1533, Innsbruck : Walgew-Buch 2, fol. 32.

blieb, hatte ohne Widerrede zur Verfügung des Abtes zu stehen. Der Prälat und der Amtmann in Feldkirch erhielten die Schlüssel zu dieser Behausung und zum dortigen Weinkeller, damit der nötige Wein jederzeit nach St. Johann geschafft werden konnte. Der eine Schlüssel zu den Wertgegenständen und Aktenstücken wurde dem Abt, der andere Konr. Stricker zugesprochen. Einige Tisch- und Ehrenbecher waren zur Haushaltung des Abtes schon jetzt ins Kloster zu senden. Bei eventuellen Streitigkeiten mußten dem Abt die nötigen Urkunden ausgehändigt werden, der sie aber nachher wieder zurückzulegen verpflichtet war [1].

So nahm der Streit mit den selbstherrlichen Mönchen ein Ende, aber noch war der Güterarrest nicht aufgehoben, und die Innsbrucker Regierung war noch immer nicht dazu zu bewegen. Noch am Vortage des Weihnachtsfestes 1533 schrieb sie an den Bischof von Konstanz, daß ihnen auf ihre Erkundigungen bei den Eidgenossen schlechte Auskunft geworden sei: «Wie wol das closter durch die aydgnossen widerumb restituiert worden, so seye doch die Religion und der gotsdienst darinn noch nicht widerumb aufgericht unnd der abbt füere ein unordentlichs leben. So achten wir E. G. als ordinari werde mit zuethuen der schirmherrn inquisition visitation und reformation der ennd furnemen, damit das gotzhaws mit einem taugenlichen coadiutor oder administrator versehen, mit newen bruedern aus anndern clostern dits ordenns besetzt» zur Hebung der geistlichen und weltlichen Ordnung. Dann würde sich die Regierung auch bereit erklären, den Arrest aufzuheben, der nur dem Nutzen des Gotteshauses gedient hätte [2]. Wirklich wurde — ob auf ein erneutes Gesuch des Bischofs hin, ist unbekannt — Ende Januar 1534 der Arrest aufgehoben. Ulrich von Schellenberg hatte das Notwendige vorzukehren [3].

Der kluge Rat zu Feldkirch ließ aber, um etwelchen Schwierigkeiten aus dem Weg zu gehen, die geflüchteten Gegenstände nicht so ohne weiteres aus der Stadt wegführen, sondern beauftragte die beiden Ratsherren Christoffel Litscher und Martin Jäger samt dem Stadtschreiber Heinrich Capitel am 10. Februar zu einem genauen Inventar. In elf zusammengehefteten Doppelbogen umfaßt die Auf-

[1] Sta. W II 11, fol. 1 ff.

[2] Brief vom 24. Dezember 1533, Innsbruck: Walgew-Buch 2, fol. 34r. «Dann wir den alten christenlichen gotzdienst unnd religion allennthalben ze furdern genaigt unnd begirig sein».

[3] Brief vom 31. Januar 1534, l. c. fol.34r.

zählung zunächst das « Christlich Hailtumb » und Silbergeschirr, dann den Laden mit Güterurkunden, nach Regionen geordnet, von A-K bezeichnet, und schließlich noch « Kirchenklainott und Meßgewänder »[1]. Mannigfache Einnahmequellen scheinen diese Briefe auf den ersten Blick zu sichern, sodaß man meinen möchte, bei einigermaßen sparsamer Haushaltung wäre das Kloster zu halten gewesen. Aber abgesehen von der mißlichen Wirtschaftsführung des Abtes, standen wohl sehr viele von diesen Zinsen nur mehr auf dem Papier.

Sehen wir uns den Zustand des Klosters einmal etwas näher an. Der Brief des Bischofs, in welchem er Abt Johann beauftragte, junge Leute als Konventualen aufzunehmen, wurde bereits erwähnt. Anfangs April 1536 fanden sich zu St. Johann wirklich fünf Novizen ein. Aber das Beispiel des Abtes auf seine Brüder war ein äußerst schlechtes ; auch ihm schien das freie Leben geschadet zu haben. In die Kirche ging er nur, wenn er Messe las, und kümmerte sich sonst herzlich wenig um das Kloster[2]. Lange hatte er seine Kinder im Kloster und unterhielt sie mit dessen Gütern. Einem Befehl Diethelms und der Schirmorte zufolge[3] schickte er sie wohl Ende 1535 bis auf den ältesten Sohn weg ; diesen behielt Abt Johann noch bis zum folgenden März im Kloster, wo er gar nichts arbeitete, dafür aber die jungen Mönche plagte[4].

Solche Zustände im Gotteshaus machten sich natürlich die Gotteshausleute zu Nutzen, sei es, daß sie widerrechtliche Eingriffe vornahmen, sei es, daß sie Güter loskauften, war doch das Gotteshaus um jeden Gulden froh. Die ganze Alp Tegert (?) verkauften die Bauern dem Gotteshaus gegen seinen Willen[5]. Schon an Weihnachten 1533 mußte das Gericht im Gegenharzbuch gegen die Einwohner von Hofstetten (Peterzell) entscheiden, die sich geweigert hatten, den schuldigen Zins zu bezahlen. Sie wurden als zinspflichtig erkannt, mußten aber die ausstehenden Zinsen nicht mehr alle nachleisten[6]. Am 1. April 1535 lösten sich die Gotteshausleute von St. Johann und Breitenau um 1600 gl. von den jährlichen Boden-, Herren-, Wein-, Schmalz- und Kernenzinsen. Ebenso des « Hoftagwans halb, daß derselbig nun hinfür umb und für die Schenki hin tod und ab haißen und sin soll jetzt

[1] Stadtarch. Feldkirch und Sta. Gewölbe D Kasten V Zelle 8 Fasz. 1 ; siehe auch Beilage I.
[2] Sta. W II 11, fol. 153.
[3] Sta. B 35 Cl. 4 Cist. 2.
[4] Sta. W II 11, fol. 153r.
[5] Innsbruck : Walgew-Buch 2, fol. 32 ; Anm. 72 ; Kantonsarch. Schwyz E. A. VIII, Nr. 608, Beilage III.
[6] Sta. B 297, S. 404.

und hiernach »[1]. Mit 60 fl. kauften sich dieselben Leute vom Kleinzehnt los, der je nachdem in Füllen, Kälbern, Ziegen, einem oder einem halben Schilling bestand[2]; außer dem großen Zehnten, dem Todfall und dem Fastnachthuhn hatten nun die Gotteshausleute in jener Gegend keine Verpflichtungen mehr. Auch die Höfe von Flawil und Bürglen versetzte Abt Johann, welcher Verkauf allerdings noch im selben Jahre nichtig erklärt wurde[3].

Es war deutlich zu sehen, daß Abt Johann sein Kloster auf diese Art und Weise zum Ruin führen würde. Der St. Galler Abt als Schirmherr, der Bischof von Konstanz und die Schwyzer sahen sich infolgedessen schließlich genötigt, auf seine Resignation zu dringen, um das Kloster unter bessere Obhut zu stellen. Zwischen Juni und September 1535 wurde er zu Rorschach seines Amtes entsetzt, und es wurden klare Bestimmungen aufgestellt über sein weiteres Verhalten[4]. Bei einem Eide, den er dem Bischof leisten mußte, hatte er des Klosters ganzes Vermögen anzugeben, daß er weder Geld noch Geldeswert im Kloster verheimlicht habe[5].

So ward die Regierung diesem unwürdigen Vater entzogen, der, statt zu sammeln, nur zerstreut hatte. Aber sein Nachfolger war in jeder Beziehung sein Schüler; was sein Vorgänger getan, das tat er in noch größerem Ausmaße. Mutwillig ging er weiter auf dem Wege des Verderbens, den Johann betreten hatte.

## 3. KAPITEL

### Der sittliche Tiefstand des Klosters unter Abt Konrad Stricker

Als Pfarrherr in Klaus und Verwalter der vorarlbergischen Güter, als die Seele des erwähnten Widerstandes gegen Abt Johann und als Vollzieher des obrigkeitlichen Arrestes war Konrad Stricker ein freies und selbstherrliches Leben gewohnt; dennoch schien er dem Ordinarius und den Schirmherren geeignet, die Prälatur von St. Johann zu übernehmen. Obwohl seine Proklamation erst am 2. November besiegelt

[1] Sta. XVIII, S. 125 f. « Schenki » waren die Mahlzeiten, die vom Kloster 16 mal im Lauf eines Jahres gegeben wurden (Kantonsarch. Schwyz E. A. VIII, Nr. 608, Beilage III). Woher *Rothenflue* die jährliche Steuer von 50 fl. hat, die der Abt gegen diesen Loskauf zu verrichten habe, ist uns unbekannt (S. 62).

[2] Kantonsarch. Schwyz E. A. VIII, Nr. 608, Beilage III.

[3] Sta. B 297, S. 417; B 35 Cl. 4 Cist. 2; W II 11, fol. 9.

[4] G. Kr. W II 18, Nr. 97.

[5] Sta. B 297, S. 417; B 35 Cl. 4 Cist. 2; *Müller Jos.*, S. 407 f., Anm. 2.

wurde [1], übte er anscheinend schon im September etliche Funktionen aus; vielleicht war er schon damals Abt Johanns Gegenspieler. Das erste Instrument, das wir von ihm besitzen, ist eine Erneuerung des Schirmvertrages mit dem Abt von St. Gallen, eine genaue Wiederholung des Vertrages vom 18. Juli 1474 [2]. Bischof Johann von Konstanz war aber noch im November nicht geneigt, ihm die Konfirmation zu besiegeln, bevor sie sich der Annaten (hier sind wohl die ersten Früchte gemeint) wegen geeinigt hätten. Der bischöfliche Siegler, dem dieser Auftrag erteilt wurde, orientierte den Bischof, daß « zu zytten » der Abt von St. Johann 140 fl. bezahlt habe, Abt Christian 170 fl. und Abt Johann Steiger sogar 180 fl. Außerdem riet er, ihm die Konfirmation auf keinen Fall auszuhändigen, bevor er 21 fl. als « Minut » bezahlt habe [3], d. h. die Proklamations- und Konfirmationsgebühr. Das war wohl eine Folge der schlechten Erfahrungen der Kurie, daß sie zum voraus bezahlt sein wollte.

Joh. Steiger war mit den ihm auferlegten Bestimmungen nicht so ohne weiters einverstanden, kümmerte sich herzlich wenig um sie und mischte sich weiter in die Verwaltung. Deshalb ersuchte Jos. Amberg, Richter und Landammann zu Schwyz, den Bischof von Konstanz, eine Botschaft nach St. Johann zu senden. Gleichzeitig bot er sich an, dort vorbeizugehen und ein Einsehen zu tun, damit der abgesetzte Abt den Rorschacher Artikeln nachlebe, d. h. dem neuen Abt Rechnung gebe, Schlüssel, Silbergeschirr und alles Nötige aushändige.

Eine weitere Schwierigkeit in derselben Richtung bot der Suffragan in Überlingen, der sich weigerte, den neuen Abt in Einsiedeln zu weihen, es wäre unbillig. So wurde es notwendig, daß Bischof Johann sich ins Mittel legte und den Suffragan auf den 6. Januar des folgenden Jahres zur Vollziehung der Benediktion abordnete [4]. Konrads Anerkennung als Abt begegnete auch einigem Widerstand auf Seiten des Generalvikars, der ihn als unfrommen und schändlichen Mönch gekannt zu haben scheint; so ergab sich die Notwendigkeit, daß Konrad nachhelfen mußte. Balth. Stapfer deckte diese Nachhilfe in einem Brief an den Bischof auf: « Ich denke, das Fuder Wein hat ihm (dem Generalvikar) geschmeckt [5] ».

[1] G. Kr. W II 18, Nr. 94. [2] Sta. W II 11 fol. 7 f.
[3] Brief vom 4. Nov. 1535 G. Kr. W II 18, Nr. 94; als ebensolche « Minut » mußte Konrad Brumann 1489 14 fl. bezahlen (Freiburg i. Br. Erzb. Arch. fol. 64r).
[4] Brief vom 23. Nov. 1535, G. Kr. W II 18, Nr. 97.
[5] Brief vom 7. Febr. 1536, l. c., Nr. 125.

Um sich genau über den Stand des Gotteshauses zu unterrichten, ließen Ordinarius und Schirmherr am 17. Dezember 1535 das jährliche Einkommen und die laufenden Schulden durch Jos. Amberg und Balth. Stapfer von Schwyz, durch den Reichsvogt zu Wil und Rudolf Seiler, Bürger daselbst, inventieren[1]. Der Befund, den Jos. Amberg dem Bischof übermittelte, lautete dahin, daß der Einnahmen des Gotteshauses eine hübsche Anzahl sei und ein guter Haushalter sich damit begnügen könnte[2]. So mußte sich der neue Abt verpflichten, ohne Wissen und Willen des Herrn von Konstanz und des Abtes von St. Gallen nichts vom Eigentum des Gotteshauses irgendwie zu versetzen. Flawil, Bürglen, und jene Alp, die verkauft worden, hatte er wieder zu lösen, wofür ihm ca. 1000 gl. an Zins aufzunehmen erlaubt wurde[3]. Das ließ sich Konrad nicht zweimal sagen, und am 6. Januar 1536 verpflichtete er sich dem Luzerner Christoph Sonnenberg, dem damaligen Landvogt im Thurgau, für das Kapital von 1160 gl. zu einem jährlichen Zins von 56 gl. Dafür standen Bürgen der toggenburgische Landvogt Germann, der Lichtensteiger Schultheiß Joachim Zürcher und Ulrich Frey von Wil; aber auch diese wollten sich gegen Schaden decken, weshalb Konrad die Propstei Peterzell und alle Güter in der Landschaft Toggenburg als Pfand zu setzen genötigt war[4]. Schultheiß Koler (Beiname von Zürcher), der Ammann zu St. Johann und Heini der Keller wurden beauftragt, dem neuen Herrn in der Verwaltung etwas behilflich zu sein[5].

Bei ihrem Aufenthalt im Gotteshaus hatten die Beauftragten auch das dortige Leben gesehen, welches Jos. Amberg treffend charakterisiert: auf diese Art «vermöchten 7 Gotzhüser inn (den Abt) nit ein Jar zu entheben». Die großen Schulden hinderten Konrad keineswegs, in Saus und Braus zu leben. Früchte, Wein, Korn und dgl. des letzten Jahres wurden verkauft und verschenkt. Das Leben im Kloster war ganz unziemlich, wie an Hand der Anklagepunkte klar zutage treten wird. Und was besonders gefährlich war, der Abt gab den Bauern immer zu merken, daß er sie in keiner Weise erzürnen wolle; natürlich wurde dies dahin gedeutet, daß sie dem Gotteshaus fortan nichts mehr schulden sollten[6]. Der Schwyzer Landvogt fühlte

[1] Sta. B 35 Cl. 4 Cist. 2.
[2] Brief vom 10. Jan. 1536, G. Kr. W II 18, Nr. 119.
[3] Sta. B 35 Cl. 4 Cist. 2.
[4] Sta. B 297, S. 424; B 293, S. 50 ff.
[5] Sta. B 35 Cl. 4 Cist. 2.
[6] Brief vom 7. Febr. 1536, l. c., Nr. 125.

sich verpflichtet, den Bichof von Konstanz und den Abt von St. Gallen schleunigst davon in Kenntnis zu setzen [1].

Bischof Johann schob aber die ganze Angelegenheit hinaus wegen anderer dringlicher Geschäfte seines Stiftes; außerdem seien noch nicht alle Domherren « anhaimb », sodaß er nichts unternehmen könne [2]. Er mußte das Eintreffen der Herren abwarten, bis er zur Sanierung eines zu Grunde gehenden Klosters etwas unternehmen konnte [3]. Derartige Verzögerungen von seiten des Bischofs werden zwar begreiflich, wenn man weiß, daß das Domkapitel seit 1526 seinen Sitz in Überlingen hatte, während der Bischof auf dem Schloß zu Meersburg residierte [4].

Gegen Ende Januar 1536 kam ein Beschluß dahin zustande, daß der Bischof den Abt von St. Gallen um einen Mönch aus seinem oder einem andern Kloster bat, welcher der Verwaltung kundig sei. Sein Vorhaben war, diesen im Beisein Diethelms in St. Johann einzusetzen und Abt Konrad die Verwaltung zu untersagen [5].

Abt Diethelm aber machte Bischof Johann auf den Rückgang aufmerksam, den sein Kloster in den letzten Jahren der Glaubensneuerung erlitten, sodaß er gezwungen gewesen, junge Leute aufzunehmen, von denen aber noch keiner ein Kloster zu verwalten verstünde. Seine Meinung war, eine geistliche oder weltliche Person als Schaffner nach St. Johann zu senden, die « Hußhab » zu verwalten, den Gottesdienst aber dem Prälaten noch zu überlassen bis zu einer Visitation oder Reformation [6]. Wiederum wurde hinausgeschoben, was zu tun dringend notwendig gewesen wäre.

Den Schwyzern wollte es nicht einleuchten, daß die Obrigkeit bei einer solchen Ordnung wie sie zu St. Johann herrschte, nicht sofort dazwischen fuhr, da ihr doch alles bekannt war. Eindringlich mahnten sie den Abt von St. Gallen, ein Einsehen zu tun, da doch

[1] E. A. IV, 1. c., S. 599.

[2] Durch die verschiedenen Reformpläne in der zweiten Hälfte des 15. Jahrhunderts hatte sich das Domkapitel eine zentrale Stellung in der Verwaltung verschafft. Diese Reformpläne gingen zwar von der finanziellen Seite aus, dehnten sich aber bald über die gesamte Verwaltung aus, wurde doch 1491 sogar die Testierfreiheit des Bischofs unter die Obhut der Majorität des Kapitels gestellt (*Keller Franz*, Die Verschuldung des Hochstifts Konstanz im 14. und 15. Jahrhundert, FDA. N. F. III 1902, S. 76 ff.).

[3] Brief vom 22. Jan. 1536, Sta. F 1549, S. 579 f.

[4] *Schultheiß Christ.*, Constanzer Bistums-Chronik, hrg. von J. Marmor, FDA VIII 1870, S. 88.

[5] Brief vom 29. Jan. 1536, Sta. F 1549, S. 583 f.

[6] Brief vom 1. Febr. 1536, G. Kr. W II 18, Nr. 130.

solches auf keinen Fall geduldet werden könne. Sie konnten ihre Hände in Unschuld waschen, da sie ja gerne zu helfen bereit gewesen waren [1]. Balth. Stapfer, ihr Landschreiber, fügte noch ein besonderes Schreiben bei ; sein Sohn Christoph war nämlich in St. Johann, und er fürchtete nun, daß sich über den Unschuldigen ein Haß entladen würde, wenn er wieder dorthin zöge. (Christoph scheint sich aber dann doch zurecht gefunden zu haben, denn er hielt bis 1554 durch [2].) Balthasar drohte sogar, mit einigen Gleichgesinnten von sich aus einzugreifen, wenn alles nichts nützen sollte [3] ; dasselbe schrieb er auch nach Meersburg [4]. Auf diese Weise von Schwyz und Glarus gedrängt, ersuchte Diethelm den Bischof, schnell einen Tag festzulegen, das Nötigste zu beraten, da er ohne ihn nichts tun wolle [5].

Nochmals erhob Schwyz seine mahnende Stimme und ersuchte den Bischof dringend, sich mit dem Abt von St. Gallen zusammenzutun. Obwohl sie den Grund der Verzögerung nicht kannten, konnten sie doch nicht begreifen, daß man ein Kloster auf die Dauer in derartigem Zustand beließ. Einem Eingriff von ihrer Seite sollten Ordinarius und Schirmherr vorangehen [6].

Kurz darauf vereinbarten Abt und Bischof einen Tag nach Rorschach, was der Abt den Schwyzern sofort anzeigte. Schon am 24. Februar kam von Schwyz eine Botschaft zurück, die davon abriet, sich nach St. Johann zu begeben. Hätte man nämlich das « unversehnlich der puren » getan, so hätte daraus Unwille und Zorn gegen die Gesandten entstehen können. Würde dieser Tag aber Konrad angezeigt, könnte er sich vorsehen ; da man außerdem wußte, wie er alles mit den Bauern besprach, war zu befürchten, daß dem Gotteshaus noch größerer Schaden erwachse. Die Schwyzer stimmten daher dem Vorschlag des Bischofs nach Rorschach zu und ersuchten Diethelm, den Abt von St. Johann dorthin zu zitieren, rieten aber, auf der Hut zu sein, daß er nicht noch etwas dem Kloster Nachteiliges unternehme [7].

Die Gesandten traten am 6. März in Rorschach zusammen. Der bischöfliche Hofmeister Johann von Fridingen legte Abt Konrad auf

[1] Brief vom 7. Febr. 1536, Sta. F 1549, S. 589.
[2] Sta. B 231, S. 363 ist sein Tod aufgezeichnet unter dem 29. Jan. 1554.
[3] Brief vom 7. Febr. 1536, Sta. F 1549, S. 591.
[4] Unter demselben Datum G. Kr. W II 18, Nr. 125.
[5] Brief vom 13. Febr. 1536, Sta. Tom. 724, S. 602 ff.
[6] Brief vom 19. Febr. 1536, l. c., S. 604 ff.
[7] Brief vom 24. Febr. 1536, Sta. F 1549, S. 593 f.

einen Schlag 20 Punkte zur Verantwortung vor. Natürlich war dieser vor den Kopf gestoßen und schrieb unter dem 8. März an den Bischof: « Leicht könne man erfinden, daß nur Haß und Neid ihm diese Unwahrheiten unterschoben haben ». Da dies so plötzlich über ihn hereingebrochen war, glaubte er nicht, eine genügende Verteidigung geben zu können, weshalb er den Bischof ersuchte, in dieser Sache nicht zu « gächen », sondern ihn in offenem Verhör zur Verantwortung kommen zu lassen [1].

Abt Konrad war ein bemitleidenswerter Mensch, wie jeder, der ganz dem Teufel Alkohol verfallen ist. Einen großen Teil der Vergehen, deren er beschuldigt wurde, wird er in umnachtetem Zustand begangen haben, sodaß er nachher davon nichts mehr wußte. Alle Anzeichen sprechen dafür, daß er dem Säuferwahnsinn nahe gewesen, wenn wir z. B. hören, daß er seinen Regierungsantritt so « begoß », daß er vier Wochen nacheinander « voll win gesyn » und getan habe, als ob er « tob » wäre, was sich jede Weihnacht wiederhole [2]. Zu vielen Vergehen, deren ihn die Mönche anklagten, fügten sie selbst hinzu, daß sie in seiner « tobheit » geschehen, und eine zeitgenössische Notiz sagt, daß er « zu etlichen zyten siner vernunft berauptt » gewesen [3]. Es ist wahrscheinlich, daß ihn der 5jährige freie Aufenthalt in des Klosters Weinland und dessen Verwaltung dem Trunk ergeben machte, oder eine starke Anlage in ihm entwickelte. Um die Trunksucht und ihre Folgen drehten sich sozusagen alle Anklagepunkte [4]: er sei Tag und Nacht voll und fülle andere Leute mit « zuetrinken »; er gab zu, daß er gerne mit guten Herren und Gesellen trinke, aber nicht unmäßig, und wenn sich von ihnen einer selbst « fülle », könne er doch nichts dafür. Er muß schon einen « schönen Zug » gehabt haben, denn es hieß von ihm, er könne ein Maß Wein auf einmal austrinken [5]. Ein andermal wurde er gemäß der Landesordnung bestraft: « Wer mehr trinke als er behalten möge, der sei bußfällig [6] ». Daß er für Lutherische und Altgläubige in Wirtshäusern bezahlt habe, verneinte er, obwohl er in des Landvogts Haus zu Lichtensteig in drei Tagen

[1] Brief vom 8. März 1536, G. Kr. W II 18, Nr. 135. Wir ziehen hier auch die entsprechenden Punkte aus dem Kreuzverhör zu St. Johann herbei, das einen Monat später stattfand, um ein möglichst getreues Bild Abt Konrads entwerfen zu können.

[2] Sta. W II 11, fol. 153v und 149r. [3] Sta. B 293, S. 340 ff.

[4] Die Konrad vorgelegten Punkte finden sich Sta. W II 11, fol. 189 f., seine Antwort darauf ebenda fol. 11 f.

[5] Sta. W II 11, fol. 143v. [6] L. c. fol. 149v.

23 fl. und einige Kreuzer verzehrt und verspielt hatte [1], wie ihm ja überhaupt das Geld nur so durch die Hand ging, wenn er solches besaß [2]. Er komme selten in die Kirche, und wenn er komme, so tue er nichts, als schwören und hadern mit den Herren; dagegen sagte er, daß er dort gewöhnlich der erste sei, und wenn die Mönche dann nicht nach der Regel beteten, werde er «wunderlich»; gar geschickt wußte er damit seinem Verhalten in der Kirche den Anstrich der Pflichterfüllung zu geben. Johann Steiger sagte von ihm, einige Metten ausgenommen, sei er immer da [3]. Im Großen und Ganzen scheint dies zu stimmen, wenn er auch aus einem andern Grund immer der Erste war, der zugleich jene andere Aussage rechtfertigt, daß er beim Beten einschlafe und ganze Verse auslasse [4]: er esse und trinke bis Mitternacht und lese dann Messe vor Tag; Konrad dagegen behauptete, zur rechten Zeit Messe zu lesen, und zwar wie es sich gezieme, nur halte er gewöhnlich die gestiftete Frühmesse. Es scheint schon nicht ganz so gewesen zu sein, denn schon am 10. Januar hatte Balth. Stapfer an den Bischof geschrieben, daß er sich bis Mitternacht und darüber hinaus höchst ärgerlich verhalte, dann hingehe, um Messe zu halten, sodaß man sich zuweilen fragen müsse, ob er überhaupt gebetet habe [5]. So kam es einmal vor, daß er um Mitternacht in seiner «tobheit» mit den «pontificalia» sich bekleidete und im Kloster umherzog mit der Frage, wie ihm diese Kleider stünden [6]. Wenn er dann in solchem Zustand die Messe las, konnte es ihm wohl passieren, daß er den Teufel zu hören glaubte, was er aber auch abstritt, obwohl fast alle, die man darüber vernahm, zustimmten, daß er dies gesagt habe. Lenz Lehnherr diente ihm bei der Messe, in welcher er stockte und dafür nachher in der Sakristei folgende Erklärung gab: «So wahr ich diese Schlüssel in der Hand halte, habe ich den Teufel gehört [7]». Haufenweise Kleider verschenkt zu haben, verneinte er, nur einigen Amtleuten habe er solche geschenkt; dennoch muß er dies getan haben, wie Joh. Steiger und Jak. Zürcher bezeugten [8].

Keineswegs gab er zu, sich mit Ehefrauen eingelassen zu haben, und doch hatte er damit geprahlt, wie es fast alle seine Mönche bezeugten. Das Weib des Apostaten Gorius scheint dabei eine besondere Rolle

[1] L. c. fol. 149v.
[2] L. c. fol. 143v.
[3] L. c. fol. 143v.
[4] L. c. fol. 149v.
[5] Brief vom 10. Jan. 1536, G. Kr. W II 18, Nr. 119.
[6] Sta. W II 11, fol. 151v.
[7] L. c. fol. 155r.
[8] L. c. fol. 144v und 150r.

gespielt zu haben [1]; Dienstleute habe er beauftragt, ihm des Fürers Weib in Wildhaus zu kuppeln [2]. Die Magd seines Vorgängers sollte ihm ebenfalls als Werkzeug seiner Lust dienen, wie es diese selbst bezeugte [3]. Trotz alledem scheint sich in ihm noch ein Gewissen geregt zu haben, wenn er, laut Zeugenaussage, seiner unsittlichen Forderung an diese Magd beifügte: « Es sei ja nach der Messe [4] ». Sein Verhältnis zum 13 oder 14jährigen Töchterlein seines Vorgängers, wofür ihn dieser strafen wollte, suchte er mit dem Kirchengesetz zu rechtfertigen [5], nach welchem das Mädchen vom vollendeten 12. Jahre an heiratsfähig war. Nach Feldkirch hatte er noch immer nicht ganz eindeutige Beziehungen, da man ihm vorwarf, er schicke seiner Hure dorthin Getreide, was er dahin richtig stellte, daß es seine Tochter sei, die ihm eine Zeit lang den Haushalt besorgt habe; 2 oder 3 Mütt, sagte der Säumer, habe er über den Rhein geführt für seine Kinder und seinen Tochtermann [6]. Schwören und fluchen konnte er bei « crüz, marter und lyden [7] », und wenn er etwas verloren, mußte immer das Hausgesinde die Schuld tragen. Begreiflich ist, daß er bei seiner Lebensführung nachts niemanden in Ruhe ließ, und keine heiligen Zeiten kannte. Konrads Rechtfertigung lautete dahin, daß er nur hie und da zur Mette geweckt habe; anders klingen aber die Aussagen der Mönche: « In einer Samstagnacht sei er zusammen mit dem Prädikanten singend und pfeifend vor das Gemach des alten Herrn gekommen [8] und vor Weihnachten sei er mit einem « Spiel » im Kloster herumgezogen [9] ». Auf der Reise nach Meersburg leistete er auch allen möglichen Unfug, da er sich ordentlich « feucht gehalten ». Ferner scheint er ein passionierter Tänzer gewesen zu sein, da er den Lehnherr mitten in der Nacht weckte, mit der Bitte, ihm zum Tanze aufzupfeifen, und dies auch in der Fronfasten nicht bleiben lassen konnte [10].

Folgenschwerer war Konrads Verhältnis zu den Neugläubigen. Er pflegte häufig « gastung » mit ihnen, und Johann Steiger fügte bei, er habe Briefe in seiner Kammer, und da der Prädikant bei ihm gewesen, sei zu befürchten, daß etwas verändert worden sei [11]; er hatte wirklich auch einige Zinsbriefe lösen lassen [12], um Geld zu machen.

[1] L. c. fol. 154v.
[2] L. c. fol. 152r.
[3] L. c. fol. 154v.
[4] L. c. fol. 150r und 153r.
[5] L. c. fol. 152v.
[6] L. c. fol. 150v.
[7] L. c. fol. 145r.
[8] L. c. fol. 151r.
[9] L. c. fol. 153r.
[10] L. c. fol. 155r.
[11] L. c. fol. 146v.
[12] L. c. fol. 144r und 151v.

Bei verschlossenen Türen verhandelte er lange mit den neugläubigen Rädelsführern, Ammann Künzli und Martin Edelmann, und gab ihnen gute Antwort, daß er sich ihnen « glichförmig » zu machen gedenke, wenn sie überhand nähmen [1]. Wiederholt kamen die Bauern in das « catafal » (Refektorium) und zechten darin, und jeder ging in die Konventstube und tat sich dort gütlich ; Männer und Weiber liefen beliebig im Kloster herum [2].

Wie sollte ein solcher Abt, der doch mehr durch Beispiel als durch Worte über alles Gute und Heilige belehren, und dessen Geheiß und Unterweisung wie Sauerteig der göttlichen Gerechtigkeit in die Herzen der Jünger dringen sollte [3], Erzieher seiner Untergebenen sein ! Einer sagte von ihm, daß er wenig strafe, und daß die « Jungen » auch nichts darauf geben [4].

In diese Zeit fällt ein letzter Versuch, das Klosterleben zu reformieren. Bischof Johann hatte mit seinem Hofmeister eine Abmachung getroffen betreffend zwei Konventualen aus dem Kloster Blaubeuren [5]. In einem Brief vom 5. März 1536 meldete er ihm die beiden an mit dem Begehr, sie nach St. Johann zu schicken, damit dort der Gottesdienst gemehrt und erhalten würde. Anfangs April begegnen uns die beiden, fr. Blasius Hippolt und fr. Bertholdus Geist, im Konvent mit dem Vermerk, daß sie vor drei Wochen erst hergekommen seien [6]. Alle Zeugnisse über sie lauten günstig : « Sie halten sich wie fromme Mönche mit Singen, Lesen und Messehalten und führen einen ehrlichen christlichen Wandel ». Der jüngere von ihnen versah die Schule

[1] L. c. fol. 142r und 153r.

[2] L. c. fol. 154r.

[3] Benediktus : Regel des hl., übers. von *P. Bihlmeyer*. Bibliothek der Kirchenväter XX, Kempten und München 1914, S. 19 f.

[4] L. c. 154r.

[5] Im Sommer 1535 waren dort die Kommissare Herzog Ulrichs erschienen, das Kloster zu räumen ; die Mönche sollten entweder ein Leibding annehmen, oder sich nach Maulbronn begeben, wo sie ihr gemeinschaftliches Leben fortsetzen konnten, aber zugleich Unterricht in der neuen Lehre erhielten. Die Neugläubigen fanden im Kloster keine ihnen freundliche Partei ; nicht einen Abtrünnigen weisen die Akten auf. Vor ihrer Trennung setzten die Mönche am 7. Januar 1536 in einer Urkunde fest, getreu füreinander zu sorgen, und nichts zu tun, was zu gegenseitigem Schaden gereichen könnte. Dann flüchteten sie in andere Klöster, bis sie 1548 nach der Besetzung Württembergs durch die Kaiserlichen wieder zurückkehren durften (vgl. *Rothenhäusler Konr.*, Die Abteien und Stifte des Herzogtums Würtemberg im Zeitalter der Reformation, Stuttgart 1886, S. 139 ff.).

[6] G. Kr. W II 18, Nr. 98 ; Sta. W II 11, fol. 143r und 154r.

und zeigte sich dort beflissen [1], denn es waren fünf Novizen im Geiste des hl. Benedikt zu erziehen [2]. Aber der Konvent, in den die beiden hineinkamen, war auf solche Weise nicht mehr umzugestalten. Was wollten die beiden nur mit ihrem guten Beispiel erreichen in einem Kloster, wo Bacchus und Venus zuhause waren! Wie die Ereignisse beweisen, war die Arbeit der beiden ganz umsonst. Sie werden diese vergiftete Atmosphäre bald wieder verlassen haben, da wir lange nichts mehr von ihnen hören [3].

Es ist aber doch zu sagen, daß Abt Konrad äußerliche Pflichten des Ordenslebens aufrecht erhielt, wie Chorgebet, tägliches Kapitel mit Lesung aus Martyrologium und Regel [4]. Er pochte sehr auf seine Würde: « Ego dominus! », wenn er auch nebenbei des Prädikanten Predigt besuchte [5].

Dies ist das traurige Bild, das der Historiker von Abt Konrad entwerfen muß. Es ist leicht zu begreifen, daß er, zu Rorschach vor diese Tatsachen gestellt, nicht sogleich die nötigen Beschönigungsmittel zur Verfügung hatte. Da war wirklich eine Visitation dringendstes Bedürfnis, weshalb Schwyz und Glarus mit dem Abt von St. Gallen auf einen neuen Tag nach St. Johann übereinkamen. Der Bischof setzte dafür den 3. April an, d. h. die Gesandten hatten sich am Vorabend im Gotteshaus einzufinden [6]. Bischof Johann, der anscheinend gehörig auszukehren vorhatte, schickte seinen Hofmeister von Fridingen und seinen Siegler Hieron. Moser mit dem Auftrag, « desselben eingeleipten personen vom Houpt an bis auff die Glider, ouch die Glieder zwüschen Inen selbs » über ihre ganze unleidliche Ordnung, die Vernachlässigung des Gottesdienstes und alle Streitigkeiten zu visitieren, nach richterlicher Gebühr zu inquirieren und anzuordnen, was zum Wiederaufbau vonnöten sei [7].

[1] Sta. W II 11, fol. 146v. [2] L. c. 148v.

[3] Im Februar 1548, da ihr Kloster wieder hergestellt werden durfte, begegnen uns die beiden in der Proklamationsliste für den neuen Abt, Blasius Hippolt als Prior (Freiburg i. Br. Erzbisch. Arch. Cod. 115, fol. 79r und 89r).

[4] L. c. 154r. [5] Sta. W II 11, fol. 150v, 148v, 152v.

[6] Brief vom 10. März 1536, G. Kr. W II 18, Nr. 129.

[7] Kreditiv vom 31. März 1536, l. c., Nr. 128. Wahrscheinlich konnte Diethelm um diese Zeit im Verein mit Schwyz trotz seiner frühern Absage einen Mönch finden, der für die Prälatur zu St. Johann tauglich schien, in der Person des Heinrich Stolz, eines Konventualen von Engelberg (zwei undatierte Briefe auf der Rückseite der Kopie des Briefes vom 10. März; siehe Anm. 6), der aber nie dazu kam; es wurde jetzt gemäß seinem frühern Vorschlag ein weltlicher Schaffner gesetzt.

So wurde es gehalten, und im Konvent, der samt den zwei Fremden noch sechs Mitglieder zählte (von den fünf Novizen, über die wir weiter nichts mehr hören, hatte noch keiner Profeß getan [1]), ein regelrechtes Kreuzverhör veranstaltet; jeder wurde über jeden gefragt.

Über den alten Herrn, Johann Steiger, hatte man nicht viel zu klagen; dem Befehl gemäß hatte er seine Kinder aus dem Kloster weggeschickt, sich anscheinend auch über seine Absetzung beruhigt. Er verhielt sich jetzt ganz neutral und tat niemandem etwas zuleide; nur im Brotkeller, zu dem er noch immer die Schlüssel besaß, ging nicht immer alles mit rechten Dingen zu [2].

Jakob Zürcher, der Sohn des Schultheißen von Lichtensteig, trank nicht ungern, doch wußte er Maß zu halten. Die Kirche besuchte er fleißig, verschlief nur ein bis zwei Metten in der Woche und mied den Umgang mit den Neugläubigen. Über lästerlichen Umgang mit Frauen konnte man ihm nichts nachsagen, wenn ihm auch ein Jahr zuvor ein Kind geboren worden war. Im ganzen war er eine friedliche Natur, wenn er nicht gereizt wurde, und unternahm nichts ohne den Willen des Abtes [3].

Christoph Stapfer, der Sohn des Schwyzer Landschreibers, war Subdiakon und Kustos im Kloster. Weder des Trunkes noch der Unsittlichkeit konnte man ihn zeihen, wenn er auch früher «üppig gnug» sich gehalten hatte. Seine forsche Natur trieb ihn zu Hartnäckigkeit dem Abt gegenüber und zu häufigen Streitigkeiten, sogar zu Schlägereien mit den Novizen. Er lief nach Belieben nicht bloß aus der Kirche, sondern auch aus dem Kloster, wie er einmal bis nach Wil gelaufen war, sich ein «Stienzli» zu kaufen [4].

Blasius Hippolt und Berth. Geist aus Blaubeuren waren in aller Munde als «züchtige, ehrbare Mönche guten Wandels, fleißig in Kirche und Schule».

Die Dienstleute übertrafen an Zahl die Mönche. Cellerarius war einer der Professen. Kaspar Stark, der Marstaller, hatte nur zwei Pferde zu besorgen; trotzdem spielte er mit Vorliebe den Junker. Vom selben Schlag war seine Frau, damals Köchin im Gotteshaus, da der Koch krank im Dorfe lag, ohne vom Kloster unterhalten zu werden; immer

[1] Sta. W II 11, fol. 143r und 148v. Wie gesagt, haben wir das, was über Konrad Stricker gesagt wurde, schon bei seiner ersten Verantwortung zu seinem Gesamtbilde herbeigezogen.

[2] L. c. fol. 147r.

[3] L. c. fol. 153v, 146r und 147r.

[4] L. c. fol. 147v, 148r und 152r.

wollte sie eine oder zwei Mägde um sich haben. Kämmerling war ein junger Knabe, der in des Abtes Gemach wohnte. Die Ökonomie wurde von drei Knechten besorgt, die unter einem Werkmeister standen. Um die nötigen Lebensmittel herzuschaffen, wurde auch ein Säumer gehalten. In Küche und Stall war noch je ein Knabe angestellt [1]. Das Protokoll sagt uns auch, daß man damals körperlich oder geistig irgendwie Behinderte im Kloster beherbergte ; so ernährte man einen Stummen, der hie und da eine Arbeit verrichtete, und ein armes Knäblein, das von einem Holzklotz geschlagen worden war.

Das Bild des Klosters, das uns dieses Verhör entwirft, ist wohl das ausführlichste aus seiner ganzen Geschichte. Es war höchste Zeit, etwas zu unternehmen, denn Abt Konrad hatte nur noch auf den Entscheid der damaligen Tagsatzung in Basel abgestellt, sich den Reformierten gleichförmig zu machen oder nicht [2]. Dort aber wurde bekanntlich die Ende Januar von den hervorragendsten neugläubigen Theologen aufgesetzte erste Helvetische Konfession von Zürich, Bern, Basel, Schaffhausen, St. Gallen, Mülhausen und Biel einstimmig angenommen [3]. Diese Festigung des neuen Glaubens wäre für Konrad wohl das Zeichen zum Abfall gewesen.

Dem kamen die Abgeordneten zuvor, indem sie Jakob Zürcher, der schon vorher als « alleiniger Conventherr » des Konventes eingezogen [4], nach dem Verhör zum Schaffner bestimmten, « uff ain jar lang zu versuchen ». Er mußte schwören, nur des Gotteshauses Nutzen zu fördern und die Verwaltung so zu führen, daß er dem Ordinarius und dem Schirmherrn jederzeit Rechenschaft zu geben wisse, ohne deren Bewilligung es ihm verboten war, irgend etwas an Zinsen oder Gütern zu verkaufen. Sollte im Laufe der Zeit Etliches abgelöst werden, so mußte mit dem Geld sofort wieder Gleichwertiges aufgekauft werden. Die « unzimliche gastung » mußte abgestellt und die überflüssige Dienerschaft entlassen werden. Zu den Briefen wurde dem Schaffner, dem alten und neuen Herrn je ein Schlüssel gegeben, ohne deren Beratung Jakob nichts tun durfte. Flawil und Bürglen, noch immer nicht gelöst, sollte seine erste Sorge gelten [5].

Zürcher schien seine Sache gut zu machen, aber es war nicht leicht zu bessern, was schon verdorben war. Dennoch ließ man die Sache vorläufig auf sich beruhen, und erst im Januar des folgenden

[1] L. c. fol. 148 und 152r.
[2] L. c. fol. 155r.
[3] *Dierauer*, III, S. 243.
[4] Sta. W II 11, fol. 147v.
[5] L. c. fol. 9.

Jahres vernehmen wir, daß Abt Diethelm mit den Schwyzern vorhatte, Rechnung zu nehmen. Vermutlich hätte dieser Rechnungstag Ende 1536 stattfinden sollen, aber die Schwyzer hatten auf einen Brief des Schultheißen Koler (Zürcher) hin abgesagt: « Die Landleute seien momentan so sehr mit Geschäften beladen, daß ihnen dieser Tag ganz unbequem wäre. Da er zudem nur angesagt sei, um Klage zu führen gegen Gotteshausleute und Konvent, so würden sie höchst unwillig nach Lichtensteig kommen. Deshalb mögen sie die Sache noch etwas verziehen und dann einen Tag nach St. Johann ansetzen ». Die Schwyzer wünschten, daß der nächste Termin den Glarnern gleichfalls angezeigt werde und fanden es für gut, auch den Bischof zu laden [1].

Diesem Wunsche Zürchers schien Diethelm nachkommen zu wollen, indem er als nächstes Datum den 20. Februar ansetzte, und zwar nach St. Johann; die Schwyzer bestimmten den 28. Januar, aber kein Tag kam zustande. Da das Elend des Gotteshauses immer mehr gestiegen, hatte der Prior die Sache dem toggenburgischen Landrat vorgelegt, welcher ihm riet, aus des Gotteshauses drei Gerichten je einen Mann zu ernennen, denen er dann noch einen zugesellen wollte. Diese vier Männer sollten den Abt von St. Gallen bitten, mit Schwyz und Glarus einzuschreiten, ihnen jedoch keine Neuerung aufzudrängen [2].

Wieder wurde die Angelegenheit hinausgeschoben. Der Schaffner hielt anscheinend die Zügel gehörig in den Händen, denn im März 1537 beklagte sich Abt Konrad bitter bei Diethelm, daß er gar nichts mehr zu sagen habe, daß Jakob die ganze Verwaltung an sich gerissen. Er bat und beschwor ihn, doch auch etwas sagen zu dürfen zu dem, was ihm von Rechts wegen zukomme. Mit dem Versprechen, sich fortan zur allgemeinen Zufriedenheit zu verhalten, hoffte er, seiner Bitte Nachdruck zu verleihen. Darüber aber wollte Diethelm erst mit den Schwyzern beraten [3].

Anfangs April endlich kam der Rechnungstag zustande. Neben den Gesandten des st. gallischen Abtes erschien jeder Ort mit zwei Boten zu St. Johann, gemäß den Bestallungsbedingungen Rechnung zu fordern. Aber mit dem Schaffner sträubten sich der Abt und Christoph Stapfer, indem sie auf ihre von Päpsten, Kaisern und Königen verliehenen Privilegien hinwiesen: sie seien niemandem Rechnung zu

[1] Brief vom 15. Jan. 1537, Sta. B 293, S. 54 ff.

[2] Sta. E 1134, fol. 105v und F 1549, S. 651 f.; Brief in Abschrift von Stiplin und einleitende Bemerkung.

[3] Sta. B 297, S. 426; B 293, S. 38 f.

geben schuldig, als dem Herrn von St. Johann. Jakob rechtfertigte sich damit, daß er bei der Annahme der Bestallung diese Freiheiten noch nicht gekannt habe. In ernster Ermahnung legte Diethelm mit den beiden Orten den Konventualen dar, daß sie das Kloster ja gerade bei seinen Freiheiten schirmen möchten, wie es ihre Pflicht sei, da des Gotteshauses Abgang jedermann in die Augen springe. Ammann und Amtleute sprachen zugunsten Konrads : man möge ihnen keine Neuerungen aufdrängen. Abt Diethelm beharrte auf seiner Macht und Pflicht als Schirmer, worauf die Gegenpartei erwiderte, daß sich der Schirmbrief nur auf das Malefiz beziehe, und hierin wollten sie auf dem Buchstaben beharren. Nach langem Hin und Her bemerkte Abt Konrad, von seiner Seite seien weder Einnahmen noch Ausgaben zu buchen, da er in den letzten Jahren nur die geistlichen Angelegenheiten zu regeln gehabt hätte. Auf das hin gaben Zürcher und Stapfer nach, indem sie spitzfindig äußerten, daß sie zwar nur dem Abt Rechnung gäben, ihnen aber zuzuhören erlaubten. Einnahmen und Ausgaben wurden dann verlesen, aber nichts von schuldigen Zinsen, Zehnten, Restanzen und dgl., sodaß die Orientierung über den ganzen Zustand des Klosters doch nicht möglich war. Die Antwort des Konventes auf die Frage, ob er mit der Rechnung zufrieden sei, war seine Hartnäckigkeit [1]. So war dieser Tag umsonst gewesen, und die Schirmherren waren so klug wie zuvor.

Gleichzeitig bedrohte ein lutherischer Vogt das Kloster, sodaß ihm die Schwyzer mit Zitation vor die Tagsatzung drohten. Überhaupt, erklärten die Schwyzer den Toggenburgern, als diese sich dem Landrecht gemäß zu verhalten versprachen, es wäre ihnen nichts lieber, als daß sie dem Wort die Tat folgen ließen [2]. Die Toggenburger konnten ihre kurze Freiheit noch nicht vergessen, abgesehen davon, daß die Loskaufsurkunde noch immer deponiert und nicht definitiv herausgegeben war [3]. Naturgemäß mußte es ihnen jetzt schwerer fallen, dem Abt von St. Gallen wie früher Huldigung und Eid zu leisten.

Nach dieser äußerst schlau angelegten Rechnungsabgabe scheint Jakob Zürcher noch selbstherrlicher geworden zu sein, sodaß am 22. August 1537 Abt Konrad sich persönlich nach Wil an die äbtische Pfalz begab mit erneuten Klagen, daß er gar nicht dazu komme,

[1] Sta. A 112, fol. 128v ff. ; E. A. IV 1. c., S. 823 f.
[2] E. A. IV 1. c., S. 831.
[3] Vgl. *Wegelin*, II, S. 88 und 113 f.

Herr zu sein, obwohl er doch der Erwählte sei. Um seinem Gesuch Gehör zu verschaffen, bot er sich diesmal an, vor Diethelm und den Schwyzern Rechnung zu geben. Dem Pfleger wurde jetzt, nach Ablauf des ersten Amtsjahres, wie aus dem Protokoll hervorgeht, sein Amt nur mehr von Monat zu Monat geliehen [1].

Trotz all seiner Anmaßung wußte aber auch Jakob keinen andern Weg, der bedrängten Lage des Klosters aufzuhelfen, als den des Güterverkaufs und der Geldaufnahme. Schon im Juli 1537 hatten sich die Alpgenossen von Selun, Sellamatt und Breitenalp um 300 fl. von Boden- und Herrenzins und allen weitern Verpflichtungen gegen St. Johann losgekauft; Gesandte von St. Gallen, Schwyz und Glarus waren dabei. Sollten die Genossen zweier Alpen in Streit geraten, so hatten die der dritten die Richter zu stellen, jedoch unter dem Vorsitz des Ammanns von St. Johann, der auch den Stab führen sollte: « Und ob sunst etlich Fräffel und Buoßen uff dryen Alpen gfielen, dieselbigen sollen allwegen zu St. Johann gerechtvertigott werden [2] ». So waren des Gotteshauses größte Alpen dahin, hatten sie doch zusammen über 2500 Kuhrechte, wie aus einem Verzeichnis hervorgeht, das 90 Jahre später aufgestellt wurde [3]. Zu Beginn des folgenden Jahres verpflichtete sich das Kloster gegen Wolfg. Altmannshauser in Feldkirch für 300 fl. zu einem jährlichen Zins von 15 fl. [4].

Noch mehr unternahm Jakob in dieser Hinsicht, sodaß dem Domherrn von Konstanz, Peter Speyser, auf dem Hofgericht zu Kreuzlingen von dessen ganz verderblicher Haushaltung « mit Versetzen und Verkaufen » erzählt wurde. So begann er es ungefähr im Stil des vorigen Abtes zu treiben, was man allgemein von ihm nicht erwartet hatte. Die Domherren von Konstanz ersuchten darauf Abt Diethelm, einen Tag nach Wil, Rorschach, oder St. Gallen anzusetzen, um den Schaffner zur Verantwortung zu ziehen [5]. Die Kurie suchte ihr Recht wieder einmal geltend zu machen, wenigstens das Kapitel zu Überlingen, aber es sollte nicht nach seinem Willen gehen.

Kurz darauf vereidigte Abt Diethelm zusammen mit Schwyz und

[1] Sta. E 1134, fol. 121r.

[2] Sta. B 297, S. 427 f.; *Wegelin*, II, S. 123, Anm. 73. Über das Stabführen vgl. *Holenstein*, S. 29, Anm. 1.

[3] Toggenburg, Das Land, und sein Landesallmeindenreklamationsprozeß, St. Gallen 1845, S. 58.

[4] Sta. B 297, S. 429.

[5] Brief vom 15. Aug. 1538, Sta. F 1549, S. 743 f.; St. Johann war ihm an zu unwegsamer Stätte gelegen.

Glarus das Toggenburg, und die Gesandten der beiden Orte erzählten ihm von der elenden Haushaltung zu St. Johann ; ihre Herren hatten ihnen Gewalt gegeben, zusammen mit dem Schirmherrn ein Einsehen zu tun, und baten ihn alsogleich, mit ihnen nach St. Johann zu reiten. Auf etwa 18 Pferden [1] kamen sie im Gotteshaus an. Die Ereignisse des letzten Rechnungstages wiederholten sich ; Abt, Schaffner und Kustos wehrten sich gemäß ihren Freiheiten, gaben aber schließlich die Erlaubnis zuzuhören. Die Ausgaben überstiegen die Einnahmen um etliche hundert Gulden ; aber wieder sagte der schlaue Jakob von Renten, Gülten, Wein und Korn kein Wort. Trotzdem bekam man den Gesamteindruck, daß das Gotteshaus trefflich « versetzt », und daß ganz « unwesentlich » gewirtschaftet worden sei [2]. Bei den Gotteshausleuten von St. Johann führte Diethelm nachher Klage über diese Rechnungsführung und besonders darüber, daß sie von Abt und Konvent angenommen worden war [3].

Ein anderes Ereignis trat aber inzwischen ein, das für einige Zeit die ganze Aufmerksamkeit auf sich lenkte, sodaß die finanzielle Lage ganz in den Hintergrund trat. Am 14. September 1538 richtete der Konvent von St. Johann ein eiliges Schreiben an Jörgen Albrecht, den bischöflichen Notar, er möge am nächsten Montag (16. September) unverzüglich zu ihnen ins Gotteshaus kommen etlicher Händel wegen, die sie « der Kürze wegen » nicht aufzählten. Sollte er aus einem wichtigen Grunde verhindert sein, möge ein anderer geschworener Notar erscheinen, damit den Gotteshausleuten « nit etwas unfal instele ». Wie schlau auch dieser Brief abgefaßt ist, am Schluß verrät er doch in etwa das Begehren der Konventherren : « Die gnädigen Herren von Pfäfers und Churwalden [4] mit andern Herren seien auch dabei » [5]. Am

[1] Sta. Rubr. 127, Fasz. 2 ; Diethelm mit dem Subprior Hans, Hauptmann Rudolf Seiler, Vogt Bleiker, Junker Stoffel und ihre Knechte selbneunt ; Vogt Gupfer, Vogt Ulrich und Landschreiber Öchsli von Schwyz und zwei Boten von Glarus, jeder mit einem Knecht.

[2] Brief vom 3. Sept. 1538, G. Kr. W II 18, Nr. 192.

[3] Undatierter Brief, wohl aus der zweiten Hälfte Sept. 1538, G. Kr. W II 20, Nr. 121.

[4] Zu Pfäfers regierte damals der unrühmliche Joh. Jak. Russinger von Rapperswil (*Meyer J. G.*, Gesch. des Bistums Chur II (1914), II, S. 67 f.). Der rechtmäßig eingesetzte Abt von Churwalden war Florin Janet, den aber die Landleute vertrieben. Sie setzten den einzigen Konventualen, der noch lebte, zum Abt ein, Martin Dusch, der schon sehr alt war. Florin Janet wurde erst 1540 wieder zugelassen, l. c., S. 54.

[5] Brief vom 14. Sept. 1538, G. Kr. W II 18, Nr. 183 ; Sta. F 1549, S. 747, sagt 9. Sept., was aber kaum stimmen wird.

13. September[1] war Abt Konrad gestorben, und sein Tod sollte nun verheimlicht werden, zum mindesten, bis man für einen Neugewählten um Konfirmation an die Kurie gelangen konnte. Das Manöver mißlang, und Diethelm erfuhr davon am selben Tage, an dem Jörgen Albrecht in St. Johann hätte sein sollen. Eine Wahl war jedoch nicht mehr zu verhindern.

Wie Konrads ganzes Leben stand auch noch sein Tod mit allen Folgen im Banne der Bosheit. Man kann wirklich sagen, daß mit der Absetzung Johann Steigers und mit der Wahl Konrad Strickers des Klosters Wirtschaft vom Regen in die Traufe geraten war. Doch darf diesem kaum die ganze Schuld zugeschoben werden, da ja die meiste Zeit ein Schaffner an seiner Stelle amtete und da er außerdem nicht immer zurechnungsfähig gewesen. Mit einem durch seinen negativen Ausdruck sehr vielsagenden Wort charakterisiert Murer Konrads Regierung: «Gieng kalt durch die Prälatur, weder seinem Gottshaus, noch underthanen trostlich, noch hilflich[2]».

## II. ABSCHNITT

## St. Johanns letzte Äbte, Jakob Zürcher und Johannes Zoller

### 1. Kapitel

### Geistliche gegen weltliche Gewalt

Die geistliche wie die weltliche Gewalt über das Kloster St. Johann lag in der Hand eines geistlichen Herrn: diese beim Abt von St. Gallen, jene beim Bischof von Konstanz. Die Bestätigung einer Abtwahl in St. Johann war rechtlich Sache des Diözesanoberhauptes; an dieser Tatsache hatte bisher niemand etwas zu ändern versucht. Da aber Diethelm Schirmherr der weltlichen Verwaltung war, begreifen wir, daß er damals zu einer Neuwahl seine Meinung zu sagen begehrte. Zum ersten Mal hören wir von einer Abtwahl zu St. Johann, die soviel Umtrieb und schließlich Uneinigkeit zwischen den Gewalthabern schuf.

[1] Sta. W II 11, fol. 17; *v. Arx*, III, S. 78, und *Wegelin*, II, S. 121, sagen fälschlich den 1. Weinmonat.

[2] *Murer*, XXI.

Es erhob sich ein erbitterter «Wahlkampf» zwischen den Parteien, als das Vorhaben des Konventes von St. Johann ans Licht kam, der ohne Wissen seiner geistlichen und weltlichen Obrigkeit einen neuen Abt zu wählen sich unterstand. Diethelm wußte nichts Eiligeres zu tun, als einen Brief an die Versammlung zu schreiben, «allen geistlichen und weltlichen Prelaten, notarien, schreibern und andern Würdenträgern», und darin sein tiefes Bedauern über ihr Vorhaben auszudrücken. Er machte auf die Vorschriften aufmerksam, die der hl. Benedikt für die Wahl eines Abtes im 64. Kapitel seiner Mönchsregel gegeben hatte [1], und mahnte allen Ernstes, von einer Wahl abzustehen und keinerlei Instrumente zu fertigen, ansonst er sich genötigt sähe, bei der geistlichen Obrigkeit gegen sie Klage zu führen [2].

Dem Konvent befahl Diethelm, den Hieron. Schiri auf Grund seiner Absolution wieder aufzunehmen und ihn zum Wahlakt ebenfalls zuzulassen ; ferner machte er auf die großen Kosten aufmerksam, die eventuell entstehen könnten, da sie weder ihn noch die geistliche Obrigkeit vom Tode Konrads benachrichtigt hatten [3].

Schon nannte sich Jakob erwählter Abt. Trotz der traurigen Gesamtlage des Klosters erlaubte er sich zu schreiben : «Wenn E. f. g. es für nötig hält, uns auf das 64. Kapitel unserer Regel aufmerksam zu machen, so wollen wir E. f. g. folgendes sagen : aus jenem 64. Kapitel ist gar nicht genau zu ersehen, wie ein Abt zu St. Johann zu wählen sei ; jedoch steht das klar und deutlich in Papst Eugens Bulle [4], nach der wir gehandelt haben. Dabei hat E. f. g. uns zu schirmen» [5].

[1] « In abbatis ordinatione illa semper consideretur ratio, ut hic constituatur, quem sive omnis concors congregatio secundum timorem Dei, sive etiam pars quamvis parva congregationis saniore consilio elegerit. Vitae autem merito et sapientiae doctrina elegatur qui ordinandus est, etiamsi ultimus fuerit in ordine congregationis. Quod si etiam congregatio vitiis suis, quod quidem absit, consentientem personam pari consilio elegerit, et vitia ipsa aliquatenus in notitiam episcopi, ad cuius diocesim pertinet locus ipse, vel ad abbates aut christianos vicinos claruerint, prohibeant pravorum praevalere consensum, sed domui Dei dignum constituant dispensatorem scientes pro hoc se recepturos mercedem bonam, si illud caste et zelo Dei faciant, sicut e diverso peccatum, si neglegant» (Benedicti regula Monachorum hrg. und erklärt von *B. Linderbauer*, Metten 1922, S. 78). Damit wollte Diethelm seine Berechtigung nachweisen, sie allen Ernstes zu ermahnen.

[2] Brief vom 17. Sept. 1538, Sta. W II 11, fol. 18.

[3] Unter demselben Datum G. Kr. W II 18, Nr. 190

[4] « Obeunte vero te nunc eiusdem loci abbate, vel tuorum quolibet successorum, nullus ibi qualibet surreptionis astutia seu violentia praeponatur, nisi quem fratres communi consensu, vel fratrum pars consilii sanioris secundum Deum et beati Benedicti regulam providerint eligendum» (Sta. XVIII, S. 27 f.).

[5] Brief vom 18. Sept. 1538, Sta. F 1549, S. 749 ff.

Das war die Ansicht zu St. Johann. Aber Diethelm agitierte weiter; er gelangte mit einer eiligen Botschaft an die Kurie, woraus zu entnehmen ist, daß er mit den bischöflichen Gesandten Inspektion zu halten gesinnt war.

Der Konvent hatte sich in seiner Angelegenheit durch gar nichts abhalten lassen, und so wurde unter dem 20. September das Wahldekret gefertigt. Jörg Brögel, ein bischöflicher Notar, war zwar selbst nicht imstande gewesen, nach St. Johann zu gehen, und hatte daher seinen Kollegen Tettikofer geschickt. Nirgends ist aber die Rede von den Prälaten von Churwalden und Pfäfers; die Leutpriester von Sax und Salez waren die Stimmenzähler. Die fünf Konventualen Christoph Stapfer, Christoph Amberg, Jakob Zürcher, Jakob Steiger und Johann Zoller traten nach Anrufung des Heiligen Geistes zur Wahl zusammen; sie fiel auf Jakob Zürcher [1]. Der herrschsüchtige Schaffner war also zu seinem Ziel gekommen; aber die Bestätigung ließ noch auf sich warten. Sowohl der Abt von St. Gallen wie der Bischof von Konstanz glaubten diese Wahl nicht ohne weiteres gelten lassen zu dürfen. Ein Umstand jedoch erschwerte das Eingreifen: die Gotteshausleute von St. Johann schützten den neuen Abt bei seiner Regierung und Haushaltung [2]. Diethelm, der Schirmherr, gab nicht nach und begehrte, daß der Konvent zur Verhütung weiterer Kosten von dieser Wahl abstehe und eine neue vornehme; den alsdann rechtmäßig, kanonisch Erwählten war er bereit anzuerkennen [3].

Um diese Zeit, da zu St. Johann das Wahldekret gefertigt wurde, erfuhr das Domkapitel den Tod Konrad Strickers. In Anbetracht der frühern Ereignisse von einer bösen Ahnung erfüllt, erließ es einen Verbotsbrief, worin angekündigt wurde, daß es keine Wahl anerkenne, die hinter dem Rücken der geistlichen und weltlichen Obrigkeit geschehen sei, und sich die Strafe für den Ungehorsam vorbehalte. Aber am Morgen des 21. Sept., da dieser Verbotsbrief weggeschickt werden sollte, kam eben das Wahldekret Jakob Zürchers an mit der Bitte um Bestätigung. Damit war nicht bloß der Ordensregel, sondern auch dem Kirchenrecht zuwidergehandelt worden, da sich im Konvent Minderjährige befanden und solche, die ihrem Weihegrad entsprechend noch nicht zur Wahl berechtigt waren. Das Domkapitel riet zu einer Beratung mit Diethelm und mit Schwyz und Glarus [4].

[1] Sta. W II 11, fol. 17; a tergo: licet invalidum!
[2] G. Kr. W II 20, Nr. 121.
[3] Sta. W II 11, fol. 187.
[4] Brief vom 21. Sept. 1538, l. c. fol. 24 f.

Sofort nach seiner Rückkehr wollte die Kurie den Notar einem Verhör unterziehen. Brögel wußte nicht mehr zu sagen, als in jenem vagen Brief stand, den er erhalten hatte. Kaplan Ludi Amann von Radolfzell, der bischöfliche Siegler, war damit beauftragt. Kaum hatte er an das Domkapitel geschrieben, Tettikofer sei noch nicht zurück [1], als dieser zusammen mit einem Boten von St. Johann und dem Prokurator Martin Heß vor ihm erschien und auf Grund der Präsentation die Proklamation forderte. Amann fertigte diese natürlich nicht aus, ohne erst den Rat des Domkapitels einzuholen. Er wollte die St. Johanner Gesandten selbst nach Überlingen schicken, diese aber wollten nicht: « Wenn sie Proklamation und Bestätigung nicht hier erlangen könnten, werde die Landschaft den Abt schon bei seiner Wahl zu halten wissen; der Abt von St. Gallen hätte sich auch angemaßt, der Erwählung beizuwohnen; hätte er dies getan, wären die Landleute sofort zusammengelaufen, ihn « abzukehren ». (Dies war ohne Zweifel der Einfluß der Neugläubigen, denn unter dem Abt von St. Johann hatten sie freieres Spiel als unter Abt Diethelm.) Um sich die Kurie eher geneigt zu machen, versprachen sie, ihr alte und neue Schulden zu bezahlen, sobald dem neuen Herrn seine « Jura mittaylt » seien [2]. Damit hatten sie etwas ausgesprochen, dem selbst Konstanz auf die Dauer nicht widerstehen konnte.

Ludi, der Vikar von Zell, schickte also dieses Dekret dem Domkapitel zu und machte dabei noch auf das zierliche Latein aufmerksam. Von dort wurde es weiter geschickt an Abt Diethelm; St. Johanns Gesandter wurde mit « glimpflichem uffzug » wieder abgefertigt [3].

Diethelm wandte sich seinerseits nun an die beiden Orte, ohne deren Beratung er nichts entscheiden wollte. Er orientierte sie genau über die Neuwahl und seine bisherigen Maßnahmen [4]. Schwyz und Glarus stimmten ihm bei, daß diese heimliche Wahl nichts gelte, da sie zudem im Beisein von Prälaten eines andern Bistums geschehen sei. Ihr Vorschlag war, im Verein mit Domdekan und Kapitel Tag und Ort zu bestimmen, an dem in seiner und des Ordinarius Gegenwart eine neue Wahl stattzufinden habe. Widerstreben sollte mit Rechtspruch bestraft, und der Erwählte verpflichtet werden, jährlich Rech-

[1] Brief vom 22. Sept. 1538, Sta. F 1549, S. 757.
[2] Brief vom 23. Sept. 1538, l. c., S. 759.
[3] Brief vom 24. Sept. 1538, l. c., S. 761.
[4] Brief vom 26. Sept. 1538, G. Kr. W II 18, Nr. 173.

nung zu geben [1]. Diese ihre Meinung schrieben die Schwyzer auch an Bischof und Domkapitel [2]. Von diesem Brief der Schwyzer hatte Glarus keine Ahnung. Es hielt sich, wie auch in der Folgezeit, immer ganz im Hintergrund, es war eben in sich gespalten: « Da wir die Antwort der Schwyzer nicht kennen, können wir für diesmal keinen Rat geben; wenn es allseits gefällt, so möchten wir aber doch einen Tag beantragen, den Diethelm zusammen mit den Schwyzern ernennen mag » [3]. Alle eingegangenen Berichte schickte Diethelm nach Überlingen, um die dortige Meinung genau zu erfahren [4].

Doch auch der « vermaint erwölt Prelat zu St. Johann » ruhte nicht, bis er seine Bestätigung in den Händen hatte. Am 9. Oktober erschien seine Gesandtschaft in Überlingen in der Person Theobald Huters, des Dechanten und Pfarrers zu Appenzell, und eines Ammanns aus dem Toggenburg, um nochmals ernstlich um die Proklamation anzuhalten. Wieder wurde die Gesandtschaft abgewiesen unter dem Vorwand, daß wegen « vurgefallner onmüessiger Herbstzyt » nur wenige Domherren anwesend seien.

Unterdessen hatte Diethelm mit dem Domdekan Verhandlungen gepflegt, deren Resultat dem Kapitel aber noch nicht bekannt war, sodaß es allmählich in bedrängte Lage kam und definitiven Bescheid verlangte [5]. Dieser lautete dahin, daß auf den 20. Oktober ein Tag nach Wil angesetzt sei [6]. Offiziell wurde dort die Wahl Jakobs zum Abt von St. Johann als ungültig erklärt und der Brief aufgesetzt, der den dortigen Mönchen den Standpunkt klar machte; sie hatten eine Neuwahl vorzunehmen; bis dahin durften sie bei geistlichen Zensuren weder etwas verkaufen noch sonst etwas verändern [7]. Interessant berührt einen an dieser Stelle die plötzliche Anhänglichkeit des Domkapitels an den Bischof; es schickte den Brief nach St. Johann nicht ab, ohne den Bischof um seine Meinung gefragt zu haben. Der Grund dafür wird sich bald zeigen.

[1] Brief vom 28. Sept. 1538, Sta. W II 11, fol. 20.

[2] Sta. Tom. 724, S. 627 ff. und W II 11, fol. 15.

[3] Brief vom 29. Sept. 1538, Sta. W II 11, fol. 22.

[4] Brief vom 5. Okt. 1538, G. Kr. W II 18, Nr. 178.

[5] Brief vom 9. Okt. 1538, Sta. F 1549, S. 769. Säkularkleriker wurden von den Benediktinern gern zur Erledigung von Rechtsgeschäften verwandt (Müller Iso, S. 49). Über Th. Huter vgl. *Willi J.*, S. 65 ff.

[6] G. Kr. W II 18, Nr. 194.

[7] Brief vom 23. Okt. 1538, l. c., Nr. 174 und 176; « Jak. Steiger » in Nr. 176 ist eine bloße Verschreibung.

In dieser Zeit hatte der Erwählte zu St. Johann die Schwyzer umworben. Wie ließe es sich sonst erklären, daß sie an Diethelm plötzlich das Gegenteil von dem schrieben, was sie genau einen Monat zuvor geschrieben: «Wir sind zwar in diesen Dingen unerfahren, aber da uns nun des Gotteshauses Freiheiten angezeigt sind, meinen wir, E. f. g. solle die Wahl, die gemäß diesen Freiheiten geschehen, «nit so gar hindersich werfen und nichtig schetzen», besonders da jetzt das Gotteshaus in so elendem Zustand ist. Da uns ferner gemeldet wurde, der Vater des Neuerwählten wolle darauf sehen, daß Gott wohlgefällig gewirtschaftet werde, bitten wir E. f. g., es in Anbetracht der Armut des Gotteshauses bei der jetzigen Wahl bleiben zu lassen und Jakob zu helfen, die Konfirmation mit möglichst geringen Kosten zu erhalten»[1]. Die Werbeapostel werden die beiden Schwyzer Mönche gewesen sein.

Dieser Brief brachte Diethelm nicht wenig aus dem Konzept; auch er verglich mit den frühern Briefen und teilte seinen Befund nach Überlingen mit: «Es gibt keinen andern Weg, als uns wieder zu beraten; so mögt ihr auf den 6. November eure Botschaft nach St. Gallen senden»; der bischöfliche Statthalter versprach zu kommen[2]. Von ihren Wiler Beschlüssen schienen aber St. Gallen und Konstanz nicht mehr abgehen zu wollen; Schwyz und Glarus beschlossen daher, der Sache einfach ihren Lauf zu lassen[3].

Die Kurie manövrierte wirklich ausgezeichnet bis zum letzten Moment, um dann mit einem Schlage allen Zusammenkünften und Beratungen ein Ende zu setzen durch das Ausfertigen der Proklamation am 6. November. Es mag sein, daß sie durch das Schreiben der Schwyzer auf andere Gedanken kam, oder daß sie einfach ihre Selbständigkeit behaupten wollte gegenüber Diethelm, auf jeden Fall war damit die hinterlistige Wahl als gültig erklärt. Einen entscheidenden Grund, weshalb dies auf einmal geschah, gibt uns Epp: «Accepta a Neoelecto pecunia Episcopus in Confirmationem processit»[4].

An einem Sonn- oder Feiertag sollte im Hauptgottesdienst die Verkündigung stattfinden. Hatte jemand etwas gegen die Wahl einzuwenden — Jak. Zürcher wird geschildert als «vir utique sufficiens

[1] Brief vom 28. Okt. 1538, Sta. F 1549, S. 771 f.
[2] Briefe vom 3. und 5. Nov. 1538, G. Kr. W II 18, Nr. 179 und 175.
[3] Brief vom 30. Okt. 1538, l. c., Nr. 181 und 195.
[4] Sta. B 297, S. 430.

et idoneus, in sacerdotio et legitima aetate constitutus, de legitimo thoro in matrimonio progenitus, in spiritualibus devotus ac fervens, in temporalibus vero providus, circumspectus, vitae honestate, morum intergritate et aliis praeclaris virtutum meritis ornatus» — sollte er seine Einwände bis zur Vesperzeit des neunten Tages nach der Proklamation in Radolfzell vorbringen; dieses Mandat führte der Leutpriester Vitus Marschach von Bütschwil am Sonntag nach Martini (17. November) in Gegenwart von drei Zeugen aus [1]. Die Frist scheint nicht benützt worden zu sein, denn am 27. November erhielt Jakob Zürcher die Bestätigung; seine Untertanen wurden aufgefordert, den bisherigen Pflichten auch ihrem neuen Herrn gegenüber getreu nachzukommen [2].

St. Johann stand nun unter der Herrschaft des Buckligen [3], der hie und da die sprichwörtlich mit ihm verbundene Bosheit nicht verbergen konnte. Der Dümmste scheint aber in ihm doch nicht gewählt worden zu sein, und man kann sich wirklich die Frage stellen, ob er den Zustand des Gotteshauses nicht gehoben hätte, wenn die Zerrüttung nicht schon zu weit um sich gegriffen hätte.

Der Ordinarius hatte Jakob gegen den Willen des weltlichen Schirmherrn bestätigt. Es dürfte schwer halten, Recht und Unrecht genau festzustellen. Nach der Regel des hl. Benedikt werden bei einer zweifelhaften Wahl Diözesanbischof, Äbte und Gläubige der Umgebung auf dieselbe Stufe gestellt [4]. Doch die Kurie schien in diesem Fall auf die Trennung der geistlichen und weltlichen Gewalt pochen zu wollen, obwohl sie noch zwei Monate vorher sich in Angelegenheiten des weltlichen Schirmherrn eingemischt hatte.

Diethelm schickte nämlich von jenem Rechnungstag, den er mit den beiden Orten Ende August zu St. Johann gehalten, auch nach Überlingen einen Bericht. Darüber drückte man dort höchliches Verwundern aus, da «man gedacht hatte, eine solche Rechnung würde dem Verwalter des Bistums auch angezeigt»; es wurde sogar eine

[1] Sta. XVIII. S. 47 f.

[2] L. c., S. 49 f.

[3] Vadiana Ms. 79c I, S. 158: «Gibbosus ille adolescens ...» Was aber an dieser Stelle weiter zu lesen ist, daß Jakob durch den Einfluß der Bauern ernannt worden sei, während der «Senior» einen andern bestimmt hatte, scheint nicht zu stimmen, außer man bezeichne den Abt von St. Gallen als «Senior», der die Wahl nicht gelten lassen wollte.

[4] Benedicti regula monachorum hrg. und erklärt von *B. Linderbauer*, Metten 1922, S. 78.

Zusammenkunft verlangt, da auch er mitberaten wolle, wie das Gotteshaus zu reformieren sei [1].

Der Abt von St. Gallen ließ es jetzt ohne Widerspruch bei der Bestätigung bleiben, wußte aber letzten Endes die Konsequenzen zu ziehen aus dieser ihm bereiteten Enttäuschung, als die Gegensätze zwischen der geistlichen und weltlichen Gewalt immer dringender nach einer Lösung verlangten.

Während dieser ganzen komplizierten Abtwahl hatte sich begreiflicherweise des Klosters finanzielle Lage keineswegs gebessert, sondern durch mannigfache Ausgaben nur verschlimmert. Andere Mittel, sich Geld zu verschaffen, als diejenigen, die Jakob schon als Schaffner angewandt hatte, gab es nicht. So hatte er kurz vor der Verkündigung seiner Wahl ohne Wissen Diethelms und der beiden Orte den Alpgenossen von Iltios und Astrakäsern um 123 pfd. das Laubstück und Pfenniggeld nachgelassen; nur die Gerichtsbarkeit behielt er dem Kloster vor [2]. Hatte er das getan, um Sympathie zu werben für die kommende Proklamation?

Anfangs Dezember 1538 wurde der Pfrundbrief aufgerichtet für die neufundierte Pfründe zu St. Johann. Das Kloster hatte die Pflicht, «ainem jetlichen Pfarrer oder Predicanten, so dann daselbs zu St. Johann Pfarrer ist» jährlich 52 gl. Landswährung, 2 Mütt Kernen und 1 «Saum» Wein zu geben; dazu «ain erliche behusung» und Holz aus des Klosters Waldungen, für dessen Herbeischaffung aber der jeweilige Pfarrer selbst zu sorgen hatte [3].

Indem Jakob so seinen Untertanen möglichst entgegenkam, schuf er für einige Zeit eine gewisse Ruhe, fast möchte man sagen, eine Stille vor dem Sturm. Ein Jahr später war er sogar imstande, in der «Nüwenstatt» zu Feldkirch um 550 gl. ein Haus zu kaufen, dessen Besitzer außerdem noch an verschiedenen Orten abgabepflichtig war. Davon wurden freilich nur 250 gl. bar bezahlt und für die restlichen 300 ein jährlicher Zins von 15 gl. verschrieben [4]. Interessant wäre

[1] Brief vom 23. Sept. 1538, G. Kr. W II 18, Nr. 177.

[2] Sta. B 297, S. 432.

[3] Sta. XVIII, S. 180. 1 Saum = 4 Eimer = 100 Maß = 150 l. Schweiz. Idiotikon VII c. 946. Dieser galt also für den Priester und den Prädikanten zusammen, wenn beide zugleich dort waren, worüber man sich noch nach dem Zwölferkrieg streiten wollte; aber am geschriebenen Pfrundbrief war nichts zu ändern (*Rothenflue*, S. 65).

[4] Sta. XIX, S. 571 f. und 297, S. 437; der Herrschaft hatte es ein halbes Fuder Mist zu liefern; dem Pfarrer zu Feldkirch 3 sch./pf. und dem zu Frastanz 5 sch./pf.

es zu wissen, woher er dieses Geld genommen; vielleicht von den Zehnten, die er zu Peterzell und Mogelsberg verkauft hatte. Wenn auch, wie gesagt, Veräußerung Lebensbedingung war, zeigen doch alle Verträge, die Jakob einging, ein gewisses Streben nach Ordnung.

Am 29. September 1539 verkaufte er um 60 fl. der Gemeinde Peterzell den großen und kleinen Zehnt, ausgenommen von Roggen, Weizen und Haber, der jährlich auf 50 Malter stieg [1]. Für den Prädikanten waren Stücke und Zinsen reserviert, die jährlich 40 fl. einbrachten; diese Summe mußte konstant bleiben und deshalb im Falle eines Abgangs ein Ersatz gefunden werden. Der Abt hatte der Gemeinde Briefe und Urbare zu leihen, wenn sie diese zur Einbringung von Zinsen benötigten. Dem Prädikanten wurde eine Wohnung im Gotteshaus eingeräumt; wollte ihn der Abt nicht dort haben, mußte ihm außerhalb des Konvents eine Wohnung mit Krautgarten zur Verfügung gestellt werden. Holzhau war ihm in des Gotteshauses Wäldern gestattet. Für die beiden diesem überlassenen Güter hatte Jakob 20 fl. zu vergüten, wenn er sie selbst nützen wollte. Die Kirche mit Helm und Helmhaus hatte St. Johann instand zu halten, während der Gemeinde Kirchhof und Beinhaus überlassen waren. So, entschied das Gericht zu Gegenharzbuch, sollte hinfort alles gehalten werden, unbeschadet der Lehenherrlichkeit des Konvents [2].

Der Gemeinde Mogelsberg verkaufte Abt Jakob den Heu- und den Kleinzehnt um 340 fl. Dort hatte das Gotteshaus dem Pfarrer Haus, Hof, Hofstatt, Stadel samt Widum zur Verfügung zu stellen; dazu 17 Mütt Kernen, 2 Malter Haber und 16 fl. 11 sch. 3 pf. an Geld. Die Gemeinde hatte die Kirche zu unterhalten und für den Sigrist aufzukommen [3]. Diese momentanen Einnahmen mußten aber auf die Dauer in das Gegenteil umschlagen, da ja damit dem Kloster nur periodische Einnahmen entrissen wurden.

Es konnte nicht mehr viel beitragen zum Wiederaufkommen des Klosters, wenn König Ferdinand den Vogt zu Feldkirch beauftragte, dafür zu sorgen, daß dem Kloster von den Gütern in seiner Herrschaft die Abgaben zur rechten Zeit zukämen [4]. Trotz allem war Abt Jakob genötigt, an Mariä Lichtmeß 1540 die Alpgenossen von Horn, Bern-

[1] *v. Arx*, III, S. 83.

[2] Kopie im Ortsarchiv Peterzell von Alt-Ammann Falk († 1810) nach Sta. QQ 3 E 2.

[3] Sta. B 297, S. 437.

[4] Sta. XVIII, S. 78. Dieser Brief vom 12. Aug. 1539 war noch an Abt Johann gerichtet, ein Beweis, wie gut der Hof zu Innsbruck auf dem laufenden war.

halden, Lütisalp, Lutertannen, Neuenalp, Hinterer und Vorderer Gräppelenalp gegen 250 fl. zu lösen von sämtlichem Herrenzins, Boden- und Käszins, Tag- oder Malmilch und aller Lehenschaft, mit der sie dem Kloster angehörten, « um noch größern Schaden vom Kloster abzuwenden und ihm in seiner Armut zu helfen ». Nur die hohe und niedere Gerichtsbarkeit behielt sich das Kloster vor und den See auf Vordergräppelen, doch so, daß die Landleute darin « mit der fryen Federschnur und mit der Zeinen » zu fischen berechtigt waren [1].

Besonders die Wiederaufnahme eines rechtlichen Brauches, der schon lange nicht mehr in Übung war, zeigt uns Jakobs Streben nach Ordnung. Im Oktober 1540 hielt er Lehengericht über die Güter von Mogelsberg und Peterzell. Im Beisein des Schultheißen Joachim Zürcher, seines Vaters und Schaffners (!) von St. Johann, und des Landschreibers Heinr. Miles wurden sämtliche Lehen aufgezeichnet, die der Abt dort vergeben hatte. Die Einwohner waren bei « glüpt » verpflichtet, verschwiegene Lehen anzuzeigen, und zwar nicht bloß solche, die ihnen zur Zeit bekannt waren, sondern auch solche, die sie in Zukunft in Erfahrung brächten. Dasselbe Verzeichnis ließ er zu Beginn des folgenden Jahres auch in seinen übrigen Besitzungen anfertigen, zu Kappel, St. Johann, Stein, Wildhaus, Neßlau, Thurtal und Gams [2].

Selbst gegen kleinere Vergehen sehen wir ihn einschreiten und Ordnung herstellen. So beklagte er sich im April 1540 vor einem öffentlichen Gericht, welches im Speisesaal des Klosters stattfand, gegen die Bewohner der « Viehweid », daß sie die Schafe nach Belieben in den Wald führten, wo sie dann in seinem Gebiet weideten, dabei aber ihre eigenen Hürden schlössen. Der Entscheid lautete dahin, daß sie dies bis Mitte Mai tun dürften, ihre eigenen Hürden aber auch zu öffnen hätten [3].

Aus allen diesen Ereignissen kann man sehen, daß das allzu große Mißtrauen, welches man anläßlich der Erwählung Jakobs gegen diesen hegte, nicht gerechtfertigt war. Er tat sein Möglichstes, das Kloster zu halten, obwohl ihm jede äußere Hilfe fehlte. Murers Urteil ist nicht gerechtfertigt, « er hette den namen eines Abbts, aber nit den eiffer und sorgfeltigkeit eines wahren hirrten und haussvatters ; ließ es bim nechsten verbleiben » [4].

[1] Sta. B 297, S. 438. [2] Sta. LA 115, fol. 3, 13, 20, 38, 48, 58, 69, 86, 100.
[3] Sta. B 297, S. 439.
[4] *Murer*, XXII. Was *Rothenflue* (S. 62) über ihn schreibt, betrifft zum Teil Heinr. Seiler, zum größten Teil aber Joh. Zoller, den folgenden Prälaten.

Seit den Tagen Abt Konrads I. war St. Johann als Reichskloster betrachtet worden, das infolgedessen den Pflichten eines solchen zu genügen hatte. Anfangs Mai 1542 erging das Aufgebot der Kreisversammlung zu Ulm an St. Johann — es war 1521 zu Worms mit St. Gallen dem schwäbischen Kreis zugeteilt worden [1] — die ihm auferlegte Zahl an Mannen und Geld zu schicken [2]. Es sollte gegen den Halbmond gerüstet werden, und St. Johann hatte die ihm auferlegten 10 Mann zu Roß und « tritthalben » zu Fuß bis Ende Mai nach Wien zu schicken und außerdem für jeden Reiter 3 gl. und für jeden Fußknecht 1 gl. samt dem gemeinen Pfennig zwischen dem 23. Juni und dem 8. Juli dem Kreiseinnehmer nach Ulm zu übermitteln, ansonst man an den kaiserlichen Fiskal gelangen würde.

Dieser Aufforderung kam Abt Jakob nicht nach. Die eidgenössischen Orte griffen ein, da eine solche Aufforderung schon im vorhergehenden Jahre auch an die Äbte von St. Gallen und Disentis, den Bischof von Chur und etliche Städte ergangen war. Sie waren entschlossen, gegen das Reich ihre Freiheiten zu behaupten, da diese angesprochenen Prälaten und Städte Mitglieder der Eidgenossenschaft und folglich von allen fremden Gerichten befreit waren. Im Jahre 1544, nachdem erneute Aufforderungen ergangen waren an den Abt von St. Johann wie auch an den von St. Gallen [3], beratschlagten die Eidgenossen, wie allfällige Gewaltmaßnahmen abzuwenden wären. Aber es kam nicht so weit ; Karl V. hob im Jahre 1547 alle die Schweizer

[1] Sta. B 297 XVII.

[2] Sta. B 305, S. 77 f. — Damals holten nämlich die Osmanen, die immer die geringste Widerstandskraft im europäischen Staatensystem aufspürten, zu einem neuen Schlage gegen Habsburg aus. König Johann Zapolya von Ungarn war im Juli 1540 gestorben, und gemäß dem Frieden von Großwardein wäre jetzt das gesamte Königreich an Ferdinand von Österreich gefallen ; diesen Vertrag anerkannte aber ein Teil der ungarischen Magnaten nicht und suchte Hilfe bei Suleiman II. Dieser nützte das Hilfegesuch dahin aus, daß er Ofen für sich besetzte und Ungarn zu einer türkischen Provinz machte (26. August 1541). So war Ungarn den Habsburgern nicht nur auf lange hinaus verloren gegangen, sondern durch die Festsetzung der Türken in Ofen war auch die Gefahr für die übrigen Besitzungen des Hauses Österreich vergrößert worden. (*Fueter E.*, Geschichte des europäischen Staatensystems von 1492-1559 (*Below* und *Meinecke*, Handbuch der mittelalterlichen und neuen Geschichte). München und Berlin 1919, S. 189, 309, 310 f.)

[3] Sta. F 2 Cl. 4 Cist. 1 ; B 297, S. 475. Man beachte an dieser letzten Stelle die Proportion, welche zeigt, daß man in der Kanzlei keine Ahnung hatte vom Stand des Klosters : dem Gotteshäuslein St. Johann wurden als Türkenhilfe 217 gl. und 2 Mark reinen Goldes auferlegt ; dem Stift St. Gallen dagegen nur 288 gl.

betreffenden Beschlüsse auf und erklärte die Vorladungen an das Kammergericht und die Rufe an die Kreistage, welche nach diesem Jahre den Prälaten und Städten noch zukommen sollten, für Versehen der Kanzleien [1]. Ist auch St. Johann in diesem Schreiben nicht besonders genannt, weiß man doch, daß es inbegriffen war, da es den beiden Orten Schwyz und Glarus mit Landrecht verbunden war und zum größten Teil unter der weltlichen Herrschaft des Abtes von St. Gallen stand.

Noch ein letztes Mal gab Jakob Zürcher Anlaß zu arger Aufregung der Schirmherren St. Johanns. Zwischen dem 8. und 10. April 1543 [2] starb er, und das Kloster, welches er mit « künstlichen Mitteln » gehalten hatte, war wieder in elender Lage. Trotzdem gelangten die Konventualen schon am 11. April an Abt Diethelm, ihnen, die ohne Hirten gleich irrenden Schäflein seien, Helfer und Berater zu sein, daß sie einen neuen Prälaten bekämen [3]. Diethelms Antwort ist nicht schwer zu erraten, da er schon 1538 energisch gegen eine Neuwahl eintrat, bis das Kloster wieder besser stünde. Das war auch jetzt seine Antwort an den Prior Hieron. Schiri, dem damals einzigen Priester zu St. Johann, der bei ihm in Wil anhielt ; aber dieser Rat gefiel nicht.

In der folgenden Zeit des « Interregnums » stellte der Konvent 26 sehr zweckmäßige und doch auch sehr bezeichnende Artikel auf, die der zukünftige Abt, wer er auch sei, zu halten geloben mußte. Er sollte nicht das Recht haben, die Abtei einem andern als seinem Kloster zu vermachen (das war offensichtlich gegen den Abt von St. Gallen gemünzt), dem Konvent hatte er jährlich Rechnung zu geben und über einen Wert von mehr als 10 pfd. durfte er nicht frei verfügen. Bei Abrechnungen mit den Landleuten hatte immer der Kellerer oder sonst ein Konventuale dabei zu sein. Die Pfründenverleihung wurde dem ganzen Konvent anheimgestellt ; erledigte Pfründen waren immer dem Ältesten von ihnen zu übergeben. Ein Küster wurde von auswärts angestellt ; ihm hatte der Abt jährlich 5 pfd. und Schuhwerk zu geben. Jedem Konventualen sollten jährlich 6 pfd. für Kleidung und ein Fuder guten, nicht trüben Weins von Feldkirch oder Vaduz, und zwar aus dem nämlichen Jahr, zukommen. An Festtagen wurde Wein vorgeschrieben zum « ymbis » und zum Nachtmahl. Abt und Kellerer hatten bei Abwesenheit Stellvertreter zu ernennen ;

[1] *v. Arx*, III, S. 288 f.
[2] Sta. B 297, S. 449.
[3] Sta. A 105, fol. 25r.

letzterer hatte jedem Klosterherrn täglich 2 « Hefbrote » zu geben, Trinkgeschirr, « Kanten » und Becher sauber zu halten und aufzubewahren. Für die Mönche wurde ein Pferd zu halten bestimmt. Der Abt sollte mit den Brüdern essen, außer wenn Gäste da waren, und das Kloster nicht mit seinen Verwandten übersetzen. Wurde ein Mönch Subdiakon oder Diakon, durfte er am Herrentisch essen. Wohl in Erinnerung an Konrad Strickers Mißbräuche wurde bestimmt, daß die Verhandlungen im Kapitel geheim zu halten wären. Zu seinem Schaffner durfte der Abt nur einen Konventherrn ernennen und über Annahme und Absetzung von Amtleuten wie über Knechte und Mägde hatte der ganze Konvent zu urteilen. Außer ganz persönlichen Briefen des Abtes hatten alle auch das Siegel des Konventes zu tragen. Die Mönche durften sich auf Kosten des Abtes einen Knecht wählen, der ihnen die Stube wärmen sollte und dergleichen ; keiner von diesen durfte jedoch seine Wohnung im Dormitorium haben. Die Mönche verbaten es sich auch, öffentlich vor den Bauern getadelt zu werden. Für die jüngeren hatte der Abt auf seine Kosten jährlich einen Schulmeister zu halten, damit sie in gehöriger Zucht erzogen würden. Diese Artikel mußten jedes Jahr einmal im Kapitel verlesen werden, um die Brüder immer wieder an ihre Rechte zu erinnern ; sie sollten gewissermaßen eine Erläuterung und Erweiterung der Regel für St. Johann sein [1].

Für solche heilsamen Vorschriften war es jedoch zu spät, zumal sie schon für den folgenden Abt nur dazu da waren, sie zu übertreten. Das Kloster war nicht mehr imstande, sich selbst von ihnen heraus zu helfen. Sein Grab war aber noch nicht tief genug ; ein letzter Abt mußte noch die Schaufel führen.

*(Fortsetzung folgt.)*

[1] Sta. B 297, S. 449 ff.

# Concordat entre l'archevêque de Besançon et l'évêque de Bâle au XVIII[e] siècle

par Pierre REBETEZ-PAROZ D[r] phil.

*(Suite)*

## Frédéric de Wangen et Raymond de Durfort

Le baron de Wangen, élu prince-évêque de Bâle le 29 mai 1775, naquit à Wilvisheim en Alsace, le 12 mars 1727. Sa famille, originaire de Wangen (Basse-Alsace), était ancienne et avait été autorisée par l'empereur Sigismond, en 1413, à prendre les armes des nobles de Géroldseck [1].

Né vassal et sujet du roi, de Wangen, le jour même de son élection, avoua au ministre des Affaires étrangères de Versailles l'attachement qu'il avait pour Sa Majesté et la satisfaction qu'il aurait de lui en donner des preuves [2]. Devenu évêque de Bâle, Frédéric voulait se souvenir de son éducation et souhaitait que son zèle pour le service du roi parût aussi vivace que celui de ses devanciers qui avaient bénéficié de la protection de Louis XV [3]. Cette attitude ne fut pas étrangère au plein succès des diverses négociations que le nouvel évêque fit entreprendre à Versailles. La principale d'entre elles reste l'échange de paroisses [4].

L'abbé de Raze, après l'élection du 29 mai 1775, apprit à la cour de Porrentruy, le 17 août, qu'il ne pourrait être question de l'échange de paroisses cette année-là, par suite des circonstances qui avaient modifié la situation à Versailles et à Besançon. Le représentant du prince-évêque se contenta d'entretenir « les bonnes dispositions du ministère » [5].

Au début de l'année 1777 seulement, Mgr de Durfort notifia son arrivée à Besançon à l'évêque de Bâle. Frédéric de Wangen envoya,

[1] Vautrey, II, p. 399.

[2] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 186, 29 mai 1775. L'évêque de Bâle au comte de Vergennes.

[3] *Ibid.*, p. 185, 29 mai 1775. L'évêque de Bâle au roi.

[4] Pour les autres négociations auxquelles nous faisons allusion, nous renvoyons à notre ouvrage : *Les relations de l'Evêché de Bâle avec la France au XVIII[e] siècle.*

[5] Correspondance de l'abbé de Raze, 17 août 1775. Lettre au chancelier Billieux. (Bibliothèque Mgr Folletête.)

en février, l'abbé Gobel, évêque de Lydda, pour saluer le nouvel archevêque dans sa résidence.

Les instructions données au suffragant traitaient de l'échange de paroisses.

L'évêque de Bâle désirait voir la consommation de cet échange mais refusait de payer les 15 000 livres de rentes annuelles exigées par le cardinal de Choiseul. D'autre part, il ne pensait en aucune façon supprimer l'ordonnance du 4 octobre 1771, ne voulant pas agrandir sa juridiction spirituelle aux dépens de sa souveraineté [1].

Mais il ne fut pas question de cela au cours de la visite de l'évêque de Lydda et Frédéric de Wangen, cherchant une autre voie, ordonna à l'abbé de Raze, au début de mars, de sonder les intentions du roi et de ses ministres [2].

Une « note sur l'échange entre l'Evêché de Bâle et l'archevêque de Besançon », note déposée au ministère des Affaires étrangères, nous fait croire que l'abbé de Raze exposa l'état de la question au comte de Vergennes [3]. Il signala que le prédécesseur du comte, le duc d'Aiguillon, avait chargé Vulpian de jeter les bases de l'échange, que le roi Louis XV agréait cette idée, que le brevet de l'archevêque contenait une réserve à ce sujet. Enfin, l'abbé de Raze pria M. de Vergennes d'écrire à Vulpian.

Le 16 mars 1777, le ministre des Affaires étrangères annonça à cet avocat au Parlement qu'il venait d'apprendre quelles étaient les intentions de l'évêque de Bâle. Il lui transmit tout le dossier de cette affaire en lui demandant son avis sur le fond de la question et la façon de procéder [4].

Vulpian répondit au comte de Vergennes le 21 mars 1777 en lui promettant l'envoi d'un mémoire dès qu'il aurait obtenu quelques éclaircissements de l'abbé de Raze [5]. Le 23 avril, il s'exécuta.

Il tira le récit des faits des mémoires précédemment déposés par l'archevêque de Besançon et l'évêque de Bâle au ministère. Ayant autrefois composé lui-même le texte du brevet de nomination de Mgr de Durfort, Vulpian certifia que ce brevet contenait une réserve au sujet de l'échange proposé. Le mémoire de Vulpian, du 23 avril 1777,

[1] Arch. bern. A 59/13, 16 février 1777.
[2] *Ibid.*, A 59/13, 3 mars 1777.
[3] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 139. Sans date ni signature.
[4] *Ibid.*, V, p. 265, 16 mars 1777. De Vergennes à Vulpian.
[5] *Ibid.*, V, p. 266, 21 mars 1777. Réponse de Vulpian.

est précieux parce qu'il expose les deux thèses en présence [1]. En voici la substance :

Les princes-évêques de Bâle ayant fixé leur résidence au château de Porrentruy, chef-lieu de leur principauté, se trouvent ainsi sous la juridiction spirituelle et immédiate de l'archevêque de Besançon ; l'évêque est d'ailleurs un des suffragants de cet archevêque. La principauté relève de l'empire d'Allemagne.

La portion du diocèse de Bâle qu'il s'agit d'échanger s'étend en Alsace, à proximité du diocèse de Besançon. Les paroisses de ce dernier diocèse, dont parle le projet d'échange, ont pour souverain spirituel le prince-évêque de Bâle.

La langue habituelle est le français dans les deux parties à échanger, quoique dans celle d'Alsace, l'allemand y soit connu et usité. La situation spéciale des deux prélats a nécessairement occasionné des discussions fréquentes. Les concessions réciproques furent faites quelquefois sous des conditions gênantes, « même humiliantes ».

Louis XV ayant désiré, en 1760, acquérir du prince-évêque de Bâle la souveraineté sur le village de Schönenbuch, offrit en échange, à Guillaume de Rinck, la souveraineté sur d'autres domaines limitrophes de la principauté.

L'évêque se déclara d'accord à la condition que l'échange de paroisses proposé à l'archevêque de Besançon fût conclu. Le duc de Choiseul, ministre des Affaires étrangères, écrivit au cardinal, son cousin, alors archevêque. Celui-ci refusa. Entre l'archevêché et l'évêché des discussions s'élevèrent. Les deux prélats moururent sans les avoir terminées. L'arrangement concernant Schönenbuch, désiré par le roi, resta à l'état de projet.

Parmi les concessions faites par les archevêques aux évêques de Bâle, se trouvait entre autres celle-ci [2] :

« Les princes-évêques donnent, ou font donner par leurs aumôniers, la bénédiction nuptiale lorsqu'une des parties contractantes est de leur diocèse et que l'autre, logeant au château, est commensale ou de la famille de l'évêque. Cette cérémonie a lieu, après la publication des bans, dans la chapelle de ce château. »

En 1771, à l'occasion du mariage d'un valet de pied du prince-évêque, l'archevêque de Besançon regarda la publication des bans, faite dans la chapelle du château de Porrentruy par l'aumônier du prince-évêque, comme un abus. Sa lettre du 15 mai 1771 disait que si des exemples antérieurs de publication semblable existaient, des permissions particulières avaient dû être accordées par les archevêques, leurs grands vicaires ou le curé de Porrentruy. Ce dernier passait, aux yeux du cardinal de Choiseul, pour le chef spirituel non seulement de la ville, mais encore du château, et les personnes domiciliées dans ce domaine n'avaient d'autre curé que celui de la ville. C'est donc à lui que l'aumônier de l'évêque devait s'adresser avant d'annoncer les promesses de mariage.

[1] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 268 et 269, 23 avril 1777. Vulpian au comte de Vergennes.

[2] Voir le détail de ces concessions, pages 42 et 43, du fascicule I (1943) de la Revue d'Hist. Ecclés. Suisse.

Simon-Nicolas de Montjoie, qui avait autorisé la publication des bans, dans la réclamation qu'il fit le 26 mai, cita le témoignage du curé de Porrentruy comme preuve de l'ancien usage. Néanmoins, l'évêque de Bâle ne voulut jouir d'aucune concession qui ne serait accordée directement par l'archevêque. Il députa un représentant de sa cour épiscopale au cardinal de Choiseul pour l'engager à laisser subsister l'ancien état de choses. Mais l'archevêque persévéra à ne vouloir donner aucun pouvoir aux aumôniers du château de Porrentruy. Il laissa au curé de la ville la faculté d'autoriser les fonctions du ministère paroissial dans l'enceinte du château. Cette décision contre les aumôniers portait indirectement atteinte au prestige du prince-évêque, en mettant ce prélat sous la juridiction et la dépendance du curé de Porrentruy, son sujet.

C'est alors que Simon-Nicolas de Montjoie usa de ses droits de souverain. Par la publication de l'ordonnance du 4 octobre 1771, il défendit que les cures et autres bénéfices de ses états fussent, à l'avenir, conférés à d'autres qu'à des ecclésiastiques nés ses sujets ou possédant des lettres de naturalisation [1]. Peu de temps après, il demanda, pour la partie du diocèse de Besançon située dans ses états, que l'archevêque établît une officialité foraine, dont les officiers seraient également sujets de la principauté ou naturalisés.

Cette ordonnance et cette demande étaient conformes au droit public de France. Le duc de Choiseul montra au cardinal qu'on ne pouvait réfuter les prétentions du prince-évêque ; mais l'archevêque persista à « s'armer d'exemples contraires ».

La cour de Rome tenta, inutilement, d'arriver à une conciliation par la voie du nonce en France. Il ne restait que deux moyens : rétablir l'ancien état de choses à Porrentruy, c'est-à-dire le régime des concessions, ou faire l'échange proposé. La position particulière des deux prélats rendait cet accord impossible. L'empereur approuva l'ordonnance du prince-évêque [2]. Celle-ci se révéla juste et utile pour ses sujets.

Après cet exposé préliminaire, Vulpian analysa la situation telle qu'elle se présentait avant la mort des deux prélats : le cardinal de Choiseul et Simon-Nicolas.

*a*) Les lettres successives du duc de Choiseul et du duc d'Aiguillon au cardinal sont une preuve que le roi désirait cet échange. D'ailleurs, le brevet de nomination de Mgr de Durfort, le nouvel archevêque de Besançon, porte à ce sujet les désirs de Sa Majesté.

[1] Cette ordonnance, par son caractère, correspondait bien aux tendances de la politique générale des princes-évêques qui cherchaient à établir une plus grande homogénéité entre leurs sujets. C'était un pas de plus vers le but auquel on devait arriver par l'échange de paroisses, par le régiment d'Eptingen, par la garantie de la neutralité helvétique à toute l'étendue de l'Evêché : donner à toute la principauté un caractère plus national, rattacher tous les sujets à une même autorité. Voir notre ouvrage cité.

[2] L'impératrice Marie-Thérèse avait entrepris une réforme générale dans l'administration de ses états. Elle se trouva ainsi conduite à s'occuper des affaires

*b*) La cour de Rome a fait connaître ses vœux sur le même objet par la commission qu'elle a donnée au nonce en France, le cardinal Pallavicini. C'est cette cour qui a, pour ainsi dire, conseillé de recourir à l'autorité du roi pour arriver à une conciliation et à la paix.

*c*) Si l'archevêque de Besançon a pu, en droit, restreindre les permissions relatives à l'évêque de Bâle et à sa cour, il est certain que ses prédécesseurs ont regardé l'exercice rigoureux de leur autorité comme une espèce d'injustice. Soit par égard pour la position particulière de l'évêque de Bâle, soit par égard pour ce souverain, ils ont eu beaucoup plus de ménagements et d'indulgence que le cardinal de Choiseul.

*d*) L'évêque est obligé d'avoir une officialité foraine dans la partie de son diocèse située en Alsace. Il a joint, au droit général, l'autorité de son propre exemple pour demander à l'archevêque de Besançon l'établissement d'une officialité foraine dans la partie du diocèse de Besançon qui s'étend dans les états du prince. Il semble que la première ouverture relative à cette demande provoqua l'indisposition marquée par l'archevêque. Mais le fait que la plupart des cures du décanat d'Ajoie, « et les meilleures », étaient alors possédées par des ecclésiastiques francs-comtois rend excusables les représailles qu'exerça Simon-Nicolas de Montjoie, par son ordonnance du 4 octobre 1771, sur la possession des bénéfices.

*e*) Si l'archevêque, poussant les choses à bout, avait encore supprimé les concessions faites personnellement à l'évêque, ce dernier aurait pu, par l'exercice de ses droits de souverain, gêner son métropolitain dans sa juridiction ordinaire. Le prince-évêque avait prévu de transporter, au besoin, sa résidence à Delémont où son chapitre cathédral désirait le voir. Il n'aurait plus rien eu alors à demander à Besançon, ni pour lui, ni pour sa cour, ni pour son Eglise [1]. Il lui restait pourtant un autre moyen de se mettre à l'abri des ennuis que pouvait lui causer le cardinal de Choiseul :

En France, toutes les saintes chapelles [2] sont exemptes de la juridiction ordinaire [3]. Cette faveur résulte des bulles et privilèges accordés par le Saint-Siège, sans l'avis ni le consentement des évêques diocésains.

ecclésiastiques, des actes pontificaux et des décisions épiscopales. Son fils, Joseph II (1765-1790), prit encore des mesures plus importantes en soumettant à l'approbation royale tous les ordres de Rome (1781) ou des évêques (1784). Voir BEURLIER, *Histoire de l'Eglise*, p. 218. (Putois Cretté, Paris 1909.)

[1] Le fait de changer de résidence aurait supprimé simplement les ennuis que causait la situation spéciale de Porrentruy, mais non l'obligation pour l'évêque de Bâle de reconnaître en la personne de l'archevêque de Besançon son métropolitain.

[2] On donna le nom de sainte chapelle d'abord à l'oratoire des premiers rois de France qui se trouvait compris dans l'enceinte de leur palais. Par la suite, ce nom fut donné à d'autres chapelles renfermant des reliques considérables ou fondées par des princes pour y déposer des reliques.

[3] On nommait juges ordinaires ceux qui connaissaient des différends et contestations entre personnes soumises à leur juridiction, en conséquence du droit commun.

La plupart d'entre elles jouissent aussi, dans leur enceinte et dans un certain territoire plus ou moins étendu, de l'exemption de la juridiction épiscopale [1]. Le pape aurait pu accorder un privilège semblable au prince-évêque de Bâle pour la chapelle de son château et déclarer les bâtiments du séminaire une dépendance de la résidence de Porrentruy. Le tout pouvait être confirmé par des lettres patentes de ce prince.

L'archevêque de Besançon n'aurait su empêcher les effets de ces dispositions. Le roi, si son autorité avait été réclamée, aurait donné avis à l'archevêque de garder le silence, de peur d'entamer le privilège et les droits des saintes chapelles en créant des obstacles. Si l'archevêque avait tenté de se prévaloir de sa juridiction métropolitaine vis-à-vis de Simon-Nicolas, celui-ci aurait pu répondre que les privilèges concernaient la chapelle et la résidence du souverain et qu'en cette qualité il les maintiendrait.

*f*) C'est par prudence et en suivant la voie d'une bonne politique que les archevêques de Besançon ont eu des égards et de l'indulgence pour les princes-évêques de Bâle. Ils savaient que les concessions faites sous des conditions désagréables engendreraient des suites plus fâcheuses pour eux que pour les princes. L'Eglise, placée sous la protection de l'Etat, permet, d'après les canons des conciles, surtout en matière de discipline, des exceptions particulières aux souverains.

*g*) Les princes-évêques ont senti enfin « le poids de la chaîne dont on pouvait et dont on a voulu les serrer ». Ils tentèrent de s'en débarrasser et c'est ainsi qu'est né le projet d'échange de paroisses. Après la réalisation de ce plan, les évêques de Bâle continueront néanmoins d'être suffragants de l'archevêque de Besançon.

Vulpian arriva à la conclusion suivante :

L'ancien état de choses ne peut être rétabli. S'il l'était, tôt ou tard, les discussions recommenceraient. Ou les évêques de Bâle changeront de résidence, ou ils s'accorderont médiocrement, voire pas du tout, avec les archevêques. Dans ce deuxième cas, ils rendront l'exercice de la juridiction épiscopale si malaisé que les archevêques finiront par en regretter la conservation. Ou bien encore, les évêques parviendront à s'affranchir tout à fait. L'échange est finalement la solution la plus avantageuse pour les deux parties, surtout pour Besançon qui peut perdre d'un moment à l'autre les avantages qu'il croit posséder. Si la portion du diocèse cédée par l'évêque de Bâle est plus étendue que celle qu'il reçoit — il avait été question officieusement d'abandonner plus de 50 paroisses pour en recevoir une vingtaine [2] — si les bénéfices y sont meilleurs, les droits utiles plus considérables, l'évêque sera indemnisé en revanche par l'union de la puissance spirituelle

[1] L'évêque devait pourvoir à la justice ecclésiastique. Le droit ecclésiastique faisait une obligation rigoureuse aux clercs de ne pas plaider devant les tribunaux civils, de sorte que le tribunal de l'évêque était le tribunal ordinaire des clercs. (Brahier, p. 42-43.)

[2] Voir page 48, Revue d'Hist. Ecclés. Suisse, 1943. Fasc. I.

et temporelle sur ce qu'il acquiert du diocèse de Besançon. Il évitera l'excès des dépenses et les embarras que ne manquerait pas de lui procurer son transfert à Delémont. Enfin, les deux territoires d'Alsace et d'Ajoie jouiront de l'uniformité des lois ecclésiastiques et civiles.

Le roi trouvera aussi son intérêt dans cet échange. D'abord, la convention au sujet du village de Schönenbuch deviendra réalisable. De plus, l'Alsace étant une province frontière, et l'une des dernières qui furent réunies à la couronne, « le concert nécessaire des deux autorités... sera plus facile et plus prompt ». L'évêque diocésain et ses grands-vicaires sont mieux instruits des lois du royaume [1]. Familiarisés avec la langue française, ils pourront contribuer davantage à les faire exécuter.

Le peuple même retirera satisfaction de l'échange. Celui d'Ajoie s'attachera d'une manière plus particulière à son souverain et à son évêque. Il se disciplinera davantage. Les habitants des paroisses d'Alsace qui entreront dans le diocèse de Besançon réagiront pareillement. A leur égard, l'échange mettra fin à un inconvénient réel : les actes de l'officialité foraine sont établis par l'évêque de Bâle en latin et la majeure partie de ceux que ces actes concernent n'entend pas cette langue.

Les règles de discipline ecclésiastique interdisent au clergé « les aliénations qui ne sont pas avantageuses », mais ne s'opposent pas aux échanges utiles qui peuvent contribuer à un plus grand bien des deux parties. Pour parvenir au but, la marche à suivre est simple. Le consentement réciproque des deux prélats étant une fois assuré, le roi pourrait donner son autorisation par un brevet ou un arrêt du Conseil [2]. Le traité mentionnant cet échange serait passé en conséquence et envoyé à Rome. La bulle papale devrait être fulminée « sur les lieux » et confirmée par des lettres patentes [3].

Le mémoire de Vulpian fut le point de départ des négociations qui devaient conduire au succès. Le comte de Vergennes qui le reçut remercia l'auteur en lui disant qu'il considérait ses conclusions comme

[1] Les charges de grands-vicaires servaient en France de stages aux candidats à l'épiscopat. Au lieu de s'en tenir à 4 ou 5 auxiliaires, comme le recommandaient les canons, les évêques augmentaient à plaisir cette société ecclésiastique qui, souvent, devait consister à rendre plus supportables aux prélats les séjours dans les diocèses au fond des provinces. Il y avait, dans certains archevêchés, jusqu'à 15 ou 20 grands-vicaires qui, généralement, laissaient la besogne à quelques zélés. (Lavisse, IX/1, p. 150.)

[2] Le Conseil d'Etat, que l'on appelait dans la pratique Conseil d'en haut ou simplement Conseil, correspond assez bien au Conseil des ministres des Etats modernes.

[3] Le pape, pour autoriser l'échange de paroisses, signera donc un acte, une Bulle, dont la *fulmination* aura lieu dans les territoires échangés. En droit canon, on appelle ainsi la publication, accompagnée de certaines formalités, de l'approbation papale. Le commissaire de Sa Sainteté allait se rendre dans les différentes paroisses cédées de part et d'autre pour entendre « les principaux habitants », dresser procès-verbal de leur déposition et noter l'état de situation des paroisses à échanger. (Voir Arch. bern. A 59/13, 6 octobre 1780 et 16 mai 1781. Procédure de fulmination.)

décisives. Le ministre des Affaires étrangères adopta les vues de Vulpian [1]. Il écrivit à l'archevêque de Besançon, le 30 avril 1777, que le roi avait voulu laisser à Mgr de Durfort le temps de prendre connaissance des affaires de son Eglise, mais qu'il ordonnait aujourd'hui au comte de Vergennes de s'enquérir auprès de l'archevêque de la résolution prise au sujet de l'échange de paroisses mentionné dans son brevet de nomination au siège de Besançon [2].

L'abbé de Raze revint à charge le 5 mai 1777. Il signala au comte de Vergennes que, le 11 avril 1772, une convention avait été arrêtée entre Noblat, commissaire du roi, et les représentants de l'Evêché de Bâle. L'exécution de cette convention, qui réglait les limites entre la principauté d'une part, les provinces d'Alsace et de Franche-Comté d'autre part, fut suspendue parce qu'on avait admis que l'échange de la juridiction spirituelle des diocèses de Bâle et de Besançon aurait lieu en même temps que l'entrée en vigueur de la convention. De Raze rappela que le roi avait déjà daigné approuver cet arrangement, puisqu'une réserve figurait à cet égard dans le brevet du nouvel archevêque. D'un autre côté, les cours de Rome et de Vienne avaient chargé, l'une le nonce, l'autre le comte de Mercy, ambassadeur de la cour de Vienne à Versailles, d'intervenir en faveur de la conclusion de cette affaire [3].

Le comte de Vergennes, n'ayant reçu aucune réponse de l'archevêque, lui écrivit à nouveau le 22 octobre 1777 [4]. Mgr de Durfort se vit dans l'obligation de réagir. Il ne se montra pas favorable à l'échange. S'excusant d'avoir attendu si longtemps avant de faire connaître son opinion au ministère des Affaires étrangères, il demanda un nouveau délai qui devait lui permettre de rassembler les pièces indispensables à la rédaction d'un mémoire. Il voulait, en ceci, poursuivre la tâche commencée par le cardinal de Choiseul et interrompue par la mort de cet archevêque [5].

Les rapports entre la cour de France et celle de Porrentruy devinrent excellents. Aux côtés de Frédéric de Wangen se rangèrent

[1] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 280, 1er mai 1777. Le comte de Vergennes à Vulpian.

[2] *Ibid.*, V, p. 279, 30 avril 1777. Le comte de Vergennes à l'archevêque de Besançon.

[3] *Ibid.*, V, p. 281, 5 mai 1777. L'abbé de Raze au comte de Vergennes.

[4] *Ibid.*, V, p. 283, 22 octobre 1777. Le comte de Vergennes à l'archevêque de Besançon.

[5] *Ibid.*, V, p. 284, 29 octobre 1777. L'archevêque de Besançon au comte de Vergennes.

de puissants protecteurs. Louis XVI, puis le pape et enfin l'empereur, instruits des différends survenus entre le cardinal de Choiseul et l'évêque de Bâle au sujet de leurs prétentions respectives, regardèrent le projet d'échange de paroisses comme très utile [1].

L'archevêque de Séleucie, nonce auprès de Sa Majesté Très Chrétienne, et le comte de Mercy appuyèrent la requête du prince-évêque [2].

Frédéric de Wangen, de son côté, ne négligea pas l'occasion qui lui était offerte de prouver au ministère des Affaires étrangères son attachement à la gloire et au service du roi.

Le 5 février 1778, l'évêque de Bâle, revenant à l'échange de paroisses, signala au comte de Vergennes que l'archevêque de Besançon et son chapitre ne s'occupaient nullement de cette affaire. « Par leur inaction, ils espèrent éluder les intentions bienfaisantes de Sa Majesté et de son ministère », dit-il. L'abbé de Raze fut chargé de retracer au comte les motifs qui engageaient Frédéric de Wangen à agir avec zèle, à l'exemple de ses prédécesseurs [3].

De Vergennes, le 30 avril, fit part à l'archevêque de l'étonnement qu'avait marqué le roi en apprenant que l'échange n'était pas encore consommé [4]. Le ministre demanda à Mgr de Durfort de le mettre en état de prendre les derniers ordres de Sa Majesté pour conclure cet accord. L'archevêque s'excusa de n'avoir pu encore, le 13 mai, se procurer tous les éclaircissements dont il avait besoin et sollicita un nouveau délai. Son intention première était d'accorder à l'évêque de Bâle, au moyen de lettres réversales, des pouvoirs plus étendus que tous ceux dont avait joui ce dernier dans le passé. Puis, allant plus loin encore dans la voie des concessions — tout en restant prudent — il avertit le ministre que l'intérêt du roi, autant que celui des archevêques commandait de ne pas accueillir, du moins en entier, le projet d'échange [5].

[1] Sous l'impératrice Marie-Thérèse, dans les réformes entreprises touchant l'Eglise, figurait la modification de la division du pays en diocèses. Joseph II paracheva cette entreprise en mettant en accord les circonscriptions des diocèses avec les circonscriptions civiles. (Beurlier, p. 218.) L'échange de paroisses recherché par l'évêque de Bâle correspondait ainsi aux tendances de la cour de Vienne.

[2] Arch. bern. A 59/13. Tiré du mémoire non signé du 25 juin 1777.

[3] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 292, 5 février 1778. L'évêque de Bâle au comte de Vergennes.

[4] *Ibid.*, V, p. 295 et 300, 30 avril et 8 octobre 1778. Le comte de Vergennes à Mgr de Durfort et à l'évêque d'Autun.

[5] *Ibid.*, V, p. 296, 13 mai 1778. L'archevêque de Besançon au comte de Vergennes.

Mais le comte de Vergennes ne songea pas à rétrograder. Le projet discuté par ses prédécesseurs touchait à des raisons politiques qui avaient porté le roi Louis XV et son Conseil à l'accepter. Louis XVI se rangeait à la même conclusion. « Il n'est plus question de revenir sur cet objet, écrivit le ministre à Besançon, et il ne reste... qu'à remplir le plus tôt qu'il sera possible les intentions de Sa Majesté. »

Il accorda à l'archevêque un délai de deux mois, partant du 22 mai 1778, pour donner sa réponse définitive. Si des obstacles insurmontables devaient être présentés, le roi ne pourrait plus empêcher le prince-évêque de Bâle d'exercer les droits de sa souveraineté et d'exiger de l'archevêque, pour l'Ajoie, la nomination d'un grand-vicaire officiant choisi parmi les sujets du prince. Ceci, d'ailleurs, Sa Majesté l'avait réclamé des évêques de Bâle pour l'Alsace [1]. Le délai de deux mois s'écoula sans apporter de changement.

Le 8 octobre, le ministre des Affaires étrangères mit l'évêque d'Autun, Marbeuf — le nouveau ministre de *la Feuille* — au courant des difficultés créées par l'archevêque de Besançon [2]. C'est sous le ministère du prédécesseur de l'évêque d'Autun qu'avait été rédigé le brevet contenant la réserve du roi au sujet de l'échange. Avant de mettre à nouveau toute cette affaire sous les yeux de Sa Majesté, le comte de Vergennes attendit ce que proposerait le ministre de la Feuille pour contraindre Mgr de Durfort à entendre raison [3]. Ayant fait siennes les conclusions du mémoire de Vulpian, il rédigea néanmoins le mémoire destiné au roi. Il y mentionna ses interventions personnelles auprès de l'archevêque de Besançon, le délai de 60 jours accordé et non respecté, ainsi que les demandes réitérées de l'évêque de Bâle. L'archevêque, depuis plus de 4 mois, ne donnait aucune réponse. Le traité des limites arrêté dès 1770 par le duc de Choiseul et l'évêque de Bâle restait en suspens alors qu'il aurait pu être signé en 1772 déjà, si l'échange de paroisses avait eu lieu. Or, ce traité de limites était considéré par le ministère des Affaires étrangères comme avantageux

[1] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 298, 22 mai 1778. M. de Vergennes à Mgr de Durfort.

[2] Marbeuf, évêque d'Autun, succéda comme ministre de la Feuille au cardinal de la Roche-Aymon dès la fin juillet ou au début d'août 1777. (Voir Aff. étr. Ev. de B. V., p. 282 du 9 août 1777.) Malgré ses nouvelles fonctions, Marbeuf ne se défit pas de son poste d'évêque ; il se contenta de passer tous les ans trois semaines ou un mois dans son diocèse. Il ne parut jamais à Lyon où il fut transféré en 1788. Comme évêque d'Autun, Marbeuf présidait également les Etats de Bourgogne. (Lavisse, IX/1, p. 158.)

[3] *Ibid.*, V, p. 299, 8 octobre 1778. Le comte de Vergennes à l'évêque d'Autun.

pour l'Etat [1]. Le ministre de la Feuille pria le comte de Vergennes de patienter quelque peu en attendant sa réponse sur l'échange de paroisses, puis il se renseigna à Besançon [2]. Mais il ne connut les desseins de l'archevêque qu'en février de l'année suivante.

Le 31 octobre 1778, les chanoines de Besançon décidèrent de déléguer deux de leurs membres aux différentes conférences qui devaient permettre à Mgr de Durfort de répondre à la proposition de l'évêque de Bâle [3].

Les papiers trouvés au décès du cardinal de Choiseul n'avaient fourni au chapitre de Besançon que peu d'éclaircissements sur la proposition de l'évêque de Bâle. Les capitulaires ayant sollicité d'autres explications de la cour de Porrentruy, Frédéric de Wangen, voyant qu'il serait difficile de traiter cette affaire par correspondance, se détermina à députer l'évêque de Lydda, son suffragant, à Besançon [4].

Muni des pouvoirs suffisants pour que l'échange pût s'effectuer au cours d'une conférence, l'évêque de Lydda devait se rendre près de l'archevêque au début de l'année suivante, après l'Epiphanie [5].

Cette proposition fut agréée. Le 28 décembre, Frédéric de Wangen donna à l'abbé Gobel les instructions nécessaires et, le 7 janvier 1779, accompagné de l'abbé Priqueler, son neveu, l'évêque de Lydda quitta Porrentruy et arriva à Baume-les-Dames au moyen de chevaux de relais que le prince avait fait partir la veille. Le lendemain, la poste le conduisit à Roulans où, attelé de 6 chevaux, le carrosse de l'archevêque l'attendait [6]. Le voyage se poursuivit en direction de Besançon. A un quart de lieue de cette ville, un autre carrosse arriva à la rencontre du député. Celui-ci fut salué par les deux grands-vicaires de l'archevêque. Vers les 4 heures du soir, les deux attelages vinrent se ranger devant le palais. L'évêque de Lydda fut reçu à la portière du carrosse par « les officiers et la livrée » de la maison archiépiscopale.

[1] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 300, 8 octobre 1778. Mémoire joint à la lettre pour l'évêque d'Autun.

[2] *Ibid.*, V, p. 304, 20 octobre 1778. L'évêque d'Autun au comte de Vergennes.

[3] *Ibid.*, V, p. 310, 19 janvier 1779. Avis du chapitre de Besançon sur l'échange proposé par l'évêque de Bâle, joint à la lettre de l'évêque d'Autun du 10 février 1779.

[4] L'abbé Gobel, évêque de Lydda, suffragant et grand-vicaire de l'évêque de Bâle, voir note 3, page 44, Revue d'Hist. Ecclés. Suisse, 1943. Fasc. I.

[5] Arch. bern. A 59/13 et Aff. étr. Ev. de B. V., p. 306 ; 1778, 10 décembre. L'évêque de Bâle à l'archevêque de Besançon. L'Epiphanie est fixée au 6 janvier.

[6] Arch. bern. A 59/13 et Aff. étr. Ev. de B. V., p. 317, 2 février 1779. Négociations de l'évêque de Lydda pour l'échange entre les diocèses de Bâle et de Besançon.

Le prélat l'attendait au haut du grand escalier. « Après les plus tendres embrassades », Mgr de Durfort conduisit le député de l'évêque dans ses appartements. C'est là qu'eut lieu le premier entretien, suivi d'une audience dans le cabinet de l'archevêque. L'évêque de Lydda présenta ses lettres de créance. Mgr de Durfort annonça que son chapitre, prévenu de l'arrivée du député, avait nommé deux commissaires : MM. Desnes et Chamigny, chanoines de la métropole, pour entendre les propositions de l'évêque de Bâle et pour en conférer avec son envoyé. L'archevêque se montra disposé à entreprendre tout ce qui dépendrait de lui pour plaire à Frédéric de Wangen. Là-dessus, l'évêque de Lydda fit part à son interlocuteur de la proposition de la cour de Porrentruy qui avait pour objet « un échange de territoire contre territoire, et de paroisses contre paroisses », savoir : détacher du diocèse de Besançon la ville de Porrentruy ainsi que les 18 paroisses situées dans les terres de Son Altesse et composant le décanat d'Ajoie, pour les unir au siège de Bâle. En compensation, ce dernier abandonnerait 29 paroisses françaises situées en Haute-Alsace, à proximité de Belfort, pour les rattacher au diocèse de Besançon. Seules, les paroisses de langue française du diocèse de Bâle en Alsace entraient donc en considération [1]. Le commissaire épiscopal assura à Mgr de Durfort « qu'en donnant la main à cet échange, non seulement il ferait une chose agréable à Dieu, parce qu'elle tendait au bien spirituel des âmes », mais encore que par cette condescendance aux vœux de l'évêque de Bâle, il mettrait « le comble aux titres nombreux » qui lui donnaient droit à la reconnaissance de la cour de Porrentruy.

Le métropolitain répondit en renouvelant sa promesse de faire tout ce qui lui serait possible pour obliger le prince sans nuire au siège de Besançon. Il ajouta cependant les remarques suivantes [2] :

1. Ni les archevêques, ni leur chapitre, n'ont jamais cru pouvoir agréer cet échange de paroisses contre paroisses.
2. Les chanoines de Besançon, surtout, marquent la plus grande répugnance à accepter cette proposition.
3. Le diocèse est déjà assez étendu sans se charger des nouvelles paroisses offertes.
4. Il ne se trouve point, dans l'échange proposé, une compensation convenable, attendu que le sacrifice qui en résulterait de la part du siège de Besançon serait de toute façon au-dessus de celui du siège de Bâle.

[1] La compensation offerte à Besançon avait donc bien diminué. Voir page 48, Revue d'Hist. Ecclés. Suisse, 1943. Fasc. I.

[2] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 317 citée et Arch. bern. A 59/13.

5. Cet échange devient peu praticable par la diversité des mœurs, usages et discipline établis dans les paroisses d'Alsace, en comparaison de ceux auxquels se soumet le diocèse de Besançon.

L'évêque de Lydda avança à son tour que :

*a*) L'évêque de Bâle persistait à proposer l'échange de paroisses contre paroisses parce que ce procédé lui paraissait le moyen le plus canonique.
*b*) Si l'archevêque désirait, au surplus, une autre indemnité, on le priait de s'expliquer et de communiquer ses intentions afin que Gobel pût en faire part à son chef diocésain.
*c*) L'évêque de Bâle se montrerait toujours disposé à mettre de l'égalité dans les sacrifices à faire de part et d'autre.

En guise de conclusion à cette première conférence du 8 janvier 1779, l'archevêque de Besançon pria le représentant de Frédéric de Wangen de lui donner, par écrit, les propositions qu'il venait de faire. Mgr de Durfort désirait en conférer avec les commissaires de son chapitre.

L'évêque de Lydda employa la journée du 9 janvier à faire visite à l'évêque de Rhosy, suffragant et grand-doyen métropolitain. L'abbé Gobel laissa à celui-ci la seconde lettre de créance dont il était porteur, lettre destinée au chapitre bisontin, le corps des chanoines ayant, indépendamment de l'autorité de l'archevêque, des droits de juridiction dans le diocèse. L'évêque de Lydda fit connaître à l'évêque de Rhosy les mêmes propositions énoncées la veille devant l'archevêque. Le grand-doyen, après avoir assuré l'envoyé de Frédéric de Wangen du zèle et de l'empressement qu'il avait à complaire à son maître, ne lui dissimula pas les difficultés qu'il rencontrerait à Besançon auprès des chanoines. Leur entretien peut se résumer ainsi :

1. Le chapitre de Besançon ne consentira jamais à recevoir les paroisses d'Alsace et l'on aura encore bien de la peine à lui faire agréer quelque démembrement de la partie du diocèse située dans les terres du prince-évêque.
2. Parmi les quelques capitulaires mieux intentionnés que d'autres pour l'évêque, il s'en trouve qui pensent qu'on pourrait lui céder l'enceinte de son château, certains voudraient y ajouter le séminaire, moyennant le mettre où sont les capucins ; d'autres enfin veulent, qu'en cédant le château, on fasse la réserve que si, tôt ou tard, les portes de Bâle se rouvraient au chef diocésain, le château de Porrentruy reviendrait à l'archevêché de Besançon.

L'évêque de Lydda annonça au doyen du chapitre qu'il lui remettrait les propositions de Frédéric de Wangen par écrit. Puis il fit successivement visite aux « autres membres du dit corps au nombre de 43 ».

Le lendemain étant un dimanche, l'évêque de Lydda consacra une partie de sa journée à suivre les offices religieux et à achever la rédaction des propositions qu'il devait soumettre.

Le 11 janvier, il présenta son mémoire à l'archevêque [1]. Ce dernier, aussitôt après le dîner, réunit dans son cabinet une commission d'étude composée des deux commissaires du chapitre, MM. de Chamigny et de Desnes, de l'évêque de Rhosy, suffragant et grand-doyen, de MM. de Villefrancon et d'Hussecourt, deux chanoines métropolitains et grands-vicaires de l'archevêché. Mgr de Durfort examina avec eux les propositions énoncées par le commissaire du prince-évêque. La conférence se prolongea jusqu'à la nuit. Vers 7 h. du soir, l'archevêque fit quérir l'évêque de Lydda dans l'appartement qui lui était réservé et lui communiqua les conclusions des délibérations.

L'archevêque se trouvait dans l'impossibilité de recevoir les paroisses d'Alsace en échange de celles de Porrentruy et des villages adjacents pour divers motifs, dont voici les principaux :

*a*) La discipline du clergé de la partie alsacienne du diocèse de Bâle ne s'accorde pas avec celle du clergé de Besançon.

*b*) Les doyens ruraux, dans le diocèse de Besançon, sont à la nomination de l'archevêque, tandis que le clergé établi dans la partie du diocèse de Bâle proposée en échange est accoutumé à choisir son doyen [2].

*c*) On aurait de la peine, à l'égard dudit clergé, à lui faire porter la soutane, à lui interdire la chasse, le port d'armes, à l'obliger au respect de la discipline ordinaire des prêtres de Besançon et à l'assujettir au bréviaire et aux cérémonies prescrits dans le diocèse.

MM. les commissaires du chapitre ajoutèrent qu'ils avaient été très étonnés de ne pas trouver dans le mémoire soumis à l'examen par le suffragant de Bâle, d'autres propositions que celles qui furent tant de fois rejetées par leurs devanciers et les prédécesseurs de Monseigneur l'archevêque. Le chapitre s'étant flatté d'en entendre de toutes nouvelles, les délégués des chanoines prétendirent qu'il serait inutile de lui communiquer celles dont on venait de délibérer.

L'évêque de Lydda s'ingénia à réfuter les arguments de ses adversaires. Il leur signala en particulier que le projet d'échange avait reçu l'approbation du Saint-Siège, de Sa Majesté impériale, et plus parti-

[1] Arch. bern. A 59/13, 12 janvier 1779. Projet d'échange proposé à Monseigneur l'archevêque de Besançon le 8 janvier, et donné par écrit le 11 du même mois.

[2] Un doyen se trouvait à la tête de chacune des divisions du diocèse. Voir pages 33, 34, Revue d'Hist. Ecclés. Suisse, 1943. Fasc. I.

culièrement de Sa Majesté Très Chrétienne dont les intentions se trouvaient consignées dans le brevet de nomination de l'archevêque. Mgr de Durfort prétendit que cette réserve ne pouvait être favorable à la demande du prince-évêque, parce que le brevet en question parlait de la réunion au siège et diocèse de Besançon non pas d'une parcelle composée d'une trentaine de paroisses, mais « de la partie de celui de Bâle située dans le Royaume », ce qui laissait entendre toute la Haute-Alsace. Les 29 paroisses proposées pour l'échange formaient un si petit objet aux yeux du prélat qu'il n'était pas raisonnable de croire que le roi y prît intérêt [1].

Voyant l'obstination de ses interlocuteurs à refuser l'échange de paroisses contre paroisses, l'évêque de Lydda leur demanda s'ils céderaient, moyennant un autre genre d'indemnité, la juridiction diocésaine sur le décanat d'Ajoie en faveur du siège épiscopal de Bâle. Les délégués du chapitre répondirent que le prince-évêque, comme solliciteur, devait lui-même faire des offres. Les autres personnes présentes, appartenant toutes au diocèse de Besançon, firent diverses propositions sur l'objet de la cession. L'une voulait abandonner le château de Porrentruy seulement, une autre y ajoutait le séminaire, une troisième le collège, une dernière enfin le collège et son église.

L'abbé Gobel objectant que ceci ne se pouvait pas, on parla de renoncer à toute la ville et même aux trois villages par lesquels la communication entre Porrentruy et le reste du diocèse de Bâle serait établie [2].

La discussion roula ensuite sur les indemnités. Quelqu'un insinua qu'il avait été question de donner en dédommagement à feu le cardinal de Choiseul un revenu annuel de 18 000 livres [3]. L'évêque de Lydda s'opposa immédiatement à rendre la mense épiscopale dont il défendait les intérêts, tributaire annuellement de celle de Besançon. Il fit remarquer qu'avant de proposer une indemnité, il fallait savoir à quoi la proportionner, c'est-à-dire connaître ce qui serait cédé à l'Eglise de Bâle en fait de juridiction diocésaine. Mais l'évêque de Rhosy qui, en sa qualité de grand-doyen, allait avoir pour tâche de mettre les propositions en délibération, soutint qu'il était inutile de demander au chapitre de se déclarer en premier lieu. Une question

[1] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 317 citée.

[2] Il s'agit ici de Courgenay, Alle et Cornol.

[3] A cette époque-là, nous avons dit qu'il avait été question de 12 000 + 3 000 livres. Voir page 49, Revue d'His. Ecclés. Suisse, 1943. Fasc. I.

pareille, traitée par un corps de 43 membres, occasionnerait des discussions interminables et contraires à l'avancement de la négociation. Il croyait d'ailleurs que la plupart des chanoines répondraient que l'indemnité doit être un appât disposant le parti d'opposition à la cession de la juridiction diocésaine. La valeur plus ou moins grande de cette indemnité déterminerait les capitulaires à accepter partiellement ou totalement, ou à refuser le démembrement des paroisses d'Ajoie. Le grand-doyen suggéra une autre idée : l'évêque de Bâle offrirait diverses indemnités

*a*) pour la cession de la totalité des paroisses ;
*b*) pour celle de la ville et des trois villages permettant la communication avec le diocèse ;
*c*) pour celle enfin du château et du séminaire seulement.

Mgr de Durfort et les commissaires se rangèrent à cet avis.

L'évêque de Lydda n'avait pas prévu ceci. Sans instruction à ce sujet, il rendit compte du résultat des délibérations à Porrentruy par la voie d'un exprès et demanda conseil.

Quant aux droits de patronages sur les cures d'Ajoie, ces patronages n'appartenant pas au chapitre des chanoines mais à des prébendes particulières, c'est avec les possesseurs de ces prébendes qu'il fallait traiter directement [1]. Seule, la juridiction ecclésiastique intéressait le chapitre [2]. Ainsi se termina la conférence du 11 janvier 1779.

Dans le mémoire que l'archevêque de Besançon adressa peu après

[1] Le droit de patronage remontait à une ancienne institution germanique, selon laquelle le propriétaire du terrain sur lequel l'église était construite décidait seul de la nomination et de la révocation des ecclésiastiques, du fait qu'il passait pour seul propriétaire de l'église, ainsi que de la dotation de celle-ci. Dès le XII[e] siècle, le patronage fut considéré comme une institution comportant des droits et des devoirs ecclésiastiques ; en cette qualité, il relevait de la justice ecclésiastique. Le seigneur foncier, ou *patron*, n'eut plus guère, comme privilège ecclésiastique, que quelques revenus de la dotation de l'église et le *droit de présentation*, c'est-à-dire la faculté de proposer un candidat que confirmait l'évêque. Ses devoirs consistaient à veiller à la conservation de la fortune de l'église ou du bénéfice.

[2] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 317 citée. La juridiction ecclésiastique ne connaissait pas seulement les affaires auxquelles l'Eglise avait intérêt, elle avait attiré à elle nombre de délits attentatoires aux bonnes mœurs et à la vie humaine. Elle s'était même étendue peu à peu à toutes les matières qui avaient quelques rapports avec les causes ecclésiastiques, entre autres : à l'état des personnes, à la validité ou à la nullité du mariage, à la dot, aux donations, aux testaments. Le chapitre de Besançon — comme dans l'Evêché de Bâle — intervenait dans l'administration de la justice ecclésiastique. Les chanoines siégeaient sous la présidence de l'archidiacre. A la base de la juridiction ecclésiastique se trouvait la paroisse qui représentait la première division territoriale.

à l'évêque d'Autun, on trouve un « Extrait des Registres de l'Illustre chapitre métropolitain ». Cet extrait contenait le travail des commissaires, dans l'examen des propositions soumises par Gobel. En résumé, ils s'exprimaient ainsi :

« N'apercevant dans ce projet aucun avantage pour le siège métropolitain, ils se sont crus suffisamment autorisés pour prévenir M. l'archevêque que son chapitre ne pouvait y donner son consentement [1]. »

L'abbé Gobel ayant reçu de Frédéric de Wangen de nouvelles instructions, une autre conférence eut lieu le 18 janvier. L'évêque, par la voix de son suffragant, fit part de l'étonnement que lui avait causé le refus de Besançon de s'expliquer sur ce qu'on entendait céder au diocèse de Bâle. L'évêque de Lydda remit deux mémoires aux représentants du chapitre bisontin en les priant de les communiquer au corps des chanoines. Il leur demanda en retour un extrait des délibérations qui auraient lieu à ce sujet. Lecture ayant été faite de ces pièces, les capitulaires, persuadés que le projet d'échange de paroisses à paroisses, maintenu par Porrentruy, serait également préjudiciable à l'intérêt du diocèse, du siège et du chapitre de Besançon, prirent la résolution de représenter ce qui suit à Mgr de Durfort [2] :

1. Depuis plus de deux siècles, les princes-évêques de Bâle ont désiré acquérir la même portion du diocèse de Besançon pour la réunir au leur. Les archevêques de Besançon, particulièrement en 1623 et lorsque le cardinal de Choiseul occupait ce siège, ont pensé qu'il ne leur était pas permis d'accéder à cette demande.
2. Les paroisses d'Alsace du diocèse de Bâle qu'on offre de céder ne peuvent être bien desservies que par des prêtres sachant le français et l'allemand. M. l'archevêque n'en trouvera point, ou très peu, dans l'étendue de sa juridiction.
3. Les ecclésiastiques de cette partie d'Alsace ont conservé l'usage de la chasse et celui de porter l'habit court dans le lieu de leur résidence, malgré les statuts qui le leur défendent. Ils agissent ainsi sous prétexte que les règlements diocésains ne peuvent les obliger à l'obéissance s'ils n'ont concouru à la promulgation des décrets par leurs suffrages.
4. Ces curés nomment les doyens ruraux ; ils les présentent à leur évêque dont ils ne reçoivent que l'institution [3]. Ils prétendent avoir voix délibérative aux synodes du diocèse.

[1] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 310, 19 janvier 1779. Avis du chapitre de Besançon sur l'échange proposé par l'évêque de Bâle.

[2] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 310 citée et Extrait des Registres de l'Illustre chapitre de Besançon du 19 janvier 1779. Arch. bern. A 59/13, 2 février 1779.

[3] Il s'agit ici de l'institution canonique ou nomination par l'évêque. La collation dans l'Eglise catholique — c'est-à-dire le droit du supérieur ecclésiastique

5. Dans l'archevêché de Besançon, le chef diocésain seul institue et destitue les doyens ruraux. Il élabore seul les statuts, de l'avis de son chapitre et de ses doyens, ces derniers n'ayant que voix consultative. Il est à craindre que les usages du clergé d'Alsace, si contraires au bon ordre du diocèse de Besançon, ne donnent lieu à des abus de toutes espèces et que ces abus ne conduisent enfin le clergé à l'indépendance.
6. La voie la plus utile pour la nomination aux cures : le concours, est inconnue dans la partie de l'Alsace en question. Les patrons y présentent de tout temps des ecclésiastiques qui sont souvent d'un autre diocèse [1]. Ceci nuit à l'uniformité de discipline et d'instruction. Le projet d'échange ne laissant apercevoir aucun changement dans la manière de pourvoir aux bénéfices, il serait dangereux que les mêmes abus se maintinssent.
7. Dans la principauté de Porrentruy, les cures sont conférées soit par la voie du concours [2], soit par nomination de l'archevêque, de son chapitre ou des bénéficiaires du diocèse de Besançon [3]. Le prince-évêque, d'après son ordonnance du 4 octobre 1771, veut que les bénéfices situés dans ses états ne soient conférés qu'à ses sujets. Cependant, les collateurs et les patrons [4] connaissent les mœurs, la doctrine et les talents de ces ecclésiastiques, sujets du prince, soit parce que ceux-ci font leurs études à Besançon, soit parce qu'ils sont appelés aux retraites qui sont d'usage dans ce diocèse. Si l'échange a lieu, les patrons seront appelés à pourvoir à ces bénéfices presque au hasard et à y nommer des sujets peu capables —ce qui serait aussi préjudiciable aux intérêts du prince et de ses sujets qu'au devoir et à l'intention des patrons.
8. Ce projet d'échange ne présente dans aucune proportion une indemnité suffisante soit par rapport aux droits honorifiques, soit par rapport aux droits utiles attachés au siège de Besançon.
9. La réalisation du plan de l'évêque de Bâle provoquerait la perte des droits dont jouit le chapitre métropolitain, et la perte de la juridiction spirituelle qui lui appartient pendant la vacance du siège de Besançon, tant dans la ville et le château de Porrentruy que dans le pays d'Ajoie.
10. Si l'échange avait lieu, il serait à craindre que la menace contenue dans un des mémoires du prince ne fût mise à exécution. Il y est dit que les dîmes que le chapitre métropolitain perçoit dans la principauté cesseraient d'être libres et exemptes de tout droit envers le souverain temporel.

de transmettre un office vacant à une personne qualifiée pour cette charge comporte trois actes :

a) La désignation de la personne par le pape, l'évêque, par d'autres personnes ecclésiastiques ou laïques (les patrons).
b) La remise effective de la charge, institution canonique ou nomination par l'évêque (le *collateur*).
c) L'introduction à la fonction par investiture, intronisation, installation.

[1] Voir patronage, page 192, note 1, du présent numéro.
[2] Toutes l'étaient, à l'exception de trois. Voir Aff. étr. Ev. de B. V., p. 326.
[3] Bénéficiaire : celui qui possède un bénéfice ecclésiastique.
[4] Voir page précédente, note 3.

Ces considérations amenèrent les chanoines de Besançon à conclure : « Il n'est pas permis au chapitre de donner son approbation à l'échange proposé. » Cependant, pour déférer à un vœu émis par Frédéric de Wangen dans le mémoire qu'il avait fait présenter le 18 janvier, les capitulaires choisirent 7 commissaires qui reçurent pour tâche d'examiner et de discuter tout autre projet venant de Porrentruy. Le chapitre, enfin, remit l'énoncé de sa délibération à Monseigneur l'archevêque, en le priant de n'accéder à aucun échange qui pût blesser « les droits de son siège et ceux de son chapitre ». Un double de cette pièce fut adressé à l'évêque de Lydda chargé des intérêts de l'évêque de Bâle.

## Le consentement de l'archevêque de Besançon

Après cet échec, Frédéric de Wangen choisit une autre voie de négociation et annonça l'arrivée prochaine de son suffragant à Paris [1].

Le compte rendu que donna l'abbé Gobel à son souverain, des diverses conférences qui eurent lieu à Besançon, parvint également au comte de Vergennes. Celui-ci le transmit au ministre de la Feuille le 2 février 1779. Le ministre des Affaires étrangères supposa que l'évêque d'Autun ne trouverait pas les conclusions du chapitre de Besançon « aussi canoniques » que celles qui avaient été adoptées depuis longtemps par le roi et son Conseil. Vergennes demanda à son correspondant de faire, à ce sujet, quelques observations à Mgr de Durfort en lui rappelant « l'obligation que lui impose le brevet par lequel il a été pourvu de son archevêché » [2]. Nous avons noté plus haut comment Mgr de Durfort interprétait la réserve contenue dans ce brevet.

L'évêque d'Autun préféra attendre l'arrivée de l'évêque de Lydda avant de faire d'autres démarches [3]. Il transmit au comte de Vergennes les pièces qu'il avait reçues et par lesquelles l'archevêque et son chapitre cherchaient la bienveillance et l'appui du ministère.

Si, y était-il dit, depuis sa nomination, l'archevêque de Besançon avait observé une attitude passive en ce qui concernait l'échange de paroisses dont son brevet faisait mention, c'est que l'évêque de Bâle

[1] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 323, 10 février 1779. L'évêque d'Autun au comte de Vergennes.

[2] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 316, 2 février 1779. Le comte de Vergennes à l'évêque d'Autun.

[3] *Ibid.*, V, p. 323 citée.

ne l'avait instruit que tardivement de ses désirs, par une lettre du 15 novembre 1778[1]. Mgr de Durfort montra que la décision prise par son chapitre consistait à s'opposer à l'échange de paroisses et que, pour lui, il avait « les mains liées », même s'il accordait sa bienveillance à l'évêque de Bâle.

« Il n'y a que vous, Monseigneur, écrivit l'archevêque au ministre de la Feuille, qui puissiez par votre sagesse, amener les parties intéressées au point où vous le souhaiterez... vous me trouverez toujours empressé à vous plaire et à seconder vos bonnes vues[2]. »

Il soumit, à titre de documentation pour l'évêque d'Autun, les motifs qu'avait invoqués le représentant de Frédéric de Wangen pour mener à bien la commission dont il avait été chargé. On y lit :

1. L'échange de paroisses faciliterait la conduite spirituelle des peuples d'Ajoie. Ceux-ci sont éloignés du siège de l'archevêché, situé sous une domination étrangère. Il y a des différences « de maximes et d'usage » entre les deux diocèses, et, en temps de guerre, les communications sont interrompues.
2. Ces peuples vivraient enfin sous l'uniformité des lois civiles et ecclésiastiques et pourraient s'attacher plus particulièrement à la personne qui serait à la fois leur prince et leur évêque.
3. Cet échange établirait à jamais l'harmonie entre le siège métropolitain et celui de Bâle. Aucun sujet de mésintelligence n'existerait plus.
4. Le prince a le dessein d'établir sa résidence dans son diocèse. Il n'a que deux solutions pour y parvenir : soit de solliciter le démembrement et l'union du pays d'Ajoie, soit de transférer son domicile à Delémont ou dans un autre lieu de sa domination. Mais cette dernière ressource entraînerait la ruine de la ville de Porrentruy, « qui ne peut subsister dans une certaine aisance que par les consommations qu'y procure la résidence du prince ».

[1] Aff. étr. E. de B. V., p. 306. Cette lettre est de l'époque qui précède immédiatement la députation de l'évêque de Lydda à Besançon. Frédéric de Wangen y demandait à l'archevêque quelle voie lui semblait la plus agréable pour arriver à la conclusion de l'échange de paroisses « proposé depuis longtemps par les princes-évêques de Bâle ». L'archevêque, bien que pressé par le ministre des Affaires étrangères et au courant des négociations antérieures, attendit donc une requête « officielle » de l'évêque nouvellement élu. Mgr de Durfort avait été mis au courant du projet d'échange par l'abbé de Raze, à Paris, en octobre 1774. L'archevêque de Besançon renvoya la discussion de cette affaire après son arrivée à Besançon. Mais il n'entreprit rien et Frédéric de Wangen s'en plaignit au comte de Vergennes par une lettre du 5 février 1778. (Correspondance de l'abbé de Raze, lettre au chancelier Billieux, 28 octobre 1774 et Aff. étr. Ev. de B. V., p. 292, 5 février 1778. L'évêque de Bâle au comte de Vergennes.)

[2] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 324. Lettre du 3 février 1779 de l'archevêque de Besançon à l'évêque d'Autun.

L'archevêque reprit encore à son propre compte les observations déjà faites par son chapitre et ajouta, à l'intention du ministre de la Feuille, que les paroisses d'Alsace offertes se trouvaient encore plus éloignées du siège de Besançon que celles du pays d'Ajoie. Enfin, les usages du diocèse de Bâle concernant la discipline, les fêtes, les jours d'abstinence, étaient si différents du diocèse voisin, qu'il lui paraissait que les ecclésiastiques et les fidèles auraient grand'peine à se conformer aux règles établies à Besançon. Réciproquement, prétendait Mgr de Durfort, les mêmes difficultés se retrouvaient pour le peuple d'Ajoie. C'est pour ces motifs que l'archevêque de Besançon, au début de février 1779, avait rejeté la demande d'échange de paroisses comme cela s'était produit déjà en 1623 [1].

Au mois de janvier, avant de rentrer à Porrentruy, le représentant de l'évêque avait émis deux autres projets, à défaut de l'échange. Il avait cherché à connaître ce qu'exigeraient l'archevêque et son chapitre pour la cession :

*a*) du château, de la ville de Porrentruy et des 19 paroisses du pays d'Ajoie ;

*b*) pour celle du château, de ses dépendances et du séminaire seulement.

La deuxième de ces éventualités parut à l'archevêque la plus favorable ; elle renfermait « moins de difficultés » et remplissait « les vues de M. le prince-évêque de Bâle » dans toute leur étendue [2]. Pour lui, ce plan mis à exécution lèverait tous les obstacles qui occasionnaient des divisions entre les deux sièges ; on donnerait en outre une forme canonique à cet accommodement-là beaucoup plus facilement qu'à tout autre. Mgr de Durfort fit donc entendre à la cour qu'il se rangerait à ce projet de Frédéric de Wangen, c'est-à-dire à l'abandon du château et du séminaire. L'archevêque s'en remit entièrement aux volontés et aux ordres du roi, persuadé qu'il était que Louis XVI ne voulait que les intérêts du siège de Besançon [3].

Mais la cour de Porrentruy n'avait pas abandonné l'idée de l'échange ; la cession contre indemnité n'était qu'un pis aller. Frédéric de Wangen resta en contact étroit avec le ministre des Affaires étrangères du royaume. Après avoir envoyé l'évêque de Lydda à Besançon, l'évêque le députa à Paris à fin février 1779. Gobel y rencontra M. de

[1] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 324 et 326 citées.
[2] *Ibid.*, V, p. 326.
[3] *Ibid.*, même pièce.

Vergennes et le mit au courant des négociations entamées au sujet de l'échange [1].

Un nouveau mémoire de l'Evêché ayant été déposé au ministère des Affaires étrangères, le comte de Vergennes l'envoya à Vulpian. Cet avocat analysa les dernières propositions de Frédéric de Wangen et rédigea ses observations [2].

Le mémoire donnait, sur l'échec des négociations de Besançon, des précisions que l'on taisait ailleurs.

En plus des différentes raisons invoquées par le chapitre bisontin — raisons que nous avons citées — il en existait d'autres. D'abord, c'était la crainte dans laquelle se trouvait le corps des chanoines d'augmenter les frais se rattachant aux diverses fonctions ecclésiastiques.

Sous l'archevêque de Grammont [3], le procureur général du Conseil souverain d'Alsace, à Colmar, avait voulu obliger le chapitre de Besançon d'entretenir une officialité foraine dans la partie du diocèse située en Haute-Alsace. Le ministère du roi, considérant la petitesse du territoire en question, arrêta le zèle de ce procureur et fit suspendre l'effet de son réquisitoire. Les capitulaires craignirent, en janvier 1779, qu'en augmentant la portion de leur diocèse en Haute-Alsace — terre du ressort du Conseil souverain à Colmar — l'archevêque de Besançon ne pût, à l'avenir, se soustraire à l'obligation d'établir l'officialité foraine réclamée. C'est un des motifs pour lesquels les chanoines refusèrent l'échange des 29 paroisses proposé par l'évêque de Bâle.

Une seconde raison, sur laquelle on s'était gardé d'insister, consistait en la perte des droits utiles attachés aux 18 paroisses des états du prince [4], et en l'appréhension des taxes qui atteindraient les dîmes possédées par Besançon en Ajoie. Ce double intérêt avait amené l'archevêque à adhérer au refus de l'échange, à l'exemple de son chapitre, tout en manifestant son intention de déférer aux vœux de l'évêque par

[1] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 332, 26 février 1779. L'évêque de Bâle au comte de Vergennes. L'évêque de Lydda sollicitait également à cette époque l'attribution d'un bénéfice royal en sa faveur. Les cours de Rome, de Vienne, le ministre des Affaires étrangères et l'évêque de Bâle s'intéressaient à son état. Il ne lui restait qu'à gagner la confiance du ministre de la Feuille. Il obtint satisfaction à plusieurs reprises, mais ne se montra jamais content.

[2] *Ibid.*, V, p. 337, 24 avril 1779. Vulpian au comte de Vergennes.

[3] Antoine-Pierre de Grammont fut archevêque de Besançon au milieu du XVIII[e] siècle. Il consacra Guillaume de Rinck de Baldenstein en 1744, puis, à deux reprises, fit visite à cet évêque (1745 et 1748). Il mourut en 1754. L'archevêque de Choiseul-Beaupré lui succéda. (VAUTREY, II, p. 372, 373, 379.)

[4] Voir plus haut, page 194, l'extrait de la pièce 310 sous chiffres 9 et 10.

tout autre moyen d'indemnité canonique. L'harmonie qui régnait à cette époque, entre Frédéric de Wangen et son métropolitain, paraissait à Besançon incompatible avec l'insistance du prince-évêque à parler de l'échange « qui ne pouvait qu'allumer la conscience de Monseigneur l'archevêque dans les circonstances du refus que faisait son chapitre d'y consentir ».

Mais une cession qui ne s'étendrait pas sur la totalité des paroisses d'Ajoie ne pouvait mettre fin aux difficultés. L'évêque de Lydda, au cours de sa mission de janvier, avait sondé « le terrain de particulier à particulier » afin de connaître quelle indemnité pourrait remplacer l'échange. Il eut ainsi connaissance de certains faits, desquels était sortie la nouvelle proposition présentée de la part de l'évêque de Bâle au ministère des Affaires étrangères [1]. La situation avait complètement changé. Envers ceux qui refusaient de le favoriser, Frédéric de Wangen allait faire preuve de sollicitude. Voici ce qu'il soumit au jugement du ministère :

A l'avènement de Mgr de Durfort, l'archevêché de Besançon « ne valait que 40 000 livres ». Neuf à dix mille livres de revenus ont été perdues depuis par la suppression du droit d'éminage [2]. Les prébendes du chapitre sont d'un revenu très modique. On projette de demander au roi de vouloir bien unir à l'archevêché de Besançon l'abbaye de Cherlieu, en accordant une partie du revenu au chapitre de Besançon.

Le prince-évêque offrit de faire les frais de cette union, estimés à plus de 100 000 francs [3].

Le diocèse de Besançon exige de nombreuses dépenses à cause de son étendue, dit le prince-évêque. Son revenu est insuffisant par rapport à la dignité du rang d'archevêque. Il y a donc nécessité de venir à son secours « par l'union éventuelle de quelques bénéfices qui puissent rétablir la mense archiépiscopale ». L'abbaye de Cherlieu, dont le revenu annuel

[1] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 343, 24 avril 1779. Mémoire sur l'échange entre Bâle et Besançon pour communiquer à M. Vulpian.

[2] Minage : mesurage des grains. La pièce V, 343, parle des droits d' « éminage » que le possesseur du siège de Besançon percevait sur les grains qui se vendaient dans la ville. Quiquerez, *Institutions de l'Evêché de Bâle*, p. 62 et 67 (Boéchat, Delémont 1876), parle également de ce droit et le nomme droit de hallage ou d'éminage. C'est la perte de ces droits qui causa la diminution de 9 à 10 000 livres de revenus.

[3] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 343. L'attribution des bénéfices ecclésiastiques entraînait parfois des frais assez élevés : taxes des bulles, ratification, enregistrement, payement des « décimes du clergé » (subside annuel à verser au roi). Arch. bern. A 59/13, lettre du 22 novembre 1779 et Aff. étr. Ev. de B. VII., p. 55-57.

est de 30 à 40 000 livres, se trouve dans la même province. Il est proposé d'en distraire, au profit du chapitre de Besançon, 5 à 6000 livres de rentes annuelles. Le titulaire de cette abbaye se fait vieux. Cependant, Monseigneur de Durfort craint l'octroi de celle-ci parce que les frais qu'entraînerait l'union d'un tel bénéfice surpasseraient ses moyens. « Il ne pourrait les prendre à sa charge sans en être accablé. » De là vient la proposition du prince-évêque d'acquitter les frais de cette union, tant à la décharge de l'archevêque que du chapitre.

Cet arrangement, qui constituerait le dédommagement pour la cession des paroisses d'Ajoie au diocèse de Bâle, a rencontré les dispositions les plus favorables chez la plupart des chanoines de Besançon ; mais le consentement du roi devient nécessaire. C'est pourquoi Frédéric de Wangen a chargé l'évêque de Lydda d'en rendre compte au ministre de Sa Majesté afin de connaître les intentions du monarque. Si Louis XVI approuve le nouveau projet, l'évêque de Bâle fera une proposition formelle à Besançon. Le roi, de son côté, ne perdrait rien à cette union puisqu'il en disposerait et nommerait à l'archevêché de Besançon simultanément [1].

Ce plan ne rencontra pas chez le ministre de la Feuille l'accueil auquel on s'attendait. Il fallut songer à autre chose. Pourtant, il est intéressant de constater combien l'évêque de Bâle connaissait parfaitement la situation. Toutes les initiatives venaient de lui. Il avait obtenu un premier succès : le consentement de l'archevêque et de son chapitre au démembrement d'une partie de leur diocèse. La seule chose à déterminer était l'indemnité. On évalua le produit annuel des dîmes de l'archevêché de Besançon en Ajoie à 631 livres ; celles de son chapitre à 2892 livres. Pour la cession de celles-ci, ainsi que pour l'abandon de certains droits, le prince-évêque offrit en compensation les dîmes qu'il possédait dans le diocèse de Besançon et qui rapportaient 1000 à 1200 livres [2].

Au début d'avril 1779, le comte de Vergennes et le ministre de la Feuille trouvèrent un moyen terme entre l'échange de paroisses, proposé et refusé, et le projet d'union d'une abbaye qui ne plaisait pas à l'évêque d'Autun.

L'évêque de Bâle devait recevoir :

*a*) La juridiction en Ajoie.

*b*) Les droits de patronage et de nomination aux bénéfices.

*c*) Les dîmes et rentes perçues par l'archevêque et le chapitre de Besançon dans les états du prince.

[1] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 343 citée.

[2] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 338. Mémoire de Vulpian sur l'échange entre Bâle et Besançon.

Il allait s'acquitter en revanche :

*a*) En cédant quelques portions de dîmes situées en France.

*b*) En plaçant au profit du chapitre métropolitain la somme de 120 000 livres qui produiraient une rente annuelle de 6000 livres.

Le placement de cette somme avait été offert par Frédéric de Wangen.

Ceci était encore à l'avantage du prince-évêque qui accepta ces propositions [1]. Quelques jours après, le comte de Vergennes se ravisa et décida que le mieux serait un projet d'union sans frais pour l'évêque de Bâle [2].

A fin avril, l'avocat Vulpian renvoya le dossier, augmenté de ses observations, au ministère [3]. Pour Vulpian, qui avait reçu des Affaires étrangères la tâche d'analyser les propositions du prince-évêque, le plus « intéressant à tous égards » c'était de procéder au démembrement, puisque celui-ci mettrait fin aux discussions entre Besançon et Porrentruy et favoriserait également les vues du roi. Les indemnités lui semblaient plus difficiles à admettre. Il paraîtrait peu convenable, pensait-il, que le roi acceptât d'un prince étranger le paiement des frais qui assureraient à une église un don de son souverain. Si Sa Majesté admettait le don de l'abbaye de Cherlieu pour subvenir aux besoins de l'église de Besançon, il serait préférable que les titres de la libéralité de Louis XVI fussent indépendants du démembrement du pays d'Ajoie.

D'autre part, les 120 000 livres placées au profit du chapitre pourraient être le prix des dîmes et des droits utiles cédés en Ajoie. Ces droits, dont jouissaient l'archevêque et son chapitre, découlaient de l'exercice de la juridiction diocésaine. La rente garantie par les 120 000 livres ne devait en aucun cas constituer, d'après Vulpian — qui distinguait, dans la cession des paroisses, l'utile et l'honorifique — une compensation à l'abandon de cette juridiction diocésaine, à l'abandon des collations ou des patronages qui passeraient à l'évêque de Bâle.

Il existait un moyen pour arriver au but désiré. Vulpian le signala. Il consistait à faire entrer le pape dans les arrangements relatifs au démembrement du doyenné d'Ajoie. En vertu des concordats ger-

[1] Arch. bern. A 59/13, 2 avril 1779. Lettre de l'évêque de Lydda.

[2] *Ibid.*, A 59/13 23 avril 1779.

[3] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 337, 24 avril 1779. Vulpian au comte de Vergennes.

maniques, Sa Sainteté avait des droits de nomination aux bénéfices attachés à la cathédrale de Besançon [1]. Si le pape cédait au roi les droits ci-dessus, Louis XVI pourrait se déterminer à l'union d'une abbaye - peut-être même celle de Cherlieu — au siège bisontin.

Ce projet, comme les précédents, devait être soumis au ministre de la Feuille vu qu'il concernait l'attribution d'une abbaye, ainsi que la cession des droits du pape qu'il fallait obtenir. D'ailleurs, le démembrement du doyenné d'Ajoie, quelque voie que l'on prendrait pour y parvenir, serait de la compétence du même ministère puisqu'il s'agissait d'une portion d'un « diocèse de France », et de bénéfice en partie « à la solde du roi » [2].

Malgré le travail difficultueux auquel on l'avait astreint par l'examen des différentes solutions, Vulpian restait « persuadé de la nécessité de l'échange ». L'abbé de Raze, s'interposant à son tour, ne manqua pas de signaler cette attitude et de rappeler cette possibilité au ministre des Affaires étrangères le 26 avril 1779 [3].

Le comte de Vergennes envoya l'exposé de Vulpian au ministre de la Feuille, « seul juge compétent » en la matière, en lui disant que c'était à lui « à juger des expédients proposés dans cet écrit » [4].

Les représentants de l'évêque de Bâle restèrent en contact avec le comte de Vergennes qui manifestait de l'intérêt pour la négociation dont ils étaient chargés. Au début de juin, la décision de l'évêque d'Autun se faisant encore attendre, l'évêque de Lydda, l'abbé de Raze et Vulpian se réunirent en vue de rédiger un nouveau mémoire destiné au comte de Vergennes. Mais Vulpian reçut l'ordre du ministre de la Feuille « d'examiner encore une fois cette affaire à fond ».

Le fait que cette nouvelle causa une agréable surprise aux députés de Frédéric de Wangen nous laisse croire que, jusqu'alors, leurs efforts n'étaient pas vus d'un bon œil par l'évêque d'Autun [5]. Vulpian se fit fort de résoudre les objections que ce prélat opposerait à l'adoption du plan présenté à fin avril au comte de Vergennes. Les deux ministres intéressés étant convenus d'un rendez-vous pour con-

[1] L'archevêque de Besançon portait le titre de prince du St-Empire. Son autorité spirituelle s'étendait en Ajoie et en Haute-Alsace sur des terres relevant de l'empire.

[2] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 338 citée.

[3] *Ibid.*, V, p. 346, 26 avril 1779. L'abbé de Raze au comte de Vergennes.

[4] *Ibid.*, V, p. 349 et 350, 5 et 6 mai 1779. Le comte de Vergennes à Vulpian et au ministre de la Feuille.

[5] *Ibid.*, V, p. 355, 18 juin 1779. L'évêque de Lydda au comte de Vergennes.

férer au sujet de l'affaire de Besançon, l'évêque de Lydda demanda au comte de Vergennes « de ne pas pousser l'entretien » à cette occasion. L'abbé de Raze et Gobel, eux aussi, avaient fixé une entrevue pour le 19 juin avec Vulpian. Le résultat de celle-ci allait peut-être modifier l'aspect du problème. Les deux négociateurs désiraient en rendre compte au ministre. Ils le firent sous forme de mémoire en date du 4 juillet [1].

L'activité des commissaires de Frédéric de Wangen tendait à revenir à l'idée de l'échange de paroisses. Vulpian qui les secondait en ceci espérait toujours ramener le ministre de la Feuille à sa façon de penser, « la plus canonique, la plus utile aux deux sièges, la plus noble et la plus conforme aux vues du ministère » [2].

Mais l'évêque d'Autun ne mettait aucun empressement à répondre aux lettres du comte de Vergennes et à accorder les audiences que sollicitait l'évêque de Lydda. Les jours s'écoulaient sans résultat [3].

Pourtant, il était nécessaire de traiter cette matière à fond avec le ministre de la Feuille pour donner une forme canonique aux propositions à présenter à Besançon. Le placement des 120 000 livres prévu servirait d'indemnité aux dîmes. Il fallait encore trouver une compensation pour la juridiction et les patronages cédés, si l'échange de paroisses contre paroisses n'entrait pas en considération. Nous avons vu que le cardinal de Choiseul avait refusé de recevoir les paroisses alsaciennes et réclamé 15 000 livres de rentes annuelles [4].

Les dédommagements en rapport avec la cession de la juridiction et des patronages ne pouvaient être que de deux espèces :

*a*) une union de bénéfice accordé par le roi, ou
*b*) une autre juridiction diocésaine en contre-échange de celle qui serait cédée par Besançon.

La première proposition ayant été rejetée par le ministre de la Feuille, il ne restait plus que la seconde. Vulpian le fit comprendre à l'évêque d'Autun et l'on revint à l'idée de l'échange de paroisses [5].

Ce ministre se préoccupait d'améliorer au plus tôt le sort de l'archevêque de Besançon. Il manifesta son intention d'arranger les

[1] Arch. bern. A 59/13. Mémoire du 4 juillet 1779.
[2] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 355 citée.
[3] Arch. bern. A 59/13, 23 juin 1779.
[4] Voir page 49, Revue d'Hist. Ecclés. Suisse, 1943. Fasc. I.
[5] Arch. bern. A 59/13. Lettre à la cour de Porrentruy du 25 juin 1779.

choses de façon que Mgr de Durfort fût compris « dans le travail de la Pentecôte »[1] ou dans celui de la quinzaine suivante, parce que l'archevêque se trouvait dans des circonstances « toujours plus pressantes ». Ces nouvelles furent rapportées à l'évêque de Lydda qui en fit part au comte de Vergennes[2]. Il ne fallait perdre aucune occasion de s'assurer l'obéissance du prélat aux désirs du roi, allusion au brevet de nomination.

Le 10 juillet, le développement de la question avait créé une nouvelle situation.

Le ministre de la Feuille voyait avec satisfaction que, depuis un certain temps, l'évêque de Lydda n'insistait plus sur l'union d'une abbaye au siège de Besançon. Il croyait, d'autre part, l'échange de paroisses possible et engageait le représentant de l'évêque de Bâle, qui allait se rendre dans la capitale de la Franche-Comté, à conclure, sur place, l'accord entre les deux diocèses[3].

A la même date, Frédéric de Wangen adressait au roi et à ses ministres avant de les soumettre à l'archevêque et à son chapitre à qui elles étaient destinées des « offres nouvelles ». Si la cour de Versailles les acceptait, l'abbé de Raze et l'évêque de Lydda reprendraient les négociations avec Besançon[4].

Voici, en résumé, quel en était le contenu :

Le chapitre de Besançon a refusé le projet d'échange de paroisses en lui préférant le démembrement et l'indemnisation de la partie de son diocèse comprise dans la souveraineté du prince-évêque. Frédéric de Wangen distingue dans le droit dont dispose le corps des chanoines l'utile et l'honorifique. Pour le premier de ces objets, qui consiste en dîmes et bénéfices accidentels résultants de l'exercice de la juridiction, il offre, à titre de dédommagement, une partie de ses propres dîmes situées dans le diocèse de Besançon, et des rentes en argent[5]. Pour l'honorifique, on ne peut en apprécier la valeur ; le prince-évêque demande que l'Eglise de Besançon fasse le démembrement gratis ou qu'elle consente à un échange de paroisses contre paroisses. D'ailleurs, ces droits du chapitre métropolitain se réduisent

[1] En 1779, la Pentecôte tombait le 23 mai. Il s'agit, dans ce « travail », des propositions à faire au roi pour les nominations aux bénéfices vacants.

[2] Aff. étr. Ev. de B. V., p. 351, 15 mai 1779. L'évêque de Lydda au comte de Vergennes.

[3] *Ibid.*, VI, p. 8, 10 juillet 1779. L'évêque d'Autun à l'évêque de Lydda.

[4] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 6, 10 juillet 1779. Offres de l'évêque de Bâle à l'archevêque de Besançon et à son chapitre.

[5] Rentes créées par le placement au profit de l'Eglise de Besançon des 120 000 livres dont nous avons parlé

à celui de nommer aux bénéfices vacants pendant certains mois de l'année seulement, ces bénéfices étant pour le reste de l'année de la collation du pape [1].

Frédéric de Wangen qui s'était proposé de ne rien faire à l'égard de Besançon « que de concert avec la cour de France », avait trouvé un compromis entre le dédommagement direct et le simple échange.

A fin juillet, l'évêque de Lydda quitta Paris pour Besançon. Avant son départ, il s'assura, avec le concours de l'abbé de Raze, la protection des ministres du roi et leur intervention auprès de l'archevêque et de son chapitre [2].

On avait donc repris l'idée initiale de l'échange de paroisses en y ajoutant la promesse d'une indemnité. Il s'agissait de faire adopter ce plan à l'archevêché.

Le ministre des Affaires étrangères le mit « sous les yeux du roi et de son Conseil ». Sa Majesté l'approuva au début du mois d'août et décida que l'échange se ferait de paroisses contre paroisses comme Louis XV en avait exprimé le vœu. Vergennes jugeait amplement suffisant le dédommagement offert pour les dîmes. Le refus du chapitre paraissait au ministre « injuste et mal fondé » et compromettant pour l'autorité du roi ; le comte chargea le prince de Montbarey, ministre de la Guerre, d'engager l'archevêque de Besançon à se rallier aux décisions de la cour [3]. Vergennes ne doutait plus du succès de la négociation qu'allait entreprendre l'évêque de Lydda à Besançon [4].

La décision du roi fut portée à la connaissance de Mgr de Durfort par les ministres des Affaires étrangères et de la Guerre en dates des 5 et 7 août [5].

[1] La *collation*, le droit de conférer un titre, un bénéfice, était souvent partagée entre les capitulaires et Rome.

[2] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 9, 24 juillet 1779. L'abbé de Raze au comte de Vergennes.

[3] *Ibid.*, VI, p. 10, 4 août 1779. Le comte de Vergennes au prince de Montbarey. — Montbarey naquit à Besançon. Après avoir été l'adjoint du ministre de la Guerre, lui-même occupa ce poste à la suite de la disgrâce de son prédécesseur (été 1777). Il fut renversé en décembre 1780. — Si le comte de Vergennes le chargea de correspondre avec l'archevêque de Besançon, il ne nous semble pas qu'il s'adressa au ministre « de la Guerre ». Les 4 secrétaires d'Etat étaient chargés, outre leurs fonctions spéciales, de l'administration intérieure des provinces du royaume. Il se peut qu'à cette époque la Franche-Comté faisait partie des attributions nombreuses du prince de Montbarey.

[4] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 11, 4 août 1779. Le comte de Vergennes à l'évêque de Lydda.

[5] *Ibid.*, VI, p. 12 et 13 ; 5 et 7 août 1779. Le comte de Vergennes et le prince de Montbarey à l'archevêque de Besançon.

Le 11, l'archevêque communiqua la décision royale au commissaire des chanoines. Le 13, Gobel, arrivant de Porrentruy, remit à Besançon les projets de Frédéric de Wangen. Mgr de Durfort n'osa s'opposer aux décisions du roi [1]. Il avoua dans sa réponse du 18 août à Versailles qu'il lui faudrait du temps pour préparer son chapitre à prêter une bienveillante attention aux propos de l'évêque de Lydda [2]. Mgr de Durfort se déclarait encore favorablement disposé à seconder le représentant de l'évêque de Bâle, mais les chanoines, « avec leurs préjugés invétérés et héréditaires », ne faisaient pas preuve de la docilité souhaitée. L'archevêque chercha à les ramener à la soumission par les remontrances énergiques qu'il adressa à leurs députés. Mais la plupart des capitulaires voulaient profiter de l'occasion qui s'offrait à eux pour solliciter du roi une indemnité particulière au profit du chapitre, ceci en considération de l'intérêt que prenait Louis XVI à l'échange de paroisses [3].

Aucune réunion capitulaire n'ayant eu lieu depuis son arrivée jusqu'au 26 août, le commissaire de Frédéric de Wangen se plaignit de la lenteur des négociations. Le 27, le corps des chanoines s'assembla. Il fut simplement décidé de rédiger un contre-projet destiné au roi. L'archevêque ayant appris que les lettres qu'il avait reçues des ministres du roi n'avaient pas été lues à la réunion — alors qu'il avait déjà communiqué ces lettres le 11 août aux commissaires — Mgr de Durfort exigea une nouvelle assemblée capitulaire. Celle-ci eut lieu le lendemain 28 août. On prit connaissance des lettres de la cour ainsi que d'une exhortation de l'évêque de Lydda. Celle-ci fut considérée comme une leçon que le mandataire de l'évêque s'avisait de donner au chapitre ; quant aux autres, on les qualifia de lettres « de bureaux » [4].

Ayant délibéré les 27 et 28 août sur les nouvelles propositions faites par le prince-évêque, les chanoines résolurent d'adresser à Versailles un mémoire en réponse aux projets de Frédéric de Wangen [5].

[1] L'archevêque de Besançon désirait obtenir « une grosse abbaye ». A la tête de ceux qui sollicitaient pour lui se trouvait un de ses parents, M. le maréchal de Duras, gouverneur de Franche-Comté. Peut-être que ceci joua un rôle dans la soumission spontanée de Mgr de Durfort aux visées du prince-évêque, acceptées par le roi (voir Arch. bern. A 59/13, 4 octobre 1779. L'évêque de Lydda à l'évêque de Bâle).

[2] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 14, 18 août 1779. L'archevêque de Besançon au comte de Vergennes.

[3] *Ibid.*, VI, p. 16, 25 août 1779. L'évêque de Lydda au comte de Vergennes.

[4] *Ibid.*, VI, p. 18, 30 août 1779. Du même au même.

[5] *Ibid.*, VI, p. 24, 28 août 1779. Délibération du chapitre de Besançon.

L'Eglise de Besançon, pensaient-ils, avait fait, antérieurement déjà, des sacrifices en faveur de la couronne. Le chapitre disposait autrefois, par élection, de l'archevêché. Il avait abandonné ce droit et l'archiépiscopat à la libre nomination du roi. C'est pourquoi les chanoines voulaient, avant de faire un nouveau sacrifice, avoir quelque certitude des bienfaits de Sa Majesté envers eux, si l'échange de paroisses devait avoir lieu.

Mgr de Durfort n'osait signaler à la cour et aux différents ministres que le chapitre de Besançon se refusait à l'échange agréé par le roi. On ne pouvait ne pas accepter ce que Louis XVI avait trouvé équitable [1]. Pour faire sentir cela aux chanoines, l'archevêque se rendit le 31 août à une nouvelle réunion capitulaire. Il critiqua l'attitude des commissaires qui avaient omis, le 27, de donner connaissance à leurs confrères des lettres de Versailles. Enfin, Mgr de Durfort déclara : « Après... avoir mûrement réfléchi, j'accède dès à présent au projet d'échange... par le motif de l'intérêt qu'y prend Sa Majesté. Je vous exhorte à suivre mon exemple [2]. »

Le lendemain, on lui fit savoir que le chapitre persistait à maintenir sa décision, c'est-à-dire à adresser au roi des remontrances relatives à l'objet en question. L'archevêque, ayant compris que les chanoines étaient décidés à se passer de lui, n'essaya pas de leur démontrer qu'il devait être l'organe de transmission de leurs doléances [3].

L'esprit de cabale agitait les têtes. L'évêque de Lydda, envers qui le traitement du chapitre n'avait « rien moins que répondu aux égards dus à une personne dont la mission était avouée du roi et accréditée par ses ministres », s'en retourna à Porrentruy. Il entreprit bientôt un nouveau voyage à Paris, où il arriva au début de septembre, après avoir conféré une fois encore avec l'archevêque de Besançon [4].

[1] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 20. « Observations sur l'échange entre l'évêché de Bâle et l'archevêché de Besançon. »

[2] *Ibid.*, VI, p. 23, 31 août 1779. « Discours de l'archevêque de Besançon à son chapitre assemblé. » Pour vaincre les scrupules de l'archevêque, on mit en jeu toutes sortes de moyens, parmi lesquels il s'agissait de lui refuser toute amélioration de ses revenus aussi longtemps qu'il s'opposerait au projet. M. Vulpian et le ministre des Affaires étrangères s'en expliquèrent sans détours avec l'évêque de Lydda. (Voir QUIQUEREZ, *Revue d'Alsace*, 1856 citée, p. 106.)

[3] *Ibid.*, VI, p. 22, 1er septembre 1779. Mgr de Durfort à M. de Vergennes.

[4] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 18, 25 et 26, 30 août, 2 et 5 septembre 1779. L'évêque de Lydda au comte de Vergennes, l'évêque de Bâle au comte de Vergennes et l'évêque de Lydda au comte de Vergennes.

Frédéric de Wangen le chargea de présenter au comte de Vergennes toute la gratitude de l'évêque de Bâle pour le roi. La cour de France voyait dans l'échange de paroisses une réalisation partielle d'un plan général que le roi avait arrêté « pour le bien de ses peuples ». En sa qualité de patron de l'archevêché de Besançon, Louis XVI avait trouvé les propositions du prince-évêque « justes et raisonnables » ; en sa qualité de souverain, il les avait jugées « utiles au bien de son royaume »[1].

Le comte de Vergennes, qui semblait nourrir envers l'évêque de Bâle une affection particulière, donna de nouvelles preuves de son attention pour Frédéric de Wangen. Il s'agissait de vaincre la résistance du chapitre. L'évêque de Lydda s'étonnait de « la grande sécurité » avec laquelle les chanoines s'opposaient aux exhortations de l'archevêque. On supposait que le parti d'opposition comptait sur une protection assez puissante pour arrêter la conclusion de l'affaire en question. Mais l'abbé Gobel ne perdait rien de son optimisme parce que, pensait-il, « la sagesse du ministère » saurait trouver des moyens pour faire revenir le chapitre de son entêtement ou pour se passer de lui dans la conclusion de l'échange[2].

## Les procurations

Au mois de septembre, la cour de France passa à l'étude des possibilités de réalisation malgré le refus du chapitre. L'évêque de Lydda déclara que Frédéric de Wangen ne souhaitait nullement acquérir les dîmes du diocèse de Besançon, et, puisque les chanoines n'acceptaient pas l'indemnité proposée, la chose la plus simple était de faire abstraction des dîmes, des patronages, et de se borner à l'échange des paroisses. Ce dernier objet uniquement présentait un intérêt pour le roi et l'évêque.

Ce nouvel aspect du problème fut soumis à l'examen de Vulpian le 7 septembre. Dès cette époque, la question apparut allégée de tous les embarras se rapportant à la mense épiscopale et à la mense capitulaire. La juridiction seule restait en cause. Or, Vulpian fit remarquer que le chapitre de Besançon n'était pas copropriétaire, avec l'archevêque, de la juridiction épiscopale. Celle-ci n'était établie que pour un seul et pouvait exister sans le chapitre. En cas de vacance du siège,

[1] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 20 citée.
[2] *Ibid.*, VI, p. 26 citée.

le supérieur hiérarchique en aurait la garde, au besoin, ainsi que cela était établi dans les premiers siècles de l'Eglise [1].

Si le chapitre cathédral ne pouvait se désintéresser du projet d'échange — à cause de l'exercice de son droit pendant la vacance du siège — il ne fallait pas regarder le corps des chanoines comme partie essentielle pour contracter, puisqu'il ne possédait pas la copropriété avec son prélat. Vulpian conclut donc que le traité, dans sa nouvelle conception, ne concernait que le prince-évêque de Bâle et l'archevêque de Besançon [2].

L'évêque de Lydda fut mis au courant des observations faites par Vulpian et le ministre des Affaires étrangères en accepta les conclusions [3].

De son côté, le ministre de la Feuille avait la certitude que le consentement de l'archevêque de Besançon suppléait au refus de son chapitre. Il s'enquit auprès du comte de Vergennes du « degré d'intérêt » que ce ministre mettait à la satisfaction de l'évêque de Bâle. L'évêque d'Autun voulait savoir par là comment orienter ses démarches futures [4]. La lettre qu'envoya le comte à l'archevêque de Besançon, le 12 septembre, nous permet de juger de cet intérêt : Le ministre avait appris au roi que Mgr de Durfort acceptait les propositions de l'évêque de Bâle. Sa Majesté s'était déclarée très satisfaite de la conduite de l'archevêque, mais très peu de celle de son chapitre. Le ministre des Affaires étrangères annonça simplement que l'échange de paroisses se ferait sans le concours des chanoines et demanda à Mgr de Durfort d'y coopérer autant que cela serait en son pouvoir [5].

Néanmoins, le chapitre de Besançon fit une dernière tentative. Il rédigea le mémoire dont il avait parlé en août [6]. Il députa, à fin septembre, les abbés Maréchal d'Audeux et Talbert à Paris pour défendre sa cause auprès du ministre des Affaires étrangères. Les chanoines soupçonnaient l'inefficacité de leur opposition, mais ils cherchaient un dédommagement appréciable à la cession de l'Ajoie. Voici l'essentiel de leurs demandes [7] :

[1] C'est l'évêque qui devait pourvoir à la juridiction ecclésiastique. Souvent, il l'exerçait lui-même ; mais il déléguait aussi ses pouvoirs, ce qui se pratiquait généralement. (Brahier, p. 41 et suiv.)

[2] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 32, 10 septembre 1779. Vulpian à l'évêque de Lydda.

[3] *Ibid.*, VI, p. 31, 10 septembre 1779. Du même au même.

[4] *Ibid.*, VI, p. 30, 7 septembre 1779. L'évêque d'Autun à M. de Vergennes.

[5] *Ibid.*, VI, p. 33, 12 septembre 1779. Le comte de Vergennes à l'archevêque de Besançon.

[6] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 35. Mémoire du 25 septembre 1779.

[7] Arch. bern. A 59/13, 25 septembre 1779.

Le siège de Besançon, « un des plus grands, des plus anciens et des plus illustres des Gaules », a pour distinction particulière un prince souverain et son suffragant sous sa juridiction spirituelle [1]. C'est le seul reste de l'antique splendeur du diocèse de Besançon et, si on l'en dépouille aujourd'hui, « c'est bien le moins qu'on lui assure une indemnité équivalente ».

Le chapitre des chanoines réclame, pour l'abandon qu'il fera de Porrentruy et du pays d'Ajoie, au lieu des 29 paroisses offertes, la cession à l'archevêché de Besançon de toutes les paroisses du diocèse de Bâle situées en Alsace : villes, bourgs et villages. Ces paroisses sont, à la vérité, en bien plus grand nombre que celles que le siège de Bâle recevra, mais la réunion de la puissance spirituelle et temporelle qui en découlera pour le prince-évêque est un objet précieux. Il peut arriver des événements politiques qui changent les relations entre le royaume et l'Evêché et les rendent impossibles. Dans cette hypothèse, et si l'échange ne s'étend pas à toute la Haute-Alsace, comment l'évêque de Bâle exercera-t-il les fonctions épiscopales dans un pays où toute communication lui sera interdite ? D'autre part, la puissance spirituelle qu'il pourrait conserver en France ne serait-elle pas, dans les conjonctures prévues, contraire au bien du royaume ? Ne vaudrait-il pas mieux placer cette autorité diocésaine entre les mains d'un évêque français [2] ?

L'argumentation des chanoines tendait donc à démembrer toute la Haute-Alsace du diocèse de Bâle pour la réunir à celui de Besançon. Le chapitre croyait donner ainsi un « croc-en-jambe » à Frédéric de Wangen. Il se flattait, nous dit l'évêque de Lydda, que cette proposition exciterait l'intérêt de la cour, qu'elle entrainerait après elle une nouvelle négociation et que celle-ci, trop onéreuse pour l'évêque de Bâle, serait abandonnée, ce qui mettrait fin aux transactions dans cette affaire [3].

L'entreprise des chanoines ne fut pas goûtée par le ministre des Affaires étrangères. Il ne prit pas leur mémoire en considération et « crut devoir rendre au chapitre de Besançon le service » de ne point faire connaître cet écrit à Sa Majesté.

Les députés de Besançon, arrivés à Paris, furent renvoyés du ministère de la Feuille et du ministère de la Guerre chez le comte de Vergennes qui, les ayant fait introduire, leur dit : « Oui, Messieurs, j'ai reçu le mémoire que votre chapitre m'a adressé. Après l'avoir lu, je l'ai mis au rebut et je veux bien l'oublier, car ce qui peut arriver

[1] La gloriole d'avoir un prince et sa résidence dans le diocèse est une raison trop étrangère à un objet d'ordre spirituel, disait l'évêque de Lydda. « L'âme d'un paysan n'était-elle pas, aux yeux de Dieu, aussi précieuse que celle d'un prince ? » Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 26, 5 septembre 1779. L'évêque de Lydda au comte de Vergennes.

[2] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 35 citée.

[3] Arch. bern. A 59/13, 22 octobre 1779. Lettre de l'évêque de Lydda.

de plus heureux au chapitre est que je ne le mette pas sous les yeux du roi. Marquez-lui cela de ma part [1]. » Tel fut l'accueil réservé à la requête et aux députés ; le ministre des Affaires étrangères recommanda à ces derniers de s'abstenir de toute démarche ultérieure [2]. La proposition d'échanger l'Ajoie contre 29 paroisses alsaciennes demeura.

Quand l'évêque de Lydda parla à l'évêque d'Autun du mémoire des chanoines de Besançon, le ministre de la Feuille haussa les épaules et déclara qu'il fallait se passer de l'assentiment de ce chapitre et « aller en avant ».

Il faut se souvenir ici que le clergé d'Alsace était représenté dans le chapitre d'Arlesheim. Les chanoines alsaciens avaient contribué à l'orientation de la politique de l'Evêché vers la France. La cour de Versailles veillait à conserver et cette influence, grâce à la Haute-Alsace, et les dispositions favorables du prince-évêque envers le roi. Ceci était connu du comte de Vergennes. Accepter les vues du chapitre de Besançon eût été ruiner les effets d'une patiente politique.

Pendant que les chanoines maintenaient leur vaine opposition, les négociateurs progressaient.

L'évêque de Lydda, à Paris, entretenait fidèlement le comte de Vergennes des instructions reçues de Frédéric de Wangen. Le comte communiquait à l'archevêque de Besançon les nouvelles décisions de Sa Majesté. Le roi persistait à vouloir l'échange de paroisses contre paroisses. Les plus grandes difficultés provenant de l'arrangement proposé pour les dîmes et les patronages, ces sujets avaient été abandonnés. Louis XVI autorisa Mgr de Durfort à poursuivre les négociations sur l'objet de l'échange de juridiction seulement, sans le concours de son chapitre [3].

La marche à suivre dès lors parut simplifiée :

L'archevêque et l'évêque donneront de part et d'autre leurs pouvoir et procuration à l'effet de passer, par-devant notaire, le concordat de l'échange de paroisses contre paroisses. Un modèle des pièces nécessaires fut envoyé aux deux prélats. Dans celui de l'évêque de Bâle, on disait que Frédéric de Wangen avait délibéré de l'échange avec son chapitre.

[1] Arch. bern. A 59/13. Lettre de l'évêque de Lydda à l'évêque de Bâle du 4 octobre 1779.

[2] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 54, 17 octobre 1779. Le comte de Vergennes à l'archevêque de Besançon.

[3] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 43, 3 octobre 1779. Le comte de Vergennes à l'archevêque de Besançon.

« Son Altesse Monseigneur l'Evêque de Basle, Prince du Saint-Empire, lequel, après avoir délibéré avec son Chapitre non-seulement sur l'utilité particulière que retirera son Eglise de l'échange de Juridiction Diocésaine si souvent proposé par ses prédécesseurs Evêques et Princes aux Seigneurs Archevêques de Besançon ; mais encore pour les avantages qui en résulteront pour les peuples habitans les districts diocésains et respectifs à échanger ; et ayant de l'agrément de Sa Majesté Très Chrétienne, fait renouveler lesdites propositions tant au seigneur Archevêque actuel de Besançon qu'au Chapitre de son Eglise, auxquelles propositions mondit Seigneur Archevêque de Besançon a accédé [1] ; sadite Altesse a par ces présentes donné pouvoir à Monseigneur l'Evêque de Lydda et à M. l'abbé de Raze, son Ministre en Cour de France, de pour elle et en son nom, et pour ses successeurs Evêques de Basle, dans l'espérance néanmoins de l'autorisation et confirmation des deux Puissances, passer avec mondit Seigneur Archevêque de Besançon, ou les fondés de ses pouvoirs spéciaux, le traité du susdit échange et en conséquence céder et transporter à perpétuité à mondit Seigneur Archevêque actuel, à ses successeurs Archevêques et Eglise de Besançon, la Juridiction Episcopale et Diocésaine, avec tous les droits honorifiques et utiles en dépendans, qui appartiennent à l'Evêché et Eglise de Basle dans les 29 Paroisses... et dépendances des dites Paroisses, situées dans la partie Françoise de la haute Alsace limitrophe des districts de Belfort et de Delle ; accepter en contre-échange et pareillement à perpétuité la Juridiction Episcopale et Diocésaine, avec tous les droits honorifiques ou utiles en dépendans, qui appartiennent à l'Archevêché et l'Eglise de Besançon dans les 20 Paroisses du Doyenné d'Ajoie et les dépendances desdites Paroisses comprises dans les Etats du Prince et de l'Evêché de Basle... enfin solliciter, obtenir, ou consentir à l'obtention de tous titres ou actes d'autorisation ou confirmation dudit traité, et remplir toutes les formes sur ce requises [2]. »

[1] Le 26 septembre 1779, l'évêque de Lydda avait eu une conférence avec Vulpian à Meudon pour la rédaction d'un modèle de procuration des deux ordinaires (archevêque et évêque). A cette date, on était d'accord de se borner à l'échange des deux juridictions diocésaines, c'est-à-dire de paroisses contre paroisses. Vulpian admettait que le consentement des chapitres respectifs n'était pas nécessaire pour un échange de juridiction ; qu'il y aurait cependant abus et même nullité dans le procédé d'un évêque s'il consentait au démembrement de quelque droit, soit spirituel, soit temporel de son siège, sans en avoir conféré avec son chapitre et sans avoir requis son avis. Mais cet avis n'était pas déterminant et l'évêque pouvait, quelle que fût la réponse, consentir librement à l'échange et au besoin faire appel à l'autorité supérieure pour réduire l'opposition du chapitre. Il ne pouvait être question d'agir ainsi pour l'aliénation des dîmes et des droits de patronages qui, en Ajoie, appartenaient en grande partie au chapitre de Besançon. Etant propriétaire, le chapitre avait à donner son consentement qui devenait absolument nécessaire. Tels étaient les principes admis en France. (Arch. bern. A 59/13, 1779, 27 sept.)

[2] Arch. bern. Drucksachen/Synodalia, dans le Mandement de l'évêque de Bâle du 24 décembre 1781. Procuration du 5 octobre 1779.

L'évêque de Bâle avait dû demander aux capitulaires d'Arlesheim un consentement par écrit et veiller à ce que la date de cet acte fût antérieure à la procuration épiscopale. Cet acte, daté du 27 septembre, on le destinait au commissaire apostolique qui, plus tard, procéderait à l'échange de paroisses au nom du pape [1].

Au cours du mois d'octobre, la confiance de l'archevêque fut ébranlée par l'aplomb de son chapitre. Celui-ci faisait remarquer au prélat que le prince de Montbarey et l'évêque d'Autun gardaient le silence et que seul le comte de Vergennes avait admis l'échange de paroisses contre paroisses. Pour ranimer l'assurance de Mgr de Durfort, l'abbé de Fraigne, l'un de ses amis demeurant à Paris [2], et l'évêque de Lydda se présentèrent au ministère des Affaires étrangères et y obtinrent l'envoi d'une lettre de Louis XVI précisant que Sa Majesté avait admis l'échange de paroisses contre paroisses. Le comte de Vergennes, qui agréa cette demande, introduisit les deux solliciteurs dans le bureau de son premier commis, M. de Rayneval, où, séance tenante, la lettre fut minutée sous leurs yeux [3].

Au Conseil du roi, le brevet de nomination de Mgr de Durfort devint alors l'objet d'une attention spéciale. On y trouva que Louis XV « s'était réservé la faculté de requérir la réunion au siège et diocèse de Besançon de la partie de celui de Bâle située dans le royaume ». On supposa que c'étaient les termes de cette réserve qui avaient porté les chanoines à proposer l'échange de toute la partie du diocèse de Bâle située en Alsace contre les paroisses d'Ajoie. Le Conseil du roi ayant procédé à l'examen de ce brevet, il jugea que ces termes ne traduisaient pas les intentions du feu roi et Louis XVI les trouva contraires aussi à son dessein. Les modifiant, il ordonna de confirmer à l'archevêque de Besançon que l'échange devrait se faire et ne pourrait l'être que de paroisses contre paroisses [4].

Mgr de Durfort, qui était la pusillanimité même aux yeux de l'évêque de Lydda, se tenait, de préférence, à l'écart de toutes ces décisions. Craignant que sa conduite ne fût désapprouvée par le ministre

[1] Arch. bern. A 59/13, 1779, 27 septembre.

[2] Pierre de Fraigne, vicaire général du diocèse d'Albi, ancien aumônier de Mesdames de France.

[3] Arch. bern. A 59/13. Lettre de l'évêque de Lydda à la cour de Porrentruy du 22 octobre 1779.

[4] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 50 et 51, 13 octobre 1779. Lettres du roi et du comte de Vergennes à l'archevêque de Besançon.

de la Feuille, il se plaignit à la cour de ce qu'on le laissait dans l'ignorance de l'état des négociations et en butte aux attaques de son chapitre qui l'accusait de n'avoir pas su défendre les intérêts de son siège [1]. Le comte de Vergennes le tranquillisa. Le ministère des Affaires étrangères, par le canal duquel devait se traiter l'échange de paroisses, se déclara satisfait de la conduite de l'archevêque et laissa entendre que la tentative du chapitre d'intervenir à la cour n'avait pas abouti [2].

Cependant, les députés des chanoines se trouvaient toujours à Paris et cherchaient à ne pas perdre entièrement la partie. Prévoyant l'irrévocabilité de la décision du roi concernant l'échange, ils firent des représentations au comte de Vergennes sur l'inégalité des paroisses qu'il était question d'échanger entre les deux sièges. Le chapitre de Besançon, pour compenser la valeur de Porrentruy, désirait que l'évêque de Bâle ajoutât une ou deux villes de la Haute-Alsace aux paroisses offertes. Le ministre des Affaires étrangères, instruit par l'évêque de Lydda, répondit :

*a*) que Frédéric de Wangen céderait précisément la partie française de la Haute-Alsace limitrophe des districts de Belfort et de Delle qui faisaient déjà partie du diocèse de Besançon ;
*b*) qu'au delà du territoire prévu, soit ville, soit village, tout était de langue germanique ;
*c*) que le séminaire et le gouvernement ecclésiastique de Besançon ne disposaient pas des personnes et des moyens qu'exigeait la conduite de paroisses allemandes ;
*d*) qu'il ne valait pas la peine de faire des frais pour l'installation d'instituteurs et de vicaires généraux allemands pour une ou deux villes dont chacune ne serait finalement qu'une paroisse coupée du diocèse de Besançon [3].

Au mois d'octobre, tout le projet n'était encore qu'une pièce unilatérale présentée par l'évêque de Lydda sous forme de mémoire.

L'abbé de Fraigne aurait voulu plus de précision dans les termes modifiant la réserve du brevet de nomination de Mgr de Durfort. Il désirait que Louis XVI donnât son approbation à l'échange d'un nombre déterminé de paroisses pour éviter tout reproche et toute critique des chanoines envers l'archevêque [4]. Mais le comte de Ver-

[1] Arch. bern. A 59/13. Lettre de l'évêque de Lydda du 22 octobre 1779.
[2] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 48 et 54. L'abbé d'Audeux au comte de Vergennes et le comte de Vergennes à Mgr de Durfort.
[3] Arch. bern. A 59/13, 29 octobre 1779. L'évêque de Lydda à l'évêque de Bâle.
[4] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 39. Le comte de Vergennes à l'abbé de Fraigne.

gennes préféra les termes génériques d' « échange de paroisses contre paroisses » puisque l'objet dont il s'agissait n'avait pas encore été porté dans le détail à la connaissance de Sa Majesté. D'autre part, l'archevêque de Besançon ne connaissait même pas les paroisses de Haute-Alsace qu'il s'agissait de recevoir en échange. Aussi s'abstint-il de les désigner dans sa procuration [1].

Mgr de Durfort se trouvait dans une situation critique vis-à-vis de son chapitre qui ne capitulait pas. Le 27 octobre, il remercia le roi d'avoir bien voulu lui venir en aide en fixant le sens de la réserve contenue dans son brevet de nomination [2].

La procuration réclamée à Mgr de Durfort fut adressée à Paris à fin octobre. « Pour hâter la besogne », l'abbé de Fraigne se chargea des intérêts de l'archevêque quoiqu'il eût souhaité « être débarrassé de cette corvée » [3].

« Monseigneur Raimond de Durfort, Archevêque de Besançon, Prince du St-Empire... après avoir mûrement réfléchi sur le projet d'échange de Paroisses, considérant l'intérêt que le roi a manifesté prendre audit échange dans la vue de rappeler une partie des terres de sa domination de la Juridiction d'un Evêque étranger à celle d'un Evêque son sujet, et persuadé, que le motif pour lui de concourir aux vues de Sa Majesté se concilie avec ceux de religion et d'ordre public Ecclésiastique [4], a par ces présentes donné pouvoir à Messire Pierre de Fraigne, de pour lui et en son nom, et pour ses successeurs Archevêques de Besançon (sauf la réserve néanmoins de l'autorisation des deux Puissances, comme celle de tous droits à quiconque il peut en appartenir dans la présente affaire), céder et transporter à perpétuité à Illustrissime et Révérendissime Seigneur, Monseigneur Frédéric, Baron de Wangen, Evêque de Basle et Prince du St-Empire, et à l'Evêché et Eglise de Basle, la Juridiction Episcopale et Diocésaine, avec tous les droits honorifiques et utiles en dépendans, qui appartiennent audit Archevêché et Eglise de Besançon dans les 20 Paroisses ou Succursales du doyenné d'Ajoye et leurs dépendances, comprises dans les Etats du Prince-Evêque et de l'Evêché de Basle... laquelle cession sera faite sans aucune réserve, sauf les droits du Métropolitain, qui demeureront en leur entier envers mondit Seigneur Archevêque de Besançon et ses successeurs.

Comme aussi donne pouvoir audit sieur Procureur constitué d'accepter en contr'échange, et pareillement à perpétuité, la Juridiction Episcopale

[1] *Revue d'Alsace* 1856 citée, p. 113.

[2] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 63, 27 octobre. Mgr de Durfort au roi.

[3] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 57 et 61, 21 et 27 octobre 1779. Lettres de l'abbé de Fraigne et de l'archevêque de Besançon.

[4] Il n'est pas question du chapitre parce que les chanoines n'avaient pas donné leur agrément. La négociation fut cependant poursuivie, le consentement du chapitre, selon l'avis de Vulpian, n'étant pas nécessaire pour un échange de juridiction diocésaine. (Arch. bern. A 59/13, 27 septembre 1779.)

et Diocésaine... dans les Paroisses et leurs dépendances, composant la partie françoise de la haute Alsace, Diocèse de Basle, pour autant et non autrement, que ladite partie françoise est limitrophe et contigue des districts de Belfort et de Delle, lesquels sont déjà du Diocèse de Besançon...

Fait et passé audit Besançon, au Palais Archiépiscopal, l'an 1779, le 28 octobre...

... Ainsi signé à la minute...

RAIMOND DE DURFORT *Archevêque* [1]. »

L'archevêque ne mettait aucune clause restrictive au sacrifice auquel il consentait. Il n'avait fait que suivre la formule conçue par l'évêque de Lydda et l'abbé de Fraigne. Cependant son fondé de procuration, estimant que l'intention du roi était remplie si l'évêque se trouvait affranchi de toute juridiction étrangère, demanda au comte de Vergennes s'il ne convenait pas « de régler une redevance » qui rappelât aux évêques de Bâle la gratitude qu'ils devaient au siège de Besançon. Cette proposition ne venait pas de l'archevêque, mais de l'abbé de Fraigne seul. Quoique « très sensible aux cajoleries » que lui avait faites l'évêque de Bâle, il se souvenait qu'il était l'ami de Mgr de Durfort depuis plus de 30 ans [2].

Le comte de Vergennes accepta l'idée de réserver un droit honorifique en faveur du siège de Besançon [3]. L'évêque de Lydda et Vulpian recherchèrent quelle espèce de redevance pourrait convenir. Ils trouvèrent que la plus propre « à la position d'un évêque suffragant vis-à-vis de son métropolitain serait une croix pectorale d'or que le prince-évêque... ferait présenter... à chaque nouvel archevêque ». M. Vulpian fut d'avis qu'il fallait insérer la prestation de ce droit honorifique dans le concordat. L'évêque de Lydda demanda à cet effet, au début de novembre, un acte ampliatif de la procuration du 5 octobre 1779 que l'abbé de Raze et lui avaient reçue de leur chef diocésain.

[1] Arch. bern. Drucksachen/Synodalia, dans Mandement de l'évêque de Bâle du 24 décembre 1781, Procuration du 28 octobre 1779. L'abbé de Fraigne fut l'une des personnes qui eurent le plus d'influence pour engager Mgr de Durfort à accepter les propositions de l'évêque de Bâle. « Il est certain, dit l'évêque de Lydda, que si M. l'archevêque eût pris le parti de refuser son consentement, tout le clergé de France eût épousé sa cause, si la Cour ou le Pape eussent voulu passer outre. » (Arch. bern. A 59/13, 29 décembre 1779.)

[2] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 77, 1er novembre 1779. L'abbé de Fraigne au comte de Vergennes.

[3] Sans faire pourtant de cette proposition une condition *sine qua non* de l'échange, voir Aff. étr., VI., p. 84 et 85.

Avant d'engager ses successeurs à cette espèce de redevance perpétuelle, Frédéric de Wangen devait requérir le consentement du chapitre de Bâle [1]. Cet agrément exigerait un certain délai. En attendant, les représentants respectifs des deux prélats s'occupèrent de la rédaction du concordat d'échange. Ce travail se fit chez M. Vulpian qui s'y était préparé.

Le 16 novembre, l'acte n'attendait plus que les signatures. Les formes observées dans le texte étaient celles d'un contrat entre un métropolitain et son suffragant et non celles d'une convention entre deux princes de l'empire [2].

Un autre style aurait pu donner à l'archevêque de Besançon « un vernis d'homme difficultueux : et vû le passé, il ne fallait pas qu'il eût ce vernis-là ». Le fondé de procuration de Mgr de Durfort stipula une réserve pour le maintien des droits du métropolitain, supérieur hiérarchique de l'évêque, une autre pour la conservation du patrimoine de l'archevêché en Ajoie.

Le prince-évêque s'obligeait à supporter seul tous les frais du concordat. Ceci ne fut pas énoncé dans l'acte, mais Frédéric de Wangen envoya une déclaration à ce sujet. A la demande de l'abbé de Fraigne, il offrit des garanties pour les dîmes et patronages, propriétés des chanoines de Besançon qui n'étaient pas touchées par l'échange [3].

Le 17 novembre vit la signature du concordat [4].

*(A suivre.)*

[1] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 81, 4 novembre 1779. Gobel au comte de Vergennes.

[2] A cette date, l'archevêque de Besançon était encore appelé à son rang, à la diète impériale. (Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 83 et 103, 5 et 17 novembre 1779.) Le comte de Vergennes à l'évêque de Lydda et l'abbé de Fraigne au comte de Vergennes.

[3] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 124, 26 novembre 1779. L'abbé de Fraigne au comte de Vergennes. La garantie envers le chapitre de Besançon et le montant des frais seront donnés plus loin, dans cette étude.

[4] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 106 et 108, 18 novembre 1779. L'abbé de Fraigne et l'évêque de Lydda au comte de Vergennes ; Correspondance de l'abbé de Raze, lettre du 19 novembre 1779 au prince-évêque. L'abbé de Fraigne et l'abbé de Raze signalent tous les deux que le concordat fut signé le 18 et non le 17 novembre comme le portent les pièces officielles.

# REZENSIONEN — COMPTES RENDUS

**Th. Müller-Wolfer : Der Werdegang der Reformation in Aarau.** 109 S. Sonderabdr. aus Argovia Bd. 54, 1942. Aarau, H. R. Sauerländer u. Co.

Th. Müller ist der Verfasser mehrerer reformationsgeschichtlicher Arbeiten von anerkanntem Wert. Die vorliegende Monographie wurde auch mit Unterstützung der reformierten Kirchgemeinde Aarau herausgegeben. Wir betonen das, weil diese Studie eine gute Leistung darstellt, sowohl was den Ton betrifft, in dem sie gehalten ist, wie auch in der Auswertung der herangezogenen Quellen. Gestehen wir es offen, diese Schrift kommt der Forderung nach gerechter Würdigung aller Motive, welche in der Entwicklung der Reformation in Aarau wirksam waren, in einem erfreulichen Ausmaß entgegen.

Trotz starker Beschränkung auf ihren engeren Gegenstand bietet die Studie viel Beachtenswertes. Sind auch die Linien der Entwicklung nicht in allem so klar erkennbar, wie in anderen eidgenössischen Orten, und blieb die neugläubige Bewegung in Aarau naturgemäß auch stark abhängig von der bernischen Regierungspolitik, so fehlen doch die singulären Züge in der Aarauer Religionspolitik keineswegs. Ja, man darf sagen, gerade das Spannungsverhältnis zwischen dem Streben nach Selbständigkeit Aaraus und dem Regierungswillen Berns in der Glaubensfrage, kennzeichnet das Eigenartige in der Reformationsgeschichte Aaraus. Dieses Spannungsverhältnis schildert M. mit aller Offenheit und Klarheit, ohne den Tatsachen irgendwie Gewalt anzutun. Der Verfasser stellt dabei ein gutes historisches Urteil unter Beweis. Das erkennen wir auch bei der Darstellung der vorreformatorischen Verhältnisse, die etwas knapp ausgefallen ist (vgl. 8, 10) und unter Verwertung weiterer Quellen, etwa der Regesten der Bischöfe von Konstanz, hätte vertieft werden können. Die ersten Kämpfe, in denen Persönlichkeiten wie der städtische Leutpriester A. Honolt und Hans Buchser, von Suhr, als Leutpriester leidenschaftliche Anhänger der neuen Ideen besonders hervortreten, zeigen die üblichen Merkmale auf, aber sie gewinnen durch viele Einzelzüge an Anschaulichkeit. Interessant ist es, schon in den Anfängen die rivalisierende Einflußnahme der alt- und neugläubigen Orte auf Aarau zu verfolgen. Dieses Hin und Her, wie auch die starken täuferischen Einflüsse bringt die Darstellung sehr gut zum Ausdruck (vgl. 23 ff.). Die konservative Haltung der aargauischen Städte ist im übrigen auffallend. Man kann sich mehr als einmal fragen, wie die Entwicklung ausgegangen wäre, wenn Bern, Aarau, insbesondere dem Rat und der engeren Bürgerschaft, wirkliche Freiheit der Entscheidung zugebilligt hätte. Gerade um dieser Motive willen, die auch für andere Orte wie Aarau näherer Untersuchung wert wären, verdient die vorliegende, wohl dokumentierte Darstellung, die Beachtung auch weiterer Kreise.

*Oskar Vasella.*

**Weisz Leo : Leo Jud, Ulrich Zwinglis Kampfgenosse** 1482-1542 [1]. Zwingli-Bücherei 27. Zwingli-Verlag, Zürich 1942. 143 S.

Das mit hübschem Einband erschienene Buch umfaßt neben der Darstellung und den Literaturangaben auch Porträts- und Kupferstichwiedergaben von Leo Jud, Thomas Wittenbach, Zwingli, Erasmus, Pellikan, Kaspar Schwenckfeld u. a. m.

Jud ist 1482 zu Gemar im Elsaß als Sohn des Priesters Johannes Jud und dessen Konkubine Elsa Hochsang geboren. 1499 in Basel zunächst Student der Medizin, wandte er sich unter dem Einfluß von Thomas Wittenbach der Theologie zu. Während dieser Zeit schloß er Freundschaft mit Ulrich Zwingli. Als er nach seiner Priesterweihe 1507 von Rom zurückkehrte, wurde er Diakon zu St. Theodor in Basel, 1512 nach Erlangung des Magistergrades der Artes Pfarrer in St. Pilt. Auf Zwinglis Veranlassung wurde er 1519 dessen Nachfolger als Pfarrer in Einsiedeln. Bekanntlich ist dann Jud 1522 als Pfarrer zu St. Peter nach Zürich berufen worden. Bis zu seinem Tode 1542 blieb Jud in Zürich als einer der führenden Geistlichen.

Überblickt man zunächst die Schilderung der Frühzeit von Juds Entwicklung, wie sie uns L. W. bietet, so lassen sich verschiedene beachtenswerte Feststellungen machen. Niemand wird den erasmischen Einfluß auf Jud leugnen wollen, sicher stand auch Jud unter dem Eindruck der neuen philologisch-kritischen, humanistischen Einstellung zum Bibeltext. Auch eine gewisse Reformrichtung, die sich bei Jud geltend machte, ja der er sich anschloß, wird man nicht anzweifeln wollen. Aber daß die Entwicklung des Bibelübersetzers wirklich so folgerichtig verlief (57), das Verhältnis zu Luthers Reformation (20 f.) richtig gezeichnet ist, wenn W. behauptet (21) : « ... und so kann von einer starken Beeinflussung der schweizerischen Reformation durch Wittenberg nicht einmal im Anfang gesprochen werden », das erscheint uns doch sehr fraglich zu sein. Die Einordnung des Defensor pacis von Marsilius von Padua wird man hingehen lassen (25-35) und der Hinweis auf die Neuausgabe in Basel ist gewiß dankenswert, aber die Folgerungen, die W. hieraus zieht, dürften doch wiederum überspitzt sein, und die Meinung, Leo Jud sei der Herausgeber gewesen (34), ist kaum mehr als eine schwache Hypothese. Endlich scheint uns L. W. auch den Einfluß Leo Juds auf den Zürcher Rat zu überschätzen. W. meint (45), Zwinglis Haltung sei es zu verdanken gewesen, wenn Messe und Bilder nicht gleich abgeschafft worden seien. Im Gegensatz zu Jud sei Zwingli weniger radikal gewesen. Uns erscheint hier eine andere Erklärung wahrscheinlicher. Der Rat verwehrte auch Zwingli ein radikaleres Vorgehen in einem Zeitpunkt, da die gefährdete politische Lage es nicht gestattete, die Konsequenzen aus der theologischen Lehre zu ziehen. So sicher ist die Deutung nicht immer, wie W. sie den Vorgängen gibt und auch wenn wir nicht geneigt sind, alle kritischen Bemer

[1] Die Besprechung ist uns vom Gymnasiasten Rudolf Jud in Einsiedeln eingeliefert und von uns überarbeitet worden. O. V.

kungen einfach abzulehnen, wie es etwa gelegentlich geschieht, so müssen wir doch gestehen, daß u. E. die Grenzen der historisch zulässigen Interpretationsweise nicht immer genügend gewahrt sind.

Die Verdienste von Leo Jud für die Gestaltung der Liturgie seiner Kirche, seine Bedeutung als Übersetzer, zumal der Bibel, sind unverkennbar. L. W. stellt sie stark heraus, ja gelegentlich überbetont er vielleicht die literarische Tätigkeit Juds im Verhältnis zu Zwingli (vgl. 62 f.). Trotzdem bleibt es ein Verdienst des Biographen, manche wesentlichen Hinweise auf bisher unbeachtet gebliebene Zusammenhänge zu bieten. Ebenso nachdrücklich möchten wir hervorheben, daß L. W. mit Recht die kritische Lage der Zürcher Kirche nach der Niederlage bei Kappel stärker beleuchtet, als es vielfach geschehen war. Aber uns scheint, daß er doch in mancher Hinsicht die Schatten über der Kirche zu groß sieht (vgl. z. B. 76 f.). Ganz zutreffend erscheint es uns auch nicht, wenn er meint, die reformierte Kirche hätte auf der Landschaft einen stärkeren Rückhalt, in der Stadt dagegen eine mächtigere Gegnerschaft gefunden (79). Das ist wohl eher eine Umkehrung des richtigen Verhältnisses. Ob der Vorrang im Kampf um die Rettung der Zürcher Kirche eher Leo Jud denn Bullinger zuzuerkennen ist, dürfte noch nicht völlig geklärt sein. Es ist doch auch sehr auffällig, daß Leo Jud es war, der sich Schwenckfeld näherte und in seinem Geiste eine schärfere Trennung von Kirche und Staat forderte, und kein anderer als Bullinger selbst ihm wieder mit Erfolg aus seinem inneren Konflikt heraushalf (vgl. 90 ff.; 101 ff.). Das gibt doch auch wieder zu denken.

Die Biographie liest sich gut, auch wenn die Disposition in manchen Teilen unausgeglichen erscheint. Wir bedauern aber, daß L. W. sich mit einer summarischen Aufzählung der Quellen und Literatur begnügt, ohne die Belege im einzelnen zu bringen. Wir glauben nämlich, daß auf diese Weise seine neuen Erkenntnisse nicht so zur Geltung kommen können, wie sie es verdienten.

*Rudolf Jud.* — *O. Vasella.*

**Galbiati Giovanni: I duchi di Savoia Emanuele Filiberto e Carlo Emanuele I nel lore carteggio con San Carlo Borromeo.** Secondo gli originali della Biblioteca Ambrosiana publicati. Milano, Biblioteca Ambrosiana, 1941, 135 pp.

Der gegenwärtige Präfekt der Biblioteca Ambrosiana in Mailand, Giov. Galbiati, ist berühmt als Romanist und Orientalist, wovon eine neulich erschienene Übersicht über sein wissenschaftliches Arbeiten beredtes Zeugnis ablegt, hat doch Galbiati in den letzten dreißig Jahren 242 größere und kleinere Studien veröffentlicht (vgl. Fronde sparte, Bibliografia di Msgr. Giov. Galbiati cronologicamente disposta dal 1911 al 1941, Milano 1941). In der Schweiz ist Msgr. Galbiati überdies mannigfach bekannt worden. Um die Veröffentlichung des Werkes von *Karl Fry*, Giov. Ant. Volpe: Nuntius in der Schweiz, Dokumente, Bd. I: Die erste Nuntiatur (1560-1564), Firenze 1935, machte sich Giov. Galbiati sehr verdient. Wir

möchten hier an die höchst wertvolle Publikation der « Echi di San Carlo Borromeo » (Milano 1937-38) erinnern, die in zwanzig Faszikeln erschien. Sie ist auch für die schweizerische Geschichte in mehrfacher Hinsicht von besonderem Wert. Sie vermittelt eine Fülle von Erkenntnissen zur Zeitgeschichte des Heiligen und bietet überdies einen vortrefflichen Einblick in das Schrifttum zur Lebensgeschichte des berühmten Kardinals selbst.

Wir möchten hier hinweisen auf den Briefwechsel zwischen dem savoyischen Fürstenhaus und dem heiligen Kardinal. Alle drei Persönlichkeiten interessieren auch die Schweiz, weil sie wiederholt die Geschicke der Eidgenossenschaft mitbestimmten. Zwar beziehen sich von den 147 Briefen nur wenige unmittelbar auf die schweizerischen Verhältnisse. Aber sie ermöglichen es, zugleich mit dem einleitenden Kommentar Galbiati's, das Bild der Schreibenden deutlicher zu sehen, zumal die Briefe durch ihren intimen Charakter Einblick in die Seele verschaffen.

Emanuel Philibert war es, der die von den Bernern im Jahre 1536 auf beiden Seiten des Genfersees eroberten savoyischen Gebiete zurückzuerhalten trachtete. Er schloß deshalb mit den katholischen V Orten im Jahre 1560 ein Bündnis, das konfessionellen Charakter trug und gegen Bern gerichtet war. Dieses sah sich gezwungen, durch den Vertrag von Lausanne (1564), die beiden Landvogteien auf der Südseite des Genfersees, Ternier und Thonon, sowie das im Nordwesten von Genf liegende Pays de Gex an den Herzog von Savoyen herauszugeben. *Joh. Dierauer* (Geschichte der schweizerischen Eidgenossenschaft, III ², Gotha 1921, 356) sieht in diesem Vorgehen nur rücksichtsloses Ränkespiel und Ketzerverfolgung. Doch wie Galbiati zu verstehen gibt (Einleitung, S. 10-11), handelte es sich für den Herzog eher darum, sich gegenüber den italienischen Fürsten unabhängig zu erhalten. Die Briefe lassen an mehreren Stellen erkennen, daß die Rücksicht auf das Staatswohl an erster Stelle stand, obschon Filiberto energisch für die Gegenreform eintrat, wo diese nicht mit der « ragion di Stato » kollidierte. Die Härte, mit der Philibert seine Ziele verfocht, trugen ihm den Beinamen « Testa di Ferro » ein. Indes, die vorliegende Briefsammlung zeigt überraschend, daß der Fürst auch gewinnende Herzlichkeit und tiefe Ehrfurcht besaß, die in allen Schreiben an den Mailänder Kardinal zum Vorschein kommen. Die gleichen Gesinnungen bekundet auch sein Sohn Carlo Emanuele, der noch vier Jahre die Freundschaft des heiligen Kirchenfürsten genießen konnte und in dieser Periode 35 Briefe nach Mailand sandte.

Die 80 Briefe des hl. Karl zeigen seine hehre Gestalt im bekannten Licht: Stets offenbart er sich als der unermüdliche Seelenhirt, der das geistliche Wohl seiner Anvertrauten fördern will. Zahlreich sind die Briefe, in denen er dem Wohlwollen der Fürsten Personen anempfiehlt, die ihm teuer sind oder denen er die Protektion seiner Gönner verschaffen möchte. Auch Schweizer werden daraus Nutzen ziehen.

Die Briefe umfassen die Jahre 1565-1584. Wenige Monate nach Beginn der Korrespondenz wendet sich Fürst Philibert an den Kardinal, er möge für die Erhaltung des *Hospizes auf dem Großen St. Bernhard* besorgt sein (Br. 5, S. 37), indem er ihnen eine « provisione » zukommen lasse. Erst

aus einem Brief seines Sohnes Karl Emanuel vom Jahre 1583 (Br. 126, S. 104) ersieht man deutlich, daß er um die Erlaubnis nachsuchte, in der Erzdiözese Mailand betteln zu dürfen. Die Mönche von St. Bernhard bitten ja nicht so sehr ihretwegen um Almosen, sondern für die Durchreisenden, « poi che quando mancassero in essa le ellemosine solite . . . si perderebbero ogn'anno molte persone nel passaggio di quei aspri monti ». Ein späteres Schreiben (Br. 131, S. 107) beweist, daß sich der Heilige dieser Sache annahm. Er wünscht ausdrücklich, daß auch die Kirchenprovinz Savoyen die Almosensammlung gestatte, obschon ein bischöfliches Regionalkonzil seinerzeit ein Bettelverbot aufgestellt hatte.

*Die Schweizerreise*, die Karl Borromäus vom August bis September 1570 unternahm, hinterließ im vorliegenden Carteggio keine Spur. Im Jahre 1581 betrat der Heilige abermals Schweizerboden, indem er über den Lukmanier bis Disentis reiste. Im Jahre 1583 begann er die kirchliche Visitation im Misox. Er wäre gern nach Chur gekommen ; doch berichtete ihm der dortige Bischof, die weltlichen Behörden werden nicht gestatten, daß der Kardinal zum Volke rede (*Mayer Gg.*, Geschichte des Bistums Chur, II, Stans 1909, 181). Der tiefere Grund war indessen wohl, daß der Bischof selber sich vor dem Kommen des strengen Visitators fürchtete. Borromäus erließ in der Mesolcina eine Reihe von Verordnungen (*Mayer*, ebd. 206), auf die der Fürst Carlo Emanuele in seinem Brief vom 25. Dezember 1583 anspielt, indem er schreibt : « Vengo con questa a ralegrarme con lei de le sue fationi ca fatto nei Grisoni » (Br. 128, S. 105). Galbiati erwähnt nur die Reise vom Jahre 1581 und scheint die späteren Verordnungen mit diesem Besuch in Disentis in Beziehung zu setzen (vgl. S. 105, Anm. 2).

Damals war Peter Raschèr Bischof von Chur (1581-1601). Er stand nicht in besonders gutem Ruf. Sowohl der hl. Karl (vgl. *Mayer*, ebd. II, 181-182) als auch die römische Kurie (ebd. 184) tadelten sein Benehmen scharf. Umso mehr überrascht es, daß der Herzog von Savoyen im Oktober 1583 nach Mailand berichtet : « A Monsignor di Coira, per il quale V. S. Ill^ma^ et Rev^ma^ mi ha scritto, ho sempre desiderato di compiacere, et poi che vi concorre le benevoglienze di lei verso a lui, può l'uno e l'altro credere, che in maggior cosa, che de la tratta de grani ricercata, haverei sodisfatto, Io la concessa subito et molto volentieri » (Br. 120, S. 101). Folglich hatte Borromäus sein Wohlwollen gegenüber dem Bischof von Chur geäußert, ein Zeichen, daß er seine persönliche Einstellung nicht von den Visitationsergebnissen abhängig machte und daß er sich sogar um die materiellen Bedürfnisse seines Untergebenen bekümmerte. Bei dieser « tratta de grani » handelt es sich wohl um den Ankauf von Getreide, den der Fürst bereitwillig gestattet, vor allem, wie er beifügt, um dem Kardinal einen Dienst erweisen zu können. Mayer, der Verfasser der Geschichte des Bistums Chur, erwähnt die beiden genannten Dokumente aus dem Carteggio nicht.

Von den guten Beziehungen des hl. Karl zum Hause Savoyen wußte auch der *Hauptmann Nikolaus Riser* aus Unterwalden, der sich im Jahre 1584 an den Kardinal wandte, damit sich dieser in einem nicht näher

erwähnten Anliegen für ihn beim Herzog verwende. Der Heilige drückt in seinem Schreiben an den Fürsten und an den Hauptmann sein Bedauern aus, daß er Riser nicht persönlich vorstellen konnte, weil dieser erst nach der Abreise des Kardinals in Turin eintraf. Doch bezeichnet er ihm die Orte Varallo oder Arona, wo er mit ihm zusammentreffen könne ; auch läßt er Riser wissen, daß er einen Brief an den Kardinal von Mondoví gesandt habe, um ihn über die betreffende Angelegenheit zu informieren (Br. 146, S. 114).

Dieses Entgegenkommen von Seiten des Kardinals setzt voraus, daß ihm Riser bekannt und sympathisch sein mußte. Wahrscheinlich trafen sich die beiden im Tessin, denn Hauptmann Riser wird in den Eidgenössischen Abschieden seit dem 28. November 1571 als Landvogt von Blegno erwähnt (Eidg. Absch. Bd. 4, Abt. 2, S. 1293). Die Abschiede berichten zum Jahre 1571 : « Der Landvogt (— es war dies Heinrich von Matt —) wünscht eine Wallfahrt zu U. L. Frau nach Loreto und Rom zu machen und will inzwischen seinen Schwäher, den Hauptmann Riser, an seine Stelle setzen. Unterwalden hat bereits seine Erlaubnis dazu erteilt ; Uri und Schwyz wird es in den Abschied geben, damit auch sie ihre Einwilligung erteilen » (Ebd. S. 1319). Als Riser an den Kardinal gelangte, war er nicht mehr Kommissär von Blegno, sondern Landvogt von Bellenz, wo er seit 1576 waltete (ebd. 1292). Was sein Bittgesuch bezweckte, wissen wir nicht. Wünschte er vielleicht in fremde Dienste zu treten ? Es wird ja gerade in jenen Tagen ein ehemaliger Landvogt erwähnt, der in Rom Kriegsdienste leistete (ebd. S. 1324 ; es handelt sich um Landvogt Ulrich von Uri). Auf jeden Fall ersehen wir aus diesem Dokument, wie der heilige Kardinal seine Freundschaft mit dem Fürstenhaus benützte, um andern behilflich zu sein.

Vor allem bediente sich Borromäus seiner hohen Beziehungen, um mit Hilfe der Fürsten *gegen die Häresie* vorzugehen. In dieser Briefsammlung finden sich manche Stellen, die sich mit der Bekämpfung des Protestantismus und anderer Sekten befassen. Doch nur eine einzige steht in Beziehung zu den schweizerischen Verhältnissen. Der Fürst Karl Emanuel entschuldigt sich, weil er solange säumte, dem Kardinal Nachrichten « de le cose di Geneva » zu geben (Br. 102, S. 92). Man spürt die Ungeduld des besorgten Prälaten aus diesen Zeilen. Er gab sich vielleicht der Hoffnung hin, es werde doch noch gelingen, den Protestantismus aus der Stadt zu entfernen. Zwei Jahre zuvor hatte er an den Fürsten geschrieben : « Commendo grandemente quelle che ha già fatto per castigo di quelli heretici ; et progola a proseguire l'opera incomminciata per diradicare intieramente questa pestifera semenza, che può essere origin d'infiniti mali » (Br. 108, S. 95). In diesen Zusammenhang sei noch die kurze Notiz erwähnt, daß der Kardinal im Oktober 1568 seine Freude über die Wahl des Franziskaners Giustiniano Chiensis zum Bischof von Genf äußerte (Br. 19, S. 45). Doch vergingen 12 Jahre, bevor dieser den Bischofsstuhl besetzen konnte.

Galbiati veröffentlicht im Anschluß an einen Brief auch das Schreiben des herzoglichen Sekretärs Lino, in dem dieser u. a. dem Kardinal mit-

teilt, *die schweizerischen Gesandten* werden für den 24. September 1578 in Turin erwartet und werden sich dort einige Tage aufhalten. Die Eidgenössischen Abschiede können uns auch in dieser Sache aufklären. Es handelt sich um die Abgesandten der VI katholischen Orte Luzern, Uri, Schwyz, Unterwalden ob und nid dem Wald, Zug und Freiburg, die nach Turin kamen, um das im Jahre 1577 eingegangene Bündnis zu bestätigen. Die VI Orte hatten 29 Gesandte hingeschickt, unter denen die bekannteste Persönlichkeit Renward Cysat war, der im Namen der eidgenössischen Bevollmächtigten die lateinische Begrüßungsrede hielt. Die Feier fand am 28. Sept. 1578 statt; sie wird in den Eidg. Abschieden mit allen Details beschrieben.

Indirekt haben noch einige Briefe Bezug auf schweizerische Belange. Es sind nämlich in sieben Briefen (Nr. 45, 51, 62, 80, 95, 97, 118) Äußerungen *über den Bischof Giov. Francesco Bonhomini* enthalten, der in den Jahren 1579-1581 Nuntius in der Schweiz war. Die Herausgeber der Nuntiaturberichte, Franz Steffens und Heinrich Reinhardt (Bd. I: Solothurn 1906; Bd. II: Solothurn 1917; Bd. III: Freiburg 1929), kannten diese Dokumente der Ambrosiana nicht, weshalb wir darauf hinweisen möchten, auch wenn ihre Bedeutung nicht groß ist.

Vielleicht wäre es von Nutzen gewesen, wenn Galbiati jedem Brief eine kleine Inhaltsangabe vorangestellt hätte. Zwar sind die Briefe meistens klein; doch wäre dieses Mittel zum Zweck einer raschen Orientierung von Vorteil.

Msgr. Galbiati hat die Briefe veröffentlicht «Per le nozze di don Mariano Imperiali, principe di Francavilla, e Clorinde dei duchi di Thaon di Revel». Sie eigneten sich dazu ausgezeichnet, denn sie sind ein Muster für die ehrfurchtsvollen Beziehungen eines Fürstenhauses mit der Kirche und für den Eifer der Adeligen für die katholische Religion.

Freiburg. Dr. P. *Lorenz Casutt* O. F. M. Cap.

# Les Constitutions Synodales de Sébastien de Montfalcon, évêque de Lausanne (1523)

par O. PERLER

Les plus anciennes constitutions synodales du diocèse de Lausanne que nous connaissions sont partiellement conservées dans un manuscrit de l'abbaye d'Hauterive, actuellement à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg (L 114) [1]. C'est du moins l'opinion de M. M. Meyer [2], qui attribue le manuscrit au XII[e] ou au XIII[e] siècle.

Georges de Saluces adapta des constitutions antérieures [3], aujourd'hui perdues, aux besoins de son époque. Elles ont été promulguées en 1447, imprimées par Aymon de Montfalcon en 1494, rééditées et augmentées par Sébastien de Montfalcon en 1523. Les deux éditions, celle de 1494 et celle de 1523, ont été décrites par S. Exc. Mgr Besson [4] dans cette revue. L'édition de 1494, fait-il remarquer [5], n'est pas rare. Par contre, il paraît ne plus exister qu'un seul exemplaire de l'édition de 1523. Il fait partie de la collection Clément-Remy à la Tour-de-Trême. Une note manuscrite du premier feuillet [6] nous apprend que cet exemplaire appartenait, en 1595, à Sébastien Werro, official, plus tard prévôt

[1] Tel est le numéro du catalogue de 1855, vol. 2, p. 603. Le manuscrit porte actuellement le numéro 9. Les constitutions ont été ajoutées, sans titre, à une collection de lettres de saint Jérôme, au feuillet 59[rv]. Il s'agit de directions données aux confesseurs.

[2] M. Meyer, *Antiquæ directiones ad confessarios diœcesis lausannensis*, dans le *Mémorial de Fribourg*, T. 2 (1855) 176-179.

[3] Nous lisons dans le titre de l'édition de 1494 fol. 1[v] : « Constitutiones... per plures et diversos præsules editæ et per Georgium de Saluciis... compilatæ et in unum volumen redactæ et demum per... Aymonem de Monte Falcone... confirmatæ et approbatæ. » La préface et plusieurs passages du texte renvoient à de plus anciennes constitutions.

[4] Mgr M. Besson, *Les deux plus anciennes éditions imprimées des Constitutions Synodales du diocèse de Lausanne*, dans *Rev. d'hist. ecclés. suisse* 31 (1937) 37-44.

[5] M. Besson, *L'Eglise et l'imprimerie dans les anciens diocèses de Lausanne et Genève jusqu'en 1525*, T. 2 (Genève 1938) 16-21.

[6] « Sum Sebastiani Werronii, 1595. » S. Werro avait l'habitude de signer ainsi ses livres et de les annoter abondamment. Nos constitutions, elles aussi, sont parsemées de notes dues à la main de leur propriétaire.

de Fribourg. Le catalogue de sa bibliothèque [1], que celui-ci a dressé lui-même, mentionne en effet des constitutions synodales de Lausanne qui ne peuvent être autres que celles de Sébastien de Montfalcon. La bibliothèque de S. Werro fut léguée au Couvent des Cordeliers à Fribourg en 1830 [2], d'où une partie a passé à la Bibliothèque cantonale de Fribourg [3]. Il n'y a donc guère de doute qu'il faille identifier l'exemplaire de la Tour-de-Trême avec celui cité au catalogue de la Bibliothèque cantonale de 1886, vol. IV, p. 471, sous le numéro GF 19990, évidemment le même dont M. Ch. Holder [4], bibliothécaire, déclare en 1898 qu'il l'a en mains et qu'il fut propriété de Sébastien Werro.

La rareté de ce document ainsi que son importance justifient sa publication intégrale [5].

La première partie reproduit, sans modifications essentielles, les constitutions de Georges de Saluces. Sébastien de Montfalcon y ajouta 24 articles nouveaux. Ce sont les seuls que nous publierons, les constitutions de Georges de Saluces étant conservées en de nombreux exemplaires.

Le texte des nouveaux articles est, par endroits, difficile. Le latin n'est pas celui d'un humaniste. Les abréviations sont nombreuses. Nous nous efforcerons de rendre la lecture plus aisée en adoptant l'orthographe et la ponctuation modernes. Les articles ont été numérotés par nous.

Selon les indications du dernier feuillet, Sébastien de Montfalcon aurait approuvé ses constitutions le 14 avril 1523, alors que leur impression aurait été achevée déjà le 11 avril. Faut-il admettre une erreur ? C'est possible. Cependant, une autre solution semble s'imposer. Le 14 avril était, en 1523, le mardi après le dimanche de Quasimodo. Ce

[1] Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg, ms. L 762, feuille V, fol. 2r : « In Quarta 2. Constitutiones Lausannensis diœceseos. »

[2] Cette date accompagne le nom du nouveau propriétaire dans de nombreux livres qui appartenaient autrefois à S. Werro. Le donateur fut probablement Charles Jos. Werro, ancien avoyer de Fribourg.

[3] La bibliothèque des Cordeliers a été réunie à la bibliothèque cantonale en 1848. Cf. *Catalogue de la Bibl. cant. de Fribourg*, vol. 3 (1859) XXII. Une partie en a été restituée au véritable propriétaire.

[4] Ch. Holder, *Etudes sur l'histoire ecclés. du canton de Fribourg.* II. *Les Constitutions synodales de 1599*, dans *Rev. de la Suisse cath.* 29 (1898) 640.

[5] M. Ch. Holder (*op. cit.* p. 640 s.) s'était déjà proposé de l'éditer. Le P. M. Schmitt, *Mémoires historiques sur le diocèse de Lausanne*, T. 2 (Fribourg 1859) 273-275, en a publié un résumé incomplet, fait d'après une copie manuscrite du XVIe siècle.

fut probablement le jour auquel le synode avait eu lieu, car les constitutions [1] prévoient la semaine après Quasimodo comme date normale de la tenue du synode. Georges de Saluces avait publié ses constitutions le même mardi, c'est-à-dire, en 1447, le 18 avril [2]. L'article 20 des prescriptions de Sébastien de Montfalcon ordonne en plus « à tous ceux qui sont présents » de ne pas quitter la ville sans avoir payé les droits habituels. Il en résulte que les constitutions de Sébastien de Montfalcon ont été promulguées, comme celles de Georges de Saluces, en pleine séance synodale, au chœur même de la cathédrale de Lausanne. Il est assez naturel que l'impression en ait été commandée à l'avance, afin que les exemplaires pussent en être distribués encore à l'occasion du synode. Or, en 1523, le 11 avril était précisément le samedi avant Quasimodo. Les deux dates paraissent donc exactes : les constitutions seront sorties de presse, le 11 avril, et elles auront été promulguées solennellement au synode, le 14.

En 1523, le diocèse de Lausanne se trouvait à un moment critique de son histoire. F. Lambert venait de prêcher la nouvelle doctrine, pour la première fois, dans la ville même de l'évêque. B. Haller et ses amis s'en étaient faits les zélateurs à Berne. Luther avait trouvé des admirateurs également à Fribourg. C'est dire tout l'intérêt de nos constitutions ; leur auteur n'ayant pu ignorer le mouvement réformateur et ses causes, est-il permis d'y voir la réaction salutaire et efficace qui s'imposait ? Les articles nouveaux de Sébastien de Montfalcon témoignent certainement de la volonté de remédier à des abus invétérés, de rendre la vie religieuse plus intense, de faire respecter l'autorité de l'évêque, qui avait été minée par de nombreux conflits, surtout avec la ville de Lausanne et avec le duc de Savoie. Les autorités civiles s'arrogeaient fréquemment des droits en matière spirituelle. Plusieurs passages de nos constitutions sonnent comme une protestation contre cette ingérence. En 1522, Sébastien de Montfalcon avait publié un nouveau missel. Son éditeur se reconnaît au souci respectueux de la

[1] Edition de 1494, fol. 38r : « (Ordre de chercher les saintes huiles) in qualibet synodo post dominicam de Quasi modo, si celebretur. Sin autem infra primam dominicam de Quasi modo. » Cet usage s'est maintenu jusqu'au début du XXe siècle.

[2] Edition de 1494 fol. 40r : « Datum et actum in choro ecclesiæ nostræ cathedralis lausannensis sacra synodo nostra ordinaria... ibidem sollemniter celebrata die martis post dominicam, qua in dei ecclesia pro introitu Missæ cantatur Quasi modo geniti, decima octava mensis Aprilis, a nativitate domini millesimo quadringentesimo quadragesimo septimo. »

liturgie lausannaise. Plusieurs articles sont dus à l'intervention de l'officialité, c'est-à-dire probablement à François de Lutry, vicaire général de 1521-1545 [1]. C'est à tort que certains historiens [2] passent complètement sous silence cette initiative réformatrice de Sébastien de Montfalcon. D'ailleurs, le projet de visiter le diocèse cette même année doit être, semble-t-il, mis en relation avec le synode. La lettre par laquelle l'évêque annonça sa visite au gouvernement de Berne s'est perdue ; mais, la réponse [3] est datée du 28 avril. Elle est donc de 14 jours postérieure au synode. Berne, craignant des difficultés, se laissa guider par des considérations de pure politique utilitaire et pria l'évêque de renvoyer la visite canonique à plus tard [4]. A Fribourg, par contre, elle eut lieu l'été de cette même année [5].

Malgré ces louables efforts, Sébastien de Montfalcon et ses conseillers ne paraissent pas s'être doutés de la gravité de la tempête au milieu de laquelle une grande partie de l'Eglise allait sombrer. On aurait désiré des réformes plus étendues et plus profondes. On s'attendait à une réaction plus vive. On n'a pas l'impression que les autorités ecclésiastiques fussent décidées à quitter définitivement l'ornière de la routine. Nous laissons d'ailleurs à d'autres le soin d'apprécier, avec exactitude, les mérites et les démérites de Sébastien de Montfalcon.

*Alii articuli et novi, per reverendissimum in Christo patrem et dominum, dominum Sebastianum de Monte Falcone, lausannensem episcopum et principem, noviter editi.*

[1] Et primo, quilibet curatus sive vicarius, habens curam animarum, habeat et procuret penes se constitutiones synodales per bonæ memoriæ

[1] L'officialité, pour les cas qui nous intéressent ici, était principalement exercée par le vicaire général, c'est-à-dire, en 1523, par François de Lutry. Cf. M. Reymond, *Les dignitaires de l'église de Notre-Dame de Lausanne*, (Lausanne 1912) 69-73.

[2] Nous citons comme exemple l'histoire très répandue de J. Dierauer (*Geschichte der schweizerischen Eidgenossenschaft*, Bd. 3² [Gotha 1921], 11ss.)

[3] Reproduite dans R. Steck-G. Tobler, *Aktensammlung zur Geschichte der Berner Reformation* 1521-1532, Bd. 1 (Bern 1923) 61, N. 229.

[4] Abr. Ruchat, *Histoire de la réformation de la Suisse*, T. 1 (Genève 1740) 186, dit, à la suite de J. J. Hottinger, *Helvetische Kirchengeschichten*, Bd. 3. (Zurich 1707) 128 s., que l'évêque de Lausanne a convoqué et exhorté le clergé du canton de Berne, en 1523, pour qu'il rejette la doctrine de Luther. E. Dupraz, *La cathédrale de Lausanne*, (Lausanne 1906) 423, paraît se référer aux mêmes auteurs. Hottinger n'indique aucune source. Peut-être pensait-il au projet de l'évêque de visiter ses sujets bernois, projet qui ne fut pas exécuté, ou au synode de 1523, ou enfin simplement à nos constitutions.

[5] Cf. B. Fleischlin, *Schweizerische Reformationsgeschichte*, Bd. 2 (1908) 253.

reverendissimos episcopos et principes lausannenses editas et factas [1]. Quas idem reverendissimus dominus noster vult et mandat ab omnibus suis subditis inviolabiliter et inconcusse observari.

[2] Item, quia endæ [2] baptismales plurimum sunt necessariæ, mandat, iubet et præcipit idem reverendissimus dominus noster omnibus et singulis curatis et vicariis suæ diœcesis, qui dictas endas non habent, ut de illis infra quindecim dies sibi provideant et penes se infallenter habeant, ut alias præceptum fuit.

[3] Item quod nullus curatorum sive vicariorum prædictorum audeat vel præsumat recipere sive admittere aliquas absolutiones, relationes aut suspensiones, nisi fuerint debite signatæ et sigillatæ, continentes voluntatem creditoris vel aliquam causam iustam, signo manuali vel sigillo secreto prælibati reverendissimi domini nostri episcopi seu vicarii vel officialis corroboratas et eis præsentatas infra terminum in eisdem comprehensum. Et quoties dabunt executioni citationes et quasvis alias litteras, ponant in executione huiusmodi hoc modo, videlicet : Executatum est in tali loco, per me talem curatum sive vicarium talis loci etc. [3]

[4] Item memoratus reverendissimus dominus noster præcipit, iubet et mandat vobis, quibus supra, quatenus in singulis mensibus totius anni denuntietis excommunicatos omnes et singulos turbatores et impeditores iurisdictionem ordinariam et spiritualem ipsius, veluti executionem suarum litterarum et officiariorum suorum.

[5] Item inhibetur ipsis curatis et vicariis, qui acceperunt et accipient sacras unctiones, ne illas aliis curatis seu vicariis communicent aut distribuant, sed habere volentes ad ecclesiam lausannensem ad eos, qui illas ministrant, recepturi accedant ; ne abusus forte, quod absit, in eis fiat [4].

[1] La même prescription avait été donnée par G. de Saluces fol. $2^{rv}$ (édition de 1494, que nous citerons toujours). Cet article n'est donc pas nouveau.

[2] L'expression inusitée « endæ » a été soulignée et annotée par S. Werro : « manuale vel liber ad baptizandum etc. » Sur l'origine de ce mot ( forme latinisée du mot romand « aynde » qui lui-même vient du latin « agenda »), voir maintenant J. Jeanjaquet, *Le livre liturgique des ayndes dans le diocèse de Lausanne*, dans *Romanica helvetica* 20 (1943) 364-377. Quant à l'emploi de l'expression « agenda » dans les livres liturgiques l'article, d'ailleurs définitif de M. Jeanjaquet, pourrait être complété par l'ouvrage de Ad. Franz, *Die kirchlichen Benediktionen im Mittelalter*, Freiburg i. Br. 1909.

[3] Cf. G. de Saluces, fol. $34^{rv}$, $37^{v}$.

[4] La distribution des saintes huiles se faisait normalement au synode. Cf. G. de Saluces, fol. $38^{r}$. On y recommande également (fol. $4^{r}$) de les conserver soigneusement afin d'éviter leur vol sacrilège : « Sacrum etiam crisma cum oleo benedicto debet sub diligenti custodia clavis custodiri... Illi vero qui in die Jovis sancta vel alias ad ecclesiam cathedralem transeunt pro sacro crismate et oleo benedicto habendum (!) ecclesiasticæ personæ esse debent. Et illa (!) munde et honeste deferri (!) debent res tam sacras. Et bene advertant, ut sciant veraciter discernere, ubi crisma vel oleum fuerit appositum, ne in aliquo sacramentorum

[6] Item et quod quilibet curatus vel vicarius dictæ lausannensis diœcesis teneat et debeat in suis registris excommunicatorum [1] registrare et annotare cum aliis excommunicatis suæ parochiæ quascumque personas excommunicatas ob non perhibitionem suorum testimoniorum, ne contingat causas, quibus testes produntur, in damnum et iacturam partium inutiles prothelari [2].

[7] Item quod quilibet curatorum vel vicariorum prædictorum curam animarum habens teneat et debeat dare in scriptis procuratoribus fiscalibus mensæ episcopalis lausannensis nomina et cognomina suorum parochianorum, qui excommunicati remanserunt in ultimo Paschate et aliis, si sint, infra quindecim dies proxime futuros [3].

[8] Item tenentur et debeant dicti curati sive vicarii revelare reverendissimo domino nostro episcopo seu eius vicario vel officiali omnes concubinarios utriusque sexus publicos suæ parochiæ ante discessum ipsorum, qui præsentes sunt et absentes, infra Penthecostes festum.

[9] Item præcipit eisdem omnibus et singulis parochialium ecclesiarum rectoribus et eorum vicariis, quatenus auctoritate præfati reverendissimi domini nostri episcopi lausannensis inhibeant sub excommunicationis pœna omnibus mulieribus sibi subditis pueros parvulos habentibus, ne

huiusmodi ipsis abutatur. In via autem et in hospitiis multum caute sit servanda. Des personnes superstitieuses attribuaient une efficacité magique aux saintes huiles et à l'eau baptismale qui leur était mélangée. Selon la Pratique de l'inquisition de Bernard de la Guyonne (vers 1330), les inquisiteurs demandaient aux sorcières si elles avaient volé du saint chrême ou de l'huile sainte. La formule d'abjuration contient ce passage : « ... item (abnuo) quodcumque sortilegium seu maleficium factum aut fiendum... cum crismate vel oleo sancto seu benedicto » (cité, d'après Zepf, dans E. Hoffmann-Krayer, H. Bächtold-Stäubli, *Handwörterbuch des deutschen Aberglaubens*, Bd. 6 Berlin-Leipzig 1934/5 1243). De leur côté, les constitutions synodales de Besançon de 1575 prescrivent, au fol. 123[r] : « ... nec permittat sacerdos postquam sacrum chrisma admiscuerit, de aqua quenquam accipere, quia multa sortilegia et maleficia ex diabolica suggestione fieri et procurari cum aqua huiusmodi docuit experientia ».

[1] Selon les constitutions de G. de Saluces fol. 37[v], les noms des excommuniés étaient publiés, les dimanches et les jours de fête, à la grand'messe, après l'offertoire.

[2] Les constitutions de G. de Saluces, fol. 37[v], frappent d'excommunication ceux qui empêchent la sentence du juge ecclésiastique : « Octavo, omnes illi qui iudicium seu cuiuscumque iudicis ecclesiastici delegati vel ordinarii impediunt. »

[3] On peut comparer cet article avec l'ordre donné par G. de Saluces (fol. 6[v]) de dénoncer ceux qui ont négligé la communion pascale : « Porro sacerdotes et ecclesiarum parrochialium rectores parrochianos suos... moneant et inducant, ut in die Paschæ ad minus communicent ipsis prius debite confessis. Quod si parrochiani huiusmodi in ætate constituti facere neglexerint aut contempserint prout in nonnullis partibus diœcesis nostræ accipimus faciunt, nomina et cognomina illorum procuratoribus nostris fiscalibus infra octavas Paschæ seu in synodo, si celebratur, aut alias infra primam dominicam post Quasi modo geniti in scriptis apportent vel mittant infallenter. »

ipsos secum in lecto dormire permittant ante tempus statutum propter scandala, quæ ob hoc sæpius eveniant [1].

[10] Item præcipitur et mandatur quibus supra, ne quis ipsorum præsumat admittere in susceptione puerorum baptizandorum quemquam ultra numerum eorum a iure statutum sub pœnis excommunicationis et iuris, nisi eisdem super hoc fuerit data facultas et potestas sive licentia [2].

[11] Item, quia multa pericula et scandala ad causam puerorum baptizandorum et patrinorum suorum dietim inveniuntur in causis matrimonialibus, quæ ad hanc sedem episcopalem devolvuntur, ut illis de cetero obvietur, iniungit vobis universis et singulis iuratis et vicariis præsentibus et absentibus curam animarum habentibus, quod de cetero debeatis et quilibet vestrum debeat et teneat registrare in aliquo libro ad partem videlicet omnes et singulos utriusque sexus pueros per vos baptizandos nominaque et cognomina patrinorum et matrinarum ipsorum baptizandorum in dicto libro diesque et annum describere et annotare et hoc sub pœna excommunicationis prædicta [3].

[12] Item quod quilibet curatus sive vicarius et quicumque executores litterarum eiusdem reverendissimi domini nostri et suorum officiariorum diem et annum tam super ipsis litteris quam transcriptis equidem apponere debent nec diem executionis mutent vel postponant nisi de consensu partis instantis sive ad hoc potestatem habeant specialem [4].

[13] Item præcipit eisdem curatis et vicariis, quatenus habeant, religiosos conventus sanctæ Catharinæ de Loreto benigne recipere et mite tractare nec alios similis ordinis absque licentia seu mandato præfati domini nostri lausannensis episcopi seu eius vicarii aut officialis [5].

[1] La même prescription se trouve, avec quelques nuances, dans les constitutions de G. de Saluces, fol. 4v : « ... iniungant etiam ipsi sacerdotes in virtute sanctæ obedientiæ et præcipue paternis et maternis, ut dicant patri et matri, quatenus talem infantem baptizatum in lectis suis dormiendo non reponant, sub pœna excommunicationis ipso facto incurrendæ ». Les statuts de Besançon de 1609 (*Statuta seu decreta synodalia Bisuntinæ diœcesis publicata ab anno 1480 ad annum 1707. Authoriate ... D. Francisci Josephi de Grammont* ... Vesontione MDCCVII p. 157 s.) précisent : « ... ne ... secum in lecto dictos infantes teneant ante annum ; sic enim evitabuntur scandala, quæ quotidie in infantium suffocatione oriri... audimus et cernimus ».

[2] G. de Saluces se plaint déjà du grand nombre de parrains et de marraines. Il punit d'excommunication ceux qui s'approchent, au moment du baptême, pour mettre la main sur l'enfant sans en avoir le droit. Deux, au plus trois parrains sont tolérés au baptême, un seul à la confirmation (fol. 3v). Quiconque en admet plus de trois est puni d'une amende de 25 sols lausannais (fol. 4rv).

[3] L'obligation de tenir des registres de baptêmes est nouvelle. Le concile de Trente insistera, comme on le sait, sur le même point.

[4] Cf. G. de Saluces, fol. 34v.

[5] Aymon de Montfalcon avait fondé en 1497 un couvent de Carmes près de la chapelle de Sainte-Catherine dans le Jorat, sur l'emplacement d'un ancien hospice désert. La ville de Lausanne, se croyant lésée dans ses droits, protesta contre une donation faite par l'évêque au nouvel établissement. Le différend fut

[14] Item præcipitur et mandatur omnibus et singulis curatis seu vicariis, quatenus habeant, revelare omnes et singulas utriusque sexus personas parochiarum suarum, quæ [1] recusant et contemnunt colere festa, et nomina earum in scriptis dominis procuratoribus fiscalibus dare [2].

[15] Item, quod intellexit memoratus reverendissimus dominus noster nonnullos, habentes onus parochialium ecclesiarum, in suis ecclesiis et parochiis publicasse miraculose baptizatos fuisse aliquos pueros delatos ad ecclesiam beatæ Mariæ de Tours, de Butiro et alibi absque debita approbatione eiusdem reverendissimi domini nostri seu eius vicarii, ipsis inhibet, ne de cetero tales abusus fiant, cum de hiis cognitio ad ipsum reverendissimum dominum nostrum seu eius vicarium vel officialem et non alteri spectet et pertineat [3].

[16] Item inhibetur sub pœna prædicta, ne quis vestrum in sua parochiali ecclesia anniversaria pro defunctis diebus dominicis facere præsumat prout alias inhibitum exstitit et statutum [4].

terminé par l'accord du 4 août 1512. Le couvent fut toujours aux prises avec des difficultés financières. Cf. M. Reymond, art. *Sainte-Catherine*, dans le *Dictionnaire historique du canton de Vaud*, T. 2, (1921) 579 s. Sébastien assista à une nouvelle donation d'Aymon, son oncle, le 12 mars 1516/7. Cf. M. Reymond, *Les dignitaires de l'église de Notre-Dame de Lausanne* 393.

[1] Le texte original a « qui ».

[2] G. de Saluces avait fixé à nouveau les jours des fêtes chômées (fol. 35rv). Il y en avait 60, non compris les fêtes qui tombent sur un dimanche. La sanction prévue par l'article 14 est nouvelle. La liste des fêtes est donnée également dans le missel lausannais de 1522.

[3] S. Werro ajoute ici la note marginale : « De abortivis », et au recto du dernier feuillet : « Abortivi miraculosi baptizati in Appendice. » Les statuts de Besançon de 1575 contiennent, au feuillet 121v, le meilleur commentaire de cet article : « In plerisque locis nostræ Dioicesis (ut accepimus) sacerdotes quidam male docti baptizare præsumunt infantes mortuos ab utero matris : quos quædam vetulæ mulieres ebriosæ et modicæ conscientiæ, in ecclesiis per duos, tres, vel plures dies observant, et postea testificantur signa vitæ in eis apparuisse, et post hæc in loco religioso et sacro sepeliunt : cum præmissa (si vera essent) miraculosa deberent merito dici. Ad quorum approbationem maior indagatio et verificatio requiritur, quam sit testimonium vetularum. Cum igitur cum fidelibus nisi fideles sepeliantur, ideo ne talia de cætero fiant, sine nostra, aut vicarii nostri generalis, seu officialis licentia, omnino prohibemus. » Les constitutions de G. de Saluces (fol. 16v sq.) refusent d'une manière générale la sépulture ecclésiastique aux enfants dont le baptême est douteux. — L'église de Notre-Dame de Tours est l'église-mère de la paroisse de Montagny (Ct. de Fribourg). Elle était un lieu de pèlerinage si fréquenté que, au XVe siècle, le gouvernement envoyait des huissiers pour y maintenir l'ordre. Le droit de collation appartenait à l'évêque de Lausanne. Les chanoines remplissaient, par eux-mêmes ou par d'autres ecclésiastiques, l'office de curé. Cf. A. Dellion, *Dictionnaire hist. et stat. des paroisses du Ct. de Fribourg*, T. 8 (1896) 417 s. Nous n'avons pu identifier l'église de Notre-Dame « de butiro ».

[4] Ni les constitutions de G. de Saluces, ni les rubriques du missel de Sébastien de Montfalcon imprimé en 1522, ni le rituel lausannais de 1508/10 ne mentionnent cette défense.

[17] Item inhibetur, ne quis sacerdotum curam animarum habens præsumat officium suum dicere nisi ad usum lausannensem, nisi cum eo super hoc debite fuerit dispensatum, et quod singuli habeant dictas constitutiones synodales ut alias et breviaria ad ipsum usum lausannensem [1].

[18] Item monentur sub pœna prædicta omnes et singuli, qui receperunt legem sigilli absolutionum et relaxationum, et illi, qui illas pecunias alteri quam domino sigillifero dederunt, ut ipsas infra quindecim dies proximos sub pœna prædicta restituant et, cui solverint, memorato reverendissimo domino nostro seu eius vicario revelent ; et ne de cetero tales pecunias recipere audeant seu præsumant, illis ut supra inhibetur sub pœna prædicta.

[19] Item inhibetur vobis omnibus et singulis prædictis sub prædicta pœna excommunicationis, periurii [2] et carceris per unum mensem, si quis comperiatur in contrarium fecisse, ne quis vestrum præsumat recipere litteras excommunicatorias, absolutorias sive suspensionum quascumque contra quosvis presbyteros, nobiles, notarios, clericos ac iuratos curiæ lausannensis et aliarum curiarum et decanatuum ruralium eiusdem curiæ subditarum, nisi in eisdem litteris fiat expresse mentio de presbyteratu, nobilitate, clericatura et iura curiarum prædictarum.

[20] Ulterius inhibetur auctoritate reverendissimi domini nostri lausannensis prædicti, ne quis vestrum sub prædicta excommunicationis pœna ab hac civitate recedat donec solutis personagio, cathedratico, admissione et non residentia debitis et solitis [3] sub prædicta excommunicationis pœna [4].

[21] Item sub prædicta pœna inhibetur, ne quis vestrum præsumat *assum* pro vocato sive vocando in præsentiarum [5], nisi prius fuerit per dominum admissus aut habeat ad hoc speciale mandatum. Et assignantur respondentes *assum* pro eo ad horam primam post meridiem in aula palatii episcopalis ut solitum est.

[22] Item præcipit et mandat vobis omnibus et singulis sub prædicta excommunicationis pœna latæ sententiæ, ut quotiescumque litteræ reverendissimi domini nostri et suorum officiariorum vobis exsequendæ præsentabuntur, debitæ executioni mandetis et sine mora, non obstantibus quibuscumque constitutionibus et defensionibus et prohibitionibus per temporales dominos sive eorum officiarios villasque et oppida et communitates

[1] Sur l'ordre réitéré d'avoir des livres liturgiques lausannais, cf. M. Besson, *L'Eglise et l'imprimerie dans les diocèses de Lausanne et Genève jusqu'en 1525*, 1er vol. p. 76 sq.

[2] Selon les constitutions de G. de Saluces, fol. 12r, le parjure publique était un péché réservé.

[3] La ponctuation de ce texte est la nôtre. Nous la donnons comme la plus probable.

[4] Les constitutions de G. de Saluces, fol. 2v, prescrivent l'assistance au synode jusqu'à sa clôture, sous la même peine d'excommunication. L'ordre de payer les divers droits est nouveau ; mais c'était un usage répandu.

[5] « In præsentiarum », c'est-à-dire en attendant.

et personas diœcesis lausannensis forsan contra æquitatem et iuris dispositionem in enervationem, vilipendium et iacturam iurisdictionis spiritualis memorati reverendissimi domini nostri factis et innovatis ac etiam quibuscumque indultis et largitionibus alicui particulari contra præmissa per eundem reverendissimum dominum nostrum seu eius generalem vicarium forsan concessis, quibus per præsentes derogat, cassat et annullat, non obstantibus [1].

[23] Item quod festa secundæ et tertiæ feriarum Paschæ et Pentecostes sicut primus dies dominicus colantur ; nec aliquis presbyter ecclesiasticus sive sæcularis abutatur licentia aut privilegio in favorem pauperum et religiosorum mendicantium concessis. De ceteris festivitatibus ab ecclesia inditis et præceptis similiter intelligitur, licet aliquando carrucæ excipiantur, quæ pro piis operibus dumtaxat permittuntur laborare. Et præcipit reverendissimus dominus noster, quod abinde indigentes ecclesiarum rectoribus licentiam petant et obtineant ; alias contrariantes revelent eidem reverendissimo domino nostro vel procuratori suo fiscali [2].

[24] Item denuntiantur excommunicati omnes et singuli viri ecclesiastici memorati reverendissimi, domini nostri subditi alias super hiis moniti, qui noverunt, sciverunt et intellexerunt tacite, expresse sive occulte turbatores, violatores et impeditores ecclesiasticæ libertatis et iurisdictionis veluti impedientes executionem mandatorum apostolicorum et episcoporum suorum ordinariorum ac eorum fautores, consilium et auxilium præbentes eisdem et huiusmodi turbatores et violatores, tam a iure quam per summos pontifices per bullam, quæ legitur die Cenæ domini, quam etiam per brevia et litteras apostolicas alias hic et alibi publicatas et executas, excommunicatos et interdictos et non revelantes merito reverendissimo domino nostro sive officiariis suis, immo quod deterius est, eis sacramenta ecclesiastica ministrarunt, non obstante inhibitione sub excommunicationis et aliis iuris pœnis eisdem alias reiteratis vicibus per prædecessores suos et eundem sive eius officiarios facta, a qua quidem excommunicatione non possunt absolvi nisi per sedem apostolicam aut eundem reverendissimum dominum nostrum nisi in mortis articulo.

Sebastianus de Monte Falcone, miseratione divina episcopus lausannensis et princeps, visis per nos et diligenter inspectis matureque consideratis et editis statutis et constitutionibus synodalibus præscriptis additionibusque et declarationibus eisdem tam per bonæ memoriæ reverendissimos in Christo patres et dominos, dominos lausannenses præsules prædecessores nostros quam nos factis, ipsas et omnia et singula in eis contenta et descripta ratas et rata habentes, auctoritate nostra maturaque consilii nostri deliberatione præhabita confirmamus, corroboramus, ratificamus

[1] Les constitutions de G. de Saluces insistaient déjà sur l'exécution immédiate des prescriptions qu'elles contiennent (fol. 34ᵛ). L'adjonction « non obstantibus etc. » est nouvelle.

[2] Les constitutions de G. de Saluces (fol. 35ᵛ) étaient moins sévères, puisqu'elles permettent le voiturage (« carrucæ ») le mardi de Pâques et de Pentecôte.

et approbamus in eisdem consentientes, universis propterea et singulis parrochialium ecclesiarum nostræ diœcesis rectoribus seu loca tenentibus eorumden districte sub pœnis et censuris in eisdem contentis expresse mandantes, quatenus easdem, prout in illis cavetur, inviolabiliter observent et penitus observare habeant, misericordia tamen nostra et successorum nostrorum in omnibus semper salva etc. In quorum omnium et singulorum fidem, robur, testimonium præmissorum nos Sebastianus episcopus et princeps præfatus præsentes constitutiones, sicut præfertur, per nos confirmatas, corroboratas et approbatas sigillis cameræ nostræ curiæque officialatus nostri lausannensis signoque dilecti fidelis secretarii nostri subsignati egregii Francisci Billiard, civis nostri lausannensis, iussimus et fecimus appensione communiri. Datum Lausannæ, die vero xiiii. mensis Aprilis, anno domini millesimo quingentesimo vigesimo tertio, ab annuntiatione dominica sumpto [1].

Excussum Gebennæ in officina Vuygandi Koln, natum (!) ex Francia orientali, expensis honesti viri Gabrielis Pomardi, anno ab incarnatione salvatoris nostri M. D. XXIII. die xi. Aprilis [2].

[1] Note de S. Werro : « Perlegi 17. Augusti 1595. »

[2] Note de S. Werro : « Metropolis est ecclesia Bisuntina./cap. 22. et 50./Decanatus rurales in appendice et cap. 45. qualis forte erat Bulensis./Citationes per parochos ad eorum (?) placitum cap. 44. 54./Les chiffres correspondent à la numérotation faite par S. Werro.

# Concordat entre l'archevêque de Besançon et l'évêque de Bâle au XVIII[e] siècle

par Pierre REBETEZ-PAROZ Dr phil.

*(Suite)*

## Le concordat [1]

« PARDEVANT les Conseillers du Roi, Notaires au Châtelet de Paris, soussignés :

Furent présens Illustrissime et Révérendissime Seigneur, Monseigneur Jean-Baptiste-Joseph Gobel, Evêque de Lydda, Suffragant et Vicaire Général.

Et Messire Paris-Jean Fau de Raze, Ministre en Cour de France, de S. A. Mgr le Prince Evêque de Basle, demeurans, mondit Seigneur Evêque de Lydda, ordinairement à Porrentruy en Allemagne, et de présent à Paris... et mondit sieur Abbé de Raze, demeurant à Paris... tous deux fondés de la Procuration spéciale de mondit Seigneur Prince Evêque et en ladite qualité d'Evêque, ladite Procuration passée en la ville de Porrentruy en Allemagne... d'une part.

Et Messire Pierre de Fraigne, Vicaire Général du Diocèse d'Alby, et ancien Aumônier de Mesdames de France, demeurant à Paris... fondé de la Procuration aussi spéciale, à l'effet des Présentes, d'Illustrissime et Révérendissime Seigneur, Monseigneur Raymond de Durfort, Archevêque de Besançon et Prince du St-Empire, tant comme ordinaire en ce qui regarde le Diocèse de Besançon, que comme Métropolitain en ce qui concerne l'Evêché et Diocèse de Basle... d'autre part.

Lesquels ont observé, savoir mondit Seigneur Evêque de Lydda, et mondit sieur Abbé de Raze, pour mondit Seigneur Prince Evêque de Basle, que l'échange... proposé et demandé par ses prédécesseurs Princes Evêques, tendant à faire concourir et à concilier ce qu'exigent l'intérêt de ceux qui habitent les districts Diocésains à échanger, et celui de leurs Evêques et Souverains respectifs, il doit nécessairement en résulter des avantages à tous les égards, et pour l'Eglise et Evêché de Basle une unité particulière... et mondit sieur Abbé de Fraigne, pour mondit Seigneur Archevêque de Besançon, qu'il a accédé aux propositions dudit échange...

Lesdites Parties, dans l'espérance de l'autorisation et confirmation des deux puissances, ont passé le traité dudit échange, ainsi qu'il suit :

En conséquence, mondit Seigneur Evêque de Lydda et mondit sieur

[1] Arch. bern. Drucksachen/Synodalia, dans Mandement de l'évêque de Bâle du 24 décembre 1781.

Abbé de Raze audit nom, et pour mondit Seigneur Prince Evêque, et ses successeurs Princes et Evêques de Basle, a cédé et transporté à mondit Seigneur Archevêque... et Eglise de Besançon à perpétuité, la Jurisdiction Episcopale et Diocésaine, avec tous les droits... qui appartiennent à ladite Eglise et Evêché de Basle... dans les 29 Paroisses ci-après désignées, et les dépendances desdites Paroisses, situées dans la partie Françoise de la Haute-Alsace limitrophe des districts de Belfort et de Delle, qui sont du Diocese de Besançon ; savoir, les Paroisses de :

| | |
|---|---|
| Montreux-Le-Jeune | Anjouté |
| Chavannes-Sur-L'Etang | Chèvremont |
| Lutran | Montreux-Le-Vieux |
| Montreux-Château | Froide-Fontaine |
| Fontaine | Novillard |
| Brebotte | Petit-Croix |
| Brette | Gronne |
| St-Côme | La Chapelle |
| La Rivière | Angeot |
| Vautieremont | Felon |
| Rougemont | Reppe |
| Pfaffans | Estaimbes |
| Perouse | Suerce |
| St-Germain | Rechesy |
| Estueffond | |

et autres Paroisses succursales [1], objets et personnes composans ladite partie Françoise de la haute Alsace [2], pour autant et non autrement que cette partie est limitrophe et contigue des districts susdits de Belfort et de Delle, consentant... que le tout... soit distrait et démembré des susdits Evêché, Eglise et Diocese de Basle, pour être uni et incorporé aux susdits Archevêché et Eglise de Besançon.

Et en contr'échange mondit sieur Abbé de Fraigne audit nom et pour mondit Seigneur Archevêque de Besançon, et ses successeurs Archevêques, a cédé... à mondit Seigneur Prince et Evêque... et Eglise de Basle, la Jurisdiction Episcopale et Diocésaine, avec tous les droits... en dépendans, qui appartiennent auxdits Archevêché et Eglise de Besançon... dans les 20 Paroisses ou Succursales du Doyenné d'Ajoye [3] et leurs dépendances, situées dans les Etats du Prince Evêque et de l'Evêché de Basle : savoir :

[1] La paroisse de Pfaffans comprenait 6 villages et Anjouté était une succursale desservie par un vicaire. Voir les renseignements donnés sur ces paroisses dans Trouillat, V, p. 106 et suiv.

[2] Il s'agit ici de considérations linguistiques et non politiques, toute l'Alsace étant rattachée au royaume de France à cette époque. Dans ces 29 paroisses ou succursales de la Haute-Alsace, l'idiome était le français ; toutes les instructions s'y faisaient en cette langue. Voir procédure de fulmination de la bulle papale citée à page 266, note 1 du présent numéro.

[3] Parmi les noms cités, les succursales étaient : Cœuve (succursale de Porrentruy avec 1 vicaire), Beurnevésin (Damphreux, sans vicaire).

| | | |
|---|---|---|
| Porrentruy | Chevenez | Damphreux |
| Cœuve | Courchavon | Beurnevésin |
| Buix | Cour-de-Maîche | Damvan |
| Boncourt | Courgenay | Fontenois |
| Bonfol | Cornol | Grandfontaine |
| Bressaucourt | Courte-Doux | Alle |
| Burre | | Montigny |

et autres Paroisses ou succursales [1], objets et personnes, qui sont... dans lesdits Etats du Prince Evêque et de l'Evêché de Basle, sous la réserve néenmoins des droits et de la Jurisdiction de mondit Seigneur Archevêque [2]... de Besançon, comme Métropolitains, sur la partie de leur Diocese cédée par ces présentes, ainsi que sur le surplus dudit Diocese et Evêché de Basle, qui sont et continueront d'être en totalité dans la suffragance des susdits Archevêché et Archevêque de Besançon ; comme aussi sous la réserve des dixmes et des biens ou droits temporels quelconques, situés dans la partie susdite du Diocese de Besançon, cédée... desquels biens ou droits et dixmes la propriété et jouissance continueront au profit de l'Archevêché et Archevêques de Besançon, avec les mêmes immunités et privilèges dont ils ont joui jusqu'à présent, et sans préjudice au surplus des droits ou intérêts qui peuvent concerner d'autres que les parties contractantes, lesquels leur sont et demeurent aussi réservés ; consentant d'ailleurs mondit sieur Abbé de Fraigne audit nom, que les objets ci-dessus désignés et cédés... soient distraits et démembrés dudit Archevêché, Eglise et Diocese de Besançon, pour être le tout uni et incorporé aux susdits Evêché, Eglise et Diocese de Basle.

Lesquels consentemens, cessions et transports... ont été respectivement acceptés par mondit Evêque de Lydda, avec mondit Abbé de Raze, et par mondit sieur Abbé de Fraigne pour leurs constituans respectifs...

Et ont en outre... mesdits Evêque de Lydda, et sieurs Abbé de Raze et de Fraigne... donné tous consentemens et pouvoirs, à l'effet de solliciter et obtenir tous titres ou actes d'autorisation ou confirmation du présent traité, et remplir toutes les formes sur ce requises.

Enfin il a été observé par... sieur Abbé de Fraigne... que les raisons de convenance et les avantages particuliers... qui doivent résulter du présent traité pour mondit Seigneur Prince Evêque de Basle et ses successeurs... exigent de leur part et de leur Evêché et Eglise des marques perpétuelles de souvenir envers l'Archevêché et Eglise et Archevêque de Besançon ; en conséquence... sieur Abbé de Fraigne... requiert, qu'après

[1] Les succursales de Vendlincourt (paroisse de Bonfol) et Fahy (Grandfontaine) furent également cédées à l'évêque de Bâle. Voir les renseignements donnés sur ces paroisses dans Daucourt, A. *Dictionnaire historique des Paroisses de l'ancien Evêché de Bâle.*

[2] Cette clause en faveur de l'archevêque ne concerne que des droits qui appartiennent à son siège. Pour faire cesser les inquiétudes du chapitre, le comte de Vergennes et l'évêque de Lydda convinrent, plus tard, de préciser une réserve en date du 7 décembre. Voir page 241. Arch. bern. A 59/13, 22 nov. 1779.

consommation dudit échange, il soit, au nom de mondit Seigneur Prince Evêque et de l'Eglise de Basle, présenté par une personne constituée en Dignité Ecclésiastique, et remis à mondit Seigneur l'Archevêque de Besançon, une Croix Pectorale d'or, avec cette inscription gravée en abregé sur le revers de ladite Croix, ARCHIEPISCOPO BISUNTINO GRATI ANIMI MONUMENTUM OFFEREBANT EPISCOPUS ET ECCLESIA BASILEENSIS, ANNO (l'année courante étant indiquée) et qu'il soit arrêté et convenu, que la même prestation honorifique sera renouvellée vis-à-vis de chaque Archevêque et à chaque avènement à l'Archevêché de Besançon, à perpétuité.

Sur quoi il a été déclaré parmesdits Seigneur Evêque de Lydda et sieur Abbé de Raze... qu'ils n'hésiteroient pas à prendre dès-à-présent un engagement positif sur ce qui est requis par sieur Abbé de Fraigne ; mais qu'ils n'ont pas à cet effet de pouvoirs suffisans, et qu'au surplus ils ne doutent pas, que mondit Seigneur Evêque et Eglise de Basle ne s'empressent à satisfaire à ce qui est requis...

C'est ainsi que le tout a été accordé et convenu entre les Parties èsdits noms...

Fait et passé à Paris, en l'Etude, le dix-sept Novembre mil sept cent soixante-dix-neuf, avant midi, et ont signé la minute des présentes demeurée à Me. Cordier, l'un des Notaires soussignés [1]. »

La minute du concordat resta entre les mains de Cordier qui devait y faire par la suite d'autres adjonctions. La première qui était prévue concernait l'offre de la croix pectorale, symbole de gratitude des évêques de Bâle envers l'archevêché de Besançon.

On n'avait pas attendu l'agrément formel de Frédéric de Wangen à la reconnaissance de la prestation honorifique. Cette clause figurait pourtant dans le traité, un acte subséquent devait en garantir l'exécution. L'Eglise de Bâle observait déjà l'usage d'envoyer un ecclésiastique « constitué en dignité » pour complimenter chaque nouvel archevêque de Besançon qui avait pris possession de son siège. A l'avenir, cette cérémonie se ferait en même temps que la présentation de la croix pectorale d'or. Dans le concordat, cette clause jouait le rôle d'indemnité, de compensation aux avantages cédés à l'évêque, avantages qui servaient de prétexte au refus du chapitre bisontin [2].

Le ministère des Affaires étrangères, à la demande de l'évêque de Lydda, intervint le 21 novembre auprès de Frédéric de Wangen

[1] Les 2 légistes présents se nommaient Caies et Cordier, conseillers du roi, notaires au Châtelet de Paris. A cet acte étaient jointes les procurations délivrées par les deux prélats.

[2] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 110 ; 19 novembre 1779. Vulpian au comte de Vergennes.

afin que celui-ci acceptât l'idée d'une prestation honorifique envers Besançon. L'évêque de Lydda désirait du comte de Vergennes la rédaction d'une lettre ostensible au chapitre de Bâle, lettre qui faciliterait l'approbation du prélat [1].

Mais le prince-évêque n'hésita « pas un instant » à déférer au vœu du ministre. Il reconnut que sans les bons offices du comte de Vergennes il serait resté, à propos de l'échange, « au simple désir » des évêques de Bâle ses prédécesseurs [2]. Quand la lettre de Versailles du 21 novembre arriva à Porrentruy, Frédéric de Wangen avait déjà donné son consentement depuis 10 jours et garanti en même temps les droits du chapitre de Besançon sur les dîmes et patronages que les chanoines possédaient en Ajoie.

« FREDERIC, par la grace de Dieu, Evêque de Basle, Prince du St-Empire, etc.

Faisons savoir, que pénétré des sentimens de la plus vive reconnoissance envers M. l'Archevêque de Besançon, de ce qu'il a bien voulu agréer un projet d'échange... tel qu'il est détaillé dans la Procuration que nous avons donnée à ce sujet, sous la date du 5 Octobre dernier... nous nous faisons un vrai plaisir de lui en donner une marque réelle, en nous assujettissant pour nous, et nos Successeurs à l'Evêché de Basle, à une prestation honorifique envers le Siège et la Métropole de Besançon ; consentons... de faire présenter à M. l'Archevêque de Besançon... une Croix Pectorale en or... laquelle prestation sera renouvellée pour nous ou nos successeurs, après la prise de possession de chaque Seigneur Archevêque de Besançon, pour ainsi perpétuer à jamais la mémoire des avantages que notre Eglise devra à celle de Besançon, et en particulier la gratitude éternelle, que nous vouons à M. l'Archevêque... Nous nous engageons en outre pour nous et nos successeurs de laisser jouir et posséder tranquillement le Siège et Chapitre Métropolitain de Besançon des droits de dixmes et patronages quelconques, qu'ils ont dans nos Etats, de la même façon qu'ils en jouissent et les possèdent aujourd'hui... En témoignage de quoi, nous avons signé ces présentes de notre main, et à icelles fait apposer notre grand sceau Pontifical... Fait en notre Château de résidence à Porrentruy, ce 13 Novembre mil sept cent soixante-dix-neuf. »

signé FRÉDÉRIC, *Evêque de Basle* [3].

[1] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 18 ; 4 novembre 1779. L'évêque de Lydda au comte de Vergennes, et VI., p. 116 ; 21 novembre 1779. Le comte de Vergennes à l'évêque de Bâle.

[2] *Ibid.*, VI., p. 122 ; 25 novembre 1779. L'évêque de Bâle au comte de Vergennes.

[3] Arch. bern. Dans « Mandement » cité du 24 déc. 1781.

Le 16 novembre, les chanoines d'Arlesheim ajoutèrent leur approbation au-dessous.

« Nous les Grand-Prévôt, Grand-Doyen, Chanoines et Chapitre de la cathédrale de Basle, approuvons et accédons au contenu de l'acte ci-dessus, promettant pour nous et nos après-venans de nous y conformer autant qu'il est en nous.

En témoignage de quoi nous avons fait munir les présentes de notre sceau, et les avons fait signer par notre Syndic, A Arlesheim, le 16 nov. 1779[1] ».

Les nouvelles déclarations furent jointes au concordat et Me. Cordier, notaire au Châtelet, continua la rédaction du traité conclu entre les deux diocèses.

« Le septième jour de décembre audit an 1779, sont de nouveau comparus devant les conseillers du Roi, Notaires au Châtelet de Paris, soussignés [2], mondit Seigneur Evêque de Lydda, et mondit sieur Abbé de Raze... d'une part.

Et mondit sieur Abbé de Fraigne... d'autre part.

Lesquels... ont déclaré, savoir, mondit Seigneur Evêque de Lydda et mondit sieur Abbé de Raze, que c'est avec raison, que par l'acte susdaté du 17 novembre dernier... ils présumoient les dispositions du Prince Evêque leur constituant, sur les deux objets de demande faite par mondit sieur Abbé de Fraigne audit nom, l'un concernant la prestation honorifique d'une Croix Pectorale d'or... et l'autre relatif à la maintenue des droits de dixmes et patronages appartenans au Chapitre de l'Eglise de Besançon dans les Etats du Prince Evêque de Basle [3]... l'une et l'autre demande d'ailleurs étant... annoncées à mondit Seigneur le Prince Evêque de Basle, et au Chapitre de son Eglise... mondit Seigneur Prince Evêque de Basle avoit déclaré consentir et s'engager pour lui et ses Successeurs... envers mondit Seigneur Archevêque, à la prestation honorifique et à la maintenue des droits du Chapitre de Besançon susdits. Pourquoi et en présentant ladite patente... mondit Seigneur Evêque de Lydda, et mondit sieur Abbé de Raze... requièrent qu'elle soit... annexée à ces présentes, pour ne former avec l'acte... du 17 novembre dernier, qu'un seul et même corps de Traité, sur l'échange convenu par ledit acte.

Et mondit sieur Abbé de Fraigne... adhérant à ladite réquisition, a déclaré accepter les consentemens donnés et engagemens pris par mondit

[1] Arch. bern., même pièce. A cette époque, le syndic du chapitre de Bâle se nommait Streicher.

[2] Comme pour l'acte du 17 novembre 1779, les 2 notaires étaient Caies et Cordier.

[3] C'est l'évêque de Lydda qui avait fait approuver aux députés du chapitre de Besançon à Paris l'idée de conserver les dîmes et patronages des chanoines en Ajoie. C'était leur ôter le droit de réclamer une indemnité et éviter une nouvelle transaction au sujet de l'échange des dîmes, ce qui aurait retardé la fin des négociations. Arch. bern. A 59/13, 22 novembre 1779. Lettre de l'évêque de Lydda.

Seigneur Evêque de Basle, ainsi que l'accession du Chapitre susdit de l'Eglise de Basle, dans tout leur contenu... ainsi le tout a été accordé et convenu entre les Parties... fait et passé à Paris, en l'Etude, ledit jour sept Décembre mil sept cent soixante-dix-neuf, avant midi [1]...

Après l'addition de l'acte du 7 décembre au concordat, un double de la pièce ainsi complétée fut porté au ministère des Affaires étrangères avec un petit mémoire de l'évêque de Lydda et de l'abbé de Raze. Il fallait obtenir du roi un brevet par lequel Louis XVI agréerait l'échange et autoriserait les deux ordinaires à en poursuivre l'exécution [2].

Le roi disposait de la nomination à l'archevêché de Besançon et d'une partie des prébendes de ce siège [3]. D'autre part, en Haute-Alsace, l'autorité royale se plaçait, même dans les questions de biens d'Eglise, au-dessus de l'autorité ecclésiastique. Pour apporter des modifications à la situation des deux diocèses, la ratification de Louis XVI s'avérait indispensable puisque de part et d'autre la question concernait la royauté.

Le 21 décembre, le conseil d'Etat du roi prit connaissance du concordat passé entre Besançon et Porrentruy. Le 22 décembre, le monarque donna son approbation à l'incorporation, au diocèse de Besançon, de la partie française de l'Alsace, dépendante du diocèse de Bâle, en échange du décanat d'Ajoie [4]. Par le brevet « d'agrément et de permission » délivré, il allait être possible de poursuivre l'exécution du concordat. L'échange de paroisses, l'affaire « la plus importante » qui pût jamais arriver à une heureuse conclusion pour l'évêque, était garanti [5].

Il restait aux parties contractantes à solliciter en cour de Rome les titres ou bulles confirmant le traité. A fin décembre, un double du concordat, auquel étaient joints une supplique des deux prélats et le brevet délivré par Louis XVI, partit pour Rome [6].

[1] Arch. bern. A 59/13. Mandement cité du 24 déc. 1781.

[2] *Ibid.*, A 59/13. Dispositions prises par Vulpian, de concert avec les ministres des Affaires étrangères et de la Feuille, citées dans la lettre du 1er déc. 1779 de l'évêque de Lydda.

[3] En vertu du concordat germanique, le pape maintenait son droit sur une partie des prébendes, alors que d'après le concordat de Bologne (1516) le roi de France avait obtenu la nomination à tous les bénéfices.

[4] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 143. Rapport au roi sur l'échange entre Besançon et Porrentruy.

[5] Correspondance de l'abbé de Raze, lettre au prince-évêque du 19 nov. 1779.

[6] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 144. Le roi à Mgr de Durfort ; Arch. bern. A 59/13, lettre de Gobel à l'évêque de Bâle, 13 déc. 1779 ; Correspondance de l'abbé de Raze, décembre 1779.

Selon l'usage, le traité devait être accompagné de deux lettres du roi, l'une pour le pape, l'autre pour le ministre de Sa Majesté dans cette cour : à cette époque le cardinal de Bernis [1]. Ces lettres furent datées du 28 décembre. La première contenait la requête d'homologation. La seconde, adressée au cardinal, appuyait la demande présentée par les parties contractantes en vue de l'obtention et de l'expédition de la bulle.

Le ministre de la Feuille désigna, comme commissaire apostolique, l'official de Valence, Chantemerle [2]. La tâche principale de Chantemerle devait consister à se rendre dans les territoires échangés pour la fulmination de la bulle papale. Son nom fut communiqué à Rome afin d'obtenir la ratification de ce choix. Le ministre des Affaires étrangères et l'évêque de Bâle demandèrent que le commissaire du pape eût le pouvoir de juger définitivement et sans appel les oppositions qui pourraient survenir au cours des négociations [3].

Quelques jours après, un incident nécessita une nouvelle dépêche à Rome. Le 5 janvier 1780, le chapitre de Besançon déclara accepter l'échange de paroisses. Il était bon de le mentionner dans la bulle.

Nous avons laissé les chanoines à leur mécontentement, au début d'octobre 1779, et nous avons cité les tentatives qu'ils firent en vue de contrecarrer les négociations entre Frédéric de Wangen et Mgr de Durfort. Les deux députés du chapitre se trouvaient toujours à Paris. Le comte de Vergennes ne leur avait pas « laissé le plus léger doute sur la désapprobation que Sa Majesté » donnait à la conduite des capitulaires. Ceux-ci, après le refus de la proposition qu'ils avaient pré-

[1] Bernis François-Joachim de Pierres de . Poète et homme d'Etat (1715-1794). Madame de Pompadour le fit recevoir à la cour et dans les affaires. Il fut ambassadeur à Vienne (1752-1755), membre du Conseil du roi, ministre des Affaires étrangères (1757) et le véritable chef du Cabinet français. Plus tard, Madame de Pompadour devint son ennemie, il fut exilé de la cour. Cependant, le pape le nomma cardinal. Bernis reçut le titre d'archevêque d'Alby (1754). Il occupa enfin le poste d'ambassadeur à Rome (1769).

[2] Amable-Antoine Chantemerle, prêtre, docteur en théologie, chanoine, abbé de St-Félix en la cathédrale de Valence en Dauphiné, était vicaire général et official de ce diocèse. Si, en cette dernière qualité, il rendait la justice au nom de l'évêque, en qualité de commissaire dans l'échange de paroisses, il allait exercer des fonctions au nom du pape. I 'abbé Chantemerle passait pour l'un des officiaux de France les mieux instruits. Il avait déjà procédé au démembrement de Chambéry du diocèse de Grenoble. Arch. bern. A 59/13. Procédure de fulmination de la Bulle 1780/1781 et lettre de l'évêque de Lydda du 10 sept. 1780.

[3] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 145, 146, 150 ; 28 et 30 déc. 1779. Le roi au cardinal de Bernis ; le roi au pape, Vulpian à M. de Vergennes.

sentée à Versailles [1], se tinrent éloignés de l'archevêque. Ce dernier essaya cependant de les ramener et sollicita l'indulgence de la cour pour cette compagnie qu'il considérait comme sa famille [2].

Le 28 octobre 1779, Mgr de Durfort, appelant auprès de lui le grand doyen, voulut communiquer au chapitre des sentiments de soumission aux vœux du roi [3]. Le 10 novembre, en une assemblée capitulaire, l'opposition se manifesta de plus en plus. A la tête des mécontents figuraient l'évêque de Rhosy, grand doyen, et le chanoine de Desne [4].

Pour secourir son chapitre, l'archevêque de Besançon lui présenta, le 11 novembre, la lettre par laquelle Sa Majesté lui avait fait connaître que l'échange aurait lieu de paroisses contre paroisses. Mgr de Durfort était autorisé à divulguer le contenu de cette lettre au besoin. Le 12, une nouvelle assemblée extraordinaire eut lieu. Il fut décidé de députer l'évêque de Rhosy à Versailles pour terminer l'affaire de l'échange « selon les vues du roi » tout en cherchant « le plus grand avantage pour le chapitre ». L'extrait des délibérations des 10 et 12 novembre envoyé à la cour témoigne, de la part des chanoines, des plus profonds sentiments « de fidélité et d'obéissance » envers Sa Majesté [5]. L'archevêque, subjugué jusqu'à cette époque par son chapitre, fut trop heureux de se montrer conciliant.

Mais l'abbé de Fraigne veillait. Il avertit le ministre des Affaires étrangères que Mgr de Durfort, par bonté, pardonnait à ceux qui l'avaient attaqué, que la transcription des délibérations capitulaires était un faux, que la séance du 10 novembre avait marqué un refus catégorique à l'acceptation de l'échange de paroisses et que la délibération postérieure affirmative avait été antidatée [6]. « C'est grand dommage pour la société, ajouta-t-il, en soulignant le manque de respect des chanoines envers l'autorité du roi et de l'archevêque, que l'esprit philosophique

[1] Ils avaient proposé que le pays d'Ajoie fût échangé contre toute la Haute-Alsace qui comprenait « près de 300 paroisses ». Voir ci-dessus page 210.

[2] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 63 ; 27 octobre 1779. L'archevêque de Besançon au roi.

[3] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 90, 110, 112 ; 11, 19 et 24 novembre 1779. Le comte de Vergennes à l'abbé de Fraigne, Vulpian à M. de Vergennes, l'abbé de Fraigne à M. de Vergennes.

[4] Le chanoine de Desne — celui que nous avons nommé lors des négociations avec l'évêque de Lydda en janvier 1779 — disait que l'archevêque « méritait d'être mis au pilori ». Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 112.

[5] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 50 et 91 ; 13 octobre et 12 novembre 1779. Le roi à Mgr de Durfort et Délibérations du chapitre de Besançon.

[6] *Ibid.*, VI., p. 100 et 103 ; 15 et 17 novembre 1779. L'abbé de Fraigne au comte de Vergennes et Talbert, chanoine de Besançon, au comte de Vergennes.

et l'enthousiasme pour le mot de Liberté se soient emparés du public au point que les gens sages eux-mêmes soient obligés de ménager à cet égard la disposition actuelle où se trouvent toutes les têtes. »

L'abbé de Fraigne avait-il raison ? L'acte de soumission du chapitre était-il antidaté ? — Nous sommes tentés de le croire. De toute façon, une attitude franche des capitulaires ne fut pas la caractéristique de ces journées de novembre et la preuve est faite que seule la lettre du roi amena les chanoines à changer de conduite. C'est ce que voulait prouver l'abbé de Fraigne. Voyons les faits :

D'abord, la lettre de Mgr de Durfort au comte de Vergennes du 14 novembre — deux jours après la réunion des capitulaires — ne parle pas de la décision des chanoines, si ardemment attendue. La lettre du lendemain 15, au même destinataire, dit que le chapitre — qui a reçu communication des décisions du roi — revient de son opposition, mais fait quelques réserves à propos des dîmes. L'archevêque attend le succès à la prochaine réunion capitulaire [1]. Or, l'abbé de Fraigne reçut un avis de Besançon daté du 12 novembre, à 4 heures après midi, dans lequel on lui annonçait que, dans l'assemblée du matin, les chanoines avaient dû manifester le même refus qu'antérieurement. Un autre avis, rédigé une heure plus tard, faisait savoir qu'à la suite d'une nouvelle décision de l'après-dîner les chanoines acceptaient tout [2]. Ce qui est certain, c'est que l'archevêque était intervenu, après avoir eu connaissance du résultat de la séance du 10 novembre, pour essayer d'influencer celle du 12.

Enfin, Frédéric de Wangen — mis au courant de l'évolution de la situation à Besançon par l'aumônier de la citadelle, l'abbé Bastier — apprit que le chapitre avait accepté l'échange de paroisses contre paroisses le 12. Ceci confirmerait l'assertion de l'abbé de Fraigne [3].

Le grand doyen de Besançon partit donc pour Versailles. L'abbé de Fraigne demanda au comte de Vergennes que ce député fût renvoyé à son poste, en Franche-Comté, sans avoir été reçu, que le chanoine de Desne fût destitué et éloigné momentanément du monde par une retraite, enfin que l'on fît sentir au chapitre l'insolence de sa conduite passée envers l'archevêque [4].

[1] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 95 et 96 ; 14 et 15 novembre 1779. Mgr de Durfort au comte de Vergennes.

[2] *Ibid.*, VI., p. 100 citée.

[3] Arch. bern. A 59/13. Lettre de l'abbé Bastier au prince-évêque de Bâle, 13 novembre 1779.

[4] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 95 à 115.

Le comte de Vergennes écrivit à cet effet aux représentants des chanoines à Paris que l'évêque de Rhosy ne pourrait être reçu à la cour s'il n'était porteur d'une lettre de recommandation de l'archevêque. Ainsi, les égards dus à Mgr de Durfort ne seraient pas compromis. Cette exigence provoqua à Besançon, le 2 décembre, une séance capitulaire des plus orageuses [1]. Les chanoines durent se soumettre et se présenter à Mgr de Durfort en quémandeurs. Leurs députés, l'évêque de Rhosy, en particulier, passèrent encore tout le mois de décembre à Paris où « un grand personnage de Versailles » s'efforçait d'être leur protecteur. Il s'agissait du prince de Montbarey, ministre de la Guerre, l' « idôle des Francs-Comtois » [2].

L'évêque de Rhosy avait reçu, pour mission, d'accéder à l'échange sous certaines conditions, c'est-à-dire d'obtenir du roi, si possible, quelques compensations au sacrifice des chanoines. Ceux-ci étaient convaincus qu'ils avaient, dans la cession de la juridiction, leur rôle à jouer indépendamment de leur archevêque [3]. Le comte de Vergennes refusa de recevoir l'évêque de Rhosy en qualité de député du chapitre pour cette question, le ministre des Affaires étrangères ne reconnaissant pas à cette compagnie le droit de traiter directement un échange de juridiction sans passer par le canal de son chef diocésain.

L'évêque d'Autun, ministre de la Feuille, écrivit au comte de Vergennes, le 3 décembre, que « la paix serait plus assurée entre M. l'archevêque... et son chapitre si l'un et l'autre agissaient de concert pour l'exécution des ordres du roi ». Ce rapprochement n'apparaissait pas comme une chose facile à réaliser. D'abord, l'abbé de Fraigne qui représentait les intérêts de l'archevêque ne pouvait souffrir la présence des envoyés des chanoines à proximité de la cour ; l'harmonie entre de Fraigne et de Raze également n'était pas complète. L'évêque de Lydda, de son côté, qui jouait le rôle de principal négociateur pour l'évêque de Bâle dans l'affaire des paroisses, laissait quelquefois l'abbé de Raze dans l'ignorance de ses projets, à cause des rapports du ministre de Frédéric de Wangen avec MM. Maréchal d'Audeux et Talbert, les délégués du chapitre de Besançon. Il était à supposer que les capitulaires bisontins exigeraient pour le moins la suppression de

[1] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 119, 120, 121, 131 ; du 22 nov. au 7 déc. 1779.

[2] Arch. bern. A 59/13. Lettre du 26 décembre 1779 de l'évêque de Lydda. Voir note Montbarey, ci-dessus p. 205, note 3.

[3] *Ibid.*, A 59/13. Lettre du 1er décembre 1779 et Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 135 ; 10 décembre 1779. L'abbé de Fraigne à M. Grosset.

l'ordonnance du 4 octobre 1771, par laquelle l'évêque de Bâle obligeait l'archevêque et le chapitre métropolitain à nommer aux bénéfices d'Ajoie des sujets de la principauté. Or, le prince de Wangen refusait par avance de consentir à ce sacrifice [1].

Cependant, le rapprochement espéré eut lieu et l'abbé de Raze en fut le principal artisan. Il était lié d'une ancienne amitié à l'évêque de Rhosy et sa famille, à qui il avait rendu « des services essentiels » [2]. De Raze, pour éviter de nouveaux retards et des chicanes, désirait que le chapitre de Besançon donnât son accession volontairement. L'évêque de Rhosy précisément tenait en mains la soumission des chanoines. Le chapitre avait accepté en novembre, par 12 voix contre 8, le principe de l'échange de paroisses contre paroisses [3]. L'abbé de Raze reçut à sa table les députés de Besançon. Il devint « leur patron ». Le ministre de l'évêque leur proposa un modèle d'adhésion aux volontés du roi. Ce projet avait l'avantage de ménager l'amour-propre des métropolitains [4]. Puis, les représentants de Frédéric de Wangen usèrent de leur influence pour aider encore l'évêque de Rhosy, suffragant de Besançon, à se faire recevoir en qualité de député du chapitre par le ministre des Affaires étrangères [5]. Enfin, au conseil d'Etat du roi, en date du 21 décembre, lorsqu'il fut question d'élaborer le brevet « d'agrément et de permission » de Sa Majesté, on annonça que les chanoines s'étaient rangés à l'idée de l'échange.

Pourtant, à cette date, l'adhésion dans son énoncé définitif n'avait pas encore été ratifiée en séance capitulaire. Les représentants des chanoines seuls l'avaient fait espérer, la question d'une compensation n'étant pas réglée. L'appui qu'ils attendaient du ministre de la Guerre demeura lettre morte. A fin décembre, le comte de Vergennes, l'évêque d'Autun et le prince de Montbarey avaient des vues communes dans l'affaire de l'échange. Il ne restait que la possibilité de faire « la volonté du roi et le désir du ministère ». L'abbé de Raze provoquait de fréquentes entrevues avec l'évêque de Rhosy qui, d'ailleurs, lui parlait avec une en-

[1] Arch. bern. A 59/13. Correspondance des 22, 29 oct. et 22 nov. 1779 avec la cour de Porrentruy.

[2] Correspondance abbé de Raze, 19 novembre 1779. Lettre au prince-évêque de Bâle.

[3] Arch. bern. A 59/13. Lettre de l'abbé Bastier à l'évêque de Bâle du 13 novembre 1779 citée.

[4] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 130 et 135 ; 3 et 10 décembre 1779. L'évêque d'Autun au comte de Vergennes et l'abbé de Fraigne à M. Grosset.

[5] *Ibid.*, voir VI., p. 138-141.

tière confiance. Après l'expédition du brevet du roi à Rome, le ministre de l'évêque, qui s'était contenté d'exposer le contenu du concordat au suffragant de Besançon, lui en fit la lecture entière. L'évêque de Rhosy se montra satisfait des réserves qu'il contenait touchant aux droits du chapitre et écrivit à Besançon pour déterminer ses confrères à y accéder.

Le 10 janvier, l'abbé de Raze annonça triomphalement à Frédéric de Wangen que le chapitre avait donné son consentement à l'échange, en n'ajoutant aux stipulations du concordat que certaines précisions concernant les patronages et les dîmes d'Ajoie [1].

« NOUS les Haut-Doyen, Chanoines et Chapitre de l'Illustre Eglise Métropolitaine de Besançon [2].

Savoir faisons, qu'ayant été invités et requis par Monseigneur notre Archevêque de donner notre consentement à un échange de Paroisses entre son Siège Métropolitain de Besançon et celui de l'Eglise de Basle... relativement auquel échange il auroit plû au Roi de manifester ses intentions audit Seigneur Archevêque.

Nous, voulant donner à Sa Majesté une preuve de notre respectueuse déférence à ses vues dirigées vers le bien de ses peuples, et vu les actes passés les 17 novembre et 7 décembre 1779... lesquels nous ont été communiqués par Monseigneur l'Archevêque le jour d'hier, avons arrêté de consentir audit échange sous la réserve néanmoins des droits de Patronages et responsions annuels sur les Cures desdits Patronages, des dixmes, des biens ou droits temporels quelconques, situés dans la partie... cédée, pour être annexée au Diocese de Basle, lesquels biens, droits ou dixmes, la propriété et jouissance continueront au profit du Chapitre avec les mêmes priviléges, immunités et exemption de toutes charges, même du droit de hallage [3] pour les grains provenants desdites dixmes, soit qu'il les perçoive par lui-même, ou par ses Fermiers ou Préposés, desquels il a joui jusqu'ici.

Donnons en conséquence acte de notre présent consentement... En foi de quoi les présentes ont été signées par M. Maréchal d'Audeux, Grand-Archidiacre de notre Siège et Président au Chapitre... auxquelles nous avons fait apposer le sceau de notredit Chapitre. Fait en notre Salle Capitulaire, le cinq janvier mil sept cent quatre-vingt. »

signé Maréchal d'Audeux.

[1] Correspondance abbé de Raze. Lettres des 22 et 23 décembre 1779, 6 et 10 janvier 1780 et Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 150 et 152 ; 30 décembre 1779 et 5 janvier 1780. Vulpian au comte de Vergennes et Mgr de Durfort au comte de Vergennes.

[2] Arch. bern. A 59/13. Mandement cité du 24 décembre 1781.

[3] Droit de hallage, ou droit d'éminage, que le prince percevait à Porrentruy sur tous les grains qu'on menait à ce marché. Il était d'une coupe par penal, la coupe représentant 1/24 du penal, et le penal, ou petit boisseau, 1,75 décal. (Quiquerez, *Institutions*, p. 62 et 67). Les nobles, les gens d'Eglise, les bourgeois de Porrentruy et les habitants de quelques villages étaient exempts de ces droits.

L'affaire de l'échange avait provoqué à Besançon une grande effervescence qu'il était important d'apaiser en amenant le consentement du chapitre par la voie de la douceur. Si elle eût subsisté, il se serait trouvé des membres du Parlement de Franche-Comté pour contrecarrer le commissaire apostolique dans la tâche dont il allait être chargé. La résistance se manifesta cependant, comme nous le verrons.

Voici ce qu'écrivit, au début de 1780, l'ancien chef de l'opposition, l'évêque de Rhosy, à l'abbé de Raze [1] :

« Vous touchez au moment de voir finir votre affaire de Porrentruy. Je vous en fais mon compliment. Mais si vous n'y étiez pour rien, et si je ne vous étais pas aussi attaché que je le suis, j'aurais déjà engrené cette affaire au Parlement, et je vous avoue que c'aurait été un vrai plaisir pour moi, de draper l'archevêque ainsi que les abbés de Fraigne et Lambert, dont je n'aurais redouté ni le crédit ni l'intrigue, parce qu'on est indigné que l'archevêque sacrifie les intérêts de son siège, de son diocèse et de son chapitre. Mais comme que cette affaire finisse, soyez tranquille et assuré qu'uniquement par égard pour vous, je ne formerai pas davantage obstacle à sa conclusion. »

Conformément aux instructions qu'il avait reçues, l'évêque de Rhosy entretint l'abbé de Raze de la faculté que désiraient avoir les patrons des cures d'Ajoie de conférer ces postes à des Francs-Comtois, moyennant la réciprocité accordée à l'évêque de Bâle en faveur de ses sujets en Alsace. L'abbé de Raze répondit que la réciprocité ne serait jamais accordée par le roi qui ne voulait pas la nomination de sujets étrangers aux bénéfices de France. De plus, l'ordonnance rendue le 4 octobre 1771 au sujet des cures d'Ajoie ayant reçu l'agrément de Sa Majesté et la sanction impériale, il était impossible d'y rien changer. L'évêque de Rhosy n'insista pas [2].

Lorsqu'il apprit sous quelles conditions le chapitre de Besançon adhérait à l'échange de paroisses, l'évêque de Bâle fit part à l'abbé Gobel de son intention de ne restreindre en aucune façon les droits du siège de Besançon dans la principauté. Cette assurance fut rapportée à l'évêque de Rhosy [3].

A fin janvier 1780, Vulpian adressa à Rome une copie du consentement du chapitre de Besançon par la voie ministérielle ou par celle

[1] Correspondance abbé de Raze, annexe non datée à la lettre pour l'évêque du 6 janvier 1780 citée.

[2] *Ibid.*, Lettre du 14 janvier 1780.

[3] Arch. bern. A 59/13, 20 janvier 1780.

du banquier expéditionnaire [1]. Ce consentement allait être mentionné dans la bulle papale, pour éviter toute hésitation nouvelle sur les compétences de l'archevêque, dans la conclusion d'un échange de juridiction [2].

Quand le suffragant de Besançon se décida à regagner son siège, en octobre 1780, il se prépara à affronter certains désagréments. Ayant obéi à la volonté du roi, l'évêque de Rhosy savait n'avoir pas contenté les chanoines et ne s'être pas acquitté de sa commission comme un bon nombre d'entre eux l'espéraient. Pour gagner quelque assurance, l'ancien chef de l'opposition à l'échange des paroisses réclama l'appui du ministre des Affaires étrangères [3].

## La bulle confirmative

Avant l'envoi à Rome du dossier concernant l'échange de paroisses, la rédaction de la bulle, faite préalablement par la cour de Versailles, fut contrôlée. Ce travail préliminaire avait lieu en France dans toutes les affaires majeures pour que, dans ses énoncés, l'agrément du Saint-Siège fût conforme aux ordonnances du royaume et aux intentions des parties. Cette précaution évitait les frais de correction [4].

Le 30 juin, Pie VI donna, à St-Pierre de Rome, la bulle par laquelle le pape souscrivait au concordat et chargeait l'official de Valence, Amable Chantemerle, de la commission d'approuver et de confirmer le traité du 17 novembre et l'acte du 7 décembre 1779... Chantemerle fut autorisé à juger et à régler, dans son brevet de fulmination, les oppositions qui pourraient s'élever.

Il n'était pas d'usage que le roi agît en France, comme partie, au tribunal ecclésiastique. Aucun officier ne pouvait également y recourir au nom de Sa Majesté. Si Louis XVI avait requis l'agrément de Pie VI, c'est qu'il nommait à l'archiépiscopat de Besançon. Mais la supplique fut signée par l'archevêque et l'évêque. La bulle papale fut donnée

[1] Officier chargé de solliciter à Rome des brefs en faveur des Eglises et des particuliers.

[2] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 152-158. Correspondance du 5 au 21 janv. 1780.

[3] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 210 ; 16 octobre 1780. L'évêque de Rhosy au comte de Vergennes.

[4] Arch. bern. A 59/13. Dispositions prises par Vulpian, de concert avec les ministres des Affaires étrangères et de la Feuille. Lettre de l'évêque de Lydda à la cour de Porrentruy, 1er décembre 1779.

aux deux parties. La fulmination devait en être pareillement demandée au commissaire Chantemerle par les deux prélats [1].

Le bulle du 30 juin parvint à Paris à Me. Regnaud, expéditionnaire chargé de l'échange des actes entre les cours de Rome et de Versailles, qui en attesta l'authenticité [2].

La bulle confirmative de l'échange spirituel fut imprimée à Paris. Le tirage original s'éleva à 150 exemplaires. Par une faveur spéciale de Pie VI, la taxe d'obtention de la bulle fut réduite de 2000 à 1400 écus romains. Pourtant, cette taxe ne constituait pas le seul article des frais à la charge de l'évêque de Bâle, qui s'était engagé à acquitter ceux des deux parties. Le compte de la daterie [3] s'éleva en tout à 2674 écus, lesquels, réduits en argent de France — à raison de 5 livres 8 sols par écu — faisaient 14 439 livres 12 sols [4]. A cette somme, il fallait encore ajouter les frais des expéditionnaires de Paris pour les droits de vérification, de contrôle, de quint [5], etc. Malgré cela, l'évêque de Bâle pouvait être satisfait d'avoir bénéficié d'une réduction de plus de 3000 livres de France. En outre, une épargne bien plus considérable résulta de la teneur des lettres d'attache de ladite bulle [6].

Louis XVI, pour approuver l'exécution provisoire des travaux tendant à l'échange de paroisses et confirmer l'autorité de Chantemerle, joignit à la bulle papale des lettres d'attache, ou lettres patentes, qu'il signa le 17 août [7]. Afin d'aider à la conclusion de l'échange, Sa Majesté consentit à abréger les formalités ordinaires auprès du Parlement de Besançon et de la Cour souveraine d'Alsace à Colmar.

[1] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 263 ; juillet 1781. L'évêque de Bâle au comte de Vergennes.

[2] Arch. bern. Drucksachen/Synodalia, Bulla ; et Mandement cité du 24 décembre 1781.

[3] Chancellerie du Vatican où s'expédient divers actes de cette cour.

[4] 1 livre = 20 sols = fr. 1.20 environ de notre monnaie. Voir Quiquerez, *Institutions*, p. 82.

[5] Le droit de quint était équivalent au cinquième, quelquefois au dixième ou au vingtième du prix de vente du fief. Dans presque toute la France, ce droit était exigé par le suzerain, du nouveau vassal, à chaque changement dans la personne du vassal ou du suzerain.

Dans l'échange de paroisses, il ne s'agit pas de vente. Nous supposons que cela concerne une taxe perçue sur les deux ordinaires, l'archevêque et l'évêque, et que Frédéric de Wangen promettait de prendre à sa charge.

[6] Lettres d'attache : autrefois lettres par lesquelles le roi autorisait la mise à exécution dans le royaume des bulles du pape. Arch. bern. A 59/13, pièce du 27 septembre 1779.

[7] Lettres patentes : lettres scellées du grand sceau de l'Etat que le roi adressait ouvertes aux Parlements. Enregistrement et Parlement, voir ci-dessus p. 51, note 4.

Les agents de l'évêque de Bâle avaient réussi à déterminer le comte de Vergennes, ainsi que Vulpian, son conseiller et rédacteur des lettres patentes du 17 août 1780, à faire l'expédition de celles-ci en commandement. Le ministre de la Feuille était opposé « à ces sortes de jussion » en matière ecclésiastique. Pour vaincre cette résistance, l'évêque de Lydda invoqua pour raison l'intérêt que le roi prenait à l'exécution de l'échange qui « concourrait au bien de l'Etat ». L'évêque de Lydda eut gain de cause. Ce procédé allait épargner à Frédéric de Wangen une dépense de 16 à 18000 francs [1]. S'il avait dû solliciter l'enregistrement, il se serait vu dans la nécessité de verser des épices tant à Besançon qu'à Colmar [2]. Le Parlement de Besançon, pensait l'évêque de Lydda, n'aurait pas manqué alors de « les saler d'importance » [3].

« LETTRES PATENTES DU ROI Du 17 août 1780 [4].

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre :
A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT.

La bulle de notre St-Père le Pape Pie VI, du 30 juin dernier... Nous ayant été représentée... Nous croyons... devoir spécialement autoriser tant l'exécution provisoire desdits Traité et Acte ordonnée par la Bulle susdite, que le pouvoir donné au Commissaire y dénommé, non seulement de subdéléguer telle personne... qu'il avisera, pour les actes et fonctions de la Jurisdiction qui lui est déléguée... mais aussi de prononcer par son Décret en dernier ressort et sans appel... sur les oppositions qui pourroient survenir à l'exécution de ladite Bulle. Enfin prévoyants le cas où il seroit interjetté... appel comme d'abus... Nous proposons de prendre les moyens propres à conserver les droits et intérêts particuliers, et à procurer une justice entière... en écartant tout ce qui n'auroit pas de cause et de but légitime. A CES CAUSES et autres à Nous mouvant de l'avis de notre Conseil... Nous avons par ces présentes signées de notre main autorisé et confirmé... ladite Bulle ; voulons et Nous plaît qu'elle soit exécutée en sa forme et teneur, en tout ce qui n'est point contraire aux franchises et libertés de l'Eglise Gallicane, aux Loix et Usages de notre Royaume ; et en conséquence que les Traité et Acte qui y sont rapportés soient provisoirement... exécutés suivant leur forme et teneur... Voulons que lesdites oppositions n'arrêtent point le cours de l'instruction préparatoire audit

[1] On donnait également le nom de Franc à la livre tournois citée plus haut, sauf pour les nombres 1, 2, 3, 5 et quand il ne s'agissait pas d'une somme ronde.

[2] Les épices des juges étaient des profits éventuels et variables, des émoluments. Louis XIV fixa les cas où il permettait aux juges de s'en attribuer.

[3] Arch. bern. A 59/13. Lettre de l'évêque de Lydda à l'évêque de Bâle du 14 août 1780.

[4] *Ibid.* Drucksachen/Synodalia (Diocèse), Mandement de l'évêque de Bâle du 24 déc. 1781.

Décret ; et que s'il étoit interjetté des appels... Nous les avons dès-à-présent... joints à l'instance sur l'enregistrement de nos Lettres patentes confirmatives [1], s'il y a lieu, du Décret à rendre par le susdit Commissaire du Pape, pour être fait droit sur ces appels par un seul et même Arrêt... SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés et féaux les Gens tenant notre Conseil souverain d'Alsace à Colmar [2], que ces présentes ils aient à faire lire, publier et registrer, même en tems de vacation, et le contenu en icelles garder, observer et exécuter selon leur forme et teneur ; CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. En témoin de quoi Nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. DONNE à Versailles le 17e jour du mois d'Août l'an de grace 1780, et de notre règne le 7e.

signé Louis

(et plus bas) Par le Roy, le Prince de Montbarey avec paraphe.

L'idée d'attribuer au commissaire papal une autorité entière et des droits spéciaux de juridiction revient à Vulpian. Il voulut ainsi non seulement permettre à Chantemerle d'aller de l'avant, mais obliger la cour à se sentir engagée et à « tenir ferme » si l'opposition du Parlement de Besançon, que l'on pressentait, venait à se manifester [3]. Cette précaution n'était pas superflue.

Les lettres patentes ou d'attache furent donc expédiées en commandement, c'est-à-dire qu'elles contenaient l'exposé de l'intérêt qu'avait pris le roi à l'échange. En conséquence, le procureur général à Besançon — puisque ce Parlement comprenait dans son cercle le chef-lieu de l'archevêché — comme à Colmar, — parce que la partie du diocèse de Bâle à échanger était du ressort de cette Cour souveraine — reçut l'ordre de Sa Majesté d'en requérir l'enregistrement. Le Parlement de Besançon crut devoir ne pas approuver ce procédé. Il lui parut insolite que des particuliers qui avaient sollicité des lettres patentes pour leur propre intérêt ne fussent pas astreints également à en demander l'enregistrement. Ce Parlement voulut s'opposer aussi à la force que le roi avait donnée, dans les mêmes lettres patentes, à l'opération du commissaire apostolique.

[1] Le roi annonce de futures lettres patentes, celles-ci confirmatives du décret que rendra Chantemerle.

[2] Les mêmes lettres furent présentées à l'enregistrement du Parlement de Besançon.

L'exécution du traité du 17 novembre 1779 était subordonnée à l'approbation et à la confirmation des deux puissances intéressées. Le prince-évêque, partie contractante comme chef diocésain, était qualifié, en tant que souverain, pour permettre cette exécution. Le pape ayant confirmé le concordat, Louis XVI en permit également l'exécution par ses lettres patentes.

[3] Arch. bern. A 59/13, 1er déc. 1779. Lettre de Gobel citée.

Néanmoins, cette cour de justice les enregistra, le 28 août 1780, avec cette réserve qu'elle exigerait, lors des secondes lettres patentes — lettres annoncées par Louis XVI et qui devaient clore les opérations de Chantemerle — la requête des deux parties : l'évêque de Bâle et l'archevêque de Besançon. Voici :

« Enregistrées au Parlement de Besançon, le 28 août 1780, sans que la cour entende reconnaître la forme de la présentation desdites lettres en commandement, si ce n'est... à charge que les nouvelles lettres patentes qui seront expédiées sur le décret à rendre sur l'échange seront présentées par les unes ou les autres des parties à la grand chambre dudit Parlement »[1].

Cet acte suffisait et la réserve s'avérait nulle. En effet, l'enregistrement ne devenait nécessaire que pour les premières lettres présentées à Besançon. Celles-ci autorisaient le commissaire apostolique à donner des assignations dans le ressort du Parlement de Franche-Comté, notamment à l'archevêque et à son chapitre. Ces assignations étaient indispensables à l'opération en question. Pour les secondes lettres patentes, aucun des objets de l'échange ne se trouvant dans ce même ressort, il n'y avait pas nécessité d'en demander l'enregistrement. Ceci fut signalé, en septembre 1780 déjà, par l'évêque de Lydda. Il savait aussi que le roi ordonnerait l'enregistrement par commandement pour les secondes comme pour les premières lettres[2].

Le 14 septembre 1780, Loyson, secrétaire de la cour souveraine d'Alsace, annonça au comte de Vergennes que le conseil de Colmar avait enregistré, le 2 du même mois, « purement et simplement, les Lettres Patentes du Roy »[3].

Après l'obtention des lettres patentes du roi, le commissaire apostolique se transporta sur les lieux où le promoteur de l'évêque de Bâle lui présenta la requête de Son Altesse pour la fulmination des Bulles.

L'empereur, de son côté, devait donner son approbation à l'échange de paroisses, l'impératrice Marie-Thérèse ayant soumis à l'autorisa-

[1] Arch. bern. A 59/13, 6 oct. 1780–16 mai 1781. Dans « Procédure de fulmination ». Cet enregistrement fut retiré plus tard des pièces du dossier officiel par suite, pensons-nous, du refus d'enregistrer les secondes lettres patentes, incident dont nous parlons plus loin.

[2] *Ibid.*, A 59/13, 27 sept. 1780. Gobel à l'évêque de Bâle.

[3] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 208 ; 22 septembre 1780. M. de Vergennes à Loyson. Arch. bern. Drucksachen/Synodalia. Pièce du 24 déc. 1781 citée. Voir sous date du 2 sept. 1780.

tion de la cour de Vienne la publication des actes émanés de Rome [1]. Or, la ratification impériale se trouvait pour ainsi dire assurée du fait que l'Evêché de Bâle avait obtenu, au cours des négociations préliminaires, l'appui de la cour de Vienne auprès du roi de France. Joseph II [2] donna, en effet, le 24 octobre 1780, son adhésion au concordat passé entre Frédéric de Wangen et Mgr de Durfort.

« NOUS, Joseph II... etc.

Faisons savoir par les présentes à tous et un chacun :

Que le Révérend Notre Amé et Dévot Prince Frédéric-Louis, Evêque de Basle, nous ayant très-humblement donné à connoître sous la date du 12 juin de la présente année, qu'il auroit arrêté une convention avec le Révérend Notre Amé et Dévot Prince Raymond Archevêque de Besançon, et la Couronne de France, concernant la Jurisdiction Diocésaine... il en auroit été dressé un Traité ou Concordat approuvé et ratifié par notre St. Père le Pape et par la Couronne de France...

... Nous ayant égard à la très-humble supplication de l'Evêque de Basle, avons de Notre Science certaine approuvé, confirmé et ratifié ledit Concordat en tous ses points et Articles et dans tout son contenu... sans préjudice cependant à Nos Droits et Jurisdiction, à ceux du St. Empire et d'autrui.

Ordonnons en conséquence par les présentes à tous et chacun Electeurs, Princes Ecclésiastiques et Séculiers, Prélats, Comtes, Barons, Seigneurs, Chevaliers, Vassaux, Maréchaux, et Capitaines de Pays, Grands-Baillifs, Capitaines, Vidames, Baillifs, Préposés, Administrateurs, Officiers, Employés, Juges, Prévôts, Maître-Bourgeois, Conseillers, Bourgeois et Communes, et généralement à tous les fideles sujets de Nous et de l'Empire de quelle dignité, condition ou état qu'ils puissent être, et voulons, qu'ils n'empêchent et ne troublent aucune des parties contractantes nommées ci-dessus en l'exécution de notre présente Confirmation et Ratification Impériale du Concordat passé entre elles...

En témoin de quoi Nous avons fait expédier les présentes et à icelles fait apposer Notre Sceau Impérial.

Donné à Vienne le 24 octobre 1780 [3]. »

La chancellerie d'empire exigea plus de 3000 florins pour cette ratification. L'évêque de Bâle s'éleva contre cette taxe qu'il jugea trop élevée [4], d'autant plus que cette sanction n'était pas absolument

[1] Cette décision fut confirmée par l'empereur Joseph II en 1781.

[2] Joseph II, fils de Marie-Thérèse d'Autriche, empereur d'Allemagne de 1765 à 1790.

[3] Arch. bern. Drucksachen-Synodalia, pièce citée du 24 déc. 1781.

[4] Correspondance de l'abbé de Raze, lettre du 22 septembre 1780 ; Arch. bern. A 59/13, lettre de l'évêque de Bâle du 9 novembre 1780. 1 florin = frs. 8 environ de notre monnaie. Valeur actuelle.

nécessaire dans une affaire de cette nature. La confirmation du roi seule liait irrévocablement les archevêques de Besançon. L'évêque de Lydda intervint fermement auprès de l'ambassade impériale à Paris.

En l'absence du comte de Mercy, il fit comprendre à M. de Barré, secrétaire [1] :

*a*) que l'échange avait été traité par la cour de France comme une transaction intéressant l'empire et le royaume, parce qu'il était de l'intérêt de l'empire que des sujets allemands — en Ajoie — fussent soumis à l'autorité spirituelle d'un évêque d'empire (évêque de Bâle) et que, d'autre part, il était également de l'intérêt de la France que des sujets français — en Haute-Alsace — fussent sous l'autorité d'un évêque du royaume (archevêque de Besançon) ;

*b*) que, d'après ce principe, le ministère du roi avait considéré comme « sa propre affaire » la réquisition du consentement de l'archevêque et de son chapitre, tout en laissant, à l'un et à l'autre, le soin de traiter avec l'évêque de Bâle pour les objets d'indemnité ;

*c*) que ce fut encore l'ambassadeur du roi en cour de Rome qui reçut l'ordre de solliciter les bulles confirmatives de l'échange et de présenter à cet effet une lettre du roi au pape ;

*d*) que la cour de France se chargea aussi des lettres d'attache — portant permission d'exécuter la bulle du pape — et de leur enregistrement au Parlement de Besançon ainsi qu'au Conseil supérieur d'Alsace. L'expédition et l'enregistrement de ces lettres n'occasionnèrent aucun débours à Frédéric de Wangen.

L'évêque de Lydda, enfin, se montra surpris de ce que l'empire voulût ramener l'échange au rang d'une affaire particulière pour obliger l'évêque de Bâle à payer la taxe des lettres impériales, dernière sanction donnée au concordat.

M. de Barré assura l'abbé Gobel que l'ambassadeur et la cour de Vienne seraient mis au courant de ses considérations. Mais il fit remarquer que les droits de la chancellerie impériale concernaient plutôt l'électeur de Mayence, archi-chancelier de l'empire, que le chef de l'empire lui-même.

Frédéric de Wangen obtint néanmoins une diminution partielle de la taxe impériale qui fut ramenée à 2500 florins [2].

L'acte signé par Joseph II clôtura la liste des adhésions des parties et des puissances intéressées à l'échange de paroisses. Grâce à une

[1] Arch. bern. A 59/13. Lettre de l'évêque de Lydda à l'évêque de Bâle du 27 septembre 1780 ; les informations au sujet de ces frais étaient parvenues avant, la signature de l'empereur.

[2] VAUTREY, II, p. 409.

volonté indéfectible, l'évêque de Bâle avait triomphé de toutes les difficultés en rangeant à ses côtés ceux qui, bon gré mal gré, adoptèrent son idée : les ministres des Affaires étrangères, de la Feuille et de la Guerre, l'abbé de Fraigne et l'archevêque de Besançon, le nonce en France, le nonce à Lucerne, le pape, les rois Louis XV et Louis XVI, l'empereur, enfin les chapitres de Bâle et de Besançon. La victoire, après plus de deux siècles de lutte, était assurée.

Gobel rentra à Porrentruy en novembre 1780.

Après l'enregistrement, à Besançon et à Colmar, des lettres patentes du roi du 17 août 1780, le commissaire apostolique était à même d'exercer les fonctions pour lesquelles on l'avait désigné.

Tout d'abord les signataires de l'échange nommeraient des fondés de procuration qui comparaîtraient devant Chantemerle. Au cours de son enquête, le commissaire papal entendrait, en outre, des témoins non intéressés à la conclusion du concordat, savoir des gentilshommes et des ecclésiastiques domiciliés dans les lieux avoisinants. Pour le diocèse de Bâle, le procureur de Frédéric de Wangen avait la faculté de désigner ces témoins. Quant au décret définitif, Chantemerle le rendrait et le daterait d'un lieu situé en France. Finalement, après l'enregistrement du décret et des dernières lettres patentes du roi, chacun des ordinaires, Mgr de Durfort et Frédéric de Wangen, publierait la décision du commissaire apostolique au moyen d'un mandement adressé au clergé et aux fidèles du territoire nouvellement acquis. Ce mandement tiendrait lieu de prise de possession [1].

Le 6 octobre 1780, Frédéric de Wangen transmit ses pouvoirs au prêtre Joseph Didner [2] et le chargea de requérir Chantemerle d'accepter, au nom de son diocèse, la commission du pape et du St-Siège pour l'échange de paroisses, de procéder à la fulmination et à l'exécution de la bulle du 30 juin après avoir entendu les parties intéressées [3].

Didner adressa sa supplique à l'official de Valence, la joignant à la procuration signée par Frédéric de Wangen [4].

[1] Arch. bern. A 59/13. Lettre de l'évêque de Lydda à la cour de Porrentruy du 10 septembre 1780.

[2] Joseph Didner, docteur en théologie, chanoine de l'église collégiale de St-Ursanne et promoteur de l'Evêché de Bâle. Le promoteur, dans les officialités, était chargé de requérir l'application des lois. Il était en même temps juge d'instruction. L'évêque le nommait et le révoquait à son gré.

[3] Arch. bern. A 59/13. Procédure de fulmination de la Bulle, 1780 oct. 6-1781 mai 16.

[4] Requête non datée tirée de Procédure de fulmination... citée.

Chantemerle accepta la commission du St-Siège et ordonna, le 30 octobre 1780, qu'avant de statuer sur les conclusions et la requête de l'évêque de Bâle toute l'affaire des paroisses fût communiquée au promoteur Favet [1], de l'officialité de Valence, que Chantemerle choisit et nomma « pour remplir les fonctions accoutumées dans les opérations » de la commission confiée par Sa Sainteté.

Le rôle du promoteur consista à mettre les parties en demeure de se conformer à la procédure prévue, et celui de Chantemerle à signer tout d'abord les ordonnances nécessaires.

Le 2 novembre 1780, Favet rendit le réquisitoire contenant les points suivants :

1. Avant de procéder à l'exécution des traité et acte de 1779, on s'informera, tant à Porrentruy que dans le territoire d'Alsace, des commodités ou incommodités qui pourraient résulter de l'échange dont il s'agit.
2. A la demande de l'évêque de Bâle, toutes les parties, connues ou inconnues intéressées au démembrement des portions de diocèses, seront assignées pour donner leur consentement ou leur avis.
3. Il sera dressé, par le commissaire papal, un procès-verbal sommaire de la situation des paroisses à échanger.

Le lendemain 9 novembre, ce réquisitoire fut changé en une ordonnance de Chantemerle contenant les mêmes points. Parcourant le pays d'Ajoie et une partie de la Haute-Alsace, le commissaire papal Chantemerle et son greffier Mesangere [2] dressèrent, du 14 novembre au 1er décembre 1780, un procès-verbal des enquêtes qu'ils firent eux-mêmes dans les 20 paroisses de la principauté, et dans les 29 autres offertes en compensation.

Ce procès-verbal, résumé dans les tableaux qui suivent, nous donne la situation des paroisse échangées.

[1] Pierre-Nicolas Favet, chanoine « aux honneurs » à la cathédrale et promoteur de l'évêché et diocèse de Valence.

[2] Me. Jean-François-Antoine Mesangere, avocat conseiller du roi, notaire à Valence, greffier commis pour la procédure d'échange.

| | Paroisses | Population [1] | Etendue [2] | Curés [3] | Revenus [4] | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | *Le 14 novembre 1780.* | | | | | |
| 1. | Porrentruy . . . . . | 3000 | 3 l. | 1 (+ 7 c.) | 2500 l. | = 1/4 |
| 2. | Cœuve, suc. de Por. . . . | 300 | — | 1 v. | | |
| 3. | Courchavon . . . . . | 200 | 1,5 l. | 1 | 600 l. | |
| 4. | Courtemaîche . . . . . | 300 | 2,5 l. | 1 | 600 l. | = 1/8 |
| 5. | Buix . . . . . | 300 | 2,5 l. | 1 | 800 l. | = 1/8 |
| 6. | Boncourt . . . . . | 450 | 3 l. | 1 | 1500 l. | = 1/2 |
| | *Le 15 novembre 1780.* | | | | | |
| 7. | Montigney . . . . . | 150 | 1 l. | 1 [5] | | |
| 8. | Damphreux . . . . . | 550 | 2 l. | 1 | 1500 l. | |
| 9. | Beurnevésin, suc. . . . . | | | | | |
| 10. | Bonfol . . . . . / Vendlincourt, suc. . . . | 900 | — | 1 | 700 l. | pas déc. |
| 11. | Alle . . . . . | 800 | 1,5 l. | 1 | 1500 l. | = 1/4 |
| 12. | Cornol . . . . . | 500 | 2 l. | 1 | 600 l. | |
| 13. | Courgenay . . . . . | 800 | 2 l. | 1 | 1200 l. | = 1/4 |
| | *Le 16 novembre 1780.* | | | | | |
| 14. | Fontenais . . . . . | 400 | 1 l. | 1 | 700 l. | = 1/8 |
| 15. | Bressaucourt . . . . . | 200 | 1 l. | 1 | 400 l. | |
| 16. | Courtedoux . . . . . | 200 | 1 l. | 1 | 500 l. | = 1/8 |
| 17. | Chevenez . . . . . | 500 | 1,5 l. | 1 | 800 l. | pas déc. |
| 18. | Bure . . . . . | 500 | 1,5 l. | 1 | 800 l. | » |
| | *Le 17 novembre 1780.* | | | | | |
| 19. | Grandfontaine . . . . / Fahy, succursale . . . . | 600 | 2,5 l. | 1 | 1200 l. | = 1/8 |
| 20. | Damvant . . . . . | 400 | 1,5 l. | 1 | 1000 l. | = 1/4 |

Les paroisses désignées ci-dessus dépendaient presque toutes du patronage de l'archevêque de Besançon ou de son chapitre et toutes

[1] « Paroissiens et enfants, environ ».

[2] Etendue : donnée en « lieues de circonférence ».

[3] Curés, chanoines ou vicaires.

[4] Revenu : est indiqué en livres de France. Voir note 4 p. 251. La fraction en regard donne la valeur de ce revenu par rapport à la totalité des dîmes perçues dans l'étendue de la paroisse et réparties entre les différents ayants droit. Quelquefois le prêtre n'était pas décimateur, c'est-à-dire qu'il n'avait pas le droit de prélever la dîme paroissiale.

[5] Ce curé, amovible, était un chanoine des Prémontrés de Bellelay installés à Grandgourt (Grandgourt se trouve sur la route Porrentruy-Delle, après Courtemaîche, ancien couvent ; l'église en fut démolie au milieu du XIX[e] siècle pour élargir la route). V. *Dict. hist.*

se trouvaient dans les états du prince-évêque. Elles faisaient partie du doyenné d'Ajoie. L'idiome dont on se servait pour les instructions était le français. Pourtant, dans la paroisse de Porrentruy, on parlait le français et l'allemand et les deux langues étaient enseignées tant au Collège qu'au couvent des Ursulines [1].

| | Paroisses | Population | Etendue | Curés | Revenus | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | *Le 17 novembre 1780* (suite). | | | | | |
| 1. | Réchésy . . . . . | 600 | + 2 l. | 1 | 1000 l. | = 1/4 |
| | *Le 18 novembre 1780.* | | | | | |
| 2. | Grosne . . . . . | 7–800 | 4 l. | 1 | 1000 l. | |
| 3. | Suerce . . . . . | 7–800 | 3 l. | 1 | 1000 l. | = 1/4 |
| 4. | Brebotte . . . . . | 450 | 1,5 l. | 1 | 500 l. | |
| 5. | Froidefontaine. . . . . | 400 | 1,5 l. | 1 | 400 l. | |
| 6. | Novillard . . . . . | 400 | 1 l. | 1 | 450 l. | |
| | *Le 23 novembre 1780.* | | | | | |
| 7. | Montreux-Château . . . . | 350 | 1 l. | 1 | 400 l. | |
| 8. | Montreux-le-Jeune. . . . | 900 (1 chapelain) | 3 l. | 2 [2] | 600 l. | |
| 9. | Montreux-le-Vieux . . . . | 300 | 1 l. | 1 | 600 l. | |
| 10. | Petit-Croix . . . . . | 200 | 1 l. | 1 | 400 l. | |
| 11. | Lutran . . . . . | 450 | 2 l. | 1 | 500 l. | |
| | *Le 28 novembre 1780.* | | | | | |
| 12. | Chavannes-sur-l'Etang . . | 300 | 1 l. | 1 | 500 l. | |
| 13. | Fontaine . . . . . | 500 | 2 l. | 1 | 600 l. | |
| 14. | Reppe . . . . . | 350 | 1 l. | 1 | 500 l. | |
| 15. | St-Côme. . . . . | 300 | 1,5 l. | 1 | 500 l. | |
| 16. | Vauthiermont . . . . . | 350 | 1 l. | 1 | 500 l. | |
| | *Le 29 novembre 1780.* | | | | | |
| 17. | Angeot . . . . . | 500 | 2 l. | 1 | 600 l. | |
| 18. | La Rivière . . . . . | 300 | 1,5 l. | 2 [3] | 250 l. | |
| 19. | Estaimbes. . . . . | 300 | 2 l. | 1 | 550 l. | |
| 20. | Brette. . . . . | 250 | 1,5 l. | 1 | 900 l. | = 3/4 |
| 21. | La Chapelle . . . . . | 300 | 1 l. | 1 | 500 l. | |

[1] Arch. bern. A 59/13. Procès-verbal du 14 nov.–1er déc. 1780, dans Procédure de fulmination citée.

[2] Un recteur ou curé primitif et un curé desservant.

[3] Dont un vicaire amovible pour le village de la Granges.

| | Paroisses | Population | Etendue | Curés | Revenus | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | *Le 30 novembre 1780.* | | | | | |
| 22. | Felon. . . . . | 300 | 1 l. | 1 | 500 l. | |
| 23. | St-Germain . . . . . | 300 | 2 l. | 1 | 500 l. | |
| 24. | Rougemont . . . . . | 450 | 2 l. | 1 | 500 l. | |
| 25. | Estueffond. . . . . | 500 | 2 l. | 1 | 1100 l. | |
| 26. | Anjoutey, suc.. . . . . | 300 | 1,5 l. | 1 [1] | | |
| | *Le 1er décembre 1780.* | | | | | |
| 27. | Pfaffans. . . . . | 2200 (6 villages) | 6 l. | 3 [2] | | |
| 28. | Pérouge. . . . . | 400 | 2,5 l. | 1 | | |
| 29. | Chèvremont . . . . . | 600 | 4 l. | 2 [3] | 1800 l. | |

Dans ces 29 paroisses ou succursales de la Haute-Alsace on parlait le français ; toutes les instructions s'y faisaient en cette langue.

Les parties connues, intéressées à l'échange, furent invitées à se présenter à Porrentruy pour la portion du diocèse de Besançon située dans la principauté, et à Delle pour les territoires relevant du diocèse de Bâle cédés au siège et à l'Eglise de Besançon [4].

Pierre-Joseph Voisard, prêtre et notaire apostolique, demeurant à Porrentruy « en Allemagne », fit comparaître par une assignation les témoins en cette ville, le 20 novembre 1780, devant le commissaire papal, « en l'hôtel de Messire Melchior-Joseph Tardy, prêtre, docteur en droit canon et prévôt de l'église collégiale de St-Ursanne ».

On nota les dépositions des personnes suivantes :

1. Messire François de Sales Ris, prêtre, originaire de la ville de Strasbourg « en Bavière », professeur en droit canon et demeurant à Porrentruy (66 ans) [5].
2. Mre. Jean-Baptiste-Ignace, baron de Gléresse, chevalier de Malte, officier au Régiment des Gardes Suisses de Sa Majesté Très Chrétienne, officier demeurant à Paris (25 ans).

[1] Desservie « excurrendo » par un vicaire ; les habitants désiraient faire ériger leur succursale au rang de paroisse.

[2] Il s'agissait ici d'un curé, d'un vicaire, d'un chapelain. La portion congrue était le revenu nécessaire à la vie et à l'entretien de celui qui remplissait une charge ecclésiastique, la pension annuelle que payait le bénéficiaire au prêtre qui desservait son bénéfice. Le curé de Pfaffans n'avait pour revenu que la portion congrue.

[3] Parmi ces deux ecclésiastiques figuraient un curé et un chapelain.

[4] Arch. bern. Procédure de fulmination... citée.

[5] Le titre de Messire se donnait à tout noble. Les prêtres, les avocats, les médecins, en usaient également pour eux-mêmes.

3. Mre. Jean-Joseph Gouvie, prêtre, originaire de Fuesse en Alsace, demeurant à Porrentruy (46 ans).
4. Mre. Jean-Antoine Küntzlin, prêtre de la confraternité de St-Michel, demeurant à Porrentruy (66 ans).
5. Noble Jacques-Joseph Acheppelin, chevalier de l'Ordre royal et militaire de St-Louis (52 ans) [1].
6. Sr. François-Joseph Guélat, « Bourg-maître » de la ville de Porrentruy (50 ans) [2].
7. Sr. François-André Theubet, « Bourg-maître » de la ville de Porrentruy (66 ans).
8. Sr. Conrad-Joseph Keller, lieutenant-magistrat de l'hôtel-de-ville, demeurant à Porrentruy (61 ans).

Les huit témoins ci-dessus reconnurent et déposèrent individuellement soit que l'échange de paroisses offrait ce qu'il y avait de plus avantageux et de plus utile à la religion, soit qu'il allait maintenir l'harmonie entre le sacerdoce et l'empire, que l'autorité temporelle du prince ne subsisterait jamais mieux qu'en soutenant celle de l'Eglise, enfin que le traité passé entre Porrentruy et Besançon contribuerait à la tranquillité et à l'avantage des deux diocèses.

Le 22 novembre 1780, les témoins connaissant les parties alsaciennes à échanger se réunirent à l'hôtel de ville de Delle. Xavier Bomot, huissier royal pour la résidence de Delle, membre du Conseil souverain d'Alsace, convoqua les personnes suivantes :

[1] Cet ordre militaire fut institué par Louis XIV en 1693 et modifié en 1719 et 1779 (ordonnance du 21 août). Le roi en était le grand-maître ; le dauphin, les fils et petits-fils de France, les princes de la maison royale et du sang, l'amiral et les maréchaux de France portaient le titre de chevaliers nés de cet ordre. Le nombre des grands-croix fut fixé à 40 (4000 livres de pension à chacun), celui des commandeurs à 80 (3000 livres de pension aux 60 ainés), puis venaient les chevaliers dont le nombre pouvait varier. Ils jouissaient d'une pension de 200 à 800 livres.

Les rois de France nommaient les chevaliers de St-Louis pour récompenser les officiers de leurs armées de terre et de mer. Ceux-ci devaient professer la religion catholique, avoir rendu des services distingués, ou avoir passé soit vingt ans à l'armée en temps de paix, soit 15 ans en temps de guerre. Tous les grands-croix, commandeurs et chevaliers de cet ordre prêtaient un nouveau serment de fidélité à Sa Majesté et celui de vivre et de mourir dans la religion catholique romaine (May, M. « Histoire militaire de la Suisse et celle des Suisses dans les différents services de l'Europe ». (Henbach, Lausanne 1788). t. VI, p. 326-328).

[2] La ville de Porrentruy, d'après sa lettre de franchise de 1283, avait une existence propre, une juridiction politique et civile à part. Le conseil de ville se composait de 15 membres et de 3 bourguemestres (fonctions à vie) ayant chacun un lieutenant. Le conseil se divisait en trois groupes ne siégeant chacun qu'un an. Le prince était représenté au conseil par son prévôt, membre du conseil aulique, et son maître d'hôtel, ou châtelain (Quiquerez, *Institutions*, p. 284-286).

1. « Mre. Ferdinand-François-Aman-Fidèle, comte de Montjoye de Vaufrey et de la Roche, demeurant audit Vaufrey en Alsace » (42 ans).
2. « Mre. Philippe-Henri-Joseph-Xavier, baron de Ferrette, Seigneur d'Auxelle et autres lieux, demeurant à Florimont, en Alsace » (40 ans).
3. « M. Melchior Joseph Toriclet, bailly du bailliage et département de Delle, y demeurant » (63 ans).
4. « M. François-Antoine-Xavier Reiset, bailly de Florimont et Grandvillard et autres lieux, résidant à Delle » (48 ans).
5. « Mre. Jean-Pierre Errard, prêtre du diocèse de Besançon, chapelain familier de l'église de Delle, y demeurant » (68 ans) [1].
6. « Mre. Jean-André Estienne, prêtre du diocèse de Besançon, chapelain familier de l'église de Delle, y demeurant » (53 ans).

Tous les témoins cités, comme ceux de Porrentruy, affirmèrent que l'échange de paroisses ne pouvait avoir que d'heureux effets, que cette négociation avait été conduite « avec toute la sagesse et la maturité possibles » et qu'il faudrait « solliciter fortement » ces démembrements si Sa Sainteté n'avait déjà donné la bulle qui en permettait l'exécution [2].

A la requête de Frédéric de Wangen, le chapitre cathédral de Bâle reçut lui aussi une assignation. Il délégua en son nom le sieur Léopold Berger — conseiller ecclésiastique du prince-évêque de Bâle et chanoine de la collégiale de St-Ursanne, demeurant à Porrentruy — à une nouvelle audience qui eut lieu le 25 novembre dans cette dernière ville. En qualité de « procureur spécial » du chapitre, Berger comparut devant le commissaire papal et déclara que le corps des chanoines d'Arlesheim consentait « purement et simplement » au traité d'échange.

Le 27, une réunion semblable se tint à Delle, dans la maison curiale. Didner, au nom de l'évêque de Bâle, avait demandé que l'archevêque de Besançon et son chapitre fussent entendus. Le premier, représenté par Mre. Antoine Moichat, curé de la ville de Delle, et le second par Jean-Pierre Errard, chapelain familier de l'église du même lieu, répondirent aux assignations qu'ils avaient reçues. Ils consentirent l'un et l'autre, en tant que procureurs fondés, à l'exécution du concordat, sous réserve des clauses et des charges figurant dans le corps du traité du 17 novembre et dans l'acte du 7 décembre 1779 [3].

Pour compléter les informations, les parties inconnues, intéressées à l'échange de paroisses, devaient être convoquées — d'après l'ordonnance du commissaire papal Chantemerle du 3 novembre 1780 — par procla-

[1] Chapelain familier : attaché au service de l'Eglise de Delle.
[2] Arch. bern. A 59/13, « Procédure de fulmination... » citée.
[3] *Ibid.*, même pièce.

mation et affichage des actes officiels. Ceci se fit le 22 novembre de la même année à Porrentruy, devant la résidence du prince-évêque, par Pierre Joseph Voisard, prêtre et notaire apostolique, assisté de deux témoins. « A haute et intelligible voix et cri public », il fit lecture de la bulle du 30 juin, de la requête du procureur de l'évêque de Bâle au commissaire papal, des conclusions — du 2 novembre — du promoteur choisi à Valence, de l'ordonnance de Chantemerle du jour suivant, enfin de la procuration de Frédéric de Wangen, déléguant ses pouvoirs au sieur Didner, prêtre. Après cette publication, Voisard donna assignation à toutes les parties inconnues, mais intéressées au concordat, à comparaître devant le commissaire Chantemerle pour consentir à l'exécution du traité « ou dire ce qu'elles aviseraient ». Une copie de toutes les pièces citées fut placardée à la porte principale de la résidence du prince-évêque, ceci afin que personne « n'en prétende cause d'ignorance ». Une cérémonie pareille se déroula le même jour, 22 novembre, à Besançon devant l'église cathédrale à la sortie de l'office divin ; à Arlesheim, devant l'église cathédrale de Bâle ; le lendemain 23, à Altkirch, devant la porte principale de l'officialité ; le 24, à Porrentruy, devant l'église paroissiale ; le 25, à Valence également, devant l'officialité, et le 28 à Pfaffans [1], devant le porche de l'église paroissiale.

Le 1er décembre 1780, le commissaire papal termina son enquête sur les lieux. Pour continuer la négociation à Valence, Frédéric de Wangen donna, à la même date, une procuration nouvelle à un chanoine du Dauphiné, Mathieu-Apollinaire Bergeron [2]. Cette délégation de pouvoirs ne dérogeait en rien à celle qui avait été faite auparavant en faveur du sieur Didner. La seconde ne devait que permettre de poursuivre la procédure et autoriser le chanoine Bergeron à accomplir les formalités nécessaires, pour parvenir au décret de fulmination de la bulle papale.

Le 8 février 1781, Bergeron comparut dans le prétoire de l'officialité de Valence, par-devant le commissaire Chantemerle et son greffier Mesangere. En sa qualité de procureur spécial de l'évêque de Bâle, il demanda la poursuite de la fulmination de la bulle du 30 juin, puisque

[1] Cette dernière paroisse fut choisie, nous semble-t-il, comme étant la principale de celles qui devaient être cédées, comme ce fut le cas de Porrentruy. En effet, la paroisse de Pfaffans comprenait 6 villages, avec 2200 paroissiens.

[2] Chanoine théologal de l'église cathédrale de Valence, en Dauphiné. Chanoine théologal : institué dans un chapitre cathédral pour y enseigner la théologie.

les parties inconnues intéressées à l'échange n'avaient pas comparu durant le délai de deux mois qui leur avait été assigné par publication et affichage [1]. Le commissaire octroya « défaut requis ». Puis Bergeron demanda de statuer définitivement sur les conclusions de la première requête présentée par Didner : c'est-à-dire d'approuver et de ratifier le traité du 17 novembre ainsi que l'acte du 7 décembre 1779, de démembrer à perpétuité 29 paroisses du diocèse de Bâle en échange des 20 paroisses d'Ajoie cédées par Besançon [2].

Avant d'arriver à la conclusion requise, Chantemerle ordonna, le 12 février 1781, que cette demande de Bergeron fût, à son tour, soumise au promoteur.

Favet signa son rapport final en date du 19 février 1781. Ayant considéré que l'instruction faite démontrait la légitimité de la demande de Frédéric de Wangen, il se rallia à l'échange des juridictions spirituelles. Pour lui, la prestation d'une croix pectorale à laquelle l'évêque s'obligeait — distinction dont ne jouissait aucun archevêque de France — était une des plus belles prérogatives que pouvait acquérir le métropolitain, surtout parce que cette croix serait accordée par un évêque réunissant en sa personne l'autorité ecclésiastique et l'autorité temporelle. Il parut aussi à Favet que si le bon ordre demandait que des paroisses situées dans le royaume fussent sous la juridiction d'un archevêque français, il n'était pas moins désirable que l'évêque de Bâle eût ses propres sujets sous sa juridiction immédiate. La religion ne pouvait qu'y gagner et l'attachement naturel des paroissiens, soit pour un « archevêque national », soit pour un évêque leur prince, ne ferait que grandir.

Favet conclut en demandant au commissaire papal la confirmation et la fulmination de la bulle du 30 juin et en engageant Chantemerle à faire usage des pouvoirs que lui avait donnés le St-Siège [3].

Le décret du commissaire fut rendu le 1er mars 1781. Chantemerle admit toutes les vues du promoteur Favet et confirma le traité d'échange, en considérant « que l'autorité temporelle ne subsiste jamais mieux qu'en étayant celle de l'Eglise qui ne cesse d'inspirer le respect qu'on doit avoir pour l'autorité temporelle ».

Il ratifia le concordat en ces termes :

[1] Arch. bern. A 59/13. Lettre à l'abbé de Raze de la cour de Porrentruy (16 nov. 1780) et « Procédure de fulmination... » citée.

[2] Arch. bern. A 59/13, « Procédure de fulmination... » citée.

[3] Arch. bern. A 59/13, « Procédure de fulmination... » citée.

« Le tout considéré et le Saint nom de Dieu invoqué, Nous avons... fulminé et publié la Bulle de Notre Saint Père le Pape Pie VI... Nous avons de nouveau approuvé et confirmé, approuvons et confirmons le Traité... Nous avons démembré et séparé, démembrons et séparons à perpétuité la Jurisdiction Episcopale et Diocésaine avec tous les droits honorifiques en dépendans » dans 29 paroisses ou succursales du diocèse de Bâle qui seront échangées contre 20 paroisses ou succursales situées en Ajoie, dans le diocèse de Besançon [1].

Tous les autres actes n'étant que préparatoires, ce décret prononçait définitivement l'échange.

*(A suivre.)*

[1] Arch. Bern. A 59/13. Copie authentique de l'acte de fulmination, copie du 16 mai 1781, munie du sceau de l'officialité de Valence.

# Das Kloster St. Johann im Thurtal
## 1520-1555

### Ursachen und Verlauf seines Verfalls

von Johann KECKEIS

*(Fortsetzung)*

### 2. Kapitel

#### St. Gallen strebt nach beiden Gewalten

Murer weiß zu berichten, daß nach Jakob Zürcher Jakob Steiger von Lichtensteig erwählt worden sei, zwei Jahre regiert, aber nichts Denkwürdiges ausgeführt habe [1]. Er korrigierte hierin nur Metzler (dem auch Gallia christiana folgte), der Johann Steiger von Bütschwil hier einreihte [2]. Diese offenbare Verwechslung verbesserte er dahin, daß er den damals wirklich im Kloster lebenden Jakob Steiger in die Reihe der Äbte aufnahm. Schon Epp von Rudenz führte aber mit einleuchtenden Gründen den Beweis, daß zwischen Zürcher und Zoller kein anderer Prälat regiert habe [3].

In der Tat ist das Wahldekret für Johann Zoller von Götzis schon vom 20. April datiert, und Jakob Steiger ist unter den Wählern. Skrutatoren waren wiederum die Leutpriester von Salez und Gams samt dem anwesenden Clericus Albrecht von Memmingen, dem Notar des geistlichen Chorgerichtes von Konstanz [4]. Der Erwählte war ein « religiosus frater professus, devotus in spiritualibus et temporalibus plurimus circumspectus et legitimo thoro procreatus ». Drei Mönche, Prior Hieron. Schiri, Christoph Amberg und Jakob Steiger hatten ihn gewählt und gelangten nun an den Bischof um Bestätigung [5].

[1] *Murer*, XXIII.
[2] Sta. B 291 ; Gallia christiana V c. 1074.
[3] Sta. B 297, S. 454 f. « Mezlerus hallucinantur et Gallia christiana ».
[4] Brief vom 12. Mai 1543, Sta. F 1550, S. 214 f.
[5] Sta. B 297, S. 456 ff.

Wenn wir dieses Dekret mit den vorhergehenden vergleichen, so vermissen wir in der Schilderung des Electus zwei wichtige Punkte: «In sacerdotio et legitima aetate constitutus». Wirklich ließ man mit raffinierter Verhehlungstechnik weder über die Wahlkapitulationen noch über genauere kanonische Vorschriften betreffend den zu Wählenden ein Wörtchen verlauten.

Diethelm hatte dem Prior zu Wil geraten, von einer Wahl abzustehen. Aber in demselben Brief, in welchem er dies den Schwyzern mitteilte, beklagte er sich auch schon über die in den letzten Tagen geschehene Wahl, die im Beisein eines Notars auf einen gefallen, «derselb ain l(i)eblose person an ainam schenkel und erst by 18 jar onbegriffen alt ist, der kain wiehin noch uff im hat»[1]; es waren also die beiden kanonischen Bestimmungen nicht mit Unrecht weggelassen worden. Über solche Nachricht empfanden die Schwyzer «mer ein schüchen», denn einen Gefallen, denn sie hatten doch geglaubt, daß die jungen, unbesonnenen Konventherren dem väterlichen Rat Diethelms sich fügen würden. Jetzt schlugen sie vor, einerseits einen tauglichen Verwalter über die zeitlichen Güter des Gotteshauses zu setzen, etwa Schultheiß Koler, der die Verhältnisse des Gotteshauses etwas kannte, da er ja seinem verstorbenen Sohn vielfach geholfen hatte, anderseits beim Bischof auf die Absetzung des Neuerwählten zu dringen[2].

Obwohl Diethelm über diese Wahl nicht wenig aufgebracht war, fand er es doch als weltlicher Schirmherr nicht geziemend, in geistlichen Dingen direkt gegen den Ordinarius aufzutreten[3]. Er machte sich aber hinter den Statthalter des Bischofs, Johann Melchior von Bubenhofen, dem er die ganze Lage von St. Johann unterbreitete; seinen Ausführungen schloß er die Bitte an, beim Bischof ein Wort einzulegen, damit das Gotteshaus wieder in christlichen Stand komme[4]. Melchior gelangte seinerseits an Dr. Christoph Metzler, den spätern Bischof. «Da ist schwer zu raten», meinte dieser, «denn das Gotteshaus liegt an einem Ort, wo man eurem Rat schwerlich nachkommen wird». Er wußte keinen andern Weg, als den die Schwyzer einschlagen wollten: entweder sollte ein geschickter Mönch von St. Gallen oder Engelberg die Verwaltung übernehmen, oder, wenn der Gewählte nicht abdanken wolle, ihm ein Koadiutor beigegeben werden, ohne den er nichts unter-

[1] Brief vom 26. April 1543, Sta. B 293, S. 62 ff.
[2] Brief vom 30. April 1543, l. c., S. 58 f.
[3] Brief vom 12. Mai 1543, Sta. F 1550, S. 213 f.
[4] Unter demselben Datum, l. c., S. 214 f.

nehmen dürfe [1]. Die Schwyzer stimmten zwar dem Abt von St. Gallen darin bei, daß er als weltlicher Schirmherr dem Bischof nichts einzureden, aber seine Meinung doch zu äußern habe; sie hielten die Wahl für unkanonisch, da nicht der ganze Konvent versammelt gewesen sei; Christoph Stapfer hatte nämlich seine Stimme nicht abgegeben, nicht etwa, weil er ausgetreten war, sondern aus besonderm Gunsterweis seines Obern 10 Jahre vom Kloster Lizenz erhalten hatte [2].

So suchte man auf alle mögliche Art, die Wahl als nichtig zu erweisen. Aber ebenso suchten die St. Johanner allen Bestrebungen Diethelms und der beiden Schirmorte zuvorzukommen. So hatten sie « einen frommen, ehrlichen und verständigen Mann », der vorher schon im Gotteshaus Amtmann war, zum Schaffner ernannt; dieser, es ist wohl Jakob Koler gemeint, schlug die Würde aus. An den Abt von St. Gallen gelangte die Bitte, von dem Gedanken abzulassen, einen andern herzuschicken, da bei den Untertanen Widerwillen entstünde. Sie erinnerten ihn daran, daß seine Rechte als Schirmherr nicht weiter gingen, als irgendwelche Gewalt von ihnen abzuwenden [3].

Vollends geriet Abt Diethelm außer sich, als er vernahm, daß Konstanz den Erwählten gegen eine schöne Summe [4] bestätigt habe. Nun war er entschlossen, die Finger davon zu lassen und die Sache Gott anheimzustellen, da doch jeder gute Rat als Rechtsüberschreitung angesehen wurde [5]. Nur einen Monat hatte es gedauert, bis die Konventualen hinter dem Rücken ihrer Schirmherren um 11 fl. die Bestätigung ihres letzten Abtes erreicht hatten [6].

Werfen wir jetzt einen Blick auf den religiösen und wirtschaftlichen Stand des Klosters. Es mag schon stimmen, wenn Zoller später den größten Teil der Mißwirtschaft seiner Jugend und Unerfahrenheit zuschrieb. Jugendlicher Leichtsinn mußte also den Untergang des Klosters vollenden.

« Der Gottesdienst werde unfleißig und mit keiner rechten Ordnung und Andacht versehen », beklagte sich Diethelm schon kurz nach Zollers Erwählung [7]. Der Prädikant, hieß es, werde im Kapitel geduldet und in allen Dingen zu Rate gezogen [8]. Diethelm erinnerte den Electus

[1] Brief vom 21. Mai 1543, G. Kr. W II 19, Nr. 100.
[2] Brief vom 19. Mai 1543, Sta. F 1550, S. 215 f.
[3] Brief vom 25. Juni 1543, Sta. A 105 fol. 42v/43r.
[4] Brief vom 5. Juli 1543, Sta. B 293, S. 55 ff.
[5] Brief vom 3. Juli 1543, Sta. F 1550, S. 217 ff.
[6] Freiburg i. Br., Erzbisch. Arch. Cod. 115 fol. 9r.
[7] Vgl. vorige Seite Amn. 1. [8] Vgl. Anm. 5.

an die Pflicht, Renten und Gülten in einem Zinsurbar zusammenzustellen ; schon Abt Jakob war dazu verpflichtet worden, nun sollte er es übernehmen [1].

Unmittelbar nach der Wahl zeigten die Mönche dem Abt von St. Gallen mit der größten Unverfrorenheit, ja mit freudigem Jubel an, daß sie nun « gott sige lob » einen andern Herrn hätten und Willens seien, die « Hushab anderwertz » zu versehen. Zur Schuldentilgung gedachten sie, die beiden Höfe Tegerschen und Rindal zu versetzen, die sie, als im Toggenburg gelegen, zuerst dem Herrn der Landschaft anboten [2]. Da aber Diethelm auf dieses Angebot nicht reagierte, machte sich Abt Johann durch seinen Ammann den toggenburgischen Landvogt zum Fürsprech, mit demselben Mißerfolg. Da richtete er ein eigenes Schreiben an den St. Galler Abt, in dessen ganzem Inhalt sich diese Bitte fast ironisch ausnimmt : « Wir danken sehr für die väterliche Fürsorge, aber über uns einen Vogt zu setzen wegen der nicht von uns verschuldeten schlechten Lage wäre ungerecht. Nur zwei Wege können jetzt die Situation retten, entweder selbst das Vermögen anzugreifen, oder dasselbe nach Landrecht schätzen und also fahren zu lassen, was das Schlimmere wäre. Trotzdem wir E. f. um Beistand angerufen haben, wurden die Gläubiger in keiner Weise zufrieden gestellt. So sind wir gezwungen, etwas zu versetzen, und bieten E. f. deshalb den Hof zu Rindal (Tegerschen behielt er noch) an, da es uns recht wäre, wenn er in E. f. Hände käme » ; vor einem knappen Monat noch hatte er durch den Landvogt schreiben lassen : « Wir mögen ihn E. f. eher gönnen als sonst jemandem » [3]. Aber Diethelm ging nicht darauf ein.

Ein Jahr später erst gelang Zoller der Verkauf an seinen Amtmann, der damit wahrscheinlich ein Werk der Barmherzigkeit zu tun glaubte ; am 30. Juni 1544 erwarb sich Alt-Schultheiß Joachim Zürcher von Lichtensteig um 590 gl. die « grichte, zwing und penn » zu Rindal samt den beiden dortigen Höfen und dazu noch den Kirchhof zu Flawil [4].

Diethelm merkte den spitzen Ton obiger Antwort. Trotz seines guten Rates hatten die Konventualen seit der letzten Rechnung Güter im Werte von über 700 gl. veräußert. Um jetzt des Klosters Haus-

[1] Brief vom 4. Mai 1543, Sta. A 105 fol. 26.

[2] Brief vom 27. April 1543, l. c., fol. 25v/26r.

[3] Brief vom 25. Juni 1543, l. c. fol. 42v/43r. und Brief vom 31. Mai 1543, Sta. F 1550, S. 203.

[4] *Gmür*, II, S. 234 ff. 1556 verkaufte es dieser wieder an St. Gallen (S. 220).

haltung in erfahrene Hände zu geben, gedachte er ihm einen Vogt zu setzen, der unnötige Ausgaben abstellen, dem Konvent und den Schirmherren Rechnung geben sollte [1]. Das hatte sich aber der Konvent schon im voraus verbeten. Nun wußte Diethelm nicht mehr zu helfen: wo kein Wille, da kein Weg.

Die Schwyzer aber konnten sich nicht mit dem Gedanken abfinden, das Gotteshaus zerfallen zu lassen. Eingedenk, daß es Gott wohlgefällig sei, seinen Dienst zu fördern und seine Häuser zu erhalten, baten sie Diethelm auf das dringlichste, seine Hand nicht zurückzuziehen, sondern einen erneuten Befehl zu erlassen, die Schulden und Gülten « still zu setzen » bis zu einer weitern Beratung mit ihnen und den Glarnern. Nach St. Johann schickten sie einen Mahnbrief, bis auf weiteres nichts mehr zu versetzen. Der toggenburgische Landvogt sollte ihnen nähere Auskunft über den Schaffner im Gotteshaus geben [2]. Dem bischöflichen Statthalter drückten sie ihr Mißfallen darüber aus, daß er für ein also verschuldetes Kloster nicht besser sorge und den Electus bestätigt habe; nach ihrer Ansicht sei die Wahl wider die kirchlichen Gesetze geschehen. Sie rieten ihm, mit dem Abt von St. Gallen sich auf einen Geistlichen zu einigen, der St. Johanns ganze Verwaltung übernehmen sollte bis zur Ankunft des Bischofs, mit dem sie dann weiter Rats zu pflegen gedächten [3]. Erst drei Wochen später äußerte sich von Bubenhofen in einem Schreiben an Diethelm, daß er sich in den nächsten Tagen nach Arbon begeben müsse und nichts dagegen hätte, dort auch über das Gotteshäuslein und seine Äufnung zu verhandeln [4]. Der toggenburgische Landvogt berief drei Tage darauf den Landrat, und sogleich konnte er Diethelm, den Schwyzern und den Glarnern melden, daß man gesonnen sei, ihrem Willen gemäß zu handeln [5].

Noch einmal floß den Schwyzern die Galle über wegen der Geschehnisse, als auch die Glarner ihr Mißfallen ausdrückten; vereint baten sie Diethelm, doch ja die Hand nicht zurückzuziehen. Auf ihren Wunsch hin kam endlich auf den 26. Juli ein Tag nach St. Johann zustande [6]. Diethelm erkor zu seinem Vertreter den toggenburgischen

[1] Brief vom 3. Juli 1543, Sta. F 1550, S. 217 f.
[2] Brief vom 5. Juli 1543, Sta. B 293, S. 55 ff.
[3] Brief vom 5. Juli 1543, Sta. Tom. 724, S. 610 ff.
[4] Brief vom 25. Juli 1543, Sta. B 293, S. 78.
[5] Brief vom 9. Juli 1543, l. c., S. 72.
[6] Brief vom 12. Juli 1543, l. c., S. 74 f.

Landvogt, weshalb er ihn zuvor nach St. Gallen zitierte, um mit ihm das Nötige zu besprechen [1].

Am Abend des Jakobitages 1543 trafen sich die Gesandten in der Herberge zu St. Johann, um am folgenden Tage die Beratungen zu beginnen. Der Abschied, der wiederum ein deutliches Bild der Zustände im Gotteshaus entwirft, zeigt zugleich, wieviel alle früheren Vorschriften genützt hatten. Christoph Metzler hatte mit Recht gesagt, das Gotteshaus wäre zu entlegen, als daß man dort fremde Vorschriften beobachtete, die den Eingesessenen nicht paßten.

1. Gemäß dem früheren Abkommen mit dem Abt von St. Gallen, hat Johann mit Hilfe des Priors Hieron. Schiri danach zu trachten, daß durch ihn selbst, wie auch durch den Konvent der Gottesdienst und die Zeremonien « mit singen, lesen, beten und anderm » gemäß Stiftungen und altem Brauch besorgt werden. Die jungen Konventualen sollen ihre Leichtfertigkeit und ihre lasterhaften Neigungen mäßigen, sowohl im Umgang mit leichtfertigen Weibern, als auch im Essen und Trinken, dem sie bisher in und außer dem Gotteshaus unmäßig ergeben waren. Widersetzung soll durch Abt und Prior, wenn nötig mit Hilfe des Schaffners, mit Kerker oder sonst gemäß der Regel bestraft werden [2].

2. Der Abt hat unverzüglich dafür zu sorgen, daß Tore, Türen und Läden des Gotteshauses geschlossen werden, wie es sich für ein Kloster geziemt, damit nicht wie bisher Fremde und Heimische Tag und Nacht aus- und einlaufen und allerlei Leichtfertigkeit verüben.

3. Jos Ammann soll Schaffner sein, mit Wissen des Abtes das ganze Einkommen aufzeichnen und auch ausgeben, was zum Haushalt unbedingt notwendig ist ; dem Abt von St. Gallen hat er auf dessen Wunsch Rechnung zu geben.

4. Um überflüssige Kosten für fremde und heimische Dienstboten zu vermeiden, soll der Abt mit dem Schaffner danach trachten, den Stand der Pferde und des Viehs, besonders der Saumrosse zu mindern und einige Güter als Lehen zu vergeben.

[1] Zwei Briefe vom 15. Juli 1543, Sta. F 1550, S. 221.

[2] Für schwere Verfehlungen ordnete der hl. Benedikt Ausschluß von Tisch und Chor an (Kap. 25), und erst wenn einer trotz dieser Strafe sich nicht besserte, gestattete er körperliche Züchtigung (Kap. 28 ; Regula).

5. Damit der Schuldenberg, schon unter dem alten Herrn angehäuft, mit der Zeit abgetragen werde, ergeht an Abt Diethelm die dringende Bitte, eine Summe Geldes zu leihen. Auch andere Personen würde man darum angehen. Den Gläubigern zu Feldkirch möge Geduld zugesprochen werden, bis ein solches Darlehen zustande gekommen sei.

6. Wenn dieses Geld aufgebracht wird, mag es dem Landvogt übergeben werden, der es dann unter Heranziehung des Abtes und des Schaffners zur Tilgung der Schulden zu verwenden hat.

7. Bis man sieht, wie die Sache sich gestalte, sollen Konvent, Landvogt und Schaffner je einen Schlüssel zum Konventsiegel haben [1].

8. Dem Recht der beratenden drei Herrschaften, besonders dem des Bischofs von Konstanz, als den rechten Ordinarius, soll dieser Vertrag in keiner Weise nachteilig sein [2].

Dieser Abschied gefiel Abt Diethelm. Nur — und das war gerade die Conditio sine qua non — Geld sei er keines zu geben imstande, schrieb er Jos. Amberg, dem Landammann zu Schwyz, indem er auf die schlechte Lage seines Gotteshauses aufmerksam machte. Man muß in der Tat sagen, daß St. Gallen damals sich erst langsam erholte ; die Verluste, die es in der Reformation erlitten hatte durch Bildersturm, durch Klosterverkauf an die Stadt und durch Abgabenverweigerung in der Landschaft ließen sich noch empfindlich fühlen. Diethelm war der Ansicht, daß es sicher auch unter den Schwyzern oder anderswo finanzkräftige Männer gebe, an die man sich wenden könnte, um den Abschied zu verwirklichen. An die Feldkircher riet er einen gemeinsamen Brief zu schreiben, um den Erfolg sicherer zu machen [3].

Auf diese Antwort hin wandten die Schwyzer nochmals ihre ganze Beredsamkeit auf, denn ein Darlehen schien wirklich der einzig mögliche Weg zur Besserung. Sie ermahnten den Abt von St. Gallen bei Schirmherrschaft und Ordensgemeinschaft, in dieser Notlage habe Barmherzigkeit vor Recht zu ergehen. Sie waren keineswegs der Ansicht,

[1] Über die Siegel von Abt und Konvent zu St. Johann siehe *Nüscheler Arn.*, Die Gotteshäuser der Schweiz II, 1. Abt., Zürich 1867, S. 201, und dazu die beiden Abbildungen bei *Hardegger*, S. 10, 17.

[2] E. A. IV 1d, S. 282 f. ; *Epp* (S. 461 f.) weiß wohl, daß zu St. Johann an diesem Tag eine Beratung stattfand, weiß aber nicht, was beraten wurde.

[3] Undatierter Brief, Sta. A 105 fol. 51v/52r.

daß er die Summe ohne die nötige Sicherung, zum eventuellen Schaden seines Gotteshauses bewilligen solle, sondern nur auf einen «stoß» hin; dafür bestimmten sie ihn dann zum Mitberater in der Aufgabe, die dem Landvogt zugefallen war [1]. Im Namen Christi richteten sie an die Feldkircher, unter denen die ungeduldigsten Gläubiger waren, ein freundliches Bittschreiben, in ihren Forderungen gütlich «still zu stehen» und gnädig Geduld zu haben. Ihre Hoffnung war, jeden zufriedenzustellen, der nur noch kurze Zeit guten Willen erzeigen wollte [2].

Diethelm aber blieb bei seinem Wort. Ablösungen hatten auch in seine Einnahmen Lücken gerissen und die baufälligen Klostergebäude verlangten eine Renovation. Zudem folgten sich damals zwei unfruchtbare Jahre, sodaß noch größere Schulden seiner ohnehin armen Untertanen zu erwarten waren [3]. Um diese Zeit mag die vorgeschützte Armut vielleicht noch berechtigt gewesen sein; wir werden aber sehen, daß dies immer Diethelms Schlagwort war, wenn an sein Vermögen getastet wurde, bis er plötzlich genügend Geld hatte, mit kostspieligen Praktiken alles auf einmal an sich zu bringen und die ganze Schuldmasse zu tilgen.

Wiederholtes eindringliches Bitten der Schwyzer und Glarner brachte den Abt von St. Gallen schließlich zur Einsicht, daß irgend etwas geschehen müsse; so gestattete er dem Schaffner des Gotteshauses, bei Wolfg. Schmid in Feldkirch gegen Zins auf etliche Jahre 600 gl. zu borgen, mahnte indes, den bestimmten Termin einzuhalten [4]. Abt Johann hatte aber dem fruchtlosen Hin und Her seiner Schirmherren schon zwei Wochen zuvor ein Ende gemacht, indem er ohne andern Mitwisser als seinen Konvent durch seinen Amtmann Wolfg. Altmannshauser bei Sophie von Kastelberg, der Witwe des Alt-Stadtammanns von Feldkirch, auf fünf Jahre eine gleiche Summe hatte aufnehmen lassen und dagegen sämtliche Güter und Weinberge des Gotteshauses in Kalchern und anderswo in der Grafschaft Feldkirch zum Pfand gesetzt hatte [5].

Zu St. Johann schienen noch immer Zwistigkeiten zu sein wegen der Abgaben der Gotteshausleute, sodaß es notwendig war,

[1] Brief vom 2. Aug. 1543, Sta. B 293, S. 80 f.
[2] Unter demselben Datum, Sta. F 1550, S. 223.
[3] Brief vom 11. Aug. 1543, l. c., S. 225.
[4] Brief vom 5. Sept. 1543, Sta. B 293, S. 91 f.
[5] Sta. B 297, S. 462 f.

einen klaren « Entscheid und Ußzug » zu fertigen über die « Stücke und Artikel », die ausgelöst und nicht ausgelöst waren. Als Vertreter der Gotteshausleute führten die Verhandlungen der Prädikant Konrad Emisegger, Hans Bruder, Ammann zum Wasser, und Kaspar Mülistein, Alt-Ammann zu St. Johann.

1. Der große Zehnte an Korn, Weizen, Haber und Gerste muß wie von alters her entrichtet werden ; dagegen muß der Abt auch gemäß altem Herkommen an den hl. Tagen den Kindern das Brot geben [1] und am Hohen Donnerstag die Bohnen und Pfennige [2]. (Noch unter Zollers Regierung wurde aber — das war eine Seltenheit der damaligen Zeit — auch der große Zehnte gelöst, indem man den Abt von seinen Gründonnerstagsverpflichtungen befreite und ihm dazu noch 7 gl. gab [3].)

2. Zur Bestimmung des Todfalls soll der Abt den einen und die Freunde des Verstorbenen den andern Mann bestimmen aus dem Gerichte, dem der Fall angehört. Davon soll sich dann der Abt mit dem dritten Pfennig [4] begnügen und das andere den Verwandten überlassen.

3. Jeder hat das Fastnachthuhn zu geben ; wer kein Huhn hat, muß dafür zwei Kreuzer geben ; über den, der keines von beiden hat, soll man Gnade walten lassen. Schwangerschaft und Wochenbett dispensieren die betreffende Familie von dieser Abgabe.

4. Die gestifteten Jahrzeiten, « sy standen im Jarzitbuoch oder syend uff die Güter gsetzt », soll man ausrichten, ansonst man gerichtlich belangt werden kann.

5. Der Abt und die Landleute sollen beide ein Landrechtbuch haben, doch soll kein Teil ohne des andern Willen darin etwas hinzufügen oder ausmerzen.

[1] Das sog. Kellerbrot wurde gegeben « angefangen am Ostertag und die zwei Tage darnach, an Misericordia und den Montag darauf, Auffahrt, Pfingsten und die zwei folgenden Tage, am Dreifaltigkeitstag, Fronleichnam, Johannes dem Täufer, Heiligkreuztag im Mai und Gründonnerstag, im ganzen an 16 Tagen » « jedem ein Kellerbrot gen, denen die nit zum Sakrament gangen sind » (Kantonsarch. Schwyz E. A. VIII, Nr. 608 Beilage III).

[2] Jedem Kind, das am Gründonnerstag kam und sich die Füße waschen ließ, gab man « ein pfennigwertigs stück brot, einen pfennig und eine schüssel mit bohnen » (l. c.).

[3] L. c.

[4] Von jedem Pfund des Kaufwerts 3 sch./pf. (*Holenstein*, S. 29).

6. Der Abt kann «über die Vischetzen gebott und verbott thon und verbannen»; bei der Bestrafung Zuwiderhandelnder haben ihm die Gotteshausleute zu helfen [1].

Mittlerweile kam die von Schwyz und Glarus gewünschte und von Melchior von Bubenhofen versprochene Zusammenkunft zwischen diesem und Abt Diethelm in Rorschach zustande. Des Bischofs Statthalter zeigte einen neuen Weg auf, wie dem Gotteshaus wieder aufgeholfen werden könnte, der schon deshalb beiden gefallen mußte, da es ohne Gelddarlehen abging. Er gedachte, den Abt und seine Konventherren auf zwei, drei oder mehr Jahre in andere Klöster ihres Ordens zu versetzen, und inzwischen durch einen geschickten Haushalter den Stand des Klosters ausgleichen zu lassen. Die Mönche samt ihrem Abte sollten in dieser Zeit «in der Religion, Studierung und geistlichem Wesen» verbessert werden, damit sie in Zukunft den Gottesdienst in ziemlicher Weise zu versehen imstande wären. Dafür wollte der Ordinarius selbst sorgen, wie es ihm auch zustand [2].

Die Schwyzer waren nicht geneigt, auf diesen Vorschlag sofort einzugehen, sondern wünschten, da zugleich andere toggenburgische Angelegenheiten zur Behandlung drängten, auf den 18. Oktober einen Tag nach Lichtensteig, den sie auch Glarus anzeigten [3]. Dort erschienen der konstanzische Advokat Mathis Uli und der Vogt von Bischofszell, welche darüber ihren Bericht abgaben. Die vor einem Monat zu Rorschach getroffene Verabredung bildete den Modus procedendi. Der toggenburgische Landvogt äußerte sich im Namen der Mönche, daß sie «desselbigen uffs höchst beschwerdt getragen» hätten. Es schiene ihnen unvereinbar mit ihren Privilegien, nach der Elektion, deren Gültigkeit noch immer beanstandet werde, in andere Klöster geschickt zu werden. Darüber zu entscheiden, verlangten sie erst einen Monat Bedenkzeit. Da aber des Gotteshauses Verderben offensichtlich war, mußte dringend etwas geschehen; man beschloß, dem Fürstabt von St. Gallen und dem Landammann bis Mitfasten die Schlüssel zu dessen Siegel zu übergeben. Betreffend die Zufriedenstellung der Gläubiger kam man zu keinem Resultat [4]. Von einem Verwalter hören wir noch immer nichts. Das Regiment blieb in den Händen «der unerfahrenen

[1] 19. Sept. 1543, Sta. XVIII, S. 123 f.
[2] Brief vom 24. Sept. 1543, Sta. F 1550, S. 231 f.
[3] Sta. W II 11, fol. 26.
[4] Brief vom 23. Okt. 1543, G. Kr. W II 19, Nr. 123.

Jünglinge ». Gegenseitig schrieb man sich zu, daß die Sache eile und keinen Aufschub mehr dulde, ohne sich bewußt zu sein, daß jeder Ort selbst am Aufschub schuldig war. Die Hauptschuld an der Ergebnislosigkeit lag aber im Mangel an vollem gegenseitigem Vertrauen.

Am 9. Oktober schon war eine weitere Geldaufnahme nicht mehr zu vermeiden gewesen. So hatte sich Abt Johann im Einverständnis mit Diethelm und dem toggenburgischen Landvogt beim zürcherischen Bürgermeister Joh. Rud. Lavater 1000 gl. geliehen zu einem jährlichen Zins von 50 Gut gl., daß bei solcher Großtuerei der Zürcher Ratsherr ein Pfand in der Hand hatte, nämlich den ganzen Besitz zu Illnau und in der Grafschaft Kyburg [1].

Fridolin Tolder von Näfels tilgte Ende des folgenden Jahres des Klosters Schuld an Christoph Sonnenberg vom Jahre 1536, jedoch nur so, daß St. Johann hinfort ihm statt dem Luzerner verpflichtet war [2].

Noch im selben Monat hatten die Schwyzer eine ganz neue Idee, wie dem Kloster aufzuhelfen wäre ; sie ermunterten nämlich den Abt von St. Gallen, an den Bischof mit der Bitte zu gelangen, ihm auch die geistliche Gewalt über das Kloster zu geben, damit er in jeder Beziehung unternehmen könne, was Umstände und Vernunft verlangten [3]. Klugerweise aber wollte Diethelm das Ansuchen nicht selber stellen, und so taten es die Schwyzer für ihn. Schon Ende 1545 konnten diese den Glarnern die Antwort des Bischofs zuschicken [4].

Ein solches Ansinnen verfehlte seine Wirkung nicht. Vielleicht war das auch der nächste Zweck der Schwyzer, durch Weckung der beiderseitigen Eifersucht einen endgültigen Entscheid herbeizuführen. Gerne ließ sich jetzt Bischof Johann herbei, nächstens von Meersburg herüberzukommen, um mit dem Abt von St. Gallen die Wiederaufrichtung des Gotteshauses in die Hand zu nehmen.

Wirklich schien man jetzt allen Ernstes an eine Reform zu denken. Anfangs Februar dieses Jahres kam das schon so lange befohlene Urbar der Einkünfte des Gotteshauses zustande, welches summarisch nach den einzelnen Gegenden folgende Angaben enthielt :

Aus dem Zürchergebiet : 105 m. Kernen, 21 ml. Haber, 4 m. Roggen, 11 vt. an « Schmalzet » und 4 pfd./pf. 3 sch./h. an Geld (gegen 121 m. 1 vt. Kernen, 28 ml. 1 m. Haber, 18 m. Roggen und 3 m. 3 vt.

[1] Sta. B 297, S. 463 f.
[2] 18. Dez. 1544, l. c., S. 476.
[3] Brief vom 6. Dez. 1544, l. c., S. 474.
[4] Brief vom 31. Jan. 1545, La. Glarus Cl. 15, Kiste 2.

« Schmalzet », 6 vt. Gerste, 19 pfd. an Geld, 1 pfd. Pfeffer und 100 Albellen im Jahre 1535).

Aus dem Thurgau : 41 m. 1 vt. Kernen, 6 ml. Haber und 4 gl. 9 sch., abgesehen vom Zehnt zu Wengi (gegen 54 m. 3 vt. Kernen, 5 ml. 3 m. 2 vt. Haber und 5 gl. 6 sch. an Geld im Jahre 1535).

Aus der St. Johannergegend : 22 gl. 12 Batzen 12 pf. (gegen 80 pfd. 1 sch. im Jahre 1535).

Von Peterzell, das Pfrundeinkommen abgerechnet : 47 gl. 6 sch. 10 pf. (gegen 68 gl. 2 sch. 5 pf. im Jahre 1535).

Von Mogelsberg : 34 m. 1 vt. Kernen und 10 gl. 3 sch. pf. (gegen 32 m. Kernen und 41 gl. 12 sch. 6 pf. im Jahre 1535).

Von Tegerschen : 8 ml. Weizen und Haber und 27 gl. 1 sch. 7 pf. (gegen 28 gl. 12 sch. im Jahre 1535).

Aus der Herrschaft Feldkirch und der östlichen Nachbarschaft : 19 pfd. 5 sch./pf. (gegen 28 pfd. 5 sch. 6 pf. und 4 vt. Schmalz im Jahre 1535).

Von Kalchern : An Weizen und Korn 28 m. 1 vt. und 1 vl., an Geld 18 gl. 2 Batzen 12 pf., 10 Hühner, 5 « Tagwen », 7 Fuder Mist und 45 Eier ; der Weinwachs brachte jährlich ca. 3 pfd. ein. Zu Vaduz trug der Weinwachs jährlich ca. 50 gl. ein, dazu kamen noch 6 m. Kernen, 4 ml. Haber und 4 gl. [1].

Wie mit allen diesen Einkünften verfahren wurde, werden noch verschiedene Zeugnisse verraten. Sehr vielsagend ist vor allem das Schuldenverzeichnis, das der Schaffner Jos Ammann im September dieses selben Jahres fertigte. Dort finden sich, abgesehen von den großen Kapitalbriefen von 300 bis über 1000 gl., Posten, die allein schon alle Geldeinkünfte zusammen übersteigen. Unter anderm stehen dort alle verfallenen Zinsen verzeichnet, die Löhne für Prädikant und Dienstleute des Klosters und von Gotteshausleuten geliehene Summen [2].

[1] 4. Februar, Sta. B 297, S. 478 ff. ; 17. Dez. 1535. Sta. B 35 Cl. 4 Cist. 2 ; der Unvollständigkeit halber konnte der Vergleich nicht mehr weitergeführt werden. Mutt (Mütt) : altes Hohlmaß für Getreide und Hülsenfrüchte, der vierte Teil eines Malters, haltend 4 Viertel zu 4 Vierling (Idiotikon IV c. 574). Der Münzvertrag von 1387 hatte den Florin zu 20 pf., der 1425 zu 30 pf. gewertet, aber schon 1449 in Luzern 40 pf. galt ; im Vertrag von 1487 wurde dieser Ansatz verbindlich gemacht und der fl. rh. (als bloße ideale Rechnungsmünze, denn im Kurrentverkehr galt er schon laut Konkordat von 1490 45 Luzernerpf.) zu zwei Pf. hlr. = 40 pf. gerechnet. Zürich fing seit 1500 an, 16 btz. auf den fl. zu prägen, während Bern, Solothurn und Freiburg ihn zu 15 btz. rechneten ; Luzern dagegen prägte geringere Qualität (Idiotikon II c. 227 f.).

[2] Brief vom 5. Sept. 1545, Sta. B 297, S. 487 ff.

Auf den 26. August 1545 trafen sich zu Lichtensteig Melchior von Bubenhofen, Abt Diethelm in eigener Person und die Gesandten von Schwyz und Glarus, eine Ordnung aufzustellen zur Äufnung des Gotteshauses ; religiöse Erneuerung war nächstes Ziel.

1. Der Gottesdienst soll nach der Regel des hl. Benedikt treu versehen werden. Die Matutin muß gemeinsam psalliert werden ; wer nicht erscheint, verfällt jedesmal einer Buße von einem « Behemsch » [1], Krankheit natürlich ausgenommen.
2. Ebenso sind die übrigen 7 Tagzeiten gemäß der Regel zu halten, und zwar die Prim morgens um 7 Uhr.
3. Nach der Prim sollen das Kapitel gehalten, Martyrologium und Nekrologium verlesen werden, nebst einem Punkt aus der Regel.
4. Ebenso soll die Terz gebetet, und nach derselben um die neunte Stunde ein gesungenes Amt gehalten werden, außer an Vigilien und Festtagen, an welchen das Amt um 10 Uhr stattfinden soll.
5. Die Messen sollen gelesen werden, wie es früher des Gotteshauses Brauch und Übung war.
6. Gemäß den Stiftungen im Jahrzeitbuch sollen auch die Jahrzeiten und Vigilien begangen werden.
7. Die Sext soll zu ihrer Zeit gehalten werden.
8. Die Non um die 11. Stunde wie von alters her.
9. Nachmittags um die dritte Stunde soll die Vesper gebetet werden mit anschließender Komplet ; darauf muß das Salve gesungen werden.
10. Wenn der Konvent wächst, müssen die Horen gesungen werden.
11. Wer eine oder mehrere Horen versäumt, dem soll an dem betreffenden Tage ein Kreuzer abgezogen werden ; Widersetzung soll durch den Prior mit Kerker oder Abbruch an Nahrung bestraft werden [2].

Neun weitere Punkte regelten das übrige Leben im Kloster. Keiner sollte ohne Vorwissen des Priors aus dem Kloster gehen. Leichtfertige

[1] Vgl. hiezu die Kapitelsatzungen vom April 1543 ; ein « Behemsch » ist ein Münzname, substantiviert : böhmischer Batzen (Idiotikon IV c. 1093).

[2] Vgl. zu diesen Punkten die Kap. 8-21 in der Regel.

Personen ins Kloster einzulassen oder sich ihrer anzunehmen, wurde erneut verboten; mit fremden Personen, auch mit Knechten und Mägden, hatte sich niemand außer dem Prior zu befassen. Zu des Gotteshauses Siegel und Briefen sollte der Landvogt an Stelle der Schirmherren und des Bischofs und der Prior einen Schlüssel haben, um weitere Veräußerungen zu verhindern. Jedem Priester sollte jährlich ein Fuder Wein gebühren, und für Essen, Trinken und Bekleiden galt das alte Herkommen. Über die Aufnahme von Kandidaten behielt man sich genauere Bestimmungen vor, wie sich die Obrigkeiten auch vorbehielten, diese Satzungen je nach Bedürfnis zu mindern oder zu mehren [1].

Dem widersetzten sich Abt Johann und einige Konventualen, worauf sie direkt auf die nahe Yberg ins Gefängnis geführt wurden [2]. Diese Opposition läßt sich vielleicht zum Teil aus der beherrschenden Stellung erklären, welche diese Satzungen dem Prior zuteilten. Aber Schiri hielt man anscheinend immer für den Zuverlässigsten, war er doch der einzige Priester des Konvents und wohl auch dessen ältestes Mitglied. Er sollte vorerst die ganze Verwaltung innehaben.

Im Anschluß an diese Übereinkunft fertigte man noch ein Inventar über die ganze Habe des Gotteshauses. Die Zahl der Heiltümer wurde verglichen mit der des Inventars von 1534. Es zeigte sich, daß nicht mehr alles vollständig war, — man hatte z. B. einen Kelch in Lichtensteig zu Geld gemacht. Unverkennbar war auch eine gewisse Prunkliebe des eingesteckten Abtes, wenn er z. B. 11 beschlagene Löffel hatte anfertigen lassen und in seinem Zimmer ein Kredenzgeschirr und ein «Schaustückchen» aufbewahrte [3].

Abt Diethelm schickte darauf dieses Verzeichnis wie auch den Abschied nach der Yberg, an den Bischof, nach Schwyz und Glarus. Es kam ihm nämlich darauf an, Zoller, der mit großen Kosten in seinem Gefängnis lag, wieder los zu werden. Er begann jetzt auf konkrete Geldhilfe zu dringen, da die Gläubiger schon gedroht hatten, St. Johanns Gut anzugreifen, «wobei in der Eile um einen bescheidenen Preis verkauft würde, was von hohem Werte sei». Die beiden Orte

[1] E. A. IV 1d, S. 525 f.

[2] Sta. B 297, S. 492 spricht nur von seiner einstimmigen Absetzung; *v. Arx*, III, S. 80; *Wegelin*, II, S. 163; die Konventualen scheinen indes bald wieder freigelassen worden zu sein, denn ein Brief vom 30. September spricht nur noch vom eingekerkerten Abt (Sta. W II 11, fol. 157r).

[3] 27. Aug. 1545, Sta. B 297, S. 496 u. 498.

hatten ihn ersucht, die Verwaltung zu übernehmen und einen Religiosen hinzusenden. Er aber schüttelte die geistliche Sorge wiederum auf den Bischof ab und bat ihn inständig um Erhaltung dieses alten Klosters. Schleunige Antwort war ihm erwünscht, damit er seinerseits den Bittstellern ebenfalls antworten könnte [1]. Gleich den beiden Orten wünschte auch Bischof Johann, einen St. Galler Mönch hinzusenden, worauf aber Diethelm an die Kosten erinnerte, die damit verbunden wären. Außerdem ließ sich keiner finden, der sich dieser Mühe unterziehen wollte, da in St. Johann überhaupt nicht mehr hauszuhalten war, ohne daß man 1000 bis 1700 gl. mitbrachte. Eine solche Summe zu leihen, war ihm aber unmöglich, mußte aber doch geliehen werden, ansonst zu befürchten war — man beachte die Ironie — daß nicht genug unverpfändete Güter vorhanden wären. Diethelm richtete also dieselbe Bitte an den Bischof und begehrte zugleich Auskunft, was mit dem Gefangenen auf Yberg zu geschehen habe [2].

Unterdessen war der toggenburgische Landvogt Ulrich Seiler durch Rudolf Seiler, seinen Vetter, in geheime Verbindung mit der bischöflichen Kurie getreten, in gewissem Sinne gegen den Abt von St. Gallen. Er schickte diesen mit einer Instruktion zu Melchior von Bubenhofen, bat aber, dem Abt von St. Gallen gegenüber in keiner Weise verlauten zu lassen, daß die Werbung von ihm komme [3]. Es handelte sich nämlich um den neuen Schaffner: «Abt Diethelm hat nur geschrieben, daß dem Bischof die Jurisdiktion über St. Johann zugehöre und ihn gebeten, einen Geistlichen dorthin zu senden, um ihn dahin zu bringen, daß er ihm seine ganze Obrigkeit über St. Johann gebe. Wenn jetzt der Bischof dem Abt von St. Gallen Heinrich Seiler, meinen Bruder, vorschlüge, würde ich mit dem Träger dieses Briefes dafür sorgen, daß er dieses Amt übernähme, unter der Bedingung jedoch, daß sein Sohn dafür die Pfründe zu Bernhardzell erhalte». Ulrich erbot sich auch, wenn sein Bruder die Verwaltung erhalte, ihm Anleitung zu geben, daß man weder 1000 noch 1700 gl. leihen müsse, sondern daß die Schulden anders getilgt würden. Dazu bliebe der Ordinarius bei seiner Gerechtigkeit, «und wir alle könnten guter Hoffnung sein, daß mein Bruder das Gotteshaus wieder in ein 'erbar gaistlich wesen und in zittlichem gut wider uffbringen' werde, und

[1] Brief vom 30. Sept. 1545, Sta. W II 11, fol. 157 f.
[2] Brief vom 5. Okt. 1545, Sta. Tom. 724, S. 618 ff.
[3] Brief vom 7. Okt. 1545, G. Kr. W II 20, Nr. 43.

damit vor Gott und der Welt in Ehren dastünde »[1]. Ein schöner Beitrag zum Charakterbild des toggenburgischen Landvogtes!

Dem Abt von St. Gallen fiel der eingesperrte Zoller auf Yberg immer mehr zur Last, und doch war er nicht gesinnt, ihn so ohne weiteres freizulassen. Schon vor einiger Zeit hatte er den Lösebrief an den Bischof zur Approbation geschickt, und am 12. Oktober legte er seinem Gefangenen die Urfehde vor. Abt Johann mußte bekennen, daß die geistliche und weltliche Obrigkeit durch sein Verhalten gezwungen worden seien, ihn einzusperren, daß er sich für diese Strafe nie rächen werde und in Zukunft allen äbtlichen Rechten entsage. Gehorsam sei in Zukunft seine wie jedes andern Konventualen Pflicht. Bei gutem Verhalten wurde ihm eine doppelte Pfründe zugesichert; sollte er sich aber nicht fügen, galt er als Meineidiger und Treubrüchiger[2]. Das war dem 20jährigen Vorarlberger zuviel der Demütigung. Seine Freunde gelangten an König Ferdinand nach Wien (daß er selbst sie veranlaßt, gab er nicht zu), der sich der Angelegenheit sofort annahm und sowohl an den Bischof, wie an Diethelm ein Schreiben richtete: «Zollers Bitten scheinen uns nicht ungerecht», zumal er, was Jugend und Unverstand gefehlt, «alles herwider bringen» und in Zukunft gut haushalten will. Ihr mögt ihm also ein Verhör gewähren, die Urfehde aufheben und auf sein Versprechen hin «also die güettigkeit der scherpffe fürsetzen»[3]. Eine solche Klage hinten herum konnte Abt Diethelm begreiflicherweise nicht gefallen, zumal es aussah, als ob man ohne Verhör und Ursache gehandelt hätte. Er war sofort bestrebt, sich beim König zu entschuldigen und sich zu diesem Zwecke bis ins einzelne bei seinem Landvogt zu erkundigen. Zoller habe sich, vernahm er, diesem gegenüber geäußert, die Freunde würden ihm einen schlechten Dienst erweisen; denn wenn auch die beiden Orte ihn wieder einsetzen wollten, würde er abschlagen, da er doch die Verwaltung zu wenig verstünde. So wollte er verzichten und bat zu diesem Zweck um einen Notar. Man wird ihn entsprechend behandelt haben, um ihm dieses Geständnis abzubringen, denn kaum drei Jahre darauf pochte er wiederum auf seine Würde und sagte ausdrücklich, er hätte nur aus Furcht abgedankt[4]. Es kam jetzt

[1] Sta. W II 11, fol. 156. [2] Sta. B 297, S. 499 f.

[3] Briefe vom 18. Nov. 1545, G. Kr. W II 20, Nr. 42 und Sta. B 293, S. 169 f. Zoller war Vorarlberger. Der Hof scheint solche Gelegenheiten gerne benützt zu haben, seine Rechte im Gebiet der Eidgenossen geltend zu machen.

[4] G. Kr. W II 21, Nr. 72.

Diethelm nur darauf an, vor dem König seine Ehre zu retten. Indessen scheint man aber für Zoller doch einen milderen Urfehdebrief aufgesetzt zu haben, damit er sich beim Verlesen nicht allzusehr zu schämen brauchte [1]. Das Schreiben an den König ließ Diethelm durch den Bischof anfertigen [2].

Anscheinend hatte aber keiner von beiden recht den Mut, dem König Rede zu stehen, denn der Bischof hatte es drei Wochen später noch nicht getan und bat den Abt von St. Gallen dies zu tun ; zugleich bat er ihn, den Tag zu bestimmen, auf den der Notar zu senden war [3]. Man einigte sich auf den 19. Januar, an welchem Tage Barthol. Bock in Lichtensteig erscheinen sollte, die Resignation aufzunehmen ; auf briefliche und eidliche Verpflichtungen hin sollte Zoller aus dem Kerker entlassen werden, denn man fürchtete noch immer, daß er, durch seine Freunde umgestimmt, mit diesen Widerstand leisten könnte [4].

Während all dieser Verhandlungen blieben auch die Schwyzer nicht müßig, sondern drangen von neuem in Bischof Johann, dem Abt von St. Gallen « das geistlich Regiment zu fürsehen ouch früntlich und gnädenklich zustellen » : es sei einer vonnöten, der in alle Winkel leuchten könne, was ihm ja anderer Geschäfte halber unmöglich sei. In St. Johann waren damals solche Zustände, daß auch die Neugläubigen daran Anstoß nahmen. Messe und Chorgebet unterblieben ; « ergerliche Wybspersonen » wurden dafür unterhalten und zwar so, daß man ihretwegen Güter verkaufen mußte. An Bediensteten hatte das Kloster eine Zahl, die leicht gemindert werden konnte. Wollte aber jemand einschreiten, begegnete ihm der Konvent mit « üppiger und schmächlicher täding », es gehe ihn nichts an [5]. In diesem Briefe tischten die Schwyzer anscheinend alles nochmals auf, was je im Kloster geschehen war, um den Bischof nach ihrem Willen umzustimmen. Doch die geistlichen Rechte, die der Bischof nicht aus den Händen geben wollte, bildeten den großen Stein des Anstoßes für alle weitern Verhandlungen. Hierin gab es keinen Kompromiß, sondern nur ein Entweder-Oder ; um dieses Dilemma zu beseitigen, stritten sich die bischöfliche und die äbtische Partei noch 10 Jahre um das herrenlose Kloster.

[1] Sta. B 297, S. 501 f.
[2] Brief vom 22. Dez. 1545, G. Kr. W II 20, Nr. 41.
[3] Sta. B 297, S. 500 f.
[4] Brief vom 11. Jan. 1546, Sta. Tom. 724, S. 513 f. Darauf die Antwort unter andern Art. undatiert in W II 11, fol. 186.
[5] Brief vom 27. Dez. 1545, G. Kr. W II 20, Nr. 40.

Hans Zoller scheint noch bis Ende September oder anfangs Oktober 1548 im Kloster geblieben zu sein. Damals brach im Vorarlberg, die Pest aus, und die Bauern an der Klus wünschten einen neuen Seelsorger. Diesem Gesuch leistete Zoller Folge. Schon vorher hatte er dieses Seelsorgsamt innegehabt, wodurch wahrscheinlich auch seine Umtriebe zustande kamen. Er war also noch zum Priester geweiht worden [1].

## III. ABSCHNITT

## Lösung der Rechtsfrage und Ende der Selbständigkeit

### 1. Kapitel

### Heinrich Seilers « Prälatur »

Der letzte Abt des Klosters hatte seiner Würde entsagen müssen, und jetzt sollte diesem ein Verwalter gefunden werden. Noch am 7. Oktober 1545 berichtete Landvogt Ulrich Seiler an den bischöflichen Statthalter, daß St. Johann zum großen Schaden von niemandem versehen werde, während der Abt im Gefängnis stecke [2]. Schon am 16. Oktober machte aber Heinrich Seiler als Schaffner des Gotteshauses eine Geldanleihe von 700 fl. gegen 35 fl. Zins beim zürcherischen Bürgermeister Joh. Rud. Lavater [3], dem man schon 1000 fl. schuldete. Das Bemühen des toggenburgischen Landvogtes, seinen Bruder, den st. gallischen Konventualen [4] und Pfarrer zu Bernhardzell, dem untergehenden

[1] G. Kr. W II 21, Nr. 38 u. 42; Sta. B 297, S. 502.

[2] Brief vom 7. Okt. 1545, G. Kr. W II 20, Nr. 43.

[3] Sta. B 293, S. 139 ff. Illnau und die Güter der Grafschaft Kyburg wurden zum Pfand gesetzt.

[4] Am 24. Nov. 1511 erhielt er Dispens, mit 22 Jahren sich zum Priester weihen zu lassen. Von Abt Franz zum Kustos des Münsters ernannt, vergriff er sich 1514 am Geld, das an Opfergaben für die Kirche floß, und flüchtete. Später vom Abt in den Kerker gesetzt, gelang es ihm, sich wieder frei zu machen. Auf die Fürsprache seines Vaters Hans, eines angesehenen Wiler Bürgers, wurde er 1516 wieder in den Konvent aufgenommen. Erst als nach dem Münstersturm die Konventualen sich zerstreut hatten, übertrug er ihm, dem es an Talent nicht gefehlt zu haben schien, die Statthalterei St. Gallen, da der bisherige Statthalter H. Schnapperli gestorben war. Bei der Klosterbesetzung ging die Stadt gegen Seiler am härtesten vor; er allein wurde in Ketten gelegt. Bei den Vertragsverhandlungen vom Februar 1532 zwischen Stift und Stadt St. Gallen war Seiler mit Diethelm und Gluß Vertreter des Klosters. Im Herbst übernahm er die Statthalterei St. Gallen (vgl. *Müller Jos.*, S. 282 Anm. 1).

Schifflein als Lenker zu geben, war von schnellem Erfolg gewesen; der Bischof hatte Hans Jakob Mund bis zu Diethelm gesandt und für Heinrich sein Wort eingelegt [1]. Der Lichtensteiger Bannerträger Joachim Zürcher und Jos Ammann wurden ihm als Helfer beigegeben [2].

Heinrich und diese beiden in Verbindung mit dem Abt von St. Johann kümmerten sich aber bald nicht mehr viel um den Abt von St. Gallen, denn schon am 26. Oktober gingen sie ohne diesen eine weitere Verpflichtung ein gegenüber der Stadt Baden und dem dortigen Landschreiber, indem sie von beiden 300 französische Sonnentaler borgten und dafür Tegerschen und Peterzell als Pfand bestimmten [3]. Gleich von Anfang an wurde also das Gotteshaus wieder unter den Unstern des Geldentleihens gestellt. War das die Art und Weise, auf die Ulrich Seiler die Schulden tilgen wollte, ohne daß Diethelm und die beiden Orte zu einem Darlehen genötigt waren? Damit begann er einen traurigen Circulus vitiosus zu ziehen.

Unter solchen Umständen kam der 19. Januar des folgenden Jahres heran, da durch Barth. Bock auf Yberg die schriftliche Resignation Zollers aufgesetzt werden sollte. Auf diese Gelegenheit wartete auch der Konvent von St. Johann.

Hinter dem Rücken ihrer Schirmherren brachten die Mönche den Notar dazu, die Proklamation zum Abt für Heinrich Seiler zu fertigen. Auf diese Nachricht hin war Diethelm begreiflicherweise zunächst sprachlos. Indem er Bischof Johann an die beiden letzten Prälaten erinnerte, die auf ähnliche Weise erwählt waren, deutete er diese Wahl als schlimmes Vorzeichen. Er forderte ihn auf, den Notar einem gründlichen Verhör zu unterziehen. Sollte dem, was ihm erst als Gerücht zu Ohren gekommen war, tatsächlich so sein, möge die Kurie doch um keinen Preis einen weitern Schritt unternehmen [4]. Er wußte ja von den beiden vorherigen Wahlen her um den Einfluß des Geldes am bischöflichen Hofe; deshalb diese Besorgnis. Johann versprach noch am selben Tage, seinem Rate gemäß zu handeln; keineswegs habe er seinem Notar einen andern Auftrag gegeben, als die Resignation aufzunehmen [5]. Bock wurde sofort verhört; seine Aussage lautete dahin, daß er zu dem, was er getan, sozusagen gezwungen

[1] E. A. IV 1d, S. 594 f.
[2] Sta. B 297, S. 505.
[3] Sta. B 293, S. 157 ff. und B 297, S. 505 f.
[4] Brief vom 21. Jan. 1546, G. Kr. W II 20, Nr. 139.
[5] Brief vom 21. Jan. 1546, Sta. B 293, S. 175.

worden sei. Es wurde ihm allen Ernstes verboten, weiterhin noch irgend etwas zu tun oder gar ein Instrument zu fertigen [1]. Der Bischof schickte ihn darauf persönlich nach St. Gallen, um dort genaue Auskunft zu geben: « Schon am Abend vorher sei Heinrich Seiler mit zweien seines Konvents zu ihm gekommen und habe gesagt, daß sie eine Wahl vorzunehmen gedächten ». Darauf habe er geantwortet, daß ihm erstens in diesen Dingen keine Gewalt zustünde, und daß sie zweitens die Wahl gar nicht nach Form und Ordnung vollzögen, weshalb sie sowieso nicht bestätigt würde. « Daran wollten sich die drei aber nicht kehren, und zudem trug der toggenburgische Landvogt das Seine dazu bei, daß Bock die Elektion vorzunehmen bewogen wurde ». Man hätte nichts davon gesagt, daß von den Schirmorten keiner damit einverstanden sei; « Heinrich habe ja jetzt so seines Amtes gewaltet, daß er ihnen als Abt gefalle », war eines ihrer Argumente. Auf das Anerbieten des Notars, die Wahrheit seiner Aussage durch Zeugen zu bekräftigen, ließ es Diethelm vorerst damit bewenden, zumal er noch anderweitig beschäftigt war. Nochmals glaubte er warnen zu müssen vor « fürgang und bestettigung » dieser Handlung [2]. So wurde diese wichtige Angelegenheit wieder hinausgeschoben.

Die Schwyzer pochten auf die Abmachung von Lichtensteig, dem « Gotzhüsly » (so nannte man es seit einiger Zeit) nur einen Schaffner und keinen Abt vorzusetzen. Auch sie begehrten zu wissen, durch wen diese Wahl « gefräffnet » worden, um ihrem Hauptmann nach Besprechung mit den Glarnern Vollmacht zu geben [3].

Der toggenburgische Landvogt hatte anscheinend seinen Bruder nicht nur dazu gebracht, die Schaffnerstelle anzunehmen, sondern in ihm jetzt auch den Stolz geweckt, auf seiner Erwählung zu beharren. Am 21. Februar stand Heinrich vor dem konstanzischen Bischof und suchte auf alle mögliche Art, seine Bestätigung zu erlangen: « Seiner Geschicklichkeit halber sei er zum Abt gewählt worden; die selbständige Abtwahl des Klosters sei doch nur zu dessen Wohl; Verwalter wäre er ja schon, es handle sich also nur um den Titel; außerdem wäre es eine Schande für ihn, nur Verwalter genannt werden zu dürfen, nachdem er schon zum Abt gewählt sei ». Bischof Johann pochte gleich den Schwyzern auf die nach Zollers Absetzung getroffene Abmachung, im Hinblick auf den Zustand des Klosters vorerst keinen Abt mehr

[1] Brief vom 29. Jan. 1546, l. c., S. 177.
[2] Brief vom 4. Febr. 1546, Sta. W II 11, fol. 49 f.
[3] E. A. IV 1d, S. 594 f.

zu setzen. Er machte Heinrich klar, daß diese Maßnahme die freie Abtwahl des Klosters nicht beseitige, sondern nur für einige Jahre aufhöbe ; Unterwerfung und Sparsamkeit würden es in zwei bis drei Jahren wieder in den Vollbesitz seiner Privilegien setzen ; vorerst möge er aber seine Hoffnung auf Bestätigung fahren lassen.

Darüber wurde Heinrich aufgebracht und mit trotzigen Worten entgegnete er dem Bischof, daß er in diesem Falle so schnell wie möglich wieder nach Bernhardzell zurückkehre ; er wolle lieber ein reicher Pfarrer sein als ein armer Abt. Man hätte ihn ja nach St. Johann geschickt, und wäre er nicht gewesen, wäre das Kloster längst « an der gant zergangen ». Nach Ostern gedenke er Rechenschaft zu geben und dann zu gehen. Der Bischof ermahnte ihn, nicht so sehr am Titel eines Abtes zu hangen ; er möge aber doch jetzt das Kloster nicht seinem Ruin überlassen ; seine Beförderung werde in bessern Zeiten schon erfolgen. Seiler antwortete nichts mehr und ging [1]. Der Kamm war ihm mächtig gewachsen, und schon Epp schrieb, daß er gänzlich verwandelt und nicht mehr derselbe Mensch sei wie vor seiner Wahl [2].

Der Bischof von Konstanz ersuchte Diethelm zugleich, einen andern Schaffner nach St. Johann zu senden, wohl aus der Erwägung heraus, daß Seiler, zur Schaffnerei genötigt, sich wenig mehr um sie kümmere. Diese Argumentation suchte der Abt von St. Gallen zu vernichten mit dem freilich sehr schwachen Gegengrund, daß zu Anfang bestimmt worden sei, der Schaffner habe von Jahr zu Jahr Rechnung zu geben ; wie es um diesen Rechenschaftsbericht stand, wurde schon wiederholt gezeigt.

Größere Wirkung auf den vermeintlichen Prälaten versprach sich Diethelm daraus, daß er Heinrich durch den Bischof sagen ließ, die Pfarrei Bernhardzell werde ihm nicht mehr zugestellt, sondern anderweitig verliehen, sollte er nicht von seiner Prälatur abstehen und sich dieser Pfarrei « erhelfen » wollen ; sie sei ihm ja nur « ad nutum », d. h. als nach Belieben amovibel geliehen. Damit würden ihm alle Ansprüche an das Gotteshaus St. Gallen verloren gehen, gemäß dem Schreiben, das vor Jahren seiner Person halber gemacht worden [3].

[1] Brief vom 23. Febr. 1546, Sta. B 293, S. 180 ff. ; B 297, S. 507 ff.

[2] Sta. B 297, S. 508.

[3] Brief vom 12. März 1546, G. Kr. W II 20, Nr. 101 ; vielleicht sind damit die Bedingungen gemeint, unter denen Heinrich Seiler nach seiner Unterschlagung 1516 wieder in den Konvent aufgenommen wurde, vielleicht auch die Bedingungen seiner Installation zum Pfarrer von Bernhardzell.

Fortwährend schwebte Diethelm in Unterhandlungen mit dem Bischof, dessen Mittelsperson sein « hochgelerter rat und diener » Sebast. Stöler war [1]. Bischof Johann richtete ein eigenes Schreiben an Heinrich Seiler, worin er ihn in Güte, fast flehentlich bat, nur noch acht bis vierzehn Tage zu bleiben, bis ein neuer « Hausvater » gefunden sei. Würde er die Haushaltung gut führen, wäre dies Ursache genug, ihn später vor allen andern zum Prälaten zu konfirmieren ; vorerst sei er nicht befugt, gegen die Lichtensteiger Beschlüsse zu handeln. Ein Blick auf Armut und Unvermögen des Gotteshauses müsse ihn doch sicher milder denken lassen [2].

Auf diese Schreiben hin begab sich Heinrich Seiler wieder an den bischöflichen Hof nach Meersburg, wo er, wie er sagte, sehr « ungnädig » angeklagt war. Er fühlte sich ernstlich beleidigt und spielte jetzt nicht ohne feine Ironie seine Trümpfe aus : « Habe ich unrecht getan, will ich mich gerne unterwerfen. Das Gotteshäuslein bei seinem alten Herkommen zu belassen, ist auch meiner Freunde Rat. Nicht List und Trug haben mich erwählt, sondern altes Recht ; da wir E. G. immer zu gehorchen gesinnt sind, bitten wir, die Wahl gelten zu lassen ; durch sie wurde ich ja dem Konvent eingegliedert, der nicht mehr will, daß ich mich Schaffner nenne. Meine Zeit ist aber um ; da, wie ich höre, innert vierzehn Tagen an meine Stelle ein anderer Hausvater treten soll, der hoffentlich einen dicken Säckel mitbringt, will ich gehen und mich um nichts mehr kümmern ». « Dwil dann das gotzhus so vil herren hatt, will ich lugen wie vil helfer sigend, ob einer mirs welle vorthun ». Wenn der Abt von St. Gallen so hilft, wie er bei der Wahl « fürsorg hatt ghan », so glaube ich, daß dem Gotteshaus geholfen werde ; bisher geschah es nicht, noch wäre es früh genug. Den Brüdern zu St. Johann, die ihn zu bleiben und ihres Gotteshauses zu schonen baten, antwortete er : « Welchen ich zur Ehre nicht gut genug bin, denen will ich auch nicht gut genug sein zu großer Sorge und Arbeit, zu jedermanns Spott und Verachtung » [3].

Diese Sprache war deutlich genug ; sie wurde aber nicht beantwortet. Heinrich blieb. Seine erzwungene Verwaltung gereichte aber, wie es der Bischof befürchtet hatte, dem Gotteshaus nicht zum Nutzen. Auf den 17. August hatte er die Rechnung abgeschlossen und war jederzeit bereit, sie zu übergeben. Er wollte dem Gotteshaus nicht mehr weiter

[1] Kreditive vom 27. Febr. u. 25. März 1546, Sta. B 293, S. 184, 202.
[2] Brief vom 27. Febr. 1546, G. Kr. W II 20, Nr. 22.
[3] Brief vom 3. März 1546, l. c. Nr. 119.

zum Schaden gereichen, dessen Ruin ohnehin täglich zu befürchten war, und war auch nicht gesinnt, einem neuen Schaffner im Wege zu stehen. Es war früher eine Vereinbarung getroffen worden, laut welcher er mit Vorwissen des Bischofs wieder auf seine Pfarrei zurückkehren könne, sollte es ihm in St. Johann nicht mehr behagen [1]. Alle diese Hilferufe verhallten jedoch scheinbar ungehört, und der Grund hiefür ist nicht wenig interessant.

Zwischen dem Abt von St. Gallen und dem Bischof von Konstanz hatten sich nämlich Differenzen eingeschlichen. Heinrich Seiler scheint wohl gewußt zu haben, warum er sich immer an den Bischof wandte ; er benützte die bischöflichen Rechte über St. Johann dazu, des Gehorsams gegenüber seinem Abt entbunden zu sein. Aber wie Paulus mit seiner Predigt über die Auferstehung die Pharisäer und Sadduzäer hintereinander brachte [2], knüpfte Heinrich mit seiner Politik einen Knoten zwischen Bischof und Abt, der nie gelöst, sondern schließlich einfach zerhauen wurde.

Beständig war Diethelm in Fühlung mit den Schwyzern, deren Landvogt Stoffel Schorno schon im Februar persönlich bei ihm vorgesprochen hatte. Er schickte ihnen die Aussagen des bischöflichen Notars zu, damit auch sie Überblick gewännen über die ganze Angelegenheit des Neuerwählten, dessen Gebahren er als « unverschämten Hochmut » auslegte [3]. Diese meldeten mit den Glarnern, daß sie ihn nie anerkennen werden. Im Falle seines Ungehorsams wünschten sie, daß ein anderer an seine Stelle gesetzt werde und versprachen treue Mithilfe, wenn er energisch dazwischen fahren wolle [4]. Dies berichtete Diethelm sofort nach Meersburg und riet, einen Gesandten mit voller Gewalt zu schicken, um mit denen von Schwyz und Glarus zusammen den « Prälaten » von ihrem Beschluß in Kenntnis zu setzen [5].

Diesem bloß negativen Beschluß stimmte der Bischof wohl bei, betonte aber immer dringender seinen positiven Vorschlag, ihm das Gotteshaus einige Zeit allein zu überlassen [6]. Jetzt war das Wort gefallen, das bisher sowohl beim Bischof wie beim Abt im stillen maßgebend war, das aber keiner auszusprechen gewagt hatte : Jeder strebte im geheimen nach Alleinherrschaft über das Kloster. Ob Johann

[1] Brief vom 3. Sept. 1546, l. c. Nr. 120.
[2] Apostelgeschichte 23, 6 ff.
[3] Brief vom 27. Febr. 1546, Sta. W II 11, fol. 47.
[4] Brief vom 4. März 1546, Sta. B 293, S. 186.
[5] Brief vom 7. März 1546, G. Kr. W II 20, Nr. 106.
[6] Brief vom 9. März 1546, Sta. 293, S. 190 ff.

damit dasselbe vorhatte, wie mit der Reichenau, die er zu Beginn seiner Regierung auf dem Boden der Politik seiner beiden Vorgänger « mit list, trug und falschheit ohne vorwissen und willen, sonder gänzlich wider ainen convent » an das Bistum gebracht hatte (6. Februar 1540) [1] ? Auch dort hatte man ihm einen Finger gereicht, worauf er gleich nach der ganzen Hand begehrte. Hier aber wachte Diethelm aufmerksam mit seinen beiden Schirmorten ; da nun Johann sein Vorhaben geäußert hatte, konnte er ihm gegenübertreten.

Heinrich Seiler beklagte sich auch in Schwyz, woher ihm aber keineswegs Unterstützung wurde ; es vertröstete ihn auf später. Vorerst habe er sich zu unterwerfen, ansonst es mit dem Abt von St. Gallen gegen ihn vorgehen werde [2]. Schwyz und Glarus hielten treu zu Diethelm. Auf dessen Absage, einen andern Verwalter nach St. Johann senden zu können, entschied sich der Bischof nach einem Vierteljahr auf einem Tag zu Einsiedeln endlich für Thomas Moser, einen Konventualen des dortigen Klosters ; dieser sagte zu, da ihm Johann väterliche Hilfe versprach. Die Schwyzer freuten sich, daß dem Kloster nun endlich geholfen werden sollte [3]. War diese unverhohlene Zustimmung nicht schon eine Art Zugeständnis an den Bischof ?

Heinrich Seiler vermochte die Schwyzer stutzig zu machen gegenüber dem Abt von St. Gallen, indem er mit Konventualen und Gotteshausleuten vor dem Landvogt und Landrat des Toggenburgs erschien und bei des Klosters Freiheiten klagte, nicht bei der Wahl bleiben zu dürfen. Die Untertanen pflichteten ihm bei : er habe sich als guter Schaffner erwiesen, er werde auch ein guter Abt sein. Kraft des Landseides ging er auch die Schwyzer an, ihm zu seinem Recht zu verhelfen, worauf diese keine Antwort wußten. Also baten sie Diethelm um Auskunft ; er möge die Sache gründlich untersuchen und sie dann unterrichten, da sie im Grunde nicht wüßten, wie weit sich des Klosters Freiheiten erstreckten und inwieweit die Wahl ordnungsgemäß sei [4]. Diesen Brief ließ Diethelm durch seinen Bruder Kaspar, den Vogt zu Arbon, dem Bischof übergeben [5].

[1] *Schneider Eug.*, Zur Einverleibung der Reichenau in das Stift Konstanz, Zeitschr. für Gesch. des Oberrheins N. F. XIV, 1899, S. 248 ff.

[2] Brief vom 31. März 1546, Sta. B 293, S. 204 f.

[3] Brief vom 8. Juli 1546, G. Kr. W II 20, Nr. 108 ; Sta. Tom. 724, S. 564 ff wird er Konventual von Petershausen genannt, auch bei *Wegelin*, II, S. 164 vgl. Sta. B 297, S. 509 f.

[4] Brief vom 24. Juli 1546 Sta., B 293, S. 208 f.

[5] Brief vom 4. Aug. 1546, G. Kr. W II 20, Nr. 105.

Der doppelte Landrat berichtete seinerseits ganz ausführlich die Beschwerden des Priors Schiri und der Gotteshausleute von St. Johann und Peterzell nach Meersburg und legte in Hinsicht auf Heinrichs gute Verwaltung ein Wort ein für die Bestätigung seiner Wahl. Diese sei ja nur geschehen, um nicht jener Bestimmung zu verfallen, laut welcher über das Kloster von Rom aus verfügt wurde, wenn nicht innerhalb eines Monats nach Absetzung oder Tod eines Prälaten ein anderer gewählt war. Es war nämlich das Gerücht nach St. Johann gedrungen, es hätte ein anderer zum Abt gesetzt werden sollen, was wohl nur eine Übertreibung der Bestimmung über einen neuen Schaffner war [1].

Der Einsetzung des genannten Thomas Moser zum Verwalter von St. Johann galt um diese Zeit das Hauptinteresse des Abtes wie des Bischofs, wobei man äußerste Vorsicht walten ließ, daß keine Partei ohne die andere diese vornehme. Auch die Schwyzer und Glarner wollten den Tag wissen, an welchem diese geschehen sollte zugleich mit der Rechnungsabgabe Seilers. Der Bischof hatte das Ganze noch hinausschieben müssen wegen seiner « Badennfahrt », welche die Orte ihm recht « gesundtlich » wünschten [2]. Er hatte versprochen, nach seiner Badekur von Pfäfers nach St. Johann zu kommen und dort alle nötigen Verordnungen zu treffen. Schon dorthin schickten die Schwyzer ihre Boten, um ja mit den Glarnern den Tag nicht zu verfehlen [3]. Seine Badekur hatte sich aber « dermaßen blöd und schwach angelassen », daß er ihr noch keinen Termin setzen konnte. Dem Herrn von St. Gallen, « dem es ja auch anginge », wollte Bischof Johann sobald wie möglich den Tag fixieren. Er hielt es für gut, auch die Gotteshausleute zu orientieren, um diese eher zum Gehorsam zu bringen ; Heinrich Seiler lag nämlich momentan im Streit mit ihnen [4]. Von Diethelm begehrte er zu wissen, was er in dieser Angelegenheit auf dem Tag zu Baden erreicht habe [5]. An der dortigen Tagsatzung vom 9. August war dieser wohl durch seinen Hauptmann Stoffel Schorno vertreten gewesen, aber, was zur Sprache gekommen, war alles andere als die St. Johanner Angelegenheit [6].

[1] Brief vom 31. Juli, 1546, Sta. Tom. 724, S. 597 ff.
[2] Brief vom 13. Aug. 1546, Sta. B 293, S. 218 f.
[3] Brief vom 13. Aug. 1546, La. Glarus Cl. 15, Kiste 2.
[4] Brief vom 16. Aug. 1546, Sta. B 293, S. 220 f.
[5] Brief vom 18. Aug. 1546, l. c., S. 216 f.
[6] Vgl. E. A. IV 1d., S. 661 f. u. 663.

So lagen die Dinge, als nach der ersten Hälfte August der st. gallische Abt plötzlich von der genannten Rechtsforderung der Gotteshausleute zu Lichtensteig hörte, die ihn etwas kleinlaut machte. Daß Diethelm erst fast einen Monat später erfuhr, was vor seinem Landvogt zu Lichtensteig geschah, ist wohl ein deutliches Zeichen, daß man ihn auszuschalten trachtete, da er ja am meisten gegen einen neuen Abt eiferte. Die St. Johanner hatten gedroht, an ein kompetentes Gericht zu gelangen, sollte man sie nicht bei ihren Freiheiten lassen. In diesem Fall, meinte Diethelm, dürfe er hierin nicht mehr weiter gehen, obwohl er schon einen Tag vorgesehen hatte, von Heinrich Seiler Rechnung zu nehmen und Thomas Moser einzusetzen; er müsse das dem Ordinarius überlassen, dessen geistlicher Verwaltung er nichts einreden wolle [1]. Dies klingt freilich etwas demütiger, als was er drei Tage zuvor an Bischof Johann geschrieben hatte: «Wir werden E. L. Rechte als Ordinarius in keiner Weise verletzen, aber, was uns als Schirmherr obliegt, das werden wir unsererseits auch tun» [2]. Dieses Zurückgehen war jedoch nicht Unterordnung, sondern nur kluge Berechnung; Diethelm wollte nirgends eine Mauer einrennen, sondern zuwarten, aber jede Schwäche des Gegners schlau ausnützen.

Er wußte, daß Bischof Johann soweit auf seiner Seite stand, daß er Heinrich Seiler abgesetzt und Thomas Moser eingesetzt wissen wollte. Es erging sogar die Aufforderung an ihn, für diesen Akt Tag und Malstatt zu ernennen. Allem, was er verantworten könne, versprach der Bischof nachzukommen; käme es aber dann noch zu größerer Verderbnis, glaubte er seine Hände in Unschuld waschen zu können [3].

Der Tag, den letzten Endes doch Bischof Johann bestimmte, fiel auf den 5. Oktober nach Lichtensteig [4]. Auch die Schwyzer waren sehr geneigt und ordneten gleich nach Empfang des Aufgebotes die Gesandtschaft ab, dieses gottlöbliche Werk nach Kräften vollbringen zu helfen [5].

Am 1. Oktober schon erschien eine Gesandtschaft, zu der wohl neben äbtischen Gesandten auch Melchior von Bubenhofen gehörte, zu Lichtensteig und verlangte eine Abschrift der Rechnung, welche ihnen Seiler gerne gab; für ihn war es ja das Zeichen der Erlösung.

[1] Brief vom 22. Aug. 1546, Sta. Tom. 724, S. 564 ff.
[2] Brief vom 19. Aug. 1546, l. c., S. 622 ff.
[3] Brief vom 9. Sept. 1546, Sta. B 293 S. 224 f.
[4] Brief vom 11. Sept. 1546, G. Kr. W II 20, Nr. 109.
[5] Brief vom 2. Okt. 1546, l. c. Nr. 113.

Am 9. Oktober gedachte dieser wegzureisen und richtete in dieser Hinsicht noch fünf Tage zuvor ein Schreiben an Diethelm: « Die Schlüssel habe ich dem Konvent wieder übergeben und streite nicht lange, in wessen Hände sie eigentlich gehören. Mit der Besoldung bin ich zufrieden, wenn mir das Versprochene gegeben wird. Damit nach meinem Wegzug das Gotteshaus nicht zu noch größerem Schaden komme, nehme ich Rechnungen und Rödel mit mir und will sie kopieren, damit mir niemand schuldbare Vernachlässigung des Gotteshauses vorwerfen kann. Der Gesandte, der inventieren soll, mag kommen solange ich noch hier bin, denn ich will nicht schuld sein, wenn etwas verwahrlost wird ». Er bat weiter um Anweisung für sein ferneres Verhalten und um die versprochene Besoldung, da er nicht einmal mehr ein zweites Kleid besitze [1].

Am 5. Oktober traten zu Lichtensteig die Gesandten zusammen, von Heinrich offiziell Rechnung zu nehmen über seine Verwaltung vom 13. Oktober des vorigen Jahres bis auf diesen Tag. Die Glarner waren offenbar sehr für Seiler eingenommen, zumal Landvogt und Landrat des Toggenburgs Fürbitte eingelegt hatten, ihn « für befolchen zehaben ». Laut seiner Instruktion drang Kaspar Tschudy, Seckelmeister und des Rats, allen Ernstes darauf, dem Gotteshaus den Schaffner zu geben, der sich als tauglich erwiesen, nämlich Heinrich Seiler. Er beantragte, bei dieser Wahl zu bleiben und den nicht zu verwerfen, der dem Gotteshaus zum augenscheinlichen Nutzen gewesen [2]. Leider fehlen uns die andern Instruktionen ; es wäre interessant zu wissen, ob nochmals von verschiedener Seite ein Versuch gemacht worden war, Heinrich bei seiner Würde zu halten ; sicher haben dies der doppelte Landrat und die Gotteshausleute begehrt [3].

Heinrich Seiler gab nur einen Teil seiner Rechnung ab ; nur, was das Gotteshaus selbst eingenommen und ausgegeben, hatte er aufgezeichnet, ohne die Amtleute zu berücksichtigen. Diese Rechnung ergab freilich ein interessantes Resultat :

« Summa summarum alles einnemens : 2103 gl. 1 btz. 1 pf.
Summa summarum alles ausgebens : 2169 gl. 1 btz. 3 pf.

Somit blieb Heinrich schuldig : 66 gl. — 2 pf. » [4].

[1] Brief vom 4. Okt. 1546, l. c. Nr. 123.
[2] Instruktion auf den 5. Okt. 1546, l. c. Nr. 115.
[3] Verzeichnis des Vertrags und Abschieds, Sta. W II 11, fol. 43r.
[4] Die ganze Abrechnung mit allen Einzelposten findet sich Sta. W II 11, fol. 28 ff.

Der Abschied dieses Rechnungstages lautete dahin, daß man dem Gotteshaus einen Verwalter lassen wolle, da es keinen Prälaten mehr zu erhalten vermöge. Heinrichs « Prälatur » sollte endgültig erledigt sein. Bis Martini hatte er von allen, die mit dem Kloster in irgend einer Beziehung standen, Rechnung zu nehmen und ein vollständiges Urbar zu fertigen, damit klarer Überblick entstünde über alle Einnahmequellen des Gotteshauses. Darauf wollte man wieder zusammenkommen. Heinrich Seiler erbot sich, dies alles zu tun, doch begehrte er einen Vorschuß, um die laufenden Schulden zahlen zu können [1].

Wie über die unfertige äußere Form, so war Bischof Johann auch über den Inhalt der Rechnung mächtig erbost. Von den ca. 1700 gl., die an Zins genommen waren, wußte der Bischof nichts ; ihre Aufnahme war entweder mit Bewilligung des Abtes von St. Gallen und der beiden Schirmorte geschehen, oder auch hinter ihrem Rücken. Trotzdem sah er aber die Notwendigkeit ein, einem treuen Hausvater 500-600 gl. zur Ablösung alter Schulden zu geben. Er versprach dies zu tun unter der Bedingung, daß ihm von Schwyz und Glarus Schutz und Schirm gewährt werde, und er sein Leben lang allein die ganze Verwaltung in die Hände bekomme, mit Gewalt einen Schaffner ein- und abzusetzen [2]. Diese Sprache war deutlich genug.

Verlockender als alle bisherigen Angebote versprach dieses, die Schirmorte mit einem Schlage aller Sorgen zu entheben. Aber sie waren sich genau bewußt, was mit dieser Übergabe eventuell verloren gehen könnte. Schwyz zauderte, trotzdem es unterrichtet war über Heinrich Seilers erbärmliche Haushaltung. Wohl gefiel ihm die Art, auf die der Bischof dem Gotteshäuslein helfen wollte, nicht aber, daß es ihm dazu Schirm gewähren sollte ; angesichts der erregten Lage, besonders der Umsassen des Gotteshauses, hatte es dazu keinen Mut. Auch der Landrat des Toggenburgs wünschte eine Mehrung des Gotteshauses, aber nicht von seiten des Bischofs [3]. Das verborgenste Motiv, sich gegen den Bischof zu entscheiden, mag wohl das gewesen sein, es mit Diethelm nicht verderben zu wollen.

Heinrich Seiler aber erhoffte noch immer mehr von Bischof Johann als von seinem Abt. Vor jenem erschien er denn auch am 2. November und bat nochmals um Bestätigung seiner Wahl, er, der einen knappen

[1] Abschied des Tages zu Lichtensteig, l. c. fol. 43 f., auch fol. 52.
[2] Brief vom 15. Okt. 1546, l. c. fol. 54 f.
[3] Brief vom 23. Okt. 1546, La. Glarus Cl. 15, Kiste 2.

Monat zuvor mutlos hatte wegziehen wollen ; offenbar hatte der Lichtensteiger Tag wieder Hoffnungen in ihm geweckt ; er hatte ja noch nicht vor Notar und Zeugen verzichtet. Dazu riet ihm jetzt der Bischof, aber es geschah trotzdem noch nicht. Bischof Johann äußerte sich dahin, daß er St. Johann für die Dauer seines Lebens keinen eigenen Prälaten mehr gebe [1]. Abt Diethelm aber hatte sich auf des Bischofs Anerbieten noch nicht geäußert, und Schwyz riet zum Gegenteil ; dies mit Recht, denn Konstanzer Schirmherrschaft hätte zweifellos politische Entfremdung bedeutet. So gab sich Johann in der Notlage, die ihm Seiler schilderte, selbst die Erlaubnis, an diesem selben Tage zum Nutzen des Gotteshäusleins 200 gl. und 40 Sonnengoldkronen zu leihen. Woher wohl Heinrich das Versprechen nahm, diese Summe in zwei Monaten wieder zurückzuzahlen [2] ?

Damit hatte der Bischof etwas getan, was er und sein Nachfolger noch lange bereuen sollten, denn jetzt erhob sich Abt Diethelm. Nur unter zweierlei Vorbehalten wollte er ihm gestatten, sein Vorhaben durchzuführen : daß ihm an allem, was er an Sprüchen, Briefen und Gerechtigkeiten dort besitze, kein Eintrag geschehe, und daß darüber ein besonderes Schreiben gefertigt werde [3]. Schwyz und Glarus pflichteten ihm bei [4]. Scharf wachte er darüber, daß ihm keines seiner Rechte aus den Händen kam.

Der Rat des Toggenburgs war dem bischöflichen Vorhaben ebenfalls abhold : « Wir verstehen wohl, daß der Bischof gute Worte gibt und sich zum Schein Hausvater nennt, in Wirklichkeit aber Herr sein will ». Er dachte wohl an Reichenau und mahnte die Schwyzer und Glarner, der klösterlichen Privilegien zu gedenken und der Gotteshausleute, die doch dem Toggenburg mit Landrecht verbunden seien. Der Vorschlag des Bischofs war in seinen Augen den Freiheiten und Landrechten zuwider. Um die jungen ungehorsamen Konventualen zu bändigen, riet er, eine Gesandtschaft nach St. Johann zu schicken und ihnen den Standpunkt klar zu machen ; dies würde er tun, selbst wenn sie, ihre Verbündeten, damit nicht einverstanden wären [5]. Anscheinend sollte dies ohne den Abt von St. Gallen geschehen, wenigstens geschieht seiner nie Erwähnung.

[1] Brief vom 6. Nov. 1546, Sta. B 293, S. 228 f.
[2] Zwei Schuldreverse vom 2. Nov. 1546, Sta. B 294, S. 11.
[3] Brief vom 6. Nov. 1546, La. Glarus Cl. 15, Kiste 1.
[4] Brief vom 7. Nov. 1546, G. Kr. W II 20, Nr. 116.
[5] Brief vom 8. Nov. 1546, La. Glarus Cl. 15, Kiste 1.

Von diesem Vorhaben waren aber die Schwyzer nicht begeistert. Sie glaubten nämlich zunächst nicht, daß es der Bischof nur bei guten Worten bewenden lassen sollte; vollends aber verweigerten sie ihre Botschaft, «die Jungen zu schulen»: es stehe ihnen in keiner Weise zu, weder in die weltliche Herrschaft des Abtes, noch in die geistliche des Bischofs einen Eingriff zu tun[1]. Weder mit dem Abt, noch mit dem Bischof wollten sie es verderben. Trotzdem haben wir jetzt zwei klare Fronten: Toggenburg, Schwyz und Glarus mit Abt Diethelm gegen die Kurie in Konstanz. Galt es etwas zu verzögern, stellte sich St. Johann immer auf Seite der Kurie; auch wurden ihm die Toggenburger etwas zu dreist.

Von einem Schreiben, das gefertigt worden wäre, die Kompetenzen des Ordinarius und des Schirmherrn klar ans Licht zu stellen, hören wir nichts. Die Schwyzer hatten dies verlangt, und das Dankschreiben, das sie anfangs Dezember an den Bischof richteten, könnte zur Meinung führen, sie wären nicht mehr eindeutig auf seiten des Abtes gestanden. Aber diese helle Freude über die bisherige Hilfe und die Bitte, auch weiterhin dem Gotteshäuslein ein Führer und Vater zu sein, war nur Formel[2]. Das schien der Bischof zu ahnen, denn das Schreiben befriedigte ihn keineswegs. Im Gegenteil empfand er das Fehlen jeglicher Rechtsbestimmung, denn er schwebte noch immer in Ungewißheit, ob er die Verwaltung übernehmen solle oder nicht. Von keiner Seite wurde ihm auf diese Frage eine bestimmte Antwort; alle hatten bloß formell ihre Freude ausgedrückt über sein Angebot. Bischof Johann hatte ja dem Wort gleich die Tat folgen lassen und bisher schon über 300 gl. für das Gotteshaus aufgewendet. Es schien ihm nicht tunlich, sich zu seinem Schaden irgendwo einzulassen, woher er keinen Nutzen erwarten konnte. Klare Auskunft über Schutz und Schirm war ihm endlich erwünscht, ansonst er sich nur mehr als Ordinarius des Gotteshauses annehmen wollte[3].

Schwyz und Glarus, Abt Diethelm und die St. Johanner Gotteshausleute berieten hierauf über die Antwort, die sie dem Bischof geben könnten. Die Gotteshausleute hatten sich geeinigt, den Beschluß des Bischofs zu verwerfen, wozu der Landrat die Schwyzer schon im November aufgerufen hatte. Auf den 9. Februar setzte der Abt von St. Gallen einen Tag nach Lichtensteig an, wo die Boten der beiden

[1] Brief vom 10. Nov. 1546, l. c.
[2] Brief vom 1. Dez. 1546, G. Kr. W II 20, Nr. 110.
[3] Undatierter Brief wohl von Ende Dez. 1546, l. c. Nr. 102.

Orte, welche diesen Tag gefordert hatten, sich mit dem Landrat beraten konnten, auch der Bischof wurde geladen [1]. Was an diesem Tage zur Sprache kommen sollte, berichtet uns das Aufgebot der Schwyzer an Glarus : « Die Toggenburger mischen sich zuviel in die Angelegenheiten St. Johanns. Kürzlich forderten sie unsere Boten auf, sich mit ihnen nach St. Johann zu begeben, ansonst sie allein Rechnung nehmen würden. Das haben wir ihnen verboten, woraus 'vil zreiß zogen'. Da sie uns als mit Landrecht Verbundene zu gehorchen haben, wollen wir sie bestrafen, wie es in den gemeinen Vogteien üblich ist » [2].

In der Tat war das am 10. Februar der Vorwurf der Schwyzer an den toggenburgischen Landrat. Das schlechte Haushalten zu St. Johann hätte auch ihnen nicht gefallen, meinten die Schwyzer, sie hätten doch sogar um Einsehen gebeten, verböten sich aber von jeder Seite her solche Eingriffe, die mit Landrecht und Landseid nicht zu vereinbaren seien. Sie ersuchten, Rechte und Freiheiten zu beobachten, ansonst sie sich genötigt sähen, den Gotteshausleuten zu helfen, wenn sie um Hilfe bäten [3].

Vor Abt und Bischof eröffnete der schwyzerische Landammann Dietrich an der Halden, seine Landleute hätten beschlossen, sowohl den Abt wie den Bischof bei seiner Jurisdiktion zu belassen und nichts auf eigene Faust zu unternehmen. Zu Rat und Hilfe seien sie jederzeit bereit, und würden nicht gestatten, daß jemand etwas Ungebührliches dem Gotteshaus gegenüber verübe. Den Schirm gegen den Abt versprachen sie getreulich zu beobachten [4].

Erstmals kommt hier ganz deutlich das neidische Werben des Bischofs und des Abtes um dasselbe Objekt zum Ausdruck : der Bischof von Konstanz erbot sich zu helfen, unbeschadet aller Rechte Diethelms (er hatte also schon etwas nachgegeben), aller Freiheiten des Konvents, des Landrechtes, der alten Bräuche und Herkommen, wenn ihm das Gotteshaus mit aller « Ehaftin und Zugehörung » übergeben werde. Dasselbe erbot sich Abt Diethelm zu tun, unbeschadet der bischöflichen Jurisdiktion [5]. Wieder kam keine Einigung zustande, und was

[1] Briefe vom 2., 3., 8. Jan. 1547, l. c. Nr. 74 und Sta. B 293 S. 232 u. 236.

[2] Brief vom 29. Jan. 1547, La. Glarus Cl. 15, Kiste 1. Schwyz nahm hier Worte in den Mund, wie sie schon Ende der 20er Jahre zu schweren Konflikten geführt hatten (vgl. I. Abschn. 1. Kap.).

[3] Sta. F 1550, S. 353 f.

[4] Sta. W II 11, fol. 64.

[5] L. c. fol. 66.

der Schwyzer Bote heimbringen konnte, waren nur Nachrichten über Heinrich Seiler, daß er zwar im Beisein eines Notars auf seine Prälatur verzichtet, die schon lange versprochene Rechnung aber noch immer nicht ausgefertigt habe [1]. In den Augen der Glarner taten die Schwyzer jedoch stets zuviel an der Sache, weshalb ihnen diese eine Mahnung zukommen ließen, sich nicht weiter um das Gotteshaus zu kümmern, als sie berechtigt seien, und das übrige denen anheimzustellen, die dort Jurisdiktion und Schirm hätten. Ihrer Pflicht gemäß wollten sie den Abt unterstützen, aber ebenso auch die Toggenburger gemäß dem Landrecht [2]. Daß sich Glarus eher auf die Seite der Toggenburger stellte, ist wohl aus der Gemeinschaft des neuen Glaubens zu erklären.

Bischof Johann sah bald ein, daß auf diesem Wege nichts Fruchtbringendes entstehen könne und benachrichtigte Diethelm, daß er ihn nach Ostern sogleich zu einer Zusammenkunft auffordern werde, und zwar auf sein Schloß nach Arbon, wo es nach seiner Ansicht für beide am günstigsten sei [3]. Am Donnerstag nach Quasimodo (21. April) erwartete er dort den st. gallischen Abt [4].

Schlimm stand es zu dieser Zeit im Gotteshaus zu St. Johann. Leichtfertiger als je wurde die Haushaltung geführt, Schmälerung des Gottesdienstes und Verschleuderung der zeitlichen Güter standen in hoher Blüte. Im Hinblick auf diese Zustände machte Diethelm dem Bischof zu Arbon alle verlangten Konzessionen. Er gedachte, dem Prior Hieronimus die Sorge für den Gottesdienst in- und außerhalb des Klosters in die Hände zu legen. Für die weltliche Verwaltung wollte er einen ehrbaren, tugendsamen und verständigen Laien aus der Eidgenossenschaft ernennen. Natürlich sollte dieser nur ihm zu gehorchen haben, auf seinen Wunsch das Amt antreten, aber auch wieder verlassen, wenn er mehr zum Schaden als zum Nutzen walten sollte. Diese ganze Sorge wollte Johann gerne auf sich nehmen, wenn es ihn auch allerhand kostete; er hielt sich als Ordinarius verpflichtet, nicht bloß seine Rechte zu beanspruchen, sondern auch mit Geld nachzuhelfen. Durch diese Zugeständnisse glaubte er alle bisherige Mühe vergolten [5].

[1] G. Kr. W II 20, Nr. 220.
[2] Brief vom 12. März 1547, Sta. F 1550, S. 347.
[3] Brief vom 31. März 1547, Sta. B 293, S. 230.
[4] Brief vom 10. April 1547, l. c., S. 232.
[5] Brief vom 21. April 1547, l. c., S. 234 ff.

War dies wohl wieder ein kluger diplomatischer Zug Diethelms, indem er dem Bischof nicht vor den Kopf stoßen wollte, aber doch damit rechnete, daß jemand protestieren würde ? Er schrieb nämlich eine Woche später den ganzen Verlauf der Zusammenkunft an Landvogt Schorno mit dem Auftrag, bei seinen Freunden zu Schwyz ein Wort einzulegen, sich St. Johann sehr angelegen sein zu lassen, sich gegenseitig dem Schirmvertrag gemäß zu helfen [1]. Vorbehaltlos wollte er St. Johann nicht dem Bischof zur Reformierung übergeben.

Die Reaktion auf diese Beschlüsse erfolgte bald zu Schwyz und Glarus und zwar im negativen Sinne. Gleich den Toggenburgern pochten die beiden Orte jetzt auf das Landrecht, das sie mit dem Herrn der Landschaft und Schirmherrn zu St. Johann hätten ; diesem Bündnis gegenüber schien ihnen jede Einmischung einer andern Obrigkeit Unrecht und Anmaßung, so gerne sie sonst jede Art von Hilfe sahen, die dem Gotteshaus zuteil wurde. Jetzt hielten sie Diethelm für den einzig Berechtigten, einen Eingriff vorzunehmen ; noch vor einem knappen halben Jahre waren sie dem Bischof für seine Hilfe mit Dankesjubel begegnet und noch vor einem Vierteljahre hatten sie die Toggenburger getadelt, dem Bischof bei seinem Hilfswerk in die Arme gefallen zu sein. Jeder Eintrag, so begründete Schwyz seine Stellungnahme, der den Landleuten von seiten des Gotteshauses geschehen würde, müßte doch von ihnen gemäß dem Landrecht entschieden werden. Außerdem glaubten sie den Verdacht zweideutiger Haltung sowohl dem Abt wie dem Bischof gegenüber auf sich zu ziehen, wenn sie auf diese Verschreibung eingingen [2].

Wir müssen sagen, daß bei der frühern « Zustimmung » der Schwyzer die vollständige Übergabe auch der Schaffnerei an den Bischof noch eine offene Frage war, und sich ihre Freude zunächst auf seine finanzielle Bereitwilligkeit bezog. Von ihren herrschaftlichen Rechten wollten sie aber um keinen Preis etwas aus den Händen lassen, und das war Diethelm sicher nur recht.

Einen Brief an Abt Diethelm und Bischof Johann gerichtet — Diethelm öffnete ihn aus Höflichkeit nicht, sondern schickte ihn nach Konstanz [3] — fand der Bischof mancher Erklärung bedürftig. Gegen die Forderung des bedingungslosen landrechtlichen Gerichtes spielte

[1] Brief vom 27. April 1547, l. c., S. 238 f.
[2] Brief vom 2. Mai 1547, l. c., S. 242 f.
[3] Brief vom 3. Mai 1547, G. Kr. W II 20, Nr. 217.

er seine bischöfliche Jurisdiktion aus; er hielt es begreiflicherweise für ungebührlich und unverantwortlich, geistliche und weltliche Händel unterschiedslos dem Landrecht unterzuordnen. Hier wollte er ein scharfes Distinguo angewendet wissen. Ebenso vermißte er noch immer klare Antwort über seine Berechtigung, nach eigenem Gutdünken einen Schaffner zu setzen. Sollte seiner geistlichen Jurisdiktion keinerlei Eintrag geschehen, sollte er nach seinem Gutdünken über die Schaffnerei verfügen und Zeit seines Lebens den Überschuß für den erlittenen Schaden verwenden dürfen, erklärte er sich trotz allem bereit, in weltlichen Dingen sich dem Landrecht zu unterziehen, sonst aber auf keinen Fall. Diesen seinen Entschluß bat er Diethelm auch den beiden Orten mitzuteilen [1].

Diethelm aber meinte, es würde nichts nützen, den Schwyzern wieder zu schreiben; dagegen schlug er vor, in aller Eile einen Mann aus dem Toggenburg oder der Eidgenossenschaft als Schaffner nach St. Johann zu senden und von Heinrich Seiler Rechnung zu fordern [2]. Noch immer war also Seiler im Kloster und immer mehr ging es abwärts. Mit diesem Vorschlag erklärte sich der Bischof einverstanden, aber der Schaffner sollte dann niemandem als ihm Gehorsam schwören, und Streitigkeiten zwischen ihm und der Kurie sollten ohne Appellationsmöglichkeit vor seinem Statthalter und Rat entschieden werden. Er beantragte einen Tag nach St. Johann, sobald dieser gefunden sei, um dem neuen Regiment ein gutes Fundament zu geben. Mit Diethelm zusammen gedachte er nach Heinrichs Rechnung die Verhältnisse zunächst etwas zu ordnen und dann die Verwaltung dem neuen Schaffner zu übergeben [3].

Jetzt, da es an die konkrete Ausführung des Planes gehen sollte, zeigte Diethelm seine Gesinnung. Er schrieb dem Bischof wohl eine Antwort, aus der dieser aber nicht einmal entnehmen konnte, ob er seinem Vorhaben überhaupt zustimme oder nicht. Geistliche und weltliche Verwaltung sah Johann so ineinander verflochten, daß nur entweder beide, oder gar keine zu bessern möglich war. So war er gezwungen, nochmals um Antwort zu bitten [4], eine schuldbare Verzögerung, wie sie in den ganzen Verhandlungen nicht zu zählen sind, nur wegen des Dualismus zwischen Abt von St. Gallen und Ordinarius.

[1] Brief vom 6. Mai 1547, Sta. B 293, S. 248 ff.
[2] Brief vom 14. Mai 1547, Sta. Tom. 724, S. 568 ff.
[3] Brief vom 17. Mai 1547, Sta. B 293, S. 252 ff.
[4] Brief vom 10. Juni 1547, l. c., S. 256.

Diethelm drohte von anderer Seite angefochten zu werden und deshalb riet er von dieser Tagleistung ab. Er hatte « landmers wyß » von Heinrich Seilers Hinterlist vernommen, der ihn wegen Bernhardzell bei der Jahresrechnung zu Baden anzeigen wollte. Auf diese Kunde hin traute er seinem Konventualen nichts Gutes mehr zu und riet auch dem Bischof, eilig einen Boten nach Baden zu schicken, um Heinrichs Umtriebe geflissentlich zu erforschen [1].

Bischof Johann schien jetzt allmählich zu merken, daß er am Narrenseil herumgeführt wurde ; je mehr er sich um das arme Gotteshaus kümmerte, umsomehr ward es ihm ins Gegenteil verkehrt, sodaß er am liebsten die ganze Last von sich geworfen hätte. Kein Wort hatte ja Diethelm zu äußern für nötig gefunden über die Ausführung der gefaßten Beschlüsse. Dennoch erklärte er sich bereit, in eigener Person nach Baden zu gehen, um sich über Heinrich Seiler zu erkundigen [2]. Es war aber wohl nicht bloß die Besorgnis des Hirten um seine Schäflein, die ihn dorthin trieb, sondern die 300 gl. machten sich im verschuldeten Stift Konstanz wohl bemerkbar, sodaß dessen oberstem Verwalter daran gelegen sein mußte, sie nicht umsonst hinausgeworfen zu haben.

Diethelm erstrebte noch ein anderes Ziel, worin ihn die beiden Orte samt den Toggenburgern wohl unterstützten ; er hatte es zwar noch nie ausgesprochen, aber es drängte immer mehr zur Entscheidung. Noch schien es etwas zu früh, seinen Willen dem des Bischofs in klaren Worten entgegenzustellen. Auf den forschen Ton Johanns hin schickte er ängstlich ein Schreiben an seine beiden Vertreter auf der Tagsatzung zu Baden, Stoffel Schorno, den Landvogt, und Lienhard Hensler, den Kanzler, doch ja jede Äußerung aufzufangen, und, wenn nötig, darauf zu beharren, daß er niemals daran gedacht, noch jemals daran denken werde, dem Bischof in seine Jurisdiktion einzugreifen [3].

So wurde immer aneinander vorbei geredet, während in St. Johann alles drunter und drüber ging und dringende Hilfe notwendig gewesen wäre. Heinrich Seiler beklagte sich, daß er zu Baden wieder keinen Bescheid erhalten habe über seine schuldige Rechnung. Unterstützt von den beiden Orten bat er, sie ihm doch endlich abzunehmen und ihn dann im Frieden ziehen zu lassen. Nicht länger mehr wollte er

[1] Brief vom 20. Juni 1547, G. Kr. W II 20, Nr. 128.
[2] Brief vom 24. Juni 1547, Sta. B 293, S. 258.
[3] Brief vom 26. Juni 1547, l. c., S. 262.

unter St. Johanns widerspenstigen Klosterleuten verharren, von denen keiner tat, was er zugunsten des Gotteshauses unternehmen wollte: « Es git ain böß hußhalt wo kain gehorsami ist », meinte er. Die Amtleute vertrösteten ihn mit ihrer Rechnung bis nach der Ernte. Eines Tages hatte ihm ein Freund ein Brieflein übermittelt und ihn orientiert über die schwebenden Verhandlungen um einen neuen Schaffner zwischen den beiden Orten und dem Bischof. Darüber erschrak Heinrich nicht wenig, da er anscheinend keine Ahnung davon hatte, daß er offiziell seines Amtes entsetzt werden sollte. Freunde rieten ihm, sich still zu verhalten; deshalb war er der Aufforderung nicht gefolgt, mit seiner Rechnung an die bischöfliche Kurie zu kommen [1]. Des Abtes Landvogt wußte zu berichten, daß Heinrich sich hierauf entschloß, freiwillig zu gehen; schon habe er einige Kisten mit Lebensmitteln wegführen lassen und — die Kinder dieser Welt sind in ihrer Art klüger als die Kinder des Lichtes [2] — um Geld zu machen, habe er eine « hüpsche hab vech » verkauft und allen Wein, ausgenommen den des alten Priors [3]. Er blieb noch während der folgenden 14 Tage und sagte dem Bischof sogar zu, noch weiter bei seiner « eingetrungnen verwaltung » zu bleiben. Bischof Johanns erstes Drängen ging nicht mehr nach einem neuen Schaffner, sondern nach Antwort auf seinen Vorschlag [4]. Statt dessen legte Diethelm ein neues Mißtrauensvotum gegen Heinrich Seiler und dessen abgesetzten Bruder ein, und ersuchte den Bischof, schleunig den Tag der Rechenschaft anzusetzen; er hatte einen Toggenburger gewählt, der ihm als künftiger Schaffner geeignet schien. Sich selbst verurteilend schließt der Brief damit, daß die Angelegenheit keinen Verzug mehr dulde [5].

Die Schwyzer bestärkten den Abt von St. Gallen stets in seiner diplomatischen Haltung. Obwohl ihnen der Bischof anzeigen ließ, daß er mit seinem eigenen Gut das Gotteshaus wieder aufrichten wolle, ohne für seinen Nachfolger irgendwelche Ansprüche zu erheben und ohne des Gotteshauses Freiheiten zu beeinträchtigen, stellten sie das Ganze Diethelm anheim, versprachen zwar, mit seiner Zustimmung dem Bischof Schirm zu gewähren, ahnten aber zugleich einen bewaff-

[1] Brief vom 15. Juli 1547, G. Kr. W II 20, Nr. 211.
[2] *Lukas*, 16, 8.
[3] Brief vom 1. Aug. 1547, Sta. B 293, S. 266; B 297, S. 512 f.
[4] Brief vom 17. Aug. 1547, G. Kr. W II 20, Nr. 209.
[5] Brief vom 19. Aug. 1547, l. c. Nr. 212.

neten Aufstand der Bauern [1]. Wieder zögerte Diethelm; er erinnerte an alle Schirmbriefe und Tagsatzungen, worin er des Bischofs Gerechtigkeit immer vorbehalten hätte [2]. Damit war sein Gedankengang klar genug ausgedrückt: dem Konstanzer sollte es nicht gelingen. Er sprach den Schwyzern auch von jener Tagleistung, die er den Bischof anzusetzen gebeten hatte, um von Heinrich Seiler Rechenschaft zu nehmen [3]. Ende August drängte Diethelm allen Ernstes nochmals, diesen Rechnungstag anzusetzen; Johann hielt sich aus Gesundheitsrücksichten wieder in einem Bad auf, versprach aber, unverzüglich das Nötige zu tun, da auch Heinrich darum ersuchte, endlich erlöst zu werden [4]. Es tue ihm leid, berichtet er dem Abt von St. Gallen, daß St. Johann gar so sehr ins Verderben gekommen sei, aber hätte man seinen Rat befolgt, wäre dem allem schon längst abgeholfen. Wohl war er bereit, mit Diethelm zu beraten, sagte aber gleich zum voraus, daß er sich des Gotteshauses nur so annehmen könne, wie er bisher vorgeschlagen [5].

Daraus kann man das Resultat des Tages schon ahnen, wenn man Diethelms Hartnäckigkeit kennt. Tag und Malstatt anzusetzen überließ ihm der Bischof, da er eilig zum Reichstag nach Augsburg ziehen mußte. Er hinterließ jedoch die nötigen Instruktionen, sodaß auch seine Vertreter auf seiner bisherigen Ansicht beharren konnten [6].

Diethelm verordnete die Boten auf Montag, den 26. September nach Lichtensteig, von wo man nach St. Johann reiten wollte [7]. Diesen Beschluß teilte die Kurie sowohl den beiden Orten, als auch Heinrich Seiler mit [8]. Am bestimmten Tag ritten die Gesandten von Lichtensteig aus zusammen nach St. Johann, wo am 27. und 28. September Michel von Landenberg, der Vogt von Güttingen, und Ulrich Vischer, der bischöfliche Kanzler, als Gesandte von Konstanz im Beisein der Gesandten des Abtes von St. Gallen, des Statthalters von Wil und des äbtischen Kanzlers, des toggenburgischen Landvogtes und der Konventherren von Heinrich Seiler Rechnung nahmen über Einnahmen und

[1] Brief vom 21. Aug. 1547, Sta. W II 11, fol. 75r.
[2] Brief vom 24. Aug. 1547, G. Kr. W II 20, Nr. 196.
[3] Brief vom 27. Aug. 1547, Sta. Tom. 724, S. 624 ff.
[4] Briefe vom 29. Aug. u. 5. Sept. G. Kr. W II 20, Nr. 194, 193.
[5] Brief vom 5. Sept. 1547, Sta. W II 11, fol. 79 f.
[6] Brief vom 6. Sept. 1547, Sta. W II 11, fol. 81r.
[7] Brief vom 8. Sept. 1547, G. Kr. W II 20, Nr. 205.
[8] Brief vom 10. Sept. 1547, l. c. Nr. 210.

Ausgaben vom 46. Jahr her[1]. Tags darauf wurde die Rechnung der vier Amtleute abgenommen, die ebenfalls sehr bezeichnend lautete:

Dem Amtmann Koler, dem Schultheißen zu Lichtensteig, schuldet das Gotteshaus 66 gl. 8 btz. 3 pf.; an Zehnten schuldet der Amtmann dem Gotteshaus 12 ml. 2 ½ vt. (Haber und Weizen).

Dem Amtmann Hans Knecht in Illnau schuldet das Gotteshaus 40 gl. 8 btz. 7 pf.; der Amtmann schuldet dem Gotteshaus an Kernen 58 m., 1 vt., an Haber 8 ml. 1 m. 1 vt. an «Schmalzet» 5 ½ m.

Dem Amtmann Maier an der Klus schuldet das Gotteshaus 64 gl. 5 btz. 1 sch./pf.; der Amtmann schuldet dem Gotteshaus an Weizen und Korn 17 m. 1 vt. 1 vl. und 15 sch. 6 pf.

Dem Amtmann Peter Müller in Wil schuldet das Gotteshaus mit alter Schuld zusammen 155 gl. 8 sch./pf.; der Amtmann schuldet dem Gotteshaus an Kernen 38 m. 2 vt., an Haber 5 ml. 2 m. ½ vl.[2].

[1] Es ist interessant zu erfahren, was die beiden Konstanzer Gesandten für diesen Tag an Geld verbrauchten; ein Knecht war noch bei ihnen:

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Als ich Ulrich am Sonntag den 25. Sept. bei Michel von Landenberg übernachtete: | | | 1 | ½ | btz. | |
| Montag den 26. Sept. mit 3 Pferden an der Thur «verfaren»: | | | | | | 3 kr. |
| Am selben Tag für den Imbiß zu Wil: | | | 10 | | btz. | |
| Für den Wein, den man ihnen «von hoff geschenkt»: | | | 2 | | btz. | |
| Von diesem Abend, da wir 3 mit den 3 Pferden nach Lichtensteig kamen, haben wir mit den «Gastungen, die wir eren und brauchs halber» halten mußten, bis Freitag nach Imbiß verzehrt: | 8 | gl. | 3 | ½ | btz. | |
| «Letze»: | | | 5 | | btz. | |
| An Rossen «verschlagen»: | | | 3 | | btz. | |
| An den Gesandten von Schwyz und seinen Diener vom 25. Sept. bis Donnerstag morgen zu unserm Teil Zehrung und «stillig geld» gegeben, ohne die Herberge zu bezahlen: | 4 ½ | gl. | | | | |
| Ihm sonst auf Befehl des gn. Herrn verehrt: | 12 | gl. | 5 | | btz. | |
| Das Übernachten im Hof zu Wil am Freitag: | ½ | gl. | | | | |
| Am Samstag an der Thur «verfahren»: | | | | | | 3 kr. |
| Als ich mit Michel nach Güttingen zu weiterer Verhandlung ritt und dort übernachtete: | | | 2 | | btz. | |
| Dem Knecht, der mit uns kam und viel Arbeit mit uns gehabt: | | | 3 | | btz. | |
| Als ich zur Unterschreibung dieser Handlung, die wir dem gn. Herrn schicken wollten, nochmals nach Güttingen ritt: | | | 1 | | btz. | |

(Sta. W II 11, fol. 83 f.). Ihre größte Ausgabe diente also der Bestechung.

[2] Sta. l. c. fol. 102 ff.

Wolfg. Altmannshauser, in gewissem Sinn ein Oberaufseher über Hab und Gut des Gotteshauses in der Herrschaft Feldkirch und Vaduz, entschuldigte sich schon am 25. September in einem Schreiben an die äbtisch-st. gallischen Gesandten in Lichtensteig, daß er wegen obrigkeitlicher Geschäfte dorthin zu kommen verhindert sei. Sehr interessant und vielsagend ist dieser Brief, der Aufschluß gibt über seine Aufgaben : « Meine Amtspflicht hat nicht viel besondere 'Raitung', da ich jährlich nicht mehr als 19 pfd. 15 sch. 6 pf. einzunehmen habe, darüber hinaus aber meist mein eigen Geld und Gut 'fürstrecken' mußte, wovon man mir noch immer 21 gl. schuldet. Den Wein ab der Klus habe ich in des Gotteshauses Keller in Feldkirch zu versorgen, bis von St. Johann weiterer Befehl kommt. Nach meiner Ansicht wurde unter den letzten Äbten der Wein immer zu früh weggeholt ; frühere Äbte haben nämlich in ausgiebigen Weinjahren diesen im Keller liegen lassen, bis der Preis sich wieder erhöhte und dann erst verkauft ; so wird immer mehr Wein verbraucht als notwendig ist. Bei eventuellen Streitigkeiten habe ich bei der Obrigkeit des Landes einzuschreiten, daß dem Gotteshaus kein Schaden erwachse ». Weiter berichtete er, daß er dem Gotteshaus unter Verpfändung seines eigenen Gutes auf vier Jahre zu 600 gl. verholfen habe, wofür er sich zwar einen Schadlosbrief habe aushändigen lassen. Diese vier Jahre waren aber am 24. August abgelaufen, und somit die Summe samt dem noch nicht bezahlten letztjährigen Zins einzulösen. Nirgends machte man indes dazu Anstalten, und so war Wolfgang haftbar, da er trotz allem den Schaden vom Gotteshause fernhalten wollte. Er mahnte die Versammlung, dieser 600 gl. und seines Schadlosbriefes nicht zu vergessen [1]. Des Gotteshauses Finanzen waren, wie die ganze Tagleistung zeigt, weit unter Null gesunken, und ohne Geld schien eine Restauration gar nicht mehr denkbar ; wieder einmal dasselbe Ergebnis.

Die Beschlüsse der Zusammenkunft wurden dem Bischof unverzüglich nach Augsburg berichtet. Heinrich Seiler glaubte sich jetzt befreit und wollte sogleich wegziehen. Diethelm bat ihn aber im Namen des Bischofs, noch zu bleiben und dessen Bescheid abzuwarten [2]. Trotzdem aber riet er dem bischöflichen Statthalter, mit dem toggenburgischen Landvogt einen Boten zur Inventur nach St. Johann zu senden, Siegel und Schlüssel von ihm zu nehmen, um

[1] Brief vom 25. Sept. 1547, Sta. B 293, S. 280 ff.
[2] Brief vom 8. Okt. 1547, G. Kr. W II 20, Nr. 207.

aber den Konvent nicht zu beleidigen, ihm auch einen Schlüssel zur Siegellade zu geben [1]. Hierauf antwortete Vischer im Namen Bubenhofens, daß er dies ohne Befehl nicht tun dürfe, zumal man ja die ganze Angelegenheit dem Bischof zugeschrieben habe. Er erklärte sich aber bereit, Seiler zu schreiben, das Gotteshaus bis dahin noch nach besten Kräften zu verwalten [2].

Genau zwei Monate waren vergangen, als Bischof Johann endlich auf Diethelms Schreiben reagierte, worin ihm dieser einen neuen Schaffner angezeigt hatte. Mit dem Vogt zu Güttingen und seinem Kanzleischreiber sollte Diethelm über dessen Einsetzung beraten bedingungslos sollte er dem Abt und dem bischöflichen Statthalter zu gehorchen haben — und nachher mit Schwyz und Glarus im Kloster inventieren. Von geistlichen Angelegenheiten wollte Johann nichts aus den Händen lassen, weshalb er dem Prior auftrug, Abt Diethelms Gesandten, natürlich einem Geistlichen, an seiner Stelle zu geloben, Gottesdienst und regelmäßes Leben aufrecht zu erhalten [3]. Dieser Vorschlag schien Diethelm zu gefallen, denn schon eine Woche nach Erhalt dieses Briefes bat er die Gesandten nach Wil [4]. Die bischöflichen Gesandten waren zwar dort [5]; wir hören aber nichts von der Bestallung eines Schaffners. Dagegen ließ Johann Verschiedenes am Rechnungstag zu St. Johann beanstanden. Eine bloße Abschrift der Rechnung ohne Kommentar war ihm zu wenig. Eine bestimmte Besoldung für Heinrich Seiler fixiert zu haben, verneinte er; hingegen konnte er es dem Konvent nicht verargen, daß er ohne vorherige Sicherstellung seiner Freiheiten die Schlüssel nicht herausgeben wollte. Er hätte gerne Nachricht gehabt über den weltlichen Schaffner, denn nach seiner Ansicht wäre die ganze Inventur umsonst, wenn man diesem nicht sofort die ganze Verwaltung übergeben könnte. Seine beiden Vertreter erhielten Instruktionen für einen diesbezüglichen Tag [6], den aber Diethelm, wie gesagt, ohne sichtliches Resultat bereits gehalten hatte.

Prior Hieron. Schiri, den Bischof Johann als geistlichen Verwalter in St. Johann eingesetzt, sehen wir auch als weltlichen Verwalter,

[1] Unter demselben Datum, l. c. Nr. 197.
[2] Brief vom 11. Okt. 1547, l. c. Nr. 198.
[3] Brief vom 19. Okt. 1547, Sta. B 293, S. 285.
[4] Brief vom 25. Okt. 1547, l. c., S. 288 ff.
[5] Ihre Reiserechnung, Sta. W II 11, fol. 84v f.
[6] Brief vom 27. Okt. 1547, G. Kr. W II 20, Nr. 203.

sogar als Gegenspieler Heinrich Seilers, vor Landvogt und doppeltem Landrat, mit der Bitte um Hilfe von seiten der Landleute, den endgültigen Untergang des Gotteshauses zu verhüten. Heinrich wäre zwar selbdritt da, doch seien die Konventualen nicht gesinnt, ihn irgendetwas tun zu lassen. Aus diesem scheinbaren Fiasko Diethelms mit seinem Schaffner erwuchs sein Sieg, indem sich von jetzt an die Waage immer mehr auf seine Seite neigte.

Dem Prior riet man, die Angelegenheit den Gotteshausleuten vorzubringen und sich zusammen mit ihnen bei Diethelm zu beschweren, der mit Schwyz und Glarus wohl zu helfen imstande sei. Dem Bannermeister wurde der Auftrag gegeben, sich ihnen beizugesellen und ihre Bitte zu unterstützen. Ammann Schöub von Peterzell, Ammann Hessig vom Wasser und Ammann Joachim Steiger von St. Johann brachten im Namen ihrer Gemeinden die Bitte vor, nicht von der Landschaft Toggenburg getrennt zu werden, worauf den Gotteshausleuten bei jeglichem Eingriff Unterstützung versprochen wurde. Das hinderte aber nicht, daß der Landrat ein Einsehen des Abtes von St. Gallen im Verein mit Schwyz und Glarus guthieß [1].

Noch jetzt war Heinrich Seiler im Kloster. Kurz nach diesen Verhandlungen dürfte er indessen weggezogen sein, denn zu Beginn des folgenden Jahres hatte er den Weggang des Pfarrverwesers zum Vorwand genommen, seine Pfarrkinder wieder selbst zu betreuen. Grollend saß er auf seiner Pfründe zu Bernhardzell [2].

Das Hilfswerk zugunsten St. Johanns begann in weltliche Hände hinüberzuspielen, da seine geistlichen Beschützer sich nicht verständigen konnten. Diethelm saß zu Rorschach und gewärtigte Vorschläge von seiten des Bischofs zur Äufnung des Klösterleins [3]. Da erschienen vor ihm drei Gesandte des doppelten Landrates und drückten ihr Entsetzen aus über des Bischofs Forderung, ihm Freiheiten, Siegel und Schlüssel des Gotteshauses zu übergeben. Das war freilich eine starke Übertreibung, aber man fürchtete doch großen Schaden für das Gotteshaus unter fremder Regierung trotz der guten Worte; zudem konnte daraus leicht eine Sonderung entstehen zwischen Gotteshausleuten und Leuten aus der Grafschaft. Prior Hieronimus war nach Glarus gezogen, diese Zumutung vorzubringen und ebenso nach

[1] 18. Nov. 1547, Sta. F 1467, fol. 18.
[2] Brief vom 8. Jan. 1548, G. Kr. W II 21, Nr. 1.
[3] Brief vom 17. Nov. 1547, Sta. B 293 S. 292 f.

Schwyz, dessen Regierungsmänner ihm zu Einsiedeln begegneten und ihm nach gehabter Beratung schriftliche Antwort versprachen. Auch unter den Gotteshausleuten entstand eine Bewegung ; sie beschwerten sich vor dem Landrat.

Schultheiß Koler machte noch auf drei hohe Zinsen aufmerksam, die um diese Zeit fällig waren. Bürgermeister Lavaters Boten von Zürich hatte er bereits abgestellt ; momentan sei ziemlich Korn, Wein und dgl. vorhanden, was, zu Geld gemacht, manchen zufrieden stellen könnte. Abt Diethelm bereitete es anscheinend eine gewisse Genugtuung, den Hilfesuchenden erst ihren Sündenkatalog vorzuhalten : bisher hätte er nie recht tun können, immer wäre der Bischof in ihrem Munde gewesen, und so habe er sich entschlossen, passiv zu bleiben ; da nun dem Kloster mit dem bischöflichen Geld etwas geholfen sei, würden sie diesen anscheinend « gern wider hindersich haben ». Schließlich erklärte er sich bereit — darauf hatte er ja bloß gewartet — einzuschreiten, und zwar nicht mehr so planlos wie früher. Dem Bischof wollte er schreiben, die Sache endlich zu erledigen und dem Kellerer gestattete er, Korn und Wein zu verkaufen, um Zinsen einzulösen [1]. Hierüber empörte sich Bischof Johann nicht wenig, denn nach seiner Ansicht war dies ein Eingriff in seine Rechte. Er begehrte Rechenschaft über die von ihm geliehene Summe. Auf einen Tag, den Abt Diethelm auf den 4. Januar nach Lichtensteig angesetzt hatte, schickte er Paul Appezhofer, seinen Vogt auf der Reichenau, sein Recht und seinen Willen energisch zu vertreten.

Mächtig schlug die konstanzische Partei die Werbetrommel, versichernd, daß sie sowohl den Konvent wie seine Untertanen bei ihren Freiheiten und Privilegien belassen und auch ihr Landrecht mit Schwyz und Glarus respektieren wolle. Die Schwyzer suchte sie sogar zu bestimmen, in St. Johann für ihre Meinung einzutreten. Die Kopie der Bestallung eines weltlichen Schaffners wurde aufgestellt und zur Gutheißung dem Schreiben beigelegt [2].

Wolfgang Keller von Jonschwil gedachte der Bischof für zwei Jahre zum Schaffner St. Johanns aufzustellen : « Der Nutzen des Gotteshauses soll sein einziger Wahlspruch sein. Zu den Privilegien und Briefen in der Lade soll der Prior den einen, der Schaffner den

[1] 1. Dez. 1547, Sta. W II 11, fol. 76 f.

[2] Brief vom 4. Jan. 1548, l. c. fol. 114 und Kantonsarch. Schwyz, Thek 562, Fasz. C.

andern Schlüssel haben, welche sie niemandem als uns zuzustellen schuldig sind. An Vermögen und Gütern darf nichts ohne Vorwissen geändert werden ; unziemliche Gastung muß abgestellt, überflüssige Knechte und Mägde entlassen werden. Nur ein Reitroß soll das Kloster hinfort besitzen. Auch das Betragen des Konvents hat er zu beaufsichtigen und in jeglicher Schwierigkeit nur bei uns Rat zu holen ». Als Entgelt sollte er mit Frau, Sohn, Tochter und Magd im Gotteshaus « Cost und lifferunng » erhalten, nebst einem Jahresgehalt von 25 gl., einem Winterrock, einem Paar Stiefel und 3 Paar Schuhen. Beiderseitige Kündigungsfrist war ein halbes Jahr. Streit zwischen ihm und dem Bischof sollte der Landrat der Grafschaft entscheiden [1].

Das war ein mächtiger Schlag gegen Diethelm, der ihm aber kaum schaden konnte nach dem Vertrauensvotum, das Konvent und Gotteshausleute zu St. Johann ihm gegenüber abgegeben hatten. Noch einmal bediente er sich zwar seiner List, sich scheinbar dem Bischof zu fügen, schrieb auch den Schwyzern, diese Beschlüsse anzunehmen, und den Konvent, die Gotteshaus- und Landleute zu bitten, ein Gleiches zu tun [2]. Er wollte die Verbündeten für sich sprechen lassen.

Allgemein betrachtet brachte der 4. Januar einen erneuten Mißerfolg, denn es kam kein Entscheid zustande. Die Glarner waren weder erschienen, noch hatten sie Bericht gesandt, und die Schwyzer erklärten, ohne die Glarner sich in nichts einzulassen. Diethelm konnte den konstanzischen Gesandten nur abraten, ohne die beiden Orte nach St. Johann zu gehen, da so gar nichts auszurichten wäre [3]. Alle Beschlüsse waren umsonst, denn nun war Diethelm Herr der Lage. Die Schwyzer forderten zwar gemäß dem Auftrag Diethelms Landvogt

[1] Sta. W II 11, fol. 184 f. Unschwer war es, diese beiden letztgenannten Akten zu datieren, obwohl auf dem Exemplar zu Schwyz jemand mit Bleistift beifügte : 1536-1540. Als erster Schaffner wurde 1536 Jakob Zürcher ernannt, der seines Amtes bis zur Abtwahl waltete und dann selbständig regierte. Was in die Augen sticht ist, daß nirgends in den beiden Schreiben von einem Abt die Rede ist, sondern alle Macht in den Händen des Schaffners und des Priors ruht, der eben jetzt in dieser Funktion erstmals auftaucht. Zwischen 1536 und 1540 ist nirgends von einem Prior die Rede. Ein fester Anhaltspunkt ist der Name des Bischofs Johann, der in beiden Akten genannt ist, der aber nur noch bis Mitte 1548 lebte, und da im Briefe vom 4. Januar zu lesen ist, er hätte sich mit einem in der Eidgenossenschaft aus der Grafschaft Toggenburg vereinbart, müssen sie zweifellos hierher gehören. Ein rein äußerer Grund ist, daß die Schrift des Briefes vom 4. Januar und dieses Bestallungsbriefes genau dieselbe ist, und daß wir sie im Landesarchiv zu Glarus ineinandergelegt fanden.

[2] Brief vom 6. Jan. 1548, Kantonsarchiv Schwyz, Thek 560.

[3] Brief vom 8. Jan. 1548, G. Kr. W II 21, Nr. 1.

und Landrat im Toggenburg auf, den Beschlüssen nachzukommen [1], diese aber wiesen das Ansuchen vor die Gotteshausleute der drei Gerichte [2]. Bischof Johann war noch immer guten Mutes und hoffte noch nach dem 4. Januar, auf einem einzigen Tag alles zu erledigen [3], eine summarische Ordnung war ja schon aufgestellt, und nach seiner Ansicht hing die ganze Sache nur an dem Nichterscheinen der Glarner. Noch Ende Februar wartete Diethelm auf die Antwort der beiden Orte auf sein Schreiben vom Dreikönigstage.

Die Schwyzer hatten, wie er vernommen, am 22. Januar den Landrat im Toggenburg zusammengerufen, und er war nun begierig zu hören, was das Ergebnis dieser Zusammenkunft gewesen. Landammann an der Rüti, der im Kloster St. Gallen die Fastnacht verbrachte, versprach als einer « der bei denen sachen sitzt », viel Gutes [4]. Auf die Nachricht hin, daß der Landrat beschlossen habe, die Konventualen und Gotteshausleute um ihre Meinung zu fragen, bat Abt Diethelm um Stillstand, da er angeblich ohne den Bischof von Konstanz nichts tun könne. Wohl um mit der bischöflichen Politik immer genau rechnen zu können, bat er den Vogt zu Güttingen und den Kanzleischreiber  Bischof Johann war noch immer in Augsburg — um baldige Meinungsäußerung zu diesem Beschluß [5]. Der toggenburgische Landrat wollte auf den Rat der Schwyzer in den Ostertagen dem Prior, dem Konvent und den Gotteshausleuten die aufgestellte Hausordnung vorlesen, wobei ihm Diethelm scharf auf die Reaktion aufzupassen befahl [6]. Den Vogt der Reichenau, der immer mehr auf einen endgültigen Abschluß drängte, tröstete Diethelm damit, daß er dasselbe wünsche und daß er trotz der heiligen Zeit, welche die Sache verzögerte, jetzt auf endliche Antwort dringen werde [7].

Zu Bernhardzell konnte Heinrich Seiler seinen ruhmlosen Wegzug noch immer nicht vergessen. Er hatte gedroht, die Angelegenheit vor die Tagsatzung nach Baden zu bringen ; Diethelms sofortige Erkundigungen zeigten aber, daß er wohl gar nicht daran gedacht hatte. Statt dessen beauftragte der Abt von St. Gallen seinen Hofmeister,

[1] Brief vom 22. Jan. 1548, l. c. Nr. 33.
[2] Sta. F 1467, fol. 20r.
[3] Brief vom 20. Febr. 1548, G. Kr. W II 21, Nr. 32.
[4] Brief vom 27. Febr. 1548, Sta. B 293, S. 298 ff.
[5] Brief vom 4. März 1548, G. Kr. W II 21, Nr. 14.
[6] Brief vom 1. April 1548, l. c. Nr. 56.
[7] Brief vom 10. Mai 1548, l. c. Nr. 57.

eine ernste Mahnung an den rebellischen Mönch in Bernhardzell zu richten [1]. Offenbar gab sich Heinrich trotz allem noch nicht zufrieden, denn am Sonntag den 28. Oktober wurde er auf seiner Pfarre gefangen genommen und zur Verwahrung auf das Schloß nach Rorschach geführt, wo er bis zur Vigil von Allerheiligen verblieb und auf alle seine Ansprüche an St. Johann endgültig verzichtete. Diethelm beließ ihm nun weiter seine Pfarre zu Bernhardzell, wo er am 8. Februar 1560 starb [2].

Heinrich Seilers Schaffnerei war eine bewegte Zeit. St. Johann blieb in seiner Existenz nur noch auf die Gnade seiner Gläubiger angewiesen, während Diethelm mit dem Bischof über seinem letzten Stündlein Vor- und Nachteile berechnete, die aus eventueller Hilfe erwüchsen. Jeder von beiden suchte es ganz in seine Hände zu bekommen, welches Ringen verschiedene Umstände zu großem Schaden noch verlängerten.

*(Schluß folgt.)*

[1] Brief vom 16. Juni 1548, Sta. B 293, S. 302.

[2] Sta. B 297, S. 513 ; so ist der Fehler in der Datierung wohl zu korrigieren; vgl. *Wegelin*, II, S. 164 Anm. 17, und *Müller Jos.*, S. 282 Anm. 1.

# REZENSIONEN — COMPTES RENDUS

**Donnet André : Saint Bernard et les origines de l'Hospice du Mont-Joux.** Saint-Maurice, Œuvre de Saint-Augustin, 1942, 163 pages.

Nous avons signalé (*Revue*, 1940, p. 303) l'essai publié sur saint Bernard de Mont-Joux par M. le chanoine Quaglia. C'est le même sujet que le nouvel archiviste de l'Etat du Valais, M. Donnet, a choisi pour sa thèse de doctorat, présentée à l'université de Genève.

M. Donnet commence par parler longuement et d'une manière particulièrement érudite du passage du Saint-Bernard à l'époque préhistorique et surtout romaine : au col existait un petit sanctuaire dédié à Jupiter Penninus, substitué au dieu gaulois Penn. A côté se trouvait une *mansio*, c'est-à-dire non pas un véritable hospice, mais un modeste local qui pouvait, au besoin, servir d'abri pour la nuit. Au haut moyen âge, les textes sont peu précis et peu sûrs. Des trois principaux passages qui traversaient les Alpes — les deux autres étaient le Cenis et le Septimer — le Saint-Bernard était le plus fréquenté. De cette époque date une nouvelle *mansio*, qu'on hésite un peu à appeler un hospice. Après avoir cité et commenté tous les textes se rapportant à ces débuts, l'auteur conclut : les barbares avaient achevé de détruire ce qui pouvait exister encore, au col, de l'ancienne *mansio*, si bien que, durant de nombreuses années, la montagne était demeurée déserte ; par contre, dès la fin du VIII^e^ siècle, là où est actuellement Bourg-Saint-Pierre, existait, consacré au prince des apôtres, un monastère hôpital, dont les moines étaient voués à une tâche analogue à celle qui est demeurée, jusqu'à nos jours, celle de leurs successeurs à l'hospice actuel du Grand-Saint-Bernard. De ce dernier, édifié au col même, la charte de fondation n'est pas conservée, mais une série de documents en attestent, à partir de 1125, l'existence et en attribuent la création à saint Bernard.

M. Donnet nous donne ensuite la liste, si ce n'est définitive, du moins aussi complète que les circonstances actuelles lui ont permis de l'établir, des vies manuscrites du fondateur. Ces textes, au nombre de 18, sont avant tout ceux qui, à partir du XVII^e^ siècle, ont été découverts par les Bollandistes, puis, tout récemment, par le chanoine Quaglia (ms. *A* des archives capitulaires de Saint-Gaudens à Novare). M. Donnet y ajoute un manuscrit d'Annecy (*L*), déjà signalé par M. Ducis, et deux autres découverts par lui (*K*, aux archives du Grand-Saint-Bernard, et *O* à la bibliothèque du séminaire de Verceil). Il les classe en trois subdivisions, de 6 textes chacune : le 1^er^ groupe, d'origine italienne, représente, sous une forme presque identique, « une tradition ancienne et continue, connue du XIII^e^ au XV^e^ siècle ». Un deuxième groupe, d'origine récente, ayant, semble-t-il, son point de départ en Savoie, au début du XV^e^ siècle, a comme manuscrit principal (*G*) la vie de saint Bernard attribuée à Richard de la Valdisère, texte auquel Papebroch et, après lui, la plupart des historiens avaient

donné la préférence, tandis que les chanoines de Rivaz et Lütolf, Mgr J.-A. Duc, évêque d'Aoste, et M. Alex. Colombo le considéraient comme suspect, voire même — le mot est du P. Poncelet — comme un faux. Enfin, un 3e groupe, qui emprunte aux deux précédents, présente la contamination, dès le XVe siècle, des deux traditions italienne et savoisienne.

Notre auteur consacre tout un chapitre à faire ressortir les invraisemblances accumulées dans le manuscrit *G*, donné comme l'œuvre de ce Richard de la Valdisère, qui aurait été chanoine et archidiacre d'Aoste, fonctions dans lesquelles il aurait succédé à saint Bernard lui-même. C'est ce texte qui indique Menthon comme lieu d'origine de notre fondateur, et qui le fait, selon un trait emprunté à la légende de saint Alexis, s'évader du château paternel la veille de son mariage. M. Donnet examine, dans un autre chapitre, le ms. *A* découvert par M. le chanoine Quaglia (et en donne, en appendice, une édition provisoire). Il date du début du XIIIe siècle ou de la fin du XIIe. Ce n'est pas une biographie proprement dite — cette tâche, dit expressément notre texte, était réservée à Azolin, propre frère du saint — mais un panégyrique prononcé, vraisemblablement quelques années après la mort de Bernard, à l'occasion de son anniversaire, devant des auditeurs qui l'avaient encore connu, par un prédicateur qui s'en tient exclusivement aux derniers épisodes de la vie de son héros : sa venue à Novare, où il prêche et opère des miracles, sa rencontre, à Pavie, avec l'empereur Henri IV, qu'il essaye de détourner de son projet d'aller à Rome soutenir, contre Grégoire VII, l'antipape Clément III, son retour à Novare, où il arrive déjà malade, où il meurt au bout de six semaines et où il est enseveli.

Abordant enfin la question de la fondation du Grand-Saint-Bernard, fondation qui est passée sous silence dans les textes du groupe italien, M. Donnet s'efforce d'extraire les quelques indications que fournissent, à ce sujet, les autres manuscrits d'une part, ainsi que les plus anciennes chartes ayant trait à l'hospice du Mont-Joux de l'autre. Il suppose que « ce sont les plaintes des habitants à S. Bernard, archidiacre d'Aoste, qui l'ont déterminé à débarrasser le col des rançonneurs qui avaient trouvé un refuge tout indiqué dans les ruines du temple de Jupiter et de la *mansio* romaine, et à remplir une des fonctions de sa charge, celle de protéger les pauvres et les malheureux, en assurant la sécurité de ce lieu de passage très fréquenté par la construction d'un hospice » (p. 112). La fondation semble devoir se placer vers le milieu du XIe siècle et être en relation avec les fréquents passages du pape Léon IX par le col du Mont-Joux. M. Donnet ne pense pas que les premiers moines établis à l'hospice aient vécu selon la règle de Saint-Augustin ; il croit que Bernard se sera contenté d'adapter à leur but particulier le genre de vie pratiqué par les clercs de la cathédrale d'Aoste, dont il aura simplement renforcé la vie canonique, qui là, comme ailleurs, tendait alors à disparaître ; le mouvement de réforme aboutissant simultanément, en divers endroits, dans la deuxième moitié du XIe siècle, à l'institution des chanoines réguliers, soit à une vie commune plus stricte, renforcée par l'observation des conseils évangéliques, ne se sera introduite au Mont-Joux qu'après la mort du fondateur.

M. Donnet examine enfin sommairement les textes liturgiques consacrés à saint Bernard. Il émet le vœu que M. le chanoine Quaglia, qui a poussé plus à fond ses recherches dans ce domaine, en donne un jour le résultat. Nous avons le plaisir d'annoncer que ce travail paraîtra dans un des prochains numéros de cette revue.

M. le chanoine Quaglia a le mérite d'avoir, le premier, dans des conditions peu favorables et surtout avec des ressources matérielles limitées, orienté résolument les études consacrées au fondateur du Grand-Saint-Bernard dans la voie où M. Donnet a maintenant repris ce travail. Celui-ci présente ses conclusions dans un livre qui répond à toutes les conditions scientifiques exigées aujourd'hui d'une étude historique : exposé précis, mais sobre, documentation abondante, élucidation des questions connexes et des points de détail rencontrés au cours de la thèse. Notre auteur a eu, de plus, la bonne fortune d'être aidé dans ses recherches et dans la présentation de sa thèse par un guide aussi qualifié que M. le professeur Léon Kern, Archiviste fédéral, qui lui a, on le devine notamment par les notes au bas des pages, fourni nombre de précisions et de renseignements.

Sur certains points de détail, M. Donnet ne partage pas les vues du chanoine Quaglia. Il place, par exemple, la mort du saint en 1081, du fait qu'elle semble avoir suivi de près la rencontre, à Pavie, avec Henri IV (tandis que son prédécesseur, sur la foi de documents, tardifs il est vrai, puisque l'un est du XV^e^ siècle et l'autre du XVI^e^, la met en 1086). La généalogie de la famille de Bernard élaborée par nos deux historiens présente également quelques divergences. M. Donnet ne pense pas que l'église du monastère du Mont-Joux dédiée à saint Nicolas soit postérieure à saint Bernard, qui se serait contenté, de son vivant, selon M. Quaglia, d'une chapelle consacrée à saint Michel. Il estime, d'autre part, que la fondation de l'hospice de Colonne-Joux ou du Petit-Saint-Bernard est sans relation aucune avec notre saint : ce serait une maison née dans un but similaire à celui qui donna naissance à celle du Mont-Joux, voisine sous la puissante protection de laquelle la seconde aura plus tard éprouvé le besoin de se placer, en adoptant le même patron, ce qui amena, en 1466, l'union, passagère, des deux monastères. Ce sont là des points de détail au sujet desquels des divergences de vues sont possibles. Ce qui est plus important, et ce qu'il faut souligner en terminant, c'est que nos deux auteurs aboutissent, pour l'ensemble, à des conclusions identiques quant à l'origine de saint Bernard, le siècle qui l'a vu naître, les motifs qui l'ont décidé à fonder l'hospice du Mont-Joux. Comme le dit M. Donnet dans sa préface, le résultat des études récentes, c'est que « la vie la plus accréditée de S. Bernard de Menthon, qui a servi et sert encore aux hagiographes, ne mérite pas grande créance », et on ne peut que lui donner raison quand il ajoute que rien ne viendra, semble-t-il, infirmer les positions essentielles de sa thèse.

*L. Wæber.*

**Bühlmann Joseph : Christuslehre und Christusmystik des Heinrich Seuse.** Mit einem Holzschnitt, einer Handschrift- und Miniatur-Reproduktion. Luzern (Josef Stocker) 1942. VII, 251 SS.

Der letzte große mittelalterliche deutsche Mystiker aus dem Dominikanerorden hat kurz nacheinander zwei Darstellungen erhalten, die das Beste bieten, was bisher über seine geschichtliche Persönlichkeit und seine Lehre geschrieben wurde. Erzbischof *Konrad Gröber* (Der Mystiker Heinrich Seuse, Freiburg i. Br. 1941) überprüfte von neuem die Lebensschicksale Seuses und gelangte dabei zu Ergebnissen, die man als endgültig gesichert einschätzen darf. Auch die Echtheit seiner Werke, speziell der Vita, die ja stark umstritten wurde, wird überzeugend nachgewiesen. Gröber verbindet mit seiner Untersuchung eine hochinteressante Schilderung des ausgehenden Mittelalters im süddeutschen Raum, die dem Kirchenhistoriker wertvolles Material liefert.

*Bühlmann* befaßte sich mit den gleichen Fragen nur in seiner gedrängten Einleitung, die überdies noch ein paar Worte über Sprache und Darstellungskunst Seuses enthält. Wir haben keine abweichenden Ansichten zwischen den beiden Verfassern entdeckt. Es müßte Bühlmann hoch angerechnet werden, wenn er von sich aus zu den gleichen Resultaten wie Gröber gelangte.

Das Hauptverdienst Bühlmanns liegt darin, daß er zum ersten Mal auf katholischer Seite eine Gesamtdarstellung der Mystik Seuses bietet. Seuse war kein spekulativer Denker wie sein Lehrer Eckehart. Die dogmatischen Lehren bilden für ihn bloß den Ausgangspunkt zu praktischer Verwirklichung in Frömmigkeit und Mystik. Dennoch ist es geradezu auffällig, daß die Mystik des Seuse ausgesprochen doktrinäre Züge aufweist. Ob sich hierin nicht ein typisches Merkmal der dominikanischen Mystik offenbart ? Zwar ist ein lehrhaftes Gepräge auch der Mystik des hl. Bernhard von Clairvaux eigen (vgl. *Gilson Et.*, La théologie mystique de saint Bernard, Paris 1934) ; doch nicht in solch systematischer, vergeistigter Form und durchgehender Beeinflussung.

Christus ist für Seuse Zentralgestalt und Inbegriff aller geistigen und religiösen Werte. Man könnte bei ihm nicht, wie es Rob. Linhardt beim hl. Bernhard getan, zwischen Gottesmystik und Christusmystik unterscheiden. Wo liegen hiefür die tieferen Gründe ? Wir vermissen diese Fragestellung bei Bühlmann, wie er überhaupt die Eigenarten der Lehren Seuses zu wenig von der Persönlichkeit des Mystikers her zu leiten oder zu deuten versucht. Wenn die Vita auf dem Grundthema aufgebaut ist, daß die Annahme der Leiden das Höchste im geistlichen Leben bilde (S. 101), so hätte diese, sicher nicht alltägliche Auffassung von der langjährigen Einstellung Seuses her erklärt werden müssen, der absichtlich im Schmerz verweilte und Wohlgefallen an grausamer Selbstpeinigung fand (vgl. die Belege bei *Gröber*, a. a. O. 162 ff. ; 209 ff.). Trotz der innigsten Worte und der süßesten Bezeichnungen muß Seuse selber seine Christusnachfolge als « hart » erklären (S. 159). *K. A. Kneller* S. J. (« Geschichte der Kreuzwegandacht », Freiburg i. Br. 1908, 46 ff.) stellt

dieser herben Leidensauffassung die franziskanische Passionsminne gegenüber, die viel mildere Züge aufweist und daher Gemeingut des gläubigen Volkes wurde. Wenn man Geistesrichtungen miteinander vergleichen will, wie Bühlmann es wiederholt zu tun versucht, muß man auch wirklich die geistigen Haltungen und nicht bloß die materiellen Unterlagen miteinander konfrontieren. Leider müssen wir indes die Feststellung machen, daß sich der Verfasser in den fremden Anschauungen nicht genügend auskennt. Wir beschränken uns auf einige Hinweise, die mit der franziskanischen Mystik in Beziehung stehen.

Bühlmann zitiert den hl. Bonaventura an mehr als 30 Stellen. Doch überprüft er seine Deutungen nicht an Hand zuverlässiger Literatur. Es ist kaum zu entschuldigen, daß die hervorragende Darstellung der Aszese und Mystik des seraphischen Lehrers durch *E. Longpré* O. F. M., im Dictionnaire de Spiritualité I, Paris 1937, col. 1768-1843, nicht herangezogen wurde. Auch die Benützung von *Stanisl. Grünewald* O. F. M. Cap., « Franziskanische Mystik », München 1932, hätte Bühlmann vor einseitigen Behauptungen bewahren können. Ganz sicher sind die Gedanken Seuses über das Leiden von großer Bedeutung für die mystische Frömmigkeit ; aber die Formulierungen Bühlmanns auf S. 64-66 sind übertrieben, weil er nicht bedachte, daß Seuse schon größere Vorgänger gehabt hatte. Wenn man die aszetisch-mystischen Hauptschriften des hl. Bonaventura nennen will (S. 218, Anm. 108), darf man neben dem « Itinerarium mentis in (nicht *ad*) Deum » die Collationes de septem donis Spiritus Sancti und die Collationes in Hexaëmeron nicht unerwähnt lassen. Hingegen irrt sich Bühlmann, wenn er das « Incendium amoris » als von « De triplici via » unterschiedene Schrift ansieht, da es sich bei diesem Werklein nur um einen « falsus titulus » handelt (vgl. *S. Bonav.*, Op. omnia, T. VIII, Prolog. c. I, § 1, b).

Als Illustration zur Passionsverehrung nach liturgischen Tageszeiten hätte Bonaventura mit seinem « Officium de Passione Domini » bereits S. 82 Anm. 15 genannt werden sollen, weil dieses lange vor jenem des Bruders Berthold O. P. verfaßt wurde und diesem vielleicht als Anregung und Vorlage diente.

Weil Bühlmann die Lehre des hl. Bonaventura über die Bedeutung der Eucharistie für das mystische Leben gar nicht berücksichtigt (vgl. die Zusammenfassung in : Dict. Spir. I, 1812-1814), wagt er die überspitzte Behauptung, « daß kaum einer der Mystiker oder der mittelalterlichen Theologen und Prediger so eindringlich vom heiligsten Sakrament, von dessen Verehrung und häufigem Empfange spricht, wie Seuse » (S. 182).

Was Bühlmann über die Verehrung der Menschheit Christi im Dominikanerorden schreibt (S. 183), wird durch ruhiges Vergleichen mit der franziskanischen Literatur (vgl. *P. Stanislas du Chambon-Feugerolles* O. F. M. Cap., La dévotion à l'humanité du Christ dans la spiritualité de saint Bonaventure, Lyon 1932 ; Dict. Spirit. I, 1806-1809) entsprechend abgeschwächt.

Noch weniger können wir uns einverstanden erklären mit dem Satz : « *Vor* der Dominikanerpredigt hört man überhaupt nichts von einer deutschen Mystik » (S. 146). Niemand wird die überragende Stellung der

drei großen deutschen Dominikanermystiker, Eckehart, Tauler, Seuse, leugnen. Doch schon vor Beginn der Dominikanerpredigt, also vor 1287, gab es deutsche Mystiker im Franziskanerorden. Sicher darf David von Augsburg dazu gerechnet werden (vgl. *Stöckerl D.*, David v. A., ein deutscher Mystiker aus dem Franziskanerorden, München 1914 ; *Heerinckx J.*, Theologia mystica in scriptis fratris David ab Augusta, in : Antonianum VIII (1933) 49-83, 161-193), den auch Hier. Wilms O. P. unter die deutschen Mystiker einreiht (La mistica alemana, in : Ciencia Tomista 50 [1934] 188-190). Die deutschen Predigten Bertholds von Regensburg enthalten nicht viel über Mystik, wohl aber seine « Sermones ad religiosos et quosdam alios », von denen freilich erst 20, 67 aber noch nicht herausgegeben wurden. *St. Grünewald*, Franziskanische Mystik 18, Anm. 5, rechnet auch den Zeitgenossen Lamprecht von Regensburg unter die deutschen Mystiker. Die obige Formulierung Bühlmanns ist somit unhaltbar.

Diese Aussetzungen sind selbstverständlich von untergeordneter Natur. Wir bedauern, daß der Verfasser sie nicht vermieden hat ; denn seine Darlegungen über die Christus-Mystik des Heinrich Seuse sind im übrigen so gediegen und vollständig, daß sich die Forschung fortan auf dieses Werk berufen wird.

Freiburg. Dr. P. *Lorenz Casutt* O. F. M. Cap.

**Angelo Mercati : Il sommario del processo di Giordano Bruno.** Città del Vaticano 1942, 155 S. (= *Studi e Testi* pubblicati per cura degli scrittori della Biblioteca Vaticana e degli archivisti dell' Archivio segreto vol. 101).

Zu den wertvollsten Entdeckungen, die in den letzten Jahren im Vatikanischen Archiv in Rom gemacht wurden, gehört wohl die Auffindung des Summarium des Inquisitionsprozesses gegen den italienischen Naturphilosophen Giordano Bruno durch den derzeitigen Präfekten des Vatikanischen Archivs, Mons. Angelo Mercati. Die eigentlichen Akten des vielumstrittenen Prozesses müssen heute als verloren gelten. Sie befanden sich nie im Vatikanischen Archiv, wie schon oft zu Unrecht behauptet wurde, sondern im Archiv des Hl. Offizium in Rom, das 1810 auf Befehl Napoleons nach Paris geschleppt wurde. Wenn die Giordano Bruno-Akten nicht schon früher abhanden gekommen waren, so doch sicher zwischen 1815-1817, als ein Großteil der Papiere des Hl. Offizium als « inutili » in Paris vernichtet wurde.

Zum großen Glück für die spätere wissenschaftliche Forschung war im Auftrag eines Assessors des Hl. Offizium nach dem Juni 1597 das Summarium des ganzen Prozesses gegen Giordano Bruno hergestellt worden. Dem unbekannten Kompilator standen u. a. zur Verfügung : die Prozeßakten von Venedig, die Aussagen von 5 Mitgefangenen, von denen einer 5 Monate vor Bruno den Scheiterhaufen in Rom bestieg, die Akten von 10 vor dem Hl. Offizium in Rom stattgefundenen Verhören und die Verteidigungsschriften des Angeklagten. Gestützt auf diese primären Quellen grup-

pierte der Verfasser das Material des gesamten Prozesses in methodischer Reihenfolge um 33 Anklagepunkte, denen er mit objektiver Genauigkeit die Verteidigung Brunos gegenüberstellte.

Trotzdem im letzten Jahrhundert zu wiederholten Malen in römischen Archiven Nachforschungen über das Vorhandensein von Akten über den Giordano Bruno-Prozeß angestellt wurden, blieb das Summarium unentdeckt. 1886 kam es erstmals zum Vorschein, konnte jedoch wegen widriger Zeitumstände nicht ausgenützt werden. Es geriet neuerdings in Vergessenheit, bis Mercati es nach 15jährigem Suchen am 15. Nov. 1940 unter den Papieren Pius' IX. entdeckte und in mustergültiger Weise edierte.

Nach einer einführenden Studie über das Vatikanische Archiv im Jahre 1849, bringt Mercati eine ausführliche Beschreibung des Manuskriptes des Summarium, das sich in einem der Quartbände des päpstlichen Geheimarchivs befindet, die zur Zeit der napoleonischen Herrschaft die Reise nach Paris und zurück in die Ewige Stadt antreten mußten. Sodann untersucht er die Frage nach den Originalakten des Prozesses, die der unbekannte Kompilator für seine Zusammenfassung benutzte und beleuchtet in einem abschließenden Kapitel die neuen Ergebnisse über den Verlauf des Inquisitionsprozesses und die pantheistischen Ideen des ruhelosen Dichterphilosophen.

Nach einem abenteuerlichen Wanderleben, das Giordano Bruno nach seinem Austritt aus dem Orden geführt hatte, wurde er 1592 der Inquisition zu Venedig ausgeliefert und von dort im Februar 1593 in das Gefängnis der päpstlichen Inquisition in Rom verbracht. Der römische Prozeß galt als Fortsetzung des venezianischen. Er wurde mit größter Genauigkeit geführt und dauerte 7 Jahre. Die Behandlung der Gefangenen war, wie die den von Mercati veröffentlichten Dokumente dartun, für die damalige Zeit mild und menschenwürdig. Aus der Zusammenstellung der Irrlehren Brunos geht hervor, daß der abtrünnige Mönch die Grunddogmen des Christentums überhaupt leugnete. Sein Bekenntnis zum heliozentrischen System spielt nur eine untergeordnete Rolle und wird unter den verschiedenen vorgebrachten Anklagepunkten nicht eigens erwähnt.

Am 14. Januar 1599 wurden 8 Sätze aus Brunos Schriften als häretisch erklärt. Damit war der eigentliche Prozeß abgeschlossen. Der Verurteilte gab bald darauf seinen Richtern den schriftlichen Widerruf seiner Irrlehren. Eine Zeitlang scheint die Bekehrung aufrichtig gewesen zu sein. Doch hielt sie nicht lange an. Neuerdings versteifte sich der Unglückliche auf seine Irrtümer, wie aus einer an den Papst gerichteten Verteidigungsschrift hervorgeht. Nochmals versuchte man auf gütlichem Wege den Abtrünnigen von seinen falschen Lehren abzubringen. Doch umsonst begaben sich der General und der Vikar des Dominikanerordens in den Kerker, um Bruno von seinen Irrtümern zu überzeugen. Der wandte sich in einer neuen Verteidigungsschrift an den Papst. Klemens VIII. erteilte jedoch am 20. Januar 1600 den Befehl, den hartnäckigen Irrlehrer der weltlichen Gewalt zu übergeben. Nach der damaligen Rechtsprechung wurde Giordano Bruno zum Feuertode verurteilt. Die Hinrichtung erfolgte am 17. Februar 1600 auf dem Campo de' Fiori zu Rom.

Soweit der äußere Verlauf des berühmten Inquisitionsprozesses. Die Akten entwerfen kein günstiges Bild vom Menschen Bruno. Von Bekennermut, wie vielfach in antikirchlichen Schriften behauptet wurde, kann angesichts der zweimaligen Abschwörung keine Rede mehr sein. Das hartnäckige Festhalten an den verurteilten Irrlehren haben die Richter als Halsstarrigkeit angesehen. Mercati sieht darin bereits die Anzeichen der geistigen Zerrüttung. Leider läßt uns das Summarium über die letzten Jahre im Ungewissen, sonst müßte es vielleicht das Bild eines geistig Umnachteten entwerfen. Auf jeden Fall beweisen die wiederaufgefundenen Papiere die Berechtigung des Inquisitionsprozesses. Wenn das Urteil nicht zu Gunsten Brunos ausgefallen ist, so liegt die Schuld nicht an den Richtern, sondern am Angeklagten selbst. Maßgebend für die erstern war die Tatsache, daß Bruno in Wort und Schrift die Grunddogmen des Christentums leugnete und somit Kirche und Staat in gleicher Weise gefährdete. — Im Anhang veröffentlicht Mercati als Frucht jahrelanger Forschungen interessante Dokumente über die Inquisition in Modena. Unter den dort Verurteilten befindet sich u. a. der bekannte Dichter Panfilo Sassi. Die Publikation des derzeitigen verdienten Leiters des Vatikanischen Archivs, die den 101. Band der wissenschaftlich hochstehenden Serie der « Studi e Testi » bildet, ist ein überaus wertvoller Beitrag zur Geschichte der vielumstrittenen Inquisition in Italien im Zeitalter der katholischen Erneuerung.

Luzern. *Joh. Bapt. Villiger.*

**Der selige Frowin von Engelberg, ein Reformabt des 12. Jahrhunderts (1143-1178).** Dargeboten von Mönchen der Abtei Engelberg (= 7. Heft der Sammlung : Schriften zur Heimatkunde von Engelberg). Druck und Verlag der Stiftsdruckerei Engelberg 1943, 53 SS.

Die Abtei Engelberg feiert in vorliegenden Gedenkblättern die Verdienste ihres zweiten Gründers, der vor 800 Jahren die Leitung der zerfallenen Stiftung Konrads von Sellenbüren übernahm und den Bestand derselben durch eine weitsichtige Reform für Jahrhunderte sicherte. In einem einleitenden Überblick umreißt S. Gn. Abt Dr. Leodegar Hunkeler das Leben Frowins und die Geschichte seines freilich spät (Anfang 17. Jh.) einsetzenden Kultes. Ein längerer Aufsatz : « Frowin als Mönch und Abt », aus der berufenen Feder des gleichen Verfassers, führt in die geistige und religiöse Umwelt zurück, der Frowin angehörte, um von ihr aus zum Verständnis seines Reformwerkes vorzudringen. In der Schwarzwälder Abtei St. Blasien, der Frowin entstammte, wehte (über die Abteien Saint-Bénigne zu Dijon und Fruttuaria im Piemontesischen) der Geist Clunys. Er hat auch dem Reformwerk Frowins in Engelberg seine Eigenart aufgedrückt. Dieses bestand zunächst in der äußeren Sicherstellung der Abtei (freie Abtwahl!) ; dann in der Mitteilung des monastischen, religiösen und geistigen Lebens : Ausgestaltung der Liturgie, Hebung der Marienverehrung, des Reliquienkultes, der klösterlichen Zucht ; in der Förderung

von Kunst und Wissenschaft, der Neuordnung der Seelsorge, der Urbarmachung des Engelberger Talbodens. Vielleicht geht auch die Gründung des Engelberger Frauenklosters auf diese Zeit zurück. Frowins Reformarbeit wird abschließend als eine nochmalige, den örtlichen Verhältnissen und Bedürfnissen weise angepaßte Verkörperung des Geistes von Cluny bezeichnet zu einer Zeit, da in Frankreich die cluniazensische Reformbewegung ihre führende Stellung bereits verloren hatte. — Wenig untersucht waren bis jetzt die philosophisch-theologischen Werke Frowins. Bereits Mabillon hatte sich mit ihnen befaßt. Seine Exzerpte wurden sogar in der Patrologie von Migne nachgedruckt. Die Frage wurde seit geraumer Zeit von lic. theol. P. Othmar Bauer wieder aufgegriffen. Die Lösung wird mit Ungeduld und Spannung erwartet. P. Bauer faßt hier sein vorläufiges Urteil über die geistesgeschichtliche Bedeutung Frowins in die Worte: « Als Gottesgelehrter und christlicher Humanist hat Frowin im Geistesleben seiner Zeit eine beachtenswerte Stellung eingenommen. Aufgeschlossen und bejahend — wenn auch aus der Ferne — steht er der frühscholastischen Renaissance gegenüber. Bewundernde Nachahmung des Alten paart sich in ihm mit jugendlichem Gestaltungsdrang ». — Weit bekannter, besonders durch Durrer, waren die prachtvollen Codices der Engelberger Schreiberschule, deren Gründer ebenfalls Frowin war. Die diesbezüglichen Verdienste würdigt Dr. P. Ephrem Omlin. Er verbreitet sich besonders über die kunstgeschichtliche Seite der « schmissigen » Initialen und ganzseitigen Textillustrationen. Entgegen der Vermutung Durrers glaubt er den Frowinmeister nicht mit der Person des Abtes selbst gleichsetzen zu müssen. Wie Durrer sucht er die Heimat dieser Kunst im Kulturkreis von Hirsau (Stuttgarter Passionale) und St. Blasien. Schließlich zeigt Dr. P. Gall Heer am Beispiel des Annalisten P. Ildephons Straumeyer 1701-1743, wie treu das Erbe Frowins im entlegenen Bergtal gewahrt wurde. Man kann nur staunen über die literarische Fruchtbarkeit Straumeyers — ein Seitenstück zu den unsterblichen Arbeiten der Benediktiner von St-Germain-des-Prés. P. Heer war zu diesem Aufsatz durch seine Dissertation über Mabillon und die Schweizer Benediktiner ausgezeichnet vorbereitet. — Diese Aufsätze sind durch ihre Gediegenheit eine ebenso würdige wie wissenschaftlich beachtenswerte Festgabe, die ihren Verfassern zur Ehre gereicht. Sie ergänzen und — berichtigen zum Teil, was in der ersten Nummer des laufenden Jahres dieser Zeitschrift über Frowin geschrieben wurde.

*O. Perler.*

# Das Kloster St. Johann im Thurtal
## 1520-1555

### Ursachen und Verlauf seines Verfalls

von Johann KECKEIS

*(Schluß)*

### 2. Kapitel

### Roms endgültiger Entscheid nach fruchtlosem Verhandeln der beiden Gewalthaber

Der Januartag zu Lichtensteig hatte das Sinken des bischöflichen Einflusses klar erwiesen. Diethelms Verzögerungspolitik sollte aber noch einige Zeit weiter spielen. Wie schon 12 Jahre zuvor, lenkten die vorarlbergischen Güter wieder die ganze Aufmerksamkeit auf sich [1], die wegen allzustarker Verschuldung ernstlich bedroht waren. Schon im Februar 1546 waren bei Diethelm Klagen eingelaufen über Wegnahme, Aufteilung und sonstige Veränderung der Lehen ; damals hatte er Wolfg. Altmannshauser beauftragt, sich über die Dinge zu erkundigen, um eventuell einschreiten zu können [2].

Auf die Januarberatung hin hatte Diethelm um Stillstand der Forderungen gebeten, aber Altmannshauser wußte, daß die Gläubiger sich nur noch auf Einsetzung eines bestimmten Zahlungstermins hin gedulden würden. Sonst erginge das Rechtsverfahren über ihn, der doch nur des Gotteshauses Bestes wollte [3]. Diethelm zog sich wieder

[1] Brief vom 8. Jan. 1548, G. Kr. W II 21, Nr. 1.

[2] Brief vom 2. Febr. 1546, Sta. B 293, S. 238 f.

[3] Brief vom 11. Jan. 1548, G. Kr. W II 21, Nr. 3. Diesem Brief fügte er ein Verzeichnis der Schulden bei, deretwegen man Ansprüche auf des Gotteshauses Güter erhob : Frau Stößin zu Feldkirch 600 gl. Hauptgut und 30 gl. verfallene Zinsen.

| | |
|---|---|
| Der Furtenbächin 2 verfallene Zinsen zusammen | 30 gl. |
| Ludwig im Graben einen verfallenen Zins von | 15 gl. |
| Frau Galizin an verfallenem Leibgut | 35 gl. |
| Der Stadt Feldkirch für 3 Jahre Steuern | 14 gl. |

zurück, versprach aber, dem Bischof zu schreiben; das einzige, was jetzt unbedingt zu geschehen habe, sei, die Versteigerung aufzuhalten. Dasselbe schrieb ihm Vogt Appezhofer, der aber ebenfalls keinen bestimmten Zahlungstermin angeben konnte [1]. Bischof Johann suchte nun Altmannshauser zu seinem Fürsprecher beim Abt in St. Gallen zu machen [2]. Aber auf solche Dinge konnte der Feldkircher Amtmann nicht mehr eingehen. Die einzige Rettung vor den Gläubigern sah er in der Angabe eines festen Zahlungstermins, sollte nicht zum großen Schaden des Gotteshäusleins das Sprichwort «burgen soll man wurgen» über ihn ergehen. Nach seiner sehr vernünftigen Ansicht mußten einfach zunächst die alten Schulden verschwinden, und nachher erst hielt er es für möglich, nach einer neuen Ordnung zu leben [3].

Der bedrängte und noch immer von seinem alten Eifer erfüllte Amtmann begab sich jetzt persönlich nach Konstanz, um dem größten Unglück vorzubeugen [4]. Appezhofer schob die Schuld der Verzögerung auf die Schwyzer und Glarner, den Konvent und seine Untertanen, die bekanntlich nichts von konstanzischem Eingreifen wissen wollten [5]. Des Abtes von St. Gallen geschah keine Erwähnung.

Hier war nur noch ein Entweder-Oder möglich, als ein Ereignis eintrat, das die ganze St. Johannerpolitik zwischen Abt und Bischof auf die Spitze trieb.

«Anno 1548 den 14 junii ward Johannes bischoff zu Costantz zu Augspurg unversehenlich krank in der nacht und starb umb den mittentag». «Christoff Mätzler, der rechten doctor, was von ehrlichen reichen lüten zu Veldkirch geboren, was thumbher zu Costantz und zu Chur, ward uff visitationis Marie den 2 julii zu Ratolfzel durch das thumbcapitel ainhelligklich zu ainem bischoff zu Costantz erwelt, als man zahlt 1548 jar» [6].

| | |
|---|---|
| Joachim Spechler zu Feldkirch um Tuch ca. | 10 gl. |
| Ihm selbst für seine jährlichen Darlehen | 124 gl. |

Dies waren die Schulden jenseits des Rheins, ohne die Zinsen, die man nach Vaduz schuldete (l. c. Nr. 6).

[1] Briefe vom 13. Jan. u. 20. Febr. 1548, l. c. Nr. 17 u. 32.
[2] Brief vom 20. Febr. 1548, l. c. Nr. 32.
[3] Brief vom 10. März 1548, l. c. Nr. 13.
[4] Brief vom 18. Mai 1548, l. c. Nr. 11.
[5] Brief vom 20. Mai 1548, l. c. Nr. 12.
[6] Seit 1542 war nämlich das Domkapitel in Radolfzell, «habend die von Überlingen sy nit lenger wellen haben». Schulthaiß Christ., Constanzer Bisthums-Chronik, hrg. von *J. Marmor*, FDA. VIII 1874, S. 90 f.

Schon am 21. Juni machte sich der Reichenauer Vogt bei Altmannshauser bemerkbar wegen der 300 gl., die der Verstorbene dem Gotteshaus geliehen : würde er durch die Gläubiger noch weiter dazu gedrängt, Unterpfand zu verkaufen, so möge er dem Stift auch diese Summe, wenn nicht ganz, so doch teilweise wieder übermitteln, denn es wäre unrecht, hätte der Verstorbene so große Mühen und Kosten umsonst getragen ; deshalb möge er vor allen andern bezahlt werden [1]. Er stellte also dem, der in äußerster Not vertrauensvoll und guten Willens bei ihm Rat und Hilfe holen wollte, noch weitere Forderungen, welchen der pflichtbewußte Amtmann nicht einmal ein entschiedenes Nein entgegensetzte [2]. All sein Hab und Gut setzte er schließlich ein, nur damit St. Johann nicht zu Schaden käme. Ob er das auch getan hätte, wenn er hinter die Kulissen hätte schauen können ?

In dieser Bedrängnis erschien Wolfgang vor den beiden Orten Schwyz und Glarus. Keinen Lohn begehrte er für seine treuen Dienste, sondern nur, daß er laut seines Briefes schadlos gehalten werde. Die beiden Orte empfahlen in der Huld Diethelms [3].

Auf den 10. August hatte Diethelm einen Tag angesetzt, seine Politik mit dem neuen Bischof zu versuchen. « Wegen der schwären sorgsamen löuffen » kam er aber nicht zustande [4].

Ein Ereignis, an das niemand gedacht hatte, setzte um diese Zeit die Geister erneut in Aufregung. Vom königlichen Hofvizekanzler in Augsburg, Jakob Jonas, kam Bischof Christoph folgendes Schreiben zu : « Der Überbringer des Briefes hat uns berichtet, daß die St. Johanner keinen andern Prälaten wollen, als Johann Zoller, den rechtmäßig erwählten und bestätigten Abt. Wenn er im Gefängnis verzichtet habe, sei dies aus Furcht geschehen. Da Zoller sein Landsmann und Freund sei und sich bereit erkläre, was er in der kurzen Zeit seiner Prälatur vertan, wieder einzubringen, bitte er mich, Zoller bei seiner Prälatur zu erhalten. Sollte er aber sein Versprechen nicht halten, dürfe er mit strenger Strafe entsetzt werden. Seine Bitte um gnädiges Gehör mögte ich unterstützen » [5].

Toni Syfrid, anscheinend von Götzis, denn er handelte im Auftrag Ulrich Pauls von Götzis und der ganzen Freundschaft Zollers, hatte

[1] Brief vom 21. Juni 1548, G. Kr. W II 21, Nr. 9.
[2] Brief vom 25. Juni 1548, l. c. Nr. 7.
[3] Brief vom 2. Juli 1548, Sta. W II 11, fol. 116.
[4] Briefe vom 11. u. 18. Aug. 1548, G. Kr. W II 21, Nr. 22, 34, 30.
[5] Brief vom 11. Aug. 1548, l. c. Nr. 72.

diese Briefe überbracht; auch Diethelms Antwort auf ihr Begehren wünschten sie. Statt jeder Antwort wußte Toni zu berichten, wie er zu St. Gallen entsetzlich angefahren worden, und ihm Briefe aufgezwungen worden seien an Christoph und an Jonas[1]. Das alles war Lug und Trug, denn erstens hatte Diethelm gar nicht persönlich mit Syfrid gesprochen, und zweitens hatten ihn die Amtleute freundlich empfangen und wieder abgefertigt. Dennoch fühlte sich Diethelm verpflichtet, an den Hubmeister in Feldkirch zu schreiben, um eventuelle Verleumdungen richtig zu stellen. Er hatte nämlich an die beiden Orte und den Bischof geschrieben, welche an der Absetzung Zollers beteiligt waren und diese Briefe dem Vorarlberger Boten übergeben. Da sie aber nach ein paar Tagen mit einem Schreiben wieder unversehrt zurückkamen, geriet er nicht wenig in Erstaunen über diese erdichteten Reden[2].

Am 28. August traf sich der Vogt von Güttingen mit dem Abt in St. Gallen zur Besprechung, die schon am 10. hätte stattfinden sollen, deren Traktanden aber durch diesen Zwischenfall noch wesentlich erweitert waren. Michel von Landenberg war dafür, daß Zoller wenn immer möglich wieder eingesetzt würde. Diethelm stellte als Gegenforderung, wenn dafür gesorgt würde, daß alle Schulden, auch die vor Zollers Erwählung gemachten, bezahlt würden, hätte er nichts dagegen[3].

Nun ließ Zoller auch noch durch Altmannshauser den Bischof um Verzeihung seiner «Jugendsünden» und um Übertragung der Prälatur auf zwei bis drei Jahre ersuchen[4]. Schließlich begab sich Johann in eigener Person nach Konstanz, seine Bitte vorzubringen. Christoph wagte aber nicht zu Willen zu sein, da er weder in Schwyz und Glarus, noch bei den Gotteshausleuten die Ansicht gewinnen konnte, daß Zoller wieder zum Abt gewünscht wurde. Seine Bürgschaft bot ihm zu wenig Garantie. Christoph versprach ihm einen andern Unterhalt, denn er hielt es für besser, den Haushalt für einige Zeit zu Ersparniszwecken zu ändern[5]. So nahm Zollers Reaktion, die sich zuviel auf Betrug stützte, ein klägliches Ende.

Die Pest, die damals ins Land Vorarlberg einbrach, enthob Altmannshauser für einige Zeit dem Drängen seiner Gläubiger; während

[1] Brief vom 23. Aug. 1548, l. c. Nr. 67.
[2] Briefe vom 28. Aug. 1548, l. c. Nr. 66. und Sta. W II 11, fol. 112.
[3] Sta. W II 11, fol. 140 f.
[4] Brief vom 30. Aug. 1548, G. Kr. W II 21, Nr. 20.
[5] Brief vom 2. Sept. 1548, l. c. Nr. 73.

dieser Zeit hielt er sich auf eigene Kosten im Konvent zu St. Johann auf. Von Abt Diethelm erwartete er nichts mehr, hatte er doch den Bischof sogar ersucht, seinem Lande gnädig zu sein und zu verhüten, daß Diethelm dort allzuviel zu schaffen hätte [1]. Ein nicht allzu schmeichelhaftes Urteil dieses charaktervollen Amtmanns über den sankt gallischen Abt!

Die bisherige erbarmende Rücksicht der Gläubiger durfte der Amtmann aber bei seiner Rückkehr nach Feldkirch nicht mehr erwarten. Seine einzige Hoffnung war noch auf den Bischof gestellt [2].

Ende Juli waren Prior und Gotteshausleute aus den St. Johanner Gerichten wieder vor dem Landrat erschienen, mit der Bitte, in weltlichen Dingen keinen andern Schirmherrn annehmen zu müssen als den Abt von St. Gallen; als geistlichen Oberherrn wollten sie den Bischof gern anerkennen. Um keinen Preis wollten sie, dem Toggenburg mit Eiden verbunden, von diesem getrennt werden; fest hofften sie, daß Diethelm mit ihnen nicht anders als mit seinen Landleuten verfahre. Dies zu erreichen, traten Statthalter und Landrat energisch bei Diethelm ein [3]. Anscheinend war man müde des ewig schwankenden Zustandes und zog diese Lösung der Einsetzung eines neuen Schaffners vor; Keller hat sein Amt nie angetreten. In der Folge blieb nicht mehr viel anderes übrig, da Christoph zu St. Gallen verkünden ließ, er werde kein Geld mehr leihen [4]. Indessen schlug er einen neuen Weg vor, dem Gotteshaus zu helfen.

Auf zwanzig bis dreißig Jahre war er gewillt, die Verwaltung des Klosters in geistlichen und weltlichen Dingen Diethelm ganz zu übergeben. Nur die bischöflichen Rechte in den Pfarreien des Klosters behielt er sich vor und forderte nach der genannten Zeit seine Jurisdiktion wieder zurück. Den Gläubigern wollte er mit gutem Beispiel vorangehen, indem er geduldig auf Rückzahlung wartete [5]. Mit diesem Entgegenkommen aber war der Abt von St. Gallen nicht zufrieden. Es wäre ihm unmöglich, die großen Schulden und Schäden in so kurzer Zeit abzuzahlen und auszubessern. Um aber dem Gotteshaus dennoch zu helfen, vertrat er die Meinung, es, da es doch in seiner Landschaft

[1] Ein kleiner Fetzen, auf dem nur dieser eine Satz zu lesen ist, der aber genau dieselbe Schrift zeigt wie der Brief vom 30. Aug., l. c. Nr. 21.

[2] Brief vom 7. Okt. 1548, l. c. 142.

[3] Brief vom 30. Juli 1548, Sta. B 293, S. 306 f.; vgl. *Wegelin*, II, S. 164.

[4] 28. Aug. 1548, Sta. W II 11, fol. 140r.

[5] Brief vom 1. Sept. 1548, Sta. B 293, S. 310 ff.

lag und ihm mit hohen und niedern Gerichten zugehörte, ihm und seinen Nachkommen zu übergeben und seinem Gotteshaus zu inkorporieren, sodaß er immer volle Gewalt hätte, natürlich unbeschadet der bischöflichen Rechte [1]. Dies waren Diethelms Bedingungen.

Hierüber mußte Christoph erst wieder mit dem Domkapitel in Radolfzell zu Rate gehen [2]. Aber dieses ging von seinem Vorschlag nicht ab. Inzwischen meldeten die Boten des Toggenburgs, daß die Gläubiger entweder bezahlt werden wollten, oder des Gotteshauses Gut « uff fryer gandt und schatzung hinnemen », wobei das Gotteshaus Gefahr liefe, sogar in weltliche Hände zu geraten. Man müsse jetzt auf der Hut sein, da die Frucht eingebracht werde, daß sie nicht, wie schon so oft, wieder vertan werde [3]. Schließlich erklärte Christoph offen, daß er keine Vollmacht habe, die Prälatur eines Reichsklosters jemandem einzuverleiben. Hingegen war er bereit, ihm die Abtei, wenn nötig, auf 50 Jahre zu übergeben. Sollte auch das nicht seinem Willen entsprechen, so wüßte er keinen andern Rat, als einige Güter aus der Herrschaft Toggenburg oder Feldkirch unter Vorbehalt des Rückkaufs zu versetzen. Würde dies geschehen, die Konventherren auf einige Jahre in andere Klöster versetzt und die Haushaltung einem jugendlichen « Pfarrer » übergeben, so müßten wohl aus allmählichem Überschuß die Güter wieder eingelöst werden können [4]. Diethelm schwieg, und sein Schweigen war selbstbewußtes Verharren auf seinem Willen.

Jetzt wandte sich Bischof Christoph durch Altmannshauser an die beiden Orte mit seinem Vorschlag [5]. Ganz verschieden lautete die Antwort der beiden Orte. Während Schwyz einer eigentlichen Antwort auswich und in allzu durchsichtigen Phrasen auf einem Tag zu Lichtensteig sich auszusprechen versprach (natürlich nach vorheriger Beratung mit dem Abt), gerieten die Glarner in Zorn, denn sie hatten gemeint, daß die beiden Prälaten die Sanierung des Gotteshauses längst durchgeführt hätten, mußten aber jetzt erfahren, « daß der letst irrthumb nachent den ersten begriffen will » [6].

Nach Überbringung seiner Briefe begab sich Wolfgang nach St. Johann und schätzte die Sanierung ab: Als eine Summe, die man

[1] Brief vom 13. Sept. 1548, l. c., S. 314 ff.
[2] Brief vom 15. Sept. 1548, G. Kr. W II 20, Nr. 122.
[3] Brief vom 30. Sept. 1548, G. Kr. W II 21, Nr. 19; vgl. *Wegelin*, II, S. 165.
[4] Brief vom 4. Okt. 1548, Sta. B 293, S. 318.
[5] Brief vom 24. Okt. 1548, l. c., S. 321 f.
[6] Briefe vom 27. und 29. Okt. 1548, l. c., S. 325 u. 327.

unverzüglich haben sollte, wollte man nicht großen Schaden erleiden, stellte er über 485 gl. fest. Zu Feldkirch und Vaduz hatten die Schulden das Tausend überstiegen. Im Gotteshaus war weder Heller noch Pfennig an Geld zu finden. Aus einem guten Verkauf des Milchviehs, der Ochsen und Rinder versprach er sich an die 230 gl.; dann waren noch etwa 350 Fuder Heu zu verkaufen, die er « ain fuder in das ander ain kronen wert » schätzte. Im Kloster war nur noch der alte Prior; zwei junge Konventualen versahen Pfarreien außerhalb des Klosters. Der eine von ihnen, Christoph Amberg, wünschte aus dem Konvent auszutreten, um als einfacher Seelsorger ohne fernere Ansprüche auf das Kloster seine Pfarrkinder zu betreuen. Wolfgang war der Ansicht, daß es ihm keiner verargen könne, wenn er seine Verbindung mit einem solchen Kloster lösen wolle [1].

Aus den Briefen der Schwyzer und Glarner ersah Bischof Christoph klar, daß sein Vorschlag nicht bewilligt wurde. Trotzdem er seinen Standpunkt nicht verlassen wollte, war er guter Hoffnung, daß irgendein Weg gefunden würde, der seinem Stift keinen weitern Schaden zufügte. Als Nachschrift fügte er seinem Brief an Altmannshauser bei, die 10 gl., die er ihm St. Johannergeschäfte halber geliehen, bald wieder zurückzuschicken, und auch die 260 früher geliehenen Gulden einzuziehen trachten, sollte kein friedlicher Weg gefunden werden [2].

« So müssen wirs Gott ergeben, und gewarten, was gutes erfolgen wolle », waren die Worte der beiden geistlichen Herren. So gab es aber auch nur noch einen Ausweg: « gant und schatz ». Die Glarner schlugen noch vor, Diethelm bis zur Rückzahlung des Kredites nach seinem Gutdünken verwalten zu lassen [3]. Aber Diethelm war nur dann bereit, die Schuld abzutragen, wenn ihm die ganze Administration « inhändig » gemacht würde; das lehnte Christoph wieder energisch ab, indem er auf seine alten Rechte hinwies und nicht Unverantwortliches von ihm zu verlangen bat [4].

Nun waren sie beide so weit, daß sie sich ohne Ausweg als Rivalen gegenüberstanden; hie Abt von St. Gallen, hie Bischof von Konstanz, wie schon so oft im Laufe des Mittelalters. Die Politik der beiden Orte wie des Toggenburgs war die Politik Diethelms;

[1] Brief vom 1. Nov. 1548, G. Kr. W II 21, Nr. 38.
[2] Brief vom 2. Nov. 1548, l. c. Nr. 40.
[3] Brief vom 10. Nov. 1548, Sta. B 293, S. 382 f.
[4] Briefe vom 15. und 17. Nov. 1548, l. c., S. 333 ff. und G. Kr. W II 21, Nr. 44.

Bischof Christoph war ohne Hilfe im Land. So stellten die beiden Orte Schwyz und Glarus in Anbetracht dessen, daß sie beim Bischof «nüt verfachen mögen», dem Abt Diethelm ausdrückliche Schirmbriefe aus: «So dann unser gnädiger Herr zuo St. Gallen understatt gesagt gottshüßli zuo beladen, rechtliche ordnung im gottsdienst und zittlichem für handen nehmen will, so erbütten und sagen wir sinen Gnaden hiemit zuo, als schirmherren des gottshus St. Gallen, ouch wegen besonderer landrechte, hierin sinen Gnaden beholfen und beratten zuo sin, ouch schutz und schirm zegeben, damit die allda fürhin in allweg rechter regierender Herr sig, in geistlichen und weltlichen sachen»[1].

Altmannshauser in Feldkirch stand noch immer auf seiten des Bischofs. An ihn richtete denn Christoph auch ein Schreiben, worin er klagte, daß alle das wollen, was er nicht geben könne, aber noch immer interessierte es ihn, wie es dort in St. Johann stehe[2]. Wolfgang meinte, daß des Bischofs verständiger Vorschlag dem Kloster wohl helfen würde, wenn der Schirmherren nicht gar so viele wären. Über Schuldentilgung und Haushalt berichtete er, daß Frau Stößin bis zum Bartholomäustag Verzug gewährt, und daß er einige Schulden getilgt habe durch den Verkauf des Weins im Keller zu Feldkirch; der Verwalter (Prior) zu St. Johann habe sich fromm aufgeführt während seines Aufenthaltes im Kloster, und zwar weil er sich beobachtet glaubte[3]. Schließlich mußte aber auch Wolfgang merken, daß beim Bischof in dieser Angelegenheit nichts mehr zu holen war.

Um über den ganzen Stand des Gotteshauses gut orientiert zu sein, beraumte Diethelm auf Montagabend nach Trinitatis (17. Juni) einen Rechnungstag nach Wil an; er hätte ihn gerne nach St. Johann angesetzt, aber dort war ein solches Elend, daß man weder Unterkunft für Roß und Mann, noch Essen und Trinken hätte finden können[4]. Dazu wurde mit den andern auch der vorarlbergische Amtmann Hans Mayer von der Klus berufen. Diesen hatte Johann Zoller soeben durch Ulr. Bock von Götzis vor das «Hofgericht» von Sulz zitiert. Dort wurde ihm Zollers Brief mit den Yberger Zugeständnissen zur Besiegelung vorgelegt: entweder würden ihm diese gehalten, oder er hätte das Recht, sein Hab und Gut anzugreifen[5]. Wahrscheinlich

[1] 1. und 3. Dez. 1548, Sta. XVIII, S. 81 ff.; E. A. IV 1d, S. 1067.
[2] Brief vom 10. April 1549, G. Kr. W II 21, Nr. 162.
[3] Brief vom 28. April 1549, l. c. Nr. 160.
[4] Brief vom 13. Juni 1549, l. c., S. 400 ff.
[5] Brief vom 31. Mai 1549, l. c., S. 382.

handelte es sich hier um jenen Artikel der Übereinkunft, in welchem Zoller doppelte Pfründe zugesichert wurde bei gutem Verhalten, die zu geben jetzt freilich nicht leicht war. Deshalb gelangte Abt Diethelm an Altmannshauser und an Ulrich von Schellenberg, dem abgesetzten Abt solches Unterfangen an den Gütern des Gotteshauses zu verbieten. Derartige Rechtsprechungen zu Rankweil und Sulz wünschte er beseitigt unter Berufung auf die Erbeinung. Hans Mayer hätte vor ihm in Wil zu erscheinen, da seine Angelegenheit mit der Rechnungsabgabe nichts zu tun habe. Die gegenwärtige Lage müsse doch Zoller jetzt ein derartiges Vorgehen verbieten [1].

Johann Zoller war nicht zu bewegen, nach Wil zu gehen, denn die Artikel von Yberg waren ihm klar genug, als daß er noch irgend einer Erläuterung bedurft hätte ; es war nur zu befürchten, daß auf einem weitern Tag die Bestimmungen des ersten umgebogen würden. Hans Mayer wollte zuerst seiner Haftpflicht entledigt sein, bevor er sich verpflichtet glaubte, Rechnung zu geben [2]. So fehlte dieser Amtmann, als am 17. Juni die Versammlung zusammentrat. Erst am 28. Juli, nach langen Verhandlungen des Feldkircher Hubmeisters mit ihm und Zoller, erschien er vor Diethelm zu Rorschach um seine Rechnung abzugeben [3].

Der Landammann von Schwyz und der Säckelmeister von Glarus trafen sich mit den Gesandten Diethelms und den Amtleuten St. Johanns (vom Bischof ist gar nicht die Rede). Die Abrechnung zeigte, daß, Einnahmen und Ausgaben an Zinsen, Renten und Gülten miteinander verglichen, dem Gotteshaus noch 175 gl. 9 sch. 1 pf. blieben. Dabei aber waren die vielfachen Schulden für Kredite nicht gezählt, die 2000 gl. weit überstiegen [4]. Auch Diethelm hatte, gleichsam als Beweis, dem Kloster helfen zu können, seit Bischof Johanns Tod ihm bereits 180 gl. geliehen, ein kleines Darlehen, das aber in der Folge mit der Sicherheit seiner Alleinherrschaft immer mehr wuchs [5]. Damit war die Lage des Gotteshauses allen klar. Jetzt fragte es sich nur, wer Abhilfe schaffen sollte. Der Abt von St. Gallen sollte über die ganze weltliche und geistliche Ordnung einen Geistlichen setzen. Alle Mönche,

[1] Brief vom 1. Juni 1549, l. c., S. 382 ; über die Erbeinung siehe I. Abschn. 2. Kap.

[2] Brief vom 15. Juni 1549, l. c., S. 414 ff.

[3] Brief vom 28. Juli 1549, l. c., S. 430.

[4] Kantonsarch. Schwyz E. A. VIII, Nr. 608, Beilage II.

[5] Sta. Kasten V, Zelle 8, Fasz. 1.

welche zum Kloster gehörten, dort bleiben oder wieder hinein wollten, sollten in Nahrung und Kleidung den Mönchen von St. Gallen gleichgehalten werden, dagegen aber den Gottesdienst der Regel Benedikts gemäß getreu verwalten. Jedem wurde es freigestellt, sich anderswohin zu begeben, nur war dann das Kloster solchen Austretenden gegenüber in Zukunft jeder Verpflichtung enthoben. Diethelm versprach, des Klosters Gebräuche und Gerechtigkeiten zu beobachten.

Auf diese Verhandlungen verlangte der Konventuale Jakob Steiger im Namen seiner Brüder 4 Wochen Bedenkzeit, nach welchen sich jeder zu erklären hatte ; nachher waren St. Johanns Tore jedem Wiederkehrenden geschlossen, das Öffnen der Gnade Diethelms vorbehalten [1]. Im Anschluß an diesen Tag wurde ein Inventar des Gotteshauses aufgenommen [2]. Einen halben Monat später übergab der Landrat von Toggenburg das Gotteshaus definitiv in die Hände Diethelms unter Bedingung der Wahrung seiner Freiheiten ; Ammann Ritter und Schultheiß Künzli wurden bestimmt, Diethelm über alles zu informieren [3].

Zu St. Johann herrschte eitel Freude und Dankbarkeit, als Stoffel Schorno und Joachim Waldmann, die Gesandten des doppelten Landrats, diese Übergabe verlasen. Zum Wasser und Peterzell wollten noch am selben Abend ihre Boten schicken, zweifelsohne dieselbe Befriedigung auszudrücken.

Alle diese Ereignisse hatten in Innsbruck die Meinung wachgerufen, Diethelm habe die Abtei St. Johann gekauft. Die oberösterreichische Regierung verlangte deshalb von ihm die Rechtstitel für seine Ansprüche auf die Einkünfte im Vorarlberg [4].

Wie Diethelm zu Wil angetönt, setzte er den Bischof bei einem Zusammentreffen in Arbon über diese Beschlüsse in Kenntnis. Dieser war begreiflicherweise nicht sehr erbaut über alle Vorgänge, welche Diethelm als einzigen Herrn zu St. Johann anerkannten, nach seiner Ansicht mit Anmaßung der bischöflichen Rechte. Er zählte alle Mühe und Arbeit auf, die sein Stift schon mit St. Johann gehabt und sprach sich nochmals ausdrücklich gegen ein solches Vorhaben aus [5]. Ob die Gotteshausleute aus dieser Ablehnung wohl Schlimmeres ahnten, daß

[1] E. A. IV 1e, S. 97 f. ; wie wir hörten, war nur noch einer im Kloster ; über die drei andern sagt eine Urkunde, die *v. Arx* (III, S. 81) und *Wegelin* (II,S. 165) benützten, daß sie sich als Landstreicher in der Gegend herumtrieben.

[2] Sta. B 293, S. 406 ff. ; B 297, S. 537 ff. ; siehe Beilage I.

[3] Sta. F 1467, fol. 28r.

[4] 29. Juli 1549, Innsbruck : Walgew-Buch 4, fol. 397.

[5] Brief vom 6. Aug. 1549, Sta. B 293, S. 432 ff.

sie von « seltzam löuff » zu berichten wußten, die sie über Nacht von der Landschaft trennen könnten [1] ? Einen Monat später versuchte ihn Diethelm nochmals eines Bessern zu belehren, da er von Wil her schon Wein, Korn und andere Nahrungsmittel hatte herführen lassen, auch Geschirr und Leinwand ; nur mit Geld hatte er noch gezögert, um es nicht umsonst hinauszuwerfen. Ausdrücklich behielt er Christoph die bischöflichen Rechte vor auf die Pfarreien und Geistlichen, auch Proklamation und Konfirmation eines neuen Herrn von St. Gallen als Abt von St. Johann [2].

Christoph aber wich um keinen Millimeter, denn trotz aller Zugeständnisse wurde er nach seiner Ansicht « der rechten geistlichen Ordinari Gerechtigkeit » entsetzt. Seine Mittel hätten dem Gotteshäuslein schon auf eine beträchtliche Höhe geholfen, wären sie gleich befolgt worden, meinte er [3].

Auf diesen Brief blieb Diethelm jede Antwort schuldig. Er war bereits im Begriffe, der Angelegenheit auf eine Art und Weise ein Ende zu setzen, von der Christoph nichts ahnte und von der er erst zu spät erfuhr. St. Johann mußte in seine Hände kommen, und so trat er den Weg an, der ihn manches kostete, der ihn aber schließlich zum Ziele führte, den an die römische Kurie.

Seit Oktober 1534 saß auf dem Stuhle Petri Alessandro Farnese als Paul III. Nach einem schnellen und einträchtig verlaufenen Konklave, was damals eine Seltenheit bedeutete, war der 67jährige Kardinal zum Nachfolger Klemens VII. bestimmt worden. Wie sehr er auch der verhängnisvollen Epoche, in der er emporgekommen war, seinen Tribut zollte, so war er doch klug genug, die Bedeutung der Kirchenreform nicht zu verkennen und zögerte nicht, ihre Vertreter zur Geltung kommen zu lassen, hatte doch er die Konzilsväter zum Tridentinum berufen [4].

An diesen entschloß sich Diethelm schon Ende 1548 zu wenden, als ihm Christoph geschrieben, er werde sich der Sache überhaupt nicht mehr annehmen [5]. Seit 1541 besaß die Schweiz ja wieder einen päpstlichen Geschäftsträger in der Person des Cavaliere Girolamo Franco, eines Familienvaters aus San Severino, der auf Gutachten des greisen Filonardi hin diese Stelle angetreten. Da dieser aber der

[1] Sta. F 1467, fol. 29r.
[2] Brief vom 7. Sept. 1549, Sta. B 293, S. 436 ff.
[3] Brief vom 9. Sept. 1549, l. c., S. 442.
[4] Vgl. *Pastor*, V, S. 10 ff. ; VI, S. 3 ff.
[5] Vgl. voriges Kapitel und Sta. B 297, S. 525 ff.

deutschen Sprache nicht mächtig war, wurde ihm als Begleiter und Dolmetscher der Schreiber der Schweizergarde Albert Rosin beigegeben. Franco ließ sich zeitweise in Altdorf nieder, während Rosin in Luzern ständigen Wohnsitz nahm[1]. An diesen wandte sich der Abt von St. Gallen mit seinem Anliegen, das er in aller Breite darlegte. Schon anfangs Februar 1549 wußte Rosin darum; er wollte sich nur auf den kommenden Tag zu Baden noch genauer orientieren. Gleich zu Beginn war Diethelm auch bereit, die Förderung dieser Petition mit klingender Münze zu unterstützen, mußte doch Rosin zu ihm sagen, daß er jetzt noch kein Geld brauche; wenn dann der Handel nach Rom gelange, «kumpt noch lang woll kost»[2].

Albert tat, wie er versprochen, und schon eine Woche später konnte er Diethelm die «Supplicatz» zur Durchsicht senden, um zu erfahren, ob noch irgend etwas zu ändern sei[3]. Die ganze traurige Geschichte der letzten Äbte war darin erzählt. Die Bitte um Inkorporation bestärkte er damit, daß er das Gotteshaus nicht gern von allen seinen Schulden loskaufe, damit es ein anderer wieder zugrunde richten könne; die Vernachlässigung des Gottesdienstes hob er besonders hervor[4]. Diethelm konnte die Antwort kaum erwarten, aber Fastenzeit und Ostertage verzögerten sie. Umsonst hat Rosin seine Gesandten und den Hauptmann der Schweizergarde wiederholt, die Sache zu fördern[5]. Die Supplik kam anscheinend wieder zurück, da Rosin nach St. Gallen schickte mit dem Auftrag, sich nochmals genau über alles zu informieren; er wollte genau wissen, wie es bei einer Neuwahl gehalten werden sollte, ob der Abt von St. Gallen mit der Konfirmation in Rom auch Abt von St. Johann sei, oder ob diese Bestätigung wie bisher vom Bischof auszugehen hätte[6].

Diethelm wandte sich nun an die beiden Orte, ihn in Rom mit besonderen Schreiben zu unterstützen; sie sagten zu[7]. Ihren Briefen schloß Diethelm seine Supplik an; er erzählte von der Not zu St. Johann,

[1] Vgl. *Wirz K.*, Ennio Filonardi. Zürich 1894, S. 99 ff.; *Wirz. Kasp.*, Akten über die diplomatischen Beziehungen der röm. Kurie zu der Schweiz 1512-1572 (Quellen zur Schweizergeschichte XVI), Basel 1895, S. XXVIII ff.; *Steffens-Reinhardt*, S. IV ff.

[2] Brief vom 6. Febr. 1549, Sta. F 1550, S. 365 f.

[3] Brief vom 14. Febr. 1549, l. c., S. 369.

[4] Sta. B 297, S. 534 f.

[5] Brief vom 26. April 1549, Sta. F 1550, S. 379; die Schweizergarde bestand wieder seit 1548 (*Wirz*, Ennio Filonardi, S. 101).

[6] Brief vom 7. Sept. 1549, Sta. B 293, S. 440.

[7] Brief vom 19. Sept. 1549, l. c., S. 444 f.

von unnützen Tagleistungen, von seiner zuvorkommenden Haltung gegenüber dem Bischof und bat zum Schluß, St. Johann exemt zu machen und seinem Gotteshaus einzuverleiben [1].

Das war ein Ausdruck, den Rosin erläutert haben wollte. Der Abt von St. Gallen war exemt gegenüber dem Bischof von Konstanz und nur dem Papst unterworfen, weshalb sich jeder neue Prälat in Rom bestätigen ließ und dafür seine Annaten bezahlte. Aber der Abt von St. Johann war immer dem Bischof von Konstanz unterworfen gewesen, dem er auch die Annaten (!) schuldig war, und von dem er sich bestätigen lassen mußte. Nun hatte aber Diethelm in seinem Schreiben angetönt, daß alle Verwaltung in geistlichen und weltlichen Dingen an St. Gallen gebracht, das Gotteshäuslein exemt gemacht und St. Gallen inkorporiert werde, sodaß der Abt von St. Gallen und seine Nachfolger auch Prälaten von St. Johann wären, daß jedoch dem Bischof seine annata und primitiae beim Tode des Prälaten von St. Gallen vorbehalten seien. Dieser Satz enthielt einen Widerspruch. Wenn der Papst Abt Diethelm und seine Nachfolger als Prälaten von St. Johann samt dem Gotteshaus exemt erklären sollte, bedeutete dies, daß sie dem Bischof nichts schulden sollten, und doch war dieser Vorbehalt gemacht. Rosin wollte genau wissen, ob der Prälat von St. Gallen durch die Bestätigung in Rom auch für St. Johann bestätigt sein sollte, oder ob ihn für St. Gallen Rom und für St. Johann Konstanz zu bestätigen habe [2]. Man darf wohl kaum annehmen, daß Diethelm als gewandter Politiker dies nicht gewußt hätte, obwohl die Frage der Exemtionen damals nicht mehr akut war ; auf jeden Fall ist ihm aber ein fataler Irrtum unterlaufen, den natürlich Rosin als Übersetzer der äbtischen Supplik klären mußte.

Zwei Monate später hatte Rosin noch immer keine Antwort von Rom. Diethelms Erläuterungen zu seiner Kritik schickte er durch einen besondern Boten an Kardinal Alessandro Farnese, einen jugendlichen Enkel des Papstes, dem mit Beginn des Jahres 1538 die Leitung der Staatsgeschäfte, besonders die amtliche Korrespondenz mit den auswärtigen Vertretern des Heiligen Stuhles zugefallen war. Rosin gedachte mit diesem Kardinal weiter zu verkehren [3]. Noch wußte er nicht, daß

[1] Brief vom 19. Sept. 1549, l. c., S. 448 ff.

[2] Brief vom 24. Sept. 1549, l. c., S. 464 ; dies ist zugleich ein ausdrückliches Zeugnis dafür, daß St. Johann nicht exemt war (siehe Einleitung).

[3] Brief vom 27. Nov. 1549, l. c., S. 466 f. ; ein interessanter Brief mit vielen Aufschlüssen über Rosins Tätigkeit und die damaligen Verhältnisse in Oberitalien. Über Alessandro vgl. *Pastor*, V, S. 100 Anm. 1 und S. 26.

in Rom inzwischen etwas eingetreten war, was die ganze Angelegenheit auf weite Sicht hinausschob: der Tod Pauls III.

Am 10. November, eine Stunde vor Tag, sei er gestorben, schrieb der Guardihauptmann an Albert Rosin. Der päpstliche Kämmerer, Kardinal Guido Ascanio Sforza von Santa Fiore, ein Nepote Pauls III. war Stellvertreter[1]. Zwei Tagreisen war der Nuntius der Eidgenossen von Rom entfernt, als er den Tod des Papstes vernahm, und er sah ihn nur noch aufgebahrt in St. Peter. Er bat infolgedessen um Geduld, wenn sich die Sache in die Länge ziehen sollte, denn vor der Wahl eines neuen Papstes sei nichts zu machen[2]. Am 28. November begann das Konklave, welches das längste seit Menschengedenken wurde. Unter den Kardinälen hatten sich zwei Parteien gebildet, die kaiserliche und die französische, deren jede einen Oberhirten stellen wollte. Immer stürmischer gingen die Gerüchte über das Konklave, wo es nicht immer mit rechten Dingen zuging; man «practicieri» viel mit Briefen, Geld und sonstwie, es sei ein mächtiges Ein- und Auslaufen, sodaß man ein Schisma zu fürchten beginne. Als schließlich Ermüdung, Überdruß und schlechter Gesundheitszustand im Konklave ein baldiges Ende sehnlichst herbeiwünschen ließen, griff man doch einen neutralen Kandidaten heraus, Giovan Maria del Monte, der am 8. Februar 1550 erwählt wurde und sich Julius III. nannte; ein Vierteljahr war die Kirche ohne Oberhaupt gewesen[3].

Eine Woche später zeigte Julius dem Abt von St. Gallen in einem Breve seine Erwählung an mit der Ermahnung zu Wohlwollen und Unterwürfigkeit[4]. Diethelm ersuchte darauf Franco, in seinem Namen dem Neuerwählten «pedes sanctissimos osculari et congratulari», da er wegen Kränklichkeit und vieler Geschäfte nicht selbst nach Rom gehen könne. Er mahnte ihn, St. Johanns Angelegenheit nicht zu vergessen, da er endlich gerne Bescheid hätte[5]. Seiner ängstlichen Eile mag sich wohl etwas Furcht beigesellt haben, der Bischof von Konstanz könnte dazwischenkommen. Schon während des langen Konklaves hatte Diethelm beinahe die Geduld verloren, und wiederholt hatte ihn Rosin aufgemuntert, doch sein Vertrauen auf den «Nun-

[1] Brief vom 11. Dez. 1549, l. c., S. 468; über Guido Ascanio vgl. *Pastor*, V, S. 101 Anm.

[2] Brief vom 10. Januar 1550, l. c., S. 472 f.

[3] Briefe vom 11. Dez. 1549, 10. u. 13. Jan. 1550, l. c., S. 468, 472 f., 476 f.; *Pastor*, VI, S. 4, 8 f., 31, 34.

[4] Brief vom 16. Febr. 1550, Sta. A 105, fol. 120r.

[5] Brief vom 8. April 1550, l. c. fol. 119.

tius » und auf ihn nicht zu verlieren. Fast in allen Briefen Diethelms ist von Geld die Rede, welches sein Bittgesuch unterstützen sollte und das er gerne wollte fließen lassen [1].

Der Abt von St. Gallen hatte die Sache bereits der Tagsatzung unterbreitet ; Luzern und die andern sieben altgläubigen Orte hatten ihm eine « fürgschrifft » an den Papst versprochen. Darauf kam er jetzt zurück und bat Luzern, dies auszuführen. Über die Form des Schreibens riet er, sich bei Rosin zu erkundigen, dem das Schreiben auch nachher zu übergeben sei [2]. Aber auf dem Tag zu Luzern waren nur acht Orte erschienen : Luzern, Zürich, Uri, Schwyz, Unterwalden, Zug, Glarus und Appenzell. So konnte Rosin entscheidende Antwort erst auf dem nächsten Tag zu Baden erwarten. Doch dort bildeten sich drei Parteien unter den 13 Orten. Auf einem dritten Tag in Zug, am 29. April, entschied man endlich für ein Schreiben [3]. Noch Ende Mai war keinerlei Antwort von Rom eingetroffen [4].

Dort war nämlich wieder eine kleine Änderung vor sich gegangen. Der Papst hatte die ganze Angelegenheit dem Kardinal Bernardin Maffeo und dem Bischof Dandino übertragen. Girolamo Franco hatte folglich diesen seine Briefe übergeben und sie zugleich mündlich aufgeklärt [5]. Die Briefe der Schwyzer und Glarner schickte er wieder zurück, da diese an Papst Paul gerichtet waren, und Julius prinzipiell keine Briefe sehen wollte, die an seinen Vorgänger gerichtet waren. Außerdem riet er Diethelm, dem Kardinal Maffeo persönlich zu schreiben und diesem Schreiben ein gehöriges Trinkgeld beizugeben, da manche Schwierigkeit zu befürchten war, die bei Paul III. nicht vorhanden gewesen [6]. Das ließ sich der Abt von St. Gallen nicht zweimal sagen, und legte seiner Antwort an Girolamo das Schreiben an Maffeo bei, das nochmals die ganze damalige Situation darlegte. Nach einer übertriebenen « Captatio benevolentiae » stellte er seinen Eifer für die Aufrechterhaltung des Gotteshauses in den Vordergrund. Undank-

[1] Briefe vom 10. u. 13. Jan. 1550, Sta. B 293, S. 472 f., 476 f.

[2] Brief vom 9. April 1550, Sta. B 293, S. 480 f.

[3] E. A. IV 1e, S. 283.

[4] Brief vom 30. Mai 1550, l. c., S. 492 ff.

[5] Briefe vom 15. April u. 30. Mai 1550, l. c. Anm. 21, 22. Maffeo (*Eubel Konrad*, Hierarchia Catholica III, Münster 1923, S. 31, 63) war Sekretär Pauls III. Dandino wird jener Girolamo gewesen sein, das Haupt der Staatskanzlei unter Julius III., auf den dieser große Stücke hielt (vgl. *Pastor*, VI, S. 56 f. u. 715).

[6] Vgl. Anm. 4.

barkeit hätte er nach gut vollendetem Handel von seiner Seite nicht zu befürchten [1].

In Rom kam aber Franco gar nicht zum Wort, da der Papst sich immer nur mit «mächtigen Ambassadoren» abgab, die ihm als dem Neuerwählten ihre Unterwürfigkeit erzeigten. Dandino hatte sämtliche Briefe in der päpstlichen Kammer auf den Tisch gelegt und dem «Nuntius» hierauf Geduld zugesprochen. Jetzt erfahren wir auch, weshalb Maffeo viele Mühe befürchtete, ja sogar am Erfolg zweifelte. Julius III. hatte nämlich als Kardinal die siebte Sitzung des Konzils von Trient vom 3. März 1547 präsidiert, wobei im Reformdekret über die Benefizienvereinigung folgendes bestimmt wurde: «Uniones perpetuae a 40 annis citra factae, examinari ab ordinariis, tamquam a sede apostolica delegatis, possint; et quae per subreptionem vel obreptionem obtentae fuerint, irritae declarentur. Illae vero, quae a dicto tempore citra concessae, nondum in toto vel in parte sortitae sunt effectum, et quae deinceps ad cuiusvis instantiam fient, nisi eas ex legitimis aut rationabilibus causis, coram loci ordinario, vocatis quorum interest, verificandis, facta fuisse constiterit, per subreptionem obtentae praesumantur, ac propterea, nisi aliter a sede apostolica declaratum fuerit, viribus omnino careant» [2]. Dieser vorschriftsmäßige Weg über den Ordinarius war so gut wie ausgeschlossen, da dieser dagegen war. Dennoch wollte der Kardinal versuchen, ob für Diethelm von diesem Gesetz eine Ausnahme gemacht werden könne.

Diesem Bericht des «Nuntius» lag noch ein kleines Brieflein eines Franz Barrengo bei, das jede Hoffnung nehmen konnte: «Alle seine vorgebrachten Gründe würden in keiner Weise die Vornahme einer Inkorporation rechtfertigen. Ist auch die Situation jetzt schlecht, läßt sich doch eine bessere erhoffen. Es wäre Unsinn, St. Johann einem Gotteshaus einzuverleiben, dem es gar keinen Nutzen bringt. «Das Gotteshaus so in der Notdurft ist, soll kani einigung sin dem Gottshaus, dem es begert wird» [3].

Einen Monat später war Franco noch immer ohne Bescheid, da Julius an Podagra litt und niemand empfing. Maffeos Substitut, ein «geschickteste: und praktister Mann», hielt die Durchsetzung fast für

[1] Briefe vom 20. Juni 1550, Sta. A 105, fol. 120 ff.

[2] *Mansi J.D.*, Amplissima Collectio Conciliorum XXXIII, Paris 1902, c. 56.

[3] Briefe vom 25. Juni 1550, Sta. B 293, S. 500 ff.; durch eine falsche Lesung oder sonstige Verwechslung steht hier vielleicht Franz Barrenga; es dürfte dieser identisch sein mit dem ersten Sekretär Pauls IV., Giovanni Barrengo (vgl. *Pastor*, VI, S. 379).

unmöglich, da doch der zu Trient aufgestellte Grundsatz dem Kopf del Montes entsprungen war. Der Kardinal ließ sich indes durch nichts abschrecken, da ihm ja eine « eerliche thankung » versprochen war. Rosin war der Meinung, Bischof Christoph wisse um diese Bestimmung und verhalte sich deshalb « also kerthöuptig und stutzig ».

Maffeo mit seinem Substitut und der Nuntius suchten nun einen andern Weg einzuschlagen, indem sie zunächst ein Breve an Bischof Christoph erlangen wollten mit der Ermahnung, St. Johann wieder zu seinem alten Zustande zu verhelfen ; wollte er dann nicht, so wäre das für den Papst vielleicht Ursache, von seinem Grundsatz abzugehen ; sonst aber schien er ihn nicht aufgeben zu wollen, selbst wenn der Kaiser ihn darum bitten würde. Dieser Vorschlag gefiel Rosin nicht übel, nur hatte er Bedenken über die Form des Schreibens, da der Bischof nicht hinter Diethelms Umtriebe kommen durfte. Er riet einfach zu sagen, die acht Orte als « üffner » der Religion hätten darum gebeten, da der Bischof seiner Pflicht nicht nachgekommen sei [1].

Die Angelegenheit schien endgültig gegen Diethelm entschieden, als Julius III. an diesen ein eigenes Schreiben erließ und dem Dank für den Gratulationsbrief folgendes beifügte : « Utinamque tuo desiderio de unione illius monasterii satisfacere potuissemus. Sed non ignoras hoc iam et novissime in Tridentino Concilio expresse vetitum esse ob quid te huius voti compotem reddere non possumus ». Jetzt riet Rosin, der selbst nach Rom gezogen war, in Meersburg nochmals einen gütigen Ausgleich zu versuchen [2].

Am 12. Mai kam es zu einer Zusammenkunft der beiden Orte mit dem Bischof, wo sie ihn nochmals ersuchten, die Regierung in geistlichen und weltlichen Dingen Abt Diethelm zu übergeben, seine Rechte vorbehalten. Christoph dagegen sprach die Hoffnung aus, daß sie von ihren Schirmbriefen abstehen würden, mit denen sie Diethelm die Abtei schon quasi übergeben hätten. Darauf äußerten die Schwyzer, sie seien den dortigen Landleuten mit Eiden verbunden und deshalb zu helfen verpflichtet und — der alte Trotz der Eidgenossen klingt durch — « wenn auch E. f. g. trotz vorbehaltenen bischöflichen Rechten auf ihrer Meinung beharren will, werden wir dennoch helfen aus bloßer Christenpflicht [3].

[1] Brief vom 13. Juli 1550, Sta. B 293, S. 512 ff.

[2] Brief vom 24. Okt. bzw. 2. Nov. 1550, Sta. B 297, S. 536 f. ; B 293, S. 520 f., S. 528 f. enthält in einem Brief vom 25. Juni 1551 die Erzählung Francos selber.

[3] Brief vom 28. Mai 1550, Sta. B 293, S. 488 ff.

Auf diese Herausforderung wußte der Bischof nur eine Antwort; bisher habe er immer mit Vorwissen des Domkapitels gehandelt, was er auch weiter tun wolle. Wenn er gelegentlich mit dem Domkapitel zusammentreffe, werde er Meldung tun [1]. Durch den Reichenauer Vogt Appezhofer ließ er dieses instruieren, daß der Abt von St. Gallen bischöfliche Rechte sich angeeignet, infolgedessen die vom Bischof in St. Johann eingesetzte Summe zu bezahlen schuldig sei; da Diethelm dies abschlug, entschieden sich Bischof und Kapitel ihn rechtlich zu belangen [2].

Von dem allem geschah aber nichts. Es schien dem Bischof wirklich gar nichts mehr daran zu liegen, denn über ein Jahr später hatten die beiden Orte noch immer keinen Bescheid. Nochmals hielten sie Christoph die Fehler vor, die er St. Johann gegenüber begangen hatte und baten ihn allen Ernstes um endgültige Antwort [3].

Abt Diethelm begann nun einen andern Weg einzuschlagen: das Domkapitel sollte den Bischof in seinem Sinne beeinflussen. Er bat unverzüglich um die versprochene schriftliche Antwort, als er anfangs August aus der Rechnung seiner Amtleute ersah, wie viele Kosten er St. Johanns wegen schon gehabt habe [4]. Die durch Diethelm bezahlten Schulden übertrafen freilich die 300 gl. des Konstanzer Bischofs bei weitem; das meiste war aus dem Säckel des Städtchens Wil geflossen, dessen Statthalter Joachim Waldmann sich eine Zeitlang der Haushaltung zu St. Johann angenommen hatte [5]. Die Schwyzer und Glarner forderten das Domkapitel ebenfalls auf, den Bischof doch endlich zu einer Antwort zu bewegen [6]. Der Konstanzer Dekan mit seinem Kapitel neigte anscheinend auf Diethelms Seite, und es ist wohl anzunehmen, daß auch sie es nicht umsonst taten. Sie wandten ihren größtmöglichen Fleiß auf, den Bischof umzustimmen, aber erfolglos. Er beharrte auf seiner früheren Antwort. Das Domkapitel versprach dem St. Galler Abt, nochmals in ihn zu dringen, zwingen könne es ihn natürlich nicht [7].

Endlich kam den beiden Orten das Schreiben des Bischofs zu, das sie schon seit dem Vorjahre erwartet hatten. In langen Sätzen

[1] Brief vom 1. Juni 1550, l. c., S. 498.

[2] Brief und Instruktion vom 9. u. 22. Juli 1550, G. Kr. W II 21, Nr. 197 u. 200.

[3] Brief vom 14. Sept. 1551, l. c., S. 552 ff.

[4] Brief vom 6. Aug. 1551, l. c., S. 554 f.

[5] Sta. Kasten V, Zelle 8, Fasz. 1.

[6] Brief vom 14. Sept. 1551, La. Glarus Cl. 15, Kiste 1.

[7] Brief vom 17. Sept. 1551, Sta. B 293, S. 548 f.

legte er seine abgeschlagenen Sanierungsvorschläge dar, um damit zu schließen, daß er eine immerwährende Änderung nicht verantworten könnte. Wenn Diethelm etwas ausgelegt habe, sei das ohne sein Wissen, also auf eigene Verantwortung geschehen. Christoph war sogar bereit, mit Diethelm an den Papst um Entscheid zu gelangen, falls er ihn im Unrecht glaube [1]. Ohne Zweifel war er orientiert über den Beschluß des Trienter Konzils vom 3. März 1547, wie das schon Rosin ausgesprochen hatte, nicht aber über Diethelms Versuche an der päpstlichen Kurie. Diese Antwort des Bischofs schickten die Glarner auch Diethelm zu, mit dem Vermerk, daß, gedächte er weiteres zu unternehmen, ihr Landrat in drei Tagen zusammentrete [2].

Dieses Anerbieten Christophs, nach Rom zu gelangen, hätte natürlich Diethelms ganzen dort anhängigen Handel zu seinem Nachteil wenden können. Deshalb ließ er durch die beiden Orte, welche das Schreiben des Bischofs drei Wochen später beantworteten, freundlich bitten, mit seinem « hochwisen verstand » die Angelegenheit zu überdenken, ihn dabei bleiben zu lassen und die Rechtbietung vor dem Papst in den Wind zu schlagen. « Die von E. f. g. vorgeschlagene Art zu helfen würde bei einer solchen Schuld kaum anschlagen, abgesehen davon, daß die Gläubiger nicht mehr zu warten gesinnt sind, nachdem man sie schon so lange immer von Monat zu Monat vertröstet hat. Da wir aber dem Untergang des Gotteshauses nicht haben zusehen können und niemand helfen wollte, ist die Verwaltung mit Zusage unseres Schirms Abt Diethelm übergeben worden, der sie erst unwillig angenommen, dann aber in der höchsten Not « menig thusend gulden » gegeben hat. Nach Bischof Johanns Tod ist ja von Konstanz nichts mehr zu erhoffen gewesen, und hätten wir uns des Gotteshäusleins nicht angenommen, wäre es jetzt « gar und ganz abgangen und hingericht ». Wie eine Fehdeansage klingt der letzte Satz dieses Briefes : « Sollte der Herr von St. Gallen oder wir vor geistliche oder weltliche Gerichte zitiert werden und zu Kosten kommen, werden wir diese sicher an Ort und Enden wieder einzubringen suchen, « da wir vermeynend fug und glimpf zu haben ». Das war für lange Zeit ein letztes Wort.

In Rom war schon im Laufe des Frühjahres der ganze Handel

[1] Brief vom 17. Sept. 1547, l. c., S. 570 ff.
[2] Brief vom 20. Sept. 1551, Kantonsarch. Schwyz, Thek 562, Fasz. C.
[3] Brief vom 12. Okt. 1551, Sta. B 293, S. 574 ff.

in die Hände Bischof Barrengos gelegt worden, welcher sich wohlwollend ausgedrückt hatte. Um eine den Bestimmungen über solche Vereinigungen gemäße Kenntnis zu haben, wünschte er die Namen des letzten Abtes und Haushalters zu wissen, ferner, wie lange Zeit her das Kloster weder Abt noch Mönche gehabt, wie viele Mönche gewöhnlich im Kloster gewesen und wie lange die heiligen Ämter schon unterlassen worden seien. Girolamo riet Abt Diethelm, einen der Seinen nach Rom zu schicken mit Empfehlungsschreiben von seiten der Eidgenossen und auch von ihm. Dann könne die Sache kaum fehl gehen [1]. Aus diesem Schreiben Barrengos schloß Diethelm, daß er in Rom mißverstanden worden sei. Der einzige Grund, der ihn die Inkorporation betreiben lasse, sei die Mehrung des Gottesdienstes. Durch üble Haushaltung vier aufeinanderfolgender Prälaten stünde das Gotteshaus gar elend. Zu allem Überdruß hätte er nochmals nach Konstanz geschrieben, aber umsonst [2].

Zu St. Johann sah es wirklich erbärmlich aus. Noch vier Konventualen zählte das Kloster außer dem abgesetzten Abt Johann Zoller. Nicht einer von ihnen konnte aber im Gotteshaus ernährt werden. Allenthalben behalfen sie sich mit Pfründen. Im Oktober 1551 bestimmte Abt Diethelm einen Mönch seines Klosters, Paul Altherr aus Rorschach, als Ökonomen nach St. Johann. Dort war nämlich Prior Schiri weggezogen, wann, ist nicht bekannt. Ende April des folgenden Jahres ging er mit dem Abt von St. Gallen einen Vertrag ein, laut welchem ihm 249 gl. 13 sch. 5 pf. als Aussteuer zugestanden wurden, nebst der Erlaubnis, das Bett und allen seinen eigenen Hausrat von St. Johann wegzuführen. Dagegen mußte er unter einem Eide auf alle Ansprüche an das Kloster verzichten. Im Zisterzienserinnenkonvent Tänikon (Lilienthal), welcher durch Einsetzung der tatkräftigen Sophie Amgreut als Äbtissin seit 1548 wieder mächtig im Aufstieg begriffen war, kaufte er sich die Kaplaneipfründe [3].

Die Gebäulichkeiten St. Johanns waren dem Zerfall nahe (parietes dilapsi et tecta diruta), und Paul Altherr ließ im Juni des Jahres 1553 Maurer und Zimmerleute von Gams kommen, da das «Ochsenhaus» vollständig faul war [4].

[1] Brief vom 22. Juni 1551, Sta. F 1549, S. 251 f.

[2] Brief vom 19. Juli 1551, Sta. B 293, S. 534 ff.

[3] Sta. B 297, S. 542; über Tänikon vgl. *Büchi A.*, Zur tridentinischen Reform der thurgauischen Klöster, ZSKG. I, 1907, S. 197.

[4] Sta. XVIII, S. 7 und Brief vom 9. Juni 1553, Sta. F 1550, S. 629.

Abt Diethelm hatte versucht, den Bischof durch das Domkapitel umzustimmen; jetzt glaubte Christoph, in Diethelms Bruder, seinem Vogt zu Arbon, Kaspar Blarer, den geeigneten Mittelsmann zu haben. Diesen schickte er nach St. Gallen, den Abt um freundliche Bezahlung der von ihm St. Johann gelichenen Summe zu ersuchen. Er gedachte vorerst, den Abt bei seiner Herrschaft über St. Johann, in die er sich nach seiner Ansicht einfach zu Unrecht eingedrängt hatte, zu belassen, um dann bei gegebener Gelegenheit einzuschreiten, da er auf keinen Fall nachgeben zu dürfen glaubte [1]. Diethelm verlangte Bedenkzeit [2], eine Antwort, die einer Absage gleichkam.

Nochmals gelangte Diethelm durch die beiden Orte an den Bischof und nochmals erhielt er nicht die gewünschte Zusage [3]. Immerhin erklärte sich Christoph zu einer erneuten Beratung bereit [4]. Auf der Tagsatzung zu Baden kam man überein, sich auf den 26. August in der Herberge zu Lichtensteig zu treffen [5].

Wieder stellte dort Diethelm sein Dilemma: entweder übernimmt der Bischof das Gotteshaus mit allen Schulden, oder wir übernehmen die ganze geistliche und weltliche Verwaltung für uns und unsere Nachfolger. In diesen Dingen einen Beschluß anzunehmen, hatten die Gesandten von Konstanz — Dr. Maxim Scherrer und Werner Khäden, Vogt zu Bischofszell — keine Vollmacht. Christoph erhielt eine Woche Zeit, eine dem Abt passende Antwort zu geben; sonst wollte dieser auf der nächsten Tagsatzung zu Baden Schwyz und Glarus und die andern Orte um Hilfe ansprechen [6].

Darum kümmerte sich der Bischof wenig. Anfangs Oktober ließ er melden, er beharre auf seinen Vorschlägen [7].

Schwyz einigte sich mit Glarus, auch jetzt die Sache noch nicht aufzugeben, sondern über dieser hartnäckigen Antwort die Angelegenheit dem Bischof noch einmal, ein letztes Mal vorzulegen, welches drei Tage darauf geschah. Über St. Gallen wanderte der Brief nach Konstanz, damit auch Diethelm sein Placet beifügen konnte. Wie in den meisten

[1] Brief vom 10. Nov. 1552, G. Kr. W II 22, Nr. 44.

[2] Brief vom 23. Jan. 1553, l. c. Nr. 62.

[3] Briefe vom 21. u. 30. April 1554, La. Glarus Cl. 15, Kiste 2 und Sta. Tom. 724, S. 587 ff.; Briefe vom 3. u. 7. Mai 1554, Sta. B 293, S. 582, 584 f.

[4] Brief vom 30. Juni 1554, Sta. B 293, S. 590 ff.

[5] Briefe vom 11. u. 14. Juli 1554, l. c., S. 590 u. 598 f.; E. A. IV 1e, S. 971.

[6] Briefe vom 25. u. 28. Aug. 1554, G. Kr. W II 22, Nr. 109 und Sta. Tom. 724, S. 591 ff.

[7] Brief vom 5. Okt. 1554, Sta. B 293, S. 602.

der letzten Schreiben, handelte es sich nur darum, des Bischofs Einverständnis einzuholen, zu dem, was bereits geschehen war. Ausdrücklich wurden ihm alle seine Rechte vorbehalten, und wiederum schloß der Brief mit der Hoffnung, er werde sich jetzt endlich fügen, da Diethelm sich schon so weit eingelassen habe [1]. «Wir bleiben bei der Antwort vom 5. Oktober», war des Bischofs einzige, bündige Entgegnung [2].

Dies sollte aber trotz allem nicht die letzte Intervention sein. In ruhigem, unterwürfigem Ton gelangten die Schwyzer erneut an die bischöfliche Kurie —; die Glarner erbauten sich sogar an dieser Unterwürfigkeit; aber zu Beginn des Jahres 1555 meldete ihnen Christoph, daß seine Meinung noch immer feststünde [3].

Am 9. Dezember 1554 war zu Baden die eidgenössische Tagsatzung zusammengetreten. Die Boten aller interessierten Orte wollten dort diese Angelegenheit besprechen [4]. Bischof Christoph sandte seinen Vogt zu Kaiserstuhl, Bernhard Segisser; seine Instruktion war sehr fein aufgesetzt und legt des langen und breiten die St. Johanner Verhältnisse der letzten zwanzig Jahre dar. Im Vordergrund stehen die bischöflichen Sanierungsversuche; Abt Diethelm erscheint als ungerechter Usurpator, der sich anmaßte, durch Darlehung einer Summe den Bischof in die Enge zu treiben, um hernach die ganze Herrschaft an sich zu reißen; er sei doch nicht verpflichtet, den über 200 Klöstern seiner Diözese mit seinem Gelde auszuhelfen. Auf keinen Fall könne er sich bereit erklären, für sich und alle seine Nachkommen das Gotteshaus zu veräußern. Sollten aber die Eidgenossen Diethelm das Gotteshaus zustellen, wolle er nicht weiter rechten. Die Instruktion schließt mit dem rührenden Satze: «Uns ist Ehre und Gerechtigkeit viel lieber als zeitliches Gut, und darum wollen wir die Sache dem Herrn befehlen» [5]. Es scheint, daß von all dem in Baden nichts zu Sprache kam. Diethelm hatte den Eidgenossen die Angelegenheit schon drei Jahre zuvor selber vorgebracht [6].

[1] Briefe vom 24. u. 27. Okt. 1554, La. Glarus Cl. 15, Kiste 2 und Sta. B 293, S. 606 u. 608.

[2] Brief vom 31. Okt. 1554, Sta. B 293, S. 616.

[3] Briefe vom 3. u. 28. Nov. 1554, l. c., S. 614 und La. Glarus Cl. 15, Kiste 1; falsch datiert findet sich der Brief auch Sta. Tom. 724, S. 594 ff.; Brief vom 29. Nov. 1554, Kantonsarch. Schwyz, Thek 562, Fasz. C; Brief vom 2. Jan. 1555, La. Glarus Cl. 15, Kiste 2.

[4] Vgl. Anm. 1 u. 3.

[5] Instruktion vom 9. Nov. 1554, Sta. W II 11, fol. 137 ff.

[6] Am 12. Dezember wurden zu Rapperswil vor den Gesandten St. Gallens und der beiden Orte die Freiheiten der St. Johannergerichte in Weibel- und

Über ein halbes Jahrzehnt hatten sich nun die beiden geistlichen Fürsten, deren einer weltliches, der andere geistliches Oberhaupt St. Johanns hätte sein sollen, über die Grenzen ihrer Vollmacht, oder besser gesagt, um die Alleinherrschaft über das Gotteshäuslein gestritten. Mit einiger Gewißheit war vorauszusehen, daß Diethelm schließlich die Oberhand behalten würde, da er im Lande wohnte im Bunde mit den damals mächtigsten Wortführern auf katholischer Seite, den Schwyzern. Außerdem war seine Sache noch immer in Rom anhängig. So entschloß er sich anfangs Januar auf den Rat der beiden Orte hin, wieder an den päpstlichen Nuntius zu gelangen, der damals gerade in Mailand weilte: Ottaviano Raverta, Bischof von Terracina. Der Schwyzer Bannerherr Christoph Schorno, der rührige Helfer am Werk der Gegenreformation, sollte sofort nach dem Süden entsandt werden[1].

Ein Ereignis in Rom verzögerte kurze Zeit darauf wiederum die Durchführung der Inkorporation (in einem andern Sinn beschleunigte es sie): am 23. März führte das alte Gichtleiden und eine unverständige Hungerkur den Tod Julius III. herbei[2]. Kaum hörte man in der Eidgenossenschaft davon, als die acht Orte, Luzern, Uri, Schwyz, Unterwalden, Zug, Glarus, Freiburg und Solothurn zugunsten Diethelms einen Brief nach Rom sandten[3]. Schwyz und Glarus gaben noch eigene Schreiben bei, in der Hoffnung, beim Neuerwählten die Sache endlich zu einem Abschluß zu führen.

Schreiberwahl festgelegt. Die Gemeinden sollten dem Abt zwei Männer zur Weibelwahl vorschlagen. Sagte dem Abt keiner zu, so hatte er dasselbe zu tun. Den Schreiber zu bestimmen wurde dem Abt überlassen, womöglich sollte er aber aus den Gerichten sein; ebenso hatte er dessen Besoldung festzusetzen, zu der aber die Leute und der Schreiber ihre Meinung äußern konnten. Unpassende Taxen hatten Schwyz und Glarus richtig zu stellen. E. A. IV 1e, S. 1092.

[1] Girolamo Francos Nuntiatur hatte einen politischen Grund gehabt, der aber mit dem Neutralitätsentschluß Julius' III. wegfiel; damit fand auch seine kümmerliche «Nuntiatur» ihr Ende. Im Juli 1552 reiste der Cavaliere nach Rom zurück. Noch bis im Dezember waltete Rosin allein als päpstlicher Agent, dann trat auch er aus den römischen Diensten. Zwei Jahre blieb hierauf die Schweiz ohne päpstlichen Vertreter. Erst als die Locarner Protestantenfrage in ein akutes Stadium getreten war, gewann eine Vertretung der Kurie in der Schweiz wieder an Bedeutung, wenn auch in ganz anderm Sinne als früher. Schon zu Baden verhalf Raverta dieser Frage zur Entscheidung, und im Januar nahm er lebhaften Anteil an den Verhandlungen in Locarno selbst. E. A. IV 1e, S. 1094 f. Über die Nuntiatur vgl. *Steffens-Reinhardt*, Die Nuntiatur von Giov. Fr. Bonhomini. Einleitung, Solothurn 1910, S. 5, 7 f., 10.

[2] *Pastor*, VI, S. 115.

[3] Brief vom 23. April 1555, Sta. B 297, S. 547.

Kardinal Marcello Cervini folgte am 9. April als Marcellus II. auf den päpstlichen Stuhl. Sehr hohe Erwartungen setzte man auf ihn. Aber nur 22 Tage, von denen er sich nicht mehr als 10 der Gesundheit erfreute, dauerte sein Pontifikat. In der Frühe des 1. Mai hauchte diese ideale Persönlichkeit ihre Seele aus. Etwas über drei Wochen später einigte sich das Konklave auf den 79jährigen Kardinaldekan Gian Pietro Carafa, der sich Paul IV. nannte. Seit langem hatte dieser nur mehr ein Ziel gekannt, das Ansehen und die Macht, die Reinheit und die Würde der von innern und äußern Feinden arg bedrängten Kirche wieder aufleben zu lassen, wenn auch sein heißblütiges Temperament ihn manchmal zu Unzweckmäßigkeiten hinriß.

Das Bittgesuch der Eidgenossen nahm er wohlwollend auf, wie er ja leicht und schnell nachgab, wenn man ihn nicht drängte; sonst aber tat er es umso weniger, je mehr man ihn bat [1]. Nach wenigen Monaten war Paul IV. in allen Dingen unterrichtet und entschied sich zugunsten Diethelms. Schon auf der Oktobertagsatzung zu Baden beschlossen Schwyz und Glarus, an den Bischof von Terracina ein freundliches Dankschreiben zu richten, da dieser beim Papst einige Freiheiten ausgewirkt hatte, die sie in Zukunft mancher Belästigung von seiten des Bischofs enthoben [2].

Am 3. November dieses Jahres erreichte Diethelm endlich, wonach er seit 1549 so eifrig gestrebt: die Inkorporation St. Johanns an St. Gallen. Zu Baden fertigte Ottaviano Raverta die Urkunde: »... perpetuo unimus, annectimus et incorporamus; ita quod liceat Abbati pro tempore s. Galli per se vel alium, seu alios corporaliter possessionem Ecclesiae et Monasterii s. Johannis ac annexorum iuriumque et pertinentiarum praedictorum propria auctoritate libere apprehendere et perpetuo retinere illiusque fructus, reddituss et proventus praefatos in supradictae Ecclesiae et Monasterii usus et utilitatem convertere». Der Generalvikar von Konstanz, die Äbte von Einsiedeln und Muri wurden mit dem Vollzug der Inkorporation beauftragt. Widerspruch stand unter Kirchenstrafe [3]. Abt Diethelm war am Ziel, aber Konstanz widersprach.

Entsetzt berichtete der Insiegler Staiß (?) dieses Ereignis seinem Herrn, besonders daß man sich unterstanden habe, vom Generalvikar

[1] Vgl. *Pastor*, VI, S. 324 ff. u. 364 ff.; Sta. B 297, S. 547.
[2] E A. IV 1e, S. 1352.
[3] Sta. XVIII, S. 1 f.

das Elektionsdekret zu verlangen. Sofort appellierte der treue bischöfliche Beamte nach Rom, daß man auch ihm die nötigen Instrumente gebe, was Abt Diethelm nicht getan habe [1]. Konstanz blieb bei seiner Weigerung, auch nachdem ihm das Breve des päpstlichen Legaten vorgelegt worden war. Das meldete Diethelm den Schwyzern sofort durch Florin Flerch, den damaligen Pfarrer von Goßau. Dieser hatte sie auch aufzufordern, mit dem Abt von Einsiedeln zu verhandeln, daß er sich die Mühe nehme, den Abt von St. Gallen gemäß päpstlichem Brief und Siegel in St. Johann einzusetzen [2]. Abt Joachim hatte sich schon bereit erklärt und bestimmte den 25. November als Tag der feierlichen Inkorporation. Da aber Schwyz und Glarus noch nicht aufgeboten waren, mußte der Termin verschoben werden. In der Zwischenzeit begab sich Diethelm persönlich nach Einsiedeln, sich mit Abt Joachim zu besprechen [3]. Mit ihm und Abt Johann Christoph von Muri einigte er sich, am Sonntagabend, den 15. Dezember, in St. Johann zusammenzutreten, um tags darauf die Inkorporation zu vollziehen. Der konstanzische Vikar schlug ab ; seiner Appellation nach Rom legte Diethelm aber keine Bedeutung bei [4].

Vor einer Anzahl Zeugen, die apostolischen Kommissare voran, wurden am 16. Dezember Dokumente und Stand des Gotteshauses geprüft. Diethelm mußte schwören, die Verwaltung immer nach bestem Können zu führen, Verlorenes wenn immer möglich wieder zurückzuholen und zum Nutzen des Klosters zu verwenden. Dann nahm er in der Klosterkirche den Platz des Abtes ein während Glockengeläute und Te Deum, worauf er in die Abtstube geführt wurde und die Schlüssel erhielt. Am selben Tage ließ Diethelm ein Protestationsinstrument fertigen, daß er die Inkorporation nicht aus Ehrsucht angestrebt habe, was ihm hauptsächlich Konstanz vorwarf [5].

Die bischöfliche Kurie war zu spät gekommen, was sie aber nicht hinderte, noch lange gegen diese Einverleibung zu grollen. Erst 1561 finden wir das Vidimus des konstanzischen Notars zu diesem Instrument [6]. Einen Beweis, daß die Klausel über den Vorbehalt der

[1] Brief vom 13. Nov. 1555, G. Kr. W II 22, Nr. 159.

[2] Briefe vom 19. u. 23. Nov. 1555, Kantonsarch. Schwyz, Thek 562, Fasz. C ; Sta. Einsiedeln AQF. 8.

[3] Brief vom 22. Nov. 1555, Sta. Einsiedeln AQF. 7.

[4] Brief vom 8. Dez. 1555, La. Glarus Cl. 15, Kiste 2.

[5] Sta. XVIII, S. 6 ff.

[6] 17. Mai 1561, Sta. A 3 Cl. 4, Cist. 1.

bischöflichen Rechte eingehalten wurde, liefert die Neuwahl Otto Kunzens zum Abt von St. Gallen. Dieser zahlte nämlich unter dem 12. Dezember 1565 an die bischöfliche Kurie als Annaten (Primifructus) 200 fl., als «Minut» 21 fl. und für den Schreiber 10 fl.[1].

Wie sah es jetzt in St. Johann aus? Ein leeres, zerfallendes Gebäude; kein Mönch wohnte mehr dort. Schiri war in Tänikon, Zoller an der Klus, Jakob Steiger begegnet uns 1555 in einem Zehntenstreit als Pfarrer von Bütschwil[2]. Das St. Galler Totenbuch meldet unter dem 29. Januar 1554 den Tod der beiden Schwyzermönche Christoph Amberg und Christoph Stapfer. Paul Altherr, den Diethelm als ersten Ökonomen nach St. Johann verordnet, starb am 17. Februar desselben Jahres[3]. Man kann sich lebhaft vorstellen, wie es um die Abgaben der Gotteshausleute stand. Die alte Generation mußte erst völlig aussterben, damit Diethelm ganz von Grund auf anfangen konnte. Er sandte einen Ökonomen und zwei Geistliche aus seinem Kloster nach St. Johann[4], und von dieser Zeit ab sind die Geschicke St. Johanns mit denen von St. Gallen aufs engste verbunden. Die Rückzahlung der aufgenommenen Summen samt den davon ausstehenden Zinsen war Diethelms nächste Aufgabe, die er noch im Jahre 1556 löste.

Durch diese Inkorporation fiel Diethelm die volle hohe und niedere Gerichtsbarkeit in den drei Gerichten des Gotteshauses zu. Die Beibehaltung ihres Landrechtes mit Schwyz und Glarus wurde ihnen zugesichert und, um völlige Gleichstellung mit den Toggenburgern zu erzielen, auch Freiheiten und Rechte der Landschaft. Am 3. Januar 1556 verlieh er den Gotteshausleuten zu St. Johann und zum Wasser die Freiheiten derer von Thurtal und Wildhaus, und denen von Peterzell die Freiheiten derer von Hemberg. Von den besondern Steuern, welche Thurtal, Wildhaus und Hemberg zu entrichten hatten, wurden sie dispensiert. Zudem versprach er ihnen, daß sie niemals weder durch ihn noch seine Nachkommen von der Grafschaft getrennt würden[5]. Jetzt kannte sozusagen das ganze Toggenburg nur mehr einen einzigen Oberherrn: Abt Diethelm Blarer von St. Gallen.

Über 400 Jahre hatte das Gotteshaus St. Johann ein selbständiges Dasein geführt. Seine äußere Geschichte ist nicht stark verschieden

[1] Sta. Tom. 724, S. 500 f.
[2] Sta. Tom. 726, S. 1200 ff.
[3] Sta. B 231, S. 16 u. 363.
[4] *v. Arx*, III, S. 82, wo es auch *Wegelin* und *Rothenflue* kopierten.
[5] Sta. B 293, S. 638 ff.; vgl. *Wegelin*, II, S. 167.

von der anderer Klöster. In der Mitte des 12. Jahrhunderts hob sie an, im 13. häuften sich Stiftungen auf Stiftungen; im 14. und 15. kam die stille Zeit und oft auch die Not, bis die Stürme der Reformation im 16. Jahrhundert die schwache, des eignen Haltes entbehrende Pflanze brachen[1]. St. Johann war nie mächtig gewesen, weshalb es immer den Schutz eines Mächtigeren suchte, bis ihm der Beschützer zum Verhängnis wurde. Immer führte das Kloster ein stilles Dasein, verborgen im Hochtal der Thur, bis sein dahinsiechendes Leben nach einem Helfer rief, deren aber so viele waren, daß man gut, das Wort Heinrich Seilers varierend, sagen kann: «Wären nicht so viele Schirmherren gewesen, wäre dem Gotteshaus viel eher geholfen worden».

Noch 71 Jahre war St. Johann eine Propstei St. Gallens, bis es zum zweiten Mal niederbrannte. Als solche wurde es dann mit dem Namen Neu St. Johann in die Au bei Sidwald verlegt, wo es im Zwölferkrieg bittere Tage erlebte, bis es im Jahre 1805 dasselbe Schicksal erreichte wie die mächtige Abtei an der Steinach. Nur noch der Name des Klosters verblieb der es umgebenden Gemeinde; der Konvent gehörte der Vergangenheit an.

## NACHWORT

Ein trauriges Bild fürwahr bietet die Geschichte St. Johanns, besonders in seinen letzten Jahren. Stand es auch in frühern Jahren wiederholt nicht gut, sind doch immerhin verschiedentliche Anstrengungen zu bemerken, seinen Zustand zu bessern, was zum Teil in bescheidener Weise gelang, zum Teil ohne Schuld des jeweiligen Abtes nicht gelang. Jedermann weiß doch um das verderbliche Eingreifen der weltlichen Macht in die Kirche im Laufe des Mittelalters, wie auch um die Handhabung weltlicher Rechte seitens der Kirchenfürsten, das eine Reform allseits dringend notwendig machte. Bis zuletzt war es das Streben nach Macht und Besitz, das die beiden geistlichen Fürsten der Ostschweiz, den Abt von St. Gallen und den Bischof von Konstanz als Rivalen um das Gotteshäuslein feilschen ließ. St. Gallen hielt zu den Eidgenossen, Konstanz zum Reich: das waren die politischen Hintergründe.

Noch eine andere Frage drängt sich auf aus der Tatsache, daß St. Johann ein Benediktinerkloster war: Wie stand es zu dieser Zeit

[1] Vgl. *Hardegger*, S. 3.

um andere Benediktinerklöster, um den Benediktinerorden überhaupt ? Bedeutende Reformen hatten in der zweiten Hälfte des 15. Jahrhunderts den Benediktinerorden in einzelnen Landesteilen mächtig gehoben, vor allem mag man hier an die Reform von Bursfeld denken als die wichtigste für schweizerische Klöster. Aber es war doch zu viel erstarrter Geist bei den Benediktinern wie in andern Orden, und ein gewisser Stolz, der einer innerlichen Erneuerung im Wege stand. Bezeichnend ist, daß der hl. Antonin, Erzbischof von Florenz, in seiner Summa in der Abhandlung über den Stolz besonders einzelne Orden hervorstreicht : « Die Benediktiner rühmen sich, den Vater aller Mönche im Abendland an ihrer Spitze zu haben und viele Heilige und Päpste aus ihren Reihen aufzählen zu können »[1]. Läßt es nicht tief blicken, daß gerade Bursfeld, das Zentrum der Reform, beim Auftreten der Neuerung im 16. Jahrhundert von Glaube und Orden apostasierte[2].

Auch in der Schweiz traf die Reformation die Klöster keineswegs in guter Verfassung ; man muß direkt von einem Versagen des Benediktinerordens sprechen. Mit wenigen Ausnahmen waren die Klöster im Innern faul und nach Außen in Güter- und Jurisdiktionsstreitigkeiten verwickelt. Die berühmte Abtei Allerheiligen übergab sich freiwillig in die Hände der Stadt, nachdem sie schon einige Zeit das Zentrum der Lutherfreunde gewesen[3]. Einsiedelns Erhaltung war nur seiner katholischen Umgebung und seinen weltlichen Schirmherrn zu verdanken, die kräftig eingriffen[4]. In Fischingen trat Abt Heinrich Stoll mit dem gesamten Konvent zur neuen Lehre über. Ebenso traurig war es um Pfäfers bestellt unter Johann Jakob Russinger und seinen Nachfolgern bis 1586. In Disentis ging Abt Martin Winkler mit mehreren Mönchen zur Neuerung über, und das Kloster kam dadurch in völligen Verfall. Trub, St. Georgen bei Stein und Erlach wurden völlig aufgehoben. Der Standhaftigkeit der Äbte von St. Gallen und Rheinau im Verein mit den katholischen Orten war es zu verdanken,

[1] *Antonius Episc. Florent.* : Summa II, Basel 1511, tit. III, cap. IV, § 2 ; vgl. *Schnürer G.*, Kirche und Kultur im Mittelalter III, Paderborn 1930, S. 332.

[2] *Hilpisch Steph.*, Geschichte des benedikt. Mönchtums. Freiburg i. Br. 1929, S. 312 f. sagt : « Es bleibt für die Geschichte des Benediktinerordens stets etwas Betrübendes, daß sich Bursfeld darunter (unter den abgefallenen Klöstern) befand ».

[3] *Wipf Jak.*, Reformationsgeschichte der Stadt und Landschaft Schaffhausen, Zürich 1929, S. 94 u. 71.

[4] *Fleischlin B.*, Studien und Beiträge zur Schweiz. Kirchengeschichte II, S. 354 ff.

daß sie nach dem zweiten Landfrieden wieder in den Besitz ihres Klosters kamen [1]. Zu Engelberg setzte ein Aufstieg unter Abt Barnabas Bürki ein, der 1505 erwählt worden [2]; zudem war es gut beschützt durch das ganze katholische Gebiet, das ihm vorgelagert war. Auch zu Muri war 1508 ein tüchtiger Abt gesetzt worden [3]. Aber diese wenigen Ausnahmen bedeuten nichts gegenüber der Ausbreitung der Reformation. Die gute Haltung dieser wenigen Klöster bezog sich nur auf das Leben in ihrem Innern, während sie nach Außen allzuoft in Streitigkeiten um weltliche Macht verwickelt waren. Fast alle Klöster hatten die entscheidende Stunde verschlafen und kamen erst nach dem katholischen Sieg bei Kappel allmählich zur Besinnung, teilweise gewaltsam von Außen gedrängt durch ihre Umgebung und später durch die Beschlüsse des Tridentinums. Ein gläubiger Staat hatte seine Aufgabe erkannt, die ihm zugefallen war an Stelle der Kirchenhäupter. Schwyz trat der zürcherischen Theokratie mächtig gegenüber: katholisches Staatskirchentum?

Der damalige Zustand der Klöster ist eine traurige Tatsache, die niemand leugnen wird. Aber wir möchten hier die Worte des Franziskanerhistorikers anbringen, die er seiner Ordensgeschichte voranstellte: « Der Orden braucht sich seiner Geschichte wahrhaftig nicht zu schämen, und er gewinnt nur, wenn er sich gibt, wie er ist, wenn er den Menschen zeigt, daß er keine Geheimnisse über seine Vergangenheit hat, die Welt glaubt ja doch nicht, daß im Orden alles Gold ist, und wird mit Mißtrauen erfüllt, wenn sie sieht, daß man alles beschönigen möchte » [4]. Bis in die einst so blühenden « Zweige am Baume der römischen Kirche » war das Gift schon gedrungen, das an der römischen Kurie gebraut und verwahrt wurde. Eine Reform an Haupt und Gliedern mußte mit eisernem Besen eingreifen.

Männer standen auf, erst freudig begrüßt, das irdische Reich Gottes zu reformieren. Aber sie erneuerten nicht die Kirche, sondern trugen eine Neuerung in die Kirche. Sie waren einer fatalen Verwechslung zum Opfer gefallen: Mit den Trägern der kirchlichen Würden, die sich wirklich in allzu vielen Fällen nicht entsprechend hielten, verwarfen sie die ganze Institution. « Während man in allen übrigen

[1] Vgl. *Hilpisch*, l. c., S. 313.
[2] *Fleischlin B.*, II, S. 409 f.
[3] L. c., S. 457.
[4] *Holzapfel Herib.*, Handbuch der Geschichte des Franziskanerordens, Freiburg i. Br. 1909, S. x.

sozialen Organismen die Personen dem Amt unterordnet und infolgedessen das Amt nicht verantwortlich macht für die Fehler und Schwächen der Person, die das Amt bekleidet, wird diese Unterscheidung bei der Beurteilung der geschichtlichen Wirksamkeit des Katholizismus vielfach unterlassen und daher ihm selbst zur Last gelegt, was in Wirklichkeit nur der Unzulänglichkeit, den persönlichen Charaktereigenschaften seiner Vertreter, von den niedersten bis zu den höchsten, zur Last fällt »[1]. Auch der Priester ist und war zu allen Zeiten ein Mensch; die Salbung zum Priester nimmt nicht eine der menschlichen Leidenschaften weg. Amt und Beamte sind wohl zu scheiden; auch Benediktinermönche des 16. Jahrhunderts und benediktinisches Mönchtum sind nicht dasselbe.

Dieser fatalen Verwechslung ging aber noch etwas voraus. Bloßer Haß gegen das Papsttum hätte nur zu einem Schisma geführt, ähnlich dem der byzantinischen Kirche. Aber wie keine Revolution auf eine bloße Negation gegründet ist, ging auch parallel zu dieser Auflehnung eine dem traditionellen Glauben entgegengesetzte Lehre[2]. Luthers mystische Lehre von der Rechtfertigung, Zwinglis absoluter Biblizismus, der durch Leugnung der Tradition zur Leugnung von Sakramenten führte, und Calvins Lehre von der Prädestination ante praevisa merita, um nur ihre Hauptirrtümer zu nennen, beweisen dies genügend. Freilich waren diese Lehren nicht das erste, was die Neuerer verkündeten; sie packten psychologisch viel kluger an, indem sie dem Volke die Schäden an Haupt und Gliedern seiner Kirche vormalten, ihm erzählten, was mit seinen sauer erworbenen Abgaben geschah, wodurch natürlich dasselbe erzielt wurde, wie bei einem Kinde, dem man nachdrücklich verborgene Fehler seiner Eltern mitteilt. Unter den schlechten Verwaltern im irdischen Reiche Gottes spielten die Klosterinsassen eine bedenkliche Rolle, weshalb mit ihnen auch viele Klöster verschwinden mußten.

Veraltet und verödet lag nach 1805 St. Johanns ehrwürdige Stätte des Gebetes. Aber seine Aufgabe war noch nicht erfüllt. Seit dem Jahre 1680, da Weihbischof Sigismund von Konstanz die neue Kirche konsekrierte, hat das Kloster kaum einen schöneren Tag geschaut, als

[1] *Ehrhard A.*, Kath. Christentum und moderne Kultur (Kultur und Katholizismus 6), Mainz u. München o. J., S. 45 f.

[2] Dieser Gedankengang ist ausgeführt von *Cristiani*, in Dictionnaire de Théologie catholique, fasc. 119/21, Paris 1937, c. 2031 ff.

den 1. Juni 1902. Edle Kinderfreunde hatten sich zusammengetan, um bildungsfähigen schwachsinnigen Kindern ein Heim zu bieten, ihnen zu geben, was oft die Eltern bei aller Liebe nicht geben können, sie heranzubilden, damit sie später selbst ihr Brot verdienen können. Im Kanton St. Gallen wurde eine Kollekte organisiert. Ein Konsortium erwarb sich das Kloster St. Johann im Juli 1901 um 15 500 Fr.; elf Monate später konnte es seiner erhabenen Bestimmung übergeben werden. Der hochherzige Pfarrer und Dekan Alois Eigenmann sel. stand als erster dem « Johanneum » vor. Mit dem Leitspruch : « Alles für Gott zum Besten der Jugend », kämpfte er sich über die ersten Schwierigkeiten hinweg. Groß ist der Segen, den St. Johann in unserm Lande schon gestiftet im selben Geiste, den einst St. Benedikt in seinen Schülern pflanzte : Ora et labora, bete und arbeite [1].

## BEILAGE I

Das Vermögen des Gotteshauses an Bildern, Heiltum, Silbergeschirr und « gaistlich ornata », worunter freilich nur das wertvollste aufgezählt sein dürfte, was 1528 nach Feldkirch geflüchtet wurde ; desgleichen das Mobiliar des Gotteshauses laut den beiden Inventaren vom 10. Februar 1534 und vom 27. August 1545.

**Christlich Hailtumb.**

Item ein silberin prustbild sannt Agatha kost by 250 fl.
Mer ein prustbild unser lieben frouwen, ist der lyb silberin und der fuß kupferin und übergoldet, kost by 220 fl.
Item ein stück sannt Johannes hopt in der schüßlen, ist gar silber, kost 90 fl.
Item ein silbernes vergoldetes prustbild sannt Johanns cost ungevarlich by 250 fl.
Item ein silberin arm sannt Gäbhart.
Item ein prust bildli sannt Barbara.
Item ein silberin crutz wie man es umb die kirche tragt.
Item ein silberr munnstranntz.
Item zwei kupferin munnstranntzen übergult.
Item ein silberin bildly sannt Johanns.
Item ein munnstranntz mit einer gryfenay (Reliquiar in Form eines Greifeneis).

[1] Zur Gründung des « Johanneums » vgl. St. Johann « Anstalt für bildungsfähige schwachsinnige Kinder in Neu St. Johann (OTgb.) ». Erster Bericht, 1. Januar 1904, St. Gallen o. J.

Über die ganze Geschichte des Klosters Neu St. Johann vgl. *Segmüller Fridolin*, Gründung und Geschicke von St. Johann — Neu St. Johann, o. O. und o. J.

Item ein kleines crutzli von holz übergult.
Item ein klaines munnsträntzli so man über feld tragt.
Item ein kupferin crutz übergult so man umb die kirche tragt.
Item ein prelatenstab dessen oberer teil silber.
Item zwei silberin opfer kenntli.
Item zwei stückli wie es die leute umb die kirche tragen.
Item ein klaines trugkhli zum sacrament.
Item zehn kelche und drei kelche sind vormals weggeführt.
Item zwei korporalfutter von samt.

**Kirchenklainott und Meßgewänder :**

Erstlich ein weis damastin chorkappen.
Item zwai weiß damastin levitenrockh.
Item ein weiß damastin meßgewand und anders, das dazu gehört.
Mer ein weiß damastin meßgewand und was dazu gehört.
Item ein gelgrüns atlas meßgewand.
Ein grünes sidin meßgewand.
Item ein schwarz samattin ornat mit guldin flammen.
Item ein schwarz samattin chorkappen.
Item zwai schwarz samattin levitenrockh.
Item ein schwarz samattin meßgewand mit einem crutz.
Item ein rot arrassin meßgewand mit gold gesprengt mit einem crutz.
Item ein alt rotgepluemt samattins meßgewand mit einem crucefix.
Item ein plauw zendel-sidni chorkappen und ein plauw meßgewand mit aller zugehörd.

**Silbergeschirr :**

Zwai groß silberin credentz becher.
Mer 18 tischbecher.

(Stadtarchiv Feldkirch und Sta. Gewölbe D, Kasten V, Zelle 8, Fasz. 1, Anzeiger für Schweizerische Altertumskunde N. F. 1899, 145 f.)

Am 27. August 1545 war von den Heiltümern noch alles vorhanden, dagegen fehlte die blaue « zendelsydne » Chorkappe und ein blaues Meßgewand. Außerdem zählte man nur noch 9 Kelche, da einer nach Lichtensteig verkauft worden war, und 16 Tischbecher. Die beiden großen silbernen Kredenzbecher mit Deckeln waren noch da, und des weitern kam noch hinzu an Silbergeschirr :

Item ein kopf mit einem deckel mit silber beschlagen.
Item ein silbern kelchli mit einem deckel.
Item in einer löffelbüchse 11 beschlagene löffel, hat der jetzige abt machen lassen.
Im gewölbe : Ein becher mit einem deckel.
Item ein hübscher silberin becher.
Item ein hübscher feiner becher mit gold verblumt und an einigen orten vergoldet.

**Gemeiner Husrat :**

9 tischlachen, 14 tischzwechelein, 3 handzwechelein, 19 zini teller.
Item ein byttstatt bettete samt einem karren und kutsche auch zugerist.
2 tröge.
Eine büchse, ein stählerner bogen und 2 hellebarden.
In der kammer über der stube, in welcher der stumme liegt, ein angemachte bettstatt.
In der salzkammer 6 angemachte bettstatten und 3 tröge.
Im kämmerlein auch uff der kuchi eine schlechte angemachte bettstatt.
In der herrenkammer ein bettstatt und ein trog.
In der kammer neben dem Schleitzenberg ein angemachte bettstatt.
Auf dem Thurmental (Dormental = Dormitorium) in der ersten kammer, darin Uli der jüngere von Rapperswil liegt, ein angemachte bettstatt und ein trögli.
In herr Stoffels kammer ein bettstatt, 2 tische, 2 tröge.
In herr Jakobs gmach ein zugerüste bettstatten, 2 tröge, ein tisch, und in der stube ein tischlein von edlem holz.
In der kammer der knechte 3 bettstatten, 3 tröge.
In der jungfrauwen kammer über dem keller 2 angemachte bettstatten, 3 tröge.
In der neuen kammer an der alten abtey 2 bettstatten mit unüberzognem gefuder.
In der kuchi in einer schaffraiti 13 zinne platten, 4 zinni teller, 8 eri häffen, 7 pfannen, 2 kessi.
Item zwai eiserne kellen, eine bratpfanne, 3 röst.
Item ein gennden bratspieß mit 2 stangen.
Im keller nüt dann lere vaß.
Im brotkeller ein vierthalbmessig kanten, ein dritthalbmessige und ein ander dritthalbmessige kanten.
Item eine quärtige und eine halbmessige kanten.
Eine massige kanten und 4 stünzen.
In des abt gemach ein kredentzgeschirr und ein schaustückli.
5 gebeitzte füchse, ein glasschüsseli, ein brunnenkessi, ein giesschapf und andres.
In des abts stube auch einige alte bücher.
(Sta. B. 297 S. 496 ff. Eine von Epp gefertigte Kopie.)

## BEILAGE II

**Ein Verzeichnis der Äbte und Mönche, welche zu ermitteln waren von den Anfängen St. Johanns bis zur Absetzung Abt Johann Steigers.**

Das Datum des Todestages der Äbte ist, wenn nichts weiteres beigefügt, der Kopie eines Nekrologiums entnommen, welches Epp unter XVI. dem ersten Bande seiner Annalen beigibt (Sta. B 297 XVI).

**Abt Burchardus**, der erste bekannte Abt, 1152 erwähnt. Joach. von Watt und mit ihm Stumpf und Guler sagen, daß diesem ein Abt unbekannten Namens voranging (siehe Einleitung Anm. 6.. Diese Meinung vertraten auch Murer (I), Epp (Sta. B 297, 3 ff.) und Hardegger (25). Am 18. April 1178 ist er zu Luzern gegenwärtig bei der Resignation Konr. von Murbach auf die dortige Plebanie (Reg. Ep. Const. I 1042). 1190-91 bezeugte er, daß er keine Schmähungen über Abt Berthold von Engelberg an den päpstlichen Stuhl geschrieben habe (Urkunden des Stiftes Engelberg, Geschichtsfrd. IL 1894, 256). Sein Todesjahr ist unbestimmt um die Jahrhundertwende ; am ehesten dürfte Fleischlins (II 448) Angabe stimmen : 1202.

**Abt Alberchtus**, der fast 100jährige Prior von Peterzell, von dem allerdings nur Lipfrid Mitte des 14. Jahrhunderts berichtet, daß er nach 1 ½ Jahren « urgentibus penuria et senio » sein Amt niedergelegt habe (Sta. B 297, 19, Hardegger 5).

**Abt Hunold von Amden** (de Monte Anduno) : Auch von diesem weiß nur Lipfrid zu berichten, daß er « inopia rerum et persecutione advocati urgentibus » nach 3 ½ Jahren resigniert habe (Sta. B 297, 20 f., v. Arx, I 339 und Wegelin, I 57).

**Abt Konrad von Dußnang**, Propst zu Petershausen, erhielt am Karsamstag (Sabbato S. Pascae) 1209 in Rom die Abtweihe durch Erzbischof Sigfrid von Mainz (Sta. B 297, 22). Eine Urkunde aus dem Jahre 1242 wurde unter Konrad gefertigt ; während der Fertigung oder kurz darauf scheint er gestorben zu sein, da am Schlusse dieser Urkunde sein Nachfolger Ulrich siegelt (S. G. U. III 885) ; deshalb wird dieses Jahr allgemein als das Todesjahr Konrads bezeichnet. Das Nekrologium von Petershausen gibt den 14. Mai als Todestag an (M. G. H. Necr. I 318).

**Abt Ulrich** wurde sein Nachfolger. Sein Todesjahr steht nicht fest, vielleicht 1250 ; Todestag soll der 1. April sein. Epp (Sta. B 297, 80) und Hardegger (25) geben ca. 1270, Rothenflue (68) 1261.

**Abt Rudolf**, Graf von Toggenburg, Sohn des Brudermörders, erscheint am 7. Januar 1251 als Erwählter von St. Johann. Der Abt von St. Gallen wird unter diesem Datum angewiesen, ihm eine Abtei in der Diözese Basel zu verschaffen. Noch am 5. Dezember 1255 erscheint er als Abt und ist nicht, wie Wegelin an diese Urkunde anknüpfend sagt, Abt von St. Johannsen zu Erlach gewesen ; dieses lag nämlich in der Diözese Lausanne (S. G. U. IV Anhg. 74 — Fontes Rerum Bernensium II 385 — Wegelin, I 82 — Kläui, 202, Anm. 3 — Germania pontif. II 2, 203).

**Abt Ulrich** ist 1260 erwähnt. Es wäre möglich, daß es derselbe Ulrich wäre, der auf Konrad folgte, und daß er vielleicht abgesetzt und wieder eingesetzt worden ist, als sich für Rudolf eine Abtei geboten. So könnten Epps und Hardeggers Angaben doch stimmen, da er noch 1266 als Abt erscheint (S. G. U. IV Anhg. 96 und III 975 — Kläui, 197 ff.).

Fr. Burkhard erscheint 1260 und 1261 als Pfarrer von Peterzell (S. G. U. III 951); noch 1280 begegnet er, einfach als Plebanus bezeichnet (l. c. 1026).

Fr. Bertholdus erscheint als Cellerarius in derselben Urkunde von 1260.

Fr. Konrad ist Zeuge bei der Schenkung einer Wiese zu Mariderun am 21. Januar 1261 (Sta. XIX 781).

Fr. Wernher wird 1261 als Custos von Peterzell genannt (Sta. B 297 75).

Fr. Johann wird 1261 und 1280 als Custos von St. Johann genannt (l. c.).

**Abt Konrad** begann nach Epp (81) ca. 1270 zu regieren; Rothenflue (68) schiebt zwischen Ulrich und Konrad einen Berchtold I. ein, der von 1261-72 regiert haben soll; wir haben schon gesehen, daß das Anfangsdatum sowieso nicht stimmt. Metzler und Murer (IV) schieben ihn vor Ulrich ein, worüber Epp (71) das « gratis asseritur » spricht. Am 14. Februar 1280 ist er noch Zeuge in einer Urkunde (Sta. XIX 784), während im selben Jahre nach September sein Nachfolger genannt wird (S. G. U. III 1026). Das Nekrologium gibt den 6. April.

Fr. Albert wird 1272 als Pfarrer von Peterzell genannt (Rotenflue, 175).

**Abt Johann von Tuobelnstain** (Dübelstein bei Dübendorf), 1280 zuerst genannt. 1293, am 17. März, erscheint zum ersten Mal sein Nachfolger (S. G. U. III 1080).

**Abt Berthold,** 17. März 1293 zuerst genannt. Sein Todesjahr ist bei Hardegger (25) 1312, bei Rothenflue (68) 1302. Im Nekrologium 16. April. Abt Johannes, den schon Murer (VIII) diesem folgen läßt und der laut Hardegger bis 1338, laut Rothenflue (l. c.) bis 1312 regiert haben soll, ist nirgends genannt. Epp (109) findet ebenfalls keine Beweise für diese Annahme.

**Abt Dietrich** (Theodericus) begegnet in einer Urkunde vom 16. November 1328 (Z. U. XI 4176), was also Hardeggers Annahme über Abt Johannes stürzt. Nach Rothenflue starb er 1338.

Fr. H[enricus], monachus S. Joannis, begegnet in derselben Urkunde.

**Abt Diethelm,** nach Rothenflue und dem Nekrologium Freiherr von Truchburg, wird den 23. Juni 1338 zuerst genannt (S. G. U. III 1380). Er starb nach Hardegger (25) 1344, wie auch bei Rothenflue (68) am 2. Juni, was nicht stimmt. Schon Epp machte auf die wahrscheinliche Verwechslung zwischen Wilhelm und Diethelm aufmerksam (113).

**Abt Johann** wird nämlich schon am 11. Mai 1344 genannt (S. G. U. III 1415), soll 1369 gestorben sein, laut Nekrologium am 28. Juni.

**Abt Heinrich** begegnet am 6. November 1369 erstmals in einer Urkunde. Nach Rothenflue (68) ist es Heinr. Forster, der uns 1357 und 1358 als Propst zu St. Johann begegnet (Sta. B 297, 122 f.). Noch am 8. September 1380 finden wir ihn in einer Urkunde (S. G. U. IV 1828) entgegen Hardegger (25) und Rothenflue (68); im Laufe der folgenden $^3/_4$ Jahre muß er gestorben sein.

**Abt Walter** wird am 3. Juli 1383 zuerst genannt. Nach Hardegger und Rothenflue (l. c.) war es Walter Keller von Ailgow (Elgg), der uns 1364 als Propst zu St. Johann begegnet (S. G. U. IV 1617). Diese Daten machen die Annahme höchst unsicher, daß zwischen Heinrich und Walter noch ein Abt Konrad gewesen sei, zumal seine Daten nicht stimmen. Walter starb nach Epp (151), Hardegger (25) und Rothenflue (68) 1391. Das Nekrologium von Tänikon gibt den 23. August (Monumenta Germaniae Historica = M. G. H. Necr. I 531).

**Abt Rudolf** begegnet uns erstmals am 10. November 1391. Nach Epp, Hardegger und Rothenflue (l. c.) identisch mit Rudolf Kilchhofer, der 1387 als Propst von St. Johann genannt wird (S. G. U. IV 1747 und 1937). Er soll 1410 gestorben sein, am 17. Juni.

**Abt Albrecht,** nach Hardegger (25) und Rothenflue (68) mit dem Beinamen Schenkli von Wil ist erstmals am 27. Januar 1411 genannt (S. G. U. IV 2491). Er wird auf dem Konstanzer Konzil bezeugt (Richental 172). Zwischen 8. Dezember 1416 und 8. April 1417 starb er (S. G. U. V 2684 und 2692). Das Nekrologium von Magdenau gibt den 8. März (M. G. H. Necr. I 447).

**Abt Ulrich** begegnet zuerst am 8. April 1417. Es war Ulrich der Krieche, der schon 1411 einen Kaufvertrag fertigte (Sta. XIX 752). Rothenflue (69) nennt ihn von Schmerikon. Ein Abt Nikolaus zwischen diesen beiden ist hinfällig (Rothenflue 69). Zwischen 18. Mai und 18. August 1442 starb er (S. G. U. V 4375).

Fr. Wilhelm Hofakrer, ehelicher Sohn des Priesters Rudolf Hofakrer von St. Gallen, Frühmessers zu Marbach, wird am 18. Juli 1420 als Konventual von St. Johann genannt (S. G. U. V 2938).

**Abt Niklaus Forrer** aus Wildhaus war Ulrichs Nachfolger; er gab am 18. August 1442 als erste Früchte 72 fl.; es wurde dann aber milder mit ihm verfahren (Sta. Tom. 784, 774). Er war Propst gewesen (S. G. U. V 4375) und starb nach Hardegger (25) 1469.

Fr. Kaspar Gams wird am 22. Juli 1456 als Vikar nach Altendorf bestimmt (Reg. Ep. Const. 12004, Bd. IV).

Fr. Burkhard Wingarter war 1458 (?) als Pfarrer auf dem Hemberg gestorben (l. c. 12139).

Fr. Johann Scheffmacher, wird am 27. September 1458 von Abt Ulrich von St. Gallen in sein Kloster gebeten über die Feier des Gallusfestes für drei bis vier Wochen (Sta. Tom. 369, 48). Im Mai 1489 war er bei der Wahl Konrad Brumanns (Erzbisch. Arch. Cod. 109 fol. 63v).

**Abt Bernhard Eichhorn** von Lichtensteig gibt am 20. März 1469 140 fl. als erste Früchte. 1440 finden wir ihn auf der Universität zu Bologna, wo er am 23. April 1443 die Licentia decretorum erhielt (Knod 735). Am 21. März 1453 ist er mit seinem Abt Niklaus zu St. Gallen, den Rechenschaftsbericht des Großkellers Ulrich Rösch entgegenzunehmen (S. G. U. VI 5528). Nach Sicher starb er am 29. Februar 1484 (Chronik 23).

Fr. Jodocus Schepper wird 1476 und 1503 als Pfarrer an der Klus erwähnt (Sta. XIX 819 und B 297, 315) ; im Mai 1489 war er ebenfalls bei der Wahl Brumanns (Erzbisch. Arch. Cod. 109 fol. 63v).

**Abt Johannes Österreicher** war Bernhards Nachfolger « vir insigni dexteritate praeditus » (Sta. B 297, 280) gab am 11. März 1484 140 fl. als erste Früchte, die ihm aber gemindert wurden (Sta. Tom. 724, 784). 1476-82 wird er als Leutpriester von Neßlau erwähnt (Sta. XVIII 108 und L. A. 117, 1 ff.) ; Ende April oder anfangs Mai 1489 wird er gestorben sein.

Fr. Andreas Raynolt ist im Sommersemester 1478 zu Leipzig immatrikuliert.

**Abt Konrad Brumann** aus Lichtensteig (Sta. B 297, 328) wurde am 20. Mai 1489 zum Abt proklamiert und 10 Tage darauf bestätigt ; für beides bezahlte er 14 fl. (Erzbisch. Arch. Cod. 109 fol. 63v und 64r). 1479 begegnet er als Leutpriester von Peterzell. Er starb 1513, nach Sicher (Chron. 25) am 15. Mai.

Auf seiner Wahlproklamation stehen noch verzeichnet außer den schon Genannten und einem später noch zu Nennenden :

Fr. Heinrich Eichhorn aus Lichtensteig ; 1477 im Wintersemester zu Leipzig immatrikuliert, promovierte er am 19. Februar 1480 zum Baccalaureus artium.

Fr. Johann Eichhorn von Lichtensteig finden wir im Sommersemester 1485 zu Basel immatrikuliert.

Fr. Joh. Kilchhofer. Im Nekrolog von Magdenau (M. G. H. Necr. I 451) ist unter dem 22. Juli ein Abt Johannes Kilchhofer von St. Johann eingetragen, wohl eine Verwechslung mit Abt Rud. Kilchhofer.

Fr. Leonhard Vogelweider. Rothenflue nennt einen solchen 1454 als Pfarrer von Peterzell (175).

Fr. Johann Koler, vielleicht ein Zürcher von Lichtensteig, welche diesen Beinamen hatten (vgl. den spätern Abt).

Fr. Ulrich Bomgarter : im Liber subsidii charitativi von 1497 als Pfarrer von Neßlau genannt (Sta. Tom. 724, 811). Rothenflue (83) nennt ihn schon 1459 als solchen.

**Abt Christian** war Nachfolger, ein Verwandter Zwinglis, der mit der Reformation liebäugelte. Er starb zwischen Mitte Januar und Mitte April 1520 (Zwingli, VII 138 und 258 — Sta. XVIII 98). Das Nekrologium gibt den 29. Februar.

Fr. Jakob Zwingli, der zweitjüngste Bruder des Reformators, wird am 4. Oktober 1512 an Vadian in Wien empfohlen und ist im Wintersemester 1512-13 an der dortigen Universität immatrikuliert. 1517 starb er und ist in Wien bei den Schotten begraben (Zwingli, VII 16 und 18 Anm. 3 u. 1).

Fr. Jakob Steiger wird 1515 als Pfarrer von Wildhaus genannt ; daselbst ist er im selben Jahre gestorben (Rotenflue 48).

Abt Johann Steiger von Bütschwil, zwischen 28. Februar und 22. April 1520 erwählt. Er dürfte identisch sein mit fr. Johann Steiger, den wir 1477 im Wintersemester zu Leipzig immatrikuliert finden, wo er am 19. Februar 1480 zum Baccalaureus artium aufstieg. 1489 ist er ebenfalls verzeichnet auf der schon genannten Proklamationsliste für Konrad Brumann, und 1497 begegnet er als Pfarrer von Breitenau (Sta. Tom. 724, 811). 1504 ist er Kaplan zum Stein im Glückshafenrodel von Zürich genannt, wo er 9 Lose setzte (Fr. Hegi : Glückshafenrodel von Zürich 1504, Zürich 1942, S. 26). Im Juni 1513 wird er Pfarrer zu Mogelsberg (l. c. 979 f.). 1535 abgesetzt, lebte er aber doch noch im Kloster.

Fr. Josen, Konventherr von St. Johann, ist in einem Verzeichnis der Illnauer Klostergüter vom September 1521 genannt (Zürich C III 24, Nr. 298). Schon 1505 wird ein Herr Josen als Leutpriester von Kappel genannt (Festschrift zur Einweihung des Kirchenbaus der kath. Kirche Kappel-Ebnat 1942, S. 16 f.).

Beim Klostersturm waren folgende Mönche in St. Johann nach Zwingli, X 88 :

Fr. Hans Forer. Ist er identisch mit dem 1494 zu Freiburg i. Br. immatrikulierten Johann Forer de Valle s. Joannis (Mayer, I 112) und mit dem im Sommersemester 1500 zu Wien immatrikulierten Johann Forer ? (Zwingli, X 88 Anm. 4 ; vgl. Vasella O.: Untersuchungen über die Bildungsverhältnisse im Bistum Chur, 62. Jahresbericht der hist. antiquar. Gesellschaft von Graubünden 1932, Nr. 292). Am 22. April 1520 wird ein fr. Johannes Forer als Pfarrer von Mogelsberg eingesetzt (Freiburg i. Br., Cod. 110 fol. 97-98r). Er floh mit dem Abt nach Feldkirch.

Fr. Cornelius Aspach zog ebenfalls mit dem Abt und starb zwischen 24. August und 30. Oktober 1533 im Vorarlberg, wo er mit Konrad Stricker die Güter verwaltet hatte (Walgew-Buch II fol. 32r und 33r).

Fr. Michel wird 1523 als Pfarrer von Peterzell erwähnt (Sta. XVIII 883).

Fr. Hieron. Schiri fiel ab, erlangte aber die Absolution und trat wieder in das Kloster ein, wo er bald Prior wurde. Am 15. November 1539 ist er als hospes von St. Johann in St. Gallen bei der Übertragung der Reliquien des hl. Othmar von Wil nach St. Gallen (Sta. A 106), 1552 kauft er sich die Kaplanei zu Tänikon (Sta. B 297, 542).

Über fr. Heinrich und fr. Ros ist nichts bekannt.

Fr. Gorius (Gregorius Müller) wird anfangs April 1536 als apostasiert und verheiratet erwähnt ; « pfaff Georgius, der in Thurtal gewesen » (Sta. W II 11, fol. 150r).

Fr. Konrad Emisegger fiel ab und wird schon 1529 als evangelischer Pfarrer von St. Johann genannt (Zwingli, X 282). Vielleicht war er auf der Disputation zu Baden (E. A. IV 1a 933). Am 30. September 1543 hat er als Pfarrer von Abt Johann (Zoller) ein Lehen erhalten. (Sta. L. A. 115, fol. 113r). Im selben Jahre erwähnt aber Rothenfluc, 66, Hans Fischer als Pfarrer. 1565 und 1572 ist noch von Konrad Emiseggers zwei Kindern die Rede (Sta. L. A. 117, fol. 73v und 147v).

# Concordat entre l'archevêque de Besançon et l'évêque de Bâle au XVIII[e] siècle

par Pierre REBETEZ-PAROZ D[r] phil.

*(Fin.)*

## L'exécution de l'échange de paroisses

Le décret de fulmination de la bulle ayant été rendu le 1[er] mars 1781, Louis XVI donna des lettres patentes, confirmatives de ce décret, au cours du mois suivant. Cet acte fut scellé gratuitement, geste qui n'était pas à dédaigner vu que des frais de toutes natures s'accumulaient pour l'évêque de Bâle [1].

« Lettres patentes du roi... Du mois d'avril 1781 »

« Louis, par la Grace de Dieu etc... Par nos Lettres Patentes du 17 août 1780... Nous avons entr'autres choses autorisé et confirmé la Bulle de notre St-Père le Pape Pie VI, donnée à Rome à St-Pierre le 30 juin de ladite année, portant... Confirmation du Traité passé... entre l'Archevêque de Besançon et le Prince Evêque de Basle... Nous étant fait représenter le Décret rendu à Valence par l'Official Commissaire... Nous avons cru devoir donner audit Décret une exécution d'autant plus assurée et plus prompte, qu'elle consommera une opération dont les effets et la stabilité sont intéressans et méritent à plusieurs égards notre attention particuliere. A ces causes... voulons qu'il soit exécuté dans tout son contenu suivant sa forme et teneur... Si donnons en mandement à nos amés et féaux les Gens tenant notre Conseil Souverain d'Alsace à Colmar, que ces Présentes ils aient à faire lire, publier et registrer, et le contenu de ces lettres et dudit Décret garder, observer et exécuter selon leur forme et teneur ; cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens contraires : CAR TEL EST NOTRE PLAISIR... Donné à Versailles au mois d'Avril l'an de grace 1781 et de notre regne le septième.

avec paraphe. signé Louis

(à côté) Visa, Hue de Miromesnil [2] (et plus bas) Par le Roi, Ségur [3]

[1] Arch. bern. Drucksachen/Synodalia (Diocèse), pièce citée du 24 déc. 1781. Bien que le quantième ne figure pas dans le document royal, nous savons que les lettres patentes furent données à la date du 20 avril environ. Voir Correspondance de l'abbé de Raze, lettre du 23 avril 1781 à l'évêque de Bâle.

[2] Miromesnil Armand Hue de... (1723-1796). Ancien premier président au Parlement de Rouen, fut nommé Garde des sceaux à Versailles dès 1774.

[3] St-Germain quitta le ministère de la Guerre en 1777. Il y fut remplacé par Montbarey qui tomba en 1780. Le marquis de Ségur, lieutenant général des armées du roi, reprit le ministère de la Guerre après le départ de Montbarey jusqu'en 1787.

Comme les premières du 17 août 1780, ces secondes lettres patentes furent envoyées en commandement à Colmar et à Besançon. Cette expédition se fit « du propre mouvement de Sa Majesté », formule qui évitait tous frais de chancellerie à Frédéric de Wangen.

Les procureurs généraux du roi reçurent donc l'injonction d'en requérir l'enregistrement. Mais l'abbé de Raze prit la précaution de demander à Versailles d'attendre la réponse de Colmar — on était sûr qu'elle serait favorable — avant d'écrire à Besançon, ceci afin que l'exemple des Alsaciens engageât les Francs-Comtois à se montrer dociles[1].

Le Conseil souverain d'Alsace ne mit aucune opposition à l'enregistrement et, le 28 avril 1781, il donna son approbation ainsi que ses ordres de publication et d'exécution.

Le 15 mai, le marquis de Ségur, ministre de la Guerre[2], envoya les lettres patentes à M. de Grosbois, premier président au Parlement de Besançon, en lui exposant pourquoi l'enregistrement devait être fait sans exiger la requête de Mgr de Durfort et de Frédéric de Wangen[3] :

Le traité d'échange n'a pas été fait, dit-il, pour des motifs d'intérêt personnel. « Des considérations d'un ordre supérieur, celles des intérêts politiques de l'Etat, ont influé seules sur ces dispositions. » Les paroisses cédées par l'archevêque sont sur terre d'empire et celles données en échange, de la part du prince-évêque, font partie du royaume et de la province d'Alsace.

Cette idée de présenter l'accord des deux prélats comme une affaire de politique internationale n'était pas nouvelle. A la fin de 1780, l'évêque de Lydda était intervenu en faveur de l'échange auprès du comte de Mercy en le priant de solliciter l'appui de Sa Majesté impériale pour l'exécution des bulles confirmatives. Le concordat, assurait l'abbé Gobel, intéressait le système politique de l'empire comme celui de la France et l'ambassadeur impérial devait, au besoin, pousser le ministère du roi à n'écouter aucune remontrance du Parlement de Besançon[4].

Le marquis de Ségur fit remarquer à Grosbois, d'une part, que les paroisses ne se trouvaient pas dans le ressort du Parlement de

[1] Correspondance de l'abbé de Raze, lettres des 13 et 23 avril 1781 au prince-évêque.

[2] Rappelons que chaque secrétaire d'Etat était chargé d'une partie de l'administration intérieure du royaume.

[3] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 228 ; 15 mai 1781. Le marquis de Ségur à M. de Grosbois.

[4] Arch. bern. A 59/13, 22 déc. et 26 déc. Lettres de l'évêque de Lydda à l'évêque de Bâle.

Besançon et, d'autre part, que le roi était intéressé à cet échange. Les premières lettres patentes avaient été expédiées dans la forme usitée pour tout ce qui se rapportait soit à l'administration majeure, soit à la législation. Elles furent donc présentées à l'enregistrement en commandement et non après requête des parties [1]. Ce même procédé devait être observé pour les nouvelles lettres du roi.

Le président Grosbois, donnant son avis et celui de ses collègues, répondit le 23 mai que toutes les patentes données sur des conventions entre particuliers étaient enregistrées à la requête de ceux-ci, afin de conserver les droits des parties qui n'avaient pas pu être entendues. Pour laisser à ces dernières la ressource de former opposition, la règle voulait que les choses se fissent ainsi. Grosbois croyait donc difficile de dispenser les deux prélats de se conformer à ce que toutes les cours de justice avaient l'obligation de maintenir pour l'intérêt des tiers non entendus [2].

Le 18 juin 1781, le Parlement de Besançon rendit son arrêt au sujet des nouvelles lettres patentes du roi. Celles-ci furent « renvoyées à la Grand'chambre pour y être enregistrées sur la requête que l'une ou l'autre des parties, ou toutes les deux conjointement, présenteront à cet effet » [3].

Le Garde des sceaux fut prié par le marquis de Ségur de donner son avis au sujet de cette décision. La façon de raisonner de Besançon parut régulière à M. de Miromesnil qui jugea comme les Francs-Comtois que les lettres devaient être enregistrées à la Grand'chambre à la requête des parties. La Grand'chambre, ou chambre principale, était l'une des sections des cours de justice qui comprenaient en général, à l'exemple du Parlement de Paris, la Grand'chambre, la chambre criminelle, celle des enquêtes et celle des requêtes. Miromesnil fit part de son opinion au ministre des Affaires étrangères [4]. Le comte de Vergennes ne l'entendit pas ainsi. Pour lui, la conduite des juges de Besançon était frivole et il demanda au Garde des sceaux de prendre les ordres du roi pour faire cesser cette opposition. Sa Majesté avait désiré l'échange de paroisses entre les Eglises de Besançon et de Bâle, et Vergennes prétendait que l'archevêque avait souscrit à cette convention uniquement par soumission à la volonté du roi. Dans ces circonstances, Sa Majesté pouvait

[1] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 228 citée.
[2] *Ibid.*, VI., p. 231 ; 23 mai 1781. M. de Grosbois à M. de Ségur.
[3] *Ibid.*, VI., p. 241 ; 18 juin 1781. Arrêt du Parlement de Besançon.
[4] *Ibid.*, VI., p. 260, 261, 262 ; 5 et 6 juillet 1781.

donc commander l'enregistrement de tous les actes relatifs à cette affaire, et la difficulté que le Parlement de Besançon essayait de créer apparaissait déplacée. Le ministre des Affaires étrangères jugea, qu'au pis aller, il n'y avait pas d'inconvénient à se passer de l'enregistrement des Francs-Comtois, puisque aucune des paroisses ne se trouvait dans son ressort. Ce qui importait, c'était de voir bientôt « l'échange consommé sans retour » [1].

Frédéric de Wangen, apprenant qu'on cherchait à obtenir une requête de sa part, s'en plaignit à M. de Vergennes le 12 juillet. Après avoir montré que les lettres patentes avaient été « données du propre mouvement du roi », il avança que le Parlement obéirait à la pression d'une lettre ministérielle. Finalement, si l'opposition persistait, des lettres de jussion permettraient de casser l'arrêt du 18 juin et d'exiger l'enregistrement sans délai. Frédéric de Wangen ne tenait pas à présenter une requête à Besançon [2].

L'abbé de Raze signala au comte de Vergennes plusieurs exemples dans lesquels la méthode préconisée par le ministre des Affaires étrangères avait été prise antérieurement pour règle [3]. Le comte intervint une fois encore, au début de juillet, auprès du Garde des sceaux. Le 30 juillet, le Parlement de Besançon, après une nouvelle délibération, maintint sa façon de voir. M. de Miromesnil confirma encore au ministre de Vergennes que malgré les nombreux exemples contraires portés à sa connaissance, il croyait que les conseillers de Franche-Comté restaient « dans la règle » et qu'il serait bon d'engager l'archevêque de Besançon à présenter sa requête [4]. Le 12 août, le comte de Vergennes laissa alors à M. de Miromesnil et au ministre de Ségur le soin de prendre des mesures « pour concilier l'autorité du roi avec l'arrêté du Parlement de Besançon » [5]. Il faut ajouter que, précisément à cette époque, le même Conseil faisait des difficultés semblables à propos d'autres lettres

[1] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 270 ; 10 juillet 1781. M. de Vergennes au Garde des sceaux.

[2] *Ibid.*, VI., p. 263 et 272 du 12 juillet 1781. L'évêque de Bâle à M. de Vergennes. Lettres de jussion, voir ci-dessus note 4, page 51.

[3] Entre autres le traité pour l'échange du décanat de Savoie contre les dépendances de l'abbaye de Cluse en Piémont qui possédait des biens situés en France ; autres lettres patentes pour les évêchés de Lorraine (1777). Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 277 et 278 ; 19 juillet 1781. Note sur les échanges proposés par l'évêque de Bâle et le comte de Vergennes au Garde des sceaux.

[4] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 294 ; 7 août 1781. Le Garde des sceaux au comte de Vergennes.

[5] *Ibid.*, VI., p. 296 ; 12 août 1781. Le comte de Vergennes au Garde des sceaux.

patentes se rapportant à une convention des limites, convention passée entre le roi et l'évêque de Bâle le 20 juin 1780 [1]. Par sa lettre du 3 août, le ministre des Affaires étrangères venait d'ordonner l'envoi de lettres de jussion afin d'obliger les Francs-Comtois à l'enregistrement de ces dernières lettres patentes [2]. L'opiniâtreté dans la résistance ne faiblissait pas.

En août, placé devant une opposition aussi tenace, Frédéric de Wangen résolut de la négliger et voulut passer à la prise de possession spirituelle. L'évêque admettait que pour l'affaire des paroisses cet enregistrement était superflu puisque aucun des lieux échangés ne faisait partie de la Franche-Comté. La bulle du pape lui semblait renfermer en elle-même toute sa valeur. Le roi et l'empire, à ses yeux, avaient donné les ratifications nécessaires [3].

Vulpian partageait la même opinion. Avant d'agir, l'évêque de Bâle qui prévoyait les conséquences de son entreprise avertit le comte de Vergennes de ses intentions [4].

Le 1er septembre 1781, l'abbé de Fraigne proposa au ministre des Affaires étrangères de favoriser la conclusion de l'échange de paroisses, en écrivant à l'évêque de Bâle qu'il l'autorisait à terminer cette affaire, sans attendre l'enregistrement du Parlement de Besançon.

L'indécision qui régnait quant aux limites de diocèses avait produit en Franche-Comté un très mauvais effet. On y spéculait sur les « longueurs que l'on peut apporter en affaire » vu que le Conseil de la province repoussait encore l'enregistrement des lettres patentes adressées en commandement au mois de mai 1781. A Porrentruy, Frédéric de Wangen pensait que Besançon cherchait à l'obliger, par une résistance passive, à solliciter cet enregistrement. Il savait que l'échange se faisait contre le gré de nombreux chanoines métropolitains, contre celui des Francs-Comtois particulièrement, contre le vœu du Parlement enfin dont les membres étaient presque tous apparentés à ceux du chapitre [5]. Si Frédéric de Wangen venait à présenter une requête d'enregistrement,

[1] Voir notre ouvrage « Les relations de l'Evêché de Bâle avec la France au XVIIIe siècle », cité.

[2] Aff. étr. Ev. de B. VI., p. 292 ; 3 août 1781. Le comte de Vergennes au Garde des sceaux.

[3] *Ibid.*, VI., p. 324 ; 25 août 1781. Gérard, commissaire du roi pour les délimitations, au comte de Vergennes.

[4] *Ibid.*, VII., p. 4 ; 1er sept. 1781. L'évêque de Bâle au comte de Vergennes.

[5] Arch. bern. A 59/13 ; 1er décembre 1779. Renseignement tiré de la lettre de l'évêque de Lydda à l'évêque de Bâle.

on ne manquerait pas de créer un parti d'opposition. Cette scission au sein du Parlement entraînerait des enquêtes nouvelles qui retarderaient l'exécution du concordat [1].

De Vergennes admit que les deux prélats avaient la compétence de passer à l'exécution de leur traité sans plus attendre. Ce ministre, le 24 septembre 1781, donna cet avis au Conseil des dépêches du roi [2]. Il proposa à Sa Majesté que les lettres patentes adressées à Besançon fussent simplement retirées et que l'échange se fît sans autre procédure puisque feu Louis XV l'avait désiré pour mettre au moins une portion de la Haute-Alsace sous l'administration d'un évêque français. Le roi décida qu'il serait procédé ainsi et que les prises de possessions pourraient être faites indépendamment de l'enregistrement du Parlement de Franche-Comté auquel on ne reconnut « aucune autorité en la matière » [3].

Cette décision fut portée à la connaissance de Mgr de Durfort et de l'évêque de Bâle. Le marquis de Ségur, ministre de la Guerre, réclama à M. Dorez, procureur général à Besançon, le renvoi immédiat des lettres patentes [4].

La chambre des vacations de ce Parlement ne se jugea pas autorisée à obtempérer aux ordres du roi sans le consentement de la compagnie entière. Elle en remit l'exécution « après la rentrée de la St-Martin ». Ceci eut pour effet d'influencer la décision de l'archevêque qui préféra attendre, lui aussi, afin de voir quel parti prendraient les avocats. Il espérait une décision favorable qui lui éviterait des ennuis.

Il supplia l'évêque de patienter pour le moins jusqu'au retrait des lettres patentes avant de commencer toute démarche ; il avertit également le ministre des Affaires étrangères [5], en alléguant, pour excuser

[1] Aff. étr. Ev. de B. VII., p. 3 et 4 ; 1er septembre 1781. L'abbé de Fraigne et l'évêque de Bâle au comte de Vergennes.

[2] Le roi gouvernait avec l'assistance du Conseil d'Etat, du Conseil des dépêches, du Conseil des finances et du commerce, du comité intime de la Guerre, du Conseil des parties (ou Conseil privé), de quatre secrétaires d'Etat et d'un contrôleur des finances. Le Conseil des dépêches (ainsi appelé parce qu'on y lisait toutes les dépêches venues des divers points du royaume) comprenait les membres du Conseil d'Etat (qui y exerçaient les fonctions de rapporteurs), le chancelier, divers ministres. Toutes les questions relatives à l'administration intérieure y étaient examinées. Il rendait également les arrêts de règlement les plus importants en matière administrative.

[3] Aff. étr. Ev. de B. VII., p. 8 et 18 ; 13 et 24 sept. 1781. Le comte de Vergennes à Gérard et avis du Conseil des dépêches.

[4] *Ibid.*, VII., p. 21 à 25 ; 26 au 28 septembre 1781.

[5] *Ibid.*, VII., p. 26 et 35 ; 10 octobre 1781. L'archevêque au comte de Vergennes et à l'évêque de Bâle.

sa pusillanimité, que le prince-évêque seul avait désiré l'échange, son métropolitain ne s'y étant prêté que par dévouement aux volontés du roi [1].

Cette attitude parut inexplicable au comte de Vergennes et au Garde des sceaux. Le premier intervint à nouveau auprès de Mgr de Durfort en lui signifiant qu'il avait à prendre, sans retard, toutes les mesures nécessaires pour la consommation de l'échange. On jugeait malséant, à Versailles, de compromettre l'autorité du roi par les considérations auxquelles faisait allusion la lettre de l'archevêque, qui ne savait à quel moyen recourir [2].

L'évêque de Bâle attendit l'issue des délibérations du Parlement comme le lui avait demandé Mgr de Durfort. Son attente fut vaine. Résolu à agir, Frédéric de Wangen écrivit, le 27 novembre, à l'archevêque, qu'il décidait de procéder à la consommation de l'arrangement existant entre eux.

Les diocésains se trouvaient dans un état d'incertitude grave. En Alsace, l'enregistrement nécessaire avait eu lieu au Conseil souverain et l'official de l'évêque de Bâle n'était plus reconnu pour la partie que devait recevoir le diocèse de Besançon [3]. Cette situation engageait la cour épiscopale à entrer en possession des paroisses d'Ajoie et à céder en même temps les 29 paroisses de la Haute-Alsace. Si le Parlement de Besançon venait à s'opposer à cette décision conforme aux volontés du roi, Frédéric de Wangen se proposait de se prévaloir de sa qualité de prince territorial dans ses états ; ainsi, cette cour de justice étrangère ne pourrait lui donner aucune loi pour le pays de Porrentruy. L'évêque de Bâle décida à cet effet d'annoncer par lettre circulaire, au clergé et aux paroisses à proximité de Belfort, qu'il abandonnait la juridiction ordinaire et diocésaine qu'il avait sur eux, en faveur du siège archiépiscopal [4]. En même temps, il prit ses dispositions pour faire savoir aux 20 paroisses du doyenné d'Ajoie qu'elles étaient rattachées à son diocèse par une décision du St-Siège et le consentement de l'archevêque. Frédéric de Wangen demanda à son métropolitain à quelle

[1] Aff. étr. Ev. de B. VII., p. 32; 5 novembre 1781. Mgr de Durfort au comte de Vergennes.

[2] *Ibid.*, VII., p. 28, 30, 31 ; 16 au 26 octobre 1781.

[3] L'official (voir page 46) traitait les affaires ecclésiastiques ainsi que le contentieux, au sujet des promesses de mariage et des divorces. VAUTREY, II, p. 418.

[4] Mandement de l'évêque de Bâle. Ce projet avait déjà été rédigé le 28 septembre 1781. Voir Arch. bern. A 59/13, projet du 28 sept. 1781.

époque il pourrait lui offrir, en hommage de reconnaissance, la croix pectorale d'or dont mention était faite dans le concordat de 1779 [1].

L'esprit de décision dont fit preuve le prince-évêque obligea l'archevêque à donner, à fin novembre, l'agrément qu'il redoutait.

Par sa lettre du 2 décembre, il chercha à se justifier et à justifier également la conduite du Parlement bisontin. En Franche-Comté, dit l'archevêque, où la régale n'a pas lieu — la régale était le droit qu'avait le roi de percevoir les revenus des évêchés sans titulaire — le Parlement est le conservateur né des bénéfices situés dans la province. Il est chargé spécialement de veiller à la conservation des biens et des droits qui en dépendent. — C'est pourquoi Mgr de Durfort désirait attendre la sanction de cette cour à l'aliénation d'une partie de l'ancien patrimoine du siège de Besançon. Mais si l'évêque de Bâle persiste — et il persista — « à vouloir mettre la dernière main à cette affaire dans l'état où elle se trouve », il faudra que Frédéric de Wangen indique le jour qu'il a choisi pour les prises de possession [2]. Quant à la croix pectorale, le métropolitain supplia l'évêque de vouloir bien en différer la remise jusqu'à l'époque qui suivrait l'échange.

L'abbé de Raze, à la même date, apprit au ministre des Affaires étrangères la résolution de Frédéric de Wangen, « unique moyen de terminer cette affaire qui devrait l'être depuis longtemps ». Ainsi, ajouta le ministre du prince-évêque, « M. l'archevêque de Besançon sera forcé nécessairement de prendre l'administration... des paroisses qui lui sont cédées [3] ».

Après avoir délégué son premier président à Paris pour essayer de lutter encore, le Parlement de Besançon, vaincu, fit le renvoi des lettres patentes à M. le marquis de Ségur au début de décembre [4].

L'évêque de Bâle soumit à l'archevêque le procédé qu'il avait conçu : les deux prélats annonceront les abandons respectifs qu'ils vont faire par des lettres adressées aux curés des lieux. Ensuite, de part et d'autre, un mandement sera donné aux nouveaux diocésains. Ces deux écrits seront portés à la connaissance des fidèles par une lecture faite en chaire. Frédéric de Wangen rédigea un projet de lettre circulaire qu'il adressa à Besançon. Il désirait que la publication s'en fît quelques jours avant le premier de l'an et voulait jouir enfin « de la consolation d'avoir consommé l'objet de tant de travaux [5] ».

[1] Aff. étr. Ev. de B. VII., p. 39 ; 27 novembre 1781. L'évêque de Bâle à l'archevêque de Besançon.

[2] *Ibid.*, VII., p. 43 ; 2 décembre 1781. L'archevêque de Besançon à l'évêque de Bâle, et Arch. bern. A 59/13.

[3] *Ibid.*, VII., p. 41 ; 2 décembre 1781. De Raze à M. de Vergennes.

[4] *Ibid.*, VII., p. 41, 47 et 48 ; 2, 6 et 9 décembre 1781.

[5] *Ibid.*, VII., p. 52 ; 11 décembre 1781. L'évêque de Bâle à Mgr de Durfort.

Le projet de lettre circulaire destiné au clergé des paroisses à échanger fut trouvé très bien fait et l'archevêque en adopta le contenu. Mgr de Durfort résolut de procéder à la prise de possession et à l'abandon des paroisses par un seul acte en joignant le mandement à l'instruction contenue dans la lettre circulaire. Il proposa que ces mandements et instructions fussent lus et publiés dans chaque paroisse le même jour et à la même heure. Ceci admis, on arrêta la date du dimanche 13 janvier 1782. Les imprimeurs, tant à Besançon qu'à Porrentruy, furent chargés de tirer les mandements [1].

**Mandement destiné aux paroisses cédées [2]**

« Frédéric, par la grace de Dieu, etc...

Au clergé et aux fideles des Paroisses, ou Succursales... démembrées de notre Diocese et Eglise de Basle, et unies au Diocese et Eglise de Besançon,

Salut et Bénédiction !

Elevés et nourris depuis des siecles dans le sein de l'Eglise de Basle vous deviez vous promettre, N. T. C. F. [3], que la tendresse de votre Mère, fondée sur votre attachement et sur la docilité avec laquelle vous n'avez cessé d'écouter sa voix, seroit pour toujours un obstacle à votre séparation du Troupeau, qui lui est confié, et qu'elle ne donneroit jamais les mains à un arrangement qui arrachat à ses entrailles et à ses soins cette portion si cherie de ses enfants.

Tels étoient en effet, N. T. C. F., les droits que vous vous étiez acquis à son affection, et les liens qui vous unissoient à Elle. Il a fallu des considérations d'un interêt majeur... pour surmonter la force du sentiment que vous aviez inspiré à nos Prédécesseurs, et que nous avons hérité d'eux.

Les malheurs de la Religion, qui ont entraîné le déplacement de notre Siege de son lieu primitif, l'éloignement dans lequel Nous nous sommes trouvés de nos ouailles à la suite de cet éxil, quoiqu'au milieu de nos sujets ; la nécessité d'établir notre Résidence dans un Diocese étranger... la position précaire, qui en a résultée pour Nous, et laquelle, quoiqu'adoucie par des facilités multipliées que Nous donnoit la complaisance des Seigneurs ordinaires du lieu [4], n'a pû néanmoins se concilier avec cette énergie, qui est l'ame du gouvernement d'un Diocese : tant de circonstances ingrates avoient depuis longtemps touché le cœur des Evêques, qui Nous ont précédé, et excité en eux le desir d'un changement.

[1] Arch. bern. A 59/13. Lettre de Mgr de Durfort du 1 janv. 1782.

[2] *Ibid.* Drucksachen/Synodalia (Diocèse), 24 déc. 1781. Nous avons respecté l'orthographe.

[3] Nos très chers frères.

[4] L'ordinaire est l'évêque, considéré en tant que possesseur de la juridiction ordinaire. L'habitude s'était introduite au XVII[e] siècle de donner des titres éclatants aux évêques de France. Le monde les appelait Monseigneur (Lavisse, ouvrage cité, t. IX/1, p. 152).

De plus les avantages d'une part, que promettoit à nos sujets la réunion des deux autorités dans la Personne de leur Prince temporel ; de l'autre les facilités (superieures aux nôtres) qu'offrait pour la conduite de vos ames l'union de vos paroisses au Diocese de Besançon... cette amélioration réciproque, ainsi esperée pour l'etat spirituel des deux Nations, ajoutoit à l'interêt qu'avoient excité les besoins de notre Eglise.

Enfin, les dispositions pleines de bienfaisance de deux Monarques, dont Nous avons imploré l'appui et la protection, ont achevé de fixer nos vœux, et de déterminer nos démarches pour un échange, qui réunisse les interêts des deux Peuples en même tems que ceux des deux Eglises.

Cet échange, N. T. C. F., vient d'être conclû par un Traité passé entre Monseigneur l'Archevêque de Besançon, et Nous, les 17 Novembre et 7 Décembre 1779...

Instruits Présentement des motifs superieurs, qui ont influé dans la conclusion de cet échange, rendez-Nous, N. T. C. F., la justice de croire, qu'il en a couté à notre cœur de vous séparer de Nous... La Plaie de notre cœur seroit bien plus profonde, si en consentant à cette séparation, Nous vous eussions transportés à une famille étrangere ; mais Nous vous donnons à notre propre Mere, à une Mere digne de notre respect et de notre amour, et dont les soins, d'une manière médiate, s'étendoient déja jusqu'à vous [1] ; son lait ne sera pas nouveau pour vous, et si Nous vous rapprochons d'Elle, Nous ne faisons qu'augmenter les titres, que vous aviez déja à sa tendresse...

En conséquence, Nous vous déclarons, N. T. C. F., qu'à commencer du Dimanche 13 janvier prochain, vous serez obligés de reconnoître ledit Seigneur Archevêque pour votre Ordinaire et Supérieur Diocésain... Nous prions le Seigneur de répandre sur le régime de votre nouveau Pasteur toutes les graces que méritent son zèle et sa charité, et d'un cœur, qui ne cessera jamais d'être à vous, Nous vous donnons, en Jésus-Christ, notre derniere Bénédiction Episcopale.

Sera notre présent Mandement, avec les pièces y mentionnées et jointes, lû et publié au Prône desdites Eglises Paroissiales, ou Succursales, le 13 Janvier susdit.

Donné à Porrentruy, le 24 Decembre 1781.
Frédéric, Evêque de Basle
Par ordonnance, Voisard, Secretaire. »

**Mandement destiné aux paroisses d'Ajoie [2]**

« Frédéric, etc... au Clergé séculier, exempt et non exempt [3], et à tous les Fideles des Paroisses... démembrées de l'Archevêché de Besançon et incorporées à notre Diocese, Salut et Bénédiction.

[1] Tout le diocèse de Bâle faisait partie de l'archevêché de Besançon.
[2] Arch. bern. Drucksachen/Synodalia (Diocèse), 24 déc. 1781.
[3] Exempt : en droit canonique, clerc qui n'était point soumis à la juridiction de l'évêque diocésain mais relevait d'un autre supérieur ecclésiastique.

C'est la premiere fois, N. T. C. F., que Nous nous adressons à vous en la qualité de Pasteur, et que Nous sentons, combien le rapport particulier, qu'elle a avec celle de Pere, la rend plus flatteuse, que la qualité de Souverain et de Maître. Nous n'avions pas besoin sans doute d'un nouveau Titre pour Nous intéresser au bien de vos ames ; mais Nous souhaitions d'être autorisés à y concourir par des voies plus directes et plus analogues au Sacré Caractère, dont Nous sommes revêtus. C'étoit pour Nous surtout une vraie peine de Nous voir comme forcé par les circonstances à résider auprès d'une partie de nos Sujets sans être en même temps au milieu de nos Ouailles. Nous avons donc encore jugé, qu'il étoit de notre devoir de penser efficacement à Nous procurer ce double avantage.

Tel avoit été pendant long-temps le Projet de Ceux, qui Nous ont précédé... Le Seigneur, qui connoissoit la justice de ces vues, a bien voulu bénir les nouvelles démarches, que Nous avons faites pour les réaliser. Nous n'attendons pas, N. T. C. F., et il ne seroit pas raisonnable d'exiger, que vous applaudissiez au succès qui les a couronnées, avec cet épanouissement et ces transports, qu'eût occasionné le passage subit d'un état violent à un bien-être qu'on n'imaginait pas. Nous savons toute l'estime, que vous avez à juste titre, pour le Diocese dont on vous sépare ; et Nous la partageons volontiers avec vous. Les sentimens, qui vous tiennent à l'illustre Prélat, qui le gouverne, sont trop fondés, pour que Nous ayons lieu d'en être surpris. C'est un hommage, que vous devez, et que vous ne cesserez pas de devoir à ses vertus et à son cœur.

Puissiez-vous aussi connoître assez toute la bonté du nôtre ! Nous n'oublierons rien au moins pour la rendre toujours plus sensible ; et si par les démarches, qu'elle Nous inspirera en votre faveur, Nous acquérons quelque droit à un retour de votre part, persuadez-vous, que le plus intéressant sera de nous laisser appercevoir, sous notre conduite, la même attention à entrer dans des vues de Salut, que vous avez fait paroître sous le Régime précédent. Les différences légeres, que vous remarquerez dans le Rit, qui accompagne le Culte Divin, ne sauroient influer sur les bons principes, que vous avez reçus, ni sur les saintes Maximes gravées dans vos âmes. Eh ! quelle ne seroit pas notre douleur, si vous veniez jamais à les méconnoître !... Vous serez désormais une portion du Troupeau d'autant plus cherie, qu'elle a été plus recherchée. Soyez, s'il se peut, la plus chrétienne de toutes... Qu'importe, que vous apparteniez à Paul ou à Céphas [1], pourvu que vous soyez à Jesus-Christ, le souverain Pasteur de vos ames.

A CES CAUSES... l'exécution du Traité d'échange... commencera d'avoir lieu le Dimanche 13 Janvier 1782... Mais pour que les premiers effets de cet échange de Jurisdiction Diocésaine ne deviennent pas trop onéreux soit au Clergé, soit aux Eglises, des Paroisses et Monastères nouvellement soumis à notre autorité Episcopale, Nous voulons bien, que le Rit du diocese de Besançon pour la Messe, les Offices et le Bréviaire, puisse y être continué jusqu'au 1er Juillet 1782...

[1] Céphas : en langue syriaque signifie Pierre.

Et afin que l'Auteur de tout bien daigne bénir les travaux de notre Episcopat rélatifs à la conduite de cette portion d'Ouailles récemment confiée à notre sollicitude pastorale, Nous enjoignons aux Curés des Lieux de solliciter pour Nous les prieres des Fideles, jusqu'à ce qu'après l'établissement de la discipline de notre Diocese dans cette nouvelle partie, Nous puissions à la tête de notre Clergé implorer plus solennellement les secours du Ciel au jour, que Nous choisirons pour cet effet.

Sera notre présent Mandement... à la suite du Mandement de Monseigneur l'Archevêque, lû et publié au Prône desdites Eglises Paroissiales... le 13 Janvier susdit.

Donné à Porrentruy, ce 24 décembre 1781.
FRÉDÉRIC, Evêque de Basle.
Par ordonnance, Voisard, Secretaire. »

**Mandement de Monseigneur l'Archevêque de Besançon** [1]

« Sur l'échange de dix-neuf Paroisses de son Diocèse... contre vingt-neuf Paroisses ou Succursales du Diocèse de Basle...

Raymond de Durfort...

Au Clergé séculier et régulier et aux Fideles des Paroisses... et d'autres Eglises succursales qui pourroient se trouver dans les Etats du Prince-Evêque de Basle, ainsi qu'au Clergé et Fidèles des Paroisses... et d'autres Succursales composant la partie françoise de la Haute-Alsace, dont le Prince-Evêque de Basle auroit fait cession au Siège de Besançon. Salut et Bénédiction.

Vous êtes déjà instruits, N. T. C. F., en partie, du Concordat passé entre S. A. Monseigneur le Prince Evêque de Basle et Nous... Nous saisissons, N. T. C. F., le moment où vous changez de Pasteur, où vous passez d'un bercail en un autre bercail, pour vous faire part des vues de discretion et de sagesse épiscopale qui nous ont guidé dans ce grand ouvrage. C'est un épanchement paternel de notre cœur que nous devons à la tendresse qui ne cessera de l'animer pour vous... et c'est un monument authentique que nous ne pouvons nous dispenser de laisser à l'illustre Eglise notre épouse, et à ceux qui la gouverneront après nous, pour déposer à jamais de la pureté de nos intentions et de la droiture de nos démarches.

Rien sans doute n'est plus respectable que l'ancienne division des Diocèses, que les bornes respectives posées d'abord par les premiers Fondateurs aux districts conquis par la Religion sur l'Idolatrie, puis élargies et amplifiées par le zèle et les travaux des saints Evêques qui travaillerent après eux la vigne du Seigneur : Elles sont demeurées immuables à travers les révolutions qui ont si souvent dérangé les limites des Provinces et des Empires ; et tandis que le torrent impétueux des siècles transpose, renverse,

[1] Arch. bern. Drucksachen/Synodalia (Diocèse), 27 déc. 1781 et A 59/13' lettre du 1er janvier 1782 de Mgr Durfort à Frédéric de Wangen. L'imprimerie de l'archevêque de Besançon fut dans l'impossibilité de livrer les mandements suffisamment tôt, avant le 13 janvier 1782. Mgr de Durfort demanda à F. de Wangen de reculer la cérémonie jusqu'au 20 du même mois. Voir page 374.

confond à son gré celles-ci, la fureur et ses ravages n'ont pu ébranler celles-là. On les retrouve encore à leur place, elles y attestent le lustre primitif, la splendeur persévérante des Eglises, en proportion de l'étendue et de la variété des régions qu'elles renferment.

Cependant, N. T. C. F., quelque vénération que l'on doive à ces bornes, antiques et sacrées, il est certaines circonstances où des motifs d'un plus grand poids, non-seulement en permettent, mais en exigent le déplacement. Autant il seroit téméraire de les remuer par caprice, et sans de justes raisons, autant il est imprudent de s'obstiner à les maintenir lorsque de graves et solides considérations s'y opposent.

Tels sont la commodité et le bien spirituel des peuples, l'union et la concorde de l'Episcopat, le vœu et le désir des Puissances de la terre ordonnées par Dieu, protectrices augustes de la Religion et de ses Ministres. Un seul de ces motifs eût été très-puissant sur notre esprit ; quelle impression n'ont ils pas dû faire, réunis tous ensemble et se prêtant mutuellement leurs forces ? Il existe dans la Catholicité peu d'Eglises aussi anciennes que l'Eglise de Besançon ; il en existe peu d'aussi vastes ; elle jette ses rameaux sur toutes les Provinces qui environnent la Franche-Comté. Elle a des Paroisses dans la Bresse, la Bourgogne, la Champagne, la Lorraine, l'Alsace. Elle en a eu jusqu'à ce jour dans la Principauté de Porrentruy, lesquelles, avec la Ville de ce nom, devenue la résidence des Evêques de Basle, depuis la chute funeste d'une partie de la Suisse dans les erreurs du 16e siècle, faisoient une portion distinguée et bien chere de notre troupeau. Il falloit même au Prince Evêque notre agrément pour exercer dans son propre château et sur sa maison, la Jurisdiction dont le revêt son caractère.

Prérogative glorieuse, que nous ne devions, comme vous voyez, qu'aux malheurs de la Religion et des temps ! Mais, N. T. C. F., à Dieu ne plaise que nous donnions jamais l'exemple d'une ambition, d'une vanité contraires à l'esprit et aux Canons de l'Eglise ! Nous sçavons trop que, peu jalouse d'une domination fastueuse et superbe, l'Eglise a infiniment plus à cœur l'avantage réel de ses enfants et le lien de la charité qui doit unir en Jesus-Christ tous ses membres. Elle fera toujours volontiers, (sauf les droits imprescriptibles de la Foi) le sacrifice de tous autres droits qui pourront la conduire à ce double but.

Ce qui nous flattoit avec raison, dans la dépendance spirituelle et immémoriale du Prince et du peuple de Porrentruy, à l'égard de notre Siège, n'étoit pour eux, il faut l'avouer, qu'une gêne, une contrainte affligeante... Aussi les Princes Evêques de Basle solliciterent-ils plus d'une fois les Archevêques de Besançon d'agréer quelque arrangement à ce sujet. Nous faisons profession de respecter sincèrement les motifs qui ont empêché nos Prédécesseurs de se prêter à leur demande. Toute innovation, au premier coup d'œil, est suspecte ; on n'en approfondit pas d'abord les suites ; on tient à ce qui est établi et consacré par le temps, dans la crainte que ce qui s'établira ne soit pas aussi bien : mais lorsqu'on a tout pesé devant le Seigneur, lorsque au lieu de prévoir à un changement des effets funestes, on ne lui en apperçoit que d'utiles, alors le respect de l'antiquité se tait et cède aux intérêts évidens du présent et de l'avenir.

C'est ce qui nous a engagé, N. T. C. F., après les plus mures délibérations, à nous écarter en ce point de la trace de quelques uns des grands Prélats dont nous remplissons le Siège, et que nous nous faisons gloire de prendre, en tout le reste, pour guides et pour modèles.

Le Prince Evêque de Basle, actuellement régnant, nous ayant renouvellé ses instances, les ayant appuyées des recommandations du Nonce du St-Siège en ce Royaume, de celles de S. M. l'Empereur glorieusement régnant [1], du bon plaisir du Roy notre auguste Monarque, nous avons consenti... à l'échange de 19 Paroisses situées dans la Principauté de Porrentruy... contre vingt-neuf Paroisses... situées dans la Province d'Alsace... Outre le plaisir touchant d'avoir par-là comblé les vœux d'un Collègue distingué dans l'Episcopat, et ceux de son peuple, déjà nous goûtons le précieux fruit de notre condescendance dans la reconnoissance vive et affectueuse dont le Prince Evêque nous donne en toutes ses lettres les plus satisfaisans témoignages... l'Eglise de Besançon s'applaudira d'avoir ajouté à sa propre splendeur un nouveau lustre, soit par la redevance stipulée d'une croix d'or pectorale à chaque mutation d'Archevêque [2]... soit par le nombre de Paroisses qu'on nous remet, supérieur au nombre de Paroisses que nous cédons. Ces Paroisses meme cédées, ne croyez pas, N. T. C. F., que tous les liens qui nous les attachoient soient rompus ; leur dépendance subsiste, sans être aussi immédiate, et comme leur nouvel Evêque ne cesse point, en vertu du traité, d'être notre Suffragant, l'Eglise de Besançon ne cesse pas non plus d'être leur Métropole, et en ce sens, leur mere... Nous ressentons néanmoins quelque consolation en vous donnant à un Pasteur entre les mains de qui, non-seulement vous ne dépérirez pas, mais vous fleurirez et croîtrez de jour en jour en graces et en bénédictions...

Les hautes qualités de S. A., l'empressement même qu'elle a montré de vous voir passer sous son gouvernement, confirment l'augure que nous nous plaisons à en former. Puissiez-vous faire, dans tous les temps, sa joie et sa couronne, comme, dans tous les temps, vous avez fait notre couronne et notre joie !

Pour vous, N. T. C. F., qui d'étrangers que vous nous étiez, devenez aujourd'hui les enfants de la maison et les fils de notre sollicitude ; nous vous recevons dans les entrailles de la Charité de Jesus-Christ, nous vous

[1] Un projet imprimé de ce mandement disait : de celles de la Grande Impératrice que l'Allemagne vient de perdre (Marie-Thérèse, décédée le 30 nov. 1780). Frédéric de Wangen qui prit connaissance du projet de ce mandement signala à l'archevêque qu'il n'était pas question de Marie-Thérèse, mais de l'empereur Joseph II et que cette erreur demandait à être corrigée avant l'impression. Dans sa lettre du 1er janvier 1782, Mgr de Durfort annonça qu'il avait apporté les modifications nécessaires. Arch. bern. A 59/13, lettre du 1er janvier 1782 à l'évêque de Bâle.

[2] Le projet disait que la croix serait offerte à chaque mutation d'archevêque ou d'évêque. Le don de la croix pectorale ne devait avoir lieu qu'aux seuls avènements des archevêques de Besançon. Cette erreur fut également signalée à Mgr de Durfort par Frédéric de Wangen. L'archevêque de Besançon, dans la lettre du 1er janvier citée, dit l'avoir corrigée.

ouvrons avec tendresse les portes du bercail confié par la Providence à nos soins !... Daigne l'Auteur de tous les dons entretenir et perfectionner ceux qu'il a abondamment versés sur vous par d'autres canaux ! Que transplantés dans une différente portion de l'héritage du Sauveur, éleves d'Apollo [1], après l'avoir été de Céphas, vous soyiez toujours également à Jesus-Christ et répondiez partout, à une culture diversifiée, par une moisson fertile également de bonnes œuvres et de mérites.

A ces causes... Nous déclarons et faisons sçavoir que l'échange des 29 Paroisses du Diocèse de Basle avec les 19 du nôtre... commencera d'avoir lieu le 20 du mois de janvier prochain [2]... qu'en conséquence, les Curés, Prêtres et autres Ecclésiastiques et les Fidèles qui demeurent dans lesdites Paroisses échangées ne seront plus tenus, à commencer dès ledit jour, à observer les loix et louables coutumes en vigueur dans le Diocèse qu'ils quittent ou duquel ils cessent d'être, telles que de fêter certains Saints, jeûner certains jours et autres, mais obligés de se conformer à celles du Diocèse duquel ils commencent d'être. Pour prévenir tout doute et toute différence ou diversité dans la conduite, nous continuons tous les pouvoirs et graces, sujets à révocation, accordés par Mgr le Prince Evêque de Basle à tous ceux qui sont dans l'étendue des Paroisses à nous cédées, soit pour confesser, prêcher, ou autres quelconques, de quelque nature qu'ils soient, jusqu'au premier du mois de juillet prochain... Dans le temps qui s'écoulera jusqu'au premier juillet prochain, tous les Ecclésiastiques demeurans dans les Paroisses à nous cédées, se pourvoiront des Bréviaires et Statuts Synodaux de notre Diocèse : les Curés se pourvoiront des Missels, Graduels, Antiphonaires, Rituels, et Cathéchismes à l'usage de notre Diocèse. Défendons aux uns et aux autres de se servir d'autres livres, ni d'en enseigner d'autres après ledit temps. Les fidèles auront aussi l'attention de se pourvoir du Cathéchisme, Heures de Paroisses et autres Livres à l'usage de notre Diocèse, afin d'éviter toute diversité, toujours dangereuse, et procurer une parfaite conformité, toujours édifiante, soit dans la conduite, dans les rits et cérémonies de l'Eglise, qui devroient être les mêmes, suivant les saints Canons, dans tous les Diocèses de la même Province Ecclésiastique afin qu'ils le soient au moins dans tou le Diocèse, et dans les Prières afin de glorifier Dieu unanimement et d'une voix, conformément à la doctrine de l'Apôtre St-Paul.

Sera notre présent Mandement lu et publié au Prône des Eglises paroissiales ou succursales à nous cédées et de celles par nous cédées...

Donné à Besançon en notre palais archiépiscopal le 27 décembre 1781.

R. Archevêque de Besançon
Par Monseigneur,
Lambert, Secrétaire. »

[1] Apollo : juif d'Alexandrie qui se fit chrétien vers l'an 54. Il acquit, par ses prédications à Ephèse et à Corinthe, une telle autorité, qu'on l'opposait à celle de saint Pierre et de saint Paul.

[2] Nous avons vu que la date du 13 janvier fut d'abord retenue puis abandonnée.

L'imprimerie de l'archevêque de Besançon fut dans l'impossibilité de livrer les mandements suffisamment tôt avant le 13 janvier 1782. Mgr de Durfort demanda à Frédéric de Wangen de reculer la cérémonie prévue pour cette date jusqu'au 20 du même mois [1].

Le 13, à Porrentruy, le curé Ballanche lut en chaire les deux mandements des deux chefs spirituels. Le dimanche suivant, la paroisse assista, à l'église du collège, à la messe qui fut chantée pour la première fois « à la bâloise », c'est-à-dire selon le rite romain qui faisait règle dans le diocèse de Bâle [2]. La date du 20 janvier marquait la fin d'une longue étape.

Le lendemain, 21 janvier 1782, le grand maire Delefis [3], sujet du prince-évêque, prononça un discours pour complimenter Frédéric de Wangen de l'incorporation de l'Ajoie au diocèse de Bâle. S'adressant au prince, au nom de tous les fidèles du bailliage d'Ajoie, Delefis salua pour la première fois Frédéric de Wangen en qualité de « pontife et de pasteur ».

« Vous étiez jusqu'à ce jour, dit-il, comme vous l'êtes et le serez toujours, suivant nos espérances, notre bon Père, notre gracieux prince et notre puissant protecteur, mais aujourd'hui nous contemplons avec joie et admirons avec respect dans votre illustre personne, votre nouvelle qualité de notre évêque... Quel merveilleux accord de voir dans toute l'Ajoie la crosse réunie avec le glaive et le glaive avec la crosse. Aucun de [vos] glorieux prédécesseurs, malgré tous leurs efforts, n'ont pu parvenir à ce but, si recherché et si différé depuis plusieurs siècles... Nous vous remercions divine Providence d'avoir béni les travaux de notre souverain en récompensant ses vertus.

Et nous vous félicitons, Votre Altesse, sur cet échange de diocèse qui couvre de gloire votre règne et de mille avantages ses sujets. »

Delefis montra que l'union de l'autorité spirituelle à l'autorité temporelle permettrait au peuple d'Ajoie de n'être plus obligé de courir « chez l'étranger », d'y faire des voyages dispendieux, de longs séjours, et d'exporter continuellement des sommes considérables.

Ces frais provenaient des recours à l'officialité de Besançon, tribunal compétent en matière contentieuse, spécialement pour les promesses de mariage et les divorces.

[1] Arch. bern. A 59/13, lettre du 1er janvier 1782 citée.

[2] Vautrey, II, p. 409.

[3] Delefis était d'une famille bourgeoise de Porrentruy. Le grand maire, nommé par le prince-évêque pour gouverner la ville et ses dépendances, rendait également la justice au nom de son seigneur et sauvegardait les droits princiers. Le grand maire, qui portait au moyen âge le nom de prévôt, présidait les plaids généraux, les justices et les mairies d'Ajoie. (Brahier, p. 82.)

En sa qualité de représentant de « dix mille âmes au moins », Delefis rechercha par ses paroles la protection du nouvel évêque d'Ajoie, Frédéric de Wangen [1].

Naturellement, les avantages acquis par le diocèse de Bâle lui causèrent des frais. Indépendamment des 2500 florins, réclamés par l'empire pour sa ratification, et des 15 à 16 000 livres que l'évêque de Wangen versa pour se faire délivrer la bulle de Rome, de nombreux cadeaux vinrent alourdir le montant de ses débours. L'évêque de Lydda en dressa le compte qui ascenda à 75 848 livres [2]. Seul, Louis XVI, par la forme donnée à ses patentes, s'était montré généreux.

La cour de Porrentruy fit frapper en France des médailles d'or, d'argent et de bronze pour commémorer son succès [3]. La confection de 13 médailles d'or, dont 7 furent distribuées à certaines personnes de la cour de Versailles, revint à 200 livres [4]. Les médailles d'argent coûtèrent 10 livres la pièce. On en frappa un nombre assez grand puisque 100 furent envoyées dans l'Evêché. Les bureaux des ministères des Affaires étrangères et de la Guerre reçurent une gratification de 15 000 francs ; Chantemerle, un billet payable à Valence et une boîte en or ; le comte de Vergennes, 100 bouteilles de vin de Tokay et de paille ; l'abbé de Fraigne, une tabatière « une magnifique boëte d'or, garnie d'émaux superbes, et renfermant le portrait en miniature » de Frédéric de Wangen [5]. Et nous en passons.

Quant à l'archevêque de Besançon, le roi lui-même le dédommagea en lui donnant l'abbaye de la Charité, bénéfice qui devait compenser la perte de Porrentruy, résidence princière [6].

[1] Arch. bern. A 59/13, 21 janvier 1782. Compliment.

[2] Quiquerez, *Institutions*, p. 49.

[3] L'année 1780 connut également deux autres événements politiques importants : le renouvellement de l'alliance entre la France et l'Evêché de Bâle et une convention des limites. Voir notre ouvrage cité.

[4] Nous savons que le ministre de la Feuille, l'ambassadeur à Soleure, le comte d'Affry, administrateur général des Suisses, en reçurent chacun une. Trois autres furent envoyées de Paris pour l'évêque.

[5] Arch. bern. A 59/13, lettres de l'abbé de Fraigne du 25 octobre 1780 et de l'évêque de Lydda des 10 septembre et 27 octobre 1780. Correspondance abbé de Raze : lettres du 22 septembre 1780, 8 janvier, 17 avril et 16 octobre 1781. *Vin de paille :* sorte de vin blanc liquoreux, préparé surtout à l'Ermitage (Drôme) et à Château-Châlon (Jura), qui rappelle les grands vins de Sauternes. Son nom lui vient du fait que les grappes de raisin employées à sa fabrication sont, avant le pressurage, étendues quelque temps sur un lit de paille, où elles perdent une partie de leur eau de constitution.

[6] *Ibid.*, A 59/13. Mgr de Durfort à Frédéric de Wangen, 2 déc. 1781.

Après les prises de possession respectives, l'évêque n'avait plus qu'une obligation : l'offrande de la croix pectorale. L'archevêque de Besançon ajourna à plusieurs reprises la réception de ce présent. Le 17 juin 1782, il demanda à Frédéric de Wangen de renvoyer en septembre de la même année la présentation de ce don honorifique. Si Frédéric de Wangen avait témoigné à plusieurs occasions, à Mgr de Durfort, la satisfaction particulière que lui causait l'échange de paroisses, l'archevêque, lui, restait « effrayé à la vue de tous les obstacles » qu'il fallait encore surmonter après l'exécution du concordat [1].

Nous ne voyons pas bien en quoi consistaient ces obstacles. Leur origine nous semble devoir être recherchée dans le manque de fermeté de l'archevêque en face de son entourage.

Finalement, le 20 septembre 1782, Frédéric de Wangen donna ordre à François-Christian, baron d'Eberstein, grand archidiacre du chapitre de Bâle, de se rendre à Besançon pour la cérémonie en question. Depuis longtemps, ce député était désigné.

Le samedi 21, il quitta Porrentruy de bon matin et s'arrêta à Besançon en fin d'après-midi. Mgr de Durfort le logea au palais épiscopal. En outre, on réserva au baron d'Eberstein la place d'honneur pendant tout son séjour en Franche-Comté.

L'archidiacre de Bâle ayant précisé à l'archevêque la commission dont il était chargé, ce dernier répondit qu'il recevrait la croix avec plaisir, mais qu'il priait l'envoyé de l'évêque d'agréer que toute la cérémonie se fît sans appareil. Il avait, paraît-il, des raisons pour cela. Le dimanche 22 septembre, à la sortie de la messe, Mgr de Durfort se rendit dans les appartements du baron d'Eberstein où le suivit, peu après, l'abbé de Mondésir, grand vicaire de Besançon. Monseigneur de Durfort avoua brusquement qu'il était prêt à recevoir à l'instant même la croix pectorale. Le député de l'évêque la lui remit donc avec la lettre de créance dont il était porteur.

Cette croix, « superbement travaillée », avait été envoyée de Paris par l'abbé de Raze. Elle apparaissait, ainsi, un peu différente de celles que les évêques avaient l'habitude de porter. C'était un présent magnifique ; mais le fait qu'il n'était pas orné de diamants autorisait tout chef diocésain à l'arborer sur sa poitrine. Son prix s'élevait à 495 livres [2].

[1] Arch. bern. A 59/13. Lettre de l'archevêque du 17 juin 1782 à l'évêque de Bâle.

[2] Correspondance de l'abbé de Raze, lettres des 22 décembre 1780 et 8 janvier 1781 à l'évêque de Bâle.

Le baron d'Eberstein accompagna le don de quelques paroles par lesquelles il montra que l'évêque de Bâle était « rempli de la plus vraie vénération pour la personne de Mgr l'archevêque » et qu'il désirait lui en donner les marques les moins équivoques.

Mgr de Durfort répondit par « toutes sortes d'honnêtetés » à l'égard de Frédéric de Wangen. Il ajouta que si l'échange de paroisses n'était pas réalisé, il y prêterait les mains « pour faire plaisir » à l'évêque. L'abbé de Mondésir s'étant retiré, l'archevêque confia à M. d'Eberstein qu'il avait beaucoup souffert, lui-même, de la lenteur des négociations. Puis le député du prince-évêque se rendit auprès de M. de Rhosy, chef du chapitre de Besançon, ainsi que chez les autres chanoines pour observer les règles de la politesse. Les lundi 23 et mardi 24 septembre se passèrent à faire et à recevoir des visites. La conversation roulait sur l'évêque de Bâle, mais il n'était pas question de l'échange, quoiqu'on témoignât beaucoup d'égards au député de Porrentruy. Dans l'après-midi du 24, en présence des conseillers du roi Belamy et Chéry, notaires à Besançon, fut signée la minute de l'acte constatant la réception de la croix pectorale, estimée à 400 livres. Le baron d'Eberstein quitta Besançon le 26 septembre au matin. Pour lui tenir compagnie jusqu'à mi-chemin, l'archevêque désigna deux personnes de son entourage et mit ses équipages à disposition [1].

Trois semaines avant sa mort, Frédéric de Wangen put, ainsi, exécuter entièrement la convention passée avec l'archevêque de Besançon.

## Conclusion

Peut-on aujourd'hui apprécier encore toute l'importance que la cour de Porrentruy attachait à l'échange de paroisses et est-il possible de juger de la valeur de cette transaction pour notre pays ? Voyons la chose !

Pour répondre à la première partie de la question, qu'il nous suffise de rappeler que les négociations furent poursuivies pendant plus de deux siècles. L'opposition que rencontrèrent les princes-évêques, l'intérêt marqué par les cours de Versailles, de Rome et de Vienne, le succès des négociations lui-même, révèlent à quel prix le résultat fut atteint. Le concordat reste un témoignage de ténacité, d'indéfectible volonté à ne considérer aucun obstacle comme insurmontable. Si

[1] Arch. bern. A 59/13 ; 2 octobre 1782. Relation faite pour Mgr l'évêque de Bâle du voyage du baron d'Eberstein à Besançon.

Frédéric de Wangen et ses prédécesseurs payèrent ainsi de leur personne, c'est qu'ils jugeaient leur cause digne de tels efforts.

Quant à la valeur du résultat acquis, il faut la chercher, d'une part, dans l'œuvre d'unification et de centralisation qu'entreprirent les princes-évêques, et, d'autre part, dans l'harmonie qui en découla pour les fidèles d'Ajoie. L'évêque de Bâle et l'archevêque de Besançon avaient signalé, dans leurs mandements de décembre 1781, l'heureux effet que procurerait la mise à exécution du traité d'échange. A Porrentruy, les difficultés disparurent, le pouvoir s'affermit. Les sujets d'Ajoie, qui auparavant regardaient par-dessus les frontières de l'état pour trouver les secours spirituels, virent leur prince devenir leur pasteur. Ils allaient reporter sur ce dernier, vivant au milieu d'eux, le respect dont ils honoraient un étranger. Tout naturellement, l'attachement pour la personne du prince devait s'en accroître.

Porrentruy devint la capitale du diocèse, comme elle l'était déjà de l'Evêché de Bâle. L'organisation politique fut épaulée par la discipline ecclésiastique. Les us et coutumes s'accordèrent avec l'observation des fêtes et des lois religieuses en honneur dans la vallée de Delémont comme aux Franches-Montagnes.

L'influence de ce pas vers l'unité, de ce rapprochement d'une espèce particulière entre des populations qu'unissaient déjà les liens politiques et les rapports mutuels, se fit sentir après la Révolution. Les anciens territoires soumis à l'autorité spirituelle ou temporelle du prince-évêque avaient été démembrés. En 1815, l'attribution des terres de l'Evêché de Bâle fit l'objet de propositions diverses. Dans la Confédération des XIX cantons, certains milieux influents considéraient comme défavorable tout agrandissement du territoire suisse, « particulièrement dans la région de Porrentruy [1] ». Une nouvelle frontière allait-elle passer par Pierre-Pertuis, ou les Rangiers ? — L'image de la cohésion de l'ancien Evêché de Bâle s'imposa.

Il aurait pu en être tout autrement, spécialement pour l'Ajoie, si, à la fin du XVIII[e] siècle, cette partie du pays eût été encore rattachée spirituellement à un prélat français. L'échange de paroisses, à notre avis, est partiellement cause de l'unité jurassienne actuelle.

[1] Schweizer, p. 580-584.

# Schweizer Handschriften der Werke Bertholds von Regensburg

Von P. Krispin MOSER O. F. M. Cap.

Wir haben früher hier [1] die Zeugnisse zur Tätigkeit Bertholds im Gebiete der heutigen deutschen Schweiz zusammengestellt. Jetzt beabsichtigen wir, die in der Schweiz aufbewahrten Handschriften der lateinischen Werke des berühmten mittelalterlichen Predigers in einer Übersicht vorzuführen [2]. Einige dieser Handschriften sind schon bekannt gegeben worden, nämlich die Codizes 71 und 73 der Stiftsbibliothek Einsiedeln [3], die Doppelhandschrift 117 der Minoritenbibliothek Freiburg [4], sowie der Codex A. B. S. Lp 1 des ehemaligen Bürgerarchivs und jetzigen Kantonsarchivs Sitten [5]. Fünf anonyme Hss. werden hier erstmals im Anschluß an die unveröffentlichten Notizen des Bertholdforschers Dr. P. Ephraem Baumgartner O. F. M. Cap. († 1920) für einen weiteren Kreis verzeichnet, nämlich die Codizes 1020 und 1027 der Stiftsbibliothek St. Gallen, die Codizes 141 und 149

[1] *Diese* Zeitschrift XXXVI (1942) 202-212. — Die Kundschaftsrolle vom Jahre 1318, welcher wir das Zeugnis über Bertholds Wirken in Thun entnommen, ist abgedruckt in : Fontes Rerum Bernensium, Bd. V (1318 bis 1331), Bern 1890, Nr. 34 S. 34-86. Das angezogene Zeugnis steht S. 84 f.

[2] Die wenigen Reste deutscher Texte, die mit Berthold in Zusammenhang gebracht werden, sind, soweit bekannt, im vorgenannten Artikel (S. 209 Anm. 1, S. 210 Anm. 1) namhaft gemacht worden.

[3] Catalogus codicum manu scriptorum qui in Bibliotheca Monasterii Einsidlensis O. S. B. servantur. Descripsit *P. Gabriel Meyer* O. S. B., bibliothecarius. Tomus I. Einsidlae ... 1899.

[4] S. besonders *A. E. Schönbach*, Studien zur Geschichte der altdeutschen Predigt, 2. Stück S. 2-4 ; 4. Stück S. 145-175 ; 5. Stück S. 72-98, in : Sitzungsberichte der k. Akademie der Wissenschaften in Wien, Philos.-histor. Classe, Bände CXLII. CLI. CLII. Neben diesen Stellen, welche die Beschreibung und Charakterisierung der Hs. betreffen, finden sich in fast allen Stücken der Studien viele Auszüge aus derselben Freiburgerhs. — Diese etwas entlegenen, aber wichtigen Arbeiten zur Erforschung der Hss. des Minoritenklosters Freiburg sind der Aufmerksamkeit von Dr. *Hans Foerster*, Ein unbekannter Traktat aus dem Streite Ludwigs des Bayern mit Johann XXII, in : Miscellanea Francescana XXXVII Fasc. IV 1937 (Separatabzug S. 1 f.) entgangen.

[5] S. ebenfalls *A. E. Schönbach*, a. a. O. 2. Stück S. 4 f. auf Grund von Angaben, die *P. Hilarin Felder* O. F. M. Cap. zur Verfügung gestellt hatte.

der Zentralbibliothek Zürich, der Codex A X 118 der Universitätsbibliothek Basel. Wir werden sowohl die ersteren wie die letzteren im Lichte der über 100 Handschriften zählenden Überlieferung der Werke Bertholds [1] registrieren und charakterisieren. Dabei gruppieren wir sie nach ihrem Inhalt in drei Abteilungen.

## I. Handschriften zum Rusticanus [2].

Dieses von Berthold durch einen Prolog autorisierte Predigtwerk umfaßt drei Teile: *a*) die Sonntagspredigten, *b*) die Predigten auf die Feste des Herrn und der Heiligen, *c*) die Predigten zum Commune der Heiligen. Die letzteren zwei Abteilungen werden auch als Rusticanus novus zusammengefaßt, da sie nach den Sonntagspredigten (Rust. antiquus) herausgegeben wurden.

Der *Rusticanus (antiquus) de Dominicis* [3] liegt vor in der Sittener

[1] Mit Leben und Werken bezw. mit der Überlieferung der Werke Bertholds macht nach den Forschungen von *G. Jakob* und *A. E. Schönbach* zusammenfassend bekannt *J. Klapper*, in: Verfasserlexikon des deutschen Mittelalters, hrsg. von *W. Stammler*, Berlin und Leipzig 1931 ff., I. Band S. 213-223; ferner *Fr. M. Henquinet* O. F. M., in: Dictionnaire d'histoire et géographie ecclésiastiques, Paris, VIII 980-987. Die bei diesen niedergelegten Ergebnisse werden bezüglich der lateinischen Werke durch die von *P. Ephraem Baumgartner* und *P. Kruspin Moser* zwecks der kritischen Ausgabe unternommenen Bemühungen weithin bestätigt, vielfach vervollständigt und wesentlich verbessert, da zu den bekannten Hss. ungefähr siebzig neuentdeckte Codizes hinzutreten.

[2] Für den Nachweis der Predigten des Rusticanus wie auch der Berthold noch zugewiesenen Sermones ad Religiosos und Sermones Speciales berufen wir uns auf die Listen, welche *G. Jakob*, Die lateinischen Reden des sel. Berthold von Regensburg, Regensburg 1880, aufgestellt hat. Sie bauen zwar bezüglich aller Teile des Rusticanus auf Hss. auf, die eine spätere Forschung als weniger gut zurückstellen muß; aber einerseits sind sie doch ziemlich vollständig und darum für unseren jetzigen Zweck genügend, anderseits sind die besseren Listen bis anhin nicht veröffentlicht.

[3] S. die Liste der Predigten des Dom. bei *Jakob*, a. a. O. S. 45-55, auf Grund der einzigen ihm bekannten Hs. I p 4 der Öffentlichen Bibliothek von Linz. Ein Vergleich dieser Hs. mit ihren Parallelen: St. Florian Can. Reg. XI 257 und XI 347, Lilienfeld O. Cist. 53 und Lambach O. S. B. LXXXI beweist, daß diese Gruppe bezw. ihr Archetypus 61 Stücke zählte. Es müssen nämlich die von *Jakob* in die Anm. verwiesenen Stücke als 39a und 42a in der Liste mitgezählt werden; ferner war die von ihm für den 16. Sonntag nach Pfingsten vermißte Predigt laut der Lambacherhs. ursprünglich vorhanden und muß als Nr. 51a eingeschoben werden. So ergibt sich der Bestand von 58 Predigten, wozu drei Predigtskizzen (Nr. 42 42a 44) treten, die sich unter den andern wie ein Fremdkörper ausnehmen. Die Umstellung der Predigten auf den 5. und 4. Sonntag nach Pfingsten, welche in allen 5 Parallelen vorkommt, ist von *Jakob* stillschweigend rückgängig gemacht worden (Nr. 37 38).

Handschrift A. B. S. Lp 1, fol. 169r-219r [1] in folgender Zusammensetzung: Prolog, Titelverzeichnis (übereinstimmend mit den Überschriften der Predigten, ohne Bezeichnung der Tage), 58 Predigten: 1-32 36 33-35 37-39 39a 40 41 43 45-51 51a 52-58. Wie ersichtlich, fehlen gegenüber der Liste von *Jakob* die Nummern 42 42a 44, nämlich die eingeschobenen und außerhalb dieser Gruppe nirgends bezeugten Predigtskizzen. Dagegen sind die der Liste laut den Parallelhss. beizuzählenden Predigten 39a und 51a hier vorhanden, und zwar auch 39a als vollständige Predigt. Was die Einstellung von Nr. 36 unmittelbar nach Nr. 32 angeht, so ist diese in der Einleitung der Predigt begründet, indem nämlich die Evangelienperikope secundum quosdam (Missale Romanum, bei den Minoriten gebräuchlich) wie auf den vierten, so auch auf den ersten Sonntag nach der Pfingstoktav paßt. So erhalten wir einen vollkommen geordneten Jahrgang der Sonntagspredigten (alle Sonntage und einige Ferien), der dadurch noch deutlicher hervortritt, daß auf den 1. Adventssonntag wie auf den 1. Sonntag nach der Pfingstoktav je zwei Predigten fallen, die erste entsprechend dem Missale Romanum, die zweite entsprechend den Diözesanmissalien. Übrigens sind hier im Gegensatz zur genannten Handschriftengruppe die Sonntage beim Texte regelmäßig bezeichnet. Rechnen wir dazu, daß die Sittenerhs. auch noch den Prolog aufweist, so dürfen wir abschließend behaupten, daß sie dem von *Jakob* beschriebenen Rusticanus de Dominicis sicher vorzuziehen ist [2]. Sie steht denn auch mit den sechs besten Zeugen des Rusticanus de Dom. in nächster Verwandtschaft, nämlich mit Salzburg O. S. B. IV 16, Wilhering O. Cist. IX 143 (beide auch mit dem Prolog), St. Florian Can. Reg. XI 361, Freiburg i. Br. Universitätsbibliothek 152, Donaueschingen Fürstenbergische Bibliothek 269, London Brit. Mus. Bibl. Harl. 3215. Textliche Unterschiede diesen gegenüber beziehen sich wesentlich nur auf die Schrifttexte, besonders die historia, welche in Anlehnung an die Vulgata weiter ausgeführt werden.

Der umfangreiche *Rusticanus novus*, d. h. *de Sanctis* [3] und *de Com-*

[1] In derselben Hs. fol. 9r-156v steht das Dominicale, das mit « Abiciamus » anfängt; ferner fol. 156v-168v das Opusculum de viciis. Fol. 291-294 folgt noch eine anonyme Einzelpredigt auf den hl. Johannes Evangelist.

[2] Demgemäß ist die über diese Hs. von *A. E. Schönbach* vorgebrachte Meinung (s. oben S. 379 Anm. 5) zu modifizieren.

[3] Der Rusticanus de Sanctis weist nach der Liste von *Jakob* (a. a. O. S. 55-74) 125 Stücke auf. Wenn man alle in zwei Teile aufgelösten Predigten mit einer Nummer versieht, so ergeben sich 120 Stücke; falls man die Teile der betreffenden

*muni Sanct.*[1], findet sich im Gegensatz zum Rusticanus antiquus auf den schweizerischen Bibliotheken nur in Auswahl, die in je zwei Hss. ähnliche Formen annimmt.

Die ersten zwei zusammengehörigen Hss., nämlich Einsiedeln O. S. B. Codex 73 und St. Gallen Stiftsbibl. Cod. 1027 enthalten eine größere Anzahl Predigten aus beiden Teilen, und diese in vollständigem Textumfange ; im einzelnen sind sie aber voneinander verschieden, wie sich aus folgendem Überblick des Inhaltes ergibt.

Der *Einsiedlerkodex*[2] enthält 1. fol. 1r-172r (numeriert 1-46) folgende Stücke aus dem Sanctorale : 2 5 (Doppelstück) 6 9 10 11 13 (nicht 27) 14 16 64 71 (Schluß hiezu fol. 121r) 17 19 21 23 26 31 33 34 35 37 38 39 46 48 51 53 60 61 65 (hierauf Schluß von 71) 73 (1. Hälfte) 79 80 86 89 95 99 102 104 105 106 111 112 113 117 ; 2. fol. 172r-240v (ohne Nummern folgende 22 (23) Stücke aus dem Commune : 4 5 12 14 17 25 26 28 36 (in 2 Versionen, wie übrigens auch anderswo : *Jakob* zählt beide als eine Nr.) 39 42 44 49 50 54 60 61 63 64 65 66 (nicht 69) 75.

Predigten mit Einzelnummern zählt, so erhalten wir 127 Stücke. Die letzte Nummer (125) der Liste von *Jakob* ist einzig in der von ihm bei Aufstellung der Liste verwendeten Leipzigerhs. 498 vorhanden. Diese Hs. hat überdies die Predigten im Gegensatz zu den übrigen Hss. umgeordnet und zudem den Text in eigener Weise behandelt. Die Umordnung betrifft die Predigten auf die Bittage (sie stehen in den übrigen Hss. beim Feste des hl. Markus (Litaniae majores), hier vor dem Feste der Himmelfahrt Christi : Litaniae minores), ferner auf das Fest des hl. Antonius von Padua (in den übrigen Hss. nach dem Feste der hlst. Dreifaltigkeit, hier zwischen Pfingsten und Dreifaltigkeit), endlich die beiden Predigten auf den Oktavtag von Mariä Himmelfahrt (unter einander ausgewechselt). Folgt man der Ordnung der meisten Hss. (u. a. Hs. 497 von Leipzig), so ergibt sich folgende Übersicht : 1-67 76 77 68-75 78-81 83 84 82 85-109 111 110 112-124. Dabei fällt Nr. 125 weg und wären neben 69-70 96-97 104-105 112-113 114-115 auch die Nr. 5 75 als Doppelpredigten zu zählen, oder dann alle gleichmäßig als eine Nummer, wie es in der genannten Leipzigerhs. 497 geschieht.

[1] Der Rusticanus de Communi weist nach der Liste von *Jakob* (a. a. O. S. 74-86) 75 Nummern auf. Die Nummern 4-5 sowie 7-10 bilden je eine Predigt, die ob ihrer Länge aufgeteilt wurde. Auch die Nummern 36 und 48 hätten zufolge ihrer Anlage als je zwei Nummern gezählt werden können. In diesem Falle kämen wir auf 77 Nummern, während wir bei Zählung der Predigten auf 71 Nummern kommen. In den Handschriften werden die Predigten des Commune übrigens im Anschluß an das Sanctorale weitergezählt, wenn die Hs. beide Sammlungen enthält. Die einzelnen Teile des Commune haben folgenden Umfang : Comm. Apost. 1-16 ; Unius Mart. 17-29 ; Plur. Mart. 30-45 ; Conf. non Pont. 46-49 ; Conf. Pont. 50-56 ; Virg. 57-70 ; Dedicat. 71-75. Die Liste bei *Jakob* ist hergestellt nach der Münchnerhs. 7961, unter Vergleichung der Leipzigerhss. 497 und 496. Nach dem Befunde der meisten Hss. muß Nr. 38 nach Nr. 41 gesetzt werden. Unsicher ist die seltener bezeugte Nr. 45.

[2] A. a. O. Die Angaben des Katalogs werden bez. Berthold verbessert und (weiter unten) ergänzt.

Die *St. Gallerhs.*[1] hat folgenden Bestand: 1. fol. 1-174v: Sanct. (41 Nrn.) 2 3 4 10 13 16 20 26 28 51 50 53 60 61 62 (hierauf drei interpolierte Stücke) 67 76 77 71 73 80 81 83 84 86 82 90 94 96 97 98 99 102 107 111 110 112 113 117 121 124; 2. fol. 184-256, die jetzt fehlen, aber laut Index vorhanden waren: Commune (21 Nrn.): 6 4 11 12 17 18 21 22 24 28 31 32 47 49 52 57 63 68 71 74 75 (Schluß davon fol. 256r). Hiezu setzt der Index die Bemerkung: Hec de opere.

Die Unterschiede zwischen den beiden Hss. liegen darin, daß sie bei fast gleicher Anzahl der Stücke (46-22/23 und 41-21) doch nicht durchwegs die gleichen Predigten des Rusticanus novus aufweisen und die aufgenommenen Predigten nicht gleich anordnen. Bezüglich der Anordnung ist freilich zu sagen, daß in der Einsiedlerhs. die Nr. 64 und 71 des Sanct. nur wie durch einen Zufall in eine unpassende Umgebung hineingestellt werden (der Schluß von 71 erscheint vor Nr. 73), und daß 3 Umstellungen des Sanct. in der St. Gallerhs., zweite Hälfte, dem Befunde der maßgeblichen Hss. entsprechen (die Predigt auf Antonius etwas weiter abgerückt; die in Betracht kommenden Stücke fehlen in der Einsiedlerhs.). Andere Verschiebungen der 2. Hs. wie Sanct. 51 50 und Comm. 6 4 sind weniger von Belang. Von Interesse ist dann, daß die St. Gallerhs. an die Stelle der in der Einsiedlerhs. vorhandenen Bertholdschen Osterpredigten drei fremde Predigten als Ersatzstücke einreiht, die übrigens auch in der Münchnerhs. 7961 (Skizzen der Predigten des Sanct.) an gleicher Stelle vorliegen. Die vorhandenen Unterschiede lassen es als sicher erscheinen, daß die beiden Hss. nicht voneinander abhängen; dagegen lehrt ein Vergleich mit andern Auswahlhss., wie den Codizes 2708 und 2950 der Staatsbibliothek München und Codex I 42 der Minoritenbibliothek Würzburg, daß alle diese wohl auf einen gemeinsamen Archetypus zurückweisen, der die allen genannten Hss. gemeinsam fehlenden Stücke schon weggelassen hätte und dann von den verschiedenen Kopisten nochmals nach gutscheinenden Rücksichten in verschiedener Weise ausgeschöpft worden wäre. Alle die erwähnten Hss. stehen auch textlich einander nicht allzu ferne und haben zudem bez. des Sanctorale in verschiedenen Graden textliche Verwandtschaft mit den Vollhss. des Sanct., welches in den Codizes 179 des Benediktinerstiftes Göttweig, VII D 1 der Universitätsbibliothek Prag und W 161 des Hist. Archivs Köln überliefert wird.

Die übrigen zwei zusammengehörigen Schweizerhss. des Rust. novus bzw. des Rust. de Sanctis, nämlich Cod. 1020 der Stiftsbibliothek

[1] S. Verzeichnis der Handschriften der Stiftsbibliothek von St. Gallen. Halle ... 1875, Nr. 1027 (als Sermones anonymi eingetragen).

St. Gallen[1] und Codex 141 der Zentralbibliothek Zürich[2] (diese übrigens von St. Gallen her) dürften vielleicht bezüglich der Predigten des Sanctorale mittelbar auf denselben Archetypus zurückzuführen sein ; doch stellen sie gemeinsam mit der Hs. Pal. 138 der Vatikanischen Bibliothek eine besondere Gestalt des Berthold'schen Werkes dar, wie sich aus der Inhaltsübersicht ergibt. Diesen drei Hss. ist eigentümlich, daß sie mit S. Stephanus (Sanct. 30) beginnen und mit Decollatio Joh. Bapt. (Nr. 116) aufhören, was Anlaß gewesen sein mag, Stücke auf den Advent und Weihnacht (Zürcher- und Römerhs.) vorauszuschicken, sowie Predigten auf Feste nach dem Schlußstück beizufügen (alle drei, aber näher zusammen die St. Galler- und Zürcherhs.). Innerhalb des eigentlichen Textes der Sammlung bietet sich folgende merkwürdige Zusammensetzung :

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Sanct. | 30 | Stephanus | | | |
| » | 32 | Johannes Ev. | | | |
| Comm. | 34 | auf Innocentes statt Rust. Sanct. 34/35 ; eigene Form | | | |
| Sanct. | 37 | Circumcisio | | | |
| » | 38 | | | | |
| » | 39 | | | | |
| » | 40 | (fehlt St. Gallen) | | | |
| » | 44 | | | | |
| » | 45 | | | | |
| » | 46 | | | | |
| Sanct. | 7 | von Lukas auf Fabian und Sebast. ; eigene Form | | | |
| Sanct. | 48 | | | | |
| » | 50 | | | | |
| » | 51 | Mathias; eigene Form | | | |
| » | 57 | Annuntiatio | | | |
| Domin. | 5 | auf Annunt. statt Rust. Sanct. 58 | | | |
| Sanct. | 53 | In Capite Jejunii | | | |
| » | 54 | | | | |
| » | 60 | | | | |
| » | 64 | (fehlt St. Gallen) | | | |
| » | 66 | | | | |
| » | 67 | Marcus | | | |
| » | 76 | Rogationes | | | |
| Comm. | 2 | auf Phil. und Jacobus statt Rust. Sanct. 69-70 | | | |
| Comm. | 3 | auf Johannes ante Portam Lat. statt Rust. Sanct. 73 | | | |
| Sanct. | 71 | Inventio Crucis | Römerhs. umgestellt | | |
| Comm. | 16 | Rogationes statt Rust. Sanct. 77 | Römerhs. umgestellt | | |
| Sanct. | 78 | Ascensio | | | |
| » | 81 | | | | |
| » | 84 | (fehlt St. Gallen) | | | |
| » | 85 | | | | |
| » | 86 | | | | |
| » | 87 | | | | |
| » | 90 | Petri (29. Juni) | | | |
| » | 98 | Petri ad vinc. (1. August) | 90 | | |
| | | | 95 | Röm. | |
| » | 95 | Magdalena (22. Juli) | 96/97 | hs. | |
| | | | 98 | | |
| » | 96/97 | Jacobus (25. Juli) | | | |
| Comm. | 24 | auf Laurentius M. statt Rust. Sanct. 102/103 | | | |
| Sanct. | 108 | | | | |
| » | 110 | | | | |
| » | 118 | Decollatio Joh. Bapt. Zürich bricht ab ; St. Gallen nur Titel. Röm. läßt alles weg. | | | |

[1] A. a. O. Nr. 1020 (als Sermones anonymi eingetragen).

[2] Die Angaben des neuen Katalogs stützen sich z. T. auf meine Mitteilungen.

Also zusammenfassend ein Grundstock von teilweise umgeordneten Predigten aus Bertholds Rusticanus de Sanctis, dazu eine Reihe von Stücken aus dem Rust. de Communi (34 2 3 16 24) oder Rust. de Dominicis (5) und Sanct. (7 51) als Ersatz für nicht zur Verfügung stehende Stücke aus dem Rust. de Sanctis oder für dem Sanctorale Bertholds fehlende Feste, ein Gemisch, welches wohl dem Schreiber des Archetypus aller drei Hss. zu verdanken ist und innerhalb der ganzen Überlieferung allein dasteht. Damit fällt auch Licht auf Wert oder Unwert dieser Sammlung, die tatsächlich mehr als besondere Überlieferungsform wie als Textzeuge von Interesse ist.

## II. Vereinzelte Bertholdtexte in Mischhandschriften.

Während die bisher vorgeführten sechs Hss. den einen oder andern Teil des autorisierten Rusticanus Bertholds überliefern, folgen nun jene Codizes Schweizerischer Bibliotheken, welche vereinzelte Bertholdtexte mitten unter anderem Material darbieten. Bald sind es verstreute Texte zum eben genannten dreiteiligen offiziellen Werke, bald Stücke aus den bei *Jakob* verzeichneten *Sermones ad Religiosos* [1] und *Sermones Speciales* [2], bald auch noch weitere irgendwo Berthold zugeteilte Predigten (Extravagantes). Bei diesem verschiedenartigen Bestand der Hss. wird es nicht erstaunlich sein, wenn die hier zu verzeichnenden Stücke den Forscher vor verwickelte Probleme stellen.

Einzelne solche verstreute Bertholdtexte finden sich schon in den bisher vorgelegten Hss. außerhalb der eigentlichen Sammlung.

So im Anhang der Einsiedlerhs. 73 : fol. 325 = Beginn von Sanct. 118, fol. 330 = Sanct. 109, fol. 333 = Sanct. 92 (mit Auslassung eines größeren Stückes), und überdies innerhalb der anonymen Predigtsammlung fol. 245-325 als Abschluß Spec. 13. — Ferner in der St. Gallerhs. 1027 nach dem Sancto-

[1] A. a. O. S. 86-98, 87 Stücke, nach der (auch heute noch) einzigen Vollhandschrift von Erlangen. Viele dieser Predigten sind bald vereinzelt, bald auch in Gruppen vereint in manchen anderen Hss. bezeugt, vorab in den Sermones speciales (s. u.), in der Hs. 1502 der Universitätsbibliothek von Graz (s. *A. E. Schönbach*, Liste der Predigten in : Zeitschrift für deutsche Philologie 7 472 ff., in der Hs. Laud. Miscel. 41 der Bodleiana Oxford, endlich in der Doppelhs. der Minoritenbibliothek Freiburg (s. u.).

[2] A. a. O. S. 98-106, 48 Stücke unter Weglassung jener Stücke, die bei den Sermones ad Religiosos vorliegen. Zu der von *Jakob* verwendeten Hs. 496 von Leipzig treten als Vollhandschriften die sehr ähnliche Hs. 115 der Stadtbibliothek von Stuttgart und die anders ordnende Hs. 1145 der Stiftsbibliothek von Klosterneuburg. Daneben sind viele vereinzelte Stücke, manchmal in großer Zahl vereinigt, auch anderswo, wiederum insbesonders in der Doppelhs. 117 Freiburg bezeugt.

rale eingeschobenen Relig. 10 u. 4, und unter den zehn Stücken des Anhanges fol. 256r = Sanct. 31, fol. 263r = Relig. 36, fol. 266v = Spec. 25. Ob die übrigen 7 anonymen Stücke des Anhanges auch Berthold zugeteilt werden können, ist zweifelhaft ; das gleiche gilt von den auf Ostern eingeschobenen drei Stücken, die freilich auch in der sonst nur Bertholdtexte überliefernden Hs. 7961 der Staatsuniversität München vorliegen. — In gewissem Sinne können ferner die den drei andern zusammengehörigen Hss. des Rusticanus novus mitgegebenen Stücke : Dom. 5, Sanct. 7 und 51, Comm. 34 2 3 16 24 in die Reihe der vereinzelten Bertholdtexte eingestellt werden, umso eher als mehrere davon bezüglich des Textes von ihren Parallelstücken des Rusticanus abweichen. Dann stellt sich noch die Frage, wie weit die Einleitungsstücke zum Advent und auf Weihnacht sowie die angehängten Stücke auf die Feste nach Decollatio Joh. Bapt. mit Berthold zusammenhängen. Wir verweisen sowohl die obgenannten wie die letzteren unsicheren Stücke unter die Extravagantes. Endlich sei noch auf die verkürzte Einzelpredigt Dom. 54 De paucitate salvandorum in der Hs. L 9 (gedruckter Katalog L 114) fol. 59v [1] der Universitätsbibliothek Freiburg (aus Altenryf) hingewiesen.

*Größere Kontingente* vereinzelter Bertholdpredigten überliefern drei Schweizerhss., nämlich Cod. A X 118 der Öffentlichen Bibliothek Basel, Cod. 71 der Stiftsbibliothek Einsiedeln, Cod. 149 der Zentralbibliothek Zürich.

Die Baslerhs. [1], welche der Mitte des 15. Jahrhunderts angehört und aus dem Predigerkloster stammt, enthält unter verschiedensten andern Materialien, meist Predigten, folgende auf den dreiteiligen Rusticanus hinweisende deutliche Spuren :

Fol. 134r = Dom. 51a
134v = Sanct. 56
136r = Dom. 45
137r = Comm. 24
142r = Comm. 63
143r-v + 367r-v = Sanct. 17
143v = Comm. 28
144r = Comm. 47
145v = Comm. 56
146v = Comm. 31
149v = Comm. 43
151r = Sanct. 5

Fol. 154r = Sanct. 3
155v = Comm. 73
242r-v + 253r-254r = Sanct. 104
262v = Sanct. 88
269v = Comm. 17
308v = Sanct. 119
317v = Sanct. 112-113/Comm. 71
318 = Sanct. 84.

Dazu fol. 169v eine Erzählung, die nach *Wadding*, Annales über Berthold im Umlauf war.

Manche dieser Stücke bieten ab und zu nur einen Bruchteil aus der Berthold'schen Predigt ; bei den Heiligenpredigten fehlen die auf den

[1] S. Die Handschriften der Öffentl. Bibl. d. Univ. Basel. 1. Abt. Die deutschen Handschriften, 1. Bd., Basel 1907, S. 156-169 ; die Bertholdstücke sind hier noch nicht identifiziert.

betreffenden Heiligen bezüglichen Stellen, z. B. Sanct. 3 (Franziskus). Deshalb ist das Zeichen = nur als Hinweis zu werten.

Die Einsiedlerhs.[1] weist innerhalb der besonderen, dem 13. bis 14. Jahrh. angehörigen Textgruppe fol. 172-214 manchmal die Randbemerkung eines späteren Annotators auf: Rusticani est hic sermo. Diese Notiz, so oder anders ausgesprochen, entspricht der Wirklichkeit, ja es lassen sich noch mehrere vom Annotator nicht erkannte Stücke als Bertholdspuren bestimmen. Der Einzelbestand ergibt folgendes Bild, wobei es sich durchwegs nur um Hinweise handelt, weil die Stücke regelmäßig sich mehr an Berthold anlehnen als die Bertholdpredigten wiedergeben.

Fol. 180r zu Rel. 15
187r zu Sanct. 80
188r zu Sanct. 89
189r zu Spec. 13
190v (Schluß) zu Rel. 75
193b r zu Dom. 47
195r zu Dom. 48/49
197v zu Sanct. 81 u. Comm. 37
200r zu Comm. 61 (auf Magdal.)
Fol. 203r zu Dom. 14
203v zu Dom. 46
204r zu Comm. 64 + ?
204v zu Comm. 36
205r zu Dom. 31 (auf Epiph.)
208v (Rand) Fragm. zu Sanct. 62 Sanct. 90. Dom. 51a
213v zu Comm. 42 (auf Comm. Vid.)

Außer diesen Texten, die ihre sicher erkennbare Parallele in den bekannten Bertholdsammlungen haben, finden sich noch eine Anzahl, die durch ihre Art an Berthold erinnern, ohne daß über sie ein abschließendes Urteil möglich wäre · Stoff für die Sammlung der Extravagantes.

Die Zürcherhs.[2], ein anonymer, aus dem 13./14. Jahrhundert

[1] S. Catalogus codicum manu scriptorum qui in Bibl. Mon. Einsidl. O. S. B. servantur ... Nr. 71; die hier niedergelegten Angaben werden im folgenden vervollständigt. — Bezüglich der anfangs dieser Hs. stehenden, mit dem Prolog « Narraverunt » eingeleiteten und dem *fr. Lucas von Bitonto* O. F. M. zugeteilten Predigten de tempore, sei verwiesen auf folgende neuere Literatur: *G. Granich*, Stato della questione sopra gli scritti del B. Luca Belludi, in: Il Santo I (1929) 315-336; *Z. Rizieri*, I Sermoni « Narraverunt » sono del B. Luca Belludi ? Ibidem 337-343, cf. Bollettino Dioces. di Padova XII (1927) 494-500; *L. Guidalci*, Due codici sconosciuti dei sermoni di Frate Luca. Ibidem 344-347; *A. Guidaldi*, Il vero autore dei Sermoni Narraverunt. Ibidem III (1930) 59-69. Cf. Collectanea Franciscana II (1932) 578-580; Archivum Franciscanum Historicum XXIV (1931) 413. Eben wird in der Liste franziskanischer Bestandteile des neuen Handschriftenkataloges von Graz (s. Collectanea Franciscana XIII 57) auf eine weitere Hs., Graz 599, hingewiesen.

[2] Die Angaben des neuen Handschriftenkatalogs stützen sich teilweise auf meine Mitteilungen. — Von Interesse mag der Hinweis auf folgende Stücke der Hs. sein: fol. 1-9: Reste eines franziskanischen Rituale; fol. 29: 27 der bischöflichen Jurisdiktion reservierte Fälle; fol. 121-124: De visitatione canonica. Wohl alles Hinweise auf das Minoritenkloster von Zürich, dem die Hs. entstammen wird.

stammender und von verschiedenen Händen geschriebener Codex, überliefert in einer großen Menge verschiedenster Texte eine größere Anzahl von Predigten, die leicht mit Bertholdstücken identifiziert werden können, daneben eine nicht unbedeutende Reihe von Stücken, die wegen ihrer von der gewohnten Form abweichenden Gestalt Zweifel über die Berthold'sche Autorschaft aufkommen lassen, und überdies noch nicht wenige Sermones, die an Berthold'sche Art erinnern, ohne daß sie sicher Berthold zugeteilt werden könnten. Wir führen alle jene Stücke in der Liste auf, welche den ersten zwei Reihen angehören, dazu noch jene, die uns anderswo inmitten Berthold'scher Predigten begegnet sind, wobei wir nicht über alle ein endgültiges Urteil abgeben wollen.

Fol. 37v zu Sanct. 61
38r zu Sanct. 15
40r zu Comm. 30, 3. Teil
41r zu Comm. 72, 2./3. Teil
41r zu Comm. 73
42v zu Comm. 74
49r zu Rel. 77
52r zu Sanct. 16 (Rel. 19)
55r zu Comm. 6
60v zu Comm. 71
63v zu Sanct. 59. Cf. 104r
65r zu Comm. 63. Cf. 128v
66v zu Comm. 16
68v zu Sanct. 13
85v zu Comm. 42. Cf. 39r
88r zu Sanct. 29
90r zu Comm. 14
93r zu Dom. 22; Spec. 35
94r zu Sanct. 51
98v zu Sanct. 63
100v zu Spec. 13
106r zu Sanct. 95
107v zu Dom. 31
109v zu Comm. 31
111r zu Dom. 3
112v zu Dom. 21. Cf. 36r
115r zu Dom. 57
118v zu Comm. 48; Rel. 62; Sanct. 72
119v zu Dom. 48/49
120v zu Spec. 28
124v zu Comm. 64+?(Cf. *Zwikkau*, I, XIV 37, fol. 43r)
Fol. 128r zu Comm. 63 (Fassung von St. Florian XI 361, fol. 366r). Cf. 65r
129r zu Dom. 4
133v zu Sanct. 4
135r zu Rel. 68
136r zu Spec. 46
163r zu Comm. 65
166v zu Comm. 75
168r zu Sanct. 56
171r zu Sanct. 60
173v zu Sanct. 62
175r zu Sanct. 53
179r zu Sanct. 77
180v zu Sanct. 80
197 eingeschoben: Spec. 23; Sanct. 3
199v zu Comm. 56
200r zu Spec. 32.

Dazu mit Frib. eigens:

Fol. 55v zu Frib. CCLXV, 2. T. 254v
62v zu Frib. CCXLII, 2. T. 216v
84r zu Frib. LXXI, 1. T. 154r
164v zu Frib. LXII, 1. T. 136v.

Endlich fol. 91r zu St. Florian XI 361 fol. 297r; Wien Nationalbibl. 3735, fol. 141v, Univ.-bibl. 421, fol. 110v fol. 129v zu Lilienfeld 53, fol. 118v; Graz Univ.-bibl. 1531, fol. 151r.

## III. Die « Sermones Rusticani » der Doppelhs. 117 der Minoriten-Bibliothek zu Freiburg.

Die dieser überaus wichtigen Hs. gebührende einläßliche Behandlung muß wegen ihres bedeutenden Umfanges einer andern Stelle vorbehalten werden. So beschränken wir uns hier darauf, ihren Inhalt summarisch wiederzugeben und ihren eigentümlichen Charakter kurz zu umschreiben [1].

*Inhalt.* Der Pergamentstreifen auf dem Vorderdeckel der beiden Bände bezeichnet in sehr alter Schrift deren Inhalt mit den Worten : « Sermones rusticani prima pars » ; « Sermones rusticani secunda pars ». Dazu tritt in nicht viel jüngerer Schrift der Vermerk : « B. Bertholdi Ratisponensis ». In Übereinstimmung mit diesen Bezeichnungen machte im Jahre 1403 der damalige Besitzer der beiden Bände, Friedrich von Amberg, Theologieprofessor des Minoritenklosters zu Freiburg und Provinzial der oberdeutschen Minoritenprovinz, ein eifriger und verständnisvoller Sammler von Handschriften, in Verbindung mit den von ihm gefertigten Registern die Einträge : 1. Bd. fol. 242 : « Explicit prima pars sermonum Rusticani. Quos compilavit frater Bertholdus de Ratispona ordinis fratrum minorum », fol. 265v : « Expliciunt Rubrice materiarum omnium sermonum presentis libri que est prima pars sermonum Rusticani. Qui fuit frater minor provincie superioris alamanie natiuus de conuentu Ratisponensi famosissimus predicator Dictus frater Bertholdus. Et obiit Anno Domini M°CC°LXXII XIX kalendas Ianuarii ... ». Ähnlicherweise in Bd. 2, fol. 262 bzw. 285r. Wer nun anhand dieser Einträge in der Hs. den bekannten dreiteiligen Rusticanus zum Kirchenjahre zu finden hofft, wird zunächst enttäuscht. Denn der erste Einblick in die beiden Bände belehrt uns, daß wir es mit einer Sammlung von meist in Sachgruppen geordneten Predigten mit öfters angehängten Predigtfragmenten zu tun haben. Dann entdecken wir freilich bei genauerem Zusehen, daß viele Predigten des genannten Rusticanus vorliegen, dazu aber auch unter diese vermischt eine große Anzahl von Stücken der Sermones ad Religiosos und der

[1] Vgl. *A. E. Schönbach*, Studien zur Geschichte der altdeutschen Predigt. II. Stück S. 2-4 ; IV. Stück S. 145-175. In den Sitzungsberichten der Kais. Akad. d. Wiss. in Wien, Philos.-hist. Cl. Bd. CXLII (1900), bzw. CLI (1905). Wie dieser Forscher selbst annahm, bedarf seine Liste der Predigten vielfacher Verbesserungen ; wir können sie aber hier nicht anbringen, ohne zu weitläufig zu werden.

Sermones Speciales, endlich noch ein nicht geringer Rest von Predigten, die in andern Bertholdhandschriften nur vereinzelt oder auch gar nicht bezeugt sind. Somit haben wir also eine Mischhandschrift vor uns, die ihren Namen : « Sermones Rusticani », nicht, wie es beim durch den Prolog autorisierten Predigtwerke der Fall ist, von den Predigten — einfache, ländliche Predigten —, sondern von deren Verfasser, dem « Landprediger » hernimmt. Diesem werden dann freilich eine große Zahl von Predigten zuerteilt, die als solche von ihm nicht herausgegeben worden sind, insofern sie eben nicht in dem sicher publizierten Werke Rusticanus stehen.

*Charakter der Predigten* [1]. Wenn wir soeben den Bestand der beiden Bände bis auf einen noch ordentlich großen Rest den sonst bekannten Berthold zugeeigneten Werken zuteilten, so müssen wir jetzt noch hervorheben, daß diese Zuteilung wegen der besonders gearteten Textform der meisten Stücke — bald sehr ähnlich, bald wieder merkwürdig abweichend — mit Schwierigkeiten verbunden ist. Die Schwierigkeiten lassen sich aber beheben, wenn man in den hier überlieferten Stücken im Anschluß an die gutbegründeten Untersuchungen von Schönbach Predigten sieht, die Berthold entweder für seinen eigenen Vortrag als Entwürfe bereitstellt oder nach dem gehaltenen Vortrag aufzeichnet, bzw. aufzeichnen läßt. Diese wären dann die vom Prolog des Rusticanus vorausgesetzten und vom Verfasser zur Herstellung des für andere bestimmten Predigtwerkes verwendeten Vorlagen, die notwendigerweise durch Neubearbeitung eine mehr schriftstellerische Gestaltung erfahren mußten. In der Tat verhält es sich so, daß die zu Vergleich stehenden Parallelen der Freiburgertexte und des offiziellen Rusticanuswerkes meistens genau solche Unterschiede aufweisen, durch welche das Berthold'sche Kolorit als wohl nicht für andere Prediger bestimmte persönliche Eigenart abgestreift und durch blassere Formen ersetzt

[1] Vgl. *A. E. Schönbach*, Studien, V. Stück S. 72-98, Sitzungsberichte Bd. CLII (1906). Wie schon das Register der Predigten durch den Vergleich der vollständigen Texte verbessert werden kann, so wird dadurch auch der Charakter der Freiburgertexte deutlicher und insbesondere die Veränderung derselben bei der Bearbeitung des offiziellen Rusticanus. Im ganzen läßt sich sagen, daß einerseits *Jostes* (Historisches Jahrbuch der Görresgesellschaft 12 [1891] 363) die Bedeutung der Freiburgertexte überschatzt, wenn er sie sozusagen als einzig authentisch betrachtet, und daß anderseits *Schönbach* ihre Beziehung als Vorlage zum Rusticanus nicht genugend hervorgehoben hat. Doch konnten diese Urteile erst durch den eingehenden Vergleich reicheren Handschriftenmaterials auf das richtige Maß gebracht werden.

wird. Wenn dem so ist, daß die Freiburger Textgestalt den von Berthold selbst gehaltenen oder zu haltenden Predigten entspricht und daß sie dann dem für andere Prediger bestimmten Rusticanuswerke als zu bearbeitende Vorlage dienten, dann wächst damit naturnotwendig die Bedeutung und der Wert der Freiburgerhs. Ja, sie wird zu einem wahren Kleinod, insofern dazukommt, daß sie innerhalb der ganzen Bertholdüberlieferung als Ganzes allein dasteht. Dies Letztere ist tatsächlich der Fall. Denn die mit ihr nur anfänglich sicher übereinstimmende Hs. 1502 von Graz ist ein Einzelfall, der die Freiburgertexte nur zu bestätigen scheint, während die sonst noch vorhandenen sporadisch zu nennenden besonderen Textformen der Münchnerhss. 2699 und 2706 sowie die Wienerhss. (Nationalbibl. 3735, Universitätsbibl. 421), endlich ein Ausschnitt der Leipzigerhs. 697 bei weitem nicht die gleiche Garantie dafür bieten, daß sie auf Berthold zurückgehen, wie es bei der Freiburgerhs. auch noch durch ihr Alter sichersteht — sind doch die beiden Bände einerseits inhaltlich nicht tiefer als ins Jahr 1263 herabzusetzen und anderseits paläographisch nicht fern der Lebenszeit Bertholds († 1272) anzusetzen. Es bleibt bei den Freiburgertexten der Eindruck bestehen, daß wir in ihnen den von Bertholds Mitbrüdern wohlbehüteten Nachlaß und Nachklang der in Heftchen gesammelten Aufzeichnungen des großen Predigers selbst besitzen — unvollständig, aber in zuverlässigster Kopie. Gilt dies für die Parallelstücke zum offiziellen Rusticanus, so gewiß auch für die übrigen Bestandteile der Hs., die entweder auf die Sermones ad Religiosos und die Sermones Speciales hinweisen oder auch hier fast, wenn nicht ganz allein vorliegen. Wir können darum Friedrich von Amberg, der die beiden Bände der Handschriftensammlung von Freiburg einverleibt hat, für seinen glücklichen Zugriff bei deren Erwerb im Interesse der Ausgabe der Bertholdpredigten wie auch der Predigtgeschichte des Franziskanischen Mittelalters nicht genug danken.

Fassen wir abschließend das Ergebnis unserer Abhandlung über Schweizer Handschriften der Werke Bertholds zusammen, so stellen wir fest, daß neben einigen weniger bedeutenden Textzeugen eine Anzahl Hss. von unbestreitbarem Werte in den Schweizer Bibliotheken aufbewahrt werden, nämlich eine Vollhs. zum Rusticanus de Dominicis (Sitten), zwei Auswahlhss. zum Rusticanus novus, d. h. de Sanctis und de Communi Sanctorum (Einsiedeln 73 und St. Gallen 1027), sowie die einzig dastehende Freiburgerhs. 117 mit ihren Beiträgen zu allen sonst bekannten Sammlungen und eigenen Bertholdtexten.

# Kleine Beiträge — Mélanges

## Un privilège des Abbés de St-Maurice d'Agaune

Si Montesquieu dit [1] que « la nature de l'homme est de demander des préférences et des distinctions », la sagesse supérieure des législateurs helvétiques du 19e siècle n'a pas été de cet avis, et une votation populaire assez récente semble leur donner raison [2]. On assiste donc à ce spectacle curieux : des citoyens, qui aiment cependant tellement à se couvrir des insignes de toutes sortes de sociétés, mais qui sont presque les seuls en Europe pour lesquels soit exclue la possibilité de s'orner de ces décorations authentiques, qui font les délices de tous leurs voisins [3].

Très différents de ces décorations, conférées pour des mérites, prétendus ou réels, sont par contre ces quelques rares Ordres qui existent encore, derniers vestiges d'un passé historique, remontant même au moyen âge. Ce sont, pour la plupart, des organisations d'un caractère religieux et militaire, comme c'est le cas, en particulier, de l'Ordre souverain de St-Jean de Jérusalem, dit de Malte [4], qui compte plusieurs Suisses parmi ses chevaliers [5].

A l'instar de ces ordres du moyen âge [6], il a existé, cependant, encore quelques fondations relativement modernes mais avec un but assez identique. Le dernier en date est l'Ordre de St-Etienne [7], institué en 1562 par

[1] « Esprit des Lois », III, 2.

[2] Dictionnaire historique et biographique de la Suisse, vol. 8 (supplément), Neuchâtel, 1934, p. 55 : « Décorations ».

[3] N'a-t-on pas constaté, il y a déjà 40 ans, qu'il y avait en France environ 80 000 décorés de la Légion d'honneur, et en Italie même 120 000 de l'Ordre de la Couronne ?! — Si la Suisse est donc à peu près le seul pays en Europe qui ne confère pas de décorations et n'en permet pas le port par la plupart de ses citoyens, les quelques autres pays qui n'en confèrent pas non plus (Argentine, Costa Rica, Irlande, Nicaragua, Uruguay) en permettent du moins l'acceptation et le port.

[4] La publication la plus récente sur l'histoire de cet Ordre est celle de M. Monterisi et G. Bottarelli, « Storia militare e politica del S. O. di S. Giovanni di Gerusalemme », 2 vols., Milan, 1940.

[5] Des membres des familles de Fischer de Reichenbach, de Glutz-Ruchti, Im Thurn, de Pfyffer d'Altishofen, de Salis, de Streng (voir : « Il Sovrano Militare Ordine Gerosolimitano di Malta — Ruolo Generale — Pubblicazione ufficiale del Gran Magistero », Rome, 1938).

[6] Voir : A. Abram, « Chivalry », dans The Cambridge Mediaeval History, vol. 6, Cambridge, 1936, pp. 799-814 ; aux pp. 973-6, une ample bibliographie sur cette question.

[7] Voir : « L'Ordre sacré et militaire de St-Etienne Pape et Martyr », dans la Rivista Araldica, Rome, 1937, pp. 457-64 ; 1938, p. 97 ss., 463 ss.

les Médicis qui en conservèrent la grand'maîtrise [1]. Cette illustration de leurs voisins de Toscane ne laissait pas en repos les ducs de Savoie qui, pour contre-balancer la dignité grand-ducale des Médicis, exhumèrent leur titre plutôt problématique de rois de Chypre et de Jérusalem [2]. Mais non content de son grand ordre de l'Annonciade, un des plus anciens ordres de cour en Europe [3] qui existe encore, le duc Emmanuel-Philibert fit revivre une fondation de son ancêtre Amédée VIII [4] qui avait établi, en 1410, à Ripaille, un prieuré sous l'invocation de saint Maurice près duquel il s'installa, vingt-quatre ans plus tard, avec quelques-uns de ses fidèles, formant un Ordre qu'il désigna du nom du patron de sa maison. Ces chevaliers de St-Maurice disparurent toutefois avec leur fondateur. Ce n'est que l'ambition d'Emmanuel-Philibert qui le fit revivre sous une forme plus resplendissante après qu'il eut encore acquis, à grands frais, la grand'maîtrise d'un autre ordre, celui de St-Lazare. Ce dernier ordre qui avait joué un rôle effacé en Palestine et avait eu une certaine diffusion en Europe par des hôpitaux qu'il y posséda [5], avait été supprimé par le pape Innocent VIII, en 1489, en faveur de l'Ordre de St-Jean [6], mais cette mesure avait été révoquée en partie au 16e siècle [7] et le pape Grégoire XIII

[1] Le grand-maître de cet Ordre, par droit héréditaire, est actuellement l'archiduc Pierre-Ferdinand d'Autriche, comme chef de la branche de Toscane de cette maison : voir l'Almanach de Gotha, 1943, p. 56.

[2] Il faut observer surtout que les Souverains Pontifes ont toujours considéré comme rois légitimes de Jérusalem, les rois des Deux-Siciles auxquels ils en donnèrent l'investiture ; la dernière fois, elle l'a été par Clément XII, le 10 mai 1738, en faveur de Charles de Bourbon (voir le texte dans : Bullarium diplomatum et privilegiorum sanctorum Romanorum Pontificum, vol. 24, Turin, 1872, pp. 377-86). C'est en souvenir de cette investiture, valable aussi pour la descendance de l'investi (cit., p. 383), que le roi Alphonse XIII d'Espagne introduisit, en 1924, un quartier avec les armes de Jérusalem, dans ses grandes armoiries telles qu'elles sont portées encore aujourd'hui par son héritier, le comte de Barcelone.

[3] D. Muratore, « Les origines de l'Ordre du Collier de Savoie, dit de l'Annonciade », dans les Archives héraldiques suisses, 1909, p. 5 ss., 1910, p. 8 ss.

[4] L'anti-pape Félix V.

[5] Elisabeth Sauer, « Der Lazariter-Orden und das Statuten-Buch von Seedorf », Fribourg, 1930.

[6] Voir mon article « St-Jean, St-Sépulcre, St-Lazare », dans Rivista illustrata — Sovrano Militare Ordine di Malta, Rome, 1942 (6e année), N° 2, p. 18 ss.

[7] Surtout en France, cette suppression avait rencontré une forte résistance. L'Ordre y continua effectivement, sans approbation pontificale et, depuis 1608, attaché à celui de N.-D. du Mont-Carmel, comme Ordre royal. Les dernières nominations datent du commencement du 19e siècle. Il s'éteignit avec la monarchie légitime. (Voir : René Pétiet, « Contribution à l'histoire de l'Ordre de St-Lazare en France », Paris, 1914.) — Une « résurrection » d'un soi-disant Ordre de ce nom, en 1910, qui a fait depuis assez de dupes, a rencontré la désapprobation formelle du Saint-Siège (voir la déclaration officielle dans l'Osservatore Romano, du 15/16 avril 1935). Si l'on entend encore de temps à temps de nominations dans un « Ordre hospitalier de St-Lazare », il faut retenir qu'il s'agit d'une entreprise d'aventuriers et de chevaliers d'industrie, trafiquants de décorations fantaisistes

réunit enfin, en 1572, la grand'maîtrise des Ordres des Saints Maurice et Lazare, pour les ducs de Savoie *pro tempore* [1]. Le nouvel Ordre, loin de pouvoir égaler dans le domaine militaire ses frères aînés : celui de St-Jean [2], l'Ordre Teutonique [3], ceux de St-Jacques [4], St-Etienne [5], etc., avait cependant une organisation plus ou moins égale à la leur [6], et il fut particulièrement recherché par des roturiers qui, par la fondation d'une commanderie de patronat de famille [7], pouvaient acquérir, à la troisième génération après le fondateur [8], la noblesse héréditaire. Comme institut nobiliaire, il continua son existence jusque vers le milieu du 19e siècle, ayant reçu de nouveaux statuts, plus adaptés à l'époque moderne, par le roi Victor-Emmanuel Ier, en 1816 [9].

C'est donc en pleine époque féodale qu'eut lieu la concession, unique dans les annales de l'Ordre, qui forme la raison de ces lignes. La maison de Savoie avait toujours continué à entretenir d'étroites relations avec l'abbaye de St-Maurice d'Agaune, en Valais, qui avait du reste encore des possessions en territoire piémontais. Pour lui donner un signe éclatant de sa faveur, le roi Victor-Amédée Ier de Sardaigne conféra, en 1728, la croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, à l'abbé Louis Charlety

(voir ma brochure « Vanitas vanitatum », s. l. (Porto), 1939, et l'article supplémentaire « Ogräs i ordensfloran », dans Svenska Dagbladet, Stockholm, du 8 décembre 1940).

[1] Une photographie de la bulle, dans G. C. Bascapè, « L'Ordine sovrano di Malta e gli Ordini equestri della Chiesa nella storia e nel diritto », Milan, s. d. (1940), p. 113. — (Ce livre est assez utile pour la documentation qu'il reproduit en italien, mais les conclusions de l'auteur ne sont que trop souvent erronées.)

[2] L'Ordre souverain de St-Jean compte (novembre 1941) 3 680 membres dont 21 chevaliers profès, 46 chevaliers à vœux simples, 14 chapelains conventuels, etc.

[3] L'Ordre Teutonique, qui compte (Annuario Pontificio 1943) 113 profès (dont 6 chevaliers : Annuaire Pontifical Catholique, vol. 40, Paris, 1939, p. 508), avait été transformé, en 1929, en ordre mendiant (!), sans que ses chevaliers aient eu l'occasion de protester contre cette mesure arbitraire : voir quelques détails (mutilés) dans la Rivista Araldica, 1940, pp. 182-3.

[4] L'Ordre de St-Jacques compte (Guía nobiliaria de España, Madrid, 1941, pp. 325-33) 28 chevaliers profès et 40 novices ; celui de Calatrava (id., pp. 335-44) 28 profès et 66 novices, celui d'Alcántara (id., pp. 345-7) 7 profès et 17 novices, celui de N.-D. de Montesa (id., pp. 349-53) 23 profès et 32 novices.

[5] L'Ordre de St-Etienne ne compte actuellement que deux chevaliers.

[6] « Privilegia et immunitates a Sancta Sede concessa... Equitibus Militarium Ordinum SS. Mauritii et Lazari », Turin, 1604.

[7] L'institut des commanderies patronales existe encore aujourd'hui, pour la noblesse, dans l'Ordre souverain de St-Jean : voir « Costituzioni del S. M. Ordine Gerosolimitano di Malta, conformate al Codice di Diritto Canonico », Rome, 1936, chap. 7, art. 1. Le même institut est prévu dans l'Ordre de St-Etienne (Tit. XIII, chap. 9, des statuts) où il prit un développement particulier jusqu'aux confiscations opérées par les révolutionnaires en 1859.

[8] Bollettino ufficiale della Consulta Araldica, Rome, 1894, p. 197 (maxime nobiliaire N° 6).

[9] L. Cibrario, « Breve storia degli Ordini di S. Maurizio e di S. Lazzaro », Turin, 1844. Voir aussi l'Almanach de Gotha, 1837, pp. (59)-(60).

(1719-36) et à tous ses successeurs *pro tempore*. Voici le texte du diplôme dont l'original se trouve aux archives de l'Abbaye :

Victor Amedaeus Dei gratia Rex Sardiniae, Cypri et Jerusalem, Dux Sabaudiae et Montisferrati, Princeps Pedemontium etc. et totius militiae et religionis Sti Mauritii et Lazari, Bethleem, Nazareth, Jerosolimitani Ordinis Sti Augustini citra et ultra mare et per universum orbem humilis et generalis Magnus Magister

Dilecto nobis in Xto Rdo Dno Ludovico Nicolao Charleti Abbati monasterii sive Abbatiae S. Mauritii Agaun. in Vallesia salutem et frat. in Domino Charit. Agregatio seu unio illius monasterii et Abbatiae Nobis successoribusque Nostris in Magno Magisterio sacrae religionis et Ordinis Nostri militaris SS. Mtii et Lazari a te et Canonicis ejusdem supplicata et a consilio d. religionis de mandato Nostro vigore decreti die octava mensis februarii proxime fluxi in calce d. supplicationis subscripti Provana facta, sicut apparet ex rescripto consilii praedicti die decima septima d. mensis emanato, ad mentem cujus praestita fuit submissio, de qua in ipso rescripto prout apparet ex instrumento recepto nomine Equitis Dni Ludovici Lanfranchi primi ejusdem religionis Magni Magisterii et Arcanorum Nostrorum secretarii a notario collegiato Gariglio die secunda currentis mensis martii coram Marchione Dno Carolo Amedeo de Riparolis nobili cubiculario, magnoque venatore ac sacrae religionis et Ordinis SS. Mauritii et Lazari Magnae Crucis milite, consiliario, et magno conservatore, attento etiam juramento fidelitatis, obedientiae, et observantiae statutorum, regularum et constitutionum praestatae religionis et Ordinis Nostri in manibus Marchionis Dni Ludovici de Morotio nobilis Nostri cubicularii ac ejusdem religionis magnae crucis militis, consiliarii et Magni Cancellarii, die tertia currentis a Canonico Dno J. J. Claret tam proprio quam tui successorum in illa dignitate Abbatis necnon Canonicorum ibidem Deo famulantium procuratorio nomine praestito, Nos tuis necnon canonicis dicti monasterii precibus benigne annuentes, vigore praesentium ex certa Nostra scientia et suprema qua fungimur Magistri potestate praehabito consilii religionis praedictae voto, tibi ac successoribus tuis in illa dignitate Abbatis, auctoritatem ferendi Crucem Ordinis Nostri militaris SS. Mauritii et Lazari tanquam equites ejusdem impârtimur una cum omnibus honoribus privilegiis, praerogativis, facultatibus et juribus universis quibus alii equites d. religionis utuntur potiuntur et gaudent utive potiri et gaudere poterunt quomodolibet in futurum. Recipientes insuper praedictum monasterium et ipsius canonicos sub Nostra et successorum Nostrorum in Magno Magisterio protectione ; dummodo tamen omnes conditiones de quibus in supra designato instrumento ab ipsis adimpleantur et successores in illa abbatia pro tempore constituti ad Nos recurrent antequam praedictam crucem deferant. Mandamus itaque et stricte praecipimus omnibus tam magnae quam parvae crucis equitibus, officialibus, ac ministris et cuicumque expedierit ut te necnon successores tuos in dignitate praedicta pro tali existiment et quoties occasio poscet omnibus honoribus, privilegiis et juribus collatae auctoritati ferendi crucem tanquam equites ejusdem ordinis ; ac agregatione, unione, et protectione Nostra tibi et canonicis

dicti monasterii ut supra concessis, congruentibus uti et potiri permittant absque ulla difficultate si poenam Nostrae indignationis aliamque pro arbitrio infligendam evitare velint eas alioquin subituris ipsis qui Nostra haec jussa violare praesumpserint. In quorum fidem praesentes manu Nostra firmatas sigilloque Magistrali munitas dedimus Augusta Taurinorum die octava mensis martii, anno millesimo septingentesimo vigesimo octavo.

(L. S.) V. Amedeo (m. p.)

De Moncalier, le 29 novembre 1782, le roi Victor-Amédée II y ajouta encore le titre de comte pour l'abbé Georges Schiner (1764-94) et ses successeurs dans la dignité abbatiale. Il conféra à la même occasion plusieurs croix de chevalier à des chanoines de l'abbaye, et à l'abbé, pour marquer une différence d'avec ses subordonnés, la grand'croix [1] et tous ses successeurs, de droit héréditaire chevaliers de l'Ordre, reçurent la même dignité à l'occasion de leur installation. Le dernier fut Mgr Bagnoud (1834-88), qui la reçut du roi Charles-Albert [2].

Entre temps, les événements politiques qui bouleversèrent l'Italie avaient provoqué non seulement une transformation des institutions politiques de la monarchie sarde mais aussi une tendance radicale qui faisait de la noblesse de simples titrés [3] sans le moindre privilège [4], qui supprima ses fidéicommis [5], et atteignit enfin aussi les Ordres du royaume auxquels elle enleva tout caractère nobiliaire et confessionnel [6] et en fit des décorations de mérite [7]. En ce qui concerne l'Ordre des Saints Maurice et Lazare,

[1] Les dignitaires de l'Ordre et quelques personnes d'un rang éminent portaient une croix plus grande que celle des simples chevaliers ; d'où le nom. Le titre de commandeur signifiait (comme c'est le cas encore aujourd'hui dans l'Ordre de St-Jean) une fonction mais non un grade.

[2] Ce même roi appuya, en 1840, les démarches en vue d'attacher le titre épiscopal de Bethléem à l'Abbaye de St-Maurice : Léon Dupont-Lachenal, « Les abbés de St-Maurice d'Agaune », dans l'Annuaire Pontifical Catholique, Paris, 1934, p. 505 ss.

[3] Le règlement le plus récent pour la noblesse italienne (« Ordinamento dello stato nobiliare italiano » : texte dans le Bollettino ufficiale della Consulta Araldica, Rome, 1929, p. 5 ss.), considère « nobile » comme un titre et non comme une qualité.

[4] L'Ordre des préséances ne connaît aucun droit de la noblesse comme telle, à un accès à la cour.

[5] En même temps disparurent les commanderies patronales de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare. (Loi du 18 février 1851 : voir Rivista Araldica, Rome, 1934, p. 61.)

[6] Les chevaliers de l'Ordre de l'Annonciade sont cependant encore aujourd'hui de droit grands-croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare : A. Todardo della Galia, « Collezione degli Statuti ... del nobilissimo Ordine supremo della SS. Annunziata, Rome, 1907. — Le caractère religieux continue dans l'Archiconfrérie royale des Saints Maurice et Lazare qui existe encore à Turin.

[7] Pour les anciens Ordres religieux et militaires du Christ, de St-Benoît d'Aviz, etc., une transformation assez analogue avait eu lieu au Portugal, en 1789 déjà : F. de Almeida, « Historia da Igreja em Portugal », Coïmbre, 1910-21, vol. IV, 1, p. 456 ss.

le roi Charles-Albert y introduisit déjà quelques modifications, par décret du 9 décembre 1831, le destinant à récompenser le mérite et il divisa ses membres en trois classes : grands-croix, commandeurs, chevaliers de justice [1] et de grâce. De nouveaux changements, des 16 mars 1851, 28 novembre et 14 décembre 1855 [2], et spécialement le décret royal du 7 mars 1868 en firent exclusivement une décoration de mérite. Encore récemment, le décret royal du 30 décembre 1929, p. ex., détermina les modalités des concessions de cet Ordre, en retenant toujours son nouveau caractère de décoration pour des mérites personnels [3].

La spoliation du Saint-Siège, en 1870, et toute la tendance des gouvernements qui se succédèrent en Italie, excluaient évidemment toute possibilité pour les abbés de St-Maurice de s'adresser aux grands-maîtres de l'Ordre pour obtenir la continuation de leur droit. En Italie même, on était assez généralement convaincu que la transformation de l'Ordre en simple décoration avait entraîné aussi la caducité de l'ancien privilège héréditaire. Avant de publier un article dans ce sens [4], le Dr Carmelo Arnone [5] s'était adressé à la chancellerie de l'Ordre qui lui répondit que l'hérédité ne pourrait plus être admise. La question était d'ailleurs dépourvue d'actualité à ce moment car si les accords de 1929 avaient changé bien des choses dans les relations de l'Eglise avec le gouvernement italien, Mgr Burquier, depuis 1932 abbé de St-Maurice, avait reçu, le 18 mars 1935, la croix de commandeur de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, mais ceci en relation avec le cinquième centenaire de l'Ordre mauricien [6] et sans référence au diplôme de 1728.

La transformation de l'Ordre en décoration n'avait cependant pas été assez complète pour ne pas lui laisser un caractère relativement distinct. Il conservait la propriété de certaines de ses anciennes possessions, une chancellerie à part [7], voire des titres honorifiques [8]. Un ami de l'abbaye

[1] Grade pour lequel des preuves de noblesse étaient nécessaires (4 quartiers : Rivista Araldica, Rome, 1934, p. 60). Les chevaliers de grâce avaient la noblesse personnelle (« Memoriale per la Consulta Araldica », Rome, 1924, p. 48, No 22).

[2] Institution des cinq classes actuelles : chevaliers, officiers, commandeurs, grands-officiers, grands-croix.

[3] « Raccolta delle disposizioni vigenti sugli Ordini equestri nazionali... », éd. par le Ministère de la Marine, Rome, 1913, 2 vols. ; le décret de 1929 a été publié dans la Gazzetta Ufficiale, du 18 janvier 1930.

[4] Dans la Rivista Araldica, Rome, 1937, p. 227.

[5] Auteur du « Diritto nobiliare italiano » qui a paru, en 1935, parmi les manuels édités par la maison U. Hoepli à Milan.

[6] Léon Dupont-Lachenal, « L'Ordre des SS. Maurice et Lazare et l'Abbaye de St-Maurice d'Agaune », dans Les Echos de St-Maurice, 1935, pp. 173-6.

[7] Dans l'ordre des préséances (voir le texte dans le Bollettino ufficiale della Consulta Araldica, Rome, 1928, p. 31, d'après la Gazzetta Ufficiale du 17 déc. 1927), le Premier Secrétaire pour le grand-magistère mauricien a rang dans la 3e catégorie (encore avant les maréchaux d'Italie) et la qualification d'Excellence.

[8] L'Elenco ufficiale nobiliare italiano, Turin, 1922, mentionne à la p. 660 que le roi d'Italie, en sa qualité de grand-maître de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, a droit au titre de comte de S. Antioco (île au sud-ouest de la Sardaigne).

qui s'était occupé à plusieurs reprises de questions de ce genre[1], ne croyant pas devoir se contenter de l'attitude négative d'une bureaucratie élevée dans les notions étatistes de notre époque, réussit à intéresser, par de longues démarches, quelques personnages qui appréciaient à sa juste valeur une tradition vénérable. Il eut la satisfaction de recevoir enfin la confirmation suivante :

(Armoiries) Roma, 13 Aprile 1940-XVIII

Gran Magistero dell'Ordine
dei S. S. Maurizio e Lazzaro
Il Primo Segretario di S. M.
1783/2

*Egregio Conte,*

In relazione al Vostro interessamento, sono lieto di communicarVi che, dopo lunghe e laboriose indagini presso gli Archivi Storici di questo Gran Magistero, è stata ripristinata l'antica usanza della concessione di una Onorificenza Mauriziana al Vescovo Abate di St. Maurice, dell'Abbazia di S. Maurizio d'Agauno.

Pertanto il predetto Abate potrà avanzarne domanda a Sua Maestà, per il tramite del Ministero degli Affari Esteri.

Con particolare considerazione.

Il Primo Segretario di Sua Maestà
Thaon (m. p.)[2].

Le changement récent sur le siège abbatial aurait dû permettre de se prévaloir du vieux privilège ainsi reconnu. Mais les événements politiques de ces derniers mois en ont différé encore la réalisation. Puisse la paix revenir bientôt dans le pays voisin et, avec elle, la reprise d'une tradition plus de deux fois séculaire.

*H. C. de Zeininger.*

[1] « L'hérédité dans les ordres de chevalerie », dans la Rivista Araldica, 1937, p. 375 ss., 423 ; « Un privilège peu connu », dans Rivista illustrata — Sovrano Militare Ordine di Malta, Rome, 1942, (6e année), N° 8, p. 5 ss. — Un privilège assez identique à celui des abbés de St-Maurice est celui des descendants de Jean-Baptiste de Salis (mort en 1638 ; sa descendance actuellement vivante, dans l'Almanach généalogique suisse, Zurich, 1943, pp. 460-78) qui sont, par droit héréditaire, chevaliers de l'Ordre pontifical de l'Eperon d'or (voir : « L'Ordre de l'Eperon d'or », dans les Archives héraldiques suisses, 1939, p. 91 ss.).

[2] Le grand-amiral duc Paul Thaon de Revel, actuellement président du sénat du royaume.

# Zur Applikation der Konventmesse im 17. Jahrh.

Abt Adalbert II. de Medell führte 1692 in Disentis ein genaues Formular für die Meßintentionen des täglichen Hochamtes ein. Eine Kopie davon hing bis vor wenigen Jahren noch in der Klostersakristei. Eine bedeutend ältere Abschrift, die dem Original nahe steht, wenn nicht sogar mit ihm identisch ist, findet sich im Klosterarchiv. Der ganze Wortlaut dieses Textes folgt hier in genauer Widergabe. Einsiedeln hat heute noch in der Sakristei ein Applikationsschema. Dessen Originaltext hat uns P. Josef Dietrich in seinem Tagebuch zu 1670 aufgeschrieben. Eine Kopie dieses Textes verdanke ich P. Rudolf Henggeler, Stiftsarchivar in Einsiedeln. Die sachlich bemerkenswerten Verschiedenheiten dieses kürzeren Textes sind in den Anmerkungen beigebracht.

FORMULA INTENTIONIS

Applicandi Missam Conuentualem in Monasterio Disertinensi
Abs Reuerendissimo Domino nostro Domino Adalberto eiusdem Monasterii
Abbate obseruari praecepta. Cal. Januarii Anno 1692.

Die Dominica.

*Fructus* Impetrationis generatim applicetur pro Bono totius Vniversalis Ecclesiae nec non pro Bono ac necessitatibus Monasterii nostri et Religiosorum omnium eidem incorporatorum tam in temporalibus quam in spiritualibus: *Speciatim* vero pro Sanctissimo nostro Papa, Extirpatione haeresum, Exaltatione S. Romanae Ecclesiae et Concordia Principum Christianorum. *Fructus* autem Satisfactionis applicetur pro vniversis Fidelibus defunctis, illis praesertim, qui Monasterio nostro vel gratiose tribuerunt Priuilegia aliqua vel ad horum Impetrationem, Confirmationem aut Reparationem quovis modo unquam allaborarunt.

Feria secunda.

*Fructus* Impetrationis generaliter applicetur ut supra. *Specialiter* autem pro Religiosis nostris, vt suas quascunque functiones, praesertim in studiis Litterarum aut Confessionibus excipiendis vel Concionibus habendis ad salutem Animarum suarum pro Bono Monasterii ad Dei honorem et gloriam ac Proximorum vtilitatem strenue exequantur. *Fructus* autem Satisfactionis applicetur pro Monasterii nostri defunctis Patribus et Fratribus, quatenus aliquis vel aliqui illorum adhuc detinerentur in Purgatorio [1].

[1] Im Einsiedler Exemplar finden sich die Wochenbezeichnungen Die Lunae, Die Martis usw. Am Montag fehlt in Einsiedeln nach functiones die Ergänzung: praesertim in studiis Litterarum aut confessionibus excipiendis vel concionibus habendis; ebenso fehlt ac Proximorum vtilitatem.

Feria tertia.

*Fructus* Impetrationis generaliter applicetur vt supra : *Specialiter* vero idem fructus applicetur pro necessitatibus omnium illorum, pro quibus forte supersunt aliquae Missae votiuae a nostris Sacerdotibus legendae. *Fructus* autem Satisfactionis applicetur pro Fidelibus defunctis, pro quibus forte adhuc extant aliquae Votiuae persolvendae necnon et pro illis animabus, quae praeter Communia Ecclesiae suffragia, omni alio speciali subsidio destituuntur [1].

Feria quarta.

*Fructus* Impetrationis generaliter applicetur vt supra. *Specialiter* autem idem fructus applicetur pro omnibus Benefactoribus et Benefactricibus nostris adhuc in viuis agentibus. *Fructus* vero Satisfactionis applicetur pr animabus Benefactorum nostrorum vtriusque Sexus iam in Domino dormientium, iis praesertim, pro quibus in Monasterio nostro aliqua vnquam fundata fuerunt Aniversaria [2].

Feria quinta.

*Fructus* Impetrationis generaliter applicetur vt supra: *Specialiter* vero applicetur, vt Deus tam in Nobis omnibusque Monasterii nostri Religiosis quam in vniversis Cristifidelibus adaugeat Deuotionem et Cultum erga Ss. Evcharistiae Sacramentum, ac extirpet omnes haereses adversus illud pugnantes. *Fructus* vero Satisfactionis applicetur pro vniversis, qui aliqua pia legata fieri curaverunt pro Monasterio nostro nec aliquam obinde habent specialem fundationem [3].

Feria Sexta.

*Fructus* Impetrationis generaliter applicetur vt supra : *Specialiter* vero applicetur, vt Deus in nobis et omnibus Sacri Ordinis nostri Religiosis tam viris quam foeminis ac vniversis fidelibus excitet et adaugeat fidem in Christum Dominum, eiusque Sanctissimam Passionem atque ex huius meritis infinitis concedat gratiam, vt Sancta Monastica Disciplina, praesertim in Monasterio nostro conseruetur et augeatur, secundum verum Spiritum SS. Patris nostri Benedicti. *Fructus* vero Satisfactionis applicetur pro illis fidelibus Defunctis, quibus vel ex Justitia dum forte aliquid esset

[1] Einsiedeln hat den letzten Text necnon et pro illis Animabus etc. nicht. Formell ist auch die Einleitung ganz anders : Retenta illa generali applicatione pro Bono tum Ecclesiae universalis tum Monasterii nostri, speciatim etc.

[2] Einsiedeln viel kürzer : Praeter illam universalem applicationem Fructus Impetrationis specialiter applicetur pro omnibus Benefactoribus nostris. Fructus vero Satisfactionis pro animabus, pro quibus in Monasterio nostro aliqua unquam sunt fundata Anniversaria.

[3] Einsiedeln hat nur andern Anfang : Juxta praetactam universalem applicationem Fructus Impetrationis etc.

neglectum vel ex Charitate siue Religionis siue Consanguinitatis siue Beneficentiae siue alio quocunque titulo tenemur et obligamur [1].

Die Sabbathi.

*Fructus* Impetrationis generaliter apllicetur vt supra : *Specialiter* vero applicetur, vt Deus in nobis praesertim ac in iis, qui nobis commissi sunt, universisque fidelibus necnon Inimicis nostris, si qui extarent, dignetur excitare et augere Amorem et Venerationem erga Immaculatam Dei Matrem ac Dominam nostram in ordine ad istum Eidem primitus a Beatis Placido et Sigisberto Patronis ac Fundatoribus nostris ante vndecim fere saecula consecratum Locum. *Fructus* vero Satisfactionis applicetur pro Animabus Purgatorii omnium illorum, qui dum viuerent, Cultui Beatissimae Virginis specialiter addicti fuerunt aut quovis modo coluerunt ipsum Sanctissimum Locum [2].

Pro Coronide autem generatim.

*Notandum 1.* Omnino expedire, ut praeter dictam Generalem et Specialem applicationem Fructus Impetrationis in omnibus omnino Missis etiam Priuatis fiat memoria omnium eorum, quorum forte adhuc extant aliquae Votiuae persolvendae et illorum quoque, qui Saluberrima Confessionis et Ss. Evcharistiae Sacramenta in nostris Ecclesiis suscipiunt, aut unquam susceperunt [3].

*Notandum 2.* In omnibus etiam Conventualibus Missis faciendum esse oblationem in gratiarum actionem pro omnibus gratiis et gloriis primo ex Deo in Christum et ex Meritis Christi in Beat ... [4] mediante in omnes Sanctos, praecipue in sacri huius Loci Tutelares et in Eos, quorum Sacrae hic asseruantur Reliquiae ... [5].

*Notandum 3.* In omnibus Missis et ... [6] pro custodia Ss. Angelorum, qua sacrum hunc Locum per tot saecula et per tot mundi vicissitudines,

[1] Nur leichte Änderungen in Einsiedeln z. B. Anfang : Praeter universalem illam applicationem Fructus Impetrationis, etc. ; ferner in Christum ohne Dominum, weiter secundum verum spiritum Benedictinum, endlich fuisset statt esset. Am Schlusse fehlt et obligamur.

[2] Einsiedeln : Juxta praedictam universalem applicationem Fructus, etc. ; venerationem Beatissimae Virginis, in ordine ad istum Eidem Divinitus consecratum locum. Die Erwähnung der Immaculata fehlt in Einsiedeln. Der Schluß kürzer : viverent, aliquo Cultu ac Veneratione quovis modo coluerunt istum sanctissimum locum.

[3] Einsiedeln : Schluß schon bei persolvendae.

[4] Raum für ca. 35 Buchstaben. Die Tafel ist nicht mehr leserlich. Die neuere Kopie liest : in B. M. V. s. Spiritu mediante. Einsiedeln : in Beatissimam Virginem atque hac mediante.

[5] Einsiedeln schließt anders : Sanctos, praesertim Patronos tum nostros tum huius Sancti Loci promanarunt.

[6] Raum für ca. 40 Buchstaben. Die neuere Kopie liest : Missis et Precibus gratias agant pro custodia.

temporum varietates ... [1] conservaturi sunt. Item pro omnibus gratiis in Angelorum Hierarchias unquam a Deo collatis ... [2].

Die barocken Meßintentionen knüpfen mit ihrem Hauptinhalte an die schon seit der *Karolingerzeit* gebräuchlichen Votivmessen an, die im Hochmittelalter noch vermehrt wurden. Es ist also mittelalterlicher Brauch, daß z. B. am Montag für die Verstorbenen gebetet, daß am Donnerstag der heiligen Eucharistie, am Freitag der Passion und endlich am Samstag der Muttergottes gedacht wurde. Auch die neun Engelchore vergaß man nicht [3]. Nachdem die Messe durch die geringe Achtung bei den Gläubigen des 15. Jahrh. und durch die Ablehnung der Protestanten im 16. Jahrh. stark an Hochschätzung eingebüßt hatte, legte erst wieder das *Trienter Konzil* in seiner 22. Sitzung im Jahre 1562 erneut das Wesen und den Wert dieses Opfers dar. Besonders wurde die hl. Messe als Genugtuung für die Sünden und als Fürbitte zur Erlangung von Gnaden ins Licht gesetzt (propitiatorium pro vivis et defunctis) [4]. Deshalb erschienen nun zahlreiche Werke über den Wert der Messe. So hebt Joh. Baptist Bizozero in seinem Meßtraktat von 1622 genau den satisfaktorischen und propitiatorischen Wert hervor. Der Anteil der Kirche und des Papstes wird nicht vergessen [5]. Die St. Galler Theologie von 1670 teilt die Früchte in sieben Abstufungen ein, die erste für die Kirche, die zweite für den Papst usw. [6] Es war daher kein großer Schritt mehr zur Einteilung, wie sie das Einsiedler Exemplar von 1670 und das Disentiser von 1692 aufweist.

Es sind auch zwei typisch theologische Äbte, welche die vorliegenden Meßintentionen eingeführt haben. Die Einsiedler Form dürfte wenigstens mittelbar auf den Einfluß des Abtes *Augustin II., Reding*, zurückgehen. Am 17. Juli 1670 wurde er zum Abte gewählt. Einer seiner ersten Anordnungen war, daß er am 28. November 1670 den Kapitularen eine Formel für die Meßintentionen des Konventamtes vorlegte, welche das Kapitel auch billigte. Man nahm auch deren Drucklegung in Aussicht. [7]

[1] Raum für ca. 40 Buchstaben. Die neuere Kopie liest: varietates conservabant et etiam in futurum conservaturi sunt.

[2] Die neuere Kopie entfernt sich hier von dem sicheren Texte der alten Kopie, da sie schreibt: Item pro omnibus gratiis Angelis a Deo unquam collatis. Einsiedeln hat folgenden Eintrag: Specialiter autem agendas Deo gratias pro custodia Sanctorum Angelorum omnibusque Gratiis in Angelorum Hierarchias taliter collatis, ut et nos earundem fiamus participes.

[3] *Franz Ad.*, Die Messe im deutschen Mittelalter (1902), S. 139-149, 155-162, 218 f., 273-275. *Eisenhofer L.*, Handbuch der katholischen Liturgik 2 (1933) 13-17, 132-133. *Martene Edm.*, De antiquis monachorum ritibus (1690), S. 200-201, 218-219, 251.

[4] Sessio 22 cap. II und Can. III. Canones et Decreta Concilii Tridentini, ed. Paris 1832, S. 146, 149.

[5] *Bizozero Jo. Bapt.*, Tractatus de septem ecclesiae sacramentis, Mediolani 1622, S. 108-110.

[6] Cursus Theologicus Monasterii St. Galli 9 (1670) 538-542.

[7] Tagebuch von P. Josef Dietrich (zum 28. Nov. 1670): Tandem proposuit a Capitularibus omnibus in eam consentientibus approbandam sequentem Missae

Gedruckte Exemplare ließen sich freilich bislang noch nicht finden. Abt Augustin II. († 1692) war ein sehr fruchtbarer Theologe, ein besonderer Verehrer der heiligen Eucharistie und der Muttergottes [1]. Er verteidigte auch die Engelweihe in einer eigenen Schrift, die 1659 herauskam. So erklärt es sich, warum er die Konsekration der Einsiedler Gnadenkapelle und die Mittlerschaft Marias hervorhebt (hac mediante). Von Einsiedeln hat wohl Disentis seine Anregung. Noch zu Lebzeiten des Abtes Reding führte Abt *Adalbert II.* (1655-96) die gleichen Meßintentionen ein, indes etwas verändert. Auffällig ist die Montagsintention, welche die Studien und das Seelsorgswirken der Mönche einbezieht. Statt der Engelweihe figuriert am Samstag die *Immaculata.* Schon das Trienter Konzil hat in der 6. Sitzung von 1547 die katholische Anschauung festgelegt (Sessio VI, canon 23). Das Fest ging noch im 16. Jahrh. unter Papst Pius V. in das römische Brevier und Missale ein und war im 17. Jahrh. allgemein verbreitet [2]. Das Disentiser Proprium von 1690 notiert das Fest als duplex II. classis cum octava zum 8. Dezember. Wie sehr übrigens Abt Adalbert II. ähnlich wie Abt Augustin II. ein Marienverehrer war, erhellt daraus, daß er schon 1658 die Skapulierbruderschaft eingeführt hatte [3]. Die Einführung der verschiedenen Meßapplikationen für das Konventamt von 1692 ist ein beredtes Zeugnis für den liturgischen Eifer des Abtes [4]. Es wäre zu wünschen, daß noch weitere Zeugnisse für die Verbreitung dieser Übung beigebracht werden könnten.

*P. Iso Müller.*

Conventualis applicandae formulam. Darauf folgt der Text der Intentionen. Dazu Kapitelsakten: Proinde iuxta certam intentionem typo mox inprimendam receptum fuit, quomodo deinceps missa Conventualis habenda et quibus supplicanda foret. Freundl. Mitteilung von P. Rudolf Henggeler, Stiftsarchivar in Einsiedeln.

[1] *Henggeler P. Rudolf*, Profeßbuch der Abtei Einsiedeln (1933), S. 141, 143, ebenda zu den Intentionen S. 136, 142.

[2] *Eisenhofer L.*, Handbuch der kath. Liturgik 1 (1932) 594.

[3] Synopsis (Klosterchronik von ca. 1696) ad annum 1658 (Stiftsarchiv Disentis).

[4] Abt Anselm Huonder schärfte die Intentionsformulare von 1692 seinem Kapitel 1817 von neuem ein. Acta Capitularia II. S. 131.

# REZENSIONEN — COMPTES RENDUS

**Karl August Fink : Das Vatikanische Archiv.** Einführung in die Bestände und ihre Erforschung, unter besonderer Berücksichtigung der deutschen Geschichte (= Bibliothek des deutschen historischen Institutes in Rom, Bd. 20). Rom, W. Regenberg (Auslieferung : C. F. Fleischer in Leipzig). 1943. x-153 SS.

Wer je Gelegenheit hatte, im Vatikanischen Archiv in Rom zu arbeiten, weiß, wie schwer es dem Anfänger fällt, sich in den vielfältigen Beständen zu orientieren und sich für sein Spezialgebiet die nötigen Akten zu verschaffen. Ist doch allein die erste Übersicht über die in einem eigenen Saal zusammengestellten Indices und die Art und Weise ihrer Benutzung erst in sehr langer Übung zu gewinnen. Aber selbst Gelehrte, die jahrelang im Vatikanischen Archiv tätig sind, stehen gelegentlich vor beinahe unlöslichen Problemen. Wenn es dazu eines Beweises bedürfte, so mag der Hinweis genügen, daß oft selbst von namhaften Historikern sehr wichtige Quellengruppen « übersehen » werden ; vom Unheil, das mehr als bloß gelegentlich durch unvollständige, mangelhafte oder sogar fehlerhafte Zitation angerichtet wird, gar nicht zu reden.

Wir wollen zwar gern zugestehen, daß im Laufe der letzten Jahre für die bequeme Benützung des Archives unendlich viel geschehen ist. Die jetzige Archivleitung hat die Indices in sehr anerkennenswerter Weise vermehrt oder neu bearbeiten lassen. Und vor allem in den vom gelehrten Archivpräfekten, Monsignore Angelo Mercati, und seinen Mitarbeitern herausgegebenen *Sussidi per la consultazione dell' Archivio Vaticano* und den *Inventari dell' Archivio Segreto Vaticano* (über diese : Fink 12 40 127 f.) sind dem Archivbenützer Hilfsquellen zur Verfügung gestellt worden, die man nicht dankbar genug entgegennehmen kann. Denken wir nur einmal daran, daß nach dem Erscheinen der *Sussidi I.* die Benützung des so wichtigen *Schedario Garampi* nicht mehr eine eigentliche « Geheimwissenschaft » geblieben ist. — Die Historiker aller Herren Länder haben darüber hinaus immer und immer wieder im Vatikanischen Archiv und bei seiner Leitung Entgegenkommen und freundlichste Auskunftbereitschaft erfahren dürfen, wie sie einem kaum irgendwo sonst begegnet. Darüber ist nur ein Lob in aller Mund. Wer sich um Auskunft an den um das Archiv hochverdienten Msgr. Angelo Mercati wandte, lief zwar noch nie Gefahr in ein stundenlanges Gespräch verwickelt zu werden, bekam aber in jedem ernsten Fall eine knappe, aber immer gleich freundliche und zuverlässige Antwort. Die Ehrungen, die er auf seinen 70. Geburtstag hin von allen Benutzern des Vatikanischen Archivs erfahren durfte — auch der vorliegende Archivführer ist ihm auf diesen Anlaß hin gewidmet worden — waren deshalb mehr als wohlverdient.

Niemand anders als Msgr. Angelo Mercati hätte darum bei seiner außerordentlichen Sachkenntnis, in welcher er von niemand erreicht wird, besser einen Führer durch das Vatikanische Archiv bearbeiten können. Aber seine bisherigen gelehrten Arbeiten zur Geschichte und Kenntnis des Archivs, nicht zuletzt die so wichtige Archivgeschichte, an welcher er seit langem arbeitet, haben ihn sicher von dieser Aufgabe entbunden. Wir wissen ihm aber Dank dafür, daß er wenigstens einer jungen und tüchtigen Kraft, dem jetzigen Ordinarius für kath. Kirchengeschichte an der Universität Tübingen, K. A. Fink, der jahrelang in Rom für das *Repertorium Germanicum* tätig war, erlaubte, in deutscher Sprache den längst notwendig gewordenen Archivführer zu schreiben und dieses Unternehmen durch Rat und Tat unterstützte. Denn der aus dem Jahre 1911 datierende *Guide aux archives du Vatican* von G. Brom konnte längst nicht mehr genügen, ganz abgesehen davon, daß vor allem unter dem Pontifikat Pius XI. das Archiv einen außerordentlichen Zuwachs durch neue Fondi erfahren hat, welche bisher höchstens in den kurzen Übersichten von B. Katterbach O. F. M. (in : Enciclopedia Italiana IV.) und in einem von A. Mercati ausgearbeiteten Schema (darüber Fink 12 20 ff. 136) kurz erwähnt wurden.

Der Verfasser des neuen Führers bespricht in einer Einleitung zuerst das Vatikanische Archiv, sein Wesen und seine Entstehung, und bietet einen knappen aber doch dankenswerten Abriß des kurialen Geschäftsganges. — Dann bespricht er die Bestände und ihre Einteilung im allgemeinen und bietet einen Überblick über die im Archiv zur Verfügung stehenden wissenschaftlichen Behelfe (*Indices, Repertorien* usw. ; vgl. auch S. 10 : Handbibliothek und Konsultationsbibliothek). — Und nun setzt die Besprechung der einzelnen Fondi ein. Für jeden Fondo wird zuerst eine kurze Geschichte desselben geboten nebst einer Übersicht über das, was in ihm gefunden oder auch nicht gesucht werden darf. Bei jedem Fondo ist hinreichende Literatur angegeben, welche eine weitere Orientierung erlaubt. Besonders genau werden die im Archiv für jeden einzelnen Fondo vorhandenen Inventare verzeichnet, wobei die Akribie soweit getrieben ist, daß auch gleich angegeben wird, ob das Inventar sich mit oder ohne Nummer bereits im Saal der Indices befindet oder noch beim Archivpräfekten zu verlangen ist. Gerade diese Übersicht über die vorhandenen Indices, unter denen sich ein Anfänger immer nur mit großer Schwierigkeit zurechtfindet, wird von jedermann gern entgegen genommen, umso mehr, als der Verf. in den meisten Fällen diese Indices vortrefflich charakterisiert. Aus der Aufzählung der Indices geht aber auch die Riesenarbeit hervor, welche in den letzten Jahren für die weitere Erschließung des Archivs von der Leitung desselben geleistet wurde.

Die Arbeit, die K. A. Fink uns hier vorlegt, ist eine ganz ausgezeichnete. Man spürt auf jeder Seite, daß eine so ausgebreitete Kenntnis des Archivs und seiner Abteilungen nur in jahrelanger täglicher Arbeit im Archiv selbst erworben werden konnte, und daß der Verf., wie er selbst dankbar anerkennt, sich einer außerordentlichen Mitteilsamkeit des Archivpräfekten erfreuen durfte. Es ist aus der Ferne und aus bloßer Erinnerung gar

nicht möglich, irgendwelche Ergänzungen zu bieten. Über die Frage, wie das Vatikanische Archiv, wenn möglich unter Wahrung des Provenienzprinzips einzuteilen sei, besonders nachdem es unter dem letzten Pontifikat immer mehr zum eigentlichen Zentralarchiv der Kurie entwickelt wurde, kann man immer etwas geteilter Meinung sein; so aber wie die Verhältnisse in Wirklichkeit liegen, scheint mir die von Fink gebotene Einteilung sachlich begründet zu sein und allen praktischen Bedürfnissen zu genügen. Berichtigend möchte ich erwähnen, daß der S. 114 erwähnte Index von J. Marx zu *Ordini religiosi, Fondo Domenicano* nicht diesen Fondo betrifft, sondern zum *Archivio diplomatico, Domenicani* (bei Fink S. 124 erwähnt) gehört; es sind in diesem Inventar die 328 Papstbullen verzeichnet, welche, ich weiß nicht auf welchen Umwegen, vor etlichen Jahrzehnten aus dem Ordensarchiv in das Vatikanische Archiv gelangten (sie wurden seinerzeit von Brémond noch im Ordensarchiv bei Anfertigung des *Bullarium Ord. Praed.* benützt und sind dort als *Exstat in archivio ordinis* bezeichnet). — Auch die übrigen von J. Marx angefertigten Indices, die S. 114 erwähnt werden, erschließen meiner Erinnerung nach das *Archivio diplomatico, Ordini religiosi.*

Sehr dankenswert ist auch, was der Verf. über die bisherige Erforschung des Vatikanischen Archivs (S. 125 ff.) sagt und durch eine genaue Bibliographie der bisher im Druck erschienenen großen Quellenveröffentlichungen (Papstregister, *Repertorium Germanicum*, Publikationen zum päpstlichen Finanzwesen, Nuntiaturberichte der verschiedenen Länder) belegt. Wenn auch das *Concilium Tridentinum* der Görresgesellschaft nicht ausschließlich auf Vatikanischen Akten beruht, so hätte ich es doch als wünschenswert erachtet, wenn auch für diese wichtige Quellenpublikation eines hochangesehenen römischen Institutes eine Übersicht geboten worden wäre (vgl. Fink 134). — Unter den an der systematischen Erschließung des Vatikanischen Archivs arbeitenden Instituten hätten wohl auch die in Rom errichteten historischen Institute der verschiedenen religiösen Orden, Jesuiten, Dominikaner usw., eine Erwähnung verdient. Für die Neuausgabe des *Bullarium Ord. Praed.* hat beispielsweise bereits um die Jahrhundertwende P. Vinc. Ligez O. P. die Vatikanischen Register systematisch durchgearbeitet und exzerpiert (im Ordensarchiv handschriftlich vorhanden); die Anfänge dieser Neuausgabe sind in den *Analecta Ordinis Fratrum Praedicatorum* publiziert worden.

Jeder Historiker wird dem gelehrten Verfasser überaus dankbar sein, daß er diese so wertvolle, übersichtliche und genaue Einführung in das Vatikanische Archiv geschaffen hat. Sie ist in jeder Beziehung mustergültig und kann dem Anfänger seine Arbeit gewaltig erleichtern; ja selbst dem Kenner vermag sie unendlich vieles zu bieten.

Es sei mir erlaubt, im Zusammenhang mit dieser Anzeige einen doppelten Wunsch auszusprechen:

1. Die Durchsicht dieses Führers durch das Vatikanische Archiv läßt einen mit Wehmut daran denken, daß die Schweiz in Rom mit keinem wissenschaftlichen Institut vertreten ist, welches sich die systematische Erforschung der Vatikanischen Bestände zur Nutzbarmachung für die

Landesgeschichte zum Ziele setzte. Alles, was bisher geschah (wir denken hier an die Veröffentlichungen von Wirz, die Fink oft so anerkennend erwähnt; an die Nuntiaturberichte, die H. Reinhardt und F. Steffens begonnen haben), war mehr oder weniger der privaten Initiative zu verdanken, die etwa von einer wissenschaftlichen Gesellschaft unterstützt wurde. Und doch wäre aus den Vatikanischen Beständen auch für unsere Landesgeschichte noch so viel wichtiges und unbekanntes Material zu schöpfen, besonders nachdem nun auch das Archiv der päpstlichen Nunziatur in Luzern nach vielen Irrwegen nach Rom zurückgekommen ist (vgl. Fink 79) und die *Nunziatura di Lucerna* durch ein neues Inventar von Msgr. P. Krieg erschlossen worden ist. Auch sonst legt uns die Durchsicht dieses Führers so oft nahe, wie wichtig eine organisierte Arbeit im Vatikanischen Archiv für die Geschichte der Schweiz wäre. Denn die Abschriften Vatikanischer Akten, die sich im Bundesarchiv in Bern befinden, und auf welche schweizerische Forscher immer wieder zurückgreifen müssen, vermögen nur einen bescheidenen Ersatz für das zu bieten, was in Rom selbst noch zutage gefördert werden könnte. Sollte es nicht nach Eintritt friedlicher Zeiten möglich sein, in Rom ein vielleicht bescheidenes schweizerisches historisches Institut zu begründen, von welchem aus eine fruchtbringende wissenschaftliche Arbeit unternommen werden könnte? Für die schweizerische Geschichtswissenschaft müßte das eine der zuerst zu lösenden Aufgaben sein.

2. Wir denken mit einer gewissen Wehmut daran, daß in diesen bösen Kriegszeiten nun auch unersetzliche Bestände von einer übernationalen Bedeutung wie die des Vatikanischen Archivs, der Vatikanischen Bibliothek usw. in höchste Gefahr geraten sind. Wer jahrelang an diesen beiden Stätten internationaler Wissenschaft tätig sein durfte, dem krampft sich das Herz zusammen beim Gedanken, daß hier durch irgend ein gewolltes oder ungewolltes Mißgeschick ein Unheil angerichtet werden könnte, das nicht mehr gut zu machen wäre; was hätten ein Sacco di Roma oder die Verschleppung des Archivs nach Paris durch Napoleon neben einer Katastrophe zu bedeuten, wie sie nur der heutige Weltkrieg bereiten kann? Wir bitten den Herrgott, daß er jene herrlichen Stätten der Wissenschaft erhalte, an welchen die Gelehrten aller Länder sich einträchtig zusammenfinden konnten, um ihrer friedlichen Forscherarbeit nachzugehen, welche im Vatikan, wie nirgends auf der Welt, durch die Munifizenz der Päpste und durch die Gelehrsamkeit der Hüter ihrer Schätze gefördert wird.

Luzern. Dr. *Dom. Planzer* O. P.

**Katholisches Missionsjahrbuch der Schweiz.** Annuaire missionaire catholique de la Suisse. 9. Jahrgang (= 22. Jahrbuch des akademischen Missionsbundes der Universität Freiburg, Schweiz). Druck: Freiburg, St. Paulusdruckerei. Selbstverlag des SKAMB, Freiburg. 1942. 112 SS.

Es ist dem kath. akademischen Missionsbund in Freiburg trotz der Kriegszeiten gelungen, das immer wertvolle Missionsjahrbuch für 1942 herauszubringen. Wie gewohnt, erscheint es in gutem typographischem

Gewand, mit vortrefflichen Bildern und aktuellen Artikeln. Besonders hervorzuheben sind dieses Mal die Arbeiten von P. Laurentius Kilger O. S. B. (Die Mönchsmission) und von Joh. Beckmann S. M. B. Die Stellung der katholischen Missionare zur chinesischen Kultur). Die von Joh. Beckmann bearbeitete Missionsbibliographie der katholischen Schweiz für das Jahr 1941 ist, obwohl sie der Verhältnisse wegen etwas kürzer geworden ist als auch schon, auch für den kath. Historiker sehr wertvoll. Zu bedauern ist, daß das Namensregister dieses Mal weggelassen wurde. — Unter den in der Schweiz erscheinenden Veröffentlichungen über die Missionen nimmt das Kath. Missionsjahrbuch durch seine ganze Art einen ersten Platz ein.

Luzern. Dr. *Dom. Planzer* O. P.

**1. Joh. Fäh: Die Geschichte der Pfarrkirche St. Georg zu Oberkirch und Kaltbrunn 940-1940.** Uznach, K. Oberholzers Erben 1940. 229 + [11] SS.

**2. Festschrift zum hundertjährigen Bestehen der katholischen Genossenschaft Schaffhausen 1841-1941.** Herausgegeben von der katholischen Genossenschaft Schaffhausen. Redaktion: Dr. Eugen Isele. Druck: Schaffhausen, Bolli u. Böcherer A. G. [1941]. 263 SS.

**3. Dr. P. Ephrem Omlin O. S. B.: Gedenkblatter zum zweihundertsten Weihetag der Pfarrkirche von Sarnen 1742-1942.** Druck: Sarnen, L. Ehrli u. Cie. 1942. 95 SS.

**4. Roman Pfyffer: Die katholische Schule in Basel.** Druck: Basel, Druckerei Cratander A. G. 1942. 70 SS.

Über Gedenk- und Gelegenheitsschriften, welche für kirchliche Jubiläen herausgegeben werden, waltet oft ein eigentlicher Unglücksstern. Sie werden oft, genau so wie die « Festschriften » für das Jubiläum eines Kegelklubs oder einer Musikgesellschaft, dem ersten besten Lokalhistoriker (oder auch Nicht-Historiker) anvertraut, sodaß die Gelegenheit gründlich verpaßt wird, einmal eine zuverlässige Geschichte einer Kirche oder einer Pfarrei zu schreiben. Mit umso größerer Freude zeige ich darum einige Gelegenheitsschriften an, welche aus diesem bedenklichen Niveau hervorragen:

1. Amtsschreiber Joh. Fäh behandelt die Geschichte der Pfarrkirche St. Georg zu Oberkirch und Kaltbrunn anläßlich des tausendjährigen Bestehens. Ich will zwar gleich bemerken, daß der Beweis für die just 940 erfolgte Gründung in der Schrift nicht erbracht wird. — Der Verf. hat mit ungeheurem Fleiß die Materialien zur Geschichte der genannten Kirche gesammelt. Breit, zuweilen fast zu breit, hat er die Dokumente zu seiner lesenswerten Darstellung verarbeitet, die einen guten Eindruck erweckt. Besonders die Neuzeit seit der Reformation wird mit großer Ausführlichkeit behandelt, und es ist hier sicher alles zusammengetragen worden, was irgendwie zur Aufhellung der Geschichte der Kirchen und der Pfarrei beitragen kann. Sehr wertvoll sind die beigefügten Listen der Pfarrherren und Kapläne, der Geistlichen und Ordensangehörigen aus Oberkirch oder

Kaltbrunn, sogar der Meßmer, der Kirchenverwaltungen, der Chordirigenten usw. Der Lokalhistoriker findet hier sehr wertvolles Material verarbeitet, das in ausführlichen Indices zugänglich gemacht wird. Die Arbeit wird durch zwei fremde Beiträge über die 1920-21 durchgeführte Renovation der Kirche zu Kaltbrunn abgeschlossen. Alles in allem, eine sehr gewissenhafte Arbeit. — Weniger gut als die neuere Geschichte sind die Anfänge beschrieben. Gar dem Kapitel über den hl. Georg und seine Verehrung merkt man deutlich an, daß ihm kein geschulter Hagiograph zu Gevatter stand ; hier ist aus dem « griechischen Georgsforscher » (S. 8) K. Krumbacher und andern so vieles kunterbunt zusammengetragen worden, daß ein eigentliches « Kosimosi » entstand. — Auch sonst wird leider vieles mit einer unendlichen Breite geschildert, so daß der Fluß der Erzählung oft ins Unendliche geht. — Daß der S. 9 erwähnte *französische Dictionnaire von Fernand Carbol* (sic !) nichts anderes ist als der *Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie von F. Cabrol,* muß man schon wissen. — Trotz dieser Ausstellungen rechne ich die vorliegende Festschrift zu den guten Leistungen. Die zahlreichen Illustrationen sind mit Kenntnis ausgewählt und wertvoll.

2. Sehr interessant ist die Festschrift, welche mehrere Verfasser der Geschichte der katholischen Kirche und den Schicksalen der Katholiken in Schaffhausen gewidmet haben. Schaffhausen nimmt in der Kirchengeschichte der Schweiz im 19. Jahrhundert einen ganz besondern Platz ein ; der Kreis, der sich dort um den zur kath. Kirche konvertierten Antistes F. E. Hurter bildete, und die von ihm oder auf seine Anregung hin erschienenen Schriften haben sogar europäische Bedeutung gehabt. Umso wertvoller ist es, wenn diese Dinge einmal gesamthaft zur Darstellung gebracht wurden. Daß der jetzige Freiburger Universitätsprofessor Dr. Eugen Isele, dessen Zuständigkeit in der Darstellung der religionspolitischen Verhältnisse in der Schweiz im 19. Jahrhundert nicht eigens betont werden muß, diese Festschrift leitete, war zum vornherein eine Gewähr dafür, daß hier nur allerbestes geboten würde. Dr. Isele selbst hat zwei wichtige Beiträge geliefert : Die Entwicklung der Religionsfreiheit im Kanton Schaffhausen (S. 14 ff.) und Antistes Friedrich Emanuel Hurter und seine Zeit (S. 105 ff.). Es sind das in ihrer Art vorbildliche Leistungen. — Nicht minder wertvoll sind die Beiträge seiner Mitarbeiter : Dr. Gottfried Püntener (Die Errichtung der katholischen Pfarrei, S. 61 ff. ; Die kath. Pfarrherren seit 1841, S. 173 ff.), und Dr. Jos. Ebner (Die Entwicklung der Diaspora, S. 237 ff.). Mehr lokalgeschichtliches Interesse wecken die Arbeiten von Dr. Reinh. Frauenfelder (Das Stadtbild vor hundert Jahren, S. 9 ff.) ; Die Kultstätten der Schaffhauser Katholiken, S. 155). — Man legt diese Festschrift, deren Inhalt auf wissenschaftlicher Höhe steht und von allgemeiner Bedeutung ist, mit außerordentlicher Genugtuung aus der Hand. Man hat höchstens den Wunsch, daß man auch anderorts sich durch ein solches Vorbild bei ähnlichen Veröffentlichungen beeinflussen läßt.

3. Etwas kleiner und weniger anspruchsvoll ist die Festschrift, die Dr. P. Ephrem Omlin aus dem Stift Engelberg seiner heimatlichen Pfarr-

kirche zu Sarnen widmet. Aber auch sie ist in ihrer Art mustergültig, obwohl die Darstellung kurz und knapp ist. Sie umfaßt zwar nicht so bewegte Zeiten, wie sie etwa in der Geschichte der Katholiken von Schaffhausen geschildert werden mußten. Im wesentlichen bietet sie eine Baugeschichte der prächtigen Sarner Kirche, die an mehr als einer Stelle über Rob. Durrer hinausführt. Sehr sorgfältig sind die Verzeichnisse der Pfarrherren und Pfarrhelfer von Sarnen, der Kapläne in Kirchhofen und der aus der Pfarrei Sarnen stammenden Geistlichen bearbeitet worden. So klein dieses Muster einer Pfarreigeschichte ist, so groß ist die Freude, die man an ihr gewinnen kann.

4. Ein spannendes Stück Geschichte wird uns in der vom Pfarrherrn von St. Josef in Basel geschriebenen Arbeit über die katholische Schule in Basel lebendig vorgeführt. Aus bescheidenen Anfängen hat sich in der großen Diasporastadt am Rhein seit 1813 eine katholische Schule entwickelt, die nicht ohne Zwischenfälle durchhielt, bis sie 1884 dem Kulturkampf erlag. Erst 1933 hat der verdiente Pfarrer zu Heiliggeist, Prälat Rob. Mäder, unter großen Opfern in der St. Theresienschule für Mädchen wieder eine kath. Schule schaffen können, die bis heute die einzige kath. Bildungsstätte der Jugend in Basel geblieben ist, und dank der von den Basler Katholiken gemachten Aufwendungen bewundernswert durchhält. Es ist aufschlußreich, anhand der vorliegenden, auf guter Quellenkenntnis beruhenden Darstellung die wechselvollen Schicksale des Gedankens einer kath. Schule in Basel zu verfolgen.

Luzern. Dr. *Dom. Planzer* O. P.

Dr. Karl Schönenberger: Geschichte des Schweizerischen Studentenvereins. Auf Grund der 2. Auflage von Dr. Sebastian Grüter. Immensee, Calendaria A. G. s. a. (1941) XI-369 SS. Mit Tafeln.

Die Geschichte des schweizerischen Studentenvereins, welche seinerzeit von Seb. Grüter ausgearbeitet worden war, erwies sich im praktischen Gebrauch, trotz ihrer wissenschaftlichen Zuverlässigkeit, als etwas zu groß. Redaktor Dr. Karl Schonenberger hat sie den geäußerten Wünschen gemäß völlig neu bearbeitet und nicht unerheblich gekürzt. Wenn wir von rein studentischen Dingen absehen, die naturgemäß in einer solchen Geschichte zur Darstellung gelangen mußten, enthält der vorliegende Band doch nicht unwichtige Materialien zur Geschichte des schweizerischen Katholizismus im 19. und 20. Jahrhundert. Darum verdient das Werk auch in der Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte angezeigt zu werden. Die zuverlässige Darstellung, vor allem der allgemein interessierenden Dinge, ist einer wissenschaftlichen Überprüfung gewachsen und aller Anerkennung würdig.

Luzern. Dr. *Dom. Planzer* O. P.

**Joseph Boesch : Das Aufkommen der deutschen Urkundensprache in der Schweiz und seine sozialen Bedingungen.** Zürcher philos. Diss. Zürich, Ernst Lang, 1943. 126 S.

An Untersuchungen über Aufkommen und Verbreitung der volkssprachlichen Urkunde sind Vertreter der Geschichte und Philologie ziemlich gleichmäßig beteiligt. Sie treffen sich auf dem nahezu völlig unbebauten Boden der Bildungsgeschichte. Es bestehen Zusammenhänge zwischen der Verwendung der Volkssprache in den Urkunden und dem Aufkommen neuer Bildungsideale und -ziele, das läßt sich aus der Entwicklung der volkssprachlichen Prosa ersehen, deren Weg aus den klösterlichen Übersetzerschulen in die weltlichen Kanzleien zwar festgelegt, aber in seinen einzelnen Phasen noch keineswegs erfaßt ist.

Die Preisaufgabe, an deren Lösung sich der Verfasser vorliegender Dissertation mit Geschick und anerkennenswerter methodischer Schulung herangemacht hat, war von der Zürcher Philosophischen Fakultät gestellt worden. Die Problemstellung, die für Boesch damit gegeben war, ist aber nicht glücklich ; denn die Zusammenhänge der sozialen und bildungsmäßigen Bedingungen sind für das 13. Jahrhundert nicht geklärt, es würde auch den Tatsachen besser entsprechen, den Ausdruck « sozial » zu vermeiden und dafür ständisch zu sagen. Eine ähnliche Vorwegnahme einer späteren Terminologie oder späterer geschichtlicher Verhältnisse ist die willkürliche Festlegung des geographischen Raumes, für den die Untersuchungen zu führen waren. Man könnte ersteres damit rechtfertigen, daß bestimmte Standesgruppen Bildungsträger sein müssen, aber ohne die Berücksichtigung der Bildungsziele, der Umwertung der höfischen Ideale ins Bürgerliche, der geistigen Voraussetzungen der bürgerlichen Stadtkultur und ihrer Zusammenhänge mit der geistlichen und klösterlichen Bildung fehlt jede Grundlage. Das hat auch der Verfasser eingesehen, wenn er S. 121 erklärt, daß sich seine Methode, die im Wesentlichen eine glückliche Wiederaufnahme der Forschungen von Vancsa von 1895 bedeutet, nicht mehr weiter ausbauen läßt. Noch wichtiger wird es für die kommende Forschung sein, sich mit den Schriftformen, den Schreibschulen und -traditionen zu beschäftigen. Das ist nur durch Untersuchungen der Originale möglich. Mit den gedruckten Urkundenbüchern, welche die ausschließlichen Quellen für Boesch darstellen mußten, wird man diese Fragen nicht lösen können. Auch der gegenwärtige Stand der Hilfswissenschaften, die sich in den Einzelheiten älterer Papst- und Kaiserurkunden beinahe völlig zu verausgaben scheinen, ermutigt den Anfänger wenig, sich mit den Schriftformen der frühen deutschen Urkunde zu beschäftigen. Wie schöne Ergebnisse aber damit zustande kommen, zeigt das neue Freiburger Urkundenbuch von Friedrich Hefele (Freiburg i. Br., 1. Bd. 1939, besonders Vorwort S. XXI ff.).

Der Versuchung, das naturgemäß spärliche Material statistisch zu verwerten, ist Boesch, obwohl er S. 49 die Gefahren zu kennen behauptet, erlegen. Welch zackige aber wenig sagende Linien kommen da S. 79, 82, 84, 87, 94, 97, 104, 107 zustande ! Sie wurden aus dem Material

gewonnen, das sich größtenteils auf einstellige Zahlen berufen muß. Davor hätte sich Boesch von meinen Feststellungen Zs. f. Schweizer. Gesch. 22 (1942) S. 494 warnen lassen können.

Über die Stellung der Kirche zur Anwendung der deutschen Sprache in den Urkunden kommt Boesch zu keinem einheitlichen Ergebnis, was gewiß den Tatsachen entspricht. Seine sozial-ständische Gruppeneinteilung verweist auf die Differenzierungen in der Weltgeistlichkeit und betont, daß die Klöster nach der Herkunft ihrer Angehörigen zu unterscheiden sind. In bereits bestehenden Kanzleitraditionen tritt der Anwendung der deutschen Sprache ein größerer Widerstand entgegen als da, wo erst eine Tradition geschaffen werden muß und man sich von vornherein der deutschen Sprache bedienen kann. Die Frauenklöster beginnen etwa ein Jahrzehnt früher mit der deutschen Urkunde als die Männerklöster, bei denen innerhalb der einzelnen Orden (mit Ausnahme der Benediktiner) ein gleichmäßiges Verhalten beobachtet wird, so zwar daß die mit dem Adel in engerem Zusammenhang stehenden Klöster früher als die anderen mit der deutschen Urkunde beginnen, daß die Zisterzienser, Prämonstratenser und Chorherren am zähesten am Latein festhalten. Ob es berechtigt ist S. 122 von einem Niedergang der gelehrten Bildung in den Benediktinerklöstern und dessen Zusammenhang mit dem wirtschaftlichen Niedergang zu sprechen, möchte ich dahingestellt sein lassen, denn wirtschaftliche Not wirkt sich sehr häufig im entgegengesetzten Sinn aus und Schulmeister oder alte Leute pflegen zu allen Zeiten die Vergangenheit ihrer Gegenwart als besseres Vorbild vor Augen zu halten.

Hinter den naturgegebenen Mängeln der Anfängerarbeit und der bereits erwähnten nicht glücklichen Problemstellung, für die aber Boesch nicht verantwortlich ist, muß nachdrücklich auf den Fleiß, die Gewissenhaftigkeit und den redlichen Willen, der fast überall in der Arbeit zu spüren ist, hingewiesen werden. Es wäre zu wünschen, daß Boesch diesem so wichtigen Gegenstand noch einmal mit dem Rüstzeug der Hilfswissenschaft, vor allem Schriftkunde, an den Leib rückt.

Freiburg i. Ue. *R. Newald.*

**Hubert Elie,** Docteur ès-lettres de l'Université de Paris. **Les Editions des Statuts de l'Ordre des Chartreux.** Librairie de l'Université F. Rouge et Cie S. A. Lausanne, 1943. in-8°, 210 p., 12 fr.

L'Ordre des Chartreux fut tout d'abord régi selon les usages établis au monastère de la Grande Chartreuse d'après les dispositions topographiques, le climat et les autres conditions particulières du « désert » où vécurent saint Bruno et ses premiers compagnons. Le recueil de ces usages porte le nom de Consuetudines de Guigue.

Peu à peu, les Chapitres généraux ont été amenés à promulguer des ordonnances afin d'appliquer aux situations différentes des nouvelles Chartreuses les normes de l'existence menée dans l'ermitage dauphinois. Ces décisions furent compilées en recueils qui vinrent successivement s'ajouter à la charte primitive : Antiqua Statuta en 1259, Nova Statuta en

1368, Tertia Compilatio Statutorum en 1509. Le tout fut imprimé à Bâle en un seul volume, dans lequel on trouve également une concordance détaillée et un bullaire ou recueil des divers privilèges et exemptions accordés aux Chartreux par les Souverains Pontifes. Telles est « l'édition « de 1510 », dont les caractères typographiques « constituent peut-être la « forme la plus parfaite à laquelle soit arrivée la typographie médiévale « allemande avant sa rapide décadence ».

A la suite du Concile de Trente, il fallut tenir compte de divers décrets disciplinaires applicables à l'ensemble des Ordres religieux. On en profita pour refondre en un texte unique toute la législation cartusienne. C'est la Nova Collectio Statutorum, dont la première édition vit le jour à Paris, en 1582.

Une seconde édition fut imprimée en 1691 à la Correrie (une dépendance de la Grande Chartreuse). Mais les Chartreuses d'Espagne protestèrent contre plusieurs notes marginales et aussi contre quelques récentes ordonnances des Chapitres généraux rappelées en note. L'ingérence de la cour d'Espagne ayant accru les difficultés, le Général des Chartreux, Dom Innocent Le Masson, déféra le litige au Souverain Pontife.

En 1689, les Statuts de l'Ordre étaient solennellement approuvés par le pape Innocent XI, moyennant dix-neuf légères corrections ou précisions. Cette même année parut donc à Rome une 3e édition de la Nova Collectio Statutorum.

La 4e et la 5e éditions datent respectivement de 1736 et de 1879. Celle du XIXe siècle diffère des précédentes par l'adjonction, au début ou à la fin du volume, de bulles pontificales et quelques ordonnances des Chapitres généraux postérieurs au XVIIe siècle.

Le Code de Droit canonique promulgué par Benoît XV obligea à une nouvelle revision, et la partie proprement liturgique fut dorénavant complètement séparée de la partie disciplinaire. Cette séparation existait, sinon de droit, du moins de fait, depuis 1582. D'où deux volumes distincts : les Statuta Ordinis Cartusiensis approuvés *in forma specifica*, en 1924, par le pape Pie XI, et l'Ordinarium Cartusiense.

M. Elie décrit et étudie chacune de ces éditions, mais il s'intéresse surtout à celle de 1510 : trois belles planches photographiques en reproduisent une page de texte et les gravures. L'auteur saisit, de plus, toutes les occasions pour donner maints autres renseignements bibliographiques : notamment sur quelques livres liturgiques cartusiens et sur les imprimeurs qui travaillèrent pour le compte des Chartreux. A propos de Dom Innocent Le Masson, on trouve des indications sur un certain nombre de publications de ce Général ; dans la section consacrée à la bibliographie de la polémique engagée par l'abbé de Rancé contre l'Ordre des Chartreux, une minutieuse description nous est donnée du traité « De la Sainteté et des Devoirs de « la Vie Monastique », écrit par le célèbre réformateur de la Trappe ; on signale aussi les divers ouvrages qui s'y rattachent.

Enfin, un appendice contient des réflexions sur « le sens cartusien de « l'adjectif *curiosus* », et, avant la table des matières, nous avons deux

Index : l'un pour les noms et l'autre, chronologique, pour les ouvrages cartusiens.

Mais M. Elie ne se borne pas à une étude purement bibliographique. L'examen des recueils successifs où fut codifiée la législation cartusienne lui a rendu évidente une évolution de celle-ci « qui apporte de précieuses « indications pour l'étude de la société occidentale au Moyen-Age ». Faisant état d'un dialogue et d'un pamphlet d'Erasme, des attaques de Rabelais contre les Religieux en général, des allégations de l'abbé de Rancé, il se refuse à souscrire à l'adage bien connu *Cartusia nunquam reformata quia nunquam deformata :* « Nous pensons que le « relâchement » se manifesta « aussi bien dans l'Ordre de saint Bruno que dans les autres, et, que si, en « effet, une réforme générale put être évitée, ce fut grâce à l'esprit de tra- « dition qui s'était maintenu plus vivace là qu'ailleurs, et à la sagesse des « directeurs de la communauté cartusienne (p. 108, note 3). » Pour notre auteur, cet esprit de tradition consiste en réalité à respecter habilement les coutumes anciennes « dans la forme », tandis que la sagesse des dirigeants provoque une « hypocrite » mutilation des textes les plus vénérables du temps passé : « La réforme radicale de l'Ordre... n'est pas avouée, ni de « droit, elle est, cependant, de fait (p. 121). »

Sur Dom Innocent Le Masson, M. Elie adopte entièrement les opinions de « l'abbé Tempête », et il souscrit aux dures appréciations des Jansénistes et jansénisants (p. 131-132, 170-171).

Encore que la conclusion générale exprime de la bienveillance pour les institutions cartusiennes (p. 190-191), l'ouvrage dans son ensemble ne laisse pas au lecteur une impression très favorable sur les fils de saint Bruno. Ce sont choses bien fâcheuses que M. Elie croit pouvoir signaler, sinon directement dans le présent, du moins dans l'histoire de cette famille religieuse : abus et désordres (p. 68, 77 sqq), pharisaïsme (pp. 98-99), hypocrisie et suffisance vaniteuse (pp. 108-109, 121-122), relâchement progressif (pp. 61 sqq., 64-65, 77, 104, 162-163, 177, 181), adultération des règles primitives (p. 61, 120-122, 186-187).

Il y aurait assurément des réserves à proposer sur tout cela. Les témoignages invoqués sont-ils toujours de première valeur ? Les textes, notamment les textes *de Règle*, qu'allègue M. Elie, prouvent-ils vraiment les défaillances *de fait* qui pour lui ne font point de doute ? Quant aux interdictions, menaces et châtiments complaisamment relevés par M. Elie dans la législation cartusienne, les intéressés répondraient sans doute comme Dom Le Masson à l'abbé de Rancé : « Pour avoir chez soi une boëte d'onguent contre la peste, « est-ce à dire que toute la famille est infectée de la peste, ou de quelque « autre mal que l'onguent de cette boëte a la vertu de guérir ? » (Explication de quelques endroits des Anciens Statuts de l'Ordre des Chartreux, p. 87.) D'autre part, on ne peut oublier qu'à chaque siècle la bonne tenue et la ferveur persévérante de l'ensemble de l'Ordre furent louées par des témoins dignes de foi. Il serait facile d'opposer, à l'attitude d'Erasme, celle de Thomas Morus ; au jugement de Dom de Rancé, celui de saint François de Sales. Le constant témoignage des Souverains Pontifes n'est certes pas à négliger :

M. Elie signale lui-même (p. 187, note 2) le sentiment du pape Pie XI, qui reprend en 1924 la formule sur la Chartreuse « jamais réformée... » — et semblable hommage du Siège apostolique n'a pas été rendu à d'autres Ordres (cf. *Acta Ap. Sed.* t. XVII, p. 64-68).

L'auteur est assurément plutôt bibliophile que spécialiste des matières monastique et ecclésiastiques ; mais dans l'examen des ouvrages et des textes mêmes, son attention est assez souvent en défaut. Il n'a pas vu, par exemple, que les Statuta publiés en 1926 sont tout entiers insérés dans la Constitution Apostolique Umbratilem du pape Pie XI, promulguée par le Cardinal-secrétaire d'Etat et le Cardinal-préfet de la Sacrée Congrégation des Religieux ; il passe totalement sous silence, dans la description de cette édition, ce document pontifical, et fait de la première partie. « Une préface, où nous trouvons le texte de la Constitution apostolique « Iniunctum Nobis du 27 mars 1688 et le texte de la lettre Testem « benevolentiae de Léon XIII du 22 janvier 1899 », tandis que la seconde partie devient « le texte des lettres des cardinaux Gasparri et « Laurenti, datées du 8 juillet 1924 (p. 188-189) ». En réalité, Pie XI a simplement *cité*, dans cette Bulle Umbratilem, *quelques mots* de la Constitution Iniunctum Nobis et de la lettre Testem benevolentiae. Et il n'y a ici aucune *lettre* des Cardinaux Gasparri et Laurenti. (Cf. *Acta Apost. Sed.*, t. XVI, p. 385 sqq.)

Parmi les confusions qui résultent, chez M. Elie, d'une lecture sans doute incomplète des documents, et quelquefois aussi d'une idée préconçue, nous nous permettons de relever la suivante encore, qui a trait à l'objet même de l'ouvrage, c'est-à-dire aux éditions des Règles cartusiennes, et fournit, en outre, un bon exemple des jugements un peu hâtifs auxquels l'auteur se laisse entraîner. Il s'agit de la 5e édition des Statuts, celle de 1879 : elle contient en appendice quelques bulles pontificales, qui intéressent l'Ordre cartusien. M. Elie les décrit (p. 183) et note que la dernière de ces bulles « est celle par laquelle Benoît XIII proclama en 1725, au Synode du Latran, « la Bulle Unigenitus règle de la foi. L'insertion de cette bulle, — ajoute « M. Elie — est significative de l'esprit qui continue à dominer dans l'Ordre ». Or, il suffit de prendre en mains le volume et de lire avec soin les documents pontificaux en question, pour voir qu'aucun n'a pour objet la promulgation de la Bulle Unigenitus, aucun ne la mentionne ni ne présente avec elle un rapport quelconque. Il est probable que les Chartreux n'ont aucune sympathie pour le Jansénisme, et M. Elie peut le regretter, mais nous ne savons si l'hostilité envers Port-Royal est un trait particulier de l'esprit actuel de ces contemplatifs : on conviendra, dans tous les cas, que la preuve administrée par l'auteur est insuffisante.

Signalons enfin quelques traductions vraiment trop libres. L'expression « *qui id facere praesumpserit* » — fréquente dans les Statuts cartusiens — se trouve constamment rendue dans cet ouvrage par : « qui *sera présumé* « avoir fait cela... ». De même : *ambulare super prunas plantis illaesis* devient, dans la version de M. Elie : « marcher sur des *noyaux de prunes* « sans que les pieds en souffrent » (p. 60). Méprise d'autant plus surprenante que ce proverbe, dont le « feu de braise » est ici transformé en « noyaux de

prunes », est une citation de la Vulgate (Prov. VI, 28). Sans faire une recherche intentionnelle de ce genre d'erreurs, nous en avons aperçu un nombre assez considérable. Les faux sens résultant de ces distractions de M. Elie obligent encore à de nouvelles réserves quant à la valeur des conclusions par lui tirées de l'examen des Règles cartusiennes.

*Gregor Kappeler.*

Stephan Hajnal : **Vergleichende Schriftproben zur Entwicklung und Verbreitung der Schrift im 12.-13. Jahrhundert. Schriftlichkeit und intellektuelle Schichtung.** — Beiträge zur europäischen Entwicklungsgeschichte. — Heft I. Mit Unterstützung der Ungarischen Akademie der Wissenschaften. Verlag Danubia. Budapest-Leipzig-Milano. 1943. 16 S. Text und 30 Tafeln.

Die von Hajnal Istvan auf den der kleinen Schrift beigegebenen 30 Tafeln abgebildeten 126 Schriftproben sind einerseits dem französischen und andererseits dem ungarischen, polnischen und schwedischen Gebiete entnommen. Und zwar unter absichtlicher Beschränkung auf die Urkundenschrift. Nur einige wenige deutsche Proben sind eingestreut. Zeit- und ortsbedingte Schwierigkeiten verhinderten die Heranziehung eines breiteren Materials. Es kam Hajnal darauf an, das parallele Auftreten gleicher Schriftformen im Westen und im Osten Europas zu zeigen. Er folgert aus der sehr geringen Zahl seiner Beispiele eine Gleichmäßigkeit in der Entwicklung der Schrift. Örtliche Eigenheiten gehen ihm in dem großen Ganzen der allgemeinen Gleichförmigkeit auf. Die entscheidende Rolle für diese Gleichförmigkeit weist Hajnal den Universitäten zu. Daß man zwischen der Entwicklung der französischen auf der einen und der österreichisch-ungarischen Schrift auf der anderen Seite einen zeitlichen Abstand von einem halben Jahrhundert annimmt, ist Hajnal natürlich bekannt. Doch läßt er diesen Unterschied nur für die klösterliche Kodexschrift gelten, nicht aber für den Urkundengebrauch. Bescheiden wertet Hajnal seine Arbeit als eine Anregung zu internationaler Zusammenarbeit, die allein eine wissenschaftlich gültige Beweisführung ermöglicht. Als erstes Ziel schwebt ihm die Herausarbeitung einer neuen, konkreten Methode der geschichtlichen Untersuchung der Universitätsorganisationen, der Klerikerbildung und des ansetzenden Kleriker-Beamtentums vor.

*H. Foerster.*